UNIVERSITÉ DE LORRAINE

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4
Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10
http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php
http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm

UNIVERSITE PAUL VERLAINE DE METZ
UFR SCIENCES HUMAINES ET ARTS

ECOLE DOCTORALE
PERSPECTIVES INTERCULTURELLES : ECRITS, MEDIAS, ESPACES, SOCIETES (PIEMES)

LABORATOIRE
CENTRE DE RECHERCHE SUR LES MÉDIATIONS (CREM)

Communication, médias et solidarité internationale : la médiatisation de l'humanitaire dans la presse française

Thèse présentée et soutenue publiquement le 14/12/2009
en vue de l'obtention du grade de docteur en
Sciences de l'Information et de la Communication
de l'Université Paul Verlaine de Metz

Par
Sékouna KEITA

Sous la direction du Professeur Arnaud MERCIER

Membres du Jury

1- **Jocelyne ARQUEMBOURG, MCF-HDR (Université Paris 2)**
2- **Pr. Éric DACHEUX (Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand)**
3- **Pr. Arnaud MERCIER (Université Paul Verlaine de Metz)**
4- **Pr. Sylvie THIEBLEMONT-DOLLET (Université Nancy2)**

Remerciements

Je voudrais exprimer tout d'abord mon infinie gratitude à mes parents dont le soutien moral et matériel inconditionnel m'a été précieux pendant très longtemps. De même que celui de mes frères et sœurs qui se sont toujours tenu à mes côtés. Je veux leur dire combien je leur reste redevable.

J'exprime ma gratitude au Professeur Arnaud Mercier, mon directeur de thèse, avec qui j'ai eu un immense plaisir à travailler dans la confiance et le respect réciproques. J'ai une grande pensée pour le Professeur Alexandre Marius Dees De Stério, mon directeur de mémoire de DEA et premier directeur de thèse, aujourd'hui disparu. Sa jovialité et son ouverture me restent des souvenirs forts.

Je n'oublie pas les échanges avec plusieurs professeurs et maîtres de conférences de l'école doctorale PIEMES et d'ailleurs que j'ai approchés à l'occasion de cours, de séminaires, de colloques ou d'autres rencontres scientifiques. Leurs réponses ou observations sur un aspect de mon sujet de thèse ou sur la conduite d'une recherche doctorale de façon générale m'ont été maintes fois utiles. Je veux citer notamment les professeurs Jacques Walter, Vincent Meyer, Béatrice Fleury, Claude Nosal, Jean-Marie Privat, Mohammed Kara, etc.

Je tiens aussi à remercier très sincèrement toutes les personnes qui m'ont apporté leur soutien par les encouragements et les remarques. Je pense en particulier à plusieurs amis doctorants avec lesquels j'ai eu régulièrement des échanges constructifs au cours des trois dernières années. Entre autres : Sabrina Cataldo, Hadj B. Cissé, Ghizlaine Lahmadi, Linda Saadaoui, Cheikh Sakho, etc. Je salue également Mesdemoiselles Angélique Lisch, Mona Salami, Patricia Gunzle, Novadene Miller et Mafoudia Soumaré pour leurs concours ou leurs encouragements.

Enfin, je veux dire ma reconnaissance à toutes celles et à tous ceux que j'ai sollicités, mais que je ne pourrais pas citer.

Résumé

L'humanitaire représente dans le monde une activité énorme en raison notamment de la multiplication des conflits et des catastrophes naturelles. La mise en œuvre de l'action humanitaire et sa médiatisation donnent lieu à un débat important au sein de la communauté internationale. Ce sujet de recherche a pour objectif d'analyser les rapports des médias aux questions humanitaires. Il s'agit en particulier d'étudier la façon dont les médias se mobilisent et assurent la couverture médiatique des crises humanitaires.

Nous partons de l'hypothèse que le discours médiatique sur l'humanitaire, de façon générale, est partiel et déséquilibré parce qu'il ne reflète pas toute la diversité et toute la réalité des crises humanitaires. Il fait l'objet de très nombreuses critiques de la part non seulement des organisations de solidarité internationale, mais aussi de parties belligérantes, voire d'auteurs et spécialistes en sciences de l'information et communication, en sciences politiques, en sociologie, etc. On parle de médiatisation-spectacle, de *charity business*, de multinationale du cœur… pour désigner ce qu'on considère comme des dérives des organisations non gouvernementales (ONG) et le travail des médias dans la solidarité internationale.

Médiatiquement, il est fait une distinction entre l'humanitaire d'urgence (résultant le plus souvent d'un conflit, d'une catastrophe naturelle), de loin le plus médiatisé, et l'humanitaire dit du développement avec des programmes et projets à moyen terme, voire à long terme. L'essentiel du regard des médias porte sur le premier, nettement projeté au-devant de la scène. Cependant, toutes les situations humanitaires d'urgence ne sont pas logées à la même enseigne, dans la mesure où il est des crises humanitaires d'urgence peu ou pas du tout médiatisées. En 2005, il a été beaucoup question du Tsunami, de l'ouragan Katrina aux États-Unis. Mais pendant cette même année, d'autres crises humanitaires aussi graves ont suscité peu l'intérêt des médias ou ont quasiment été ignorées, selon les organisations humanitaires. On cite dans ce registre la famine au Niger, la situation au Darfour… L'un des objectifs de ce travail de thèse a été de réfléchir sur les facteurs explicatifs de ce déséquilibre, de cette couverture partielle des questions humanitaires, et sur les différences qu'il peut y avoir d'un pays à l'autre ou d'un média à l'autre. Une analyse de la médiatisation davantage qualitative, descriptive et explicative. Quatre crises humanitaires survenues entre décembre 2004 et octobre 2005 sont prises en exemples : le tsunami en Asie et dans l'océan Indien, l'ouragan Katrina aux États-Unis, la famine au Niger et le séisme du Cachemire au Pakistan.

La méthodologie a consisté principalement en une analyse comparée de la médiatisation de ces quatre crises humanitaires par différents journaux français (quotidiens nationaux et hebdomadaires). Le choix porte sur un échantillon de journaux parmi les plus importants de la presse française. Il y a tout d'abord les trois principaux quotidiens nationaux : *Libération, Le Figaro, Le Monde* et les deux quotidiens économiques, *La Tribune* et *Les Échos* qui reflètent à eux seuls, par leur poids et leur envergure internationale, la façon dont la presse se focalise sur un événement. Il y a ensuite les hebdomadaires d'informations générales très impliqués dans la couverture des faits et phénomènes de la société française et de l'actualité internationale. Ce sont les principales publications dans cette catégorie de la presse française : *Le Nouvel Observateur, L'express, Le Point*. Le corpus est constitué des articles parus sur chacune des crises humanitaires dans les différents journaux. Des articles qui seront analysés du point de vue des sciences de l'information et de la communication, de la sociologie compréhensive des médias mais aussi sous l'angle des sciences politiques. Les questions humanitaires ont la particularité de s'inscrire à la fois dans le champ global de la solidarité et dans la politique et les relations internationales, à cause des conditions d'organisation et de mise en œuvre des opérations d'aide, à cause des conséquences à dimension planétaire ou à large spectre de certaines crises. Donc, outre les références théoriques, il s'est avéré indispensable d'exploiter un certain nombre d'ouvrages spécialisés traitant de la solidarité, des médias, du journalisme et de la communication, mais également portant sur des questions connexes comme les relations internationales, les organisations associatives, la géopolitique, la mondialisation et le développement, etc. Ces sujets ont un lien avec l'action humanitaire internationale, et même dans certains contextes l'influencent directement. Cette large revue de la littérature a permis d'analyser en profondeur la question de rapports médias-humanitaire, ainsi que les critiques et polémiques qui entourent l'organisation de l'action humanitaire internationale et sa couverture médiatique.

Le choix de la presse écrite face à la télévision qui domine largement le débat pour analyser la médiatisation de l'humanitaire n'est pas anodin. Historiquement, les rapports entre la presse écrite et l'humanitaire remontent à plus de deux siècles. Aussi, la presse offre-t-elle généralement les mêmes informations que les télévisions. Les titres des quotidiens sont alignés depuis deux décennies sur ceux des journaux télévisés. Mais la presse se démarque par sa différence. Souvent, elle offre des informations plus développées, des analyses plus approfondies, des angles de couverture plus nombreux et diversifiés. Ce n'est pas pour rien qu'elle tient sa place auprès des chaînes de télévision et des radios dans la couverture de

l'actualité des grandes questions internationales. Elle tient sa place par ses différences, son discours, sa stratégie de mise en page et d'illustration, ses divers angles d'approche.

D'autres aspects de la médiatisation de l'humanitaire sont évoqués. Il s'agit notamment de la médiatisation de la question par les organisations humanitaires elles-mêmes. En effet, celles-ci accordent une importance de premier ordre à l'information et à la communication. Il paraissait donc utile de s'intéresser aux stratégies de communication que ces organisations mettent en œuvre pour mobiliser les médias, les publics et les décideurs, pour présenter leurs activités et promouvoir des causes et des valeurs.

La médiatisation dépend des caractéristiques de chaque événement, mais aussi d'un certain nombre de facteurs géopolitiques, économiques, culturels et éthiques, entre autres, qui s'y rapportent plus ou moins directement. L'importance de ces facteurs explique en grande partie la nature et le niveau de couverture médiatique, ainsi que de mobilisation de la solidarité internationale.

Mots clés : Humanitaire, médiatisation, information, communication, solidarité, acteurs.

Organisation de la thèse

Cette thèse se compose d'un volume principal et des annexes. Le volume principal, se divise en trois parties qui comportent de deux à trois chapitres chacune. La première partie est consacrée à la présentation de l'action humanitaire internationale, de ses origines à son organisation moderne, avec des structures, des hommes et des stratégies d'action. La deuxième partie porte sur la description des quatre crises humanitaires étudiées, sur leur contexte d'émergence et sur la couverture médiatique qui en a été faite. La dernière partie est une analyse des facteurs et enjeux qui expliquent le niveau de mobilisation des médias et de la solidarité internationale autour d'une crise humanitaire ou d'un grand événement.

Les annexes sont de deux types. La première partie des annexes est constituée de la retranscription intégrale des entretiens avec des responsables d'organisations humanitaires interviewés, ainsi que des avis exprimés par des journalistes sur la couverture médiatique des questions humanitaires. La deuxième partie des annexes est faite de tableaux réalisés à partir des articles de presse recueillis à l'état de textes bruts dans la base de données FACTIVA. Ces tableaux sont la synthèse de près de 4000 pages de textes d'articles de presse sur la médiatisation des quatre crises humanitaires étudiées dans leur couverture médiatique. La conception des tableaux sous *Excel* permet de mieux apprécier le niveau de visibilité du déroulement de la médiatisation et de sa nature. L'intensité, la durée, l'étendue et les instruments de la couverture médiatique sont ainsi mis en évidence. Une manière de pouvoir comparer les différentes crises humanitaires et les types de mobilisation médiatique qu'elles ont suscités. Ces tableaux constituent un inventaire complet de l'ensemble des articles publiés sur les différentes crises dans l'intervalle de temps et dans les journaux choisis.

Il y a deux catégories de tableaux. La première porte sur les articles de presse publiés sur chaque crise humanitaire. Un tableau par crise humanitaire, donc au total quatre longs tableaux identiques, comportant chacun huit colonnes. Les deux premières colonnes indiquent respectivement la date de parution et le titre de l'article. La troisième colonne indique la longueur de l'article (nombre de mots) et la quatrième comporte le nom de l'auteur de l'article. Dans la cinquième colonne est noté le genre journalistique utilisé pour traiter l'information. Les colonnes 6 et 7 portent sur la mise en valeur de l'information : rubrique et numéro de page de l'article dans le journal. La dernière colonne est un résumé en quelques

mots de ce dont il est question dans l'article, c'est-à-dire la quintessence du sujet d'information.

Dans la deuxième catégorie de tableaux est réalisée la totalisation des articles par crise et par journal. Dans ces tableaux, construits à partir des données figurant dans ceux de la première catégorie, nous avons produit des statistiques sur la médiatisation de chaque événement. D'abord, les tableaux de totalisation des articles par crise humanitaire médiatisée. Sur chaque crise, deux petits tableaux qui indiquent le nombre d'articles et d'éditions publiés par chaque journal quotidien ou hebdomadaire. Ensuite, les tableaux de totalisation par journal. Il s'agit d'un tableau par journal quotidien ou hebdomadaire, indiquant le nombre d'articles et d'éditions sur chacune des quatre crises humanitaires. Ces tableaux permettent de saisir, à travers les données chiffrées, les différences de manifestation d'intérêt d'un même média face à plusieurs événements semblables, en l'occurrence des crises humanitaires. Globalement, à travers ces tableaux, on voit d'un coup d'œil les différences de traitement médiatique des événements.

Table des matières

Remerciements **0**

Résumé **2**

Organisation de la thèse **5**

Table des matières **7**

Glossaire **11**

Introduction générale **15**

1. Problématique : les questions humanitaires et leur médiatisation 15
2. État de la recherche sur le sujet 21
3. Construction de l'objet de recherche 25
4. Hypothèses et cadre théorique 30
5. Méthodologie 45
6. Corpus 51

PREMIERE PARTIE. DE LA CHARITE A L'ACTION HUMANITAIRE MODERNE : UNE LONGUE EVOLUTION **55**

Chapitre 1. Origine et évolution des actes de solidarité **57**

1-1. Au départ, des actes de charité et de foi 57
1-2. L'ère de l'humanitaire moderne : évolution du contexte juridique et ingérence humanitaire 58
1-2-1. Évolution du contexte juridique : le droit international humanitaire et le droit d'ingérence humanitaire 61
1-2-2. Facteurs d'émergence des crises humanitaires 65

Chapitre 2. Action humanitaire internationale : un système **67**

2-1. Dispositif international du secteur de l'humanitaire : diversité des acteurs et des partenaires 67
2-2-1. Acteurs de l'humanitaire 67
2-2-2. Système de mise en œuvre de l'action humanitaire internationale 75
2-3. Caractéristiques de l'action humanitaire internationale moderne 77
2-3-1. Méthode : neutralité ou engagement 77
2-3-2. Action humanitaire : un travail de collaboration et de partenariat 79
2-3-4. Humanitaire moderne : médiatisation et témoignages 80
2-3-5. Concurrence et compétition 85
2-3-6. Polémiques et désaccords 86
2-3-7. Divergence temporelle des acteurs 87
2-3-8. De nouveaux acteurs dans la solidarité internationale 89
2-3-9. Communication dans l'urgence : une priorité 90

Chapitre 3. Communication dans le secteur de la solidarité internationale **91**

3-1. Naissance et essor de la communication des organisations humanitaires 91
3-1-1. Théories de la communication et liens avec les organisations 91
3-1-2. Essor de la communication des associations, en particulier des organisations humanitaires 94

3-1-3. Communication et médiatisation en période de crise ou d'urgence 100
3-1-4. Rapports médias/humanitaire 104
3-1-5. Importance des médias pour les organisations humanitaires 111
3-2. Caractéristiques de la communication dans l'humanitaire 113
3-2-1. Acteurs de la communication dans l'humanitaire 114
3-2-2. Objectifs et le dilemme du positionnement de la communication 119

DEUXIEME PARTIE. CRISES HUMANITAIRES ET MOBILISATION MEDIATIQUE EN 2004-2005 125

Chapitre 4. Médias et événement 127
4-1. Construction de l'événement dans l'opinion 127
4-1-1. Ce qui constitue un événement 127
4-1-2. Du fait à l'événement médiatique 129
4-1-3. Des facteurs qui conduisent à une médiatisation 135
4-2. Une période de cataclysmes et de crises humanitaires médiatisés : 2004-2005 146
4-2-1. Le tsunami en Asie 147
4-2-2. Le séisme au Pakistan 148
4-2-3. L'ouragan *Katrina* aux États-Unis 150
4-2-4. La Famine au Niger 153

Chapitre 5. La médiatisation des différentes crises humanitaires dans la presse française 164
5-1. Médiatisation du tsunami 167
5-1-1. Logiques spectaculaires : force de la nature 177
5-1-2. Logiques émotionnelles : émotion et solidarité mondiales 184
5-1-3. Enjeux polémiques : dimension politique 194
5-1-4. Enjeux socio-économiques : impact sur l'économie mondiale 201
5-1-5. Logiques autoréflexives : critiques et difficultés autour de l'organisation des opérations humanitaires et du travail des médias 206
5-1-6. Autres angles de médiatisation 219
5-2. Médiatisation de l'ouragan Katrina 220
5-2-1. Logiques spectaculaires : étonnement et surprise 225
5-2-2. Enjeux polémiques : gestion de la crise et controverse politique 227
5-2-3. Logiques morales : pauvreté et inégalités sociales 229
5-2-4. Enjeux socio-économiques : impact économique de la crise 231
5-3. Médiatisation du séisme au Pakistan 235
5-3-1. Logiques spectaculaires : conséquences de la catastrophe et organisation des secours 239
5-3-2. Enjeux polémiques : situation géopolitique régionale 242
5-4. Médiatisation de la famine au Niger 245
5-4-1. Enjeux socio-économiques : causes et conséquences internes de la crise 247
5-4-2. Logiques morales : une attitude contestée de la communauté internationale face à la crise humanitaire au Niger 249
5-4-3. Éléments de fond de la médiatisation et de la communication autour de cette crise humanitaire en Afrique sud-saharienne 252
Conclusion de la deuxième partie 255

TROISIEME PARTIE. PRINCIPAUX FACTEURS D'UNE COUVERTURE MEDIATIQUE ET DEBATS SUSCITES **259**

Chapitre 6. Facteurs d'un traitement médiatique différent : enjeux politiques, économiques et sociaux de la médiatisation des crises humanitaires **262**

6-1. Les différentes crises humanitaires et leurs enjeux d'intérêt médiatique 264
6-1-1. Cas du tsunami en Asie 264
6-1-2. Cas de l'ouragan Katrina aux États-Unis 266
6-1-3. Cas du Pakistan 268
6-1-4. Cas de la famine au Niger 273
6-2. Des journaux face aux crises : réactions différentes 284
6-2-1. Des niveaux variés de manifestation d'intérêt médiatique 284
6-2-2. Traitement de l'événement à travers les genres journalistiques 297
6-2-3. De la prise en charge du discours médiatique : le recours aux personnalités extérieures aux médias 301
6-2-4. Les journaux et leurs marques : consensualisme et singularités dans la médiatisation des crises 311
6-2-5. Médias et commémoration des anniversaires : retour sur les événements un an après 315
6-3. Cas de la crise humanitaire de Birmanie en 2008 : mobilisation médiatique pour un événement lointain 317
6-3-1. La catastrophe et ses conséquences sur le plan humain et matériel 321
6-3-2. Dénonciations : tous contre la junte 321

Chapitre 7. Critiques du rôle des médias et de l'action humanitaire **323**

7-1 Des critiques diverses 323
7-1-1. Partialité 323
7-1-2. Vision médiatique parcellaire et présentation apocalyptique 324
7-1-3. Instrumentalisation des médias 327
7-2. Synthèse des entretiens avec des acteurs de l'humanitaire et des points de vue exprimés par responsables des médias 329
7-2-1. Synthèse des points de vue exprimés par des acteurs de l'humanitaire lors des entretiens 331
7-2-2. Synthèse des points de vue des professionnels des médias 340
Conclusion de la troisième partie 348

Conclusion générale **350**

Bibliographie **356**

ANNEXES ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

Tables des illustrations (graphiques et tableaux)

Tableau 1 : Articles de la première journée de médiatisation du tsunami dans la PQN 168

Tableau 2 : Articles de la deuxième journée de médiatisation du tsunami dans la PQN..... 170

Figure 1 : Schéma des thèmes abordés dans la médiatisation du tsunami 175

Figure 2 : Schéma des thèmes abordés dans la médiatisation du tsunami (suite et fin)..... 176

Tableau 3 : Articles de la première journée de médiatisation de Karina dans la PQN 221

Tableau 4 : Articles de la deuxième journée de médiatisation de Karina dans la PQN..... 222

Figure 3 : Schéma des thèmes abordés dans la médiatisation de Katrina 224

Tableau 5 : Articles de la première journée de médiatisation du séisme du Cachemire au Pakistan dans la PQN 236

Tableau 6 : Articles de la deuxième journée de médiatisation du séisme du Cachemire au Pakistan dans la PQN 237

Figure 4 : Schémas des thèmes abordés dans la médiatisation du séisme du Cachemire au Pakistan 238

Tableau7 : Premiers articles publiés sur la famine au Niger en juillet 2005..... 246

Figure 5 : Schéma des thèmes abordés dans la médiatisation de la famine au Niger 247

Tableau 8 : Répartition des articles sur le Niger dans la PQN..... 285

Diagramme 1 : Articles sur le Niger dans la PQN 285

Tableau 9 : Répartition des articles sur le séisme du Pakistan dans la PQN..... 286

Diagramme 2 : Articles sur le séisme du Pakistan dans la PQN..... 286

Tableau 10 : Répartition des articles sur le Niger dans les magazines hebdomadaires 289

Diagramme 3: Articles sur le Niger dans les magazines hebdomadaires..... 289

Tableau 11 : Répartition des articles sur le séisme du Pakistan dans les magazines hebdomadaires..... 290

Diagramme 4 : Articles sur le séisme du Pakistan dans les magasines hebdomadaires 290

Tableau 12 : Répartition des articles sur le tsunami dans la PQN 292

Diagramme 5 : Articles sur le tsunami dans la PQN..... 292

Tableau 13 : Répartition des articles sur Katrina dans la PQN..... 294

Diagramme 6 : Articles sur Katrina dans la PQN 294

Tableau 14 : Répartition des articles sur le tsunami dans les magazines hebdomadaires..... 295

Diagramme 7 : Articles sur le tsunami dans les magazines hebdomadaires..... 295

Tableau 15 : Répartition des articles sur Katrina dans les magazines hebdomadaires 296

Diagramme 8 : Articles sur Katrina dans les magazines hebdomadaires..... 296

Tableau 16 : Articles sur la Birmanie dans les quotidiens d'informations générales 318

Diagramme 9 : Articles sur la Birmanie dans les quotidiens d'informations générales 318

Glossaire

ACDI : Agence Canadienne pour le Développement International

ACF : Action Contre la Faim

ACI : Acteurs Collectifs Internationaux

ADP : Aide Publique au Développement

AFP : Agence France Presse

AI : Association Internationale

AIEA : Agence Internationale de l'Énergie Atomique

ARC : Association pour la Recherche sur le Cancer

ARENE : Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger

ASEAN : Association des Nations du Sud-Est Asiatique

BBC : *British Broadcasting Corporation*

CARE : *Cooperative for American Remittancies in Europe*

CDSN : Coordination Démocratique de la Société Civile Nigérienne

CERI : Centre d'Études des Relations Internationales

CERPHI : Centre d'Études et de Recherche sur la philanthropie

CFPJ : Centre de Formation et de Perfectionnement des Journalistes

CICR : Comité International de la Croix-Rouge

CILSS : Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel

CNN : *Cable News Network* (Réseau câblé d'information) fondée en 1980

CIRPES : Centre Interdisciplinaire de Recherche sur la Paix et d'Études Stratégiques

CISL: Confédération Internationale des Syndicats Libres

Coordination SUD : Coordination Solidarité Urgence et Développement

CREIDD : Centre de Recherches et d'Études Interdisciplinaires sur le Développement Durable

CSF : Communications Sans Frontières

DAL : Droit Au Logement

ECHO : Office de Coordination des Affaires Humanitaires (de l'Union européenne)

EHESS : École des Hautes Études en Sciences Sociales

FAO : *Found Agriculture Organization* (Fonds des Nations-Unies pour l'Agriculture)

FED : Fonds Européen du Développement

FISCCR : Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

HCR (ou **UNHCR**) : Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés

HKI : Helen Kellen Internationale

HUMACOOP : Humanitaire et Coopération

IAJPQ : Inter Agence Jeune Presse du Québec

IEP : Institut d'Etudes Politiques

IFRI : Institut Français de Recherches Internationales

IRD : Institut de Recherche Démographique

IRIS : Institut de Recherches Internationales et Stratégiques

JT : Journal (aux) Télévisé (s)

MAE : Ministère des Affaires Etrangères

MDM : Médecins du Monde

MSF : Médecins Sans Frontière

NASA : National Aeronautics and Space Administration

NHC : National Hurricane Center (Centre National de prévision et de gestion des Ouragans)

NMC : Nouveaux Mouvements Contestataires

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement en Europe

OCHA : Office de Coordination des Affaires Humanitaires (des Nations Unies)

OCI : Organisation de la Conférence Islamique

OIC : Observatoire International des Crises

OING : Organisations Internationales Non Gouvernementales

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

OSC : Organisations de la Société Civile

OSI : Organisations de Solidarité Internationale

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

OXFAM : Oxford Commitee for Famine Relief

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PQN : Presse Quotidienne Nationale

RDC : République Démocratique du Congo

RFI : Radio France Internationale

RI : Relations Internationales

SI : Solidarité Internationale

SIC : Sciences de l'Information et de la Communication

SIDA : Syndrome d'Immuno Déficience Acquise

TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

TPI : Tribunal Pénal International

TV : Télévision

UA : Union Africaine

UAH *:* Universités d'Automne de l'Humanitaire

UE : Union Européenne

UNICEF : *The United Nations Children's Fund* (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)

UNITAID : Facilité internationale de financement d'achats de médicaments pour le traitement du VIH/SIDA, du paludisme et de la tuberculose dans les pays en développement

US : *United States* (Etats-Unis)

USA : *United States of America* (Etats-Unis d'Amérique)

USD : *United States Dollar* (dollar américain)

USAID : *United States Agency for International Development* (Agence Américaine pour le Développement International)

VOICE : *Voluntary Organizations in Cooperation in Emergencies*

Introduction générale

1. Problématique : les questions humanitaires et leur médiatisation

La problématique est une des premières étapes dont l'accomplissement permet au travail de recherche de prendre forme et corps. Elle donne les premières indications sur l'orientation du travail et les choix du chercheur. « La problématique constitue en effet le principe d'orientation théorique de la recherche, elle en définit les grandes forces » (Quivy, Van Campenhoudt, 1995 : 98). Cette étude de thèse vise l'analyse des processus de médiatisation relative à la question de l'humanitaire. La mobilisation de la solidarité internationale et la couverture médiatique relatives aux nombreuses crises humanitaires connaissent des disparités, donnant lieu à diverses polémiques et critiques au sein de la communauté internationale et au sein même des organisations humanitaires. Sont notamment mises en cause la médiatisation jugée partielle, partiale ou insuffisante, la manière d'agir des ONG et l'attitude des grands donateurs de l'aide accusés de se détourner de certaines tragédies. Dans le *Baromètre de la protection des civils 2008*[1], l'ONG *OXFAM France* met en relief « les grandes disparités entre l'ampleur des besoins et le type de réponse apportée ». Ceci renvoie à la question des crises dites oubliées, en raison notamment de leur faible visibilité médiatique et de la modicité des fonds récoltés qui leur sont destinés. Cependant, d'autres crises suscitent une forte mobilisation des médias et des donateurs. Pourquoi une telle inégalité dans la médiatisation et dans l'expression de la solidarité ? Comment s'exprime-t-elle ? Quels en sont les grands ressorts ? Cette thèse est réalisée autour de ces questions centrales. L'analyse empirique et la réflexion théorique permettent d'y apporter des éléments de réponse argumentés.

Globalement, il s'agit d'étudier à travers quelques exemples concrets de crises humanitaires la façon dont les médias se mobilisent et assurent la médiatisation de ces événements. D'une part, l'accent sera mis sur les stratégies d'approche explorées et mises en œuvre par les

[1] *OXFAM France, Baromètre de la protection des civils* 2008. *Des réponses adaptées aux crises persistantes ?*, rapport publié en juin 2009

médias, en particulier la presse[2], pour construire un discours sur les événements humanitaires. D'autre part, il sera question d'évoquer les stratégies de communication des organisations humanitaires et les interactions avec les journalistes. L'analyse de l'éditorialiste de *Libération*, Patrick Sabatier, donne un aperçu de la façon dont se présentent les rapports des médias aux crises diverses et complexes :

> « Faut-il y voir l'effet d'une lassitude d'Occidentaux dont la compassion est de plus en plus souvent sollicitée pour répondre aux urgences humanitaires aux quatre coins de la planète ? Au hit-parade de la mobilisation, le séisme qui a fait des dizaines de milliers de victimes au Cachemire ne fait pas recette. Les coffres des ONG et de l'ONU restent vides. Aux ravages de la Terre en colère risquent de s'ajouter ceux d'un ciel hivernal particulièrement rigoureux dans cette région de hautes altitudes. Le contraste est frappant avec le déferlement de dons en Asie du Sud-Est après le tsunami. Ou l'émotion suscitée par les destructions de Katrina en Louisiane. Il faut rappeler en revanche la grande indifférence qui avait entouré la famine au Niger. Pourquoi plusieurs poids, plusieurs mesures ? Le soupçon est bien sûr que les Occidentaux mettent plus facilement la main à la poche quand le drame touche leurs compatriotes, en raison de la présence de touristes, et d'une proximité culturelle ou ethnique. Les Cachemiris ont le tort de vivre dans une région difficile d'accès et interdite aux étrangers par la guerre. Et dans un pays, le Pakistan, à la réputation exécrable, parce que les terroristes islamistes y trouvent sanctuaire ».[3]

Cette explication fournit quelques éléments qui participent du débat et des polémiques autour de la médiatisation des crises humanitaires. Dans cette thèse, il s'agit de travailler principalement sur le discours médiatique, mais aussi sur le discours institutionnel relatif à l'humanitaire. Le problème central consistant à analyser l'inégalité et le déséquilibre qui caractérisent la médiatisation de l'humanitaire. Inégalité et déséquilibre qui font l'objet de

---

[2] Le mot presse a une dimension polysémique selon le contexte d'emploi et/ou selon l'intention de l'utilisateur. Au départ, la presse désigne la machine destinée à l'impression typographique et au tirage des imprimés. Le terme désigne aussi l'ensemble des journaux d'une part, l'activité et le monde du journalisme d'autre part. Nous employons le terme dans son acception renvoyant à la presse écrite, pour bien distinguer ce média des autres, notamment de la télévision et de la radio.

[3] Éditorial intitulé *Lassitude (Libération* du 26/10/05).

débat dans le milieu des organisations non gouvernementales (ONG) [4]. Dans cette logique, on peut se pencher sur quelques aspects de la question. Le premier c'est que dans l'humanitaire, on distingue l'humanitaire d'urgence de l'humanitaire dit durable ou du développement. L'on remarque que la médiatisation que font les médias de l'humanitaire concerne en grande partie l'humanitaire d'urgence, « une médiatisation-spectacle » (Brauman, 2000), souvent massive −quoique pas pour toutes les crises d'urgence− qui, visiblement, se joue davantage sur l'émotion pour mobiliser la générosité des gouvernements, des publics, des collectivités et autres institutions de donatrices. Mais une telle façon de médiatiser les questions humanitaires est loin de requérir l'adhésion des tous les acteurs. Beaucoup doutent de l'efficacité de ce type de médiatisation basé sur la pitié et l'exaltation de la générosité. Selon un spécialiste du secteur, « l'humanitaire-spectacle, fait d'opérations de promotion montées en vue de leur consommation médiatique et pour leurs vertus communicantes, est une menace de même ordre pour l'action humanitaire » (Brauman, 2000 : 91). Généralement, c'est une médiatisation qui survient durant les grandes catastrophes naturelles (par exemple, le *tsunami*[5] dans l'océan Indien en décembre 2004, l'ouragan *Katrina* aux États-Unis en 2005, le séisme du Pakistan également en 2005...) ou au plus fort des crises humanitaires provoquées par les conflits (Darfour…), la famine (Niger, Malawi…). Une médiatisation intense et spontanée qui dure pendant quelques jours ou quelques semaines tout au plus. La suite de la crise et de l'activité subséquente des organisations humanitaires sur le terrain est généralement passée sous silence, ignorée, alors qu'après la phase d'urgence, les organisations humanitaires continuent leur travail longtemps dans la reconstruction et la réorganisation des régions et communautés concernées.

[4] « Une organisation non gouvernementale ou ONG est une organisation d'intérêt public qui ne relève ni de l'État ni d'une institution internationale. Les ONG n'ont pas le statut de sujet de droit international. L'habitude est de réserver le terme aux personnes morales à but non lucratif financées sur des montants importants par des fonds privés. Grâce à l'apport de la sociologie des organisations, les principaux critères définissant une ONG sont : l'origine privée de sa constitution, le but non lucratif de son action, l'indépendance financière, l'indépendance politique, la notion d'intérêt public. » (Source : www. wikipedia.org).

[5] « Le tsunami, provoqué par un séisme, dégage une énergie phénoménale balayant tout sur son passage. « Vague de port » : c'est ce que signifie le mot tsunami en japonais. Un raz de marée en français, mais le terme tsunami est plus couramment employé dans la communauté scientifique. Le plus ancien tsunami connu remonte à 1490 av. J.-C. L'explosion du volcan Santorin avait dévasté les côtes de la mer Égée». (Source : *Libération* du 27/12/04).

Cependant, il y a des crises humanitaires consécutives à des conflits ou à des calamités naturelles qui sont sous-médiatisées, ne suscitant que très peu ou pas du tout l'intérêt des médias, et qui ne reçoivent pas l'assistance internationale nécessaire. L'exemple du Pakistan a été souvent avancé par certains acteurs de l'humanitaire comme illustrateur de ce désintérêt médiatique et du défaut de solidarité qui en découle. Ceux qui affichent cette position ont-ils tort ou raison ? L'analyse du corpus d'articles de presse permettra d'avoir une réponse réaliste et objective. On peut cependant rappeler que le puissant séisme du 8 octobre 2005, dans la région du Cachemire, a fait probablement au moins 86 000 morts selon les estimations officielles et créé des conditions de vie difficiles pour les rescapés et les survivants : une véritable crise humanitaire. Mais cette catastrophe n'a pu être filmée en direct comme ce fut le cas pour le tsunami. Il n'y a quasiment pas eu d'images au moment de la production du tremblement de terre dans une région montagneuse où peu de touristes étrangers osent s'aventurer à cause de l'insécurité et du climat de guerre permanent qui y règnent. Plusieurs mois après la catastrophe, alors que la crise humanitaire s'empire, les dons sont restés très modiques, qu'ils émanent des institutions multilatérales, des États ou des particuliers. En ce qui concerne les États, les agences de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) ont estimé un besoin initial à 312 millions de dollars. Mais en une quinzaine de jours, elles n'avaient reçu que 68 millions de dollars. Selon le journal *Libération* du 26/10/05, l'Unicef avait reçu 20 millions d'euros dans la première quinzaine de janvier qui avait suivi le tsunami et la même organisation a reçu 50 000 dollars dans la quinzaine de jours suivant le séisme pakistanais. Une comparaison qui traduit un déploiement de solidarité nettement différent selon les crises. Les ONG ont vécu les mêmes problèmes de mobilisation de fonds en faveur de cette crise. Mais le Pakistan n'est pas la seule crise humanitaire qualifiée d'oubliée dans le monde. Il y en a bien d'autres qui suscitent peu ou pas du tout l'intérêt des médias en Occident, quasiment ignorées, peu montrées donc mal perçues dans leur singularité et dans leur étendue par les opinions publiques. Au même moment, les ONG tentaient d'attirer l'attention sur d'autres. Par exemple : le Niger, le Darfour, l'Afghanistan, l'Amérique latine avec les catastrophes naturelles à répétition.

Le second aspect de cette problématique porte sur la médiatisation de l'humanitaire dit de développement. De l'humanitaire qui ne résulte pas forcément d'une grave crise ou d'une catastrophe, mais s'inscrit dans un projet ou programme durable d'assistance destinée à des populations des pays pauvres, dans les domaines essentiels de la santé, de l'éducation, de l'hydraulique, de l'aide agricole. Ces interventions des organisations humanitaires,

occidentales pour la plupart, se concentrent dans les secteurs du développement social et économique. Contrairement à l'urgence, ces activités humanitaires ne sont que très peu médiatisées par les médias en Occident, qu'ils soient écrits ou audiovisuels. Il y a une sous-médiatisation à ce niveau. Déjà, « dans les années 1980, le succès de l'humanitaire d'urgence (action ponctuelle sur les effets, dans le court terme), se fait aux dépens de l'humanitaire de développement » (action sur les causes, dans la durée). Les ONG d'urgence, plus voyantes, plus spectaculaires drainent l'essentiel des dons et concurrencent les ONG de développement qui ont moins d'images à vendre, et moins de résultats quantitatifs à faire valoir »[6]. Dans la médiatisation, il est davantage question des actions humanitaires menées dans l'urgence qui, généralement, font l'objet de communication et de battage médiatique important. Les actions humanitaires s'inscrivant dans le moyen et même le long termes n'étant quasiment pas intéressants pour les médias. Il faut cependant souligner qu'il n'y a presque plus de frontière idéologique ni d'opposition entre ces deux types d'acteurs dans la mesure où en 2008, 86%[7] des ONG sont à la fois dans l'urgence et dans les actions de développement. Néanmoins, dans le cadre de cette thèse, nous nous intéressons principalement aux situations de médiatisation liées à l'urgence qui donne lieu à une mobilisation plus ou moins importante des médias. Dans l'analyse, l'humanitaire du développement sera évoqué, mais de façon assez sommaire et à titre subsidiaire afin de comprendre certaines situations.

Un autre aspect de la question concerne la médiatisation de l'humanitaire par les organisations humanitaires elles-mêmes. C'est-à-dire les outils et stratégies de communication que ces organisations mobilisent pour attirer l'attention des médias, des gouvernements et de l'opinion publique sur une crise humanitaire, mais aussi sur leurs activités de terrain au quotidien. Par exemple, l'essentiel de la communication sur l'humanitaire de développement est l'œuvre des organisations humanitaires à travers leurs propres stratégies et moyens de communication (campagne de collecte, internet, publications périodiques, communiqués, courriers personnalisés, flyers, bon de don, parrainage…). Dans ce travail, la communication des organisations sera abordée, en particulier celles des ONG humanitaires. Car, à certains égards, la mobilisation des médias autour des questions de solidarité résulte de la pertinence des

[6] DUPONT Stéphanie, 2002, *Les enjeux d'Internet dans la communication des associations*, mémoire de DESS à l'École de Journalisme et de Communication de Marseille, Université de la Méditerranée (source : https://stephanie.dupont3.free.fr)

[7] Source : Publication de VOICE (*Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies*). VOICE est un réseau de quelque 90 ONG travaillant dans l'humanitaire à travers le monde.

stratégies de communication des ONG pour lesquelles des professionnels sont constamment sollicités.

L'action humanitaire d'urgence dont la médiatisation constitue le cœur de ce travail est de loin l'aspect le plus important, à en juger par quelques chiffres. Avec 10 milliards de dollars dépensés en moyenne par an, l'aide humanitaire d'urgence constitue l'un des rares secteurs dans le domaine de l'aide internationale qui ait connu une expansion aussi forte : les chiffres ont été multipliés par six en une décennie. Au-delà des fonds privés qu'elles mobilisent, les organisations non gouvernementales canalisent une part croissante des financements publics, d'origine bilatérale ou multilatérale. La part des ONG dans la distribution de l'aide alimentaire a ainsi plus que doublé en dix ans[8]. Les financements publics dans les ONG humanitaires dépassent aujourd'hui, en moyenne, les 50 %. L'année 2005 a été exceptionnelle en matière de mobilisation des fonds destinés à l'aide humanitaire. Le rapport[9] 2006 sur les catastrophes dans le monde révèle qu'au total l'aide d'urgence a atteint le montant record de 17,5 milliards de dollars américains dont 12 milliards par les États, et 5,5 milliards par les publics. L'essentiel de ces fonds était destiné aux rescapés du tsunami de l'océan Indien pour 14 milliards environ. Le rapport révèle surtout les disparités entre les crises, tant dans le financement que sur le plan de la couverture médiatique.

> « La répartition de l'assistance demeure très inégale. Le tsunami a été la catastrophe la mieux financée, avec un minimum de 1241 dollars d'aide humanitaire par bénéficiaire, soit 50 fois plus que les catastrophes les moins bien financées. Les appels d'urgence pour le Tchad, la Guyane, la Côte d'Ivoire, le Malawi et le Niger, par exemple, ont recueilli en moyenne moins de 27 dollars par bénéficiaire […]. La couverture médiatique est-elle aussi déséquilibrée. Pourquoi l'ouragan *Katrina*, qui a fait quelque 1300 morts, a-t-il généré 40 fois plus d'articles de presse que Stan, qui a fait près de 1600 morts au Guatemala peu de temps après ? »

La réponse à ces interrogations viendra de la réflexion sur les facteurs apparents et non apparents d'une mobilisation médiatique et politique.

---

[8] Source : Programme alimentaire mondial (PAM).

[9] Source : La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCCR), *Rapport sur les catastrophes dans le monde* 2006.

2. État de la recherche sur le sujet

L'action humanitaire est une des questions sur lesquelles il y a une profusion de productions en tous genres : Essais, articles de revues, articles de presse, thèses, publications d'ONG et d'organisations internationales, actes de colloques, etc. La plupart du temps, ceux qui s'intéressent au sujet sont des étudiants, des travailleurs ou responsables d'ONG, des chercheurs en sociologie, en droit, en médecine, en philosophie et religion, en psychologie, en sciences politiques, en communication, en marketing, etc. Il est question de l'action humanitaire dans sa conception et dans sa mise en œuvre, des rapports entre médias et humanitaires, de la communication et du comportement des acteurs, de l'utilisation des images et de la publicité humanitaire, etc.

Au cours des dix dernières années, de nombreuses thèses de doctorat en France ont porté sur l'humanitaire. Ces travaux aux méthodes et approches variées sont réalisés généralement dans le cadre d'une discipline, mais très rarement avec une approche interdisciplinaire. C'est ainsi qu'en droit il y a des thèses sur les aspects juridiques de l'humanitaire et leurs interférences dans la souveraineté des États et sur les relations internationales. L'avènement du droit d'ingérence humanitaire, qui sert souvent de prétexte à des interventions motivées par d'autres raisons inavouées, a en effet bouleversé les règles et principes du droit international. C'est le sens de la thèse d'Abdolhakim Zamouna, *Ingérence humanitaire et droit international*, soutenue en 1998 à Nice. Le droit humanitaire, les organisations non gouvernementales et l'assistance humanitaire dans un contexte géopolitique d'après-guerre froide… sont également passés en revue par Fabrice Bolot, dans sa thèse sur *L'action humanitaire internationale d'urgence* soutenue en 1998 à la faculté de droit de l'université de Nice. Le formidable essor de l'action humanitaire mise en œuvre par des organisations privées avec le concours essentiel des États et des organisations internationales a induit une interprétation renouvelée des principes fondamentaux du droit international. C'est autour de cette idée que Munsch Catherine a présenté en 1999 à l'université de Tours une thèse de droit public intitulée *Action humanitaire et droit international public. Étude des incidences de l'action humanitaire sur le droit international public*.

En sciences politiques, les chercheurs qui traitent de l'humanitaire s'intéressent surtout au rôle des acteurs, en particulier à celui des ONG, des organismes privés donateurs et des États, ainsi qu'au phénomène dénoncé d'instrumentalisation de la misère, de prosélytisme et d'arrière-pensées de l'aide. Soutenue en 2002 à l'IEP de Paris, la thèse de Bellion-Jourdan Jérôme

porte sur *Prédicat, secours, combat : l'action humanitaire d'ONG islamiques à dimension transnationale qui interviennent dans les situations dites de « crises humanitaires »*. Cette recherche inclut des aspects juridiques, notamment le droit islamique et le droit d'ingérence.

Dans les sciences sociales (histoire, sociologie…), certaines thèses portent sur l'activité d'une ONG donnée ou sur le rôle de ces organismes privés dans un pays donné, dans une situation donnée ou encore à une époque donnée. La thèse sur *Le secours populaire français, 1945-2000, de l'organisation de masse à l'association de solidarité, histoire d'engagement*, une thèse d'histoire d'Axelle Brodiez soutenue en 2004 à Paris 8, est un exemple de cette approche. En gestion, en marketing et en économie, la réflexion concerne moins l'humanitaire en tant que tel, mais porte davantage sur le modèle d'organisation et de fonctionnement des acteurs qui le mettent en œuvre : les ONG. Il s'agit alors d'analyser les facteurs et les enjeux du rapprochement des associations de solidarité du modèle des entreprises, ainsi que les moyens et les stratégies de communication mis en œuvre. À ce propos, la thèse de Laura Haddad soutenue en 1998 à la faculté de gestion de l'université Panthéon-Sorbonne sous le titre *l'intégration des fonctions marketing et managériales au sein des associations françaises : la question du maintien de l'identité face au développement*, apporte un éclairage sur les transformations des associations de solidarité. L'action humanitaire fait également l'objet de travaux en médecine et en pharmacie. Dans ces disciplines, les étudiants ont soutenu des thèses sur les aspects médicaux, pharmaceutiques et chirurgicaux des missions humanitaires d'ONG sur le terrain. Les pathologies, les risques sanitaires dans les zones de crises et la réponse des missions médicales sont ainsi étudiés. La médecine humanitaire est une spécialité des ONG qui interviennent dans la solidarité.

En sciences de l'information et de la communication, les thèses qui abordent la question de la médiatisation de l'humanitaire sont généralement plus centrées sur la communication des organisations humanitaires. C'est le cas de « *Les organisations humanitaires en quête d'un espace communicationnel : étude de cinq agences humanitaires francophones* », thèse de Stéphanie Dillière-Brooks, soutenue en 2008 à Bordeaux 3. L'étudiante s'intéresse notamment aux changements dans le champ des associations et les défis que cela implique pour ces organisations en matière de communication). C'est avec la même approche communicationnelle que Catherine Dessignes réalise sa thèse sur *La communication des ONG : l'exemple de Handicap international à la télévision : une approche interactionniste du discours* (2002, Université Jean Moulin de Lyon). Dans ce travail, l'étudiante se penche sur

« le type d'interactions qui se jouent entre une institution, vue comme une entreprise, et un téléspectateur, à partir de l'analyse des actes de discours ». Une démarche qui étudie le langage dans son aspect communicationnel, c'est-à-dire dans l'aspect interactionniste qu'il manifeste et qui implique de considérer l'interaction dans un sens qui dépasse le simple moment de rencontre entre le message télévisé et le téléspectateur.

À partir de données recueillies dans SUDOC, une importante base de données qui recense des thèses, des périodiques et des livres, l'on remarque que la médiatisation des crises humanitaires et le rôle des médias dans la solidarité internationale ne semblent pas être suffisamment explorés par les travaux de thèse. La question médias-humanitaire et ses implications politiques et financières sont plutôt abordées par des livres et articles, le plus souvent signés par d'anciens responsables d'organisations humanitaires. Parmi les plus importants, figurent *La souffrance à distance : morale humanitaire, médias et politique* (Boltanski, 1993), *Les médias et l'humanitaire* (Brauman, Backmann, 1996), *L'humanitaire et les médias* (Lavoine, 2002), *Humanitaire : s'adapter ou renoncer* (Micheletti, 2008), etc. Dans ces ouvrages, les auteurs livrent leurs expériences d'acteurs de terrain en développant surtout les dimensions politiques, médiatiques, sociologiques et juridiques des crises humanitaires, avec une approche critique plus ou moins importante. Sont ainsi traités la couverture médiatique des crises humanitaires, les rapports qu'entretiennent les ONG avec les médias, le travail des journalistes et le manque d'objectivité, l'instrumentalisation et la manipulation politique des médias et des ONG par certains gouvernements. Aussi, est-il question de l'influence des médias sur l'assistance humanitaire, ainsi que des facteurs de motivation des donateurs et des dérapages qui semblent inhérents à la mise en œuvre de l'action humanitaire et dont sont responsables, selon les cas et les contextes, les médias, les ONG et/ou les politiques. L'importance des médias pour les ONG et pour l'aide humanitaire est également mise en relief.

Faut-il rappeler aussi que la médiatisation de l'humanitaire est l'œuvre de ses acteurs. La plupart des ONG internationales disposent de moyens d'information et de communication au travers desquels elles mettent en relief ce qu'elles font, mais aussi le secteur de l'humanitaire, ses acteurs, ses problèmes, ses crises, ses enjeux. Les articles publiés dans les magazines ou revues à parution périodique de ces organisations traitent de ces sujets. Par exemple, dans le hors-série nº 3 (été 2005) de *L'humanitaire : enjeux, pratiques et débat*, une revue éditée conjointement par *Médecins du Monde* et l'Institut de l'humanitaire, l'on pouvait trouver un

grand dossier sur « *Médias et plaidoyer : comment faire porter la voix des ONG* ». Les auteurs y développent leur réflexion, entre autres, sur la nécessité pour les organisations humanitaires de s'appuyer sur les médias, seuls capables de donner un écho plus retentissant à leur message. Ces publications qui sont nombreuses et qui relèvent de la communication institutionnelle diffusent des articles sur différentes questions que soulèvent les crises et l'action humanitaires.

L'un des problèmes souvent soulignés dans les ouvrages et les articles de chercheurs reste l'inégale médiatisation des crises, mais aussi le caractère souvent superficiel et dramatique du discours des médias. Cependant, dans nos recherches, il ne nous a pas été possible de trouver des travaux qui traitent de façon approfondie de la médiatisation de crises humanitaires et de la nature de cette couverture médiatique, encore moins une étude comparée de crises humanitaires médiatisées. Cette comparaison est souvent faite dans les rapports d'organisations internationales et d'ONG, ou encore de façon informelle lors de colloques organisés sur l'humanitaire avec les professionnels du secteur de la solidarité internationale. En 2005, le colloque « *Médias et humanitaire* » organisé à Grenoble a donné l'occasion aux participants de faire une analyse critique de la couverture médiatique du tsunami en Asie et du séisme du Pakistan, deux catastrophes survenues à quelques mois d'intervalle mais toutes très meurtrières. Sur le premier événement, c'est la « surmédiatisation » qui a été critiquée, sur le second, c'est la « sous-médiatisation » et l'insuffisante mobilisation de l'aide qui ont été mises en relief. En novembre 2008, lors du *Salon des métiers de l'humanitaire* à Annemasse, de nombreuses conférences et table-rondes ont aussi évoqué cette question d'inégale médiatisation des crises humanitaires qui affecte la mobilisation de l'aide.

Notre recherche vise donc à analyser de manière qualitative et argumentée la couverture médiatique des crises humanitaires à travers des exemples. Avec pour objectif de dégager les facteurs et les enjeux qui participent du niveau de mobilisation médiatique et internationale. Car à partir des quelques recherches effectuées, il nous paraît que la médiatisation comparée de crises humanitaires n'a pas été suffisamment réalisée.

3. Construction de l'objet de recherche

Il nous paraît important de circonscrire le champ d'études de cette recherche sur la médiatisation de l'humanitaire. C'est-à-dire définir le « schème d'intelligibilité » de la recherche. Cette notion est développée par J–Michel Berthelot, dans *L'intelligence du social* (1990 : 62-85). L'auteur y explicite en effet différentes manières de procéder, différentes approches pour étudier le fait social. Des approches qu'il nomme schèmes d'intelligibilité. Il en présente une typologie qui s'adapte en fonction du sujet et de l'objet de recherche : le schème causal, le schème fonctionnel, le schème structural, le schème herméneutique, le schème actanciel et le schème dialectique. « Grâce à une telle typologie, on peut saisir les fondements des différentes approches et les comparer aux autres » (Quivy et Van Campenhoudt, 1995 : 94). Chacun de ces schèmes constitue en fait un mode d'explication au sens large du terme, c'est-à-dire une manière de mettre un phénomène en relation avec autre chose : un ou plusieurs autres phénomènes, un système dont il relève, un contexte, une tendance, un sens qu'il recèle, des stratégies ou un système d'action, un jeu dialectique dans lequel il est pris…, bref à « le sortir de son immédiateté et de l'isolement que celle-ci implique »[10]. Pour ce qui concerne notre étude, elle se rapporte plus au schème actanciel selon lequel le phénomène étudié est le résultat du comportement des acteurs impliqués. Elle se rapportera aussi au schème fonctionnel. Il s'agira donc pour nous de voir, au-delà des évidences et des certitudes, quels sont les facteurs qui expliquent une mobilisation médiatique importante ou faible en faveur d'un événement, fût-il humanitaire. Donc, voir, derrière chaque événement le contexte historique, les enjeux politiques, économiques et sociaux qui peuvent influencer positivement ou négativement la médiatisation et, conséquemment, l'attitude des publics. Pour cela, la médiatisation de quatre crises humanitaires dans la presse française est analysée et comparée : le tsunami, Katrina, la famine au Niger, le séisme au Pakistan. Des crises survenues dans la période 2004-2005.

De façon simple, on peut considérer que l'aide humanitaire[11] est une forme de solidarité, généralement destinée aux populations pauvres, sinistrées ou prises dans une guerre, qui peut répondre à des besoins divers (faim, santé, reconstruction après un sinistre, éducation, protection des enfants, mise en place de réseaux d'eau et de communication...). On distingue

[10] LADRIERE Jean, 1994, « La causalité dans les sciences de la nature et dans les sciences humaines », pp. 248-274, dans FRANK R. (dir.), *Faut-il chercher aux causes une raison ? L'explication causale dans les sciences humaines*, Paris, Vrin

[11] Définitions de l'humanitaire sur le site internet : http ://pedagogie.collegemv.qc.ca/sciences/article.php3

souvent à ce sujet l'aide d'urgence de l'aide permanente. L'humanitaire désigne aussi l'ensemble des organisations humanitaires (agences onusiennes, ONG et associations diverses…) et des actions qu'elles mènent dans la recherche du bien de l'humanité, dans la lutte pour le respect des droits humains. Le terme humanitaire est souvent associé aux actions d'urgence, mais il comprend également différentes formes d'appui au développement au service des populations les plus vulnérables (au Nord comme au Sud). Les différentes définitions présentées ci-dessus se rejoignent et expliquent la même réalité dont nous devrions tenir compte.

Dans cette recherche, le regard sera porté sur l'objet médiatisation de l'humanitaire. Nous chercherons au fil de l'évolution de ce travail à comprendre, à décrire et à expliquer les rapports des médias avec les grands événements internationaux, la place que les journalistes peuvent accorder aux questions humanitaires, ce qui peut constituer un événement médiatique ou non. Pour ce faire, il est nécessaire de procéder à une analyse comparée de la médiatisation de plusieurs crises humanitaires majeures dans la presse. La médiatisation c'est l'action de médiatiser, c'est-à-dire de « diffuser par les médias »[12]. Médiatisation découle du mot média, lequel dérive étymologiquement du latin *médium* qui veut dire moyen. Les différentes significations de média se situent essentiellement dans le champ de l'information et de la communication. Ce terme s'est progressivement imposé à la fin des années soixante sur l'expression mass média, sans recouvrir tout à fait la même réalité. Selon P. D. Pomart[13], « un média est un dispositif de communication et de large diffusion de l'information quels que soient sa nature (textes, images fixes et animées, sons, combinaison des uns et des autres, diffusions de nouvelles, divertissement) » (Pomart, 2004 : 147). *Le Petit Larousse* donne une définition similaire : « Tout procédé de transmission de la pensée, tout support des technologies de l'information et de la communication permettant la diffusion de messages sonores ou audiovisuels ». Mais cette définition est partielle en ce sens qu'elle renvoie exclusivement aux médias audiovisuels et n'intègre pas les médias écrits comme la presse. Toutefois, *Le Petit Larousse*[14] fait une classification des médias par leur caractéristique principale. Ainsi, on a :

---

[12] Le nouveau Petit Robert de la langue française, 2007, Paris, Nouvelle édition millésime

[13] POMART Paul-Dominique, « *Média* », dans CACALY Serge (dir.), *Dictionnaire de l'information*, 2004 (p. 147)

[14] Le Petit Larousse et son CD-ROM, 2005, Paris, Larousse, p. 676

- les médias autonomes non raccordés à un réseau (livres, journaux, cassette, CD-I, cédéroms, DON, DVD et vidéogrammes)
- les médias de diffusions (radio, télévision, cinéma)
- les médias de communication qui permettent l'échange et l'interactivité entre l'émetteur et le récepteur

Tous ces aspects que recouvre le terme média ne nous intéressent évidemment pas. Nous prenons en compte la définition de P. D. Pomart, « dispositif de communication et de large diffusion de l'information » et qui renvoie principalement à ce qu'on appelle les grands médias traditionnels : radio, télévision, presse écrite. Les médias n'ont pas toujours été les mêmes. Ils se sont constamment renouvelés. Ces changements de médias dans l'histoire[15] sont liés aux progrès techniques et scientifiques de l'humanité. On a vu au cours de l'histoire, notamment à la Renaissance que les modes de diffusion et de communication de l'information ont été des vecteurs très puissants pour diffuser les connaissances résultant de nouvelles visions du monde. Pour la Renaissance par exemple, les historiens (comme Jean Delumeau,...)[16] ont mis en évidence le rôle clé de l'imprimerie dans la communication (on a vu l'impact qu'eurent les récits des voyages de Christophe Colomb et des thèses de Luther, qui pouvaient être transmis sous forme imprimée). Il devint progressivement impossible de s'opposer à la diffusion de connaissances nouvelles du fait de ce nouveau média. À partir des années 1830, on commença à utiliser des moyens de télécommunication utilisant les techniques électriques (télégraphe) puis électromagnétiques (Hertz, Marconi, radiodiffusion).

La médiatisation est un mot récent formé à partir de média. « On l'utilise pour désigner une forte couverture par la presse, d'une personne, d'un événement, d'un fait divers, etc. » (Bénard, 2002 : 251). *Le Petit Larousse* le définit de façon quasi identique : « faire passer, diffuser par les médias, donner une grande publicité à… »[17]. C'est essentiellement sous cet aspect que le mot sera employé dans le cadre de ce travail. Aujourd'hui, la médiatisation est

[15] Source : www.wikipédia.org

[16] DELUMEAU Jean est un historien français spécialiste du christianisme, en particulier de la période de la Renaissance. Agrégé d'histoire, membre de l'École française de Rome et docteur ès lettres, il a enseigné l'histoire à l'École polytechnique, à l'université de Rennes, à l'École pratique des hautes études et à l'université de Paris I.

[17] Le Petit Larousse, 2005, p. 677

un concept très présent dans le débat politique, économique et social. Car l'apogée de la société de l'information et de communication que nous vivons fait que tout est objet de médiatisation. Une médiatisation multiforme, souvent semblable, mais souvent aussi différente selon le média, selon l'approche ou le point de vu privilégié, etc. Le contenu médiatique est une expression ou un discours qui désigne ce que produisent en image, son et texte les médias sur un fait, une personne, un événement. Grâce à la vulgarisation des technologies numériques, le monde connaît une surabondance d'images de tous ordres permettant de témoigner de la quasi-totalité des faits et événements qui se déroulent sur la planète.

L'objet d'étude porte donc davantage sur la médiatisation de l'humanitaire et les questions qui s'y rapportent directement que sur l'humanitaire en tant qu'activité organisée de solidarité internationale. Comme l'explique J. Perriault, les objets d'études des sciences de l'information et de la communication portent sur « les discours et les pratiques des individus, des groupes et des organisations dans ce vaste champ de l'activité humaine qui consiste à s'informer et à communiquer » (Perriault, 2003). Ainsi, est-il crucial pour le chercheur d'agir avec une certaine distance, avec le plus de recul possible. Un travail scientifique exige en effet que le chercheur adopte une posture indépendante et objective. En d'autres termes, selon un autre auteur, « décrire, c'est tenter de décrire le monde tel qu'il est et éviter autant que possible de le juger, de l'enjoliver ou de le décrier »[18].

À travers le monde, l'humanitaire est un terme constamment employé dans les médias et dans de nombreux forums et rencontres. Le terme est très présent dans le vocabulaire des médias et des organisations internationales onusiennes et interétatiques, tant les événements qui donnent lieu aux crises humanitaires sont devenus récurrents. Dans la pratique, il y a une multitude de termes et d'expressions qui sont utilisés indifféremment pour désigner l'activité de dévouement à la protection et au bien-être des personnes victimes, nécessiteuses. On parle ainsi d'aide humanitaire, d'action humanitaire, d'assistance humanitaire ou d'humanitaire tout simplement. Même si ceux qui utilisent ces expressions cherchent à désigner la même réalité, il nous semble essentiel de préciser que les expressions n'ont pas toujours les mêmes connotations ni la même force pour désigner avec exactitude et exhaustivité la même réalité. Sur la notion d'humanitaire, de nombreuses définitions et explications de sens sont données

[18] DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 2003 « Observation et description en socio-anthropologie », pp. 13-39, in : DE SARDAN J-P. O., BLUNDO G. (dirs.), *Pratiques de la description*, Paris, EHESS (p. 15)

par les chercheurs et les professionnels. Selon Michel Bélanger, l'humanitaire c'est « la prise en considération de la personne humaine en vue de sa protection en tant qu'humain, indépendamment de toute considération d'un autre ordre (politique, économique, social, religieux, militaire…) » (Bélanger, 2002 : 13). Cette définition sous-entend donc un devoir moral de la part des hommes envers ceux d'entre eux qui présentent le besoin d'être assistés, aidés, secourus. D'autres auteurs des questions humanitaires et des ONG ont également proposé des définitions de la notion. C'est le cas de R. Brauman qui soutient que « l'action humanitaire est celle qui vise, sans aucune discrimination et avec des moyens pacifiques, à préserver la vie dans le respect de la dignité, à restaurer l'homme dans ses capacités de choix » (Brauman, 1995 : 9).

La définition qui semble la plus complète est celle de P. Ryfman[19]. Une définition qui colle plus à la réalité actuelle et situe le contexte d'organisation et de mise en œuvre de l'action humanitaire moderne. Il explique en effet que :

> « L'action humanitaire est une assistance fournie par un seul ou une conjonction d'acteurs, s'insérant à des niveaux variés dans un dispositif international de l'aide, régie par un certain nombre de principes, et mise en œuvre (au nom de valeurs considérées comme universelles), au profit de populations dont les conditions d'existence du fait de la nature (catastrophes) ou de l'action d'autres hommes (conflits armés internes ou internationaux) sont bouleversées, et l'intégrité physique atteinte, voire la survie même compromise » (Ryfman, 1999 : 14).

De cette définition, on peut relever de nombreux aspects caractéristiques de l'humanitaire moderne. D'abord, il en ressort la pluralité d'acteurs qui travaillent sur la question dans la cadre d'une vaste collaboration à l'échelle planétaire : les ONG, les agences de l'ONU, les organisations politiques et les États. On y voit également la dimension juridique avec

[19] Philippe Ryfman est expert français des ONG et du secteur humanitaire international, professeur et chercheur associé au Département de Science Politique de la Sorbonne. Auteur de plusieurs ouvrages et articles, entre autres : « *Les ONG* », Paris, La Découverte, coll. Repères, nº 386, 2004 ; « *L'action humanitaire, Problèmes Politiques et Sociaux* » (PPS), nº 864, Paris, La documentation Française, coll. *Dossiers de l'actualité mondiale*, 2001 ; « *La Question Humanitaire, Histoire, problématiques, acteurs et enjeux de l'aide humanitaire internationale* », Paris, Editions Ellipses, coll. *Grands Enjeux*, 1999 ; « *Vers une École française d'analyse de l'humanitaire* », in *Revue internationale et stratégique* (RIS); nº 47, automne 2002 ; « *En guise d'ouverture l'Humanitaire d'État civil, musique de chambre ou symphonie ?* », in *Humanitaire*, nº 7, printemps, été 2003 ; « *Pratiques de gouvernance et politiques non gouvernementales* », in *Vacarme*, hiver 2005/2006.

l'évolution du droit international qui permet les interventions dites ingérences humanitaires afin d'aider et de protéger les populations civiles à l'intérieur de frontières nationales. Et aussi de poursuivre les auteurs de violations de droits de l'homme et de crimes contre l'humanité. Le respect des droits de l'homme, de la démocratie, des libertés fondamentales en matière notamment de croyances, d'autodétermination et de souveraineté des peuples, est pour la communauté internationale des valeurs considérées comme universelles et qu'il faut défendre à tout prix. Enfin, cette définition fait état des causes, des raisons qui engendrent les crises humanitaires, qui dépendent de la nature ou des hommes avec les guerres et différents conflits.

4. Hypothèses et cadre théorique

Hypothèses

Dans ce travail, l'hypothèse principale est la suivante : la médiatisation des questions humanitaires suscite de nombreuses critiques et polémiques parce que les contextes et les enjeux qui caractérisent les crises humanitaires sont généralement différents et influencent plus ou moins fortement la mobilisation des médias et des acteurs de la solidarité internationale. Les intérêts et les objectifs de ces derniers sont souvent divergents et varient en fonction des événements. Cette hypothèse fait le lien entre les réactions suscitées par la couverture médiatique des crises humanitaires, en particulier le manque de visibilité de certaines, et les facteurs différentiels déterminants qui peuvent favoriser ou non la médiatisation. C'est cette relation de cause à effet que nous allons essayer de comprendre, expliquer en vue d'infirmer ou de confirmer l'hypothèse. L'hypothèse se présente comme « l'anticipation d'une relation entre un phénomène et un concept capable d'en rendre compte. Elle peut également se présenter comme l'anticipation d'une relation entre deux concepts ou, ce qui revient au même, entre deux types de phénomènes qu'ils désignent » (Quivy, Van Campenhoudt : 1995). Il s'agit là des formes d'hypothèses qu'identifient ces auteurs. De façon générale, chaque crise humanitaire survient dans un contexte sociohistorique et géopolitique particulier, avec des causes et des implications qui lui sont propres. Les répercussions de tous ordres d'une crise n'affectent pas forcément de la même façon tous les pays ni tous les publics. De même, les acteurs de la solidarité internationale (ONG, institutions et pays donateurs, entreprises) peuvent avoir des visions et des objectifs assez divergents autour de la gestion d'une crise humanitaire donnée. Dans sa réflexion sur la place

et le rôle des ONG dans les relations internationales, Michel Dourcin met en relief « la relation d'adversité qui les relie aux États » (Doucin, 2007 : 108)[20].

Ce travail de recherche ne peut donc se réduire à la seule hypothèse principale. Pour mieux cerner la complexité des crises humanitaires et de leur médiatisation, il nous paraît essentiel de formuler des hypothèses plus spécifiques et complémentaires. Car la complexité du phénomène et l'interdisciplinarité de l'approche nécessitent d'en construire d'autres pour mieux appréhender les faits et les contextes dans leur globalité. Pour reprendre Roussel A. Jones, « les comportements ou les processus sociaux […] ne sont quand même pas engendrés par une seule cause, mais par une combinaison de facteurs dont le poids varie selon les circonstances » (Jones, 2000 : 30). Il convient donc de poursuivre par la construction d'hypothèses complémentaires afin de confronter la façon dont se présente la complexité des questions humanitaires et les caractéristiques de la médiatisation qui en est faite.

Comme première hypothèse complémentaire, on peut supposer que le discours médiatique sur l'humanitaire est fonction de l'implication directe des ressortissants et/ou des intérêts nationaux. Dans la pratique du journalisme, l'un des critères déterminants du choix de l'information est celui de la proximité. Cela étant, plus les ressortissants (ou les intérêts politiques et économiques du pays) sont concernés, plus la mobilisation médiatique est forte. Selon Antoine Char (1999 : 50), les critères de l'information dans les pays occidentaux sont « basés essentiellement sur l'actualité, la proximité et le caractère spectaculaire ». Mais avec les technologies de l'information et de la communication (TIC), la mondialisation et la mobilité du travail qu'elle implique, les frontières physiques sont dépassées et de nouvelles proximités sont créées. Une catastrophe en Amérique latine dans une entreprise peut avoir plus de répercussions dans une ville française abritant par exemple une entreprise partenaire ou le siège de la maison-mère qu'une catastrophe de même nature qui survient dans un département voisin. Les médias occidentaux se mobilisent prioritairement et systématiquement autour d'événements qui ont un impact et des enjeux majeurs de cette nature. La catastrophe du tsunami répondait assez bien à ces critères d'événement médiatique, tout comme l'ouragan Katrina aux États-Unis. À travers ces exemples, on est dans une situation médiatique caractérisée par des « proximités distantes » (Rosenau, 2003)[21].

[20] DOUCIN Michel, 2007, *Les ONG : le contre-pouvoir ?*, Paris, toogezer

[21] ROSENAU James N., 2003, *Distant Proximities. Dynamics beyond Globalization*, Princeton, Princeton University Press

L'expression *proximités distantes* traduit une sorte d'amoindrissement de l'importance de la distance géographique dans l'appréciation et le traitement médiatique de certains événements. Pour Jean-Paul Marthoz (2008 : 8)[22], « l'importance accordée au journalisme international ne relève pas d'une quelconque tentation exotique […]. Elle relève de l'imbrication de plus en plus grande du monde ». Une imbrication par l'économie, la culture, le métissage de populations, etc. La mondialisation et la globalisation des échanges y contribuent, en renforçant le rapprochement des pays et des publics pourtant géographiquement très éloignés.

La deuxième hypothèse complémentaire est que la médiatisation est en partie le reflet de la stratégie de communication des organisations humanitaires et des autres acteurs. Les ONG sont parmi les principaux acteurs de la solidarité internationale. Elles sont en première ligne sur les théâtres de crise humanitaire. En général, sur les crises qui émergent de façon latente ou qui durent, c'est elles qui essaient de mobiliser la communauté internationale et de tirer la sonnette d'alarme en s'appuyant sur les médias comme relais de leur message. Pour cela, l'arme primaire d'alerte des ONG est le communiqué de presse adressé aux médias et aux agences de presse. Ce qui ne suffit pas toujours, car de l'avis de certains responsables d'organisations humanitaires, le communiqué de presse ne donne pas toujours lieu à une nouvelle dans les médias surtout quand il s'agit de crises qui durent depuis des années ou situées dans une région connue pour des situations humanitaires à répétition à cause des catastrophes naturelles, des conflits ou des conséquences d'une mauvaise gouvernance. « Il y a très peu de médias qui se donnent la peine de reprendre nos communiqués de presse sur l'ouverture d'un projet ou l'atteinte d'un objectif »[23], regrette Jean Saslawsky de *Médecins du Monde* qui mesure l'importance pour les organisations humanitaires du travail des médias. La

[22] MARTHOZ Jean-Paul, 2008, *Journalisme international*, Bruxelles, de boeck, coll. *INFOCOM*

[23] Extrait de l'entretien avec Jean SASLAWSKY, responsable des financements institutionnels de l'ONG française Médecins du Monde. L'intégralité de l'entretien figure dans les annexes.

région des Grands Lacs[24] en Afrique centrale, le Darfour et le Niger sont des exemples de crises dont la visibilité médiatique émerge de façon sporadique. Ce sont des crises qui durent depuis longtemps ou sont récurrentes et donc finissent par être banales aux yeux des journalistes, voire des publics. Les ONG doivent alors trouver d'autres stratégies de communication pour amener les médias à s'intéresser à ces crises qui ne font pas forcément l'actualité : obtenir une interview dans un grand média, diffuser les informations et les images à travers leurs propres supports de communication.

La communication sur ces crises humanitaires est également l'œuvre d'autres acteurs : les pays donateurs de l'aide, les belligérants et autres parties prenantes aux crises. Ces autres acteurs communiquent en fonction de leurs intérêts, de leurs objectifs et surtout essaient d'influencer la couverture médiatique dans un sens qui les arrange. L'interaction entre ces différents acteurs devient donc importante. À propos des enjeux de l'interaction, Edmond Marc et Dominique Picard (1989 : 121) expliquent que « chaque acteur cherche, dans la rencontre, à donner une image valorisée de lui-même ; il va donc s'efforcer d'organiser une mise en scène de son « Moi » qui aille dans ce sens ». Pour ce faire et en ce qui concerne les crises humanitaires, on peut assister à des manœuvres de manipulation, de désinformation ou de propagande délibérément orchestrées par certains acteurs, comme nous le verrons plus loin s'agissant de la médiatisation de la famine au Niger. De l'interaction entre les différents acteurs peut découler un type de médiatisation : forte ou faible, orientée dans un sens ou dans un autre.

[24] Hutu et Tutsi : 40 ans d'affrontements dans l'Afrique des Grands Lacs, qui culminent en 1994 avec le génocide rwandais, suivi d'un premier conflit au Zaïre. C'est toute la région qui s'embrase dans les années 1996-97, avec sept pays en guerre sur le sol de la République démocratique du Congo, dont les richesses minières sont l'objet de toutes les convoitises. En 2003, un espoir de paix se fait jour, discrètement soutenu par la communauté internationale. Au cœur du continent africain, la région des Grands Lacs, entité géopolitique modelée du Nord au Sud par un chapelet de lacs formant des frontières naturelles entre les pays qui les entourent : République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Ouganda, Rwanda, Burundi et Tanzanie, tous peuplés de nombreuses ethnies. Au cœur de cette région, la province du Kivu, située dans la partie est de la République démocratique du Congo : province jadis florissante, convoitée pour ses richesses minérales, traditionnel creuset de migrations transfrontalières, agitée de longue date par des flambées de violences interethniques en particulier entre Hutu et Tutsi originaires du Rwanda et du Burundi voisins. Depuis 1996, celles-ci ont engendré deux conflits successifs. Ils sont marqués par un déchaînement de combats, de massacres interethniques, de pillages, de viols impliquant plusieurs pays et un imbroglio de groupes armés. (Source : POURTIER Roland, « La Guerre des Grands Lacs », *Cahiers français*, n° 290, mars-avril 1999, La Documentation française)

La troisième hypothèse complémentaire est la suivante : la médiatisation de l'humanitaire n'est pas à la hauteur de la diversité et de l'importance du phénomène parce que la mondialisation et le développement de l'économie de marché font que les médias privilégient les annonces et les nouvelles qui font vendre, qui attirent une grande audience. L'audience, pour les responsables de l'audiovisuel comme pour ceux de la presse écrite, est aujourd'hui un souci permanent. « L'audience est […] une unité de recensement, construite par des spécialistes pour mesurer la réponse à une offre, pour évaluer une part de marché » (Rieffel, 2005 : 151). Le journaliste, en sélectionnant, en organisant et en produisant ses informations, cherche à répondre aux exigences et aux goûts de son public cible dont il prend en compte les valeurs sociales, et à être conforme au contexte socioéconomique. À propos des problèmes publics, Daniel Céfaï explique que la couverture médiatique dépend, entre autres, « des évaluations par les journalistes ou les rédacteurs du genre et du style d'histoires ou d'événements qui peuvent intéresser les publics de lecteurs » (Céfaï, 1996 : 56)[25].

Pour occuper une part de marché conséquente dans un contexte concurrentiel, les médias doivent produire des contenus qui sont susceptibles d'attirer toujours plus de monde. Qu'il s'agisse des informations, des autres rubriques ou émissions, les médias, qui sont aussi des entreprises commerciales, privilégient les nouvelles et les événements pouvant leur permettre de réunir la plus grande audience possible. De cela dépendent les tarifs des espaces publicitaires qui procurent aux médias l'essentiel de leurs recettes. « L'émergence progressive de la quantification » (Rieffel, 2005 : 151) s'explique sans doute par cet objectif de la rentabilité. On peut ainsi facilement comprendre que certaines crises humanitaires qui perdurent dans les régions pauvres de la planète n'aient pas toujours une visibilité médiatique importante. « L'école du « journalisme d'intérêt public » implique pourtant que la presse ne calque pas ses priorités uniquement sur les humeurs de l'audience ou sur les résultats des études de marché. […]. Elle doit donc consacrer des ressources suffisantes à la collecte et au traitement de l'actualité internationale » (Marthoz, 2008 : 9). Le choix opéré par les journalistes repose sur des critères d'impact, d'intérêt et de signification pour le public auquel ils s'adressent. Dans ces conditions, les crises dites oubliées pour cause principalement de non-visibilité médiatique ne font l'actualité que lorsque leurs conséquences humaines

[25] CEFAÏ Daniel, 1996, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », dans *Réseaux* nº 75 : *Le temps de l'événement 1*, janvier-février 1996, pp. 43-66

atteignent des niveaux élevés. La région des Grands Lacs en Afrique centrale, et le Niger sont des exemples de cette réalité.

Les hypothèses complémentaires permettront de couvrir tous les aspects des relations entre la médiatisation d'une part, la réalité des crises humanitaires et les acteurs de la solidarité internationale d'autre part. Ces hypothèses seront confrontées à des données analysées ou observées dans la presse, mais aussi aux informations issues des lectures et d'analyses d'ouvrages, de sites internet et de publications diverses. En effet, « sous les formes et les procédures les plus variées, les recherches se présentent toujours comme des va-et-vient entre une réflexion théorique et un travail empirique. Les hypothèses constituent les charnières de ce mouvement… » (Quivy, Van Campenhoudt, 1995 : 118-119).

Cadre théorique

La précision du modèle d'analyse ou modèle explicatif est une étape fondamentale de la thèse. Une fois défini, ce modèle donne tout son sens à la problématique et à la suite du travail. C'est « le principe d'orientation théorique de la thèse, elle en définit les grandes lignes » (Quivy, Van Campenhoudt, 1995 : 98). F-P. Gingras met en relief l'importance de la théorie dans un travail de recherche scientifique, en ce sens qu'elle englobe deux cheminements complémentaires du processus de la recherche : le cheminement de la *découverte* et le cheminement de la *preuve*. Pour lui, donc, « la théorie guide le chercheur ou la chercheuse comme le chien guide l'aveugle » (Gingras, 1997 : 101)[26]. Pour traiter ce sujet de recherche, il est possible de recourir à plusieurs théories, comme le permettent les sciences de l'information et de la communication. Les SIC, discipline récente qui date d'environ trente ans, se définissent « plus comme une interdiscipline que comme une science à part entière […] même si la communauté tente chaque jour d'en définir les paradigmes fondamentaux et les contours disciplinaires »[27]. Il convient donc de se situer dans une perspective interdisciplinaire, une démarche pertinente à nos yeux pour mener la réflexion et l'analyse

[26] GINGRAS François-Pierre, 1997, « La théorie et le sens de la recherche », pp. 101-124, in : GAUTHIER B. (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec

[27] Cf. BOUGNOUX Daniel, 2001. *Introduction aux sciences de la communication,* La Découverte, collection Repères et MUCCHIELLI Alex, 2003, *Les sciences de l'information et de la communication*, Paris, Hachette cités dans MASSELOT Cyril, 2004, *Accessibilité et qualité des systèmes d'information multimédia : transfert méthodologique et technologique*, thèse en sciences de l'information et de la communication, Université de Franche-Comté

nécessaire à la réalisation des objectifs de ce travail de recherche. « L'interdisciplinarité [étant] indispensable »[28] pour contribuer à faire avancer l'état des connaissances dans les sciences de l'information et de la communication.

A titre principal, il nous apparaît plus judicieux d'aborder ce sujet sous l'angle de la sociologie compréhensive des médias, de l'interactionnisme et aussi de la sémiotique qui semblent les grandes approches appropriées pour mener la réflexion. En tous les cas, « …toute approche disciplinaire n'est par définition que partielle. Aucune ne peut épuiser l'objet du monde phénoménal, du point de vue de sa signification » (Charaudeau, 1997 : 11). C'est pourquoi l'on aura recours aussi, en fonction de l'évolution du travail, à des éléments du systémisme et du constructivisme.

- **L'approche compréhensive**

Max Weber est considéré comme le fondateur de ce courant sociologique qui cherche à appréhender les faits à travers le sens qu'en donnent les acteurs. C'est-à-dire à partir des acteurs, donner un sens à l'action sociale pour mieux la comprendre dans sa nature et dans son développement. Appliquée aux médias, la sociologie compréhensive doit donc permettre de décrypter le comportement des médias et des journalistes par rapport aux événements qu'ils couvrent. Selon C. Lemieux[29], la sociologie compréhensive est un préalable indispensable à toute critique constructive de ces institutions de médiation et d'information. Pour lui, « ce qui prépare le terrain pour la formulation de critiques vraiment efficaces d'une activité donnée (le journalisme par exemple), c'est toujours une compréhension en profondeur des valeurs que cherchent à honorer ceux qui s'adonnent à cette activité. Seul ce détour compréhensif permet de saisir les points d'entame de la critique qui seront […] acceptables et pertinents… » (Lemieux, 2000 : 9).

Les médias ont principalement une fonction sociale de médiation. Ce qui se reflète dans la production médiatique mise à la disposition de l'audience constituée de différents publics membres de la société. Comme l'explique J. Arquembourg, (2006 : 17)[30], « le traitement

[28] Source : site internet de l'université de Genève (www.unige.ch)

[29] LEMIEUX Cyril, 2000, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, éd. Métailié, coll. *Leçons de choses*

[30] ARQUEMBOURG Jocelyne, 2006, « De l'événement international à l'événement global : émergence et manifestation d'une sensibilité mondiale », pp. 13-21, in : ARQUEMBOURG J., LOCHARD G., MERCIER A. (dirs.), *Evénements mondiaux. Regards nationaux*, Hermès nº 46

médiatique d'un événement imbrique la présence du public qu'il affecte pour lequel il provoque une rupture dans un ordre des choses et une demande de sens corrélé à cette rupture ». Le contenu des médias est préparé et destiné à un public donné dans la société. Le traitement médiatique des faits et des événements permet de leur donner une plus grande visibilité dans l'espace public et même de les imposer dans l'agenda politique. De par leur statut, les médias sont aussi des éléments essentiels de la démocratie. En effet, l'existence des médias libres et responsables demeure la condition principale de l'effectivité de la liberté d'expression et de la démocratie en général, car ils constituent un relais amplificateur des autres moyens d'expression. Les médias sont indispensables dans une vie démocratique, en ce sens qu'ils constituent des outils d'information et de communication susceptibles d'abriter ou de relayer des opinions contradictoires, de servir de plateforme pour le débat.

En journalisme, l'un des critères de base du choix d'une nouvelle est la loi de la proximité qui fait que les individus ne sont pas affectés au même degré par un même événement heureux ou malheureux, selon qu'il se produit plus près ou plus loin d'eux, selon que leurs proches sont touchés ou non, selon que leurs intérêts personnels sont mis en cause ou non. On peut donc déduire et comprendre que l'importance et la nature du discours des médias relatif à certaines questions, comme l'humanitaire, soient justifiées ou influencées par ce critère de proximité. Car il faut avant tout fournir une information qui peut être consommée, c'est à dire qui est intéressante et acceptable pour le public. « Les messages contiennent aussi des indications sur la société au sein de laquelle ils sont produits. Leur contenu peut exprimer des attitudes, des valeurs, des préoccupations partagées par les membres de cette société » (De Bonville, 2000 : 19). En ce sens, on peut considérer que l'état de la médiatisation de l'humanitaire est largement tributaire du système de fonctionnement des médias, lequel est très influencé par les réalités de la société, donc de certains attributs et conditions des récepteurs du message. La loi de la proximité n'explique pas tout. Il y a aussi des valeurs culturelles et d'autres normes qui interviennent. Surtout quand il s'agit des événements internationaux. Car « …les représentations sociales préétablies, sous forme de stéréotypes, de schémas d'analyse simplifiés (des heuristiques) circulent dans l'espace public et sont présents dans l'outillage cognitif des publics, et les journalistes en tiennent souvent compte dans leur traitement »[31]. Dans un ouvrage où elle traite des représentations médiatiques des violences en France,

[31] MERCIER Arnaud, 2006, « Les logiques journalistiques et lecture événementielle des faits d'actualité », pp. 23-35, in : ARQUEMBOURG J., LOCHARD G., MERCIER A. (dirs.), *Evénements mondiaux. Regards nationaux*, Hermès nº 46 (p. 25)

Isabelle Garcin-Marrou souligne que ces représentations ne sont pas forcément celles de la réalité, mais sont aussi « comme une construction symbolique de la réalité, perçue par des acteurs appartenant eux aussi à des mondes sociaux : les journalistes » (Garcin-Marrou, 2007 : 106). La sociologie compréhensive est une des approches qui permet de pénétrer le sens de cette construction symbolique de la réalité, en prenant en compte un certain nombre d'éléments contextuels et historiques qui caractérisent le fonctionnement des médias.

Dans la société, les médias remplissent une fonction sociale de médiation et d'information qui est différente selon le type de société. Ils occupent cette position intermédiaire entre les publics auxquels ils s'adressent et les faits, les événements qu'ils interprètent. P. Charaudeau considère « la communication médiatique comme un phénomène de production de sens social » (Charaudeau, 1997 : 24). Il faut donc chercher à comprendre certains phénomènes -la médiatisation de l'humanitaire en est un- à partir de l'étude des fonctions assurées par les acteurs concernés. Les médias sont des acteurs sociaux influencés et influents, qui participent de la formation de l'opinion publique. Il faut donc analyser la presse en tant que média, mais aussi en tant qu'outil de médiation et acteur social. Tout comme les travailleurs des ONG (volontaires et bénévoles) et les politiques qui jouent aussi leurs rôles respectifs. Une première piste théorique consiste donc à aborder ce sujet sous l'angle de la sociologie compréhensive des médias.

La réflexion sur cette problématique de la médiatisation des crises humanitaires nous renvoie au courant américain de *Mass Communication Research* dont Harold D. Lasswell est un des représentants les plus célèbres. L'analyse de ce sociologue américain se réduit à son paradigme simple, mais dont l'explicitation permet de cerner toute la dimension des médias : Qui dit quoi, à qui, par quel canal, avec quel effet. « En 1948, Lasswell, pionnier dans l'étude des médias avait ainsi tracé autour de ces cinq questions le domaine d'étude des médias. Avec plus d'un demi-siècle de recul, ces questions −en les modifiant à peine− suffisent bien à baliser un champ de recherche foisonnant » (Dortier, dir., 2004 : 538).

- **L'approche interactionniste**

Pour mieux cerner les questions soulevées dans les hypothèses, une autre approche théorique pertinente s'impose : celle de l'interactionnisme. En effet, la mise en œuvre de l'action humanitaire internationale repose sur la participation de divers acteurs qui agissent de concert, mais souvent avec des divergences et des désaccords plus ou moins manifestes. La

médiatisation a lieu dans ce contexte d'interaction entre les acteurs, les bénéficiaires et les journalistes. Certaines grandes crises humanitaires, qui sont en même temps des événements médiatiques importants (tsunami, les inondations en Birmanie en 2008…), mobilisent spontanément un nombre impressionnant d'acteurs humanitaires et politiques dont les rapports et les prises de position influencent et alimentent la médiatisation. La crise du tsunami est un exemple approprié, car elle avait donné lieu, en plus du déploiement de l'aide et des secours, à des challenges géopolitiques entre plusieurs grandes puissances régionales et internationales, ainsi qu'à un grand malentendu entre ONG sur l'utilité de la poursuite de la collecte de fonds. Donc pour comprendre la médiatisation de ces crises humanitaires, il est important de s'intéresser à l'interaction qui met en jeux différentes parties, différents acteurs et intervenants avec leurs positionnements, leurs objectifs et leurs stratégies de communication qui peuvent diverger. Erving Goffman met en relief les désaccords et les écarts qui caractérisent l'interaction et provoquent des discussions entre les parties. Dans un tel cas de figure, « il s'ensuit naturellement une coopération telle que tous puissent atteindre leur but commun mais diversement motivé » (Goffman, 1974 : 29)[32].

Le secteur de la solidarité internationale est fondé sur la coopération, la concertation et la collaboration entre acteurs nombreux et variés qui sont des partenaires. Mais le secteur se caractérise aussi par des désaccords et des contradictions entre les types d'acteurs (associatifs et institutionnels notamment) ou entre les acteurs de même type. Les sujets de polémiques les plus fréquents sont ceux qui opposent les gouvernements aux ONG sur les réalités d'une crise : bilan, ampleur, besoins, etc. Lorsque les principaux acteurs n'ont pas la même lecture d'un événement autour duquel ils sont censés se mobiliser et agir de concert, on assiste à des polémiques et à des critiques qui alimentent le discours médiatique. Les quatre crises humanitaires dont la médiatisation est analysée dans cette thèse offrent autant d'exemples des interactions qui se jouent entre intervenants dans un événement majeur. Jean-Marc Stébé (2008 : XIII), à propos des relations entre individus, explique comment « les interactions sociales sont des phénomènes de nature et de formes variées qui s'organisent à partir de facteurs comme le contexte spatio-temporel, les institutions, ou encore les codes et les rituels de politesse ». On pourrait dire la même chose à propos des acteurs qui interviennent sur le terrain de la solidarité internationale.

[32] GOFFMAN Erving, 1974, *Les rites de l'interaction*, Paris, Les Editions de Minuit. Traduit de l'anglais par Alain Kihm. Titre de l'édition original : Interaction Ritual, coll. *Le sens commun.*

Sur la question des relations interpersonnelles, d'autres auteurs mettent l'accent sur l'importance de la convergence de vue à laquelle doivent aboutir les acteurs engagés dans une démarche. « Ce consensus est nécessaire pour que les acteurs puissent déterminer avec suffisamment de sécurité quel rôle ils ont à tenir et quel scénario minimal guide leurs interactions » (Marc, Picard, 1989 : 121). Autour des crises humanitaires, les catégories d'acteurs jouent des rôles différents en fonction de ce qu'ils perçoivent et considèrent comme enjeux et priorités. Les organisations humanitaires agissent à titre principal dans une double logique. D'abord dans une logique d'organisation rapide des opérations d'aide et de secours sur le terrain. L'activisme des organisations non gouvernementales vise également à mobiliser les autres acteurs, en premier lieu les médias et à travers eux les États et le grand public dont la prise de conscience et le soutien sont indispensables dans la mise en œuvre de l'aide humanitaire.

Les ONG s'activent surtout dans la mobilisation de la communauté internationale autour de crises à visibilité médiatique faible. Par des stratégies de communication diverses, elles cherchent ainsi à sensibiliser sur les réalités et les conséquences d'une crise, en s'appuyant sur des moyens et supports de communication propres (sites internet, publications écrites, campagnes de relations publiques…) et sur les médias classiques. Par ces derniers, faire passer le message sur certaines crises n'est pas facile car les informations qui sont cruciales pour les organisations humanitaires ne sont pas toujours conformes aux choix et aux priorités des médias. Le rôle de ceux-ci est essentiel dans la mobilisation des opinions publiques et des principaux donateurs de l'aide. Un titre d'article de presse, « *La famine au Niger, catastrophe annoncée mais oubliée* » (*Le Monde* du 15/07/2005), est révélateur de ce qui peut résulter du manque de consensus ou de convergence de vues entre les acteurs pour la mobilisation de l'aide humanitaire. Les ONG qui sont la frange associative des acteurs de la solidarité internationale ont une tradition de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion et des décideurs, depuis le conflit du Biafra au Nigeria (1967-1969)[33] lors duquel MSF a tracé la voie de l'engagement et de la dénonciation, rompant avec l'attitude de réserve et de neutralité

[33] La guerre du Biafra est une guerre civile qui a eu lieu au Nigeria de mai 1967 à janvier 1970. Elle commence avec la sécession de l'Est du Nigeria, région la plus riche du pays, qui s'autoproclame République du Biafra sous la direction du colonel Odumegwu Emeka Ojukwu. Faisant d'un à deux millions de morts../../SEKOUNA_KEITA/Bureau/Guerre_du_Biafra.htm - cite_note-Guisnel-0, cette guerre est largement médiatisée sur la scène internationale. Les *French doctors* lancent alors l'ONG *Médecins sans frontières* pour venir en aide aux réfugiés, le blocus terrestre et maritime du Biafra provoquant une famine. (Source : www.wikipedia.org).

qui caractérisait jusqu'alors ces organisations. Les campagnes de communication et les prises de parole, notamment par le biais des médias, reposent sur la dénonciation, la protestation et un engagement ferme en faveur des droits de l'homme et de la solidarité.

Dans les pays européens en général, notamment en France, de nombreuses organisations associatives ont fait de la mobilisation et de la protestation leurs armes essentielles pour influencer les décisions et les choix politiques des gouvernements sur des sujets d'intérêt national (logement, emploi, culture, éducation, santé, pouvoir d'achat, immigration…). Pour Isabelle Sommier (2001), les actions collectives menées par « ces nouveaux mouvements contestataires » (NMC) ont pour but de mettre en place de nouvelles formes de mobilisation et de faire entendre leur voix. En France, ces dernières années, les associations *Droit au logement* (DAL), *Les Enfants de Don Quichotte*, et *Réseau Education Sans Frontières* (RESF), entre autres, se sont illustrées dans des formes d'actions collectives symboliques mais parfois spectaculaires. Il arrive que ces actions fassent entorse à la loi, troublent l'ordre public et donc provoquent l'intervention des forces de l'ordre et conséquemment des caméras. Ainsi, ces mouvements contestataires s'offrent une tribune médiatique pour s'exprimer et parviennent à bénéficier du soutien de certaines personnalités politiques, de la culture, d'intellectuels, notamment sur les questions de logement et d'immigration.

Pour ces mouvements qui n'ont pas toujours un poids financier suffisant pour concevoir et mettre en œuvre des campagnes de communication, ces opérations médiatiques spectaculaires leur permettent de réaliser leur objectif de sensibilisation et de mobilisation autour de causes et de sujets ramenés au-devant de la scène médiatique, donc dans le débat public et dans l'agenda politique. À propos des théories de l'action collective, Daniel Céfaï explique que « les stratégies d'organisation et de mobilisation, la confection des causes et la proclamation des motifs, la désignation des adversaires et la production des identités ont une puissance d'institution de sens » (Céfaï, 2007 : 97)[34]. Des problèmes sociaux trouvent ainsi écho dans l'espace public du fait de ces actions collectives, menées souvent de façon militante et bénévole.

[34] CEFAÏ Daniel, 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S, coll. *Recherches*

Sur la scène mondiale, on assiste également à « l'émergence des acteurs collectifs de la solidarité internationale » (Rouillé d'Orfeuil, 2006 : 139)[35] dont des mouvements altermondialistes, des associations humanitaires qui se mobilisent et mènent des actions, notamment lors de rencontres internationales, pour protester contre les effets de la mondialisation et du capitalisme, pour sensibiliser sur des situations d'injustice et de drame humain. Sur les crises humanitaires et sur d'autres sujets de préoccupation, l'objectif est toujours le même que celui des collectifs nationaux en termes de sensibilisation et de mobilisation. Mais pour y parvenir, la démarche adoptée par les ONG de dimension internationale n'est pas exactement la même. Celles-ci sont en effet de grandes institutions dont les stratégies de communication sont conçues et mises en œuvre d'une manière beaucoup plus professionnelle : plan-médias, campagne de relation publique, action de lobbying, etc.

Autour de certains événements, la mobilisation des différents acteurs est spontanée et importante. C'est le cas du tsunami en Asie : « les organisations humanitaires sont arrivées immédiatement sur les lieux […]. Les médias, en particulier les chaînes de télévision, se sont constitués en acteurs de la générosité internationale et ils ont créé un public compatissant et solidaire » (Arquembourg, 2006 : 18)[36]. Sur d'autres événements par contre, cette mobilisation n'est pas acquise de façon systématique. Faire émerger dans les préoccupations nationales (et internationales) des questions géographiquement lointaines, comme les crises humanitaires qui se déroulent sur d'autres continents, exige en effet beaucoup de persistance et de professionnalisme dans l'approche et dans les contenus des messages qui passent par les médias et le hors-média.

En France, le festival *Visa pour l'image* organisé à Perpignan, le *Festival du film humanitaire* organisé à l'université de Créteil Paris 12, le *Salon des métiers de l'humanitaire* organisé à Annemasse, *Les universités d'automne de l'humanitaire* organisées à Plaisians, font partie des

---

[35] Dans *La diplomatie non gouvernementale. Les ONG peuvent-elles changer le monde ?* (2006), Paris, éd. Charles Léopold Mayer, coll. *Enjeux Planète*), H. ROUILLE D'ORFEUIL distingue « cinq grandes familles d'acteurs collectifs internationaux (ACI) [qui] agissent sur la scène mondiale avec des degrés divers de légitimité, de représentativité, d'indépendance et, bien sûr, d'efficacité ; les organisations internationales non gouvernementales (OING), les réseaux internationaux de personnalités, les coalitions thématiques internationales d'ONG, les mouvements fédératifs d'ONG appartenant à une même famille et les coalitions de fédérations nationales d'ONG » (p. 39).

[36] ARQUEMBOURG Jocelyne, 2006, « De l'événement international à l'événement global : émergence et manifestation d'une sensibilité mondiale », pp. 13-21, in : ARQUEMBOURG J., LOCHARD G., MERCIER A. (dirs.), *Evénements mondiaux. Regards nationaux*, Hermès nº 46

principales manifestations annuelles de relations publiques destinées à sensibiliser l'opinion sur la complexité des crises humanitaires et des questions annexes qui vont avec. On peut rappeler à propos l'exposition « Médecins de brousse » organisée en septembre 2006 par *Médecins du Monde* dans le cadre d'une campagne de communication pour « lutter contre l'oubli de certaines populations qui, en France comme à l'international, connaissent pourtant des situations de crises humanitaires graves »[37]. Présentée dans le cadre de *Visa pour l'image*, l'exposition a consisté en une mise en scène de photos sur diverses situations de terrain, avec les bénévoles d'ONG et les populations bénéficiaires. Pour les ONG, obtenir des résultats efficaces est au prix de cet effort constant de communication multiforme. Cela exige aussi que les autres acteurs soient plus réactifs. Si à propos d'une crise humanitaire lointaine les médias arrivent à relayer l'information et à la mettre à la une de l'actualité, cela peut influencer les publics et les politiques, puis précipiter les prises de décisions. Comme l'explique Laurent Gervereau (2004 : 14)[38], « l'habillage médiatique [et] la mise en scène pèsent lourdement sur la perception des individus ». Dans sa *Sociologie des médias*, Rémy Rieffel (2005)[39] met aussi en relief l'influence des effets de la médiatisation sur les comportements des gouvernants et des gouvernés, notamment dans les moments de crise ou de chaude actualité.

Les gouvernements constituent une grande catégorie d'acteurs dans ce secteur de la solidarité internationale, principalement en tant que bailleurs de fonds et pourvoyeurs de moyens logistiques dans de nombreux contextes. Le niveau et la rapidité de l'engagement des États sont souvent tributaires des liens historiques et économiques avec les pays ou la région concernés, de leurs intérêts économiques et leurs objectifs géopolitiques. La « surenchère humanitaire » (*Les Échos* du 05/01/2005) à laquelle se sont livrées les grandes puissances lors du tsunami résulte de cette dimension importante qui caractérise la gestion des grands événements internationaux. De même, les atermoiements pour intervenir au Niger et s'entendre sur la nature de la crise humanitaire entrent dans ce cadre. L'interaction se traduit donc par un consensus et/ou, de façon générale dans les situations de crise humanitaire, par des divergences de forme et de fond entre les acteurs.

---

[37] Source : www.medecinsdumonde.org

[38] GERVEREAU Laurent, 2004, *Inventer l'actualité. La construction imaginaire du monde par les médias internationaux*, Paris, La Découverte, coll. *Cahiers libres*

[39] RIEFFEL Rémy, 2005, *Sociologie des médias*, Paris, 2ème éd. Ellipses, coll. *Infocom*

Enfin, l'ONU et ses agences spécialisées (HCR, UNICEF, PAM, et PNUD notamment), ainsi que les organisations politiques intergouvernementales comme l'Union européenne (UE), La Ligue arabe, l'Union africaine (UA) et l'Organisation de la conférence islamique (OCI) font partie des acteurs les plus importants de la solidarité internationale. Elles interviennent sur le terrain du financement, de la diplomatie et du plaidoyer en faveur notamment de situations peu visibles ou *a priori* inintéressants pour les autres acteurs. Les médias qui sont aussi une catégorie d'acteurs voient leur couverture des événements influencée plus ou moins fortement par le comportement des autres acteurs. En période de crise, en effet, une des sources d'informations importantes pour les journalistes reste les acteurs impliqués dont la communication vise à se donner une légitimité et une image positive. Cependant, « l'information de certaines ONG peut être sujette à caution. Il importe donc, comme pour les gouvernements, de garder une saine distance à leur égard et de ne pas perdre son sens critique » (Marthoz, 2008 : 159). En effet, les informations que donnent certains acteurs ne sont pas forcément conformes à la réalité. Elles peuvent être destinées à manipuler les médias et les publics. D'où l'exigence professionnelle pour le journaliste de vérifier toute information, même en période de crise ou d'urgence.

- **L'approche sémiotique**

La troisième voie théorique consisterait à aborder aussi le sujet sous l'angle de la sémiotique. Le père du structuralisme, le linguiste suisse F. de Saussure établit clairement le caractère de médiation culturelle du langage. Langage pouvant être considéré ici comme synonyme du discours médiatique. S'agissant de sémiotique, « les unités de sens qu'elle met au jour apparaissent comme constitutives d'une culture, et […] celle-ci façonne les connaissances et les comportements des membres d'une formation sociale... » (Meunier, Peraya, 2004 : 145). Alors que la sémiotique ne traitait que des seuls éléments, l'élargissement de champ permet, selon Le Boeuf, d'appréhender l'ensemble du système. « Le projet d'une sémiotique de la communication s'inscrit dans une démarche systémique et constructiviste et non pas structuraliste : le sens n'est pas une denrée inhérente à une structure, il est toujours construit par des acteurs en situation » (Le Bœuf, 2002 : 244). Pour lui, la théorie sémiotique est d'une « grande plasticité » et ses champs d'application sont plus larges et variés. Cette posture tranche avec celle saussurienne, c'est-à-dire la variante structuraliste de la sémiologie qui semble dépassée aujourd'hui. Outil d'analyse de la signification et du sens, la sémiotique est d'une grande utilité dans la compréhension des phénomènes de communication, particulièrement en période exceptionnelle marquée par un événement important. « Il va sans

dire que les *signes* visuels et textuels émis par l'organisation en tant de crise sont en termes de communication d'une portée stratégique »[40]. Cela vaut aussi pour les dispositifs de médiatisation que mettent en place les organes d'information médiatiques. Car lorsque, face à un événement, les journalistes cherchent à explorer certains aspects, à les mettre en relief plus que d'autres, c'est l'indication d'une production de sens dépendant des objectifs et des intérêts du média, mais aussi d'autres facteurs liés notamment aux contextes de production et de réception du message (information traitée et diffusée). « Les médias font apparaître l'événement dans un environnement langagier, et, par conséquent, lui donnent du sens : ils *représentent* l'événement, en donnant un statut sémiotique à son déroulement, à ses acteurs, à ses enjeux, à ses circonstances » (Lamizet, 2003 : 95)[41]. Donc aborder l'événement sous un angle plutôt que sous un autre vise à signifier un message qu'il n'est pas toujours facile de percevoir de prime abord. Pour le chercheur, il faut mobiliser des éléments théoriques et culturels, et même idéologiques pour arriver à comprendre ce qui peut justifier la nature et les angles d'approche d'une couverture médiatique.

5. Méthodologie

La technique qu'il convient de mettre en œuvre est celle de l'analyse de contenu. Celle-ci peut porter sur différents aspects du processus de communication. En effet, « les objets de recherches des spécialistes en communication sont nombreux » (De Bonville, 2000 : 17). Ce qui donne au chercheur la possibilité d'un large choix. Ainsi, le travail d'analyse peut-il porter sur :

- le processus de communication (description des attributs du message, causes de la communication et contexte de production des messages, les effets de la communication, c'est-à-dire conséquence de la communication et contexte de réception des messages).
- Les fonctions et médias de communication : trois fonctions traditionnelles de la communication: journalisme, publicité, relation publique. Trois messages typiques de

[40] EL HILALI Nabil, « La sémiotique comme approche stratégique en communication de crise », article publié en juillet 2004 sur www.communication-crise.com. L'auteur est docteur es lettres de l'université Nice Sophia Antipolis.

[41] LAMIZET Bernard, 2006, *Sémiotique de l'événement*, Paris, Lavoisier, coll. *Formes et Sens*

ces fonctions : la nouvelle, l'annonce publicitaire, le communiqué de presse.

Plus que tout autre élément, c'est le contenu médiatique qui nous permet de comprendre comment et pourquoi les journalistes se mobilisent-ils autour d'un événement. En effet, en matière de médiatisation, ainsi que « dans le cas de communications quelles qu'elles soient, nous nous trouvons en présence d'un émetteur qui lance un message ayant un contenu et une forme, cette information est émise pour atteindre un but, elle s'adresse à un ou plusieurs récepteurs » (Grawitz, 1993 : 539-541). Le contenu médiatique nous situera aussi sur l'importance et la place accordées à l'événement, et surtout, sur ce que les médias veulent que l'opinion en sache et retienne. Pour cela, l'analyse de contenu dont il sera question sera consacrée principalement à l'étude des titrailles des articles recueillis dans le corpus. Il ne s'agira pas d'une analyse de contenu détaillée avec le nombre de mots ou la fréquence des occurrences, etc. Ce procédé ne serait pas d'une très grande utilité dans ce travail qui consiste à expliquer et à comprendre le sens de la médiatisation des crises humanitaires. Avec les titres, les sous-titres et le résumé des articles de presse, il est possible de dégager les grandes lignes du travail des médias sur un événement, de repérer les éléments que partagent différents médias et qui peuvent expliquer leur prise de position. Toutefois, la lecture et l'analyse de certains articles seront bien approfondies, dans le souci de bien trouver les arguments et les éléments qui participent du débat autour de la médiatisation de l'humanitaire. L'analyse portera donc à la fois sur les titrailles, mais aussi sur le contenu des articles, d'un certain nombre d'articles. Ceux-ci regorgent souvent d'éléments essentiels que les titres seuls ne permettent pas de repérer.

Il nous a donc paru nécessaire de recourir à l'analyse de contenu médiatique en particulier puisqu'il est question réfléchir sur les messages et les supports médias. Klaus Krippendorf déclarait que « l'analyse de contenu ne veut être ni une traduction ni une transcription mais c'est une explication »[42]. L'analyse de contenu a été abordée par de nombreux auteurs. Selon Laurence Bardin, elle a entre autres mérites « une fonction heuristique » (Bardin, 2001 : 33) qui enrichit le tâtonnement exploratoire et accroît la propension à la découverte. L'analyse de contenu est donc une technique de recherche et pour J. Lazar, « les études qui font usage de cette technique varient largement en fonction de leur orientation théorique et de leur finalité. Elle peut comprendre l'analyse quantitative ou qualitative ou encore les deux » (Lazar, 1991 :

[42] KRIPPENDORF Klaus, 1980, *Content analysis: An introduction to its methodology*, California, éd. Sage Publications (p. 15).

127). Tout dépend donc de l'objectif et de la posture du chercheur. L'analyse de contenu médiatique, dans le cadre de cette thèse, recouvre aussi bien la forme que le fond. Cela étant, nous menons notre réflexion sur les rapports des médias aux événements internationaux, en particulier à ceux qui relèvent des questions humanitaires, à travers des exemples concrets de médiatisation d'événements humanitaires.

L'analyse de contenu médiatique, dans le cadre de cette étude, recouvre aussi les outils et méthodes de communication utilisées sur le terrain par des acteurs de l'action humanitaire. C'est un aspect qui sera abordé car elle est susceptible d'influencer la médiatisation qui peut être faite d'un événement. B. Dobiecki souligne que si tout le monde parle de communication, pour les praticiens, il importe surtout de bien distinguer trois éléments : « d'une part les circuits, les vecteurs, les véhicules. D'autre part, les personnes qui cherchent à communiquer, à se faire part de quelque chose, à partager, à échanger ; et en troisième lieu, l'information, le contenu, le message » (Dobiecki, 1996 : 45). En effet, à ses débuts, l'analyse de contenu se limitait en général au rapport entre l'émetteur, le message et le récepteur. Mais l'évolution et la multiplication des études sur les communications ont amené à prendre en considération l'influence de l'environnement, pour mesurer l'effet d'une communication particulière ou d'un message aussi bien sur l'émetteur que sur le récepteur. Selon De Bonville, l'analyse de contenu s'intéresse donc à tous types de messages, écrits (presse), oraux (radio), visuels (affiche, annonce), audiovisuels (télévision, cinéma). Pour ce qui concerne ce travail, nous nous intéresserons à la presse écrite, à la façon dont elle présente son discours concernant la question de l'humanitaire (quoi, comment). Les messages qu'on soumet à l'analyse de contenu « ont une structure, un but, une portée, des conséquences, etc. » (De Bonville, 2000 : 14). La médiatisation de l'humanitaire répond à cette caractéristique du message.

L'analyse de contenu a été abordée par de nombreux auteurs. Elle se retrouve d'ailleurs chez Harold Lasswell[43] avec sa célèbre formule : Qui dit quoi à qui par quel canal et avec quel effet. La première interrogation (*Qui parle* ?) concerne la personnalité de l'émetteur, de

[43] L'Américain Harold D. Lasswell a repris et décrit le schéma communicationnel classique de Quintilien. Marius Fabius Quintilianus alias Quintilien (42-120 apr. J.-C.) est un penseur romain qui a traité théoriquement des questions pédagogiques. Ses observations portent successivement sur la grammaire, la rhétorique, la philosophie, la géométrie et la musique. Rhéteur renommé, il exerça une grande influence comme professeur d'éloquence à Rome sous les Flaviens. Quintilien a laissé un traité en douze livres : *De institutione oratoria* (*De l'institution oratoire*). Dans ce célèbre traité, il défendit le retour au classicisme de Cicéron contre les admirateurs du style de Sénèque.

l'auteur du message, ses particularités psychologiques et sociales, son comportement verbal, son cadre de référence et son univers sémantique. La seconde question (*pour Quoi dire* ?) porte sur les caractéristiques du message. Il s'agit là de sa teneur, de sa valeur informationnelle, des mots, des idées, des arguments, des affirmations, des conclusions, bref du contenu du message. La troisième interrogation (*par Quel canal ?*) est relative au moyen utilisé, média ou autres supports de communication pour véhiculer le message. La quatrième question (*à Qui* ?) vise les récepteurs, leurs attentes, leurs valeurs, leurs mythes et toutes les conditions psychologiques et sociales de leur réceptivité vis-à-vis de telle communication. La dernière question (*Quel effet ?*) concerne les résultats, les effets possibles, l'influence du message et du média sur les destinataires. Il faut toutefois noter la limite de ce schéma car Lasswell n'y avait pas inclus les circonstances dans lesquelles le message est émis et la question centrale *dans quel but* qui sont déterminants dans la compréhension du processus d'information et de communication. Pour Armand Mattelart, traduite en secteur de recherche, cette formule donne respectivement l'« analyse de contrôle », l'« analyse de contenu », l'« analyse des médias ou supports », l'« analyse de l'audience » et l'« analyse des effets » (Mattelart, 2002 : 20). Dans la pratique, juge l'auteur, seuls deux points sont privilégiés par les chercheurs : l'analyse des effets et l'analyse de contenu.

Dans un article[44] publié en 1973, H. Lasswell développe le sens de son schéma. Ainsi, explique-t-il, le spécialiste de *qui* (le communicateur) s'attache à l'étude des facteurs qui engendrent et dirigent la communication (…) « analyse de régulation » (*control analysis*). Le spécialiste du *dit quoi* pratique l'« analyse de contenu » (*content analysis*). Celui qui étudie surtout la radio, la presse, le cinéma, et les autres canaux de communication, participe à l'« analyse des médias » (*media analysis*). Lorsque le centre d'intérêt est constitué par les personnes atteintes par les médias, nous parlons d'« analyse de l'audience » (*audience analysis*). Si le problème traité est celui de l'impact sur les récepteurs, il s'agit d'une « analyse des effets » (*effect analysis*). « …On peut s'attacher à l'analyse de contenu et à cet effet subdiviser le domaine en deux zones distinctes, l'étude des données centrées sur le message, et l'étude du style, centrée sur l'organisation des éléments du message » (Bougnoux, 1993 : 699). L'étude scientifique et les recherches portant sur le processus de communication

[44] Source : BOUGNOUX Daniel, 1993, Textes essentiels. *Sciences de l'information et de la communication*, Paris, Larousse. Article paru dans *Sociologie de l'information, textes fondamentaux*, rassemblés et commentés par BALLE Francis et PADIOLEAU Jean, Larousse, Paris, 1973, et repris de l'ouvrage de BRYSON Lyman, *The Communication of Ideas* (Harper, New York, 1948, 296 p.).

tendent à se centrer sur l'une ou l'autre de ces questions. Mais pour Lasswell, il est possible de combiner plusieurs analyses, suivant son objectif et le degré d'explication ou de clarification souhaité.

L'analyse de contenu est définie par Berelson[45] comme une technique de recherche qui vise à la « description objective, systématique et quantitative des communications ». Meunier et Pereya abondent dans le même sens en affirmant que « répondre à la seconde question (*dit quoi*), c'est s'attacher à l'analyse du message, c'est-à-dire au contenu manifeste transmis par le médium quel qu'il soit » (Meunier, Peraya, 2004 : 37). La définition de Berelson est cependant incomplète dans la mesure où l'analyse de contenu n'est pas que quantitative. Elle peut être aussi qualitative comme le soutiennent d'autres auteurs : De Bonville (2000), Lazar (1991) et les co-auteurs[46] du *Manuel d'analyse de contenu* (1980).

Pour mener ce travail, nous privilégions la démarche hypothético-déductive sur celle dite inductive. La méthode hypothético-déductive (déduction), est une méthode classique d'interprétation dans les sciences, qu'elles soient naturelles, physiques, humaines ou sociales. Elle consiste à interpréter un phénomène à partir d'un modèle explicatif fondé sur des hypothèses initiales que l'on modifie en fonction des résultats de la confrontation avec la réalité. Quant à la méthode inductive (induction), c'est une méthode de raisonnement consistant à partir de la réalité observable pour en tirer des propositions générales. Dans le *Manuel de recherche en sciences sociales*, les auteurs expliquent qu'il n'y a pas d'opposition absolue entre la méthode inductive et la méthode hypothético-déductive. Pour eux, « en réalité, les deux démarches s'articulent plus qu'elles ne s'opposent… » (Quivy, Van Campenhoudt, 1995 : 144). Et d'ajouter que tout modèle comporte « inévitablement » des éléments de structuration de l'une et de l'autre. Pour un autre auteur, la question ne se pose pas fondamentalement car « …la méthode hypothético-déductive (…) relève de la méthode inductive » (De Bonville, 2000 : 47). Notre travail s'inscrit donc dans cette combinaison de démarches qui ne peuvent être que complémentaires et conduire à plus de clarté et de

[45] BERELSON B., 1952, *Content Analysis in Communication Research*, Free Press, New York, cité dans MATTELART Armand et Michèle, 1995, 2002, *Histoire des théories de la communication*, Paris, La Découverte et Syros (p. 20).

[46] GHIGLIONE R., BEAUVOIS J-L., CHABROL C., A. Trognon, 1980, *Manuel d'analyse de contenu*, Paris, éd. Armand Colin

pertinence dans l'exploitation du corpus. Nous nous situons essentiellement dans une logique descriptive et explicative du phénomène de la médiatisation de l'humanitaire.

Expliquer paraît être une notion un peu floue, voire imprécise. Les auteurs ne l'interprètent pas toujours de la même façon. B. Matalon, souligne qu' « on l'emploie pour désigner tout ce qui éclaire, tout ce qui accroît notre impression de comprendre » (Matalon, 1988 : 127). En matière de recherche et dans un sens limité, il rappelle la conception de l'explication proposée et développée dès 1942 par le philosophe américain C.G. Hempel[47]. Pour ce dernier « un phénomène est expliqué si on peut le déduire de la composition de deux ensembles de données : premièrement les lois générales qui régissent le phénomène à expliquer, deuxièmement les conditions particulières dans lesquelles ce phénomène est apparu » (Hempel, 1965). Plusieurs auteurs se sont intéressés à la question de l'explication des phénomènes. Des divergences apparaissent à la fois chez les théoriciens et dans la pratique des chercheurs. Le problème principal étant de savoir « quelles sont les lois générales auxquelles on peut légitimement recourir ? » (Matalon, 1988 : 13).

S'appuyant sur un corpus de publications en psychologie sociale, W. Doise[48] identifie quatre niveaux d'explication : intra-individuel (explication dans les individus eux-mêmes), inter-individuel ou situationnel (explication dans les conditions où se trouvent les individus), positionnel (explication dans leur situation par rapport à un système social) et idéologique c'est-à-dire explication par rapport à des attitudes très vastes, les « systèmes de croyances et de représentations, d'évaluations et de normes » (Doise, 1982 : 33). Pour sa part, R. Boudon[49] distingue seulement deux types d'explication : les explications holistes selon lesquelles la société préexiste aux individus et les détermine, et les explications individualistes qui accordent la primauté aux individus. Les individualistes ne fondent pas leurs explications sur les « lois de la société » ou les « lois de l'histoire » mais sur les concepts de l'individu. Notons que tout système explicatif comporte des limites tant dans le choix des variables (qui

---

[47] HEMPEL C.G., 1965, *Aspects of Scientific Explanation*, New York, The Free Press cité dans MATALON B., 1988, *Décrire, Expliquer, Prévoir. Démarches expérimentales et terrain*, Paris, Armand Colin, coll. *U : 127*

[48] DOISE Willem, 1982, *L'explication en psychologie sociale*, Paris, PUF cité dans MATALON B., 1988, *Décrire, Expliquer, Prévoir. Démarches expérimentales et terrain*, Paris, Armand Colin, coll. *U : 132*

[49] BOUDON Raymond, 1991, « Individualisme et holisme dans les sciences sociales », pp. 45-59, in : BIRNBAUM Pierre et LECA J. (dirs.), *Sur l'individualisme.* Paris, nouvelle édition Presse FNSP, coll. *Références*

suppose d'exclure d'autres) que dans la fixation des frontières du système où se trouveront des variables dites « exogènes » (Matalon, 1988 : 138). Faut-il préciser que le phénomène à expliquer peut être un événement unique, bien situé dans le temps et dans l'espace ; les phénomènes plus généraux par exemple des régularités, un phénomène très général. Pour notre part, nous considérons que ces différents types d'explication sont complémentaires. C'est en les combinant que nous espérons arriver à mieux cerner la médiatisation des crises humanitaires qui sont l'objet de cette recherche.

L'accent sera mis sur les différents registres thématiques de médiatisation, avec les statistiques qui illustrent le poids de leurs places respectives dans l'actualité. A chaque registre de médiatisation, dans chacune des crises, correspondent une quantité d'articles. Mais compte tenu du fait qu'en général un article aborde plusieurs thèmes, il ne nous n'a pas été possible de chiffrer la proportion d'articles relatifs à chaque thématique. C'est une spécificité de l'écriture journalistique qui mêle souvent plusieurs aspects d'un même fait ou événement. Cela étant, dans le développement, les statistiques sont réalisées en fonction du nombre d'articles et d'éditions par journal, par catégorie de journaux et par crise humanitaire. Ces statistiques sous forme de tableaux, de graphiques et de chiffres illustrent essentiellement les deuxième et troisième parties de la thèse.

La méthodologie de travail consiste aussi en des entretiens avec des acteurs d'organisations humanitaires sur la perception qu'ils ont de leurs rapports avec les médias et sur la façon dont ils cernent ou appréhendent la question de la médiatisation de l'humanitaire. Les représentants d'ONG sont des gens souvent pleins d'expérience de terrain, capables de livrer des analyses pertinentes. La compétence et le savoir-faire des ONG dans certains domaines sont reconnus par les États et les grandes organisations politiques internationales qui n'hésitent pas à leur confier la conception et la mise en œuvre de divers projets sociaux et de développement. Donc l'avis de ces acteurs de l'humanitaire est essentiel sur une réalité qui les concerne et qu'ils vivent : la médiatisation de l'humanitaire. Les entretiens réalisés avec quelques responsables d'organisations humanitaires sont décryptés et synthétisés autour de thématiques relatives aux rapports médias-humanitaires.

6. Corpus

Les crises humanitaires dont il est question et les catastrophes qui les ont engendrées ont donné lieu à une production médiatique plus ou moins importante dans l'audiovisuel bien sûr,

mais aussi dans la presse à travers des articles, des reportages, des analyses, des interviews, etc. S'agissant de l'analyse de la médiatisation de ces événements humanitaires, nous nous appuierons sur un corpus de presse écrite. En effet, l'on constate que malgré le règne absolu de l'audiovisuel, en particulier de la télévision avec l'effet imposant des images, du direct et de l'immédiateté, la presse écrite continue d'occuper le terrain et de tenir sa place dans la médiatisation des grands phénomènes nationaux et mondiaux. Elle le fait par une façon particulière : une stratégie discursive et illustrative qui se veut pointue et vivante, une analyse approfondie des sujets, une multiplication des angles d'approche de l'événement, une diversification du contenu, etc. Notre choix de corpus porte sur un échantillon de journaux parmi les plus importants de la presse française. Il y a tout d'abord les trois principaux quotidiens nationaux : *Le Figaro*, *Libération* et *Le Monde*, qui reflètent à eux seuls, par leur poids médiatico-économique et leur envergure internationale, la façon dont la presse s'intéresse à un événement. À ces quotidiens d'informations générales, s'ajoutent les deux principaux quotidiens économiques, *Les Échos* et *La Tribune* dont l'étude nous permettra d'évaluer l'un des facteurs essentiels de la médiatisation des événements modernes : les enjeux économiques et financiers que l'événement provoque dans le fonctionnement de l'économie nationale, régionale et/ou mondiale.

Il y a en second lieu les magazines hebdomadaires d'informations générales très impliqués dans la couverture des faits et phénomènes de la société française et de l'actualité internationale. Ce sont les principales publications dans cette catégorie de la presse française : *Le Nouvel Observateur*, *L'express* et *Le Point* qui sont les leaders sur le marché français dans cette catégorie de médias. Le choix des hebdomadaires pour faire partie du corpus s'impose car contrairement aux quotidiens, ils traitent l'information avec plus de recul, de profondeur et de regards pluriels. En effet, les journaux hebdomadaires ne semblent pas trop soumis à la course au scoop et à l'impératif du temps, à la différence des médias électroniques et de la presse quotidienne. L'analyse portera sur la façon dont ces différents journaux ont assuré la couverture médiatique des événements, à travers les articles publiés. Ainsi, sera-t-il facile d'évaluer l'intérêt relatif manifesté par chacun des médias face à chaque événement. Dans chaque cas de crise humanitaire, nous prenons en compte, à partir de la date de survenance de l'événement, les numéros publiés sur une période d'un mois par les hebdomadaires et sur deux semaines par les quotidiens. Cet intervalle entre le début de la médiatisation d'un événement et la limite que nous fixons quant aux parutions paraît suffisant et raisonnable pour cerner la façon dont se construit le discours médiatique quand il s'agit de l'humanitaire. En

effet, de façon générale, l'intensité de la médiatisation atteint son pic dans les deux à trois premiers jours et s'étiole au fil du temps. À mesure qu'on s'éloigne dans le temps, la place et l'importance accordées à la couverture d'un événement baissent dans les médias. À cette règle, nous ne soumettons pas la crise humanitaire du Niger qui n'est pas un événement comme les autres. En effet, elle n'est pas survenue soudainement. Mais elle s'est progressivement installée, résultant d'une combinaison de facteurs. Donc la prise en compte de cette crise sera un peu particulière. L'analyse du corpus la concernant sera un peu plus étendue dans le temps, soit une période de douze mois.

Il convient aussi d'ajouter ce qu'on peut appeler la semaine du premier anniversaire. En effet, à l'approche de l'anniversaire de chaque grand événement ayant donné lieu à une médiatisation importante, les médias se lancent dans une sorte de commémoration en revenant sur le bilan et les suites de l'événement. Soudainement, l'événement refait surface et se retrouve à la une de l'actualité. C'est aussi une indication de l'attention que les journalistes accordent à un événement et de l'intérêt que le public y accorde. Nous analyserons donc les articles publiés à l'occasion de l'anniversaire de chaque événement sur cinq jours. Soit deux jours avant la date anniversaire, ledit jour et les deux jours suivants. En outre, dans le traitement de la médiatisation, d'autres journaux et médias électroniques seront consultés afin de mieux comprendre le sens que prend une mobilisation médiatique. Ce sera le cas par exemple pour *Le Temps*, le grand quotidien francophone suisse. Ces autres médias ne font pas partie du corpus principal mais ils seront utilisés comme des sources d'information susceptibles de fournir des éléments d'appréciation et d'explication.

Les articles sont choisis dans la base de données FACTIVA, avec plusieurs mots-clés permettant de répertorier l'ensemble des articles se rapportant à une crise humanitaire dans l'intervalle de temps choisi. Ces mots-clés sont les suivants : **Pakistan**, **Cachemire**, **séisme**, **indo-pakistanais** (pour la crise humanitaire au Pakistan) ; **tsunami**, **raz-de-marée**, **séisme**, **océan Indien**, **Indonésie**, **Thaïlande** (pour la crise en Asie du Sud) ; **Katrina**, **cyclone**, **ouragan**, **Nouvelle-Orléans** (pour la crise aux États-Unis) ; **Niger**, **famine**, **faim** (pour la crise humanitaire au Niger).

Par ailleurs, étant donné que la médiatisation est également assurée par les organisations humanitaires elles-mêmes, le corpus sera enrichi par un recours à des supports de communication propres à ces organisations (communiqué, site internet, publications

périodiques). Il s'agit en particulier de sites internet et de publications écrites sous forme de journaux magazines. Ces supports sont aujourd'hui les deux principaux moyens de communication dont disposent ces organisations et qui leur servent notamment d'outils de médiatisation de l'humanitaire. Ils seront utiles comme sources d'informations quand on va aborder les mécanismes de communication que ces ONG mettent en œuvre en amont et en aval pour sensibiliser les donateurs et mobiliser les financements nécessaires à leurs actions de terrain, ainsi que pour réaliser concrètement leurs objectifs.

L'exploitation du corpus et des autres éléments devrait donc nous permettre d'en savoir un peu plus sur le fonctionnement des médias et les caractéristiques de la médiatisation en période de crise ou d'urgence, de déterminer les angles et les approches sous lesquels les journalistes cherchent à construire leur discours et à représenter les phénomènes, à établir une comparaison dans le traitement médiatique des crises humanitaires.

Première Partie

De la charité à l'action humanitaire moderne : une longue évolution

L'histoire de l'humanitaire se confond presque avec celle des hommes de l'ère moderne. On assiste à la naissance dès 1113 de l'Ordre de Saint-Jean (futur Ordre de Malte), une des plus vieilles institutions de solidarité et d'assistance. « Elle cultive les vertus de compassion et de charité envers les soldats et pèlerins malades ou blessés » (Brauman, 2000 : 12). Les historiens repèrent dès le Moyen-Âge, « les véritables racines des institutions de solidarité et des œuvres charitables », alors que les premiers échanges de prisonniers, « lointaines anticipations du droit humanitaire » remontent à l'Antiquité. (Backmann, 1996 : 71). En effet, l'idée d'apporter une aide judicieuse à ceux qui en ont besoin (malades, blessés, vieux ou pauvres) a toujours animé les humains et se retrouve dans presque toutes les civilisations. Des valeurs de la charité, de l'amour du prochain ou de la solidarité qui sont le socle de l'idée de l'aide humanitaire. « Toutes les civilisations ont, de tout temps, attribué la plus grande importance à ces valeurs » (Schroeder, Varga, Van Dok, 2005 : 17).

Dans leur existence, les individus peuvent être touchés et bouleversés par les événements tragiques qui arrivent à d'autres. Ce qui les amène à réagir de diverses façons pour exprimer leur solidarité à ceux qui font face à une épreuve qui les atteint dans leur intégrité physique et/ou dans leur dignité d'être humain. Cela va de l'affirmation d'un soutien moral au déploiement d'un geste matériel ou financier, voire même à un engagement physique aux côtés des autres. L'expression de la solidarité à l'autre dépend d'un certain nombre de facteurs sociaux, géographiques, culturels… qui caractérisent les rapports préexistants entre ceux qui sont dans le besoin et ceux qui sont censés leur venir en aide. L'état de ces rapports détermine le plus souvent le niveau et la nature de la solidarité manifestée. Ces actes de solidarité ont en général un fondement religieux ou éthique que les gens ont acquis dans leur éducation et dans leur expérience de vie en société. C'est pourquoi, jusqu'aujourd'hui, la solidarité reste d'actualité. Sa mise en œuvre se fait à une échelle locale, nationale ou internationale, selon les situations.

Les deux chapitres qui suivent portent sur le développement des actes de solidarité, de la charité religieuse à l'avènement de l'action humanitaire moderne, avec ses crises humanitaires récurrentes, ses acteurs nombreux et son organisation internationale.

Chapitre 1. Origine et évolution des actes de solidarité

1-1. Au départ, des actes de charité et de foi

À l'origine, la solidarité est très fortement liée à la violence et à la maladie d'une part, mais aussi et surtout à la religion de l'autre. Selon P. Ryfman, « elle s'alimente à de profondes références, religieuses comme philosophiques, qui la caractérisent ». Chez les juifs, il y a la *Tsedaka* (une obligation d'assistance à l'orphelin, à la veuve et au pauvre). Le christianisme avait développé une intense activité d'assistance, avec beaucoup d'importance à la valeur de la *Caritas*, l'amour du prochain. Chez les musulmans, existent « la *Zâkat* (l'aumône), sorte d'impôt obligatoire, et la *Sadaqua* (l'aumône spontanée), également recommandée » (Ryfman, 2004 : 9). L'aumône est l'un des cinq piliers fondamentaux de l'Islam et tout musulman qui a les moyens matériels et financiers nécessaires doit s'en acquitter. Dans le bouddhisme, on considère l'aspiration au désintéressement comme un devoir. Deux autres facteurs contribuent grandement au développement des actions humanitaires et de solidarité. Le premier c'est « l'émergence à partir du XVIIème siècle d'un droit international qui s'efforce de promouvoir une réglementation des conflits armés inter étatiques » (Brauman, 2000 : 26), avec notamment le juriste néerlandais Grotius. Ce grand humaniste fonde le droit international public avec son traité *De jure belli ac Pacis* (*le droit de la guerre et de la paix*, 1625). Le second facteur est l'effervescence intellectuelle des *Lumières* qui mirent en avant, pour la première fois, la référence à « l'humanité » ou à la « vertu d'humanité » (Ryfman, 2004 : 9).

Si l'assistance humanitaire ou la solidarité a existé dans différentes civilisations, sa projection internationale, dans sa conception comme dans sa mise en œuvre est, selon Ryfman, une « invention » de l'Europe ». Brauman abonde dans le même sens, « car si toutes les sociétés ont su démontrer leurs capacités de compassion, seule l'Europe a choisi de donner à ces attitudes, comme à d'autres formes d'action collective, un contenu et une vocation universels » (Brauman, 2000 : 14). On notera d'ailleurs, en 1812, l'organisation d'un convoi maritime chargé d'apporter de l'aide humanitaire aux habitants de Caracas, au Venezuela, victimes à la fois de la guerre et de tremblement de terre. Cette expédition « constitue probablement la première opération de secours humanitaire de l'histoire » et « l'initiative privée est à son origine et y trouve une première projection internationale » (Ryfman, 2004 : 10). L'expansion de l'Europe vers les autres continents, les grandes explorations, les missions d'évangélisation, et, plus tard, la colonisation, ont contribué à l'internationalisation de l'action humanitaire. Ce sont donc des actes de charité bénévolement mis en pratique par de simples

gens guidés par leur foi religieuse ou leur humanisme qui ont conduit au système de solidarité internationale tel qu'il existe aujourd'hui. La forme actuelle du système commence à se constituer au XIXème. C'est vers 1850 qu'apparaît le terme *humanitaire*, quatre siècles après l'invention du mot *humanité* pour désigner l'ensemble des hommes. Une apparition que Michel Bélanger fixe, lui, beaucoup plus tôt, car il considère que « le terme d'humanitaire n'est apparu » que vers 1830. De célèbres écrivains français comme Chateaubriand, Lamartine, Voltaire, mais aussi Bartolomé de Las Casas, s'en servent pour livrer « chacun à sa façon de véritables témoignages humanitaires, premières rencontres entre un idéal de compassion ou de solidarité et le devoir d'informer » (Backmann, 1996 : 73-74). Même si, selon Brauman, le terme humanitaire fut « brocardé » par d'autres écrivains, en l'occurrence Balzac et Flaubert. Cela renvoie encore aux liens étroits qui ont existé dès l'origine entre l'humanitaire et l'écrit, c'est-à-dire les textes destinés à informer l'opinion.

Le dévouement des hommes a donc constitué la première richesse de l'action humanitaire. Des hommes qui se décident à consacrer de leur temps ou de leur bien au service des autres, sans aucune rétribution. C'est l'esprit même des actes de solidarité et de charité. Un esprit développé par des hommes et des femmes qui se sont investis dans cette activité et dont les profils ont évolué avec les transformations du secteur. Contrairement au bénévole d'antan, recruté pour sa simple disponibilité, le volontaire ou le salarié est avant tout quelqu'un qui est choisi pour ses qualités humaines et des compétences professionnelles avérées. En plus d'un siècle, l'on est ainsi passé progressivement du bénévolat à celui de volontariat humanitaire qui suppose une évolution des méthodes et des façons de faire. La professionnalisation dans les associations a conduit les organisations humanitaires, à l'instar des autres associations, à privilégier la compétence au dévouement, en vue d'un meilleur fonctionnement et d'une obtention rapide de résultats.

1-2. L'ère de l'humanitaire moderne : évolution du contexte juridique et ingérence humanitaire

Avant Henri Dunant et la création de la Croix-Rouge, une dame du nom de Florence Nightingale se distingue lors de la guerre de Crimée (1854-1855). Avec un groupe d'infirmières et sous l'égide du gouvernement britannique, elle met en place un service

d'assistance offrant nourritures et soins nécessaires aux soldats blessés. « Le service de secours de Nightingale ne s'adressait cependant qu'à un seul côté du front : seuls leurs compatriotes furent secourus par les infirmières » (Schroeder, Varga, Van Dok, 2005 : 18). Quelques années après, on assiste à la création de la Croix-Rouge à l'initiative d'Henri Dunant, de retour de Solferino[50] où il fut témoin en juin 1859 d'un carnage. Cet industriel suisse réunit en février 1863 un *Comité international de secours aux militaires blessés* dont l'objectif est de secourir les blessés de toutes les parties en guerre. La naissance officielle sera consacrée par un congrès international réuni quelques mois plus tard, en octobre. « Ce fut une étape révolutionnaire vers un humanitarisme qui ne faisait plus de différence entre amis et ennemis » (Schroeder, Varga, Van Dok, 2005 : 18). Le Comité international de secours aux militaires blessés prend le nom de *Comité international de la Croix-Rouge* (CICR) en 1875. On verra ainsi la Croix-Rouge sur le terrain agir en faveur de tous, lors des grands conflits qui ont secoué l'Europe et le reste du monde.

La structuration de l'action humanitaire internationale se déroule après la Seconde Guerre mondiale. L'organisation des Nations-Unies voit le jour en 1945 et ses agences humanitaires sont créées ainsi que de nombreuses ONG humanitaires en Europe. On assiste en outre à la prolifération des organisations humanitaires anglo-saxonnes. Au nombre de ces organisations, on peut citer *Catholic Relief Service* créée en 1943 et qui coordonne l'action des paroisses catholiques, *Church World Services, Joint Distribution Committee, Cooperative for American Remittancies in Europe* (CARE). Certaines de ces organisations continuent encore leurs activités de façon plus diversifiée et à plus grande échelle. Elles sont devenues des associations de dimension internationale.

La deuxième phase de l'humanitaire[51] moderne commence au Biafra, à la fin des années 1960 dans le contexte de la décolonisation. Les médecins français qui agissent décident de rompre la tradition solidement ancrée de la neutralité et du silence. Ils ont en mémoire le silence

[50] Le 24 juin 1859, à Solferino, les armées française et piémontaise remportent une importante victoire militaire, qui met fin à la guerre menée contre l'Autriche pour l'indépendance de la Lombardie, préliminaire à la création d'une Italie unifiée. La bataille marque l'opinion publique internationale : Solferino laisse le souvenir de combattants des deux camps laissés sans soins sur le champ de bataille. Le Suisse Henri Dunant propose alors la création d'une organisation permanente chargée de porter secours aux blessés de guerre, la Croix-Rouge. (Source : LANEYRIE- DAGEN Nadeije, 1997, Les Grandes batailles, éd. Larousse sur www.histoiredumonde.net)

[51] Source : www.wikipedia.org (01/11/2006)

coupable de la Croix-Rouge face à Auschwitz et au nazisme. Ils dénoncent ce qu'ils croient être un génocide. L'analyse historique *a posteriori* montre qu'il s'agissait d'une guerre totale mais pas d'un génocide. En mettant l'individu « victimisé » au centre du débat, l'humanitaire s'éloigne progressivement du militantisme politique. « Cette prise de parole était salutaire en elle-même mais mal fondée en l'occurrence puisqu'en dénonçant un génocide, les médecins devenaient, malgré eux, les relais d'une propagande, d'un marketing politique de la Sécession biafraise ». On voit dans cette guerre se constituer tous les ingrédients qui subsistent dans les conflits internationaux où s'impliquent les puissances étrangères et européennes en particulier :

- le mélange du militaire et de l'humanitaire,
- la rhétorique « victimaire » comme substitut à l'explication politique du conflit,
- des prises de parole considérées plus efficaces des humanitaires qui, sur le terrain, semblaient détenir une vérité humaine et politique unique.

Suite au Biafra, les *French doctors*[52] fondent un nouveau mouvement en créant *Médecins Sans Frontières* en 1971. Le projet de ce mouvement est de rendre l'aide humanitaire indépendante des États en s'appuyant sur l'opinion publique prise à témoin ; d'où l'importance accordée à la médiatisation de ses interventions. « Contrairement aux actions discrètes de la Croix-Rouge, le « sans-frontiérisme » fait du témoignage son second cheval de bataille. Le témoignage et la dénonciation deviennent un devoir moral au même titre que les soins directs aux populations »[53]. L'humanitaire s'installe alors durablement dans le tiers-monde et s'inscrit dans une perspective Nord-Sud qui continue de s'affirmer aujourd'hui avec plus d'intensité. Deux phénomènes majeurs marquent les années cinquante et soixante : la guerre froide qui

[52] En 1968 débute la guerre du Biafra. C'est l'une des premières guerres largement relayées par la télévision : les Biafrais meurent en direct devant les opinions publiques épouvantées. Les Ibos, peuple du sud-ouest du Nigéria (le Biafra), se heurtent à une répression brutale du gouvernement nigérian qui interdit à la Croix-Rouge l'accès aux populations en détresse. Révoltés par cette situation, quinze médecins français fondent en 1971 *Médecins sans frontières*. L'article premier de sa charte stipule : « *Les Médecins sans frontières apportent leur secours à toutes les victimes de catastrophes naturelles, d'accidents collectifs et de situations de belligérance, sans aucune discrimination de race, de politique, de religion ou de philosophie* ». (Source : FOURNIER Martine « Les French doctors, figures de l'Humanitaire moderne », dans *Sciences Humaines*, n° 103, mars. 2000, pp 36-37, sur www.scienceshumaines.com)

[53] PIQUARD Brigitte, SCHWEIGMAN Caspar, « Le défi de la professionnalisation », dans *Louvain*, n° 139, juin 2003, pp. 12-15 (p. 13)

oppose l'Est et l'Ouest et la décolonisation. Ceci étant, « l'action humanitaire va passer du secours d'urgence […] à l'action à plus long terme » (Rufin, 1994 : 82). Mais, ajoute l'auteur, le développement est alors inséparable de la lutte d'influence des deux systèmes qui se partagent le monde. Avec les conflits qui éclatent ça et là, on entre dans le *sans frontiérisme*, avec notamment la création de MSF à la suite de la guerre de Biafra, et de bien d'autres structures associatives humanitaires. « À l'opposé des structures alourdies et officielles de l'action humanitaire traditionnelle, le sans frontiérisme est d'abord un retour aux sources : action privée, initiative indépendante, petites associations privées, petites missions, légèreté, souplesse » (Rufin, 1994 : 89). Ces organisations non gouvernementales évoluent beaucoup plus dans les pays en développement, à la fois dans l'urgence et dans le développement. « Le sous-développement devenant un enjeu des relations internationales, gouvernements et organisations internationales se dotent de structures permanentes pour mettre en œuvre leurs politiques d'aide » (Brauman, 2000 : 53). Dans ce dispositif, les ONG sont des opérateurs exécutants des projets financés par les États et les institutions multilatérales.

1-2-1. Évolution du contexte juridique : le droit international humanitaire et le droit d'ingérence humanitaire

L'une des caractéristiques de l'humanitaire moderne est sans doute la prééminence de la dimension juridique du concept. Le droit humanitaire et le droit de l'ingérence humanitaire prennent une place importante dans le débat public et dans le débat politique international. Les associations mais aussi le système des Nations-Unies et plusieurs gouvernements du Nord s'évertuent à en assurer la promotion et la défense. L'idée d'ingérence humanitaire est apparue durant la guerre du Biafra. Le conflit a entraîné une épouvantable famine, largement couverte par les médias occidentaux mais totalement ignorée par les chefs d'États et de gouvernement au nom de la neutralité et du principe de non-ingérence qui ont longtemps caractérisé les relations internationales. Le droit d'ingérence humanitaire[54] est un terme inventé en 1968 par Mario Bettati, qui donne la possibilité à une association d'intervenir et d'apporter une aide aux populations qui souffrent d'une guerre, d'une catastrophe naturelle, d'une mauvaise gouvernance.

[54] Source : www.mondialisation.be/Lexique-Terme.htm

Le droit humanitaire est plus ancien et son origine remonte à plusieurs siècles déjà. Dans sa forme moderne, il est contenu dans quatre Conventions signées à Genève en 1949 et dans deux protocoles additionnels de 1977. Ces textes fixent entre autres :

- des règles spécifiques de protection et d'assistance pour des catégories précises de personnes dans les situations de conflit (population civile, blessés et malades, personnes privées de liberté...);
- un droit d'assistance humanitaire confié par les États aux organisations humanitaires impartiales.

La responsabilité des opérations de secours est confiée par ces textes au CICR, mais aussi aux autres organisations humanitaires impartiales, comme MSF, MDM, ACF (*Action contre la faim*), etc. Les règles édictées sont obligatoires pour tous les belligérants. Le droit humanitaire est un droit de l'action : la protection des victimes dépend directement de la qualité des actions de secours. On peut déduire de la coutume internationale trois grands droits qui garantissent la qualité des actions de secours pour les organisations humanitaires impartiales :

- le libre accès aux populations en danger
- la (liberté) capacité d'évaluer les besoins de façon indépendante
- la (liberté) capacité de contrôler la distribution des secours en fonction des besoins.

Les progrès en matière du droit international humanitaire ont connu une avancée significative au cours des années 1990 et 2000, grâce notamment à l'action conjuguée des organisations humanitaires et des associations de défense des droits de l'homme. L'établissement d'un Tribunal Pénal International (le TPI) et la mise en place au sein des Nations d'un organe spécialisé, le Haut Commissariat aux droits de l'homme, en sont les traductions les plus importantes. Ces deux institutions participent de la traque contre les auteurs de violations des droits de l'homme, de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité à travers le monde.

La fin de la guerre froide, la médiatisation des crises humanitaires… sont des facteurs qui ont beaucoup contribué au développement du droit d'ingérence, malgré des polémiques et désaccords portant à la fois sur le principe et sur la forme de mise en œuvre du droit d'ingérence. Un droit qui tranche avec le traditionnel principe de non-ingérence dans les

affaires intérieures d'un autre pays, même si des crimes horribles y sont perpétrés. Ce, au nom du respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales qui fondent les relations internationales, que ce soit dans le cadre bilatéral ou multilatéral. Cependant, selon Monique de Saint-Pierre, l'avènement de ce nouveau droit dans les relations internationales constitue « une source de malentendus et de polémiques au sein de la communauté internationale » (Saint-Pierre, 1998 : 5). En effet, l'émergence et les progrès en matière du droit d'ingérence notamment pour prévenir ou faire cesser des violations des droits de l'homme à grande échelle n'est pas du goût de tous. L'auteur parle d'un chemin parsemé d' « embûches » pour les promoteurs du droit d'ingérence et en énumère quelques-unes : « la résistance étatique au nom de la souveraineté, les conflits de valeurs au sujet de la question des droits de l'homme entre les différentes nations – et cultures – du globe ainsi que l'insistance des États à définir leurs intérêts nationaux en termes de puissance et de pouvoir, en dépit des récentes mutations de l'ordre international » (St-Pierre , 1998 : 6).

À travers le monde, on est donc loin de l'unanimité autour de ce droit d'ingérence tant dans son principe que dans la forme que peut prendre sa mise en œuvre. D'une part, il y a les tenants du respect de l'intégrité et de l'indépendance du territoire national opposés à toute mesure qui remet en cause ce principe traditionnel du fonctionnement des relations internationales. Il s'agit le plus souvent d'États moins démocratiques qui craignent par exemple que ce principe ne soit instrumentalisé et utilisé par les pays plus puissants à des fins de domination politique ou économique. Ils ne trouvent donc ni opportun ni utile de « réformer le principe de non-intervention au profit d'un hypothétique droit d'ingérence »[55] dont les conditions de mise en œuvre peuvent être peu claires, voire subjectives, et traduire des objectifs inavoués, c'est-à-dire non humanitaires.

D'autre part, les promoteurs du droit d'ingérence, en particulier les ONG et associations humanitaires et de défense des droits de l'homme, affichent leur préférence pour l'ingérence même si sa mise en œuvre dans un État signifie une atteinte à l'indépendance et à la souveraineté de cet État. Le plus important étant la protection de milliers de vies humaines qui peuvent être en danger. Les valeurs humaines et démocratiques, considérées comme

[55] CORTEN Olivier et KLEIN Pierre, 1992, *Droit d'ingérence ou obligation de réaction? Les possibilités d'action visant à assurer le respect des droits de la personne face au principe de non-intervention*, Bruxelles, Éditions Bruylant / Éditions de l'Université de Bruxelles (p. 7), cité dans ST-PIERRE Monique, 1998, *L'ingérence humanitaire et les organisations internationales*, thèse en sciences politiques, Université Laval, Canada (p. 5).

universelles, sont un argument pour aller au-delà de la non-ingérence et mettre en place « un nouvel espace juridique où se trouveraient indissolublement liés la légitimation de l'intervention humanitaire et le principe fondamental de l'indépendance et de la non-soumission de l'État à l'égard de l'extérieur » (Bettati, 1996 : 9)[56]. Il faut souligner toutefois que dans le camp de ses promoteurs, si l'on est globalement d'accord sur le principe même d'ingérence humanitaire, la forme que peut prendre sa mise en œuvre fait polémique. Les spécialistes des ONG sont pour la plupart contre la militarisation car arme et aide humanitaire ne font pas bon ménage. Les objectifs d'une opération militaire sont très éloignés d'une opération humanitaire dans le sens classique que lui donnent les ONG. Mais les avis des professionnels de l'humanitaire reste divers.

Deux opérations d'ingérence humanitaire menées par la communauté internationale dans les années 1990 sont parmi les plus importantes réalisées jusqu'alors. Des opérations menées sous la houlette des Nations-Unies dont les résolutions du Conseil de Sécurité donnent le droit d'intervenir à l'intérieur des frontières nationales « pour secourir […] les victimes de toutes les catastrophes » (Zorgbibe, 1994 : 5). La première, l'opération en Somalie en 1992 avec l'armée américaine en tête, s'est soldée par un fiasco car les objectifs n'ont pas été atteints. En effet, l'opération n'a pas permis de restaurer ni la paix ni la sécurité, ni même d'améliorer les conditions de vie des populations dans ce pays de l'Afrique de l'Est. La Somalie est toujours plongée dans un chaos sécuritaire et dans une instabilité politique depuis près de deux décennies. La seconde fut menée au cœur même de l'Europe. Il s'agit de l'intervention des forces de l'OTAN en ex- Yougoslavie avec une opération militaire faite de bombardements. Dix ans après, les tensions demeurent entre communautés serbe, croate et musulmane et les liens de confiance en vue d'une coexistence pacifique relèvent d'une vision utopique. Ces deux opérations ont été pendant longtemps objet de débats assez contradictoires. Il y a ceux qui pensent que la militarisation de l'humanitaire sape les fondements de cette cause. Il a fallu mener une guerre contre la Serbie, livrer bataille contre les milices somaliennes. Autant dire faire des victimes. Faut-il payer un tel prix pour apporter une assistance humanitaire ? Les avis sont aussi nombreux que partagés.

[56] BETTATI Mario, 1996, *Le droit d'ingérence* : *mutation de l'ordre international*, Paris, éd. Odile Jacob, cité dans ST-PIERRE Monique, 1998, *L'ingérence humanitaire et les organisations internationales*, thèse en sciences politiques, Université Laval, Canada (p. 5).

1-2-2. Facteurs d'émergence des crises humanitaires

Les situations humanitaires sont engendrées par de multiples causes qui sont soit naturelles soit du fait de l'homme. Les crises ont, chacune, des causes et des facteurs spécifiques.

a) Les catastrophes naturelles : séisme, ouragan, inondation…

Une catastrophe naturelle est un événement provoqué par les contingences de la nature, qui survient sur un territoire et produit des dégâts plus ou moins considérables sur les hommes et/ou sur leur environnement. Ce sont des phénomènes que l'homme est incapable d'empêcher et, souvent, même de prévoir. Le rythme de survenue des cataclysmes s'est particulièrement accéléré depuis les années quatre-vingt. Les cataclysmes ont toujours rythmé la vie des hommes sur terre. Cependant, leur férocité et leur fréquence de plus en plus marquées sont pour certains chercheurs, le signe de l'impact des hommes sur l'environnement. On évoque des changements climatiques qui sont liés principalement à la destruction de la couche d'ozone, elle-même provoquée par le rejet des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. La planète se réchauffe. De très nombreuses catastrophes naturelles ont provoqué des crises humanitaires majeures dans diverses parties du monde au cours des dernières décennies. Les régions les plus durement touchées sont l'Asie et les Amériques. On peut rappeler quelques-unes de ces catastrophes qui ont fait la une de l'actualité et défrayé la chronique : le séisme de Bam en Iran en 2004 avec plus de 30 000 morts ; le cyclone ou l'ouragan *Mitch* en 1998 en Amérique centrale (principalement au Nicaragua et au Honduras…) avec un bilan d'environ 20 000 victimes ; le tremblement de terre de Kobé au Japon qui a fait en janvier 1995, selon le décompte officiel, plus de 6000 morts et quelque 100 milliards de yens de dégâts matériels ; le tsunami de décembre 2004 dans l'Océan Indien ; le séisme du Pakistan et l'ouragan Katrina aux États-Unis en 2005.

b) Crises d'origine humaine : épidémies, famine, mauvaise gouvernance, conflits

Si les catastrophes naturelles sont fréquentes dans le monde depuis plusieurs décennies, celles directement attribuables au comportement des hommes le sont tout autant. Il s'avère que certains conflits (guerres civiles, rébellion, guerres interétatiques), la mauvaise gouvernance des ressources et la dégradation du cadre de vie peuvent conduire à des situations humanitaires aussi dramatiques que celles engendrées par les catastrophes naturelles. Les famines et les épidémies peuvent résulter en effet de mauvais choix politiques des États ou du manque d'hygiène, c'est-à-dire de la dégradation des conditions de santé publique. Ces crises

humanitaires dues aux guerres et à la mauvaise gouvernance se produisent essentiellement dans les pays économiquement peu développés, le plus souvent en Afrique, et dans quelques parties de l'Asie et de l'Amérique latine. La situation au Liberia et en Sierra Leone dans les années 1990, l'épidémie de la fièvre Ebola dans la région des Grands Lacs (Afrique centrale) en 2000 ; la crise dans la région soudanaise du Darfour depuis 2003, le conflit interne en République démocratique du Congo (ex. Zaïre) depuis plus de dix ans, la guerre civile au Rwanda et au Burundi dans les années 1990… sont des exemples de grandes crises humanitaires dans cette catégorie. Ces crises sont en général plus longues, s'étendant sur des années, voire sur plus d'une décennie. Elles sont de ce fait les plus complexes et les plus difficiles à résoudre pour les organisations humanitaires, les organisations politiques internationales et les gouvernements. Car en plus des problèmes de sécurité et des difficultés de mouvement, se pose l'hostilité de certains belligérants.

Chapitre 2. Action humanitaire internationale : un système

2-1. Dispositif international du secteur de l'humanitaire : diversité des acteurs et des partenaires

Le système international de l'humanitaire forme en soi un grand secteur d'activités à travers le monde. Un secteur qui s'est développé avec constance depuis le début du XXème siècle et fait partie des grandes préoccupations mondiales. Le secteur de l'humanitaire, également appelé secteur de la solidarité internationale, représente donc tout un dispositif structuré qui fonctionne avec ses règles, ses acteurs et ses principes. L'action humanitaire internationale telle qu'elle se présente aujourd'hui est le résultat de plus d'un siècle d'évolution des méthodes et des pratiques dans le travail de terrain et d'assistance aux autres. Si à l'origine, lors de la naissance de l'action humanitaire, le travail se résumait pour quelques individus et organisations à porter secours aux blessés de guerre, aujourd'hui, l'action humanitaire se déroule dans le cadre d'un vaste système international qui implique de nombreux acteurs, des façons de faire et des méthodes différentes de celles des débuts.

2-2-1. Acteurs de l'humanitaire

Qu'entend-on par acteur de l'humanitaire? Cette expression désigne ceux qui participent au financement, à l'organisation et à la mise en œuvre de la solidarité internationale. C'est-à-dire des hommes et des structures dont le travail fait vivre et connaître l'action humanitaire, la développe, assure sa pérennité et son existence concrète sur le terrain. Des acteurs nombreux et variés : ONG, agences onusiennes, États, entreprises, acteurs locaux… Chacun dans son rôle, tous dans une sorte de complémentarité, même si parfois elles paraissent se concurrencer. Une concurrence fréquente au niveau des ONG notamment dans la recherche des financements nécessaires à la réalisation de leurs projets. Il est utile de mettre en relief le rôle et la place de chacun dans le système.

a) Organisations non gouvernementales (ONG)

Tout au long de ce travail, il sera question des ONG (Organisations non gouvernementales ; en anglais NGO →non governmental organizations). Il s'agit d'un acronyme très répandu.

« …l'expression ONG apparaît pour la première fois en 1945, au pluriel, à l'article 71 de la Charte des Nations-Unies »[57]. Le terme est très en vogue eu égard aux domaines variés et nombreux que le champ de compétence de ces organisations recouvre à la fois à la place des gouvernements et des organisations politiques internationales comme l'Union européenne, les Nations-Unies. L'expression *organisations non gouvernementales* date de l'Après-Guerre et s'est progressivement imposée à la place d'associations internationales (AI) (en anglais IA → International associations) utilisée « depuis la fin du XIXe siècle pour désigner ces structures » (Ryfman, 2004 : 18). C'est-à-dire des associations indépendantes des États et formées par des individus. Marcel Merle donne une définition qui se veut assez complète du terme ONG : « tout groupement, association ou mouvement constitué de façon durable par des particuliers appartenant à divers pays en vue de la poursuite d'objectifs non lucratifs » (Merle, 1982 : 135)[58].

Dans *Politique internationale,* Josepha Laroche retient la définition donnée par l'Union des associations internationales selon laquelle une ONG c'est toute « association composée de représentants appartenant à plusieurs pays et qui est internationale par ses fonctions, la composition de sa direction et les sources de son financement. Elle n'a pas de but lucratif et bénéficie d'un statut consultatif auprès d'une organisation intergouvernementale » (Laroche, 2000 : 135)[59]. *Le Petit Larousse* (2005 : 755) donne une définition semblable : « Organisme dont le financement est assuré essentiellement par des dons privés et qui se voue à l'aide humanitaire sous une ou plusieurs de ses différentes formes (assistance médicale ou technique dans les pays non industrialisés, aide aux plus démunis dans les pays développés, secours en cas de catastrophe ou de guerre, etc.) ». De ces différentes définitions, on retient trois éléments communs essentiels : le caractère désintéressé du travail des ONG, l'indépendance

[57] MEYER Dorothée, 2004, « ONG : une catégorie juridique introuvable, une définition utilitaire. Réflexions sur une définition en droit des ONG », pp. 139-160, in : SIMEANT J., DAUVAIN P., (dirs.), *ONG et Humanitaire*, Paris, L'Harmattan, coll. *Logiques Politiques* (p. 142).

[58] MERLE Marcel, 1982, *sociologie des relations internationales*, Paris, 3ème éd., Dalloz, cité dans Ryfman P., 2004, *Les ONG*, coll. *Repères*, Paris, La Découverte (p. 23)

[59] LAROCHE Josepha, 2000, *Politique internationale*, Paris, 2ème éd., LGDJ

vis-à-vis des États et autres supra structures et la dimension internationale. En France[60], les ONG sont des associations privées et sans but lucratif, issues d'une mobilisation militante et citoyenne, agissant pour des causes sociales. Sur le plan juridique, une ONG est une association relevant de la loi de 1901. Le Petit Larousse définit l'association comme « *un regroupement de personnes réunies dans un dessein non lucratif* »[61]. La Loi de 1901 en donne une définition un peu plus large : « *l'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices* ».

Les ONG agissent dans quatre domaines principaux de la solidarité internationale : action humanitaire d'urgence, aide au développement, défense des droits humains et préservation de l'environnement. Dans notre cas, nous employons le terme ONG exclusivement pour désigner les organisations dites humanitaires. C'est-à-dire celles qui interviennent sur le terrain de la solidarité internationale pour apporter assistance aux populations en cas de crise humanitaire provoquée par un conflit ou une catastrophe naturelle. Nous nous intéressons en particulier à celles qui opèrent notamment à l'étranger et qui participent concrètement à la vie de l'action humanitaire internationale et à ses rapports avec les médias. Les ONG qui interviennent spécifiquement dans l'humanitaire sont également appelées organisations de solidarité internationale (OSI) ou associations internationales de solidarité (AIS). Les sigles ONG, OSI, AIS, employés indifféremment dans le langage oral ou dans les écrits, renvoient à la même réalité : des organisations associatives, indépendantes des gouvernements ou considérées comme telles et qui travaillent dans le secteur de l'action humanitaire internationale à travers le monde. Dans le texte, nous utiliserons essentiellement les deux premiers sigles (ONG, OSI) sans que cela change quoi que ce soit à la signification de ces institutions.

Les fonctions et missions qu'assurent les ONG sont variées et ne cessent de prendre de l'ampleur, dans un positionnement à cheval entre les États et les organisations intergouvernementales. Ces organismes de droit privé sont les acteurs premiers et essentiels

---

[60] Source : www.coordinationsud.org. Coordination SUD (Coordination Solidarité Urgence et Développement) est une plateforme d'ONG françaises de solidarité internationale. Elle assure une double mission d'appui et renforcement de ces ONG (information, formation mais aussi travail avec les bailleurs de fonds pour une amélioration des dispositifs de subventions) ainsi que de représentation et promotion des valeurs et positions des ONG auprès des institutions publiques ou privées en France et à l'étranger (pouvoirs publics français, Union européenne, organisations internationales, etc.).

[61] Le Petit Larousse illustré, 2003

de l'action humanitaire à travers le monde. Elles sont souvent en première ligne, dès les premières manifestations d'une situation d'urgence. En effet, leur indépendance, leur structure plus légère et moins bureaucratique, font qu'il leur est plus facile d'intervenir rapidement sur le terrain avant les autres acteurs pour fournir des vivres et des soins, de la logistique, de l'eau potables, etc.). Une façon d'agir classique pour ces acteurs qui ne sont autres que des associations nationales humanitaires qui ont une dimension internationale de par leur rayon d'action. Leur rôle est apprécié et reconnu par les autres acteurs. « Les gouvernements occidentaux et la Communauté européenne leur confèrent en conséquence une responsabilité grandissante dans la réalisation de leur programme d'assistance aux pays pauvres » (De Senarclens, 1999 : 60). En effet, leur but est d'intervenir partout où cela est nécessaire pour soulager les souffrances des populations. Elles sont essentiellement constituées de volontaires, bénévoles, de militants et de quelques salariés et cadres dont le travail collégial du siège au terrain enclenche et entretient l'action humanitaire. « La capacité d'alerte venue du terrain, la réactivité, la culture de l'urgence, la bonne réputation auprès des opinions publiques et l'expertise sont des avantages comparatifs certains par rapport aux bureaucraties » (Pech, Padis, 2004 : 23). Ces avantages et l'expérience acquise font des ONG humanitaires de véritables professionnels de la solidarité internationale qui sont sur le front de l'assistance d'urgence et dans l'accompagnement sur le long terme dans le cadre du développement.

Pour mieux agir, les ONG humanitaires entretiennent des rapports de collaboration et de partenariat avec les autres acteurs. Elles ne constituent en fait qu'un élément du système international de l'action humanitaire. Car il convient bien de parler de système avec la complexité de la machine qui comprend des acteurs variés participant au financement, à la coordination et à l'exécution de l'action humanitaire internationale. C'est cette complexité qui justifie l'emploi par certains auteurs[62] du terme « système ». R. Kent[63] (1987), lui, préfère parler à propos de « réseau d'acteurs ». Dans *Les défis humanitaires*, on utilise le terme de « communauté humanitaire » pour désigner la même réalité. De notre avis, les différents concepts ne sont pas très antagonistes par rapport à la réalité qu'ils désignent. Tous renvoyant au fait que le monde connaît des événements malheureux qui conduisent à une action humanitaire intense, entretenue par différents acteurs, dans des procédures complexes, avec un engagement légitimé par le droit international. Mais il est bien judicieux d'employer le

[62] Wood Adrian, Apthorpe Raymond, Borton John, 2002, *Evaluer l'action humanitaire*, Paris, Karthala

[63] KENT Randolph, 1987, *Anatomy of disaster relief*, Londres, Pinter

terme système car le secteur mondial de l'humanitaire est structuré, obéit à des règles et principes de fonctionnement et ses acteurs « partagent, généralement, le même but qui est de sauver des vies et de réduire la souffrance et les impacts socio-économiques des catastrophes et conflits » (Wood, Apthorpe, Borton, 2002 : 20). Même si, face à certaines situations, les différents acteurs affichent leurs désaccords sur le bien-fondé d'une opération ou sur la façon de la conduire.

Le caractère désintéressé de leur action sur le terrain – des actions totalement gratuites pour les bénéficiaires– et leur militantisme fondent la crédibilité des ONG à bien des égards. De tous les acteurs, ce sont les ONG qui interviennent le plus sur le terrain, depuis le démarrage de l'action humanitaire moderne. Elles sont avant tout les plus efficaces et les plus acceptées par les belligérants ou par les autorités d'un pays victime de catastrophe naturelle sans forcément être accusées d'ingérence dans les affaires intérieures. Elles ne sont que des associations indépendantes des gouvernements ou perçues comme telles. Les auteurs d'*Évaluer l'action humanitaire* ne manquent pas de souligner la variété considérable de leurs capacités quand il s'agit de mettre sur pied une opération et d'apporter l'assistance humanitaire là où il faut, dès qu'il le faut et comme il le faut. « La plupart des ONG internationales ont la capacité de travailler parallèlement dans plusieurs secteurs (tels que la santé, l'hébergement, l'alimentation et la nutrition, l'eau et l'assainissement) dans des régions importantes » tandis que beaucoup d'autres « sont très spécialisées et se concentrent sur les besoins d'une tranche de la population (enfants, personnes âgées ou handicapées) ou limitent leur travail à un lieu spécifique » (Wood, Apthorpe, Borton, 2002 : 23).

Parmi les ONG intervenant dans l'humanitaire, il convient de distinguer plusieurs catégories. Il y a tout d'abord, d'un côté, les associations nationales à projection internationale car l'essentiel de leur action se passe à l'étranger sur les théâtres d'opérations humanitaires. (Exemples : ACF, MSF, MDM, *Handicap international*, *International Rescue Commitee*, *Care*, *Première Urgence*, OXFAM[64], etc.). Des auteurs soulignent à juste titre une caractéristique fondamentale des organisations non gouvernementales : « leur dimension internationale » (Pech, Padis, 2004 : 11). De l'autre côté, il y a le mouvement international de la Croix-Rouge et ses structures (le CICR, la FICR et ses sociétés nationales). Les premières

[64] Oxfam International est une association de 13 organismes de même sensibilité, travaillant de concert avec des milliers de partenaires et d'alliés dans le monde entier en vue d'un changement durable.

sont des associations nationales relevant en France de la Loi de 1901 et dont les objectifs les conduisent à réaliser des missions humanitaires un peu partout dans le monde. Elles bénéficient du soutien matériel et financier de leurs gouvernements, des gouvernements étrangers, des entreprises, des institutions multilatérales et des particuliers. Les secondes, les structures du mouvement de la Croix-Rouge, constituent en elles-mêmes un réseau mondial qui mène des actions humanitaires proprement dites et cherche à promouvoir les droits et les valeurs humaines dans tous les pays.

Une autre distinction est nécessaire à faire, c'est celle qui réside dans l'orientation principale prise par une ONG. Ainsi, a-t-on deux grandes tendances : les ONG dites *urgentistes* et celles dites *développementalistes.* Les premières sont essentiellement dans l'assistance humanitaire d'urgence pour soulager les populations en répondant à leurs besoins vitaux. Les secondes s'investissent plutôt dans une certaine durée, en finançant et en exécutant des projets de développement à plus ou moins long terme. Les ONG se sont caractérisées très longtemps par l'une ou l'autre démarche principale de travail. Mais la frontière entre les deux est progressivement devenue floue et il est souvent difficile de la définir. Bien des ONG arrivées pour une action humanitaire d'urgence poursuivent leur travail dans le cadre du développement. Ainsi, est-il nécessaire de rappeler que des auteurs qui travaillent dans ce domaine considèrent que « dans la réalité, les limites conceptuelles entre aide humanitaire, aide au développement, lutte pour les droits de l'homme et promotion de la paix se sont depuis longtemps avérées assez floues, voire inexistantes » (Schroeder, Varga, Van Dok, 2005 : 15). Selon eux, les orientations de l'activité humanitaire se sont diversifiées avec la complexité des problèmes du monde : assurer la survie, la reconstruction, la réhabilitation, la prévention. La diversification des orientations humanitaires s'est faite parallèlement à l'évolution du monde et la complexification des phénomènes sociaux et naturels. Chaque grande ONG développe aujourd'hui différentes branches d'activités relatives aux opérations d'urgences et aux programmes de développement. La générosité du public et les fonds alloués par les entreprises et les gouvernements permettent aux ONG de continuer d'être les acteurs premiers et essentiels sur les théâtres de crise.

b) ONU et agences affiliées

L'Organisation des Nations-Unies est un des principaux acteurs de l'action humanitaire internationale dans le monde. Parmi ses agences spécialisées, plusieurs sont à vocation essentiellement humanitaire. Ce sont les organisations humanitaires internationales dont les

budgets sont les plus importants. Parmi elles, il y a le HCR (Haut commissariat aux réfugiés) en charge des réfugiés et populations déplacées, le PAM (Programme alimentaire mondial) qui lutte contre la faim par la distribution de vivres et l'UNICEF (The United Nations Children's Fund), agence chargée d'assurer la protection des enfants dans le monde. La particularité de ces organisations onusiennes c'est qu'elles sont à la fois dans la durée (le développement, l'accompagnement des pays ou populations bénéficiaires), et dans l'urgence quand il le faut. Plus que les autres, le HCR et le PAM sont en première ligne des agences onusiennes dans les missions d'urgence en cas de crise humanitaire. En effet, elles sont en charge de problèmes qu'engendrent très rapidement la plupart des crises humanitaires, surtout quand elles sont provoquées par des conflits : pénurie de vivres et déplacement de populations. L'humanitaire occupe une place centrale dans les préoccupations des Nations-Unies depuis que le secrétaire général de l'organisation a inscrit la question dans son *Agenda 21*[65] en 1992. La création de l'Office de coordination des affaires humanitaires (OCHA) en est une illustration. Cet organe relève directement de l'autorité du secrétaire général et a notamment pour fonction d'améliorer la coordination des activités de secours au sein du système des Nations-Unies.

Les agences humanitaires de l'ONU sont des structures bureaucratiques qui opèrent sur le terrain à travers le monde. Elles travaillent très souvent en collaboration avec les ONG et autres associations humanitaires qu'elles financent pour réaliser de nombreux projets dans les crises d'urgence humanitaires et dans d'autres situations. Cette collaboration est une façon d'assurer l'efficacité des actions menées pour réduire la souffrance humaine, une condition même de leur succès. Là-dessus, l'expérience et l'expertise des ONG sont reconnues par le système des Nations-Unies et les États. Elles bénéficient de la sous-traitance de ces acteurs donateurs ou bailleurs de fonds dont elles deviennent des partenaires privilégiées. La notoriété et la réputation des ONG sur le terrain de l'humanitaire tranche avec l'image que donnent les institutions étatiques, certaines organisations intergouvernementales et le système des Nations-Unies. Lesquels sont jugés peu efficaces et bureaucratiques. « Il apparaît, en effet, que l'ONU et plusieurs institutions spécialisées des Nations-Unies sont devenues des

[65] L'*Agenda 21* (ou Action 21) est un document opérationnel et stratégique pour le XXIe siècle proposé par le secrétaire général des Nations-Unies et adopté par 173 chefs d'État lors du sommet de la Terre, à Rio de Janeiro (Brésil), en 1992. Avec ses 40 chapitres, ce plan d'action décrit les secteurs où le développement durable doit s'appliquer dans le cadre des collectivités territoriales. En parallèle à ce plan d'action, une déclaration sur l'environnement et le développement a été adoptée. Elle énumère 27 principes à suivre pour mettre en œuvre l'Agenda 21. (Source : www.un.org)

bureaucraties épaisses, incapables de résister aux requêtes des États, si répressifs soient-ils » (De Senarclens, 1999 : 60). Ainsi, les agences humanitaires de l'ONU sont-elles des acteurs à double titre : bailleurs de fonds parce qu'elles accordent des financements à d'autres acteurs de terrain, et acteurs de terrain elles-mêmes car elles interviennent sur nombre de théâtres d'opérations pour réaliser directement des projets.

Parmi les autres acteurs multilatéraux de l'aide humanitaire, l'Union européenne est une des principales par le volume de son apport financier et en nature. L'UE a créé en 1970 un département urgence qui devient Office coordination des affaires humanitaires de la communauté européenne (ECHO) en 1992.

c) États et gouvernements

Les gouvernements des États comptent parmi les acteurs de l'action humanitaire internationale. Ils le sont essentiellement sur le plan financier, car ils apportent des financements importants, et sur le plan politique en proposant ou en appuyant toutes les initiatives à l'UE, à l'ONU, à l'UA… afin d'autoriser l'ingérence humanitaire ou de contraindre les belligérants et les autorités locales, en cas conflit, à ouvrir des corridors humanitaires. Contrairement aux autres acteurs, les gouvernements n'interviennent pas directement sur le terrain. Ils financent prioritairement leurs ONG nationales, lesquelles deviennent en quelque sorte des instruments de prolongation de la politique extérieure. Le rôle de bailleur de fonds des États est essentiel dans la mise en œuvre de l'action humanitaire. En effet, leurs financements s'adressent également aux autres ONG étrangères et aux agences de l'ONU. Cela dit, « …les financements des États ne sont plus automatiquement dévolus aujourd'hui aux seules ONG nationales » (Ryfman, 2004 : 57). En guise d'exemple, des ONG humanitaires françaises, pour mener des actions à travers le monde, bénéficient régulièrement de fonds alloués par des gouvernements étrangers, « de l'USAID [Agence américaine pour le développement international] à la coopération suisse, en passant par la coopération allemande, le gouvernement australien… » (Ryfman, 2004 : 57). P. Legros et M. Libert mettent en relief le rôle complémentaire des ONG et des bailleurs de fonds étatiques et institutionnels dans l'action humanitaire. « Poussés par l'importance désormais incontournable des droits de l'homme que les ONG ont su imposer, par le soutien public que ces mêmes ONG ont généré et, enfin, par leurs engagements textuels, les grandes organisations internationales investissent [depuis plusieurs décennies] le domaine de l'humanitaire » (Legros, Libert, 2000 : 80).

Les États donateurs demeurent les pays occidentaux européens et nord américains, principalement. Ils interviennent à titre bilatéral et participent aussi à des financements multilatéraux. Les États donateurs s'investissent beaucoup à travers les organisations politiques et économiques régionales. Mais face à une situation humanitaire, l'engagement des États est loin d'être un acte automatique. La prise de position et une intervention à un titre ou à un autre résultent de calculs minutieux de politique intérieure et des intérêts économiques éventuels en jeu. En effet, « les gouvernements évaluent aussi les conséquences politiques de leur action ou de leur abstention, tout en mesurant les risques militaires et les incidences géostratégiques de leur choix » (De Senarclens, 1999 : 87).

d) Autres acteurs

Aux côtés des ONG, des États, du système des Nations-Unies et des organisations interétatiques, on a d'autres acteurs dans l'action humanitaire dont les rôles peuvent s'avérer déterminants. Il s'agit par exemple des médias qui constituent un élément important du dispositif, des acteurs locaux qui sont des personnes et/ou des structures qui représentent les populations ou pays bénéficiaires d'une opération de solidarité. En général, ils ne pèsent pas sur les choix à faire, ils sont en quelque sorte effacés. Mais ils jouent le rôle de facilitateurs sur le terrain, ils contribuent à favoriser une bonne réception des acteurs de l'humanitaire. Ils peuvent aussi jouer un rôle plutôt hostile.

2-2-2. Système de mise en œuvre de l'action humanitaire internationale

Les crises humanitaires, on l'a dit, se déroulent dans l'urgence même s'il existe des opérations humanitaires qui se prolongent dans le cadre du développement, notamment s'agissant des crises provoquées par des conflits. Une catastrophe humanitaire est souvent rendue publique par un média ou une ONG, mais peut l'être par une autorité locale qui tire la sonnette d'alarme pour alerter la communauté internationale. Dès lors, la machine de l'assistance humanitaire peut se mettre en marche. Les premiers acteurs sur le terrain sont naturellement les organisations humanitaires non gouvernementales généralement préparées et outillées pour parer à l'urgence. Il s'agit alors pour elles de répondre aux besoins essentiels et vitaux des populations concernées : soins, nourriture, eau potable. Une rapide réaction sur le terrain, quelle que soit l'origine de la crise humanitaire (conflit ou catastrophe naturelle). Mais la rapidité de l'intervention des ONG humanitaires peut être retardée ou empêchée lorsque les

infrastructures, notamment routières, sont détruites ou inexistantes et rendent l'accès difficile aux populations. Ou encore dans le cas d'un conflit armé, en raison de l'intensité des combats ou de l'insécurité. Dans ce contexte, les ONG, les gouvernements et les Nations-Unies exigent l'ouverture de corridors humanitaires et la protection des populations civiles, ainsi que de ceux qui viennent leur apporter aide et réconfort.

Sur le terrain, les agences onusiennes et les États (ou gouvernements) suivent les ONG et associations mais quelque temps après. Car ces acteurs aux procédures et opérations plus bureaucratiques commencent généralement par envoyer leurs experts pour évaluer la situation. C'est seulement après que les opérations d'intervention sont préconisées et mises en route. L'intervention des États et des agences du système des Nations-Unies repose en grande partie sur la collaboration avec les ONG. Les gouvernements se cantonnent davantage dans un rôle de bailleur de fonds en apportant des financements aux organisations humanitaires (aux ONG et aux agences de l'ONU, ainsi qu'aux structures locales). Les agences onusiennes, faut-il le rappeler, sont à la fois bénéficiaires de financements des États, mais également bailleurs de fonds pour les ONG et associations avec lesquelles elles passent des contrats pour réaliser des projets bien identifiés.

Dans les situations conflictuelles complexes, il arrive que l'action militaire soit mêlée par les États à l'action humanitaire, comme ce fut le cas en Somalie en 1992 et au Kosovo en 1999. Dans ces cas de figure, les États, occidentaux en particulier, mènent des opérations militaires contre les belligérants ou les régimes jugés responsables d'une catastrophe humanitaire afin officiellement de les contraindre à permettre l'acheminement de l'aide. En effet, « …le problème fondamental à résoudre du point de vue de la communauté internationale est celui de la prévention des conflits armés ou, le cas échéant, de la cessation des hostilités et du rétablissement de l'ordre étatique » (De Senarclens, 1999 : 84). Mais ce mélange de genre n'est pas de l'avis de tous. Car beaucoup considèrent qu'une opération politico-militaire ne doit pas être combinée avec une action humanitaire. S. Makki s'interroge même sur l'avenir de l'espace humanitaire et de son indépendance face aux dynamiques de militarisation et de privatisation. Pour ce chercheur, « la militarisation de l'humanitaire durant la crise irakienne est l'aboutissement d'un processus d'instrumentalisation répétée de l'espace humanitaire et de

ses acteurs depuis plus de dix ans »[66]. Mais l'un des dénonciateurs virulents de la notion d'intervention humanitaire militaire reste De Senarclens qui considère qu'elle a pour effet de brouiller les raisons, les buts et moyens inavoués de l'entreprise en question. Selon lui, les raisons d'une intervention dite humanitaire demeurent floues, moins claires et se rapportent plutôt à « l'alchimie complexe d'enjeux de politique intérieure et de raison diplomatico-stratégiques » (De Senarclens, 1999 : 86-87). Or, la notion « suggère à tort, comme l'a souligné le politologue anglais Adam Roberts, que l'intervention puisse être humanitaire aussi bien dans ses motifs, que dans ses objectifs, ses méthodes et ses résultats »[67] .

2-3. Caractéristiques de l'action humanitaire internationale moderne

2-3-1. Méthode : neutralité ou engagement

La neutralité des acteurs de l'humanitaire serait-elle impossible dans une situation donnée faite d'urgence et de détresse humaine ? D'emblée, l'on est tenté de répondre par l'affirmative, tant la prise de position et le ton des organisations humanitaires sont clairement exprimés pendant les moments de crise. Rappelons qu'au démarrage de l'aventure humanitaire moderne, à la fin du XIXe siècle, la règle qui prévalait dans les associations et organisations de secours était celle de la neutralité. Neutralité par rapport aux victimes à secourir sans autres considérations, neutralité (ou plutôt indifférence) par rapport aux auteurs des situations de crises, aux acteurs des conflits ou aux belligérants. Cette philosophie a été développée par la Croix-Rouge dès sa fondation. Il s'agissait pour les pères fondateurs de l'humanitaire moderne de ne pas paraître comme affiliés ou proches à l'une ou l'autre des parties en conflit, et donc de ne pas mettre en danger l'organisation des secours et la vie de ceux qui y travaillent. La neutralité était ainsi un gage de crédibilité et de sécurité. Cette

[66] MAKKI Sami, 2004, « Quel avenir pour un espace humanitaire indépendant face aux dynamiques de militarisation et de privatisation ? », pp. 167-172, in Coordination-Sud, *Les ONG dans la tempête mondiale. Nouveaux débats, nouveaux chantiers pour un monde solidaire*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer (p. 167).

Sami Makki est chercheur au Centre interdisciplinaire de recherche sur la paix et d'études stratégiques (CIRPES). Il dirige le programme *Sociétés civiles et enjeux de sécurité*. Il est l'auteur de *Militarisation de l'humanitaire, privatisation du militaire*, Cahier d'études stratégiques Nº 36-37, CIRPES, juin 2004.

[67] ROBRETS Adam, *Humanitarian Action in War*, Oxford, Oxford University Press (*Adelphi Paper* 305), 1996, cité dans DE SENARCLENS Pierre, 1999, *L'humanitaire en catastrophe*, Presses des Sciences po (p. 87)

neutralité de la Croix-Rouge ouvrira un grand débat au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Car l'organisation a été accusée de n'avoir ni contesté ni dénoncé les opérations d'épuration ethnique au nom de ce principe de neutralité.

Dans les années 1970, un nouveau mouvement fait son apparition dans les organisations de solidarité internationale : le *sans frontiérisme*. Porté par Médecins sans frontière et ses fondateurs, ce mouvement tranche avec la neutralité de la Croix-Rouge car il repose sur le témoignage et surtout la dénonciation. Par le sans frontiérisme, les organisations humanitaires ne peuvent plus être de simples spectateurs des scènes de crimes et d'horreurs, de simples secouristes qui apportent l'aide alimentaire et médicale nécessaire aux victimes. Désormais, l'on veut témoigner des drames, dénoncer tous les actes contraires aux valeurs considérées comme universelles de la démocratie, des droits de l'homme, de la gouvernance politique et économique et faire en sorte que les auteurs répondent de leurs actes devant les juridictions nationales et internationales. Grâce au sans frontiérisme, les ONG travaillent davantage sur l'interpellation, cherchent à attirer l'attention du monde là où il y a un risque de crise humanitaire ou de dégradation du climat de paix et de sécurité. « Notre objectif est de diffuser un message unique, convaincant, cohérent et efficace, dès que les droits de l'homme sont en jeu, ce qui est le cas quotidiennement »[68], expliquait un porte-parole d'*Amnesty International*. Ce travail se fait généralement par la diffusion d'informations par communiqués ou par dossiers de presse. Pour se faire entendre, les organisations humanitaires ont-elles aussi recours aux témoignages variés. Témoigner pour dénoncer et faire agir, témoigner par l'image, le témoignage humain et la rhétorique**.**

L'information se heurte aux intérêts souvent divergents des uns et des autres. Aujourd'hui, malgré les progrès en matière de dénonciation et de témoignage, de très nombreuses organisations humanitaires observent une attitude de neutralité, ou tout au moins se retiennent de protester ou de dénoncer les actes de crimes ou de violations des droits de l'homme dont ils sont témoins. Les raisons peuvent être multiples à cette hésitation à se positionner d'une façon ou d'une autre, à rester dans une attitude ambiguë. On peut tout d'abord imaginer les intérêts propres de l'ONG (en termes de rapports avec les acteurs à dénoncer, l'influence de

[68] VON LINDENFELS Mirella, « Communication et ONG », article publié dans *Frontline*, revue trimestrielle de l'International Public Relations Association. M. Von Lindenfels est ancienne directrice du programme médias et audiovisuel d'Amnesty International, directrice de Communications Inc Ltd. (Source : www.communicationsansfrontière.net)

personnalités politiques). Il peut y avoir pour les ONG une volonté de protéger certaines personnalités ou de ne pas aller contre les intérêts et la position d'un gouvernement qui les subventionne. Il y a aussi le risque de faire courir le danger à ses bénévoles sur le terrain en dénonçant. En effet, dans le cas d'un conflit ou d'un régime dictatorial par exemple, le fait pour une ONG de prendre position et de dénoncer les actes criminels peut être source d'ennuis qui entravent l'organisation dans son travail de terrain et l'empêchent de circuler librement et d'accéder aux populations nécessitant une assistance humanitaire. Ce dilemme de positionnement est aussi évident chez les médias car on a souvent du mal à discerner l'information de la communication.

2-3-2. Action humanitaire : un travail de collaboration et de partenariat

Avec son évolution marquée par une extraordinaire transformation, l'action humanitaire n'est plus menée par une seule organisation ou un groupe d'individus comme c'était le cas au début du XXème siècle. Différents acteurs interviennent : États, organisations internationales, organisations régionales et organisations non gouvernementales. L'action humanitaire moderne est l'œuvre de divers partenaires qui, d'une manière ou d'une autre, collaborent sur le terrain pour coordonner et harmoniser leurs activités sur les grands théâtres d'opérations, mais également en amont au niveau de la conception. Et ce, malgré parfois les divergences de vue ou d'intérêts et la concurrence qui peuvent exister entre ces acteurs. La récurrence des grandes crises humanitaires, la complexité du monde actuel et les enjeux de la mondialisation en terme notamment de réactivité, d'accélération des rythmes et de communication, rendent indispensable la concertation entre les acteurs de l'humanitaire. Concertation entre ceux qui financent, entre ceux qui financent et ceux qui exécutent et entre ceux qui exécutent les actions sur le terrain, en particulier les ONG.

Pourquoi donc différents partenaires sont-ils obligés de travailler ensemble ? C'est avant tout pour une recherche d'efficacité et d'efficience, pour une utilisation optimale des ressources dégagées sur une crise. Jusque dans les années 1980, en effet, les différents acteurs intervenant sur une crise se concertaient peu ou pas du tout. Ce manque de concertation avait pour conséquence de voir plusieurs ONG se concentrer sur le même secteur et dans la même zone géographique alors que d'autres régions et secteurs étaient délaissés. La situation se caractérisait par un manque de cohérence et de coordination des actions et des projets des

différents intervenants. Sur un théâtre d'opération, il y a plusieurs secteurs d'intervention pour les organisations humanitaires : soins, vivres, eau potable, réhabilitation d'infrastructures de base, etc. Aujourd'hui, le travail de concertation et de partenariat entre les acteurs leur permet de se répartir les zones et les domaines d'intervention en fonction de leurs aptitudes, de leurs compétences et de leurs expériences. L'on voit ainsi MSF s'occuper de secours et soins d'urgence, ACF d'actions de réhabilitation d'infrastructures et le PAM de distribution de nourriture, etc. Cette répartition des tâches traduit aussi la professionnalisation des ONG qui, au fil des décennies, se sont spécialisées dans quelques secteurs bien particuliers de l'aide humanitaire. Aussi, la nécessité de présenter devant les bailleurs de fonds et la presse un bilan d'activités reluisant, avec des résultats probants en termes d'amélioration de la situation des gens, est-elle un facteur qui favorise la collaboration et le partenariat entre les acteurs. Car si d'une part le public donne généreusement de l'argent et d'autre part les gouvernements et organisations interétatiques accordent des subventions, ils attendent en retour que leurs dons soient bien utilisés et qu'ils servent aux causes pour lesquelles ils ont été sollicités. Ce souci de faire bonne figure devant les donateurs habite les ONG humanitaires et leurs campagnes de communication et de collecte de fonds mettent souvent en avant les résultats des actions déjà menées. Ces résultats, souvent utilisés comme axe de la communication, doivent être les plus positifs possible aux yeux du public et des bailleurs de fonds institutionnels.

2-3-4. Humanitaire moderne : médiatisation et témoignages

L'humanitaire moderne se caractérise par une médiatisation plus importante sur fond de témoignages divers. Des images et des mots pour le dire. Ainsi peut-on résumer le contenu des messages des médias et de la communication institutionnelle sur les crises humanitaires qui surviennent fréquemment dans diverses régions du monde et font partie des événements qui entraînent une médiatisation plus ou moins importante. La mise en scène et les images sont soigneusement utilisées pour susciter l'adhésion de l'opinion et des responsables politiques. Toutes les réflexions d'auteurs et d'humanitaires mettent l'accent sur le rôle central de l'image dans la couverture médiatique des crises humanitaires. Les médias jouent un rôle essentiel dans la connaissance et la compréhension d'un événement. La médiatisation est une caractéristique fondamentale des débuts du XXème siècle, qui se développe au fil du

temps grâce notamment aux énormes progrès des technologies de l'information et de la communication, en particulier du pouvoir toujours grandissant des médias.

Les grandes crises humanitaires survenues en 2004 et 2005 ont montré combien la médiatisation pouvait contribuer à mobiliser autour d'un événement. Tout d'abord, les médias sont poussés par le caractère souvent inédit d'une crise humanitaire, son ampleur (ex. Tsunami, Katrina…). Les médias sont aussi dans la course perpétuelle au scoop. Aucun média ne voulant se voir dépasser par les autres dans le recueil et la diffusion des informations surtout s'agissant de tels événements. On assiste à un déploiement de moyens techniques et de reporters qui traduit la tendance à l'exhaustivité et à l'exclusivité vers lesquelles tendent les médias quand il s'agit d'assurer la couverture de grands événements exceptionnels. La médiatisation et la communication relatives aux crises humanitaires constituent donc un travail qui est réalisé à différents niveaux. Il y a entre autres les médias, les ONG, les dirigeants politiques, les citoyens militants, etc.

- **Les médias**

Ils assurent un rôle capital dans la visibilité des crises humanitaires, à travers les différents genres journalistiques, des dossiers, des émissions spéciales à la radio et à la télévision…. Les médias, par des reportages et articles illustrés, par la mise en scène, ont recours aux images pour illustrer l'événement (photographies et images filmées, schémas virtuels…) et aux témoignages variés de personnes. Assez souvent, les journalistes effectuent un travail d'immersion pour rendre le témoignage plus vivant, plus authentique. Pour cela, les médias privilégient les reportages réalisés au cœur de l'événement, avec des énonciateurs différents (journalistes, observateurs, victimes, secouristes et acteurs de l'humanitaire). La télévision par exemple peut travailler en direct du lieu du drame en diffusant des images qui, parfois, semblent à la limite de l'acceptable et suscitent diverses réactions. La presse écrite agit dans le même cadre en mettant l'accent sur les articles et les reportages illustrés de photographies et de témoignages variés.

- **Les organisations humanitaires**

Les organisations humanitaires, principalement les ONG, communiquent et participent à la médiatisation des questions humanitaires. Ils le font par le biais des médias, ce qui peut faciliter leur travail, et de façon institutionnelle par des outils propres et des stratégies de communication. Dans cette optique, les ONG multiplient les témoignages et les cris d'alarme, dans les médias et dans leurs propres supports de communication (sites internet,

communiqués de presse, publications périodiques écrites) et dans les forums divers. Les organisations humanitaires participent ainsi très activement à la médiatisation de l'humanitaire parallèlement à leur mission première qui est d'apporter une assistance. Car communiquer, informer, permet de sensibiliser et de mobiliser, ce qui a un impact sur le financement et l'organisation des opérations d'aide.

- **Les militants et bénévoles**

Les militants et les bénévoles des causes humanitaires et associatives participent à la médiatisation de l'humanitaire à travers un travail de terrain et de proximité souvent informel. Entre autres actes réalisés : signatures de pétitions, distributions de tracts et divers moyens citoyens d'interpellation directe.

- **Les gouvernements et organisations intergouvernementales**

Les politiques, les gouvernements (par exemple le Quai d'Orsay en France sur le Darfour ou la Birmanie) et les organisations intergouvernementales (UE, UA, les Nations-Unies, l'OCDE, etc.) assurent une forme de communication institutionnelle sur des crises humanitaires et d'autres événements qui nécessitent une mobilisation internationale.

Les principaux acteurs de la médiatisation de l'humanitaire demeurent cependant les médias (TV, radio, journaux, sites Internet) et les ONG. Le discours médiatique et le discours institutionnel des organisations humanitaires consistent à montrer, en particulier, à témoigner de ce qui ne va pas. Dans ce travail de médiatisation, les interventions de témoins et la diffusion d'images des victimes et des destructions, généralement mises en scène avec stratégie et professionnalisme, prennent une place essentielle et concourent à la monstration des faits. Il s'agit ainsi pour les médias de recourir à différents types de témoignages permettant de crédibiliser leur discours. Le discours se veut authentique, original, persuasif. Un travail fait souvent en collaboration avec les acteurs de terrains, en particulier les ONG dont toute la communication en période de crise va dans ce sens. L'objectif étant de produire de l'effet sur les gens, de les émouvoir afin de susciter leur réaction qui peut se traduire par un geste de soutien, par un don. On a vu il n'y a quelques années avec les exemples de la famine au Niger, l'ouragan Katrina aux États-Unis et le tsunami en Asie du Sud. On a assisté lors des deux derniers événements à une méga production d'images de toutes sortes : images de télévision, images photographiques, images d'amateurs ou de cameramen occasionnels, images électroniques. Des images diffusées abondamment sur tous les supports de

communication (télévisions, journaux, internet, affiches). La rapidité et l'étendue de la diffusion de ces images traduisent par ailleurs l'impact majeur des TIC dans les stratégies de communication basée sur la monstration. Cette médiatisation intense et multiforme a, de l'avis général, favorisé la générosité de la communauté internationale.

La médiatisation repose historiquement sur le témoignage. Un témoignage qui vise à susciter une mobilisation en faveur de ceux qui ont besoin d'une assistance, médicale ou alimentaire, ou d'une protection sécuritaire. Quand on analyse les contenus de la communication institutionnelle et les produits[69] de la communication médiatique, c'est-à-dire les messages et les discours de la presse, de l'audiovisuel, on s'aperçoit que la médiatisation de l'humanitaire et la communication relative à l'humanitaire reposent sur quatre éléments essentiels : les images, le témoignage humain, la rhétorique, les chiffres.

a) Sur les images

« Dans la mondialisation de l'information où tout est spectacle, l'image est l'incontestable instrument d'influence » (Clary, dir., 2004 : 11). Les images sont une forme assez puissante pour témoigner d'un fait, d'un événement. Images qui illustrent le discours de la télévision (images télévisées) et le discours de la presse écrite (généralement images photographiques et autres illustrations). La culture de l'image dans le monde actuel est de plus en plus marquée. « Les images télévisées, et notamment dans les informations quotidiennes, se donnent essentiellement comme un reflet du monde » (Tisseron, 1996 : 63-65). La presse écrite a été supplantée par la télévision devenue le média le plus puissant grâce à la force des images et à l'effet du direct. Cela permet aux opinions publiques de changer de regard et de vite prendre conscience sur une situation. Le recours à l'image dans la médiatisation des questions humanitaires semble aussi important que dans la publicité. Pour R. Brauman, l'indifférence est impossible du fait du règne des images qui se propagent et se partagent avec une grande rapidité grâce aux capacités technologiques de transmission. « De fait, aucune famine, aucune guerre, aucune oppression n'est restée durablement et totalement ignorée, ce qui a pu faire dire que l'horreur était désormais impossible, l'image étant la pire ennemie de l'indifférence et de l'arbitraire, et le véritable support d'une conscience mondiale » (Brauman, 1996 : 18).

[69] Le terme « produit » est utilisé par Charaudeau qui identifie « les trois lieux de la machine médiatique » à savoir : la production, lieu des conditions de production, le produit, lieu de construction du discours et la réception, lieu d'interprétation (P. Charaudeau, 1997, *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan, coll. *Médias-Recherches*).

b) Sur le témoignage humain

Il n'y a pas que les images pour témoigner des faits. Malgré la place prépondérante des images de télévision et des images photographiques dans le discours médiatique et dans les messages émanant des organisations humanitaires, on note l'importance qu'occupe le témoignage humain. C'est surtout la diversité de ce témoignage qui est remarquable, avec différentes figures testimoniales. L'objectif étant de rendre le discours plus authentique, plus réaliste et plus convaincant pour les publics cibles. On a d'abord le journaliste qui est souvent un témoin des faits qu'il rapporte. Sa position énonciative est marquée par ce statut. Il y a les victimes directes de l'événement (rescapés, parents de victimes, autorités locales…) qui sont mises en avant : leurs propos sont rapportés tels quels en général. Les observateurs étrangers : médecins, travailleurs humanitaires présents sur les lieux, diplomates, experts et spécialistes. Ils sont jugés plutôt impartiaux et indépendants, ce qui confère du crédit à leur témoignage. Une approche stratégique du témoignage réside dans le recours aux témoins qui sont d'une proximité linguistique et nationale. C'est une stratégie des médias qui consiste sur le terrain, à privilégier le témoignage des gens de la même nationalité que leur public cible. Ce qui permet « une certaine identification avec le téléspectateur »[70]. On considère que le récepteur du message est plus sensible au témoignage d'un compatriote que d'un autre. TF1 ou France2, par exemple, dans un reportage sur le Darfour ou sur le Niger, donneront prioritairement la parole aux humanitaires français présents sur le terrain. Il en est de même dans la presse car la plupart des personnes interviewées sont des gens travaillant dans les ONG françaises ou qui s'expriment en français.

Deux autres éléments caractérisent les messages sur l'humanitaire : les chiffres et la rhétorique. Toute leur place est faite aux données chiffrées qui sont en quelque sorte des outils permettant facilement d'indiquer l'étendue des crises, de faire prendre conscience de l'ampleur des conséquences. Des chiffres importants sont avancés pour mettre en relief le nombre de personnes touchées, le nombre d'enfants qu'il faut sauver, l'ampleur des destructions… Lors de la famine au Niger par exemple, il a beaucoup été question de chiffres sur la taille de la population affectée, le nombre d'enfants menacés de morts, le volume de besoins en vivre, etc. Mettre en relief le grand nombre ou la grande quantité est une stratégie des organisations humanitaires qui espèrent ainsi susciter une mobilisation plus rapide et plus importante de la solidarité internationale. La quantification est donc un élément essentiel dans

[70] BRAUMAN Rony, « Comment les médias viennent aux crises? », dans *Médecins sans Frontières, Populations en danger*, 1995, Paris, La Découverte.

la médiatisation de l'humanitaire. Elle permet d'évaluer les besoins et d'adapter l'aide à apporter, autrement dit, de mieux préparer la riposte. Elle est aussi susceptible de produire un effet émotionnel énorme. L'art de la rhétorique compte aussi dans la façon d'évoquer ces questions. On a affaire à une rhétorique particulière qui incite davantage à la compassion et au devoir de solidarité. On est ici dans la force de l'argumentation, dans le choix judicieux des mots et des formules pour mieux traduire la gravité d'un événement et en faire prendre conscience à ceux à qui on s'adresse. La force du récit et des mots est importante.

La façon de décrire les choses conditionne ou non la propension de l'opinion à être sensible, à l'accepter. À sa manière, P. Charaudeau explique l'importance entre la forme d'expression et le fond de la pensée, entre les idées et les mots qui les traduisent, notamment en matière d'information. Pour lui, « l'information est essentiellement affaire de langage et le langage n'est pas transparent au monde ; il présente sa propre opacité à travers laquelle se construisent une vision et un sens particulier du monde » (Charaudeau, 1997 : 9). Dans les messages, le ton est compassionnel, on cultive l'émotion, voire la culpabilisation. En effet, on dénonce l'indifférence et on essaie de faire comprendre aux gens (simples citoyens et dirigeants) que le manque de réaction de leur part pour aider à faire face à la crise les rendrait responsables des conséquences (accroissement du nombre de victimes, dégradation du climat de sécurité, plus de destructions). Mais aussi, est-il question de dénonciation des auteurs présumés de la crise. C'est la marque imprimée à l'action humanitaire par le mouvement *sans frontière* dans les années 1970, rompant avec la neutralité traditionnelle qui caractérisait jusque-là le secteur.

2-3-5. Concurrence et compétition

La concurrence est une caractéristique fondamentale du monde des entreprises qui se livrent à une lutte sans merci pour la recherche et la conservation de clientèle, l'identification de partenaires, la recherche de débouchés, l'amélioration des parts de marchés et surtout du profit. L'augmentation du nombre d'associations de toutes sortes, l'évolution de leur mode de gestion et de fonctionnement et les enjeux de la mondialisation les conduisent à adopter des façons de faire propres aux entreprises. J. Siméant le souligne clairement en expliquant qu'« une large part de la perception spontanée des ONG humanitaires et de leur action par le grand public est sans doute très largement informée par les campagnes les plus agressives sur le plan commercial… » (Siméant, 2004 : 31). Depuis quelques décennies, la concurrence est

devenue une caractéristique de la vie des ONG dans la recherche de soutiens et de subventions. Cette réalité semble encore plus marquée au niveau de celles qui évoluent dans la solidarité internationale. Elles disposent de stratégies marketing et de communication très élaborées pour se positionner en bonne place devant les bailleurs de fonds. De Senarclens constate à propos « une compétition très forte entre ces organisations pour le partage des aides publiques et privées » (De Senarclens, 1999 : 61). Mais la compétition se déroule aussi dans l'occupation du terrain et la conquête des faveurs des médias.

2-3-6. Polémiques et désaccords

Avec le développement, la professionnalisation et la diversification de l'action humanitaire internationale, les polémiques sont souvent suscitées par la façon dont les uns et les autres agissent. Ainsi, la médiatisation de l'humanitaire fait-elle l'objet de nombreuses polémiques et critiques. Les médias sont souvent accusés de partialité : ils surmédiatisent certaines crises humanitaires et accordent peu de place à d'autres (tsunami, Katrina vs Niger, Pakistan). Mais la médiatisation de l'humanitaire a un premier impact positif que personne ne conteste : elle permet d'inscrire la question humanitaire parmi les préoccupations de la communauté internationale, tant au niveau des décideurs que des opinions publiques. Les critiques de la médiatisation visent aussi les organisations humanitaires, accusées souvent d'instrumentaliser les médias et d'exposer la misère humaine à des fins de collecte de fonds et de subventions. Là, se développe tout un débat d'ordre éthique sur la question de la représentation de la victime et de la publicité humanitaire. Luc Boltanski explique d'ailleurs à juste titre que « pour activer la pitié, des corps souffrants et misérables doivent être transportés de façon à toucher les sens des gens heureux » (Boltanski, 1993 : 27)[71]. Des images de détresse et de chaos utilisées par les médias et par les organisations humanitaires elles-mêmes à travers leurs supports de communication. Les interrogations et autres critiques se rapportent en partie à l'aspect éthique de la représentation. Est-il décent et digne de montrer certaines images ? Est-il moralement acceptable de choquer par les images pour susciter la prise de conscience et la générosité ? Sur ces questions, les avis sont nombreux et variés. Toutefois, nulle ne remet en cause l'importance de la médiatisation dans la défense de la cause humanitaire. Car indépendamment des proportions et de la nature qu'elle peut prendre, c'est la médiatisation

[71] BOLTANSKI Luc, 1993, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, éd. Métailié, coll. Leçons de choses

qui permet en grande partie à la communauté internationale de prendre véritablement conscience d'une crise humanitaire et de se mobiliser pour y remédier.

2-3-7. Divergence temporelle des acteurs

Le fonctionnement de l'action humanitaire est très lié à la notion du temps. En effet, l'engagement des acteurs est dicté plus souvent par le rythme des événements et la nature de l'action à mener. L'intervention des acteurs, en particulier des ONG, en est généralement tributaire. Aussi, la mise en œuvre de la solidarité internationale relève-t-elle des relations internationales au sein desquelles le facteur temps est d'une importance essentielle. Il convient donc tout d'abord de souligner que la notion du temps est quelque chose d'extrêmement déterminant dans tout ce qui touche aux relations internationales. Des relations par essence dynamiques, loin d'être figées, « tributaires du temps et des acteurs qui les mettent en œuvre »[72]. En effet, celles-ci impliquent une pluralité d'acteurs, de parties qui doivent se mobiliser et intervenir sur diverses problématiques internationales d'ordre politique, économique, culturel, conflictuel, de la solidarité… Il faut donc considérer le temps comme un instrument de travail, qui permet la concertation (fixer un rendez-vous), un instrument d'appréciation et d'analyse des phénomènes internationaux tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

La quantification de la temporalité des actions internationales est, selon D. Loupsans[73], un élément important puisqu'elle offre une garantie de clarté et de simplification. Les crises humanitaires sont parmi les questions qui relèvent des phénomènes internationaux. L'une des conditions du bon fonctionnement des actions de relations internationales est l'harmonie de l'agenda des différents acteurs qui doivent se situer chacun dans le chronogramme défini et accepter de tous, et y jouer un rôle. C'est un élément d'appréciation de la situation, de compréhension entre les intervenants, de suivi et d'évaluation. C'est un facteur d'efficacité, voire de succès. C'est le cas dans la résolution des conflits, des crises économiques et

[72] Colonel DE REVEL Luc, « Les temporalités de l'action vues par l'acteur militaire », communication à l'Université européenne d'été 2006, organisée à Montpellier sous le thème : « Action humanitaire, solidarité et coopération internationale ». Luc de REVEL, est chef du bureau organisation, Centre de doctrine d'emploi des forces du Ministère de la Défense à Paris.

[73] LOUPSANS Delphine, « L'action humanitaire de l'Union européenne à l'épreuve du décalage entre temps mondial et temps européen », dans *Géostratégiques* : Les O.N.G, n° 16, Mai 2007, pp. 101-118

humanitaires, etc. Par le consensus autour d'un agenda, d'un chronogramme de travail, les différents acteurs se retrouvent, esquissent les opérations à faire à court, moyen et long termes, définissent un chronogramme de travail. Le multilatéralisme joue à ce niveau toute son utilité.

Dès qu'une crise humanitaire éclate et nécessite la manifestation de la solidarité de la communauté internationale, la question qui se pose aux acteurs porte moins sur le lieu d'intervention mais surtout sur ce qu'il faut faire et quand il faut le faire. Car sur le plan humanitaire, le moment où il faut agir est souvent crucial. Il y va par exemple du sauvetage de vies humaines, de la préservation de la stabilité d'un pays ou d'une région. Dans la réalité, une divergence caractérise les temps des acteurs, les uns intervenant plus tôt et plus vite que les autres. Selon D. Loupsans, « chacun des acteurs appartenant à l'espace international a une relation à la temporalité et une conception de celle-ci qui lui est propre. Cela dépend de ses références cognitives, de ses capacités du moment, de ses intérêts et objectifs » (Loupsans, 2007). Les premiers acteurs à intervenir sur le terrain, aux côtés des structures locales, sont les ONG. Il s'agit alors pour elles de répondre aux besoins essentiels et vitaux des populations concernées : protection, soins, nourriture, l'eau potable, abris, etc. Une réaction sur le terrain rapide, quelle que soit l'origine de la crise (conflit ou catastrophe naturelle) et le lieu de son déroulement. Le temps des ONG est celui de l'urgence. Elles sont très réactives, avec une grande facilité de mobilisation et de projection sur les théâtres d'opérations extérieurs. Contrairement à elles, les acteurs institutionnels se caractérisent par une certaine lenteur qui peut avoir des conséquences sur l'action humanitaire. Les États, les Nations-Unies et les grandes organisations interétatiques comme l'UE mettent souvent du temps à définir les conditions, les moyens, les formes et les objectifs d'une intervention. Car souvent il faut trouver un minimum de consensus, prendre en compte de nombreux paramètres politiques et économiques. Quand bien même les décideurs politiques prendraient des mesures dans l'urgence, il y a lieu de s'interroger sur leur efficacité dans le long terme car « la mécanique bureaucratique, caractéristique de nos modèles de gouvernance actuels, n'est pas adaptée à ce temps mondial » (Loupsans, 2007).

Le décalage temporel entraîne des conséquences, en particulier pour les pays et populations destinataires de la solidarité internationale. Entre autres : risque d'aggravation de la situation, inefficacité des actions mises en œuvre faute de cohérence et de coordination, menace pour la sécurité des humanitaires, risque d'esprit de concurrence entre acteurs, chacun essayant de

privilégier son approche sans tenir compte forcément des besoins et du calendrier d'intervention des autres acteurs. On peut rappeler la polémique qui a surgi durant la crise du tsunami avec MSF qui appelle à la cessation des dons alors que d'autres acteurs estimaient en avoir besoin davantage. Mais l'exemple qui illustre le mieux le décalage temporel entre les acteurs est la crise humanitaire au Niger, une urgence pour les ONG mais que le reste de la communauté internationale n'a pas jugée comme telle au même moment. Toutefois, un certain nombre d'éléments peuvent bousculer l'agenda des acteurs étatiques et institutionnels de la solidarité internationale et précipiter les choses. C'est-à-dire contribuer à réduire le décalage temporel qui peut exister avec les ONG. On peut citer la médiatisation, l'émotion et la proximité de l'opinion publique, les enjeux économiques et politiques… Ces facteurs influencent la détermination du moment d'agir. Mais le plus important est sans doute la médiatisation, grandement facilitée par la diversité et la puissance des moyens d'information et de communication modernes.

2-3-8. De nouveaux acteurs dans la solidarité internationale

« D'autres acteurs traditionnels ou émergents, issus de mouvements sociaux, syndicaux ou de l'éducation populaire ont investi le champ de cette solidarité internationale... »[74]. L'émergence d'une société civile internationale (depuis Porto Alegre en 2001)[75], marque l'arrivée de nouveaux acteurs dans la solidarité internationale, enrichissant et diversifiant un champ investi jusqu'alors par les ONG et les associations environnementales. C'est une nouvelle conception de la solidarité entre les peuples qui est peut-être en train de voir le jour. Ceci amène à s'interroger sur la place des ONG humanitaires dans le mouvement citoyen international, et surtout sur le fait de savoir si le temps de ces organisations comme acteurs essentiels de la solidarité internationale n'est pas révolu. De façon générale, c'est le temps d'une certaine mutation des OSI dont la nature évolue, n'étant plus constituées que des ONG, mais comptent également d'autres formes d'organisations pas toujours aussi compétentes, alliant combat citoyen et politique. Elles ont une façon de communiquer et de manifester à

[74] « Solidarité internationale : nouveaux enjeux, nouveaux acteurs », dans *Cahiers de la Solidarité*, octobre 2002 (p. 1)

[75] Organisé pour la première fois en 2001 et réunissant différents acteurs sociaux, le Forum social altermondialiste a pour ambition d'être un contrepoids au Forum économique de Davos et de combattre les dérives de la mondialisation et du capitalisme.

caractère très revendicatif et protestataire. Avec ces nouveaux acteurs de la SI, on tend peut être vers une remise en cause des façons de faire classiques de l'action humanitaire.

2-3-9. Communication dans l'urgence : une priorité

La bataille de la communication est un enjeu important quand on sait que la qualité et le niveau d'information du public et des décideurs peuvent avoir une influence significative sur la détermination du moment et de la nature de la réaction. Il y a une sorte de course entre des acteurs pour donner les informations et essayer de convaincre le plus tôt et le mieux possible de leurs points de vue sur la situation, chacun. En effet, « la distribution de l'attention publique étant inégale et sélective, les acteurs, pour faire connaître et reconnaître les préjudices qu'ils condamnent ou les revendications qu'ils avancent, entrent en concurrence en vue d'imposer la publicisation de leurs problèmes publics aux dépens d'autres problèmes publics » (Céfaï, 1996 : 55). On peut s'interroger sur la crédibilité de l'information en période de crise car elle émane de sources diverses : l'extraordinaire communication professionnelle des ONG et associations dont le but consiste à bousculer l'agenda des politiques et décideurs, à faire réagir l'opinion ; les médias qui se focalisent sur le côté négatif, dénaturant parfois la réalité du terrain ; les responsables locaux, surtout en cas de conflit, qui développent une communication pour se disculper et pour minimiser la nature réelle de la crise (exemple des autorités soudanaises dans la crise du Darfour ou encore du gouvernement yougoslave pendant le conflit armé au Kosovo dans les années 1990). Dans certains cas, seuls quelques acteurs, en particulier les ONG, communiquent mais sont peu ou mal entendus. Le délai de compréhension ou de l'impact d'une telle communication est déterminant pour la gestion de la suite de la situation. La crise provoquée par la famine au Niger en 2005 le confirme.

Chapitre 3. Communication dans le secteur de la solidarité internationale

3-1. Naissance et essor de la communication des organisations et associations humanitaires

3-1-1. Théories de la communication et liens avec les organisations

De façon générale, les organisations au sens large constituent des institutions sociales qui occupent une grande place dans la société. Elles participent en effet à son organisation et à son façonnement sur les différents plans économiques, politiques et culturels. Cela étant, les organisations peuvent avoir une influence sur le comportement des individus. L'organisation a fait l'objet de nombreuses études et recherches, notamment en sociologie, à travers de nombreuses théories. Car il s'agit avant tout d'une œuvre humaine, quelle que soit la nature de l'organisation par ailleurs. L'un des célèbres penseurs de ces questions est Frederick W. Taylor qui a inventé l'organisation scientifique du travail avec une approche rationnelle et mécaniste de l'organisation. Les organisations sont omniprésentes dans la vie de tous les jours, que ce soit pour les enfants à l'école ou les adultes dans leurs différents lieux de travail. Ce qui amène un auteur à se demander si nous pouvons en tant qu'êtres humains échapper aux organisations, étant donné que « durant toute notre existence, de la maternité jusqu'aux pompes funèbres, en passant par l'école, l'université, l'entreprise, la police… nous sommes confrontés ou intégrés à des organisations de toutes sortes »[76]. On voit ainsi l'importance centrale des organisations dans la vie des communautés humaines.

Parlant de la théorie classique de l'organisation, J.G. March et H.A. Simon distinguent :

> « deux lignes de développement principales dans la théorie traditionnelle de l'organisation. La première qui découle des travaux de Taylor se concentre sur les activités physiques de base qui sont impliquées dans la production ; elles se caractérisent par l'étude des temps et l'étude des méthodes. La seconde dont les travaux de Gulik et Urwick fournissent les bons exemples, s'occupe davantage de vastes problèmes d'organisation tels que la division départementale du travail et la coordination » (March, Simon, 1999 : 12).

[76] CABIN Philippe, 1999, « Introduction générale » pp. 1-17, in : CABIN P. (coord.), *Les organisations. État des savoirs*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions (p. 1).

Cette coordination sous-entend un travail de communication à réaliser pour faire travailler les différents départements, et pour faire partager à tous les membres le but et les projets de l'organisation. D'une manière ou d'une autre, les êtres humains fonctionnent dans le cadre d'institutions et de structures diverses qui sont autant de formes d'organisations. Du point de vue de la sociologie de l'identité et de la culture, « l'organisation est vue comme un lieu d'appartenance et de socialisation[77]. Cette idée met en relief le lien entre l'individu et le mode d'organisation dans lequel il prend place. Car les nombreuses théories de l'organisation se sont construites, selon l'auteur, autour de deux grands pôles : l'analyse du fonctionnement de l'organisation et l'étude du comportement des individus. Dans l'un et l'autre pôle, la communication trouve sa place en tant qu'élément essentiel de la vie de l'organisation et déterminant à certains égards des façons d'agir de ses membres.

Une organisation n'existe et n'évolue que parce qu'elle est composée de membres, c'est-à-dire d'homme et de femmes dont l'action pérennise sa vie et ses acquis. Ceci est vrai et pour les entreprises et pour les organisations à but non lucratif. Bernard Lamizet défend cette idée quand il explique que « l'un des enjeux majeurs de la communication des organisations est, précisément, de structurer les politiques professionnelles comme des formes d'adhésion, et, ainsi, comme des manifestations d'appartenance » (Lamizet, 2001 : 272). En effet, l'organisation, dans le cadre de sa stratégie de communication, produit des messages différents selon leurs destinataires. Il y a en général deux types de publics cibles de la communication des organisations : un public interne et un public externe. Il y a d'abord des messages adressés aux membres de l'organisation (salariés, bénévoles, sympathisants, militants, actionnaires…) afin de leur permettre d'intégrer le projet et les valeurs de l'organisation, afin qu'ils y adhèrent et s'y identifient. C'est le sens de la communication interne. Il y a en second lieu les messages destinés au public externe (partenaires, citoyens ou clients, fournisseurs, bailleurs de fonds, etc.) généralement plus large pour le convaincre, le faire changer de comportement, le faire réagir, le faire adhérer à une idée, à des valeurs, à un projet. C'est l'objectif de la communication externe. Il s'agit de se donner une visibilité plus grande dans l'espace public, s'assurer une notoriété auprès des décideurs, des partenaires et de l'opinion. La communication joue donc une fonction d'information, de régulation, de

[77] MORIN Edgar, 2005, « L'enjeu humain de la communication », pp. 19-26, in : CABIN P., DORTIER J.-F. (coord.), *La communication. État des savoirs*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions (p. 20).

médiation et divers autres rôles. Avec la mondialisation, elle constitue une composante indispensable dans la structuration et le fonctionnement des organisations.

En ce qui nous concerne, dans le but de mieux comprendre les rapports médias-humanitaire, nous nous contentons de souligner quelques éléments essentiels de la communication externe des organisations humanitaires dont « les problématiques relèvent alors moins de l'analyse organisationnelle que des mécanismes d'influence et d'argumentation », selon P. Cabin[78]. L'auteur relève quatre catégories de « réalités et domaines d'action » auxquels renvoie la notion de communication en organisation :

- les rapports interpersonnels à l'intérieur de l'organisation (recrutement, motivation, rapport quotidien entre un cadre et sa secrétaire, l'organisation spatiale des lieux de travail…) ;
- la distribution, la circulation et le partage de l'information, autrement dit l'entreprise comme système d'information, consigne, formalisation des procédés, diffusion de l'information interne… ;
- ce qui relève du management et de la communication entre direction et salariés : gestion des ressources humaines, journaux internes… ;
- ce qui relève de la communication vers le client et vers l'extérieur, qu'elle soit axée sur le produit (publicité, marketing, modes d'emploi…) ou sur l'organisation elle-même, ce que l'on appelle la communication institutionnelle.

Cette analyse de P. Cabin sur la dimension de la communication des organisations porte sur l'entreprise mais peut être étendue au-delà. Car à peu de différences près, la communication joue les mêmes fonctions dans les autres organisations à but non lucratif et notamment dans celles dites de solidarité internationale. En effet, pour celles-ci, informer, convaincre et influencer les opinions et les politiques dans leur prise de décision est un objectif de la stratégie de communication. Le public et les gouvernements demeurant les principaux soutiens financiers des organisations humanitaires qui font face constamment à diverses crises disséminées à travers le monde. Rappelons la théorie systémique de la communication qui considère la communication comme un élément d'un système. Différents éléments concourent au contexte de communication. « La communication en organisation est le fruit d'un système

[78] CABIN Philippe, 1999, « Communication et organisation », pp. 81-88, in : CABIN P. (coord.), *Les organisations. État des savoirs*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions (p. 83).

complexe et dynamique de facteurs qui mêle : la compétence et la stratégie communicationnelle des acteurs, les identités et les histoires individuelles, l'existence d'une culture et de code de communication communs, de supports et des canaux appropriés, un contexte (économique, social, hiérarchique, matériel et physique…), une situation particulière, etc. » (Cabin, 1999 : 85). Les travaux sur la communication des organisations peuvent donc concerner un ou plusieurs aspects différents, on travaille sur des « des visions parcellisées » de la communication.

3-1-2. Essor de la communication des associations, en particulier des organisations humanitaires

La communication est un outil essentiel que les organisations adaptent aux circonstances et aux enjeux qui se présentent. Elle « peut aider à changer en profondeur les comportements individuels et sociaux » (Brault, 1992 : 112). Pour autant que cette communication soit menée dans les règles de l'art. En effet, si en général la communication d'entreprise a un objectif commercial et de renforcement d'image, elle peut être semblable en plusieurs points à l'objectif de communication des organisations à caractère d'utilité publique. Pour une entreprise comme pour une organisation à but non lucratif, la communication au-delà du modèle publicitaire mercantile vise un objectif social, sociétal ou humanitaire destiné à renforcer une image, à favoriser un changement de comportement, à faire adhérer à une idée ou à des valeurs, à faire faire un don, etc. « Aujourd'hui, après avoir réglé leurs problèmes publicitaires, la plupart des entreprises cherchent à entreprendre des actions complémentaires, notamment auprès des cibles en amont […]. Ce qui les amène à développer l'utilisation du marketing direct, du lobbying, mais aussi de toutes les techniques promotionnelles et relationnelles » (Brault, 1992 : 55). Cette réflexion est aussi valable pour les associations et organisations à but non lucratif, ainsi que les institutions publiques, dont les politiques de communication cherchent à atteindre des objectifs humanitaires ou d'intérêt général.

Jusqu'à une époque relativement récente, la communication des organisations était essentiellement le fait des entreprises qui avaient besoin de se développer par la vente de leur produit, par la promotion de leur marque et de leur image. Pour cela, le recours à des campagnes de promotion était nécessaire et systématique. La pratique née aux États-Unis au début du XXème siècle s'est ensuite propagée à travers tous les continents, notamment en

Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le marketing, les relations publiques et le management sont à l'origine de la communication des organisations. « L'unification du champ s'est opérée par la convergence progressive de [ces] trois métiers fondateurs »[79]. La communication institutionnelle devient une méthode de management et de gestion au sein des entreprises et des autres organisations : les collectivités, les pouvoirs publics, les associations, les syndicats et autres organisations de la société civile font de la communication un élément essentiel de leur action.

L'étude de l'objet communication des organisations est abordée par les chercheurs en sciences de l'information et de la communication, en sciences de gestion, en sociologie et dans d'autres disciplines. Chacun porte un regard disciplinaire qui lui est propre. « La communication des organisations se situe à l'interface des champs disciplinaires à la fois distincts et complémentaires… » (Alexis, 2005 : 9). Il faut rappeler qu'auparavant, l'étude de l'organisation dans le champ des sciences humaines et sociales était essentiellement le fait des sociologues, des historiens, puis des chercheurs en sciences de la gestion. Mais avec le progrès des moyens d'information et de communication, l'amélioration des pratiques professionnelles, la diversification des politiques et stratégies de communication, et l'appropriation de celles-ci par tous types d'organisations, les chercheurs en SIC investissent ce terrain d'étude. Comme la sociologie des organisations, l'histoire des organisations, on parle aujourd'hui et de plus en plus de communication des organisations ou de communication organisationnelle, de communication institutionnelle ou d'entreprise, de communication dans les organisations, etc. Ce foisonnement de termes tient probablement au fait que la communication et l'organisation sont des notions qui recouvrent chacun un immense champ de pratiques, de façons de faire et de recherches qu'il n'est pas toujours facile de circonscrire. Conséquemment, la communication des organisations, c'est-à-dire le couple « communication-organisation », devient encore une notion plus large, une réalité plus complexe à cerner. D'autant plus que « dans son acception large, l'organisation désigne non seulement des entreprises et des institutions publiques et privées, mais aussi des organismes du secteur associatif et culturel, des collectivités territoriales » (D'Almeida, Andonova, 2006 : 130). Toutes ces organisations possèdent dans leur structure organisationnelle un service ou une direction en charge de la communication.

[79] D'ALMEIDA Nicole, ANDONOVA Yanita, 2006, « La communication des organisations », pp.129–143, in OLIVESI S. (dir.), *Sciences de l'information et de la communication : objets, savoirs, discipline*, Grenoble, PUG (p. 133).

La fonction de communication est une fonction transversale dont le titulaire doit avoir une vision globale, une connaissance large de toute l'action et de tout le fonctionnement de l'organisation. Dans l'entreprise, on évoque la culture ou le projet d'entreprise. Au niveau des associations il est plus question des valeurs, des idées et autres principes humains. N. d'Alméida et Y. Andonova (2006 : 130) donnent de la communication des organisations une définition qui se veut la plus complète. Pour elles, « la communication organisationnelle englobe les dispositifs, les pratiques et les processus communicationnels constitutifs des dynamiques de construction sociale des organisations au sens large ». Les auteurs préfèrent donc le terme de communication organisationnelle qui renvoie à une approche opérationnelle de la fonction de communication au sein des organisations et aussi au fait que la communication participe de la structuration et de l'organisation stratégique de l'institution. Dans cette définition, sont mis en relief la dimension technique et le côté sens qui caractérisent la communication des organisations, c'est-à-dire le contenant et le contenu, mais aussi les stratégies qui sont mises en œuvre pour allier la forme et le fond, c'est-à-dire le support et le message qu'il contient.

C'est à partir des années 1970 que la communication des organisations devient une réalité de plus en plus marquée en France. La création des postes de directeur de communication, l'ouverture des filières de troisième cycle en information et communication, la diversification des pratiques et des métiers… ont favorisé l'émergence de ce champ tant sur le plan professionnel que sur le plan de la recherche. Depuis, les pratiques professionnelles se sont renforcées avec le progrès continu des technologies numériques qui révolutionnent fondamentalement les façons de faire traditionnelles en matière de collecte, de traitement, de gestion et de diffusion de l'information, et en matière de communication. « La communication donc est non seulement une idéologie mais aussi un espace professionnel et un marché du travail » (Walter, 1995 : 9). En effet, la communication en tant que message, contenu, c'est-à-dire la chose communiquée, est une idéologie. Car les institutions qui communiquent, qui émettent un message, portent en elles une idéologie qu'elles cherchent à partager. La communication des organisations vise en effet à convaincre, à séduire, à persuader les publics cibles du bien-fondé du message, de ce qu'on cherche à promouvoir. Cette affirmation met aussi en relief la diversité des pratiques de communication telles qu'elles se présentent aujourd'hui. Un espace professionnel où la multiplication des pratiques est très importante, avec un large éventail de métiers et de compétences : quelque 250 fonctions ont été recensées.

Les techniques de l'information et de la communication ont aussi contribué à l'élargissement de ces fonctions mais également à l'affinement des pratiques. L'espace professionnel regroupe des gens sortis de BTS, d'écoles de journalisme, de masters de communication, etc. Ce qui traduit le haut niveau de formation et des diplômes dont disposent les professionnels de la communication. La communication est devenue un marché important, à en juger par le chiffre d'affaires du secteur et par l'existence d'agences de communication ou de publicité, les cabinets d'experts ou de relations publiques, la publicité dans les médias, etc. Tous ces niveaux constituent des leviers de travail où sont créés des emplois nombreux, diversifiés et le plus souvent très qualifiés. La professionnalisation s'est développée, les industries de la communication sont un véritable fer de lance de la mondialisation. Les associations et autres organisations de la société civile ne sont pas en dehors de ces mutations, bien au contraire. Les organisations associatives ont systématiquement recours à la communication pour mobiliser les fonds, sensibiliser les publics et partenaires, promouvoir des valeurs, défendre leur bilan et les actions de terrain. Comme expliqué précédemment, la communication représente pour elles un facteur de développement et d'épanouissement, voire de survie dans un environnement de plus en plus concurrentiel avec la pluralité des ONG et associations diverses et la diminution des financements publics qui leur sont destinés.

Au niveau des organisations humanitaires, le tournant dans la communication s'est produit suite à la guerre civile de Biafra. MSF et les *French doctors* avaient alors mis en évidence la force et le poids des images, en particulier de l'image de télévision, dans la médiatisation des crises humanitaires et les effets qu'elles pouvaient produire sur les dirigeants et les opinions publiques. La communication dans l'humanitaire est essentiellement placée sous le signe de la médiatisation. Une médiatisation axée autant sur l'organisation que sur les crises humanitaires et leurs conséquences, ainsi que sur les hommes et leur environnement, à travers différents types de témoignages. Une médiatisation qui a ses avantages, mais qui n'est cependant pas toujours épargnée par les polémiques et les critiques. La réflexion de l'expert René Favier résume assez bien le débat autour de la médiatisation des crises humanitaires : « la médiatisation extrême des catastrophes depuis cinquante ans accentue leur visibilité et peut laisser penser […] qu'elles sont plus nombreuses. Cependant, cette extrême médiatisation

peut avoir des effets inverses. Une catastrophe chasse l'autre : le souvenir du tsunami de décembre 2004 s'estompe au profit du cyclone *Katrina*, qu'on va oublier avec le prochain »[80].

À l'instar de celle des autres organisations, la communication des associations humanitaires obéit à ce double objectif, à cette double exigence qui permet, d'une part, de se donner une visibilité plus grande dans l'espace public, d'accroître sa notoriété auprès des différents publics. Et, d'autre part, de mettre les membres (en interne) au même niveau d'information et de compréhension du travail de l'association et renforcer ainsi la cohésion et la motivation de l'équipe. De l'attitude des publics et des partenaires dépendent les subventions et les dons qui font vivre les associations. Après le tournant des années 1970, on est progressivement entré dans l'ère de la professionnalisation des associations. La communication est un des éléments qui symbolisent la mutation du monde associatif, surtout en ce qui concerne les associations de solidarité internationale. Le grand besoin de communication de ces organisations se mesure à la nature et à l'ampleur de leur tâche. La communication semble être donc pour elles comme un outil indispensable qui conditionne le succès ou l'échec de tout le reste. Car « …la communication est très souvent vue à la fois comme la cause de tous les maux, et le remède susceptible d'apporter une solution à tout problème ; il est devenu courant (et commode) de ramener tout dysfonctionnement organisationnel à « un problème de communication » » (Cabin, 1999 : 83). Cette réflexion à propos de l'entreprise, est aussi une évidence dans les organisations à but non lucratif. Dans ces dernières également, le changement dans la stratégie de communication des organisations est opéré dès lors qu'on est face à des enjeux. C'est un moyen pour se remettre en situation et pour remobiliser ses troupes. Les associations savent tirer profit du caractère multiple et multiforme de la communication.

De façon générale, dans les organisations humanitaires, la communication est un élément essentiel de fonctionnement et de mise en œuvre des projets. La problématique des rapports médias/humanitaire relève aussi de l'enjeu de la communication de ces organisations. En effet, depuis le milieu des années 1980, les associations, y compris les organisations humanitaires internationales, ont revu et adapté leur mode d'organisation structurelle, de gestion et de fonctionnement pour se rapprocher du modèle des entreprises. Dans ce dispositif, une place essentielle est accordée à l'information et à la communication. Les organisations sans but lucratif sont des institutions qui conçoivent et mettent en œuvre des

[80] FAVIER René « Dieu, l'expert et les cataclysmes », *L'Histoire*, nº 304, décembre 2005.

politiques et stratégies de communication, d'une part pour faire passer leur message, convaincre de l'utilité et de la justesse des causes qu'elles défendent, et d'autre part, pour mobiliser les fonds nécessaires à leur action et atteindre leurs objectifs. La plupart des ONG disposent au sein de la direction générale d'une équipe chargée de préparer et d'exécuter les plans de communication. Pour plus d'efficacité et d'efficience, on ne se contente plus des volontaires et des bénévoles, on fait appel également aux spécialistes : « la générosité et l'esprit de sacrifice auraient laissé la place au pragmatisme, au professionnalisme et au culte de la performance » (Pech et Padis, 2004 : 6-7). Après des années de transformation, la communication du secteur associatif est structurée et répond à des impératifs de professionnalisme et de transparence rigoureux. Un modèle de communication quasi semblable à celui qu'on connaît dans le monde du libéralisme économique avec les entreprises.

Pour répondre aux défis de la mondialisation et de la compétition, les grandes organisations associatives, qu'elles soient humanitaires ou non, ont besoin de compétences et d'experts, non seulement pour les tâches administratives au siège, mais aussi pour la mise en œuvre des opérations sur le terrain. Ce qui provoque une véritable professionnalisation : des salariés, des cadres issus d'écoles de commerce, de communication, de gestion ou venant d'entreprises sans parcours associatifs sont recrutés pour remplacer les militants. Une évolution « du stade artisanal à celui de l'industrialisation » (Dupont, 2002 : 6)[81]. Dans ce processus de transformation des ONG et associations, l'un des aspects les plus marquants du rapprochement du modèle des entreprises concerne la communication. Dans *Le management associatif*, les auteurs expliquent la nécessité de ce changement de cap des associations par le fait que « la diversité des objectifs, des activités et des publics concernés est telle qu'un mode de fonctionnement uniforme est impensable [...] il est donc logique que les responsables visent le professionnalisme : certaines techniques de management et de marketing utilisées dans le secteur marchand peuvent les inspirer » (Bonnet, Degryse, 1997 : 5).

L'usage de la communication dans la stratégie de développement des organisations associatives est une pratique qui a su évoluer au fil du temps pour répondre chaque fois aux impératifs et aux objectifs du moment. Les objectifs assignés à une politique de

[81] DUPONT Stéphanie, 2002, *Les enjeux d'Internet dans la communication des associations*, mémoire de DESS à l'École de Journalisme et de Communication de Marseille, Université de la Méditerranée (http://stephanie.dupont3.free.fr/humanitaire.htm)

communication sont donc multiples. Globalement, il y en a cinq : la promotion, la notoriété, la diffusion, la modification de comportement, la mobilisation. Pour s'affirmer et exister à la fois sur le terrain et devant les institutions partenaires, et se différencier des autres devenues en quelque sorte de potentielles concurrentes, l'association doit assurer sa propre promotion. Elle a besoin pour cela de se faire connaître auprès du grand public et des donateurs institutionnels, se positionner par rapport à une cause, afficher ses particularités, ses principes, voire sa méthodologie. Il s'agit là d'augmenter sa notoriété et donc ses chances de financement. Dans une telle démarche, le recours à l'utilisation de tous les médias s'impose comme une grande nécessité.

Depuis plus deux décennies, la communication des organisations associatives se fait de façon plus élaborée, plus professionnelle : recours aux agences de communication spécialisées dans le secteur de « l'intérêt général », utilisation de consultants et d'experts, définition claire des objectifs de communication, identification des publics cibles, choix judicieux des supports du message (médias et autres). Dans cet exercice professionnel, on cultive conjointement une logique de gestion des coûts et des personnels, et une logique d'évaluation des résultats obtenus. Le management des ressources humaines, la gestion de la qualité et le marketing, la culture du résultat, la recherche de l'équilibre financier caractérisent maintenant la vie de la plupart des grandes organisations associatives. On le remarque d'ailleurs dans la formation et la professionnalisation des différentes fonctions au sein de ces organisations qui n'ont pas un objectif lucratif, mais une obligation de résultats. Cependant, cette professionnalisation ne se passe pas sans problème. Elle fait l'objet de critiques de la part de certains observateurs qui considèrent que ça conduit à des dérives. À propos, les qualificatifs sont nombreux pour désigner des dérives associant médias, entreprises et organisations humanitaires : gestuelle humanitaire, *charity business*, marketing des bons sentiments, l'humanitaire spectacle, multinationales du cœur, etc.

3-1-3. Communication et médiatisation en période de crise ou d'urgence

La communication de crise est extrêmement importante pour l'ensemble des parties concernées. B. Dobiecki la définit comme « une opération de communication mise en place

en période de difficulté, de catastrophe, de grève, etc. »[82] (Dobiecki, 1996 :158). Cette communication exerce une influence certaine sur le travail des médias. Dans l'urgence, dans un contexte particulier et exceptionnel marqué par des tensions ou des événements qui sortent de l'ordinaire, les médias s'activent dans la collecte et la diffusion des informations. La situation humanitaire d'urgence résulte forcément d'une crise qui peut être d'origine naturelle ou humaine. Dans chaque cas, les acteurs premiers concernés par la crise (gouvernements, belligérants, humanitaires) mettent en œuvre une stratégie de communication pour se légitimer, défendre leur position, voire pour s'attirer la sympathie de la communauté internationale. Souvent, les médias se réfèrent aux autorités locales et aux humanitaires présents sur le terrain pour chercher des informations, les recouper si possible avant de les diffuser. Mais du fait de l'urgence et de la course au scoop, les journalistes ne prennent pas toujours le recul nécessaire comme l'exigent les règles éthiques de leur profession. En plus de la présence de beaucoup de médias professionnels et de vidéastes amateurs, le traitement journalistique de certains d'aspects du tsunami de décembre 2004, notamment sur les plans géopolitique, économique et éthique, dépendait en partie des stratégies de communication mises en œuvre par les humanitaires et par les gouvernements concernés. Ces derniers étant alors des sources d'information sollicitées par les médias mobilisés en grand nombre.

La production médiatique devient abondante, dans un contexte de recherche de scoop, d'exclusivité. J-M. Noyer[83] n'hésite pas à utiliser le terme de « précipitation » pour qualifier la course des médias dans la couverture d'événements. A. Lamy, pour sa part, met en relief le fait que « la médiatisation dans l'urgence, engendrée par le caractère inattendu du drame, influence les dispositifs et les processus de circulation sociale du savoir sur l'événement »[84]. L'on peut ainsi s'interroger, d'une part, sur le degré de recul observé par les journalistes par rapport à l'événement et aux informations collectées, d'autre part, sur la crédibilité de la communication de crise qui émane des acteurs ou protagonistes de l'événement. Car le

---

[82] Définition empruntée à l'ouvrage de Milon Alain et Saint-Michel Serge Henri, 1993, *LEXICOM, les 3000 mots du marketing publicitaire, de la communication et des techniques de production*, Paris, éd. Bréal

[83] NOYER Jean-Max, 2005, « Crises, guerres, terrorismes : l'événement au cœur de la tragédie », pp. 115-126, in : GABAY Michèle (dir.), *Communiquer dans un monde en crise. Images, représentations et médias*, Paris, L'Harmattan (p. 119).

[84] LAMY Aurélia, 2005, *La Médiatisation de l'apocalypse. Le traitement médiatique des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis dans la presse et à la télévision française (11-18 septembre 2001)*, thèse en sciences de l'information et de la communication, Université de Metz

discours et le dispositif médiatique sont en grande partie dépendants de la nature de cette communication de crise mise en œuvre dans un contexte d'urgence.

Le discours tenu par les acteurs ou les premiers responsables concernés d'une crise humanitaire résulte de la communication de crise dont l'objectivité et la transparence sont souvent mises en doute. C'est pourquoi le recul critique est nécessaire de la part des journalistes face aux informations obtenues dans ce contexte. Plusieurs auteurs ont analysé ce type de communication qui naît dans un contexte particulier et inattendu. Il s'avère que chacune des parties cherche à persuader du fait qu'elle n'est pas responsable de la crise (conflictuelle) ou que toutes les dispositions de sécurité ou de prévention avaient été mises en œuvre pour éviter que la crise(catastrophe naturelle ou humaine) produise des conséquences graves. On est ainsi devant une communication essentiellement défensive et persuasive. R. Jourdan rappelle que « la persuasion s'abstient de recourir à la violence, mais sollicite la liberté des sujets en opérant dans le champ du symbolique ; son argumentation se meut dans le domaine du vraisemblable »[85]. Une vraisemblance que beaucoup assimile à de la désinformation ou à la manipulation des médias et des opinions publiques. Dominique Prédal s'en explique longuement dans l'analyse qu'il fait du rôle des journalistes et de l'utilisation des médias par l'administration Bush après les attentats du 11 septembre 2001.

La télévision et la presse écrite, dans une sorte d'« unanimité », s'alignent aveuglément sur les positions du gouvernement américain, adoptent son vocabulaire, relaient ses messages sans prise de position critique, défendent ses positions et ses choix. « Un consensus mondial de désinformation, et de mésinformation, où le marketing de l'émotion va prendre le pas sur un traitement sérieux de l'information, comme toute démocratie est en droit d'exiger de ses médias » (Prédal, 2002 : 8). Éric Klinenberg (2005 : 69)[86] souligne par exemple que « la déformation des faits par les médias américains a largement contribué au soutien populaire de la guerre en Irak ». L'analyse faite par Vladmir Volkoff à propos de la communication des alliés de l'OTAN lors de leur intervention militaire en ex. Yougoslavie va dans le même sens. Cette analyse aboutit à la dénonciation de ce que son auteur appelle « l'opération de désinformation Kosovo ». Volkoff définit la désinformation comme une « manipulation de

[85] JOURDAN Robert, 1999, « Persuasion : propagande, publicité », pp. 257-267, in : BELISLE C., BIANCHI J., JOURDAN R. (dirs), *Pratique médiatique. 50 mots-clés*, Paris, CNRS-Editions, coll. *CNRS Communication* (p. 257).

[86] KLINENBERG Eric, 2005, « Médias américains et désinformation pendant la guerre d'Irak », pp. 69-74, in : GELARD J.-P. (dir.), *Médias, mensonge et démocratie*, Rennes, PUR

l'opinion publique, à des fins politiques, avec une information traitée par des moyens détournés » (Volkoff, 1999 : 31). La désinformation est donc une volonté délibérée de déformer les faits et la réalité dans le but d'induire l'opinion en erreur. En la matière, le manque d'esprit critique des journalistes est considéré comme une faute professionnelle parce que les médias participent de la formation de l'opinion publique. Cela doit se faire sur des informations justes et transparentes.

L'analyse que nous allons faire dans cette thèse sera celle d'une médiatisation en période de crise humanitaire, avec tous les paramètres qui peuvent intervenir. Cette médiatisation, à bien des égards, est différente de celle qui se fait dans un contexte normal. Pour Georges Crozier[87], « une crise c'est le changement de tous les paramètres de l'environnement physique et humain, de telle sorte que les repères n'existent plus et que les gens ne savent plus comment se comporter ». Dans un tel contexte, les médias, par les impératifs de délai et de recherche d'informations exclusives, construisent une certaine représentation de l'événement que le public reçoit comme réalité. Cette façon de construire le réel participe de la formation et de la prise de position de l'opinion publique. C'est d'autant plus vrai pour les crises humanitaires que la consommation des médias en ces périodes est grande, car les gens veulent savoir la réalité des faits. Pour assouvir cette envie, ils ont à leur disposition les médias audiovisuels, écrits et numériques principalement. Les médias, en donnant leur interprétation de l'événement d'une certaine façon influencent les récepteurs, notamment en jouant sur le registre émotionnel. Car, dans les questions humanitaires, l'un des principaux registres de médiatisation repose sur l'émotion. A. Mucchielli, le souligne : « pour influencer, il faut d'abord mettre le récepteur dans un *état* particulier, obtenu en manipulant ses émotions » (Mucchielli, 2000, 2004 : 11).

Par leur façon de faire, les médias donnent une interprétation à l'événement, contribuent à forger un sens, car le discours médiatique obéit à des règles et principes de fonctionnement qui s'inscrivent dans la ligne éditoriale et l'orientation générale du média. L'analyse de ce positionnement permet de mieux comprendre le traitement de l'information. A. Mucchielli l'explique clairement en mettant l'accent sur différents contextes qui permettent de donner un sens, car pour lui, « le sens surgit d'une contextualisation » (Mucchielli, 2000, 2004 : 26). Le contexte est un élément déterminant du niveau de la médiatisation et de la solidarité.

[87] CROZIER Michel, « La crise comme facteur de changement social ? », dans *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n° 6, août-octobre 1991, Paris, La Documentation française, pp. 209-217

L'exemple de la médiatisation des quatre crises humanitaires objet de cette thèse devrait le confirmer. Nous allons y revenir plus largement dans la deuxième partie.

3-1-4. Rapports médias/humanitaire

Le monde actuel connaît des préoccupations essentielles pour les États comme pour les organisations internationales onusiennes ou associatives. Au nombre de ces préoccupations figure la question de l'humanitaire devenue un sujet de grande importance à travers le monde depuis quelques décennies. Pour la communauté internationale, c'est une question majeure et constamment d'actualité en raison de la multiplication des conflits armés depuis le début du siècle dernier, mais aussi des catastrophes naturelles (inondations, séismes, épidémie, cyclones...) qui conduisent sans cesse à des situations dramatiques pour des populations en grand nombre. Les médias, par les images, la rhétorique et la mise en scène, ont contribué à donner à l'humanitaire toute sa place parmi les sujets brûlants de la planète. Mais la médiatisation des questions humanitaires ne se passe pas toujours sans problème. Elle fait l'objet de critiques, de divergences et de dénonciations par rapport à la façon dont les médias traitent de ces questions d'une part, et par rapport à l'organisation et à la mise en œuvre de l'action humanitaire internationale d'autre part. Dans une publication de l'association *Humanitaire et Coopération*[88], on résume bien les problèmes qui résultent aujourd'hui des rapports entre médias et humanitaire :

> « Le rapport médias- humanitaire est un phénomène de société complexe : l'un et l'autre travaillent souvent sur les mêmes terrains et ont des contacts rapprochés pour servir leurs intérêts propres. L'humanitaire a besoin des médias pour faire connaître les causes qu'il défend, provoquer les prises de conscience collectives et rassembler les citoyens autour des valeurs qu'il veut transmettre. Les médias ont aussi besoin des associations humanitaires, sources d'informations fiables et souvent indépendantes pour mieux appréhender des situations de crises complexes dont elles sont les témoins privilégiés. Les humanitaires peuvent jouer le rôle d'intermédiaires (logistiques, diplomatiques, informatifs) entre les médias et une population, un terrain donné. Comme dans le cas de *Médecins du Monde*, l'interpellation grâce aux médias, de la population et des politiques sur des situations d'injustice, d'abus ou de pauvreté fait

[88]La lettre d'information *HUMACOOP*, n° 2, février 2006

> même partie intégrante des objectifs, de la vocation de l'association. Mais ce couple médiatico-humanitaire ne fonctionne pas toujours de façon satisfaisante : soumis au diktat de l'audience, les médias négligent parfois le contenu des messages qui accompagnent les images qu'ils transmettent transformant ainsi un récit politique en spectacle humanitaire où l'aspect purement visuel cache la réflexion sur une crise. En résumé, les médias poussent au réveil des consciences devant les tragédies de ce monde, mais ils ne sont parfois que des machines à spectacle du malheur, escamotant les causes profondes de la misère, quand ils ne servent pas d'outil de propagande pour ceux qui sont responsables de ces catastrophes. Les humanitaires ont de leur côté tendance à se servir des médias comme une aide à la collecte de fonds et entretiennent la confusion entre information et communication ».

Un mélange que dénoncent aussi les co-auteurs de l'ouvrage *Les défis humanitaires*[89]. Parlant d'« érosion » du concept humanitaire, notamment avec le mélange des genres (interventions militaro-humanitaires ou diplomatico-humanitaires), ils rappellent et soutiennent que l'action humanitaire est apolitique et qu'il est dangereux de l'associer à d'autres types d'intervention. « Son objectif principal doit rester l'allégement de la détresse humaine du moment et non pas la résolution de conflits, la modification de conditions sociales injustes, le rétablissement de l'État de droit, voire la poursuite pénale de criminels de guerre » (Schroeder, Varga, Van Dok, 2005 : 41). Pour sa part, Brauman pointe les ambiguïtés de la médiatisation de l'humanitaire. Pour lui, l'action humanitaire contemporaine fondée sur le témoignage de solidarité et la dénonciation a « partie liée avec les médias ». Il explique que les associations du mouvement sans frontiérisme comme *Médecins Sans Frontière* ont, dès leurs débuts, cherché à s'assurer le soutien non d'un gouvernement ou d'une famille idéologique ou religieuse, mais « auprès d'un public auquel seuls les médias, précisément, pouvaient leur permettre l'accès » (Brauman, 2000 : 90). Mais plus d'un demi-siècle avant, les précurseurs de l'humanitaire moderne avaient déjà pu prendre conscience de l'intérêt que représentait la presse dans la défense de ces causes.

A la fin du XIXe siècle, en 1899, le premier président de la Croix-Rouge, Gustave Moynier, écrivait avec optimisme sur le rôle capital de l'information et de la presse dans la promotion de l'humanitaire. « On sait maintenant, chaque jour ce qui passe dans la terre entière, la connaissance du monde fait de guerre se répand avec la vitesse de l'éclair [...]. Les

[89] Romain Schroeder de Caritas Luxembourg, Christian Varga et Geert Van Dok de Caritas Suisse, 2005, *Les défis humanitaires*, éd. Caritas/Lucerne, Luxembourg

descriptions que donnent les journaux quotidiens placent pour ainsi dire les agonisants des champs de bataille sous les yeux des lecteurs et font retentir à leurs oreilles, en même temps que les chants de victoires, les gémissements des pauvres mutilés qui remplissent les ambulances »[90]. À cette époque marquée par des épidémies et par des guerres incessantes, le monde se trouve également à un tournant décisif. En effet, au sortir du Moyen Age, rappelle J-J. Coltice, le siècle se caractérise par trois transformations fondamentales au cœur desquelles l'information prend une place capitale : « l'affermissement de l'État, le développement du capitalisme et l'avènement de l'humanisme » (Coltice, 1995 : 26). Depuis, les œuvres de charité ont toujours cherché à se servir des moyens de communication, en particulier des journaux, pour mieux faire connaître et partager leurs objectifs. Plus d'un siècle après, la place des médias dans le dispositif des organisations humanitaires reste essentielle. Dans ce sens, R. Brauman souligne que la presse permet à la fois l'action humanitaire et la défense des principes qui la fondent, provoquant un double effet de levier qui donne à l'humanitaire ses moyens d'action directs et indirects. « C'est parce qu'un article de presse les a informées que les ONG ont pu intervenir, là comme ailleurs, pour s'atteler à leur tâche de soulagement immédiat des souffrances » (Brauman, 1996 : 15), note-t-il, à propos de la situation au Mozambique. Car les médias jouent un rôle de plus en plus important lors des catastrophes naturelles et des conflits qui débouchent sur des crises humanitaires.

Les rapports entre les médias et l'humanitaire ont ainsi évolué avec le temps. Il faut d'ailleurs remonter assez loin pour trouver les premiers liens établis entre les deux domaines de la vie internationale, la médiatisation étant essentielle à la défense et à l'épanouissement des causes qui reposent sur le dévouement et la solidarité. « La médiatisation n'est pas un phénomène nouveau, rappelle un expert de la question. On peut la repérer dans les temps plus anciens, dès le Moyen Age : des catastrophes prennent de l'importance à la mesure de la répercussion que leur donnent les pouvoirs religieux ou politiques »[91]. L'invention du télégraphe a quasiment coïncidé avec la naissance de la Croix-Rouge. Une révolution de l'information, car

[90] BRAUMAN Rony, 1996, « La pitié dangereuse », pp. 9-60, in : BRAUMAN R., BACKMANN R., *Les médias et l'humanitaire. Ethique de l'information ou charité-spectacle*, éd. CFPJ, coll. *Médias et société* (pp. 15-16).

[91] FAVIER René, « Dieu, l'expert et les cataclysmes », article publié dans *L'Histoire*, n°304, décembre 2005. R. Favier est spécialiste de l'histoire des risques naturels. Il a notamment dirigé, avec Anne- Marie Granet-Abisset, *Histoire et mémoire des risques naturels* (MSH-Alpes, 2000) et *Récits et représentations des catastrophes depuis l'Antiquité* (MSH-Alpes, 2005).

l'instrument permettait de raccourcir le temps et les distances et donc de rendre publique et à une échelle plus grande la réalité des drames, des crises humanitaires. L'humanitaire moderne matérialisé par la création de la Croix-Rouge prend forme et se développe avec le progrès des moyens techniques d'information et de communication. « ...l'esprit humanitaire s'ouvre un espace d'action sans cesse agrandi par le flux de l'information et les exigences du modèle civilisateur dont il est issu » (Brauman, 1996 : 18).

Progressivement, à partir des années 70, le terme médias s'impose à la place de la presse et la supplante. On y voit alors « une seconde révolution de l'information » après celle générée par l'invention du télégraphe. En effet, la télévision devenait plus importante. La majorité des foyers en Europe en était équipée (70%). « Avec l'avènement du règne progressivement hégémonique de l'image instantanée, du temps réel, ce n'est donc pas simplement, comme on le dit souvent, la portée de l'amplificateur qui s'allonge, mais la nature même du message qui est modifiée » (Brauman, 1996 : 23). L'image de télévision permettait aux opinions publiques de changer de regard et de vite prendre conscience sur une situation. L'image télévisuelle adjointe à l'écrit a conduit ainsi à une amplification du message, ce que la presse toute seule ne pouvait pas, en raison de sa portée relativement limitée. « Sans image, pas d'événement », dit un adage contemporain pour illustrer l'impact capital des images et de la mise en scène dans la mobilisation des consciences autour des questions humanitaires. Malgré le règne absolu de l'image et de la télévision, la presse écrite continue à apporter son témoignage et sa relation des crises humanitaires par des stratégies discursives et d'illustration propres à elle, par une façon de traiter l'information plus diversifiée et plus approfondie.

Le rôle des médias dans les situations de crises humanitaires s'impose donc, car c'est principalement par ce biais qu'il est possible de faire un éclairage sur la situation, de faire prendre conscience des besoins vitaux et susciter l'émotion et la générosité internationales. Béatrice Pouligny soutient que « l'humanitaire a besoin des médias pour mobiliser l'attention et le soutien financier du public »[92]. Réciproquement, la présence d'organisations humanitaires sur un terrain de crise peut en faciliter la couverture médiatique. Car la présence d'humanitaires offre aux journalistes des facilités logistiques, des sources d'information ainsi que des témoins de même nationalité qui pourront s'exprimer devant la caméra et assurer

[92] POULIGNY Béatrice, 2000, « L'humanitaire non gouvernemental face à la guerre : Évolutions et enjeux », dans Actes du Colloque International « *La guerre entre le local et le global : Sociétés, États, Systèmes* », CERI, Paris

« une certaine identification avec le téléspectateur »[93], une sorte de gage d'authenticité et de crédibilité.

L'implication des médias dans les crises humanitaires s'est incontestablement accrue depuis la naissance du mouvement *sans frontière*. Cependant, le rôle et l'importance des médias dans un contexte de crise humanitaire sont diversement appréciés. Les médias, lorsqu'ils couvrent une crise humanitaire résultant surtout d'une situation conflictuelle, sont souvent accusés de parti pris, de manipulation, de déformation de la réalité, d'accointance avec l'une ou l'autre des parties concernées. Ce qui suscite des critiques de la part des acteurs qui se sentent mis en cause (belligérants, ONG, Etats…). Pour certains acteurs de l'humanitaire, les médias sont loin d'être de simples témoins impartiaux et désintéressés dans les crises. « Ils sont au contraire d'importants acteurs dont les comptes rendus ─parfois inspirés par leurs propres intérêts─ ont une influence sur les autres acteurs ; ils peuvent agir comme juge et accuser certains acteurs d'avoir causé une crise humanitaire… » (Schroeder, Varga, Van Dok, 2005 : 92).

Homme de terrain et ancien président de MSF, R. Brauman critique, lui, les médias sur le fait qu'ils font une médiatisation partielle de la situation d'ensemble dans un contexte de crise humanitaire. Pour lui, les médias mettent l'accent principalement sur les victimes et la détresse et ignorent ou négligent l'autre aspect de la situation : la vie quotidienne normale qui continue malgré tout. « Point de place, dans cette fresque, pour la réalité d'une vie en société, ses diverses structures sociales, ses réseaux de pouvoir et ses rapports de force, ses représentations et sa culture » (Brauman, 1996 : 22). En effet, sur un théâtre de crise humanitaire, la médiatisation présente le pays concerné comme étant complètement dans le chaos alors que souvent, la crise est bien circonscrite dans une localité donnée. Le reste du pays continue d'exister et de fonctionner de façon normale, avec ses populations et ses institutions politiques et économiques. Dans cette vie normale, il existe des capacités locales que la médiatisation ne souligne pas toujours ou très insuffisamment.

Les rapports entre les médias et l'humanitaire traduisent d'une certaine façon les rapports entre les médias et la société en général. Des relations qui se définissent en termes de crédibilité et de confiance. Aux yeux du public, en effet, la crédibilité des médias est parfois

[93] BRAUMAN Rony, « Comment les médias viennent aux crises ? », dans *Médecins sans Frontières, Populations en danger*, 1995, Paris, La Découverte

mise à rude épreuve, car contestée. Sur l'un des événements qui défrayent la chronique depuis quelques années, la guerre en Irak, les médias ne sont pas tous logés à la même enseigne et leur travail est différemment apprécié par les observateurs. À propos, Fawaz Gerges[94] note que « les Arabes et les musulmans ont reçu une narration dramatiquement différente de celle des Américains. Les télévisions américaines se sont concentrées sur la technologie d'avant-garde de l'armada militaire américaine. Les médias arabes et musulmans ont privilégié les destructions et les souffrances causées à l'Irak par cette armada ». Cet exemple illustre combien les médias construisent à leur façon la représentation de l'événement et influencent les prises de position de l'opinion publique par rapport à un événement médiatisé. L'interprétation de l'événement par les journalistes conditionne en grande partie sa réception et sa compréhension par le public. En effet, ils lui donnent une vision ou représentation dépendant de leur regard, de leur compréhension, de leur interprétation personnelle ou idéologique, et donc qui n'est pas absolument objective. Ce n'est donc pas anodin si dans le secteur de la solidarité internationale, l'approche des questions humanitaires par les médias suscite des critiques et des controverses qui alimentent un grand débat.

La politologue Olfa Lamloum soutient qu' « en temps de guerre comme de paix, les médias construisent une représentation de la réalité et donnent une intelligibilité à l'événement. Or dans ce travail de mise en forme des faits, les médias sont partie prenante de l'événement dont ils rapportent le récit »[95]. Une interprétation qui peut être influencée plus ou moins significativement par d'autres facteurs tels l'environnement et le contexte dans lequel évoluent le média et les journalistes. B. Fleury (2006)[96], soulignant « la visibilité » que le traitement médiatique donne à un événement dans l'espace public, explique combien les paramètres non professionnels influencent le journaliste dans son travail censé être réaliste et objectif. La télévision demeure la cible principale des critiques émises sur la médiatisation. Mais « otage de son suivisme, la presse écrite n'est pas épargnée par le discrédit ». Une presse

---

[94] FAWAZ Gerges, titulaire de la chaire d'études moyen-orientales au Sarah Lawrence College, est cité dans l'article « *Médiatisation de la guerre en Irak* » d'Olfa Lamloum.

[95] LAMLOUM Olfa, « *Médiatisation de la guerre en Irak* », *L'Humanité*, édition du 24/11/2003. Article paru dans la rubrique Tribune Libre du journal. O. Lamloum est politologue, enseignante à Paris X. Elle est auteur d'*Irak : les médias en guerre*, coll. *L'Actuel*, novembre 2003, éd. Actes Sud et d'*Al Djazira, miroir rebelle et ambigu du monde arabe*, Paris, éd. La Découverte

[96] FLEURY Béatrice, 2006, « Le Républicain lorrain et la bataille de Jenine. De l'événement au témoignage médiatique », dans *Communication et Langages*, nº 149, septembre 2006, Paris, Armand Colin, pp. 49-62

qui a une très longue histoire avec l'humanitaire et la solidarité. Le premier journal publié à Paris en 1631, *La Gazette,* riche notamment en nouvelles de l'étranger, incarnait déjà « une forme de connivence entre la presse et l'humanitaire ». En effet, le créateur de cet hebdomadaire, Théophraste Renaudot, était aussi un précurseur de l'action humanitaire. Il publia un *Traité des pauvres* avant d'ouvrir un *Bureau d'adresses* et un dispensaire gratuit afin d'offrir les soins aux indigents, une sorte d'anticipation d'organisation humanitaire telle qu'elle existe aujourd'hui. Dès lors, le témoignage prend une fonction particulière dans la relation des faits par la presse. Témoignage par les mots, par les illustrations, par la mise en scène. Témoignage assuré par les journalistes eux-mêmes, par les acteurs des ONG sur le terrain, par les victimes aussi à qui on offre la possibilité de s'exprimer. Plus de deux siècles et demi après, le témoignage continue d'occuper une place dans la médiatisation des questions humanitaires et de bien d'autres sujets d'actualité. Par exemple, le philanthrope suisse Henri Dunant, fondateur de la Croix-Rouge, témoignera des atrocités qu'il avait vues sur le champ de bataille de Solférino.

R. Backmann[97] se demande si témoigner n'est pas le premier geste de l'action humanitaire. Une façon de mettre en exergue le rôle capital du témoignage dans la promotion de l'action humanitaire et dans la visibilité des crises. Il rappelle que « ce sont les articles des journalistes britanniques décrivant le sort atroce des soldats de la couronne, malade ou blessés » qui vont favoriser l'organisation de service sanitaire et la mise en place des hôpitaux de campagne sur le front de Sébastopol. « L'époque est à l'humanité, pas encore à l'humanitaire. La compassion, la solidarité ou la révolte devant la violence et l'injustice habitent les récits des journalistes ». C'est autant dire qu'au démarrage de l'humanitaire, la presse jouait déjà un rôle significatif. L'écrit seul pouvant permettre alors la description des scènes, le témoignage et l'information du public, et conséquemment, la formation et la prise de position de l'opinion. Bien que supplantée par la télévision devenue le média le plus puissant, la presse écrite continue sa couverture de l'actualité et des faits de société, notamment des questions humanitaires. On peut rappeler à propos un article de l'hebdomadaire *Newsweek* au printemps 1989 décrivant au Mozambique « l'état effroyable d'un groupe d'environ 20000 personnes rassemblées par l'armée gouvernementale dans une région perdue » (Brauman, 1996 : 11). Une population affamée, menacée par les combats et l'épidémie. Cet article de presse a révélé

[97] BACKMANN René, 1996, « Information et sensation », pp. 61-152, in : BRAUMAN R., BACKMANN R., *Les médias et l'humanitaire. Éthique de l'information ou charité-spectacle*, éd. CFPJ, coll. *Médias et société*, (pp. 74-75)

au monde, en particulier aux ONG et aux chaînes de télévision, l'existence de ce camp de déplacés. La presse écrite sert ainsi, en certaines occasions, de source d'information pour les autres médias et pour les organisations humanitaires.

Pour au moins deux raisons, la presse subit les mêmes critiques que les médias audiovisuels en ce qui concerne la couverture des questions humanitaires. D'abord, la presse cède à l'information « le pouvoir de peser sur l'évolution politique, économique, sociale et culturelle de l'humanité » (Coltice, 1995 : 26). Ensuite, les journalistes de la presse écrite agissent quasiment de la même façon que leurs confrères des télévisions et des radios, dans l'exploration et le traitement médiatique des angles d'approche de l'événement. Car, à partir des années 80, les journaux télévisés devenant la locomotive de l'information, « les titres de la presse commencent par s'aligner sur ceux de la télévision » (Brauman, 1996 : 33). Selon Jean-François Revel, l'élément différenciateur de la télévision « c'est l'acte de rendre présent ce qui est absent, de supprimer tout intermédiaire entre le spectateur et la réalité »[98]. Mais un autre spécialiste de l'humanitaire a un avis qui diverge de cette façon de voir la télévision. Pour lui, il est faux de dire que la télévision abolit les frontières. « Elle les évacue de l'écran en les plaçant hors champ et c'est bien là que réside l'autre élément différenciateur. Le monde que la télévision apporte dans nos foyers n'est pas plus virtuel que celui décrit par les journaux, mais il se donne pour la réalité » (Brauman, 1996 : 34). Il arrive aussi que la presse critique l'action des organisations humanitaires sur le terrain ou leur façon de gérer et d'utiliser les fonds mobilisés, et même leur système de fonctionnement. Ainsi que le remarque un autre spécialiste des médias et de l'humanitaire, « la presse est souvent passée de l'éloge hyperbolique à la critique sans nuance » (Ryfman, 2004 : 5). De l'autre côté, les critiques des organisations humanitaires sur le travail des médias sont multiples. Elles dénoncent, selon les cas et les contextes, l'approche partielle des médias, la super médiatisation ou la sous-médiatisation, la prise de position…

3-1-5. Importance des médias pour les organisations humanitaires

De façon générale, les médias jouent un rôle déterminant pour les organisations et l'action humanitaires. Il ne se passe pratiquement pas de jour sans qu'ils ne fassent référence aux

[98] Revue *Commentaire*, Hiver 1991-1992

organisations non gouvernementales, « qu'il s'agisse de rendre compte d'une mission humanitaire en Côte d'Ivoire ou en Irak, de projet de développement agricole au Mozambique ou d'accès à l'éducation de base pour les enfants de rue de Dakar… » (Ryfman, 2004 : 3). Les organisations humanitaires, conscientes de l'effet de la couverture médiatique et du bénéfice qu'elles peuvent en tirer, accordent une place de choix aux médias leurs diverses campagnes de communication. Dans *Les défis humanitaires*, les auteurs avancent trois raisons principales à cette attention portée au rôle des organes d'information. Premièrement, les médias sont « l'œil avisé du public » qui apprécie de façon critique et évalue le travail des organisations humanitaires. Les médias constituent aussi « une vitrine de présentation », un espace, une tribune qui permet aux organisations humanitaires de convaincre de la qualité et de la justesse de leurs projets, de rendre le public attentif à leurs actions et aux causes qu'elles défendent. Enfin, les médias influencent « le choix des agendas politiques » des gouvernements dans les pays donateurs notamment. Étant donné que les organisations humanitaires dépendent en grande partie des financements publics et des bailleurs de fonds institutionnels, « elles se voient régulièrement contraintes de remiser leurs valeurs au second plan, de prendre en compte les points de vue des médias et d'adopter des ordres de priorités des politiciens » (Schroeder, Varga, Van Dok, 2005 : 92-93, 97).

Les médias constituent pour les ONG humanitaires un moyen de communication légitime qui leur permet de sonner l'alarme et de mobiliser. « La reprise par les grands médias audiovisuels des cadrages fournis par les organisations humanitaires répond non seulement aux besoins de ces dernières, mais aussi à la dépendance de ces médias à l'égard des ressources et contraintes publicitaires qui les poussent à investir les registres les moins susceptibles de cliver le public de leurs spectateurs »[99]. La mise en évidence de ce moyen d'information et de communication pour les organisations humanitaires fut marquée à la fin de la guerre de Biafra. Ce conflit civil, considéré comme un moment décisif, un tournant dans l'action humanitaire et dans la mobilisation des médias, fut l'un des plus terribles de l'Après-Guerre avec plus d'un million de morts en trente mois d'affrontements. « Le souvenir du silence de la Croix-Rouge pendant la Seconde Guerre mondiale et la conscience de la force mobilisatrice des médias poussèrent alors les médecins de la Croix-Rouge française à prendre l'opinion publique à témoin [...] de l'horreur du carnage qui se déroulait sous leurs yeux » (Brauman, 1996 : 26). Ce recours aux

[99] SIMEANT Joanna, 2004, « ONG et humanitaire », pp. 9-33, in : SIMEANT J. et DAUVIN P., *ONG et humanitaire*, L'Harmattan, coll. *Logiques politiques (*p. 31)

médias allait faire du Biafra le théâtre de la première grande opération humanitaire privée en Afrique, à un moment où l'information passe de l'écrit à l'image, avec près de ¾ des foyers européens équipés d'un poste téléviseur (dans les années 1970). Ce fut un vrai tournant, car jusque-là les organisations humanitaires évoluaient essentiellement en Europe en s'occupant entre autres des marginaux et des conséquences des conflits.

Les médias et les ONG humanitaires s'intéressent réciproquement, car ils ont besoin les uns des autres. Par exemple, « les bureaux d'Amnesty International font appel aux médias de leurs pays respectifs pour sensibiliser l'opinion au problème des violations des droits de l'homme et les sollicitent également pour collecter des fonds »[100]. Les acteurs de l'humanitaire ont besoin des médias pour se faire connaître, pour faire connaître une situation et y sensibiliser beaucoup de monde. De leur côté, les médias ont aussi besoin des organisations humanitaires pour bien percer la complexité d'une situation, pour avoir les appuis logistiques et sécuritaires nécessaires afin d'accéder aux lieux d'événement. La plupart du temps, les représentants des ONG sur le terrain sont considérés comme des sources d'informations fiables et crédibles dont les médias privilégient les points de vue.

3-2. Caractéristiques de la communication dans l'humanitaire

La plupart des humanitaires sont unanimes sur le fait que la communication est un facteur essentiel d'organisation et du fonctionnement du système de solidarité internationale. Dans ce secteur, la communication a subi les mêmes évolutions et transformations que dans les autres organisations au cours des deux dernières décennies en particulier, à savoir la diversification et la professionnalisation. Diversification des acteurs et des outils de cette communication, professionnalisation dans les méthodes et les stratégies d'action. La capacité des organisations humanitaires à mobiliser les fonds et à occuper le terrain dépend essentiellement du degré d'efficacité de leur campagne de communication et souvent de la mobilisation des médias susceptibles de donner un écho plus important à leurs messages. Des messages destinés à informer l'opinion publique et les décideurs en vue d'obtenir leurs gestes financiers. La faible mobilisation des fonds pour les crises humanitaires du Niger et du Pakistan en 2005 démontre

[100] VON LINDENFELS Mirella, « Communication et ONG », article publié dans *Frontline*, revue trimestrielle de l'International Public Relations Association. M. Von Lindenfels est ancienne directrice du programme médias et audiovisuel d'*Amnesty International*, directrice de Communications Inc Ltd. (Source : www.communicationsansfrontière.net).

qu'un niveau de visibilité médiatique insuffisant est un facteur qui empêche l'émergence de la solidarité.

Les progrès technologiques en matière d'information et de communication ont positivement influencé la communication des organisations et associations. Celles qui interviennent dans l'humanitaire ne sont pas restées en marge de ces progrès et de leur impact. Bien au contraire. En effet, « les ONG ont besoin de faire connaître leur travail, ne serait-ce que pour mobiliser la générosité des citoyens et informer les donateurs de l'usage qui est fait de leur argent » (Backmann, 1996 : 92). Cela étant, elles ont mis les TIC au service de la promotion des idées et valeurs sur lesquelles elles sont fondées. La communication dans l'humanitaire se caractérise notamment par ses acteurs, ses objectifs et son positionnement.

3-2-1. Acteurs de la communication dans l'humanitaire

À voir le fonctionnement des organisations humanitaires, on a d'emblée l'impression que tous ses membres participent de la communication par leurs faits et gestes, tant les différentes postures des uns et des autres consistent à mettre en avant les valeurs et les buts défendus. On peut néanmoins identifier trois catégories d'acteurs dans la communication de ces organisations.

a) Des humanitaires

On a tout d'abord des acteurs humanitaires, c'est-à-dire des membres d'ONG qui prennent en charge le volet communication. La professionnalisation conduit la quasi-totalité des organisations humanitaires à intégrer cette fonction dans leur structure organisationnelle. Ainsi, peut-on constater que dans chacune d'elles, il y a un responsable au niveau de la direction en charge de la politique de communication. Il peut s'agir d'un directeur de la communication, d'un chargé de la communication, d'un conseiller ou autre. La fonction paraît essentielle pour ne pas être confiée à un cadre désigné et responsabilisé. Avec pour tâche de définir et de mettre en œuvre un plan de communication, de développer les relations avec les médias et divers partenaires, de préparer des événements médiatiques et de relations publiques, d'organiser des points et conférences de presse, de produire des communiqués et dossiers de presse, etc. Dans certaines grandes organisations humanitaires, comme *Médecins Sans Frontières*, *Amnesty International*, *Action contre la faim*… la communication est une

direction ou une sous-direction au sein de laquelle travaille toute une équipe, regroupant plusieurs membres de l'organisation. Ceux-ci ont pour mission de concevoir et de mettre en œuvre la politique et les stratégies de communication, tant sur le plan interne que sur le plan externe, par le recours à divers moyens et techniques. Éric Dacheux le souligne bien, « aujourd'hui, les associations les plus riches utilisent une palette très large de techniques de communication issues de la communication marketing » (Dacheux, 1998 : 57). Ces façons de faire vont des outils de communication classiques à l'utilisation de stars et personnalités prestigieuses pour prendre en charge le message en qualité de garant de légitimité.

- **Outils d'information et de communication propres**

Parmi les outils et supports de communication privilégiés, figurent ceux qui appartiennent à l'organisation. Il s'agit essentiellement des publications écrites (journal périodique, communiqués de presse, affiches ou tracts...) et les outils numériques. Le recours aux TIC semble encore beaucoup plus important avec internet et divers outils multimédias (DVD…). Aujourd'hui, chaque association, aussi petite soit-elle, dispose de son site internet qui constitue l'un des principaux moyens de communication des humanitaires. On y rend compte de ses activités et on donne des informations sur diverses situations humanitaires dans le but de sensibiliser.

- **Médias de masse**

Les responsables de la communication des organisations humanitaires ont également recours aux médias traditionnels que sont la radio, la télévision, la presse écrite, l'affichage, et même parfois le cinéma. Ce sont en effet les relais amplificateurs de leurs messages, qui leur permettent d'atteindre les publics plus nombreux et lointains. Même s'ils font l'objet de polémiques et de critiques, les rapports entre les médias et l'humanitaire sont toujours entretenus. La médiatisation des crises humanitaires et de la solidarité internationale qui les entoure étant plus ou moins systématique. Car les outils de communication interne, quelle que soit leur efficacité ou leur perfection, ne peuvent remplacer les grands médias traditionnels dans leur mission d'information des masses. Un travail journalistique basé *a priori* sur les critères de crédibilité, de neutralité, d'objectivité et d'impartialité notamment. Ce qui n'est pas forcément le cas dans une communication institutionnelle comme celle des organisations humanitaires. D'où la sollicitation des journalistes et des médias qu'ils représentent pour relayer les messages et leur assurer un minimum de crédibilité devant les publics récepteurs.

- **Campagnes de relations publiques et de communication marketing**

La promotion des valeurs humaines, des œuvres de charité et des causes humanitaires se fait également par le biais des relations publiques. Celles-ci se traduisent par la création d'événements médiatiques comme l'organisation de forums et de salons professionnels, des soirées, la création d'événements médiatiques, la participation des représentants d'organisations humanitaires à des conférences et rencontres internationales diverses pour faire du plaidoyer, etc. C'est un travail de terrain auquel les simples militants et sympathisants d'une association apportent leur concours ou qu'ils réalisent directement. C'est davantage le côté humain de la communication, car on est ici sur le registre de la communication interpersonnelle où on essaie de faire de la persuasion par des gestes, des postures et des arguments. Des manifestations de relations publiques sont régulièrement organisées et sont l'occasion aussi de susciter l'attention des médias.

- **Personnalités ou garants de légitimité**

Pour mieux faire accepter leur message, les organisations associatives utilisent des stars et leur notoriété. Ce sont « les garants de légitimité » (Meyer, 2004). On les appelle aussi les ambassadeurs des bonnes causes. De plus en plus, les organisations humanitaires ont recours à des personnalités populaires et admirées, véritables icônes pour des millions de gens, pour porter leurs messages et promouvoir bénévolement des causes et des valeurs. Qu'il s'agisse de stars de football ou du show-biz, ou tout simplement de célébrités issues des médias ou de la société civile. La défunte princesse de Galles, Lady Diana Spencer, s'était par exemple beaucoup investie dans les campagnes de lutte contre les mines antipersonnel dans le monde. Depuis quelques années, de nombreuses célébrités françaises accompagnent diverses organisations de solidarité dans leurs actions de terrain. Par exemple, la top modèle Adriana Karembeu représente la Croix-Rouge dans les campagnes de collecte de dons. Lilian Thuram intervient aux côtés de l'UNICEF pour défendre la cause des enfants. Zinedine Zidane parraine l'association ELA pour les maladies et soutient les projets du PNUD dans la lutte contre la pauvreté… Pour E. Dacheux, cette technique de communication a deux raisons : « attirer l'attention des médias ; bénéficier du capital de sympathie dont jouit la star » (Dacheux, 1998 : 58).

b) Militants et bénévoles

Le travail de communication des associations humanitaires est également et bénévolement assuré à la base par ses membres, qu'ils soient militants, sympathisants ou simples bénévoles. En effet, les campagnes de communication conçues au niveau de la direction de l'organisation sont mises en œuvre à travers différents moyens. Outre ceux évoqués plus haut (les outils médiatiques classiques, les publications et les sites internet), il y a des supports ou relais humains de communication à la base qui font en partie la spécificité de cette communication humanitaire. Les membres à la base sont un moyen de prolonger la mise en œuvre de ces campagnes dans le cadre des contacts interpersonnels, d'interpellation des gens. La participation des militants et des bénévoles aux campagnes de communication consiste généralement à descendre dans la rue, à distribuer des communiqués, affiches et tracts, à discuter directement avec les gens, à les entretenir de certaines questions.

Plusieurs raisons motivent ces descentes sur le terrain qui s'apparentent à du marketing social direct. Il peut s'agir d'attirer l'attention du public sur une situation donnée (crise humanitaire, violation de droits de l'homme, contestation d'une politique gouvernementale…) en évoquant directement toutes les questions qui peuvent s'y rapporter. Il peut aussi consister à collecter des fonds pour financer les actions en expliquant le bien-fondé et la nécessité d'un tel don ou à solliciter un acte de soutien plus symbolique du public à une cause par la signature de pétition, le parrainage ou une autre forme d'engagement non financier (promettre d'être présent à une manifestation ou une conférence publique, de démultiplier l'information dans son environnement…). A titre d'exemple, on peut rappeler les descentes annuelles dans les rues de France des bénévoles de plusieurs ONG : MSF, MDM, Croix-Rouge, *Aide et Action*, etc.

L'interpellation directe traduit toute l'importance de la communication interpersonnelle qui demeure un moyen de persuasion et de sensibilisation très utilisé par les OSI. Car le citoyen interpellé dans un coin de rue se sent en confiance, s'estime considéré à titre personnel avec un message qui s'adresse à lui de façon individuelle, qui lui est adapté avec le langage et l'attitude de l'interlocuteur venu à sa rencontre. La communication interpersonnelle est notamment définie comme « un échange dialogal direct entre individus par voie orale ou écrite » (Baylon, Mignot, 1999 : 185). Elle se caractérise essentiellement par cette possibilité d'échange entre émetteur et récepteur. Les deux auteurs rappellent cependant la distinction à faire entre les méthodes de communication interpersonnelle qui existent depuis l'Antiquité et

le savoir constitué qui prend pour objet spécifique ce champ particulier de la communication au milieu du vingtième siècle.

La communication interpersonnelle s'insère elle-même dans le champ de la communication sociale. Elle en est un support comme les médias de masse. Pour le journaliste et responsable associatif français Hervé Collet, la communication sociale consiste en « des politiques (ou des pratiques) d'information et de communication mises en œuvre par les organismes qui ne relèvent ni du secteur marchand ni des collectivités publiques » (Collet, 2004 : 99). L'auteur précise qu'on utilise ici des médias de petite diffusion : affiches militantes, tracts, bouche-à-oreille, réunion, manifestation, défilés, etc. Signalons deux exemples relativement importants en France ces dernières années. Dans plusieurs villes du pays, entre 2005 et 2007, des militants et bénévoles d'associations sont allés à la rencontre des citoyens dans les rues pour leur parler et leur présenter des tracts et des pétitions sur la situation au Darfour, sur les protestations contre la construction du mur de séparation israélien dans les territoires palestiniens. L'utilisation associative des techniques de communication marketing se trouve ainsi mise en valeur.

c) Professionnels de la communication

La professionnalisation et le souci d'efficacité aidant, tout plan de communication repose sur l'état des lieux de la situation de communication, la définition assez claire des objectifs, la détermination de l'axe et des cibles de la communication, et l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre de la communication. Parfois même, une étape d'évaluation de la campagne est programmée. C'est la condition pour communiquer de façon efficace et obtenir des résultats. Pour y arriver, les organisations humanitaires ont souvent recours aux vrais professionnels de la communication, aux cadres et techniciens formés dans les domaines annexes (infographistes, maquettistes, webmaster, informaticien…), ainsi qu'aux agences de communication dont certaines sont spécialisées dans la solidarité internationale. Le recours aux professionnels s'explique, d'une part, par la complexité et la diversité des méthodes et moyens de communication modernes. D'autre part, par la nécessité de produire des messages cohérents et efficaces, qui puissent être déclinés plus facilement en fonction de différents contextes sociaux et/ou géographiques. Les professionnels sont appelés à jouer à la fois un rôle de conseillers en communication, mais aussi d'acteurs sous-traitants qui participent à la

définition et à l'exécution des campagnes de communication des organisations humanitaires. Ils interviennent notamment pour concevoir un message, placer une publicité (média planning), développer les relations avec les médias, entre autres. « L'association des paralysés de France, *Amnesty International*, *La Ligue contre le cancer* et bien d'autres ont fait appel à des agences de publicité pour la réalisation des campagnes nationales » (Dacheux, 1998 : 58).

Les progrès technologiques en matière d'information et de communication et les enjeux du monde actuel rendent nécessaire, voire essentielle dans certains cas, la collaboration entre les professionnels de la communication et les associations, y compris humanitaires. Une collaboration que semble réprouver E. Dacheux quand il affirme que « chercher à définir, seul, sa stratégie de communication est tout aussi indispensable que vouloir garder son indépendance politique et son équilibre financier » (Dacheux, 1998 : 119). De notre avis, le recours aux professionnels de la communication ne remet pas forcément en cause l'identité de l'organisation dans la mesure où il n'y a rien qui soit imposé. Le conseil en communication intervient sur la base des besoins et suivant un cahier des charges défini par l'association elle-même. L'on sait que la quasi-totalité des associations dispose de moyens financiers propres assez limités. Elles vivent essentiellement des subventions publiques et des dons de particuliers, ainsi que de fonds obtenus d'autres organisations plus importantes. La qualité de la communication est un facteur de mobilisation de ces différents financements. Donc le recours aux professionnels permet plutôt d'améliorer l'efficacité des stratégies de communication.

3-2-2. Objectifs et le dilemme du positionnement de la communication

a) Objectifs prioritaires de la communication

Comme toutes les associations, les organisations humanitaires communiquent pour faire le plaidoyer, interpeller sur des questions et situations concrètes, et pour mobiliser les moyens financiers nécessaires à leur fonctionnement. Plusieurs objectifs sont assignés à la communication des organisations à but non lucratif. S'agissant des associations humanitaires, deux objectifs prioritaires se dégagent. Il s'agit de la mobilisation de fonds et du plaidoyer. La mobilisation des moyens financiers est un des premiers objectifs de tout plan de communication des associations en général. Car pour fonctionner et mettre en œuvre leurs projets, les associations ont besoin de financements souvent importants. Quand on sait que les

fonds propres des associations représentent une part assez faible de leur budget total, on mesure tout l'intérêt que revêt une campagne de communication destinée à la mobilisation des fonds publics et des dons des particuliers. Les campagnes de collecte de fonds se font surtout par l'utilisation des outils de management empruntés aux entreprises.

Le second objectif prioritaire et qui fait la singularité des organisations humanitaires, c'est le plaidoyer. Car de nombreuses campagnes de communication mises en œuvre par ces organisations visent à frapper les consciences, à interpeller les publics et les décideurs sur des situations généralement difficiles. Dans ce travail de plaidoyer, la communication consiste à amener les publics cibles à s'imprégner d'un phénomène, d'une situation et à réagir en soutenant la cause défendue par l'association qui émet le message. Ce travail de persuasion auquel se livrent les ONG repose en partie sur la dénonciation de l'indifférence des pays riches et/ou de l'attitude des responsables d'une situation de crise donnée. A cette fin, les organisations humanitaires s'évertuent à informer et sensibiliser par communiqués et par médias. Elles peuvent également mener un travail de lobbying auprès des décideurs, organiser des réunions publiques et diverses manifestations à l'intention du grand public.

b) Positionnement de la communication

La communication autour du plaidoyer suscite de nombreuses critiques à la fois sur la manière de communiquer des organisations humanitaires, sur le respect des règles éthiques et sur la crédibilité des informations qu'elles donnent. Les organisations humanitaires sont accusées de mettre en avant des images-chocs afin de marquer les consciences et d'obtenir l'adhésion de l'opinion. Les accusations et critiques viennent des spécialistes d'ONG et associations, de journalistes, de politiques et même d'humanitaires. Les organisations humanitaires sont critiquées parce qu'elles mettent en relief dans leurs campagnes de communication la souffrance absolue (enfants agonisants dans la famine au Niger en 2005 ; rescapés dormant à la belle étoile dans les intempéries après le séisme du Pakistan…). Pour les critiques, c'est une publicité humanitaire au mépris des règles éthiques de respect de la dignité de la personne humaine et du droit à l'image. Aussi, critique-t-on une exagération de la situation réelle dans le but d'obtenir facilement les subventions. Exagération notamment dans les chiffres sur l'étendue d'une crise, le nombre des victimes réelles et le volume des besoins.

Ces questions ramènent au dilemme du positionnement de la communication des organisations humanitaires. Celles-ci se trouvent entre le désir de communiquer pour informer et le désir d'agir, c'est-à-dire de communiquer en s'engageant. Des organisations qui se veulent indépendantes des politiques, et des parties en conflit. Force est de reconnaître qu'en prenant position, en dénonçant comme c'est le cas souvent, et en demandant même à la communauté internationale de sanctionner les responsables d'une situation de crise, les humanitaires passent visiblement du statut d'acteurs humanitaires neutres à celui d'acteurs engagés et qu'ils assument d'une certaine façon (au Darfour par exemple). Cet engagement transparaît de plus en plus clairement dans les messages venant des organisations humanitaires. L'acte d'informer et le devoir d'engagement se confondent ainsi dans les campagnes de communication destinées à différentes cibles. Dans ces messages, la difficulté pour le public c'est de discerner l'information réelle de ce qui relève de la communication engagée. À travers différentes stratégies de communication, l'engagement des organisations humanitaires est en effet très fort dans les cas où il est question de violation des droits de l'homme, de massacres, de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. La situation dans la région des Grands Lacs, au Darfour, en Birmanie, entre autres, suscite régulièrement leurs critiques et protestations énergiques.

Conclusion de la première partie

La seconde moitié du XXème a été très marquée par la multiplication des conflits armés et des catastrophes naturelles, ainsi que par la mauvaise gouvernance des affaires publiques dans beaucoup de pays, occasionnant régulièrement des tragédies humaines de grande ampleur dans de nombreuses régions du monde. Cette situation a renforcé le rôle des ONG humanitaires, lesquelles sont devenues au fil des décennies des acteurs des relations internationales. L'émergence du droit d'ingérence et du droit international humanitaire témoigne de cette évolution qui consacre aussi une diversité d'acteurs dans la solidarité internationale. Dans le même temps, les médias audiovisuels, les journaux et Internet prenaient de l'importance et assument désormais un rôle déterminant dans la visibilité des crises humanitaires. Une visibilité médiatique qui conditionne en grande partie la prise de conscience de la communauté internationale et la mobilisation de l'aide nécessaire. Cela étant, la couverture des crises humanitaires par les médias internationaux est sujette à nombre de critiques à cause de sa nature jugée inégale et partielle. En effet, toutes les crises ne donnent pas lieu à la même attention de la part des médias, ce qui pose le problème des crises dites oubliées. Des événements tragiques qui sont ainsi quasiment ignorés, principalement à cause du fait qu'ils ne sont pas placés sous les projecteurs de l'actualité. Les crises oubliées constituent un grand sujet de débat dans le secteur de la solidarité internationale et les médias ne sont pas considérés comme les seuls responsables. Car la communication des ONG contribue aussi à la visibilité des drames humanitaires. Le professionnalisme et l'efficacité avec lesquels les campagnes d'information et de communication sont menées constituent aussi des facteurs non négligeables du niveau de visibilité médiatique d'une situation de crise.

La gestion et le fonctionnement des ONG, notamment de celles dites humanitaires, suscitent aussi de nombreuses polémiques et critiques. Si les organisations associatives sont en général censées incarner certaines valeurs (tolérance, fonctionnement démocratique, engagement désintéressé, gestion financière saine, comportement éthique, etc.), dans la réalité il n'en est pas toujours ainsi. Le secteur a régulièrement été secoué par des scandales, allant du déséquilibre entre les coûts structurels et l'aide réellement distribuée sur le terrain aux détournements de fonds par certains responsables d'associations ou d'ONG. En France, l'un des scandales les plus retentissants de ces dernières années est celui de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC). Censée apporter son soutien financier à des projets de recherches sur le cancer, l'association a défrayé la chronique au début des années 1990 à

cause des dérapages révélés dans sa gestion. En 1993, un rapport[101] de la Cour des comptes dénonce le mauvais usage des fonds collectés par l'ARC auprès de quelque 3,5 millions de donateurs : près de 73% des sommes versées sont consacrées aux dépenses de fonctionnement de l'association et à sa publicité, et seulement 27% sont investis dans la recherche. Du gaspillage qui avait valu aux responsables de l'association d'être poursuivis pour abus de biens sociaux et détournement de fonds.

Outre l'échelle nationale, ce type de scandale financier émaille aussi le secteur de la solidarité internationale, avec les grandes ONG humanitaires dont les coûts structurels s'avèrent de plus en plus importants. La montée en puissance de ces OSI comme acteurs de la mondialisation et des relations internationales depuis une vingtaine d'années s'est accompagnée de leur professionnalisation qui a conduit à l'amélioration de la gestion. Mais selon certains auteurs spécialistes des organisations de solidarité comme Ryfman (2006) [102], Vaccaro (1987)[103], etc., cette professionnalisation a aussi donné lieu à quelques dérives majeures dans l'approche, dans la gestion et sur le plan moral. Dans de nombreux cas, l'argent consacré au fonctionnement administratif, aux campagnes de collecte de fonds, aux salaires et à la logistique, entre autres, accapare une part importante des budgets et provoque des vagues de polémiques au sein même de la communauté des organisations humanitaires. En 2002, Sylvie Brunel démissionne de la direction d'ACF pour exprimer son désaccord sur ce qu'elle considérait alors comme « une dérive marchande » des organisations de solidarité internationale caractérisée par des dépenses de fonctionnement et des salaires élevés.

Une autre critique du fonctionnement des ONG porte sur la dimension éthique. Certaines de ces organisations sont accusées d'être des entreprises déguisées ou d'entretenir des « liens ambigus avec les entreprises privées » (Dupont, 2002 : 54) qui participent à leur financement. Avec le développement du marketing associatif et la professionnalisation, les ONG ont depuis plusieurs années des pratiques en matière de communication, de publicité, de collecte de fonds et de gouvernance très inspirées du modèle des entreprises. Mais cette nouvelle donne alimente le débat sur l'éthique et la responsabilité des organisations humanitaires face aux populations destinataires de l'aide d'une part, et face aux donateurs d'autre part.

---

[101] Source : article « *Scandale de l'ARC : l'État justicier et complice* » dans *L'Expansion* du 11/01/1996.

[102] RYFMAN Philippe, « Les ONG ont-elles besoin d'une nouvelle gouvernance ? », article publié dans *Le Monde Économie* du 11/04/2006

[103] VACCARO Antoine, 1987, *Communication et collecte de fonds*, Paris, éd. Chopin

La mauvaise gestion des fonds par les organisations humanitaires est un facteur de réticence chez certains donateurs institutionnels ou privés qui doutent de la destination finale de l'argent offert et exigent beaucoup plus de transparence de la part des acteurs de terrain de la solidarité internationale. C'est pourquoi la question de la gouvernance n'est plus l'apanage des seules entreprises. Pour des raisons d'efficacité organisationnelle et par souci de résultats probants, « cette thématique de la gouvernance gagne désormais le milieu associatif, notamment celui des organisations non gouvernementales […]. Le souci premier en effet est d'optimiser la réalisation de la mission sociale de l'ONG, autrement dit son mandat »[104].

[104] RYFMAN Philippe, « *Les ONG ont-elles besoin d'une nouvelle gouvernance* ? », article publié dans *Le Monde Économie* du 11 /04/2006

Deuxième partie

Crises humanitaires et mobilisation médiatique en 2004-2005

Qu'est-ce qu'un événement et qu'est-ce qu'un événement médiatique ? Comment les crises humanitaires survenues entre 2004 et 2005 ont été couvertes par la presse française ? Dans cette seconde partie, c'est à ces questions que nous allons répondre et apporter des explications. Dans les sciences de l'information et de la communication, et dans les sciences humaines en général, de nombreux auteurs abordent la notion d'événement qui est différent du fait. De plus, l'événement ne revêt pas forcément un caractère médiatique. Mais la médiatisation lui confère une dimension plus importante. Le passage du fait à l'événement médiatique résulte donc d'un processus de transformation que les médias opèrent pour donner à l'événement une visibilité plus grande. Le caractère événementiel des quatre crises humanitaires a été renforcé par une médiatisation plus ou moins intense, selon l'importance des enjeux politiques et économiques générés sur le plan régional et/ou mondial. Outre les quatre crises humanitaires étudiées, l'année 2005 a été marquée par plusieurs autres catastrophes naturelles à travers le monde. Toutefois, elles n'ont pas, toutes été l'objet d'une couverture médiatique conséquente et longue. Pour mieux comprendre pourquoi il en est ainsi, il est nécessaire de revenir sur le tsunami, l'ouragan Katrina, le séisme au Pakistan, la famine au Niger et de comparer leur médiatisation dans les principaux journaux quotidiens et hebdomadaires de la presse française.

Dans cette partie, le développement des explications sera appuyé par des tableaux et schémas construits à partir d'une analyse du contenu des articles de presse retenus dans le corpus. Dans les tableaux, sont recensés les premiers articles publiés sur chaque événement dans les différents journaux de la PQN. L'on voit ainsi comment une médiatisation se met en place à travers les titres d'articles et les aspects de l'événement mis en relief. Quant aux schémas, il s'agit d'arborescences qui indiquent les différentes déclinaisons médiatiques de l'événement en différents sujets pouvant apparaître intéressants pour le public. Ces illustrations graphiques permettent de comprendre de façon globale la manière dont la couverture médiatique a été assurée et de voir les écarts dans l'approche des différentes crises humanitaires par les médias. Par la diversité des thèmes et des sous-thèmes développés dans les journaux, par l'étendue et la durée de la médiatisation et par les stratégies techniques de mise en valeur, l'on mesure l'importance médiatique de chaque événement.

Chapitre 4. Médias et événement

4-1. Construction de l'événement dans l'opinion

4-1-1. Ce qui constitue un événement

La notion d'événement est une de celles dont la définition et les significations ne font pas toujours l'unanimité. Le concept est équivoque et les sens qu'on peut lui rattacher sont variés. Une sorte de flou l'entoure car les chercheurs en sciences humaines et sociales et en communication ne s'accordent pas sur une définition exacte. Cette notion fait donc l'objet d'un débat interdisciplinaire entre philosophes, sociologues et sémanticiens du langage, selon P. Charaudeau. Cela, à cause des nombreuses réalités auxquelles font penser les diverses définitions de la notion d'événement. Celle-ci, tantôt « désigne tout phénomène qui se produit dans le monde, tantôt elle ne concerne que les faits qui sortent de l'ordinaire ; tantôt l'événement se confond avec la nouvelle […], tantôt il s'en distingue sans qu'en soit précisée la différence […]. Tantôt […] l'événement est une donnée de la nature, tantôt on soutient qu'il est provoqué » (Charaudeau, 1997 : 102). J. Arquembourg (2006 : 13) abonde dans le même sens quand elle juge que l'événement est « un concept équivoque en sciences sociales », car on a tendance à confondre événement et simple fait, événement et occurrence. Mais c'est une attitude qui peut aussi dépendre du niveau de proximité que l'on peut avoir avec un phénomène et ses implications.

La médiatisation est un facteur important qui donne toute sa visibilité à l'événement. Mais l'événement existe indépendamment de la couverture médiatique qui l'entoure. Et ce de par la rupture ou la modification qu'il provoque par rapport à un état initial existant, par son exceptionnalité et l'impact émotionnel qu'il peut produire comme expliqué par Charaudeau (1997) à travers la prégnance, la saillance et la modification. Pour Arquembourg (2006 : 14), « la singularité de ce qui fait événement induit deux notions : l'événement imbrique le regard d'un public et il est ce qui se remarque ». Contrairement à Charaudeau, elle fait clairement la différence entre fait et événement. Une approche que nous approuvons, car les deux notions n'ont pas la même implication ni dans la société ni pour les personnes concernées. D'un côté quelque chose de banal, d'ordinaire, du déjà vu sans doute, plus ou moins prévisible. De l'autre, quelque chose qui surgit, qui frappe, qui cause une rupture, et souvent une conséquence, qui tranche avec le passé.

Il est intéressant de souligner qu'un même phénomène peut apparaître comme un simple fait ou comme un grand événement en fonction des publics, en fonction des circonstances, en fonction des regards qui lui sont portés. La crise humanitaire du Niger suite à des problèmes alimentaires en est un exemple très illustratif. Pour les Nigériens et les pays limitrophes, ainsi que pour les membres des organisations humanitaires, les spécialistes des questions de développement et les défenseurs des droits de l'homme, il s'agissait d'un événement et non des moindres. Pour les uns, parce qu'ils sont bouleversés dans leur vie quotidienne, incapables de satisfaire à un besoin vital, assistent impuissants à l'agonie de leurs proches, voire à leur disparition. Pour les autres, parce que dans un monde où la production de la richesse n'a jamais été aussi importante, il est impensable, voire absurde, que des gens meurent en grand nombre parce qu'ils n'ont pas de quoi manger, parce que les injustices et les inégalités s'accroissent entre riches et pauvres. Mais cette même crise nigérienne, loin des préoccupations occidentales, n'a pas constitué pour les publics des pays développés un événement majeur, pour des raisons qu'on va développer plus loin.

De l'avis de nombre d'auteurs, l'événement existe en dehors des médias, en ce sens qu'il constitue un fait qui sort de l'ordinaire et qui a ou peut avoir des conséquences, même si par ailleurs, la médiatisation contribue à rendre l'événement plus visible sur le plan international. Pour J. Rebelo (2006 : 57)[105], « une occurrence prend le statut d'événement selon le potentiel d'actualité, de saillance et de prégnance qu'elle pourra manifester ». C'est-à-dire qu'un événement doit se produire plus « dans notre espace et notre temps » (potentiel d'actualité), provoquer « une rupture dans notre cadre de vie » (potentiel de saillance) et nous inciter à « reconstruire ce cadre de vie perturbé » (potentiel de prégnance)[106]. L'événement est donc ce fait divers qui survient de façon inattendue et bouleverse l'ordre habituel des choses, nous mettant face à des interrogations pour en comprendre les raisons et les suites. Il peut être médiatisé ou non. C'est dans ce sens que le concept nous intéresse. Car les crises humanitaires étudiées sont des événements dont la relation par les médias est plus ou moins importante.

---

[105] REBELO José, 2006, « Le temps et le mode de l'événement circulant », pp. 57-66, in : ARQUEMBOURG J., LOCHARD G., MERCIER A. (dirs.), *Événements mondiaux. Regards nationaux*, Hermès nº 46 (p. 65)

[106] Les concepts de saillance et de prégnance ont été introduits par Réné Thom dans sa théorie sémioticienne de la régulation biologique et repris par Patrick Charaudeau dans son ouvrage *Le discours d'information médiatique* (1997).

Dans cette recherche, le terme événement est à prendre dans son acception de fait engendrant un bouleversement du cours normal des choses et donnant lieu à une mobilisation des médias et à une réflexion sur les causes, les conséquences et les solutions possibles. Il se rapportera principalement aux événements dits malheureux, c'est-à-dire les catastrophes, les conflits et les crises ayant provoqué des situations humanitaires exceptionnelles.

4-1-2. Du fait à l'événement médiatique

L'événement devient médiatique lorsque sa médiatisation revêt une certaine importance, lorsqu'il figure à la une de l'actualité et pendant un certain temps, lorsqu'il se prête à une variété d'approches journalistiques et suscite l'attention et l'intérêt du public. L'événement contemporain se caractérisant principalement par sa médiatisation, on assiste de plus en plus à des événements médiatiques de diverses natures. J. Arquembourg (2006 : 14) identifie deux postures caractéristiques de la réflexion sur ce qu'est un événement médiatique : « celle des médias qui *naturalisent* l'événement comme un objet du réel et celle du constructivisme en sciences sociales qui tend à faire de tout événement médiatique une construction des médias ».

A une échelle régionale, nationale ou internationale, la médiatisation est un élément d'appréciation du caractère événementiel d'un fait. Quotidiennement, des milliers de faits se produisant à travers le monde sont rapportés par les médias pour informer. Certains faits sortent de l'ordinaire et se singularisent par leur nature et leur impact (gigantisme, émotion, rareté, surprise, impact économique et humain, etc.). On passe alors de simple fait divers à un événement médiatique de premier ordre. La médiatisation de ces faits devenus événements peut susciter une grande vague de générosité et une mobilisation de la solidarité internationale, lorsque ces faits relèvent des questions de solidarité et surtout, si certaines conditions d'ordre contextuelles sont remplies, comme nous allons le développer dans les chapitres suivants.

Les médias ont pour rôle professionnel de rendre les faits qui se produisent dans le monde intelligibles et intéressants pour leurs publics en tenant compte de leurs goûts, de leurs spécificités. « Cependant, l'insertion d'un événement étranger dans un contexte local ne suffit pas toujours à comprendre pourquoi, en certaines occasions, surgissent des manifestations

d'intérêt ou d'empathie, des envois de dons ou de messages… »[107]. En effet, il y a de ces événements, même faisant l'objet de médiatisation, qui ne suscitent ou ne provoquent pas forcément la mobilisation nécessaire de la solidarité internationale. Pour quelle raison ? Il est intéressant d'approfondir l'analyse à ce sujet. Est-ce à cause d'une médiatisation trop faible ? Car il y a aussi des événements auxquels les médias accordent peu de place et d'intérêt et qui, de ce fait, passent quasiment inaperçus pour les publics. Généralement, les crises dans les pays en développement ont un accès à la visibilité médiatique assez limité. Or, est-il important de le rappeler, la médiatisation, est, de l'avis général des acteurs de l'humanitaire et des journalistes, un facteur de mobilisation de la générosité des États et des publics. En 2005, année des grandes crises humanitaires consécutives à des catastrophes naturelles, le total de l'aide d'urgence a dépassé le montant record de 17,5 milliards USD. « Pourtant, des millions de sinistrés ont manqué d'une assistance vitale, parce que l'essentiel des fonds mobilisés a été affecté à des catastrophes hautement médiatisées, au détriment d'une multitude d'autres crises négligées », souligne la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge[108]. Les ¾ de ce montant faramineux ont été recueillis pour la seule crise humanitaire du tsunami très fortement médiatisée. Ce qui montre l'intérêt et la nécessité de la couverture médiatique de toutes les crises pour y sensibiliser décideurs et simples citoyens.

Durant cette mobilisation autour du tsunami, quelques voix peu audibles ont tenté d'attirer l'attention du monde sur d'autres crises humanitaires qualifiées d' « oubliées ». Mais pourquoi qualifie-t-on certaines crises ainsi ? Sur cette question, l'analyse de Bruno David, responsable humanitaire, paraît pertinente, surtout quand il identifie les éléments qui font penser qu'une crise est reléguée aux oubliettes. Ainsi, distingue-t-il plusieurs formes de crises oubliées.

> « Il est […] important de bien dissocier […] deux aspects. À savoir les « crises oubliées » définies comme telles parce que les médias n'en parlent jamais ou très peu et les « crises oubliées » déterminées aussi comme telles parce qu'elles ont préalablement mobilisé mais qui, désormais, ne recueillent plus l'écho attendu par certains. Enfin, une autre question incontournable se pose : de qui, ces crises sont-elles oubliées ? Quatre grandes catégories se distinguent ici : la communauté politique

[107]ARQUEMBOURG J., LOCHARD G., MERCIER A. (dirs.), « Introduction », pp : 9-10, dans ARQUEMBOURG J., LOCHARD G., MERCIER A., *Événements mondiaux. Regards nationaux*, Hermès nº 46 (p. 10).

[108] Source : Communiqué de presse du 14 décembre 2006 accompagnant le lancement du *Rapport sur les catastrophes dans le monde*.

> internationale et ses « agences », le grand public et les donateurs, les médias et enfin le tiers secteur. Pourquoi donc les médias sont-ils les seuls à recevoir l'opprobre des autres groupes lorsqu'une crise n'émerge pas dans l'opinion publique ? Ceci peut s'expliquer par le fait que les médias sont considérés dans les pays occidentaux, comme le pivot central de l'information générale des peuples et de leurs dirigeants, instruments de démocratie et de contre-pouvoir. Dès lors, une crise ne deviendrait « oubliée » que lorsque les médias (ou les journalistes) ne feraient pas « leur travail ». Ce raisonnement est intéressant car il suppose que les médias sont les vecteurs indispensables et incontournables de l'action humanitaire et de ce fait, devraient en être un levier systématique, voire obligatoire »[109] .

C'est sur les médias essentiellement que les organisations humanitaires, en particulier la FISCR dans son rapport, rejettent la responsabilité de l'indifférence dont sont l'objet certaines crises. Parmi les critères d'identification des crises oubliées, l'Union européenne cite aussi le rôle de la presse. Selon cette institution, « l'identification des crises oubliées […] est basée sur la combinaison des éléments suivants : un taux de vulnérabilité élevé tel que reflété par l'indice de vulnérabilité, une couverture médiatique faible, voire inexistante, un faible degré d'intérêt de la communauté internationale et des donateurs reflété par le montant de l'aide et une évaluation faite sur le terrain par les unités géographiques et les experts de la Commission/ECHO »[110]. Malgré une considérable médiatisation et le grand élan de générosité manifesté par les États et les publics en 2005, « la liste des catastrophes négligées, oubliées ou ignorées par les médias s'est récemment allongée de façon dramatique »[111]. Parmi ces crises dites oubliées à la même période que le déroulement des opérations autour du tsunami, figurent celles qu'ont connues le Tchad, le Guyana[112], la Côte d'Ivoire, le Malawi, la Somalie et le Niger pour lesquelles les appels d'urgence des organisations humanitaires n'ont récolté que très peu de fonds. Or, souligne le rapport de la FISCR, la logique voudrait que l'attention des médias et la générosité de la réponse soient fonction de la gravité de la catastrophe. Pour

---

[109] DAVID Bruno, « Les médias sont-ils responsables des crises oubliées ? », article publié sur www.communicationsansfrontieres.net. B. David est président de l'association *Communication Sans Frontières*

[110] Document de travail des services de la Commission, Direction générale pour l'aide humanitaire–ECHO *Stratégie opérationnelle 2007* : 8

[111] FISCR, Rapport sur les catastrophes dans le monde 2006

[112] Le 26 janvier 2005, de graves inondations, dues à des pluies diluviennes sans précédent, frappent la région côtière du Guyana, affectant près de 400 000 personnes, dont 120 000 sans abri. (Source : UNICEF).

la Fédération internationale, si cela a bien été le cas avec le tsunami, ce n'est cependant pas une règle générale. L'examen d'un large éventail de crises révèle l'absence de lien clair entre la mortalité et l'intérêt des médias. « En fait, ces derniers sont largement focalisés sur le monde occidental », déplore l'organisation.

Les médias, faut-il le rappeler, construisent et instaurent la perception des phénomènes et événements dans l'opinion. Leur style, leur approche, leur stratégie de médiatisation, leur façon de faire en général ont ou peuvent avoir une influence plus ou moins déterminante sur la réaction du public, sur son aptitude à prendre position, à s'engager d'une façon ou d'une autre. C'est « la construction du miroir social », selon P. Charaudeau. L'auteur nous renvoie à l'approche compréhensive qui permet de décrypter les éléments de positionnement des médias par rapport à un événement. Surtout quand il explique que « l'événement n'est jamais transmis à l'instance de réception dans son état brut ; pour sa signification, il dépend du regard qui est posé sur lui, regard d'un sujet qui l'intègre dans un système de pensée et ce faisant le rend intelligible » (Charaudeau, 1997 : 102). C'est dire toute l'influence que peuvent exercer les médias sur l'opinion publique dans la compréhension et l'acceptation d'un sujet, même si l'opinion interprète l'événement traduit par les médias suivant ses propres expériences et références. La médiatisation n'est cependant pas le seul facteur déterminant de la réaction du public, surtout quand il s'agit des situations humanitaires qui nécessitent la mobilisation de la solidarité internationale. En tant qu'acteurs sociaux porteurs de certaines valeurs, voire d'idéologie, mais aussi en tant que détenteurs d'un certain pouvoir, les médias influencent le fonctionnement de leur société, et même des sociétés étrangères avec l'internationalisation de la couverture des médias électroniques, ainsi que de la diffusion de la presse, grâce aux énormes progrès des moyens de communication. Mais essayons tout d'abord de comprendre les logiques qui expliquent le passage d'un fait à un événement médiatique.

Le fait est à considérer comme l'élément le plus simple à partir duquel commence le travail journalistique qui peut donner lieu à une brève, un article ou un reportage, une interview ou une enquête, une émission spéciale ou un dossier, etc. L'intérêt journalistique d'un fait repose sur des critères qui diffèrent selon les sociétés, selon les moments, selon les médias et les pays au sein desquels ils évoluent et leurs publics cibles, etc. Il s'explique aussi et souvent par des enjeux sociaux, culturels, économiques et humains, voire politiques, y compris pour des faits survenus dans des lieux complètement étrangers au pays du média. La valeur journalistique

d'un fait peut donc être diversement appréciée. Ce qui est digne d'intérêt pour les uns peut l'être beaucoup moins pour les autres, voire pas du tout. Mais l'on peut aussi noter que même un fait anodin peut devenir intéressant et très médiatique de par les stratégies de médiatisation qui l'entourent. La réaction des médias face aux quatre crises humanitaires du tsunami, de Katrina, du Pakistan et du Niger illustre cet état de fait.

P. Charaudeau ne fait pas de distinction entre fait et événement mais distingue « « événement brut » et « événement médiatique »[113]. L'événement brut est, selon lui, quelque chose qui se produit ou qui s'est produit, une modification de l'état du monde phénoménal qui se manifeste physiquement, qui est percevable, mais encore sans signification » (Charaudeau, 1997 : 166). Pour être un événement signifiant, digne d'intérêt et sensé pour le public cible, il faut notamment un discours qui le rende ainsi. Surtout que cet événement répond aux trois principes de modification, de saillance et de prégnance. Ce qui lui permet de définir ainsi l'événement médiatique « comme le résultat de l'un de ces discours qui transforme l'événement brut en événement susceptible d'être perçu et entendu par les récepteurs de l'information » (Charaudeau, 1997 : 165). Une transformation qui dépend, explique t-il, de deux facteurs. Le premier est celui de la nature de l'événement et implicitement de la spécificité du média (son appartenance politique et économique, son pays d'attache, ses angles). « Elle dépend à la fois des propriétés potentielles de l'événement brut et du contrat de communication qui la lie au consommateur d'information » (Charaudeau, 1997 : 165). En d'autres termes, la qualité de l'événement à prendre des propensions d'intérêt public ou général, à pouvoir être décliné sur un plan local de façon intéressante et acceptable.

Le second facteur est celui de la situation du média par rapport à son public cible. Ce travail de transformation du fait ou de l'événement brut en événement médiatique ou événement signifiant revêt une dimension essentielle de la dialectique qui s'instaure entre l'instance de production qu'est le média avec ses journalistes, son discours, ses stratégies, son dispositif technique ; et l'instance de réception que sont les différents publics cibles. La marque du média à travers le propos, le dispositif technique et la mise en scène de l'événement est essentielle pour sa transformation en événement signifiant, sensé et intéressant pour le public récepteur. Deux médias qui ne sont pas dans les mêmes aires géographiques ou culturelles transformeront différemment un même événement car ne s'adressant pas aux mêmes publics

[113] Expressions entre guillemets dans le texte original.

récepteurs, n'ayant pas les mêmes appartenances économiques et politiques, ne poursuivant pas les mêmes objectifs. Tout aussi important est le regard du sujet interprétant qui doit intégrer l'événement. Le travail de transformation de la machine médiatique, même s'il est essentiel et important, n'est pas totalement suffisant. Il se complète par la prédisposition du public récepteur, les références culturelles et le savoir personnel qu'il mobilise pour comprendre et accepter l'événement en tant que tel. De même que les médias vont transformer l'événement différemment, suivant leur position et leur cible, les récepteurs n'interprètent pas absolument le message médiatique de la même façon. Le sujet interprétant a ses croyances, ses convictions, ses expériences, ses valeurs, sa culture, un contexte propre… qui vont l'aider à mieux comprendre l'événement et à y réagir d'une certaine façon qui lui est propre.

C'est pourquoi on ne cesse de rappeler que la mobilisation de l'opinion publique dans un pays, voire de la communauté internationale, est différente selon les crises humanitaires. Car en plus de la médiatisation, d'autres critères entrent en ligne de compte dans l'appréciation et l'acceptation de l'événement par l'opinion (proximité affective ou culturelle, rapports historiques, impact économique ou psychologique, etc.). Le travail en amont de l'instance de production pour rendre intelligible le fait ou l'événement est essentiel pour le sujet interprétant, à la fois en termes d'orientation et de compréhension. Par rapport aux questions humanitaires, la création d'un événement médiatique s'apprécie dans l'intensité et la durée de la médiatisation, ainsi que dans les dispositifs mis en place par l'instance de production (direct, émissions spéciales, enquêtes, reportages, interviews, dossiers spéciaux). Lorsqu'on parle de crises oubliées ou de crises surmédiatisées, il y a là la traduction que la production médiatique ne soit pas identique à tous les faits ou événements. Mais pourquoi peut-il en être autrement ? Lorsque le fait ou l'événement brut devient événement médiatique, s'agit-il d'un objet du réel ou tout simplement d'une construction des médias ? La posture des médias est généralement que l'événement médiatique est le reflet de la réalité même s'il est une réécriture de ce qui s'est produit. La position de la théorie constructiviste est toute différente car elle considère tout événement médiatique comme « une construction des médias ». Ce qui paraît à nos yeux juste au vu du traitement par les médias des crises humanitaires nombreuses et fréquentes dans le monde.

4-1-3. Des facteurs qui conduisent à une médiatisation

La médiatisation implique tout d'abord la reconnaissance du fait comme un événement digne d'être traité comme tel sur le plan journalistique. « Pour les journalistes, l'événement est un fait remarquable, inédit, méritant à ce titre un traitement spécial […]. Pour les spécialistes des sciences sociales, il s'agit d'un phénomène qui est vécu comme une rupture par une société ou un collectif… » (Mercier, 2006 : 23). Pour les uns et pour les autres, un événement est quelque chose qui marque d'une façon ou d'une autre. Le travail du journaliste est avant tout une activité de tri et de hiérarchisation des informations parmi des centaines voire des milliers de nouvelles qui arrivent quotidiennement dans une rédaction. « Sélectionner, hiérarchiser les informations, c'est l'acte de base du journaliste » (Martin-Lagardette, 2003 : 21). Ce qui lui permet de repérer ce qui fait événement intéressant. On peut alors s'interroger sur les raisons qui font qu'un événement suscite plus ou moins l'attention des médias et dévient un événement médiatique ou non. « Quelles logiques journalistiques prévalent pour reconnaître ou accorder une lecture événementielle à un phénomène donné ? » (Mercier, 2006 : 23).

Pour répondre à cette question, il convient de rappeler quelques approches et événements médiatisés car la lecture événementielle d'un phénomène peut aussi différer suivant la forme et les traditions d'un régime politique donné. Antoine Char (1999 : pp. 50-52)[114] fait une analyse générale des logiques de choix de l'information selon le type de régime et le contexte historique et idéologique du pays. Ces critères sont :

a) *Les critères de l'information dans les pays riches* : basés essentiellement sur l'actualité, la proximité et le caractère spectaculaire (l'étrange, le bizarre, l'insolite). Ici, le plus vieux cliché journalistique refait surface : si un chien mord un homme, il n'y a pas d'information, mais si un homme mord un chien, rares sont les médias qui tairont la « nouvelle ». […]

b) *Les critères de l'information dans l'ex-monde communiste* : l'information a d'abord et avant tout une vocation de propagande dans la ligne idéologique marxiste-léniniste et doit soutenir la politique de l'État. […]. Contrairement au monde industrialisé, l'information n'est ni objective ni sensationnelle, elle fait fi des aspects négatifs et ne s'intéresse aucunement à la vie privée des personnalités ; ces concepts ne servent aucun dessein idéologique et ne font donc pas partie de l'information pour le monde

[114] CHAR Antoine, 1999, *La guerre mondiale de l'information*, Québec, Presses de l'Université du Québec

communiste. L'information est responsable devant la société du monde communiste. Elle est « constructive » et « positive », « active » et « vigilante » grâce aux liens étroits entre le Parti communiste et les médias : ce que le parti dit, fait et pense (ou ne pense pas) ; voilà ce qui fait l'information dans le monde communiste.

c) *Les critères de l'information dans le Tiers-monde* : l'information, c'est le progrès, la croissance ; l'information ce sont de nouveaux barrages, de nouvelles routes, de nouveaux hôpitaux ; l'information doit « enseigner et instruire », en mettant l'accent sur les réussites de la nation, en minimisant ou en ignorant tout simplement les aspects négatifs, les échecs ; l'information c'est l'intégration nationale ; c'est en résumé le journalisme de développement et de responsabilité sociale. […]

De façon générale, les médias ne réagissent pas de la même façon face à un même événement ou face à des événements similaires mais survenus dans des espaces temporels et géographiques différents. Autrement dit, des critères nombreux et variés entrent en ligne de compte dans le choix des faits et événements à médiatiser, ainsi que dans le degré de couverture médiatique dont ils peuvent faire l'objet. Des nombreuses approches et idées développées par les journalistes professionnels, les chercheurs en journalisme et en sciences de l'information et de communication, on peut dégager trois grandes catégories de facteurs ou de logiques qui expliquent la médiatisation d'un événement. Il y a en premier lieu des facteurs qui relèvent des logiques professionnelles journalistiques, ensuite des facteurs relatifs à l'environnement et au contexte dans lesquels évoluent les journalistes et les médias qu'ils représentent, et enfin des facteurs qui tiennent à la nature même de l'événement. De la combinaison de ces logiques, ou catégories de facteurs, dépendent souvent la sur-médiatisation ou la sous-médiatisation. L'événement médiatique apparaît-il ainsi comme tel dans le média, de par le dispositif de couverture mis en place, un dispositif souvent exceptionnel.

a) Logiques journalistiques

Il y a tout d'abord les critères propres au journalisme et au média pour apprécier et traiter médiatiquement un fait ou un événement. Ce qu'A. Mercier nomme « des critères professionnels qui prévalent dans la sélection d'un phénomène » (Mercier, 2006 : 23). Au nombre de ces critères, la proximité est l'une des plus importantes. La proximité sous de

multiples formes car elle peut être géographique (la loi du mort-kilomètre) mais aussi affective, socioprofessionnelle, culturelle, etc. Ces derniers critères semblent de plus en plus importants dans la sélection de l'information. En effet, la mondialisation et les progrès des TIC abolissent ou réduisent considérablement les frontières et les distances, rapprochent les communautés de conscience, les peuples et les pays, accentuent la mobilité du travail et la mobilité professionnelle internationale. Ce qui fait par exemple que la faillite d'une entreprise en Chine ou en Inde peut aussitôt être ressentie douloureusement en France ou ailleurs en Europe quand son partenaire y est contraint à faire des licenciements. Les fluctuations des cours des produits pétroliers ou de certaines actions boursières, les conflits armés ou politiques sont des exemples qui ont modifié le sens et la portée du critère de proximité dans l'appréciation des informations, et accroissent l'intérêt et l'impact humain de l'événement.

Jusque dans un passé récent, l'impact humain d'un événement pour un public était beaucoup lié à la proximité géographique. Mais avec la mondialisation et la globalisation de l'économie, tout fait survenu quelque part dans le monde peut toucher directement les gens à l'autre bout de la planète. Ce fut le cas pour la catastrophe du tsunami avec son corollaire de conséquences pour l'industrie touristique et les touristes occidentaux, l'ouragan Katrina avec l'effondrement des plateformes pétrolières. Parfois les répercussions peuvent affecter le monde entier, en raison de l'interdépendance des économies, des marchés financiers, et des échanges. Les unes et les Journaux télévisés accordent une bonne place aux nouvelles internationales particulièrement significatives d'ordre politique, économique et social, ou même moral.

Au critère de proximité s'ajoutent d'autres : l'exceptionnel, l'insolite, le significatif… participent du choix des sujets d'information.

b) Logiques relatives à l'environnement et au contexte

C'est une donnée capitale qui influence assez fortement le fonctionnement des médias et leur manière de produire le discours sur les faits et événements. En effet, « le fonctionnement de l'industrie des communications est soumis à des règles, contraintes ou pressions qui en affectent la production » (De Bonville, 2000 : 19). Le contexte politique et culturel, ainsi que l'environnement économique sont des critères qui influencent la médiatisation. Le contexte culturel et social dans lequel évoluent les journalistes peut les amener à accorder plus ou

moins de place à une information, à un événement. Ils ont ainsi en vue les attentes du public auquel ils s'adressent. Sur le plan politique, les médias sont pour les dirigeants comme des moyens destinés à manipuler l'opinion, à se faire une popularité ou à se livrer bataille. Les rapports entre les médias et la politique touchent à la médiatisation. Y. Théorêt soutient l'idée que « les médias sont d'abord perçus par les autorités politiques et leurs opposants comme des supports techniques de diffusion susceptibles de persuader les esprits et de modifier les comportements »[115]. La dimension économique s'explique doublement. D'abord par le coût, donc l'impact financier de l'événement qui contribue à décider de sa place dans la masse d'informations reçues. Non seulement le coût des dégâts, mais aussi celui de la reconstruction et la durée nécessaire pour le faire et revenir à une situation normale, le nombre de chômeurs créés à l'occasion, les conséquences pour les assurances, etc.

L'environnement peut aussi se voir en termes de censure, d'autocensure et de crédibilité. Avec le développement des opérations de fusion et de rachat dans le monde occidental, l'univers des médias s'est progressivement métamorphosé en termes d'appartenance et même d'identité. Les médias sont des entreprises qui appartiennent souvent aux grands groupes industriels, à des conglomérats qui y sont actionnaire unique ou majoritaire. Lorsque l'intérêt du groupe est en jeu dans un événement ou à travers une simple information, il est possible que le média corrige et oriente l'information dans un certain sens, ou qu'il évite de le souligner ou de le faire avec insistance. Ce qui touche à la crédibilité de l'information journalistique qui repose *a priori* sur l'objectivité, l'impartialité, l'équilibre, entre autres. La logique du marché semble l'emporter et selon Théorêt (2002 : 135-136), « si l'État a orienté le développement des médias à tort ou à raison, de près ou de loin, ce sont maintenant d'autres groupes d'intérêt et d'influence qui s'en occupent, lesquels ne peuvent en aucun cas prétendre parler au nom de l'intérêt public ».

Les programmes prioritaires sont ceux qui sont susceptibles de rassembler le maximum d'audience. Le choix des éléments de la une et du corps de l'article relève de la même préoccupation. C'est là une des raisons qui participent du choix ou du non-choix de certains événements pour faire partie de l'actualité et être mis en valeur. Une distinction est donc clairement faite entre les sujets vendeurs et les sujets non vendeurs, surtout en ce qui concerne

[115] THEORET Yves, 2002, « La transformation des médias sur la scène occidentale », pp. 133-141, in : BRUNEL Gilles, CHARRON Claude-Yves (dirs.), *La communication internationale. Mondialisation, acteurs et territoires socioculturels*, Québec, gaëtan morin éditeur (p. 133)

les nouvelles internationales. En la matière, le Niger et le Pakistan sont moins vendeurs que d'autres événements qui impliquent directement ou indirectement les publics cibles des médias français par exemple. Dans une enquête par entretien menée auprès des journalistes et des responsables de différentes rédactions, H. de Maleissye (2006 : 41)[116] insiste sur ce facteur d'« audimat » et de « profit » qui n'est pas toujours affiché mais qui est déterminant à maints égards. Car « désormais, pour sauvegarder le modèle économique d'un journal, il faut ratisser large ». La double logique « économique » et « sémiologique » évoquée par P. Charaudeau pour expliquer le fonctionnement des médias trouve ici tout son sens.

L'environnement c'est aussi la concurrence qui peut exister entre les médias et l'influence réciproque qu'ils s'exercent conduit ainsi à une médiatisation plus importante, à créer un événement médiatique de premier ordre. « L'auto-alimentation de chacun [des médias] contribue à amplifier le phénomène de médiatisation de l'événement par un effet d'emballement… » (Mercier, 2006 : 25). La réflexion de H. de Maleissye va dans le même sens quand elle qualifie cette mobilisation médiatique soudaine d'« hystérie médiatique » (de Maleissye, 2006 : 35). C'est l'effet de mode qui peut conduire à des événements médiatiques provoqués selon P. Charaudeau. La recherche du scoop, le souci de l'audience et la crainte de voir les concurrents prendre le dessus sont des facteurs explicatifs du niveau de médiatisation de l'événement. La position de la concurrence est donc une donnée importante. Car à travers le positionnement et la place du média dans l'audience (lecteurs, auditeurs, téléspectateurs, internautes), se trouvent des enjeux publicitaires importants. La taille et la vitalité de la part du marché publicitaire du média dépendent largement de ce positionnement. Donc tous les faits qui peuvent rassembler le plus grand public possible comme des événements médiatiques « provoqués » ou « rapportés » (Charaudeau, 1997) constituent des occasions pour les médias de se lancer de façon compétitive dans une médiatisation à outrance : événements sportifs, grandes catastrophes, attentats, événements politiques majeurs… Dans le cas des quatre crises humanitaires objet de cette thèse, le contexte et l'environnement ont eu un impact déterminant sur la médiatisation. Un impact plus favorable à une médiatisation intense, en particulier dans les cas du tsunami et de Katrina ; et un impact beaucoup moins propice à une médiatisation de même niveau s'agissant du Niger et du Pakistan.

[116] DE MALEISSYE Hélène, 2006, *Le filtre médiatique. Paroles de journalistes*, Paris, Indiciel, coll. *Enquêtes et documents*

c) Logiques liées à l'événement

On a enfin les facteurs qui tiennent à la nature même de l'événement. Car il est de ces événements qui sortent complètement de l'ordinaire, des événements rarissimes qui frappent les esprits par leur gigantisme, leur exceptionnalité, leur caractère inédit. Ce qui de façon presque systématique mobilise les journalistes et conduit à une forte et longue médiatisation. À propos d'une telle mobilisation médiatique massive et soudaine, H. de Maleissye parle d'hystérie médiatique. Pour elle, « il y a des sujets qui emballent les médias d'une manière démesurée. Les journalistes eux-mêmes ont du mal à l'expliquer car ces engouements résultent d'une conjonction d'éléments » (de Maleissye, 2006 : 35). Ces dernières années, les exemples en la matière sont légion : les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, le tsunami et ses ravages dans l'océan Indien en décembre 2004, les présidentielles en France et aux États-Unis et leurs enjeux sur la politique internationale et l'avenir du monde… De tels événements bouleversent en effet le fonctionnement normal des sociétés où ils surviennent. Mais, surtout, ils provoquent des conséquences qui vont souvent au-delà des frontières nationales et touchent d'une manière ou d'une autre les autres pays voisins ou lointains.

En dehors de l'environnement et du contexte, l'événement peut être à lui seul d'un grand intérêt qui mobilise journalistes et opinion. À ce niveau, entrent en jeu les critères de choix de l'information dans le monde occidental. L'importante médiatisation est plus ou moins étalée dans le temps, en fonction des enjeux qui émergent de la survenue de l'événement. Il peut s'agir d'événements qui concernent des personnalités célèbres ou populaires dans le monde politique ou dans le show-biz (difficultés conjugales, scandale financier ou politique, assassinat, santé, rendez-vous judiciaire, etc.). Des personnalités, véritables icônes, très représentatives, auxquelles s'identifient beaucoup de monde par une forme de proximité affective ou sentimentale.

d) D'autres éléments qui renforcent une médiatisation

Il y a plusieurs considérations qui entent en ligne de compte et qui tiennent à la fois à l'événement en tant que tel, au contexte géopolitique et historique, à la conjoncture et aux impératifs des médias, comme on l'a déjà expliqué plus haut. Il n'existe donc pas de critères permanents qui vaillent pour tous types d'événements et qui pourraient expliquer le niveau et la nature de la mobilisation médiatique, en particulier des médias occidentaux. À chaque

événement, peuvent correspondre et s'appliquer des logiques particulières, des critères plus pertinents que d'autres. Un critère qui paraît déterminant dans la mobilisation autour d'un événement peut s'avérer complètement inintéressant dans l'appréciation d'un autre fait ou événement par les médias. Cela étant, le traitement médiatique de chaque événement relève à la fois de considérations et de critères généraux préétablis et de considérations singulières.

Parmi les critères traditionnels de choix de l'information, on peut citer l'actualité, la nouveauté, la proximité, l'originalité, la notoriété des acteurs, l'intérêt. Outre ces critères, de nombreux autres éléments d'appréciation prennent de l'importance dans la couverture des événements modernes, dans le contexte de la mondialisation, et s'avèrent déterminants dans leur visibilité. Ils conditionnent la réussite du travail journalistique, voire sa réception par le public.

- **Disponibilité des images**

Les images photographiques ou de télévision exercent un impact énorme sur l'opinion publique. Sur le rôle des images dans la visibilité des faits, la réflexion de Susan Sontag (2003)[117] est pertinente. Elle met l'accent sur l'inégalité des événements et des douleurs en fonction de la couverture visuelle qui est faite par les journalistes et les non-journalistes. Qu'elles émanent des professionnels ou des amateurs, les images sont devenues un facteur indispensable de la visibilité des événements surtout en ce qui concerne les crises humanitaires moins spectaculaires mais qui s'installent et se développent de façon progressive. Les images contribuent grandement à sensibiliser et à convaincre, à la fois sur le plan journalistique, c'est-à-dire de l'information, et sur le plan de la publicité humanitaire que conçoivent les ONG. « Sans image, pas d'indignation [...]. Servons-nous d'elle », souligne B. Kouchner (1991 : 194)[118].

Pour rendre compte, les médias qui donnent aux faits leur dimension événementielle ou la renforcent se servent d'images pour retenir l'attention du public. Certains auteurs soutiennent que « pour qu'il y ait événement, il faut que les faits soient connus. Or cette connaissance, ce sont désormais les médias qui la garantissent »[119]. Pour y arriver, la disponibilité des images

[117] SONTAG Suzan, 2003, *Devant la douleur des autres*, Paris, Christian Bourgois éditeur

[118] KOUCHNER Bernard, 1991, *Le malheur des autres*, Paris, éd. Odile Jacob

[119] NEVEU Érik, QUÉRÉ Louis, « Présentation-Le temps de l'événement 1 », pp. 7-21, dans *Réseaux*, nº 75 : *Le temps de l'événement 1*, janvier-février 1996 (p. 7)

est un élément important. C'est le cas du tsunami, un événement qui se caractérise par une abondance d'images de toutes sortes qui ont permis à la communauté internationale de manifester une émotion et une solidarité importantes. À l'occasion de cette catastrophe qui s'est transformée en une gigantesque crise humanitaire, on a assisté à un « raz de marée des images », selon le Philosophe J-J. Delfour[120].

Contrairement au tsunami, le séisme du Pakistan s'est caractérisé par un déficit d'images. La catastrophe a eu lieu dans une région montagneuse, difficile d'accès. Elle n'a pas été saisie par les caméras ou les appareils photo au moment de sa production. Ses conséquences humanitaires (populations déplacées, sans-abri, destructions, pénurie de vivres et de médicaments) n'ont pas non plus donné lieu à une profusion d'images. « Pas de déferlante médiatique, pas de mobilisation sans précédent […]. Dans les villages reculés du Cachemire, l'aide arrive trop lentement malgré l'urgence des besoins »[121]. La faiblesse des images, et conséquemment de la visibilité de la crise, a été donc l'une des raisons de la faible mobilisation de la solidarité internationale que les organisations humanitaires et les agences onusiennes ont regrettée et dénoncée. Dans un communiqué de presse le 13 décembre 2005, soit plus de neuf semaines après le séisme, le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) a indiqué que l'appel d'urgence lancé par les Nations-Unies, d'un montant de 500 millions de dollars, était financé seulement à hauteur de 40%, alors que les besoins sur le terrain étaient toujours plus importants.

- **Facilités d'accès et de circulations des journalistes**

Pour la couverture des grands événements qui se produisent dans le monde, les journalistes ont besoin d'aller sur le terrain, d'être au contact de l'événement et de ses protagonistes. C'est le cas des crises humanitaires dont il est essentiel pour les médias de saisir dans le vif les conséquences et les développements pour pouvoir en rendre compte d'une manière complète et convaincante. Pour qu'il en soit ainsi, les journalistes doivent pouvoir bénéficier d'une liberté d'accès et de circulation. Cependant, dans certaines situations de crise se pose le problème d'accès des journalistes. Ce qui est susceptible d'empêcher une bonne visibilité médiatique de l'événement. Les difficultés d'accès des journalistes à l'événement peuvent être liées aux problèmes physiques sur le terrain (relief hostile, destruction des réseaux de

[120] DELFOUR Jean-Jacques, article d'opinion « *Tsunami caritatif* » (*Libération* du 06/01/05).

[121] *Reflets*, nº 47, 2005. *Reflets* est une revue publiée par *Médecins sans frontières* Luxembourg

communication, zones inaccessibles…). Le séisme au Cachemire pakistanais est un exemple de ces catastrophes dont l'accès est rendu très difficile et les victimes quasi abandonnées à leur sort.

Les problèmes d'accès à l'événement résultent aussi des restrictions que peuvent imposer les pays concernés, généralement peu démocratiques. Des restrictions qui se traduisent entre autres par le refus d'octroi de visas, l'interdiction à la presse de se rendre dans certaines zones. La Birmanie est un exemple de pays qui excelle dans ce sens. Bien que souvent frappé par des catastrophes (le tsunami de décembre 2004 et le cyclone Nargis en mai 2008 sont parmi les plus importantes de ces dernières années), le pays dirigé par une junte militaire limite de façon drastique le mouvement des journalistes étrangers. Dans son rapport annuel 2006 sur la liberté de la presse, *Reporters Sans Frontières* (RSF) explique que « l'aversion » des autorités militaires du pays rend très difficile une couverture régulière de l'actualité en Birmanie. Car « À l'étranger, les ambassades de Birmanie sont chargées d'empêcher les journalistes « dangereux » d'entrer dans le pays. Ainsi, elles refusent systématiquement des visas aux dizaines de journalistes étrangers inscrits sur une liste noire pour avoir, un jour, traité de la situation politique dans le pays. […]. Les rares à disposer de visas de presse sont étroitement surveillés dès leur arrivée »[122]. Lors du tsunami, la Birmanie a été l'un des pays touchés les moins médiatisés à cause notamment des restrictions imposées par le régime militaires aux humanitaires et aux envoyés spéciaux des médias étrangers qui se mobilisent assez spontanément pour aller couvrir les événements dans les pays autoritaires, quasiment sans libertés démocratiques et généralement fermés aux journalistes étrangers. « La Birmanie panse ses plaies loin des caméras », titrait alors *Le Figaro* (05/01/2005) à propos de ce pays où l'information est étroitement contrôlée par la junte au pouvoir.

Outre les mesures imposées par les autorités d'un pays donné, la liberté de circulation des journalistes peut être entravée par les problèmes de sécurité dans certaines régions (risque d'enlèvement ou d'attentat, situation de chaos général, etc.). La Somalie et l'Irak fournissent dans ce sens des exemples vivants. C'est également le cas dans d'autres pays africains où des journalistes occidentaux ont été enlevés et même assassinés (cas de Jean Hélène, correspondant de RFI assassiné le 21 octobre 2003 en Côte d'Ivoire) et au Maghreb avec les risques que représentent des mouvements liés au réseau *Al Qaida*, etc. Dans ces conditions,

[122] À partir du Rapport annuel 2006 de RSF, source : www.geopolitis.net

les responsables des médias font le maximum pour ne pas faire prendre des risques inutiles à leurs journalistes.

Le même constat vaut aussi pour les membres des organisations humanitaires en proie à une insécurité grandissante. Dans un dossier spécial, *La Croix*[123] explique que « les violences contre les travailleurs humanitaires ont doublé entre 2006 et 2008 », avec des agressions, des enlèvements, des attentats et des assassinats. Au total en 2008, précise le journal, 260 incidents graves ont été recensés, 122 personnes ont été tuées et 76 blessées. Les risques sont particulièrement élevés dans les pays en guerre comme le Soudan, la Somalie et l'Afghanistan qui concentrent « 60 % des faits signalés ». Dans de nombreuses situations, les représentants des ONG humanitaires sont les seuls témoins des tragédies qui se déroulent loin des caméras. Ils constituent de ce fait des émetteurs d'alerte pour mobiliser l'opinion et des sources d'information pour les médias. Mais il arrive que la dégradation du climat de sécurité oblige les organisations humanitaires à suspendre leurs activités et à retirer leur personnel du terrain. Ce qui contribue aux problèmes de visibilité médiatique de certains événements tragiques.

- **Sujets de divergence, polémiques**

L'événement moderne doit en partie sa médiatisation à la polémique et aux désaccords qu'il suscite entre les acteurs impliqués. Les sujets de divergences et les polémiques font parties des critères traditionnels de sélection de l'information. Mais ils prennent beaucoup plus d'importance dans les événements de dimension internationale qui mobilisent des acteurs nombreux et différents. Les divergences de fond ou de forme qui apparaissent deviennent alors des éléments constitutifs d'une médiatisation qui peut être longue et intense. C'est un aspect important pour les journalistes qui privilégient ce type d'information, c'est-à-dire ce qui ne va pas, ce qui déroge à la norme, ce qui ne se déroule pas correctement.

Dans le journalisme anglo-saxon, un dicton reste célèbre : « *What makes news is bad news* » (ce qui fait l'information ce sont les mauvaises nouvelles ». En général, les médias occidentaux privilégient les nouvelles peu reluisantes, sensationnelles (conflits, désaccords, accidents, manifestations…) susceptibles d'intéresser beaucoup plus l'attention de leurs publics et donc de faire vendre leurs produits. Beaucoup d'auteurs se consacrant à la recherche sur les critères qui permettent de caractériser l'information choisie et mise en valeur par les médias abordent le problème des mauvaises nouvelles : Mouriquand (1997), Char

[123] Dossier intitulé « *Face à la hausse des violences, les ONG s'organisent* », *La Croix* du 25/06/09

(1999), M. Bromley et H. Stephenson (2001), Heinderyckx (2003), T. Harcup (2004), etc. Le critère selon lequel l'information ce sont les mauvaises nouvelles est un de ceux qui reviennent souvent.

Parmi les six critères[124] qu'il juge incontournables dans la sélection de l'information, J. Mouriquand (1997 : 44) cite *news is bad news*. H. de Maleissye (2006 : 40) explique que les journalistes « ont tous une préférence marquée pour quatre registres très vendeurs : l'indignation, la compassion, la menace et la révélation. Les rédactions se précipitent généralement sur ce qui provoque l'envie, la colère, la haine, la pitié, la peur, ou la curiosité du public ». Ce genre de journalisme fait cependant objet de critiques de la part d'autres spécialistes des médias. A. Char est de ceux-ci. Dans *La guerre mondiale de l'information* (1999 : 51), il s'insurge contre ce type de journalisme qui est très développé dans le monde occidental. « Dès que les hommes se battent politiquement, militairement, socialement, économiquement, ils font les choux gras des médias occidentaux qui ne peuvent admettre que les bonnes nouvelles soient des nouvelles », déplore-t-il.

De façon générale, la gestion des crises humanitaires se caractérise par des divergences plus ou moins importantes qui opposent les acteurs entre eux, le plus souvent les ONG aux gouvernements des pays donateurs ou bénéficiaires de l'aide. Sur la crise provoquée par le tsunami, l'un des principaux registres de la couverture médiatique reposait justement sur les divergences entre les acteurs étatiques ou associatifs sur la conduite des opérations d'aide aux pays sinistrés. La polémique la plus vive a été celle qui a opposé *Médecins sans frontières* aux autres organisations humanitaires suite à la décision de l'ONG française de stopper la collecte de fonds pour les victimes de la catastrophe. Par ailleurs, le profond désaccord entre la France derrière l'ONU, d'un côté, et les États-Unis, de l'autre, sur les mécanismes de coordination de l'aide a ajouté à la surmédiatisation de l'événement. Lors de la crise engendrée par le passage de Katrina, la polémique est également montée d'un cran au sein de la classe politique et de la société américaines. Le manque de réactivité des autorités fédérales, l'inefficace gestion de la crise, les inégalités sociales et raciales ont suscité des commentaires nombreux et variés.

---

124 Les six critères sont : « 1) News is news (nouveau) ; 2) News is now (actuel) ; 3) News is near (proximité) ; 4) News is star (vedettes, personnalités) ; 5) News is weird (étonnant, insolite) ; 6) news is bad news ».

4-2. Une période de cataclysmes et de crises humanitaires médiatisés : 2004-2005

Les catastrophes naturelles rythment l'évolution de l'humanité. Qu'il s'agisse de séisme, de tornade, d'inondation ou autre, les hommes ont toujours été impuissants pour les empêcher ou même les prévenir. Depuis quelques décennies, ces phénomènes naturels catastrophiques sont de plus en plus fréquents, notamment en raison des changements climatiques. La période allant de décembre 2004 à octobre 2005 demeurera comme une période de grands cataclysmes qui ont causé de gigantesques destructions matérielles et humaines. « *2005, une année noire sur le front des catastrophes naturelles* ». Ce titre du journal *Le Temps*, le 13 octobre 2005, traduit bien plusieurs mois de grandes catastrophes naturelles, avec leurs corollaires de difficultés pour les populations et pour les organisations humanitaires. Caractéristiques communes : phénomène naturel, violence extrême, dégâts matériels colossaux, crise humanitaire. Au nombre de ces catastrophes, on peut rappeler :

- Janvier : tsunami en Asie du Sud-est, inondations au Pakistan
- Juin : séisme au Chili
- Juillet : ouragan Dennis sur les Caraïbes
- Juillet : inondations au Kirghizistan
- Août : feux de forêts en Indonésie, causant des fumées sur la région
- Août : pluies torrentielles sur plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, orientale et centrale, provoquant plusieurs dizaines de milliers de sans-abri, dont 22 000 à Bangui (République centrafricaine)
- Septembre : le typhon Damrey provoque des dégâts considérables et de nombreuses victimes aux Philippines, au Vietnam et en Thaïlande
- Septembre : les ouragans Katrina puis Rita frappent le sud des États-Unis
- Octobre : tremblement de terre au Pakistan dans la région du Cachemire
- Octobre : la tempête tropicale frappe l'Amérique latine
- Tout au long de l'année : famine au Niger, frappé par la sécheresse et les sauterelles

- Etc.

Dans cette liste non exhaustive, nous nous intéressons à quatre crises, à savoir : le tsunami de l'Asie du Sud-est, la famine au Niger, l'ouragan Katrina et le séisme du Pakistan. Cette liste est constituée de crises humanitaires exemplaires, symptomatiques des façons dont les médias et les publics réagissent aux situations de souffrance des populations dans le monde. Deux crises ont fait l'objet d'une médiatisation et d'une assistance internationale importantes et deux autres qui, selon les organisations humanitaires, n'ont pas suscité suffisamment d'intérêt ni dans les médias et ni au sein des publics.

4-2-1. Le tsunami en Asie

Il y a tout d'abord le phénomène rare mais dont l'ampleur a dépassé l'imagination : le tsunami. Survenu à la veille de Noël 2004 dans l'océan Indien, c'est un séisme sous-marin qui a provoqué le déferlement de vagues meurtrières et destructrices sur onze pays d'Asie et d'Afrique. Plus de 250 000 morts, des destructions énormes, une difficile situation humanitaire. Les pays les plus touchés furent l'Indonésie (en son île de Sumatra avec près de 200 000 morts), la Thaïlande et le Sri Lanka. Le gigantisme et l'exceptionnalité du cataclysme en font un grand événement médiatique. En effet, les destructions et les morts causent une grave crise humanitaire à laquelle il faut faire face avec urgence. L'importante couverture médiatique dont bénéficie l'événement conduit à une mobilisation forte et quasi-immédiate des États, des organisations humanitaires et des opinions publiques pour venir en aide aux sinistrés. Des semaines de production médiatique basée principalement sur la compassion, l'émotion, le chaos. Une stratégie des médias ou une stratégie des humanitaires ? Difficile d'y répondre de façon catégorique tant chacun des acteurs de cette médiatisation semble y voir mis du sien.

Des caméras amateurs ont filmé la catastrophe au moment où il se produisait. On a vu des ONG et des médias (chaînes de radio et de télévisions, journaux) s'allier pour les opérations de collecte de fonds. Par exemple : TF1 et la Croix-Rouge, France télévision et *Action contre la faim*, *Première Urgence*…). Le journaliste scientifique P. Descampes[125] souligne l'exemple du tsunami qui a conduit à un déversement à la télévision et sur Internet « d'un fleuve d'images » prises principalement par des Occidentaux en vacances au bord de l'océan Indien,

[125] DESCAMPES Philippe, dans Actes du colloque *Médias et humanitaires*, Université de Grenoble, 2005

sur différentes plages et îles. « Tout le monde a vu ces images. Tout le monde a vu cette vague mortelle et ces images ont provoqué un fleuve de dons très importants qui dépassaient largement les espoirs voire parfois les besoins des ONG ».

L'aide internationale (des gouvernements et des particuliers), mobilisée pour cette catastrophe fut énorme. La conférence des pays donateurs, réunie une quinzaine de jours après le tsunami à Djakarta (Indonésie), a permis de rassembler en un seul jour un milliard de dollars de dons. Il convient de s'interroger sur la manière dont les médias peuvent investir un certain nombre de crises. Ceci, selon P. Descampes, on le mesure quelle que soient l'origine de la crise, sa justesse, sa pertinence, ou son importance. C'est l'utilisation qui peut être faite d'une crise par les médias à un moment donné. Il explique combien le tsunami a été un événement exceptionnel tant par sa nature que par l'importance de la médiatisation. L'événement médiatique le plus important en 2005 après la mort du Pape Jean Paul II.

> « Le tsunami, précise Descampes, a fait plus de 50 000 articles, plus d'une cinquantaine d'éditions de Journal Télévisé, des émissions spéciales totalement consacrées au tsunami en début d'année 2005 qui ont drainé pour chacune d'entre elles entre 8 et 11 millions de téléspectateurs, Paris Match a sorti une édition spéciale, Le Monde, Le Figaro ; Libération globalement ont traité le sujet en Une au moins 6 fois chacun, Courrier international a fait deux Une ».

Une médiatisation intense qui a consisté dans un premier temps à mobiliser la planète en faveur des victimes et dans un deuxième temps à dénoncer les failles constatées dans l'organisation et le fonctionnement des opérations de secours sur le terrain.

4-2-2. Le séisme au Pakistan

Le 8 octobre 2005, un violent tremblement de terre se produit dans la région montagneuse du nord du Pakistan, le Cachemire. D'une magnitude de 7,7 degrés sur l'échelle de Richter, il cause la mort d'environ 89 000 personnes, quelque 100 000 blessés, 3 500 000 sans-abri et d'importantes destructions[126]. De nombreuses localités ont été totalement détruites, en particulier la municipalité de Balakot (dans la province de la frontière du nord-ouest). Dans le

[126] Chiffres officiels fournis par les autorités pakistanaises

Cachemire sous contrôle indien, voisin du Pakistan, le séisme a fait plus de 600 morts, tandis qu'un millier de blessés ont été hospitalisés. Contrairement au tsunami, il n'y aurait pas eu d'images tournées pendant le déroulement du drame. Sur le plan humanitaire, la situation déjà difficile s'aggrave dans une vaste région difficile d'accès. Cette catastrophe, relativement moins médiatisée, est donc moins perçue par les opinions publiques. En effet, dans notre corpus de presse (voir les tableaux en annexes), le séisme du Pakistan totalise 77 articles dans 44 éditions, contre 454 articles dans 67 éditions pour Katrina et 594 articles dans 67 éditions pour le tsunami. La sensibilisation du public à un fait ou à un phénomène dépend en grande partie de la relation qu'en font les médias, c'est-à-dire du degré de médiatisation. La médiatisation conditionne donc la recevabilité de l'événement, ainsi que les représentations qui en sont faites. Parlant de la faute des médias, De Senarclens souligne qu'« il est vrai qu'ils participent à la construction des crises humanitaires en se focalisant sur des situations particulières, en délaissant d'autres tragédies » (De Senarclens, 1999 : 95).

La médiatisation de la crise humanitaire au Pakistan n'a pas conduit à une mobilisation de la communauté internationale en faveur des victimes de ce séisme à la hauteur des besoins. Selon *Libération* du 26/10/2005, l'Unicef avait reçu 20 millions d'euros dans la première quinzaine de janvier 2005 qui avait suivi le tsunami (survenu le 26 décembre 2004) et la même agence onusienne a reçu seulement 50 000 dollars dans la quinzaine de jours suivant le séisme pakistanais qui s'est produit le 8 octobre 2005. Alors que les organisations humanitaires qui avaient pu se rendre dans la région sinistrée n'ont pas manqué de tirer la sonnette d'alarme quant aux risques d'aggravation de la situation. Car dans cette région située dans les contreforts de l'Himalaya et disputée par l'Inde et le Pakistan, les gens manquaient de tout, n'avaient plus de maisons, campaient à ciel ouvert, exposés au froid et aux intempéries. « Le tremblement de terre […] a détruit des villages entiers du Cachemire. Des maisons, des écoles et des hôpitaux se sont effondrés. Les glissements de terrain ont bloqué plusieurs routes, rendant difficile l'acheminement des secours. Dans les villages isolés, de nombreux rescapés se sentaient abandonnés »[127]. Dans un communiqué[128] publié deux mois après la catastrophe, l'association *Collectif Séisme Pakistan*[129] lance un cri d'alarme. Cette

[127] Source : www. algerie-dz.com

[128] Communiqué intitulé « Les sinistrés du Cachemire à la merci de l'hiver », publié le 08/12/2005.

[129] SUHAIL Siddiq, Porte-parole du *Collectif Séisme Pakistan*, (www.seismepakistan.com)

association pointe la responsabilité de la communauté internationale accusée de ne pas se mobiliser conséquemment. L'association elle explique :

> « Plus de deux mois après le tremblement de terre qui a touché le Cachemire, et qui pour rappel a fait plus de 89.000 morts et des milliers de blessés, la situation est toujours catastrophique pour les rescapés. Alors que le froid himalayen frappe les régions sinistrées, plus de trois millions de personnes sont toujours privées d'un toit. Des millions de victimes qui semblent oubliées de la communauté internationale ».

Comme *Collectif Séisme Pakistan*, beaucoup d'autres organisations et associations humanitaires ont dénoncé ce manque d'attention suffisante. Pourquoi un intérêt moins important des médias pour une si grande catastrophe ? Est-ce lié à l'absence d'Occidentaux parmi les victimes ? Ou parce que les séismes sont si fréquents donc pas exceptionnels ? Ou encore parce que le pays est éloigné et difficile d'accès ? Parce que pas d'images spectaculaires de l'événement ? Pour répondre à ces questions, il convient de réfléchir aux contextes de production des événements et de leur transformation en événements médiatiques. En effet, « *les médias ne transmettent pas ce qui se passe dans la réalité sociale, ils imposent ce qu'ils construisent de l'espace public* »[130] (Charaudeau, 1997 : 9). Pour l'auteur, une double logique guide le fonctionnement des médias : une logique économique et une logique sémiologique. La première indique que « tout organe d'information agit comme une entreprise avec pour finalité la fabrication d'un produit qui se définit par la place qu'il occupe sur le marché d'échange des biens de consommation… ». La seconde logique renvoie au fait que « tout organe d'information doit être considéré comme une machine produisant des signes (c'est-à-dire des formes et du sens)… ».

4-2-3. L'ouragan *Katrina* aux États-Unis

À l'été 2005, la côte est et le sud des États-Unis d'Amérique furent littéralement balayés par un violent ouragan arrachant tout sur son passage et provoquant des inondations dans plusieurs villes. *Katrina* est un des ouragans les plus puissants à avoir frappé le pays et probablement le plus étendu (rayon de plus de 650 km dont 190 de vents de force cyclonique

[130] En italique dans le texte original.

et 340 de tempête tropicale)[131]. Il a atteint les côtes à proximité de La Nouvelle-Orléans et de Biloxi le 29 août 2005 vers 11 heures, heure locale. Au large, des vagues de 11 mètres ont pu être observées. Après le passage de l'ouragan, plusieurs États du sud des États-Unis se retrouvent sous les eaux. *Katrina* a ainsi plongé la Louisiane dans la désolation tandis que quelques pillards profitent de la désorganisation. Cet ouragan a causé la mort de près de 1500 personnes. La situation est particulièrement dure pour La Nouvelle-Orléans, une agglomération de 1,4 million d'habitants située dans une cuvette et dont une grande partie se trouve en dessous du niveau de la mer. À près de 70%, l'agglomération est construite à environ 60 cm sous le niveau de la mer.

Les bulletins météo sur l'évolution de l'ouragan indiquaient déjà le pire. Dimanche 28 août 2005, la veille du passage de *Katrina*, la *National Oceanic and Atmospheric Administration* a prédit des dommages catastrophiques sur la ville de La Nouvelle-Orléans, pouvant aller jusqu'à la destruction partielle ou totale de la moitié des habitations et des dégâts importants, qui pourraient rendre la ville inhabitable pour plusieurs semaines, notamment si des déchets des raffineries de pétrole proches venaient polluer la ville. Le maire de La Nouvelle-Orléans, Ray Nagin, a averti pour sa part que les digues ne pourront pas résister à la violence de l'ouragan. Tous les habitants reçoivent ce même jour l'ordre d'évacuer les lieux avec l'appui de 4000 soldats de la Garde nationale mobilisés. D'énormes embouteillages rendent difficile la circulation sur les axes sortant de l'agglomération, alors que des dizaines de milliers de personnes prenaient la fuite. Près de 9000 personnes qui ne pouvaient pas quitter la ville trouveront refuge au stade Superdome de la ville, réquisitionné par les autorités pour servir d'abri et capable d'accueillir 60 000 personnes. Un million de personnes ont été évacuées, vers le Texas pour la plupart, et les habitants dans l'incapacité de partir ont été invités à gagner l'un des abris de La Nouvelle-Orléans. Les habitants les plus aisés, anticipant les consignes officielles, ont pour la plupart gagné les États voisins. Mais leurs concitoyens les plus pauvres dans l'incapacité d'aller ailleurs se sont résignés à rester sur place. Le populaire révérend Jesse Jackson, défenseur de la cause noire aux États-Unis, rappela à cette occasion que plus de 120 000 personnes touchant moins de 8000 $ US par an, majoritairement des populations noires, n'ont pas d'accès à des véhicules privés, et une partie est trop âgée ou malade pour pouvoir fuir.

[131] Selon un bulletin publié par le Centre national des ouragans (NHC) basé à Miami.

De cette partie du territoire de l'Amérique superpuissante, les médias fixent et donnent des images destructions, de morts, de sans-abri, de victimes abandonnées sans secours pendant plusieurs jours et clamant leur désespoir. On pourrait dire que la médiatisation de cette catastrophe et de la crise humanitaire qui en a découlée fut proportionnelle à la dimension des États-Unis. Car c'est moins la violence de l'ouragan que son exceptionnalité. Exceptionnel en ce sens qu'il se produit au cœur de la première puissance mondiale, longtemps considérée invulnérable à tout point de vue, une situation humanitaire digne des pays pauvres de l'hémisphère sud. Une entaille dans le sentiment d'invulnérabilité et la fierté qui caractérisent les habitants du pays de l'Oncle Sam. Les images et la description des scènes de vie d'après ouragan paraissaient à première vue surréalistes, car impossibles aux États-Unis. Pourtant, ce fut vrai. Bien qu'habitués aux tempêtes, cyclones et ouragans, les Américains, par la négligence des autorités sans doute, furent surpris par l'ampleur de la catastrophe. « Bien que très largement anticipée, la catastrophe a semblé surprendre un grand nombre de décideurs et notamment chez les politiques américains »[132].

La mobilisation des médias pour couvrir les lendemains de cette catastrophe est importante. Des télévisions, des radios et journaux dépêchent leurs équipes de reportages (correspondants et envoyés spéciaux) sur les lieux. L'ouragan donne lieu à un événement médiatique. « *L'Amérique traumatisée* »[133], titre *Radio France Internationale* (RFI). Un titre révélateur de la stupeur créée par cette catastrophe au sein du public américain. La médiatisation pointe les défaillances dans l'organisation des secours et les manquements constatés dans l'entretien des digues en raison des restrictions de la dépense publique. Sans oublier les critiques sur le manque d'anticipation des autorités. « Les responsables des secours étaient bien informés du risque combiné d'un cyclone et d'une inondation, et pourtant le gouvernement n'a pas été à la hauteur de la situation », insiste un journaliste du New York Times[134].

Grâce à cet exceptionnel travail de médiatisation, le monde entier découvre une autre image des États-Unis. Une image négative, une image de chaos, une image de tristesse, une image d'impuissance et de vulnérabilité. C'est l'atteinte à la fierté nationale et à l'orgueil d'un grand

---

[132] Le magazine de la communication de crise et sensible, nº 10, novembre 2005. Magasine édité par l'Observatoire international des crises (OIC).

[133] Dominique Raizon, « *L' Amérique traumatisée* », article publié le 02/09/2005 sur le site de *Radio France Internationale* (www.rfi.fr)

[134] Information rapportée par RFI

peuple. La construction médiatique de l'événement conduit à l'étonnement et à la compassion de la communauté internationale qui manifeste sa solidarité avec le peuple américain. Plusieurs gouvernements proposent leur aide matérielle et/ou financière. La situation est si inédite pour le gouvernement américain que Washington se résout à admettre son manque d'anticipation et à accepter l'aide internationale, vu l'ampleur de la catastrophe qui a dévasté quelque 235 000 kilomètres carrés. Un fait exceptionnel et rare car les États-Unis en tant que première puissance économique et militaire mondiale ne sollicitent jamais l'aide étrangère pour faire face aux conséquences d'une catastrophe sur leur sol. Une première qui a conduit des pays parmi les plus pauvres du monde, notamment situés en Afrique au sud du Sahara, à apporter une aide financière, fut-elle modeste, à la plus grande puissance du monde.

4-2-4. La Famine au Niger

État sahélien enclavé, aux deux tiers désertiques, 1 267 000 km², le Niger est un pays aride frontalier de l'Algérie, du Mali, de la Libye, du Burkina Faso, du Tchad, du Bénin, du Nigeria. Environ 11,7 millions d'habitants dont plus de 85 % vivent de l'agriculture. Le Niger[135] est l'un des États les plus pauvres de la planète : le revenu par habitant est de 200 $ par an ; l'espérance de vie ne dépasse pas 44 ans ; la mortalité infantile est estimée à 275/°°. Plus de 80 % de la population vit avec moins de 1$ par jour. Une population sans protection sociale. Le pays se caractérise par une conjonction de facteurs néfastes à son développement : une pauvreté extrême, l'enclavement, 80 % de désert et la réduction des surfaces arables, l'analphabétisme, les épidémies, l'insuffisance notoire d'infrastructures, un endettement écrasant. Le Niger manque de tout : plus de la moitié des habitants n'ont pas accès à l'eau potable et aux services de santé. « A tous ces maux, il convient d'ajouter les mauvaises saisons climatiques, les invasions de criquets, l'indifférence des pays riches et des institutions internationales »[136]. C'est donc à ce contexte si fragilisant que vient s'ajouter une crise humanitaire. Le Niger vit alors une situation de pénurie alimentaire qualifiée de famine. Les récoltes de la saison agricole 2004-2005 ont été mauvaises. Il manque quelque 230 000 tonnes de céréales et 4,5 millions de tonnes de fourrage. Car, près de 15 % de la production céréalière moyenne et 40 % du cheptel ont été détruits par les intempéries.

[135] Source : Rapport mondial sur le développement humain du PNUD, édition 2006

[136] Source : Rapport de la mission *Réunir* au Niger du15/07/05 au 15/08/05

a) Début des cris d'alarme et efforts des ONG

Au printemps 2005, MSF et d'autres ONG humanitaires lancent un cri d'alarme et tentent d'attirer l'attention du monde sur la situation de catastrophe humanitaire qui sévit au Niger. L'alerte est donc partie des acteurs humanitaires évoluant sur le terrain. C'est eux qui ont cherché à mobiliser l'attention de la communauté internationale, notamment à travers les médias. Les ONG ont en effet enregistré un taux de malnutrition très alarmant chez les enfants de moins de cinq ans. Dans un article publié sur son site Internet, RFI décrit une situation qui se dégrade.

> « Au début du mois d'avril 2005, les équipes de *Médecins Sans Frontières* ont tiré la sonnette d'alarme : le nombre d'admissions à Maradi, avait doublé par rapport aux années précédentes. MSF a ouvert en urgence trois nouveaux centres, à Dakoro, Keita et Tahoua. Au total, entre janvier et juin, 6000 enfants ont été pris en charge. Ces enfants souffrent de malnutrition sévère, c'est-à-dire qu'ils sont en danger de mort s'ils ne reçoivent pas rapidement les soins appropriés » (source : www.rfi.fr)

Sur la base d'enquêtes nutritionnelles, MSF estimait alors qu'un enfant sur cinq pourrait souffrir de malnutrition dans les régions de Tahoua et de Maradi, au sud du Niger. Les qualificatifs les plus alarmistes ont été employés par les représentants des ONG et les journalistes pour qualifier la catastrophe humanitaire qui frappe le Niger et ce, selon eux, dans l'indifférence générale de la communauté internationale : « un silence scandaleux », « catastrophe oubliée », « catastrophe silencieuse », « crise alimentaire ». Les communiqués de presse et interventions dans les médias se succèdent. « On enregistre une moyenne de trois décès par jour dans notre centre de santé », s'indigne dans un entretien au *Figaro*[137], le docteur français Vanessa Piccolo, un des six médecins de MSF installés à Maradi, à 600 km à l'est de Niamey. Par un communiqué de presse publié le 15 juin 2005 et titré *Urgence au Niger. Une famine annoncée*, l'association *SOS Sahel International France* s'inquiète d'« une insécurité alimentaire grandissante » et prévient qu'en l'absence d'intervention, les mois à venir pourraient s'avérer extrêmement difficiles. Ainsi, lance-t-elle un appel à une aide d'urgence, à une mobilisation générale de la communauté internationale et des donateurs pour venir en aide aux populations éprouvées ou menacées de l'être. L'association explique alors

[137] Source: www.afrik.com

qu'afin d'éviter une catastrophe humanitaire, des mesures d'urgence doivent être mises en place immédiatement pour permettre aux familles les plus pauvres de reprendre une activité agricole.

La première opération d'envergure est celle de l'association *REUNIR*. La mission dirigée sur le terrain par Khélil Aïtout, arrive à bord d'un Antonov12 affrété par l'association pour se rendre directement à Maradi (Niger) depuis l'aéroport de Marseille le 20/07/05, avec à son bord plus de 18 tonnes de vivres et deux journalistes de l'agence CAPA et de l'AFP. A l'atterrissage, sont présents la télévision nationale du Niger et des médias internationaux comme *Times* de Londres, *BBC world*, *Reuters*, *Associated Press*. Les jours suivants, les avions spécialement affrétés par l'association et chargés d'aides humanitaires se succèdent dans la région. « Cette mission conduite sous l'égide de Bernard Kouchner[138] a permis de réveiller les institutions internationales et les ONG qui ont perdu de leur pouvoir d'indignation, suite à une trop longue présence sur le terrain du développement… » [139]. Selon l'association *REUNIR*, cette opération d'urgence est la conséquence de la précédente visite de B. Kouchner au Niger, à Zinder, pour le réseau ESTHER (Agence de lutte contre le SIDA). Il y avait constaté l'état anormal des enfants qui souffrent de malnutrition. Suite à ce constat, M. Kouchner lance un vibrant appel à la solidarité internationale devant les plus grands dirigeants mondiaux de l'industrie alimentaire et de la grande distribution réunis à Budapest, le 27 juin 2005. Il repose son appel sur des indicateurs chiffrés : quelques 3,5 millions de personnes souffrent actuellement de malnutrition, dont 800 000 enfants, et 200 000 d'entre eux gravement. 20 000 sont au stade de l'urgence médicale. « C'est bien pire qu'un tsunami car il n'y a pas de touristes blancs pour attirer les télévisions ».

En compagnie de Benoît Miribel, directeur général *d'Action Contre la Faim* France, B. Kouchner de *REUNIR*, arrive sur le terrain le 28 juillet 2005 avec un avion chargé de 18 tonnes de fret, 4000 kg de lait thérapeutique, 14 000 kg de plumpy-nut. Sur place, l'association travaille avec toutes les ONG auxquelles elle vient en aide en leur donnant des vivres pour démarrer leur programme de nutrition (notamment l'AMA à Maradi, *Les Orphelins de Maradi*, *World Vision* dans la région de Zinder, ACF à Mayahi et à Tahoua,

---

[138] B. Kouchner, ancien ministre français de la Santé, ancien président de MSF et fondateur de MDM, président de l'association *REUNIR*, spécialiste des questions humanitaires. Il est nommé ministre des Affaires étrangères en mai 2007.

[139] Source : Rapport de la mission *Réunir* au Niger du 15/07/05 au 15/08/05

Save the Children). Pendant ce temps, M. Kouchner multiplie les interviews aux médias internationaux afin de tirer la sonnette d'alarme et de mobiliser les dirigeants et les opinions. Les ONG d'urgence commencent à se mobiliser et à se rendre au Niger en grand nombre, en même temps que les grands médias internationaux.

b) Implication des médias

À la mi-2005, les médias commencent déjà à évoquer la situation au Niger suite à la mauvaise saison agricole 2004-2005, constatée à la fois par les ONG et les Nations-Unies. Ce début de manifestation d'intérêt faisait logiquement suite aux cris d'alarme des organisations humanitaires. Les médias ont concentré leur regard sur la description de la situation de crise humanitaire due à la famine, en mettant l'accent sur la détresse des populations, sur des enfants victimes de malnutrition et qui agonisent faute de soins appropriés. Mais pendant très longtemps, la médiatisation s'est faite de façon sporadique avant de connaître soudainement un emballement au plus fort de la crise aux mois de juillet et août 2005.

Contrairement à d'autres crises, il n'y a pas eu une réaction rapide, intensive, unanime et étalée sur la durée de la part des médias. Dans une dépêche intitulée « *La malnutrition des enfants, problème de santé publique* » et publiée le 05 mai 2005, l'agence de presse panafricaine PANAPRESS explique une situation sanitaire et sociale devenant de plus en plus préoccupante. « Environ 350 000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition au Niger, dont 63 400 de la forme la plus sévère, indique une enquête du Programme alimentaire mondial en collaboration avec l'ONG *Helen Kellen Internationale* (HKI). Selon cette étude menée en janvier 2005, soit deux mois après la dernière récolte dans les zones rurales de Maradi (sud) et Zinder (est), la malnutrition est devenue un phénomène endémique au Niger en raison de la précarité économique et sociale et des caprices pluviométriques ». Le 02 juin 2005, dans une dépêche titrée « *La société civile manifeste contre la faim* », l'agence rend compte de la prise de position des composantes de la société nigérienne. Le 08 juin 2005, RFI publie sur son site internet un article avec pour titre « *Niger. Famine: des dizaines de milliers d'enfants menacés* ». Un article illustré d'images d'enfants malnutris, décharnés et à bout de force. Le reporter qualifie la situation de catastrophe silencieuse. Car « la crise était

prévisible, c'est pourquoi le gouvernement [du Niger] avait lancé un appel international à la fin 2004, pour une aide alimentaire d'urgence. Aucune réponse ! »[140]

Dans l'article « *La famine au Niger, catastrophe annoncée mais oubliée* », paru le 15 juillet 2005 sous la signature de Philippe Bernard, *Le Monde* décrit la situation en des termes très alarmants.

> « Un raz de marée sans caméra ni élan de générosité submerge le Niger, celui de la faim. Sous l'action cumulée d'une sécheresse qui rappelle celle des années 1980 et d'une invasion de criquets destructeurs de récoltes, la famine sévit dans l'ouest de ce pays sahélien, aux confins du Mali et du Burkina Faso. Des paysans privés de céréales pour cause de prix inabordables mangent des racines, certains creusent les termitières pour y extraire des grains de mil stockés par les insectes ».

Une crise que l'auteur de l'article qualifie d'oubliée car selon lui et de l'avis de la plupart des institutions et acteurs humanitaires, la catastrophe était annoncée mais n'a pas donné lieu à des mesures anticipées. « Des enfants qui devraient peser entre 6,5 et 7 kilos ne pèsent pas plus de 3 kilos », a témoigné le sociologue suisse Jean Ziegler, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, le 13 juillet 2005 à Genève. Cité dans le rapport de l'association *Réunir*, ce spécialiste des questions de développement et d'agriculture, de retour d'une mission au Niger, affirme que « les groupes les plus vulnérables -enfants, malades, personnes âgées- sont en voie de liquidation ».

Pour sa part, la presse nigérienne commence à évoquer la crise très tôt. Mais une presse à diffusion limitée et à influence très faible. Elle explique à la fois la genèse de la crise et dénonce le comportement égoïste de certains responsables nigériens en charge du dossier. Une situation que relatent notamment *Tam Tam Info* nº 80 du 01/03/2005 et *Aïr Info* nº 28 d'avril 2005. Les deux journaux font état de « la mauvaise et scabreuse gestion des céréales » mises en vente par le gouvernement et à prix modéré à Aderbissanat dans la région d'Agadez, où ils estiment que les prix sont malhonnêtement gonflés par les gestionnaires et autres associés du « cercle vicieux et mafieux proche du pouvoir » et suggèrent une lutte contre « les prédateurs céréaliers ». Dans son édition du 03/05/2005, *TamTam Info* titre : « *L'Événement. Crise alimentaire au Niger : Les populations font recours aux feuilles et fruits* ». Le journal axe son analyse sur les causes de la crise, les mêmes que celles identifiées par les observateurs

[140] Source : Rapport de la mission *Réunir* au Niger du15/07/05 au15/08/05

et les acteurs de terrain : le déficit céréalier et de fourrages, respectivement de 223 000 tonnes et 4,5 millions de tonnes, enregistré pendant la campagne agricole 2004-2005 à cause de la mauvaise pluviométrie et de l'invasion acridienne. Ce déficit qui touche la majeure partie de différentes régions du Niger est d'autant irrémédiable qu'il provoque un exode des populations vers les pays voisins.

La situation de précarité qui prévaut dans ces conditions fait que, comme alternative rapide et comme de tradition, les populations les plus démunies font recours à la brousse où elles cueillent certaines herbes et des fruits pour se nourrir. « C'est le cas de ces habitants de Sirimi, un village situé à 80 km au nord de Niamey, où les femmes nourrissent leur famille avec les graines d'un arbuste communément appelé *dilo* en haoussa ou *anza* en zarma ». Il s'agit, selon le journal, de graines amères qui ressemblent à des petits pois mais qu'il faut macérer pendant des jours pour en enlever le goût désagréable. Mais dans cet article, le journal lance surtout à la communauté internationale un appel qui sonne comme un cri de désespoir et de détresse.

> « Il faut dire que loin des caméras et des micros, les populations sahéliennes en général sont meurtries par la famine. La solidarité internationale qui a prévalu à la suite du tsunami en Asie du Sud-Est doit être témoignée aux populations sahéliennes menacées car la famine, aussi bien que le tsunami, est une catastrophe naturelle ».

On voit ainsi que les responsables de *TamTam Info* ont fait preuve d'un journalisme engagé en dénonçant une situation qu'ils jugent injuste et inacceptable. Pour eux, ce n'est pas seulement les pays en guerre qui ont besoin d'être assistés. C'est donc l'occasion d'interpeller et d'appeler à l'aide le monde, notamment les grands pays donateurs et les institutions onusiennes telles que le PAM ou la FAO dont la mission est essentiellement d'assister les populations qui se trouvent dans le besoin humanitaire.

c) Action des autorités et institutions nigériennes

Dans un premier temps et sans doute délibérément, les autorités du Niger auraient cherché à minimiser l'ampleur de la crise qui s'annonçait. C'est le cas notamment du président de la République Mamadou Tanja. Un comportement caractéristique de la survivance des pratiques de régimes de partis uniques que l'Afrique a connus pendant les trente premières années qui

ont suivi les indépendances. En effet, l'information était dans un sens vertical. La liberté d'expression très limitée et les médias nationaux étroitement contrôlés par le pouvoir qui essayait de conditionner les esprits. Le chef de l'État du Niger, au cours d'une allocution à la télévision, minimise l'importance de la crise et estime que la situation alimentaire est simplement difficile. Il évite de parler de famine qui se caractérise selon lui par :

- « une absence totale de nourriture pour la grande majorité de la population, pouvant entraîner mort d'homme, ce qui n'est pas le cas au Niger,
- un déplacement massif des populations d'une zone vers une autre. Là également, hormis le phénomène d'exode rural, cela ne se vérifie pas actuellement sur le terrain ».

Les propos du chef de l'État tranchent radicalement avec les cris d'alarme des humanitaires et les analyses de la presse nigérienne. Une presse qui se montre assez critique et réaliste pour ne pas laisser la confusion politique prendre le dessus. Un bulletin d'information *Afrique Verte Actualités* analyse les raisons de cette divergence entre les acteurs dans l'appréciation des faits.

> « La déclaration du chef de l'État donne le point de vue officiel du gouvernement sur la crise, face à une certaine forme de communication de la part des humanitaires. Elle a surpris et les avis restent partagés sur les raisons de cette déclaration. Les mouvements citoyens et l'opposition politique ont fustigé cette démarche du pouvoir. Par contre, d'autres (peut-être plus aguerris) ont vu dans la déclaration du chef de l'État, un rappel à l'ordre : il serait souhaitable que les organisations humanitaires n'utilisent pas la crise alimentaire au Niger pour alimenter leur « fonds de commerce » […]. Une analyse plus générale de la situation inspire les commentaires suivants : on constate une certaine dichotomie dans l'appréciation de la nature même de la crise. D'un côté, l'expression populaire et les communications fracassantes, à tort ou à raison, déclarent qu'il y a véritablement une famine au Niger. De l'autre côté, les techniciens et les organisations de développement, sur la base de données à leurs dispositions, estiment que la situation alimentaire est très difficile dans certaines localités, moyenne dans d'autres, mais que globalement on ne peut parler de famine. Analyse faite, on se rend compte que la divergence de point de vue est peut-être née d'une compréhension différente du mot famine »[141].

[141]Source : Bulletin d'information, *Afrique Verte Actualités*, nº 39, septembre 2005, p. 4. L'expression *Fonds de commerce* est entre guillemets dans le texte original.

Cependant, bien auparavant, lors de sa déclaration de politique générale le 28 mai 2004, le Premier ministre du Niger Hama Amadou a lancé un appel « angoissant » à la communauté internationale, pour une aide alimentaire d'urgence. Mais cet appel relayé par PANAPRESS ne suscitera quasiment pas de réaction de la part de la communauté internationale. « Pour faire face à l'urgence, le Niger centralise les efforts nationaux et ceux des bailleurs de fonds, au travers de son dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires »[142] (source RFI).

d) Réaction des Nations-Unies et de la communauté internationale

À travers de multiples actes de communication (communiqués, interviews, déclarations, etc.), on se rend compte que les Nations-Unies clament leur impuissance face à la dégradation de la situation au Niger qu'elles n'ont pas pu empêcher en mobilisant rapidement la communauté internationale. Le communiqué[143] du 2 juin 2005 du Bureau de coordination des affaires humanitaires est à ce titre très illustratif :

> « À ce jour, la communauté internationale est restée sourde à l'appel d'urgence lancé, il y a deux semaines, en faveur du Niger. Face à la crise alimentaire qui frappe le pays, le Bureau de coordination des affaires humanitaires avait demandé la somme de 16,5 millions de dollars pour venir en aide, pendant quatre mois, à quelque 3,6 millions de personnes dont 150 000 enfants souffrant de malnutrition. La crise alimentaire résulte de l'invasion de sauterelles de 2004 qui a été la plus dévastatrice que le pays n'ait jamais connue en 15 ans. Cette année, le pays risque de subir les mêmes phénomènes. Les sommes demandées sont principalement destinées aux secteurs de l'agriculture, de

[142] « N'ayant reçu aucune réponse, le gouvernement du Niger décide d'instaurer plusieurs mesures : mise en place de vente de céréales à prix modérés (33 000 tonnes sont mises sur le marché, mais à 10 000 Francs CFA le sac de mil, soit 15°€, cela est trop cher pour la majorité de la population) ; création de banques céréalières, pour la période de soudure ; réalisation de travaux d'intérêts publics contre des vivres ou de l'argent, afin d'aider les plus démunis ; fourniture gratuite d'aliments pour bétails ; fourniture gratuite de semences. Malgré toutes ces mesures, la malnutrition n'a cessé d'augmenter. Les négociants privés ont gardé leurs stocks dans l'espoir de faire monter les prix. Les ONG ont acheté sur place ou dans les pays voisins ce qui a encore fait grimper les cours. La crise est régionale, car elle frappe aussi le Mali, le Nigeria, le Tchad, le Burkina Faso. Pour le tsunami, la réponse a été 100 fois supérieure à la demande, à tel point que les ONG ne savent pas comment dépenser le pactole. Mais pour le Sahel, le monde riche est habitué, et lassé de voir ces petits corps décharnés par le soleil, la faim, la soif, et rongés par les maladies ». (In Rapport de mission de l'association *Réunir* au Niger du 15/07/05 au 15/08/05)

[143] « *La communauté internationale reste sourde à l'appel visant à juguler la crise alimentaire au Niger* »

> l'alimentation et de la santé. Alors que la communauté des donateurs a financé à 100% les besoins humanitaires découlant du tsunami, elle n'a répondu qu'à hauteur de 25% aux besoins du reste du monde. À cette date, pas un seul dollar n'a été promis pour le Niger en réponse à l'appel lancé il y a deux semaines ».

Dès octobre 2004, le PAM avait constaté la maigreur des récoltes et lancé le 19 mai 2005 un appel urgent de fonds. Mais sur 16 millions de dollars attendus, seuls 5 ont été recueillis. Cet appel aux dons lancé pour prévenir la famine au Niger n'a pas été entendu par les pays donateurs. « Deux mois plus tard, l'organisation onusienne compte les premiers morts et assure que la catastrophe humanitaire est désormais inévitable. En deux mois, les besoins financiers des seules agences de l'ONU sont passés de 16 à 30 millions de dollars »[144]. En effet, le PAM a commencé à sensibiliser ses partenaires dès novembre 2004, selon le responsable de l'organisation au Niger, Giancarlo Cirri. Le premier plan d'urgence est approuvé en février, des communiqués de presse sont lancés dans la foulée, ainsi qu'un appel aux dons pour couvrir les besoins de toutes les agences onusiennes. Trop tard. Car à leur tour, la plupart des pays donateurs ont attendu de voir que la situation se clarifie. Il a fallu l'aggravation de la crise et l'intervention médiatique des ONG pour que les principaux donateurs -la France et l'Union européenne notamment- annoncent, début juillet 2005, une rallonge à leur aide.

De son côté, l'UNICEF, l'agence onusienne en charge des enfants, dans un communiqué publié le 29 juillet 2005 à New York, sollicite des fonds à hauteur de 14,6 millions de dollars pour « sauver les enfants du Niger ». Selon cette agence, « la faim et la malnutrition menacent la vie de 3,6 millions de personnes au Niger et, parmi elles, 800 000 enfants de moins de cinq ans. Comme la menace de famine se propage dans la région, l'UNICEF a lancé un appel d'urgence portant sur 14,6 millions de dollars ». Sur ces 800 000 enfants, 250 000 sont déjà sous-alimentés, et 30 000 autres le sont gravement, a précisé Enrico Leonardi, responsable de programme de l'UNICEF. Pour sa part, le représentant de l'UNICEF au Niger, Aboudu Adjibade, a indiqué que la situation aurait pu être évitée si on était intervenu comme il le fallait quand la sécheresse et l'invasion de criquets ont frappé les cultures du pays lors de la période de croissance de 2004. « Il est terrible de voir un si grand nombre d'enfants sous-alimentés […]. C'était à prévoir. Malheureusement, notre appel n'a pas été suffisamment

[144] Saïd Aït-Hatrit, « *La famine s'installe au Niger* », article publié le 21 juillet 2005 sur www.afrik.com, un site d'informations spécialisé sur l'Afrique au sud du Sahara.

écouté et nous n'avons pas obtenu assez de ressources pour affronter la situation », s'est indigné M. Adjibade.

e) L'action des institutions sous-régionales ouest-africaines

Il existe un dispositif régional de veille sur la sécurité alimentaire au Sahel. Le dispositif de veille mis en place par le CILSS[145] avec l'ensemble de ses partenaires techniques nationaux et régionaux fonctionne en permanence à travers des cadres de concertation réguliers pour la prévention des crises alimentaires au Sahel. La réunion de concertation technique du CILSS sur les bilans céréaliers prévisionnels de ses pays membres, tenue à Banjul en Gambie du 1er au 4 novembre 2004, a publié un communiqué de presse où les conclusions révélaient qu'au Sénégal, au Mali, au Niger, au Cap Vert et au Burkina Faso, certaines localités de la limite nord des zones agricoles connaîtront des difficultés alimentaires, suite aux dégâts causés par les ennemis endémiques des cultures (sautereaux, oiseaux granivores….), par l'invasion acridienne et par la sécheresse. À la suite de cette réunion, le CILSS a essayé d'agir pour prévenir la crise alimentaire au Sahel de novembre 2004 à juin 2005, notamment à travers plusieurs réunions de concertation, des déclarations de bonnes intentions et des campagnes de distribution gratuite ou à prix réduit pendant toute l'année 2005. Cette institution précise notamment :

> « Cette crise alimentaire qui sévit au Niger et très localement dans certaines régions de la Mauritanie, du Mali, du Tchad, du Burkina Faso (bref au Sahel) n'est pas une simple situation d'urgence temporaire. Elle est le résultat prévisible et inévitable de la pauvreté chronique qui sévit dans une des régions les plus pauvres et les plus enclavées du monde… La bonne volonté dont une grande partie du monde a fait preuve en vue de s'attaquer à ces situations qu'une certaine presse ou certaines ONG qualifient de « famine » au Niger est appropriée et bienvenue, mais sans un

[145] Le Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) est une organisation inter qouvernementale qui regroupe 9 pays sahéliens (Cap-Vert, Burkina-Faso, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad). Il est créé le 12 septembre 1973 au lendemain des grandes sécheresses des années 68-70. Son mandat actuel est de s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et dans la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification, pour un nouvel équilibre écologique du Sahel. Le siège du CILSS est à Ouagadougou (Burkina-Faso) et ses deux institutions spécialisées : le Centre Régional AGRHYMET à Niamey (Niger) et l'Institut du Sahel à Bamako (Mali). Le Dispositif Régional de Veille se compose comme suit : Etats, CILSS, FEWS NET/USAID, PAM/VAM, FAO et partenaires techniques financiers du CILSS (ACDI, Coopération Italie, MIFRAC, UE, USAID).

engagement similaire et une attention soutenue portée au traitement des problèmes chroniques qui sont au cœur des crises localisées constatées actuellement, les mêmes problèmes se produiront à nouveau sous peu ».

Chapitre 5. La médiatisation des différentes crises humanitaires dans la presse française

Dans ce chapitre, il est question de décrire et d'expliquer la façon dont les quatre grandes crises humanitaires en 2004-2005 ont été médiatisées dans la presse française en mettant l'accent sur tous les facteurs possibles d'une faible ou d'une forte médiatisation de l'événement. Des polémiques et critiques sur la médiatisation de l'humanitaire et sur l'organisation des opérations de secours, on retiendra que deux crises semblent avoir été suffisamment médiatisées et deux autres semblent l'avoir été que faiblement. Or, « les médias continuent d'exercer une forte influence sur la répartition des ressources humanitaires. Cependant, les médias et les appels ne sont pas seuls en cause: la synchronisation de l'assistance et son adéquation aux besoins sont également déterminantes »[146]. De l'avis général des acteurs de l'humanitaire, la médiatisation compte énormément dans la mobilisation de la générosité publique. Le tsunami qui ravagé une dizaine de pays riverains de l'océan Indien et l'ouragan Katrina qui a frappé plusieurs États du sud de la superpuissance ont occupé pendant plusieurs semaines la une de l'actualité et de façon intense, contrairement, selon les critiques, aux conséquences du séisme du Pakistan et à la crise humanitaire du Niger provoquée par une pénurie alimentaire qui n'ont pas eu un écho aussi important dans les médias. Pourquoi en a-t-il été ainsi ? C'est ce que nous allons essayer de comprendre et d'expliquer dans lignes qui suivent. Pour cela, il convient de s'inspirer de l'analyse de contenu pour pouvoir identifier, au-delà des évidences, les éléments d'explication de cette inégale médiatisation.

À propos de l'analyse de contenu, R. Jourdan note qu' « on applique alors à l'énoncé des techniques qui explicitent et systématisent le contenu du message, en faisant ressortir objectivement la présence d'indicateurs formels caractéristiques (tels que vocabulaire, tours de phrase, récurrences d'images…), à partir desquels il est possible de conclure par inférence sur la teneur de l'énoncé soumis à l'analyse »[147]. Sur la base de cette réflexion, l'analyse que nous faisons est essentiellement axée sur la titraille et sur des éléments du corps des articles afin de dégager les grands registres thématiques de la médiatisation de chaque crise. Pour

[146] FISCR, *Rapport sur les catastrophes dans le monde 2006* (Introduction)

[147] JOURDAN Robert, 1999, « Analyse », pp. 23-28, in : BELISLE C., BIANCHI J., JOURDAN R., *Pratique médiatique.50 mots-clés*, Paris, CNRS-Editions, Coll. *CNRS Communication (*p. 23)

cela, nous nous appuyons sur un corpus d'articles de presse relatifs à ces événements et issus de la presse d'informations générales, de la presse économique et des magazines hebdomadaires d'informations et d'analyse. Des articles à apprécier dans leur dimension journalistique, politique et économique.

Pour chaque crise humanitaire, il est question d'évaluer l'importance des différents enjeux et logiques qui déterminent le niveau de médiatisation. Le plus souvent, ce sont les enjeux politiques et économiques, les enjeux polémiques, les logiques spectaculaires et émotionnelles qui donnent à l'événement sa place et son importance dans l'actualité. Mais il y a aussi une dimension morale qui est très déterminante dans la visibilité médiatique de certains événements. La logique morale renvoie au fait que les médias évoquent certains sujets parce qu'ils se rapportent à des faits qui s'avèrent moralement inacceptables et suscitent l'indignation. Des enfants agonisant faute de nourriture et de soins appropriés, des populations civiles victimes d'exactions, des femmes opprimées et privées de liberté… sont quelques exemples de sujets régulièrement évoqués dans l'actualité parce qu'ils comportent une dimension morale qui fait que ni les dirigeants, ni les opinions publiques ne peuvent rester sans réagir. « Les exigences morales face à la souffrance convergent en effet toutes vers un seul impératif : celui de l'action » (Boltanski, 1993 : 9). La médiatisation de la famine au Niger s'est beaucoup jouée sur ce registre, avec nombre d'articles qui dénoncent « l'indifférence » de la communauté internationale accusée d'avoir tardé à réagir malgré les cris d'alarme lancés plusieurs mois à l'avance par des organisations humanitaires et les Nations-Unies.

Le sentiment de pitié et de compassion que l'on peut éprouver à l'égard de ceux qui font face à des souffrances conduit à l'engagement, à la mobilisation et à l'expression de la solidarité, selon des auteurs comme Boltanski (1993), Sontag (2003), Blais (2007), Céfaï (2007), etc. Ce comportement qui résulte d'un sentiment de devoir moral est partagé par la quasi-totalité des civilisations et date des sociétés primitives. Boltanski et Thevenot (1991 : 153) soulignent que, dans l'*Industrie*[148], « Saint-Simon confond l'origine de la morale avec celle de la société ». Pour Marie-Claude Bais, se préoccuper du sort de l'autre découle de la nature humaine. Elle estime que « la sympathie naturelle et instinctive, ce grand ressort de la sociabilité humaine, porte à considérer l'autre comme un semblable et à lui venir en aide

[148] Dans la revue l'*Industrie*, publiée irrégulièrement de décembre 1816 à mai 1818, Claude-Henry de Rouvroy, Comte de Saint-Simon, énonce les grands principes de la philosophie à laquelle il est arrivé.

lorsqu'il est dans la détresse » (Blais, 2007 : 53) [149]. Ce qui explique, à un moment donné, malgré l'absence d'enjeux économiques ou politiques majeurs, une mobilisation des médias et de l'opinion autour d'événements tragiques lointains. De plus, avec le développement des technologies de l'information et de la communication, tous les faits significatifs sont médiatisés et portés à la connaissance de l'opinion internationale, ce qui fait dire que « l'indifférence n'est plus permise » (Backmann, 1996 : 74). Les images rendant plus rapidement sensibles les opinions et les amènant à se mobiliser. D'une part, ceux qui éprouvent de la pitié sont tentés de se montrer solidaires à l'égard des malheureux. Une manifestation de solidarité qui peut être matérielle ou sous d'autres formes (mobilisation, protestation, exigence de justice, etc.). Mais d'autre part, les gens s'indignent qu'une situation d'injustice ait pu engendrer cela et s'attaquent aux causes et aux responsables. C'est en partie le sens de l'action des médias et de différents autres acteurs en ce qui concerne les situations de crise humanitaire.

Dans le traitement de ces sujets qui ont une prégnance morale, les médias ne se contentent pas d'informer sur la situation et d'en dénoncer les causes et les responsables. Ils sensibilisent aussi les publics auxquels ils s'adressent, les incitent à faire des gestes de solidarité envers ceux qui souffrent des conséquences d'une tragédie d'origine naturelle ou humaine. Car dans la médiatisation d'événements qui suscitent pitié et indignation, « les bons sentiments passent aussi par l'appel à la générosité, aux élans du cœur » (Mercier, 1996 : 264)[150]. Lors de la couverture médiatique de la crise humanitaire provoquée par le tsunami, de nombreuses radios et chaînes de télévision, en collaboration avec les ONG et les opérateurs de téléphone, ont organisé des campagnes de collecte de fonds et de dons en nature, notamment à travers des émissions spéciales et des spots publicitaires gracieusement offerts à cette occasion, en prime time le plus souvent. En France, les chaînes généralistes TF1, M 6 et France 2 et les principales radios, France Inter, Europe 1, RTL, entre autres, ont consacré plusieurs heures à cette tâche de solidarité. Dans la presse, la plupart des journaux ont également offert des insertions d'annonces aux organisations humanitaires dans le but de faciliter l'acheminement des dons émanant des particuliers et des institutions diverses. Dans les rédactions, selon A.

[149] BLAIS Marie-Claude, 2007, *La solidarité. Histoire d'une idée*, Gallimard, coll. *Bibliothèque des idées*

[150] MERCIER Arnaud, 1996, *Le Journal télévisé. Politique de l'information et information politique*, Paris, Presses des Sciences Po

Mercier (1996 : 264), « ces choix révèlent toujours une logique des bons sentiments ». On accomplit ces actes de générosité parce que le devoir moral le commande.

Pour convaincre les bonnes volontés et les mobiliser, les médias vont multiplier les messages et les mises en scène (informations, publicité, jeux, concerts, etc.). Il faut aussi faciliter l'acheminement de dons que les gens peuvent faire par voie postale, par simple appel téléphonique ou envoi de SMS, ou encore en se connectant sur un site internet. Les messages diffusés par les médias mettent l'accent sur ces différentes possibilités permettant au public d'agir n'importe quand et de n'importe où.

5-1. Médiatisation du tsunami

Commençons tout d'abord par la première des crises et sans doute la plus spectaculaire : le tsunami. Sa médiatisation a été extrêmement importante. L'événement avait en effet un caractère exceptionnel de par sa nature et planétaire de par les conséquences et enjeux qu'il a engendrés. Cet événement massif, selon J-J. Delfour, a donné lieu à « une infinité de micros événements horribles »[151]. L'analyse des articles de presse du corpus y afférent montre toute l'étendue de cette médiatisation. Nous avons vu au début de ce chapitre comment et pourquoi un fait devient un événement médiatique, et comment il s'internationalise. Et ce, à travers un certain nombre de critères de l'information, de facteurs divers. Pour devenir un sujet d'intérêt, l'événement passe par un filtre journalistique et contextuel qui décide de sa place dans l'actualité ou non et si oui, de la position hiérarchique qu'il peut y occuper. C'est le fonctionnement normal et quotidien des rédactions qui filtrent les nombreuses informations en fonction de leurs critères propres et de critères généraux. Mais il est de ces événements qui émergent avec force et s'impose naturellement à la une de l'actualité et de façon durable. Comme le souligne Charaudeau (1997 : 106), « pour qu'un événement puisse être repéré, il faut que se produise une *modification*[152] dans l'état du monde phénoménal génératrice d'un état de déséquilibre... » Il en est ainsi et très souvent des phénomènes cataclysmiques, comme le tsunami du 26 décembre 2004. À l'analyse des articles qui y sont consacrés, articles nombreux et diversifiés, on s'aperçoit que cette catastrophe recelait en elle tous les

[151] DELFOUR Jean-Jacques, « Tsunami caritatif », article d'opinion dans *Libération* du 06/01/05)

[152] Mot en italique dans le texte.

ingrédients d'une médiatisation importante et longue. En plus de son caractère gigantesque et naturel, il a créé à travers le monde d'autres faits ou sujets intéressants d'information journalistique.

Tableau 1 : Articles de la première journée de médiatisation du tsunami dans la PQN

Journal	Édition	Titre de l'article	Genre
Libération	27/12/04	**Enfers**	Article en p. 3
		Des touristes difficiles à recenser	Article en p. 4
		Des vagues qui vont à la vitesse d'un avion	Article en p. 5
		« Le chevauchement des plaques s'est bloqué brusquement »	Interview en p. 5
LE FIGARO	27/12/04	**Raz de marée sur l'Asie « J'ai vu la vague »**	Reportage en UNE
		« Il y avait des flaques rouges partout »	Reportage en p. 2
		Une vague géante a dévasté l'Asie du Sud	Article en p. 2
		Les bidonvilles des pêcheurs de l'océan Indien sous les eaux	Reportage en p. 3
		Près de 5 000 Français en vacances dans cette région	Article en pp. 3-4
		Le tourisme, un secteur stratégique dans la région	Article
		Un séisme d'une magnitude exceptionnelle	Article en p. 4
		Des milliers de morts au long des côtes	Article
		La communauté internationale sous le choc	Article
		Les séismes les plus meurtriers depuis 1900	Article
		Comme la guerre	Editorial en p. 10
Le Monde	28/12/04	**L'Asie du Sud dévastée par un gigantesque raz de marée**	Article en UNE
		Un matin de jour férié, les plages du Sri Lanka sont devenues des mouroirs	Reportage en p. 2
		La rupture de l'écorce terrestre, sous la mer, a mis en branle une formidable masse d'eau	Analyse en p. 3
		A Phuket, le rêve touristique a tourné à la catastrophe	Reportage en p. 4
		Les voyagistes français organisent le rapatriement des touristes	Article en p. 4
		Le Japon dispose d'un système d'alerte au tsunami perfectionné mais pas infaillible	Article en p. 4
La Tribune	27/12/04	**L'Asie du Sud dévastée par les raz de marée**	Filet en UNE
		Les raz de marée endeuillent l'Asie du Sud	Article
		L'industrie du tourisme durement frappée	Article

Les Echos Le Quotidien de l'Economie	27/12/04	**Des raz-de-marée dévastateurs en Asie du Sud ont déjà fait plus de 11.000 morts**	Article en p. 12

Tableau 2 : Articles de la deuxième journée de médiatisation du tsunami dans la PQN

Journal	Édition	Titre de l'article	Genre
Libération	28/12/04	**« La mer s'était retirée de 500 mètres »**	Article en p. 4
		Pour les agences, le rapatriement d'abord	Article en p. 5
		« Personne n'aurait dû être surpris »	Interview en p. 6
		Le Japon dépense sans compter pour se protéger	Article en p. 6
		Par le passé	Encadré en p. 7
		Un océan de désolation	Brève en UNE
		Koh Lanta. « La peur que le bateau soit fracassé »	Compte rendu en p. 5
		Un impact limité pour les assureurs	Article en p. 5
		Phuket. « Mon ami a été repêché en pleine mer »	Récit en p. 4
		Inde. « J'ai pu retrouver le corps de mon fils »	Article en p. 3
LE FIGARO	28/12/04	**Désolation en Asie du Sud-Est**	Article en UNE
		La note sera lourde pour l'Asie	Article en UNE
		Raz de marée sur l'Asie « J'ai vu la vague »	Reportage en UNE
		Au moins 23 700 morts étaient recensés hier soir au lendemain des raz de marée	Article en UNE
		L'effrayant bilan du raz de marée asiatique	Article en p. 2
		« A Phuket, c'était comme un immense exode »	Reportage en p. 2
		Front commun des voyagistes français	Article
		Le sort de dizaines de Français inconnu	Article en p. 2
		La communauté internationale sous le choc	Article
		En Inde, le désastre est une affaire de pauvres	Reportage en p. 3
		Un fort risque d'épidémie dans les zones sinistrées	Article en pp. 3-4
		L'océan Indien dépourvu de système d'alerte	Analyse en p. 4
		Des répliques encore imprévisibles	Article
		Peu de réactions sur les places financières	Article
		Les assureurs entament leurs évaluations	Article
		Baisse des groupes d'assurance	Article en p. 6
		Faible impact de la catastrophe en Asie	Article
		Le séisme de dimanche en Asie risque de déstabiliser des économies déjà fragiles	Éditorial
		Larmes et soulagement à Roissy	Article en p. 5

		Une déferlante de drames	Brève
Le Monde	29/12/04	**Mobilisation sans précédent au secours de l'Asie dévastée**	Article en UNE
		Une opération de secours sans précédent pour les sinistrés d'Asie	Article en p. 2
		Craintes d'épidémies dans les villages de la province indonésienne d'Atjeh	Analyse en p. 2
		« C'était notre dernier jour de vacances aux Maldives et, jusque-là, tout avait été merveilleux »	Récit en p. 3
		Les assurances sont peu affectées par le pire drame de l'année 2004	Article en p. 3
La Tribune	28/12/04	**Raz de marée : un nouveau choc économique pour l'Asie**	Filet en UNE
		L'économie du Sud-Est asiatique à nouveau ébranlée	Article
		L'impact reste limité pour les assureurs	Analyse
		L'activité portuaire au ralenti	Article
		L'Asie résiste au tsunami	Article
		Les valeurs du tourisme et de l'assurance fragilisées	Analyse
Les Echos Le Quotidien de l'Economie	28/12/04	**Le raz de marée en Asie tourne au cataclysme continental**	Article en UNE
		Le tourisme plus touché que le secteur de l'assurance	Article en UNE
		Le raz de marée en Asie du Sud tourne à la catastrophe humanitaire majeure	Article en p. 5
		Un réseau de capteurs et un système d'alerte auraient pu réduire le coût humain de la catastrophe	Article en p. 5
		Assistance : la communauté internationale se mobilise	Article en p. 5
		L'industrie touristique thaïlandaise touchée au cœur	Article en p. 6
		Les Maldives privées de leur principale source de revenus	Article en p. 6
		Sri Lanka : coup d'arrêt à un secteur en plein développement	Article en p. 6
		Les assureurs marquent le pas en Bourse	Article en p. 6
		L'Inde et la série noire du chiffre 26	Analyse en p. 10
		Contre la fatalité	Éditorial en p. 10
		Raz de marée en Asie : le gouvernement français mobilisé	Article en p. 12
		Les places asiatiques résistent après les raz de marée	Article en p. 22

La diversité des angles et des approches de médiatisation dans chacun des journaux traduit cette particularité de grand événement planétaire. Mais elle indique aussi l'effet d'emballement des médias qui font le maximum pour mettre en relief des aspects peu apparents ou cachés d'un événement, dans un contexte de recherche de scoop et de concurrence. La tendance à l'exhaustivité est comme une doctrine à laquelle se soumettent les journalistes. Toujours cette détermination à faire plus, voire mieux que les confrères, avec en ligne de mire la préservation de l'audience et surtout de l'audimat. H. de Maleissye (2006 : 15) résume bien cette situation en affirmant que « la presse lit, écoute et regarde la presse. Les médias s'inspirent toujours les uns des autres ».

Le directeur d'ACF disait que 750 articles[153] avaient été produits en une semaine. Dans notre corpus, après élimination des encadrés d'informations pratiques et des articles où il est simplement question d'une référence à cet événement (simple évocation), sur une période de deux semaines suivant la production du tsunami, on compte un total de 594 articles de tous ordres (en termes de rubriques et de genres). Un événement abondamment rapporté et commenté car obéissant quasiment exactement aux critères de l'information dans le monde occidental définis dans *La guerre mondiale de l'information*. Selon A. Char, ceux-ci sont « basés essentiellement sur l'actualité, la proximité et le caractère spectaculaire (l'étrange, le bizarre, l'insolite) » (Char, 1999 : 50).

De longueurs et de genres très variés (analyses, interviews, reportages, filet, éditoriaux, chroniques, commentaires…), les articles de presse combinés aux autres productions médiatiques ont fait du tsunami sud-asiatique l'événement catastrophique le plus médiatisé de l'histoire, de l'avis des spécialistes des médias et de l'action humanitaire internationale. Pendant plusieurs semaines, apparaissent chaque jour de nouveaux sujets ou thèmes d'actualité en relation avec l'événement principal. De quoi alimenter la presse, les journaux télévisés, des émissions et dossiers spéciaux. Car l'une des caractéristiques de l'information journalistique c'est la nouveauté, un aspect différent de la situation non encore exploré ou constaté. Cela donne ainsi ce qu'on appelle les angles ou approches journalistiques qui permettent de traiter un fait ou un événement dans toutes ses dimensions, dans tous ses aspects apparents ou cachés sur une période plus ou moins longue.

[153] Chiffre donné lors d'une intervention au colloque de Grenoble sur « les Médias et l'humanitaire » en 2005. Aucune autre précision autour de ce chiffre, ni sur les supports de presse concernés.

Ce qui est important à mettre en relief dans le cadre de la médiatisation du tsunami, c'est le fait que chaque approche ou aspect révélé de l'événement est un sujet de préoccupation et d'intérêt pour les médias et pour la communauté internationale. Car ces approches renvoient à l'ampleur rarissime du cataclysme et à la force de la nature, à l'économie et aux finances mondiales, aux relations internationales, à la question de la solidarité et du développement, aux polémiques politiques, voire politiciennes. Même en dehors du tsunami, tout fait qui se rapporte d'une manière ou d'une autre à ces thèmes est traditionnellement un sujet d'information pour les médias. Pendant que les journaux télévisés étaient transformés en édition spéciale, les quotidiens, et plus tard les hebdomadaires, consacraient l'essentiel de chaque édition au tsunami avec une pluralité d'articles, de reportages, d'interviews, de brèves et bien d'autres formes de présentation de l'information.

À travers les articles, on retrouve les deux grands pôles du journalisme moderne : le « journalisme d'enquête » et le « journalisme d'examen » qu'Hervé Brusini et Francis James[154] ont distingués dans une réflexion sur la télévision américaine. En d'autres termes, le journalisme dit « debout » et le journalisme dit « assis ». Le journalisme debout qui mène directement le journaliste sur le terrain, à s'immerger dans l'événement et à le faire vivre à son public à travers des genres comme le reportage, l'enquête ou des interviews réalisées dans l'action pour faire témoigner victimes, rescapés, observateurs. Le journalisme assis est l'œuvre de journalistes qui, à partir de la rédaction, font un travail d'explicitation sur différents angles de l'événement, ses enjeux et les perspectives qui s'en dégagent. Ils permettent d'en comprendre les différents aspects, les desseins inavoués, etc. Ce sont des journalistes expérimentés, reconnus dans la profession pour leur capacité à cerner tous les contours de l'événement, à le replacer dans tout son contexte social, économique, politique. Pour ce faire, les journalistes assis ont recours aux genres dits *nobles* dans la profession comme l'éditorial, l'analyse, le commentaire. Dans ce travail, on retrouve également des experts et spécialistes de questions diverses (humanitaire, catastrophe, relations internationales, géopolitique, finance, économie, sociologie…) qui interviennent pour animer le débat en signant des tribunes libres ou des chroniques. Dans la médiatisation du tsunami, on retrouve donc ces deux types de journalisme qui fonctionnent de façon plutôt complémentaire dans les journaux et dans les médias audiovisuels.

[154] BRUSINI H. et JAMES F., 1982 « Voir la vérité-Le journalisme de télévision », cité dans RUELLAN Denis, 2007, *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*, PU de Grenoble

Avec le tsunami et ses conséquences, on s'était habitué à voir surgir chaque jour une information capitale qui fait la une de l'actualité et relance la médiatisation de l'événement dans toute son intensité. Pendant plusieurs semaines, chaque jour apportait sa nouveauté, son scoop comme en raffolent les journalistes. Des informations exclusives ou premières qui ont contribué à l'intensification et à la prolongation de la médiatisation du tsunami. Globalement, on peut dire que la médiatisation du tsunami s'est déroulée dans le cadre de plusieurs grands thèmes ou registres de médiatisation à l'intérieur desquels on peut regrouper les articles : la force de la nature, la question de l'aide au développement, l'émotion et la solidarité internationales, les polémiques politiques ou politiciennes, l'impact sur l'économie mondiale et la mondialisation. À chacun de ces thèmes se rapporte une multitude d'articles. Visiblement, il y avait de la matière pour les médias à s'alimenter. Essayons de voir en détail les différents registres et la façon dont ils ont été abordés. Car, comme l'explique J-F Dortier, « l'analyse de discours et l'analyse de contenu se préoccupent de repérer les thèmes abordés, leur fréquence, les messages explicites ou implicites présents dans les films ou les documentaires »[155]. L'approche est de même s'agissant de l'analyse d'une couverture médiatique assurée par la presse. Le schéma ci-après indique l'extrême diversité des thèmes et sous-thèmes abordés dans la médiatisation de cette catastrophe.

[155] DORTIER Jean-François, 2005, « Comment se produit l'information ? » pp. 221-226, in : CABIN P., DORTIER J.-F. (coord.), *La communication. État des savoirs*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions. Ce texte est extrait de la définition « Média » dans *Le Dictionnaire des sciences humaines*, J.-F. Dortier (dir.), Sciences Humaines Éditions, 2004.

Figure 1 : Schéma des thèmes abordés dans la médiatisation du tsunami

Figure 2 : Schéma des thèmes abordés dans la médiatisation du tsunami (suite et fin)

5-1-1. Logiques spectaculaires : force de la nature

L'emballement médiatique fut presque automatique. La force et le gigantisme du tsunami sont sans doute l'aspect le plus frappant. Autant, sinon plus que les graves accidents aériens, industriels ou autres, les catastrophes naturelles sont des événements qui donnent généralement lieu à une médiatisation plus ou moins importante. Qu'il s'agisse de tremblements de terre, d'inondations, d'ouragans ou cyclones, d'épidémies ou de conditions climatiques extrêmes. Car très souvent, ces catastrophes constituent des événements tragiques, avec leurs corollaires de destructions et de morts en grand nombre, avec leurs conséquences économiques, avec leur impact sur l'environnement ou sur l'organisation des structures de la société. En ce qui concerne le tsunami, faut-il le rappeler, l'événement sortait complètement de l'ordinaire et de l'imaginable de par sa nature et son impact. Car même si les cataclysmes se produisent fréquemment dans cette région sud-asiatique, le tsunami du 26 décembre 2004 rompait avec les catastrophes naturelles habituelles et leurs quelques dizaines, centaines ou, tout au plus, quelques milliers de morts. On n'avait pas connu un tel cataclysme depuis un siècle. Une rupture radicale de par le nombre de morts, sans précédent, tout comme l'étendue géographique de la catastrophe. En une seule fois, une dizaine de pays riverains de l'océan Indien sont frappés par le même cataclysme. Le tsunami avait ainsi tous les attributs et critères de l'événement et de l'information du point de vue journalistique. Cet aspect naturel et extraordinaire a été l'un des premiers à être mis en relief dans les médias. À travers les titres, il s'agissait pour les journaux de faire comprendre immédiatement que l'ampleur de la catastrophe traduisait la colère et la force indomptable de la nature. Et la production de l'événement fait réagir aussitôt journalistes et « reporters d'occasion »[156]. En témoignent les très nombreuses vidéos d'amateurs qui ont fixé pour la postérité différents moments du déroulement du tsunami et la grande production médiatique qui a suivi, notamment l'énorme quantité d'articles de presse et de reportages audiovisuels.

Les gros titres de la presse du 27 décembre, c'est-à-dire dès le lendemain de la catastrophe, dénotent bien le caractère meurtrier et extraordinairement gigantesque du tsunami. Les journaux sont partagés entre différentes rhétoriques métaphoriques pour désigner ce qui s'est produit : métaphores religieuses, comme « *Enfers* » (*Le Temps*) ; des métaphores apocalyptiques et explicatives telles : « *Une vague géante a dévasté l'Asie du Sud* » (*Le*

[156] Expression employée pour désigner tous ceux qui, en amateur et de façon fortuite, filment ou photographient un événement au moment de sa production, par des moyens technologiques d'amateurs.

Figaro) ; « *L'Asie du Sud dévastée par un gigantesque raz de marée* » (*Le Monde* daté du 28/12/04)[157] ; « *L'Asie du Sud dévastée par les raz de marée* » (*La Tribune*) ; « *Des raz-de-marée dévastateurs en Asie du Sud ont déjà fait plus de 11 000 morts* » (*Les Échos*) ; « *Des vagues qui vont à la vitesse d'un avion* » (*Libération*). Mais l'un des titres les plus évocateurs est celui du quotidien suisse *Le Temps* dans son édition du 28 décembre 2004 : « *Pourquoi tant de morts ?* ». Une interrogation qui en dit long sur notre extrême vulnérabilité en tant qu'habitants de la terre face aux phénomènes naturels et aux conséquences qu'elles produisent.

Quarante-huit heures après, l'on commençait à découvrir avec stupéfaction l'étendue des dégâts et ainsi de suite au fil des jours. Une situation qu'illustre une analyse publiée par *Le Figaro* dans son édition du 03/01/05 sous le titre « *Vague de destruction massive* ». Une métaphore plutôt militaire, voire même guerrière car elle fait référence aux armes de destruction massive dont il était alors beaucoup question avec la guerre en Irak et le climat d'insécurité dans le monde. Comme pour dire que la nature peut livrer une guerre contre les habitants de la terre et la gagner. « *Comme la guerre* », titre de l'éditorial de Charles Lambroschini dans *Le Figaro* du 27/12/04 est illustratif de cette puissante et magique force de la nature. La dimension apocalyptique et explicative, avec cette vision de fin du monde dévastatrice, domine les premiers jours de médiatisation : les médias mettent en relief l'ampleur et les conséquences de la catastrophe. Des adjectifs qualificatifs comme *gigantesque, géant, dévastateur, énorme…* qui forment l'ossature des titres et donnent une impression de déluge, le confirment, de même que la comparaison *à la vitesse d'un avion*.

Au caractère exceptionnel de l'événement, correspond **un bilan exceptionnel.** Dans ce registre de la force de la nature, il en est beaucoup question. Le lourd tribut payé par les pays sinistrés en vies humaines et en destructions d'infrastructures a figuré dans les contenus médiatiques en très bonne place. D'heure en heure, de jour en jour, le bilan s'alourdit, avec la découverte macabre de l'étendue des dégâts, donc de la matière, du nouveau pour alimenter journaux et médias audiovisuels. « Trois jours après le tsunami qui a ravagé une dizaine de pays, de Sumatra à l'est à la Somalie à l'ouest, l'ampleur de la catastrophe se confirme. Les bilans des morts sont réévalués toutes les heures et approchent les 100 000 victimes », pouvait –on lire dans *Libération* du 30/12/2004. Des morts en très grand nombre, des morts tragiques, des morts spectaculaires. En un rien de temps, tout bascule pour des dizaines de milliers

[157] Il s'agit de l'édition parue dans l'après-midi du 27/12/07, *Le Monde* étant toujours antidaté.

familles, principalement en Asie du Sud, mais aussi en Occident et en Afrique de l'Est. Une tragédie humaine exceptionnelle, à la fois asiatique et internationale, sujet de grand intérêt journalistique qui a fait la une des journaux et alimenté leurs différentes rubriques pendant plusieurs semaines.

L'énormité du bilan humain et matériel se révèle et croît au fil des jours. C'est surtout à partir du troisième jour que l'on commence à évaluer la grande ampleur du tsunami. Pour ce faire, des chiffres et des témoignages de survivants sont stratégiquement utilisés pour mettre en valeur l'information d'une part, et, aussi, sans doute, pour favoriser une prise de conscience et la solidarité avec les victimes d'autre part. Dans cette logique, on pouvait lire entre autres titres pessimistes dans leur construction syntaxique et qui reposent sur une rhétorique effrayante : « *L'effrayant bilan du raz de marée asiatique* » (*Le Figaro* du 28/12/04) ; « *Le raz de marée en Asie tourne au cataclysme continental* » (*Les Échos* du 28/12/2004) ; « *Craintes d'épidémies dans les villages de la province indonésienne d'Atjeh* » (*Le Monde* du 29/12/04) ; « *Plus de 120 000 morts et 5 millions de déplacés* » (*Le Figaro* du 31/12/04) ; « *À Sumatra, 900 000 enfants en danger* » (*Libération* du 01/01/05). Dans ce dernier article, l'auteur explique que « la population de la province indonésienne d'Aceh, ravagée, manque de vivres et de soins. Les chiffres concernant le nord de l'île indonésienne de Sumatra ont de quoi affoler : 100 000 morts peut-être, 500 000 sans-abri, 900 000 enfants en danger, 100 000 maisons détruites et un seul hôpital à ne pas avoir été endommagé ».

Les titres et les contenus des articles de presse sont aussi construits autour de **la détresse et du chaos**. Car après le déluge, la situation sur le terrain est des plus difficiles, à la fois pour les rescapés et pour les équipes de secouristes venues leur apporter aide et assistance. Entre pénurie en tous genres et risque d'apparition des épidémies, règne plutôt une atmosphère de chaos social et économique, exacerbée dans un premier temps par l'inefficacité ou la lenteur des secours. L'ampleur de la dévastation ne laissait pas en effet beaucoup de solution, ni de marge de manœuvre pour l'organisation correcte des secours sur le terrain. Pour relater cet aspect, les journaux mettent en avant le témoignage de ceux qui ont vécu les faits et en souffrent. Comme exemples de titres : « *"C'était notre dernier jour de vacances aux Maldives et, jusque-là, tout avait été merveilleux"* » (témoignages émouvants de touristes rescapés sur l'enfer vécu parus dans *Le Monde* du 29/12/2004) ; « *Inde. "J'ai pu retrouver le corps de mon fils"* » (témoignages de familles indiennes publiés dans un quotidien du sud du pays et repris dans *Libération* du 28/12/2004) et cet autre titre d'un article dans lequel des touristes français

rescapés expliquent le déroulement de la catastrophe telle qu'ils ont pu la vivre : « *Phuket. "Mon ami a été repêché en pleine mer"* » (*Libération* du 28/12/2004).

Des images et des mots décrivent avec force détails et dans différents genres journalistiques la situation sur le terrain. L'extrait suivant, tiré du reportage intitulé « *L'Indonésie paie le plus lourd tribut* » et publié dans *Le Figaro* du 30/12/04, est un exemple révélateur :

> « Les journaux de Jakarta sont pleins de ces images de corps désarticulés, échoués le long des côtes de la province d'Aceh, au nord de l'île de Sumatra. Des hommes défigurés, des bébés aux joues trop gonflées roulés pêle-mêle au milieu des buffles au ventre affreusement distendu, de la tôle ondulée, des cocotiers et des poteaux électriques arrachés. L'océan aujourd'hui maudit a tout emporté, tout broyé : les paillotes des villages de pêcheurs qui s'égrainent sur cette côte, les digues, le bétail et les humains qui n'ont pas eu le temps de s'accrocher dans les branches des arbres »,

Sur cette détresse des rescapés, sous le titre « *Asie : survivre après le cataclysme* », *Libération* du 30/12/2004 publie une série de reportages qui font état de la situation dans la dizaine de pays sinistrés, quatre jours après : des morts, des dégâts, des rescapés, du fonctionnement des secours. Les ravages de la catastrophe rendaient plusieurs localités inaccessibles, en raison de la destruction ou de l'obstruction des voies de communication. Des localités isolées, coupées du reste du monde où la lutte pour la survie était devenue cruciale pour les rescapés. Une situation qui, habituellement, suscite, même dans une moindre mesure, l'intérêt des médias. Car l'un des principes de l'information journalistique c'est de mettre l'accent sur les mauvaises nouvelles.

Un autre aspect qu'on peut facilement mettre en évidence en analysant les articles de presse sur le tsunami, c'est justement **la dimension explicative** de la médiatisation de l'événement. En effet, le fait que le tsunami soit à la fois si naturel, si exceptionnel et si rarissime, nécessitait que l'on se pose des questions et que l'on essaie d'y apporter des réponses. Pourquoi et comment un tel désastre a pu se produire, en dépit des progrès scientifiques et technologiques importants de l'humanité, notamment dans l'exploration et la connaissance de l'univers ? C'est à cette question que nombre d'articles ont tenté de répondre à travers des analyses, des interviews d'experts et de spécialistes des questions géophysiques et stratégiques notamment. À cet effet, il convient de rappeler les travaux de S. Moirand qui

considère « l'explication comme un *mode discursif*[158] prototypique non seulement des discours de transmission de connaissances mais également des discours d'information médiatique… » (Moirand, 2007 : 116)[159].

Une spécificité du fonctionnement moderne des médias est d'accorder une place à l'explication dans la médiatisation des événements, qu'ils soient politiques, économiques ou liés à la nature. Une des clés de compréhension réside dans cette approche explicative qui consiste notamment à faire intervenir ceux dont c'est le domaine de compétence. Plus que d'autres catastrophes, le tsunami nécessitait des explications pour sa compréhension et pour la prévision éventuelle des cataclysmes de même nature. Car en plus de l'énorme bilan humain et matériel qu'il a produit, le tsunami revêtait un intérêt scientifique important. Il offrait l'occasion aux chercheurs d'aller plus loin dans la connaissance et l'explicitation des phénomènes naturels cataclysmiques. Dans la presse, les réflexions et discours explicatifs ont porté sur plusieurs éléments : les causes sismiques de la catastrophe, le manque de système de prévention, les modifications géophysiques provoquées, le rappel des grandes catastrophes naturelles dans le monde, le risque et la crainte d'un tsunami de même ampleur ailleurs dans le monde.

Les premiers articles d'explication ont donc naturellement porté sur les causes de ce raz de marée géant d'une envergure jusque-là insoupçonnée. Les phénomènes naturels rares sont généralement objet de médiatisation mais aussi et surtout de curiosité scientifique. Les expliquer pour les comprendre dans leur genèse et leur évolution est devenu presqu'un exercice dans le monde médiatique. Sur le tsunami, ce besoin d'explication scientifique semblait proportionnel à la dimension de la catastrophe. Les premières tentatives d'explication se font dès le premier jour de médiatisation, c'est-à-dire le 27 décembre 2004. Ce qui traduit aussi le grand intérêt des médias à comprendre et à faire comprendre rapidement comment les choses se sont produites. Pour ce faire, les journalistes n'étant pas spécialistes de tout, ils ont recours à l'avis de chercheurs, professeurs, experts ou stratèges qu'ils interrogent sur la question pour construire leurs reportages, analyses ou interviews. Une stratégie journalistique dont le but fondamental est surtout d'imprimer au discours de la

[158] L'expression est en italique dans le texte original

[159] MOIRAND Sophie, 2007, *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, PUF

crédibilité et de la légitimité. Car le discours savant est produit par ceux dont la compétence sur la question est reconnue et appréciée.

Généralement, les articles d'explication sont présentés sous deux formes : analyse ou interview. Dans *Libération* du 27/12/2004, deux articles sur les cinq consacrés au tsunami sont des tentatives d'explication. Ce sont : « D*es vagues qui vont à la vitesse d'un avion* », des explications scientifiques du phénomène tsunami par Denis Delbecq ; « *"Le chevauchement des plaques s'est bloqué brusquement"* », une interview de Rolando Armijo, spécialiste de tectonique, qui donne les détails techniques sur ce séisme océanique. Dans *Le Monde* daté du 28/12/2004, on retrouve une analyse de Jean-François Augereau et Christiane Galus sous le titre « *La rupture de l'écorce terrestre, sous la mer, a mis en branle une formidable masse d'eau* ».

Dans la médiatisation, les explications sont si importantes qu'elles se rapportent aussi à un fait rarement produit par les catastrophes naturelles : la modification de la géophysique régionale en l'espace de quelques minutes. Un tel fait est suffisamment rare pour être souligné car les transformations géophysiques de la terre sont le fruit de processus d'érosion et de pollution qui se déroulent plutôt sur des décennies, des siècles ou des millénaires. Un déroulement normal que le cataclysme sud-asiatique a bousculé par des effets géophysiques exceptionnels. « En se fondant sur des modèles sismiques, on peut dire que certaines des plus petites îles au sud-ouest des côtes de Sumatra peuvent avoir avancé de 20 mètres vers le sud-ouest », écrit *Le Figaro* du 29/12/04. Plusieurs autres gros titres pointent ce changement de la morphologie régionale et tente de faire comprendre ces transformations soudaines de la surface de la terre : « *Le désastre redistribue les cartes* » (*Le Figaro* du 04/01/05) ; « *Des îles déplacées de vingt mètres* » (*Libération* du 29/12/05). Un autre article de *Libération* met l'accent sur la violence avec laquelle ces transformations géophysiques se sont opérées, à travers l'exemple d'une île de l'archipel sri lankais. « C'est une petite bande de sable sur la côte est, à une trentaine de kilomètres au sud de Batticaloa. Elle a été coupée à deux endroits par les vagues du tsunami. Koddaikalar est devenue une île de quelques kilomètres ». Plus que toutes les autres analyses scientifiques, celle de Paul Tapponnier, directeur du laboratoire de tectonique à l'Institut de physique du globe de Paris, se veut la plus complète. Intitulé « *Tsunami : je savais tout, je ne savais rien* » (*Le Monde* du 05/01/05), ce papier se distingue par sa longueur (plus de 14 000 signes, soit quelque 6 pages) et par les détails techniques, géométriques et chiffrés qui l'illustrent.

La crainte de voir le même type de cataclysme surprendre et détruire d'autres parties du monde ressurgit, notamment concernant le Japon et la Californie, en raison de leur situation géographique et des antécédents sismiques qui les caractérisent. Il en est donc question dans la presse. Les mesures de prévention envisagées par d'autres pays exposés au même risque sont médiatisées et mises en relation avec le tsunami sud-asiatique. Ce qui contribue à l'intensification de la médiatisation du tsunami. C'est l'exemple de cet article intitulé : *Comment San Francisco se prépare au Big One...* dans *L'express* du 03/01/05. Une crainte affichée et redoutée notamment par les spécialistes, quand on sait qu'on vit dans un monde où les catastrophes naturelles sont plus récurrentes. Dans son rapport annuel 2007 sur les catastrophes, la Fédération internationale de la Croix-Rouge souligne avec gravité que « le nombre de catastrophes naturelles dans le monde a progressé d'environ 60% entre 1997 et 2006 par rapport à la décennie précédente, passant de 4.241 à 6806 désastres […]. Le nombre de morts a même doublé par rapport à la période 1987-1996, passant de 600 000 à 1,2 million. Le nombre de personnes touchées en moyenne chaque année est passé de 230 millions à 270 millions entre les deux décennies »[160].

On retrouve la même démarche au niveau des hebdomadaires dans leur première édition après le tsunami. Il y est fait une place importante à l'analyse explicative. C'est d'ailleurs la spécificité de ces journaux magasines qui, non soumis aux mêmes impératifs du temps de bouclage que les quotidiens, prennent le recul nécessaire et approfondissent davantage leur analyse de tout événement faisant l'objet de médiatisation importante. Ces journaux commencent leurs discours sur le tsunami le 3 janvier avec *L'Express* et son titre « *La Terre en mouvements* ». Suivent par la suite les autres hebdomadaires dans la même logique : « *Radioscopie d'un cataclysme* » (*Le Nouvel Observateu*r du 06/01/05) ; « *Les colères de la terre* » (*Le Point* du 06/01/05). Aussi, faut-il souligner qu'il a été question d'un retour en arrière par le rappel des grandes catastrophes naturelles les plus meurtrières de l'histoire de l'humanité. Les premiers articles rappellent le séisme de Bam en Iran survenu un an plus tôt. Mais aussi d'autres catastrophes : « Par trois fois, la Chine a connu des catastrophes qui ont fait plus de 200 000 victimes (en 1920, 1927 et 1976). Le Japon (en 1923), l'Italie (en 1908) et

[160] Article, « *Le nombre de catastrophes naturelles a bondi de 60% en dix ans, 2007 année record* » (dépêche AFP du 13/12/07)

le Turkménistan (en 1948) ont aussi vu périr plus de 100 000 personnes dans les entrailles soudaines béantes de leur sol »[161].

Sur l'aspect naturel des choses, **les secousses sismiques** qui suivent chaque tremblement de terre ont aussi donné lieu à de nombreux articles. Dans un article de *Libération* intitulé « *A Banda Aceh, l'enfer humanitaire* », on pouvait lire : « Dix jours après la catastrophe, alors que les répliques telluriques se poursuivent (une longue secousse avant-hier et deux assez fortes hier soir), la mer s'est calmée » (*Libération* du 06/01/05). Les répliques ou secousses sismiques ont donc été un facteur, parmi bien d'autres, de la multiplication des angles d'une médiatisation longue et intense. Car ces secousses étaient parfois d'une magnitude assez importante et pouvaient affecter la mise en œuvre des opérations de secours et d'aide dans les localités sinistrées. Sous le titre « *Des répliques encore imprévisibles* », *Le Figaro* explique qu' « aussi, comme c'est le cas chaque fois qu'un tremblement de terre se produit, on a affaire à des répliques sismiques importantes et nombreuses » (*Le Figaro* du 28/12/04).

5-1-2. Logiques émotionnelles : émotion et solidarité mondiales

Après le gigantisme et l'exceptionnalité du tsunami, le second grand facteur de l'importante médiatisation réside dans l'émotion ressentie et la solidarité tout aussi exceptionnelle et gigantesque manifestée par la communauté internationale. Car de l'avis quasi unanime de la plupart des observateurs de la vie mondiale, interrogés par les journalistes, rarement une catastrophe aura suscité autant de compassion à travers la planète. Dans un éditorial intitulé « *Deuil planétaire* » (*L'Express* du 03/01/05), Denis Jeambar résume sans doute mieux que quiconque l'immense émotion ressentie de par le monde et l'élan de solidarité qui a suivi. « Jamais, cependant, le deuil ne prit la dimension planétaire qu'il connaît aujourd'hui », souligne-t-il. *Le Figaro* mettra l'accent sur le choc ressenti en évoquant les réactions internationales dans l'article intitulé « *La communauté internationale sous le choc* » (*Le Figaro* du 27/12/04). Dans ce registre, la médiatisation se rapporte aux victimes françaises et européennes, aux conditions de vie difficiles des rescapés, aux gestes de bonne volonté faits à travers le monde, aux opérations de secours, entre autres.

[161] Article « *Deuil planétaire* » (*L'Express* du 03/01/05)

Proximité jouant, il y a d'abord les articles sur les victimes occidentales et asiatiques. Là, se révèle l'un des critères de l'information journalistique : la proximité affective qui prévaut quant au choix des nouvelles internationales. Une médiatisation basée sur l'émotion, la compassion à travers la rhétorique et le choix des angles. L'émotion était grande au sein des opinions publiques en Occident. En effet, il est beaucoup question des victimes françaises et européennes, mais aussi des touristes rescapés. Le nombre impressionnant de ces victimes venues de l'étranger, la diversité de leurs nationalités et les conditions dans lesquelles ils ont été surpris par les vagues géantes sont relatés dans nombre d'articles, dès les premières éditions qui ont suivi la catastrophe. « *Des touristes difficiles à recenser* » (*Libération* du 27/12/04) ; « *Près de 5000 Français en vacances dans cette région* » (*Le Figaro* du 27/12/04) ; « *Les voyagistes français organisent le rapatriement des touristes* » (*Le Monde* du 28/12/04). Tout au long des semaines, la situation des touristes victimes (disparus, morts) ou rescapés a occupé une place dans la médiatisation du tsunami. Surtout que les jours passant, l'étendue de la catastrophe en termes de morts et de destructions se révèle plus vaste, crée un sentiment de deuil et provoque le pessimisme quant au sort des personnes n'ayant pu donner signe de vie. Un sujet de préoccupation pour les proches, les familles, et surtout pour les dirigeants politiques déterminés à apporter le soutien nécessaire à leurs ressortissants.

L'émotion est aussi entretenue par les reportages au sein des rescapés asiatiques du tsunami et leurs conditions de vie extrêmement difficiles, entre pénurie en tous genres, risque d'épidémie, et recherche de proches morts ou disparus. Et ce, dans les différents pays très touchés : Indonésie, Thaïlande, Sri Lanka. La presse met en relief le dénuement et le désespoir dans lesquels le tsunami a plongé subitement des millions de personnes. Des rescapés qui errent entre la lutte pour la survie et la recherche de leurs proches. Des articles sur les victimes asiatiques, souvent émouvants car faits de récits de survivants résignés dans la peine et l'émotion. Entre autres articles : « *Asie : l'insupportable quête des corps* » (*Libération* du 29/12/04) : une série de reportages réalisés par les envoyés spéciaux et correspondants du journal « auprès des survivants et des secouristes qui tentent de retrouver les disparus dans des conditions pénibles et dangereuses » ; « *Craintes d'épidémies dans les villages de la province indonésienne d'Atjeh* » (*Le Monde* du 29/12/04) : description de la situation dans les villages les plus sinistrés d'Indonésie ; « *Un fort risque d'épidémie dans les zones sinistrées* » (*Le Figaro* du 28/12/04) : un article qui évoque notamment le fait qu' « amoncellement des cadavres et pénurie d'eau potable inquiètent » ; « *Khao Lak, c'était*

"L'Enfer" de Dante » (*Le Monde* du 31/12/05) : des témoignages sur un rescapé de Thaïlande…

Dans ce travail journalistique destiné à faire vivre l'événement par les lecteurs, on notera le recours important aux reportages réalisés sur le terrain par les correspondants et envoyés spéciaux. Reportages réalisés aux côtés des survivants, des secouristes, des armées étrangères et d'officiels occidentaux, entre autres, en déplacement dans les zones sinistrées. Un reportage réalisé par *Libération* à Banda Aceh, la province indonésienne la plus touchée, est édifiant sur l'état désastreux des survivants.

> « Il n'y a plus rien à Banda Aceh. La ville a été comme atomisée. Soufflée. Vitrifiée. Sur des dizaines de kilomètres carrés, partout le même constat de désolation. Au centre-ville comme en banlieue. "Je n'ai plus rien. J'ai tout perdu. Ma femme, mes enfants et ma maison", dit, lèvres et mains tremblantes, Idris Hussein, rencontré sur un pont qui surplombe une rivière jonchée de bateaux de pêche retournés, la coque encastrée dans des maisons en ruines. A Banda Aceh, beaucoup ont comme lui tout perdu. "Je pleure ma mère et mon père", dit Anouar, 29 ans »[162].

Un tel état des lieux peut difficilement laisser insensible. Ce n'est donc pas pour rien que beaucoup, parmi les acteurs humanitaires et les politiques, soutiennent que la médiatisation ainsi faite est un des facteurs qui ont favorisé l'immense élan de générosité dans le monde. Car les projecteurs des médias permettent d'éclairer l'opinion et facilitent la prise de conscience face à un drame humain.

De l'émotion à la générosité et aux gestes solidaires, il n'y eut qu'un pas que le monde a très rapidement franchi sans hésitation et sans détour. *Sans précédent* ; *impressionnant* ; *planétaire* ; *très important* ; *vaste mouvement* ; *raz de marée caritatif*… Les superlatifs sont suffisamment utilisés dans la presse pour traduire l'ampleur de la solidarité internationale en faveur des victimes du tsunami. « L'intense émotion qui bouleverse le monde entier face au drame du golfe du Bengale est assurément respectable. Elle témoigne de l'existence d'une humanité solidaire d'une partie des siens face à un aussi grand malheur »[163]. Une mobilisation sans précédent de simples citoyens, de collectivités, d'organisations non gouvernementales et autres associations caritatives, d'entreprises, de gouvernements et d'organisations

[162] Reportage « *A Banda Aceh, l'enfer humanitaire* » (*Libération* du 06/01/05)

[163] Article « *Émotion, et après ?* » (*Les Échos* du 30/12/04)

internationales avec les Nations-Unies en tête. Le quotidien francophone suisse *Le Temps* résume bien cette nouvelle donne en matière de solidarité dans le monde en titrant le 28 décembre 2004 sur une « *Mobilisation humanitaire sans précédent* ». L'impact de la médiatisation et de la mondialisation fait que chacun et partout se reconnaît dans l'événement et se montre sensible. Les journaux mettent en exergue l'ampleur de cette solidarité et l'on s'en rend compte dès les titres. Les quelques exemples suivants sont illustratifs : « *Mobilisation sans précédent au secours de l'Asie dévastée* » (*Le Monde* du 29/12/04) ; « *Vaste mouvement de solidarité et d'initiatives politiques en faveur de l'Asie sinistrée* » (*Les Échos* du 30/12/04) ; « *La plus grande aide humanitaire de tous les temps* » (*La Tribune* du 29/12/04) ; « *Téléthon planétaire* » (*Libération* du 31/12/04)… Dans cette région sud-asiatique dont les habitants rescapés sont traumatisés et réduits à un état de faiblesse et de vulnérabilité sans pareil, l'essentiel des opérations de secours et d'assistance est l'œuvre de la communauté internationale à travers les organisations humanitaires et les détachements des armées occidentales dépêchés sur le terrain par milliers.

Au fil des jours, les titres se succèdent et se ressemblent dans leur contenu informationnel et émotionnel. C'est le principal quotidien économique français, *Les Échos*, qui fait une synthèse de l'action de solidarité internationale, dix jours après la catastrophe. Le journal note notamment :

> « La mobilisation en faveur des victimes du raz de marée en Asie du Sud ne faiblit pas, bien au contraire. Dix jours après la tragédie, les dons des particuliers, des entreprises et des collectivités locales continuent d'affluer un peu partout dans le monde. Des initiatives en tous genres voient le jour pour lever des fonds aussi bien dans les pays développés que dans les États touchés par le tsunami. Difficile de chiffrer cet élan de solidarité sans précédent tant il est multiple et éclaté. Mais il est assurément considérable »[164].

Le Monde, dans un article au titre très évocateur, « *Tragédie européenne* », met l'accent sur la même dynamique de solidarité en expliquant que les destructions provoquées par le tsunami ont suscité, dans le monde occidental, un élan de solidarité d'une ampleur sans précédent. « À côté des aides annoncées par les gouvernements, qui ont été portées, peu à peu, au niveau nécessaire pour faire face au désastre, les dons privés témoignent d'une conscience

[164] Article « *Gouvernements, entreprises et particuliers rivalisent d'aides à l'Asie dévastée* » (*Les Échos* du 05/01/05)

nouvelle »[165]. En quelque sorte, l'opinion occidentale s'approprie, avec bon cœur la tragédie qui l'a aussi frappée à travers ses touristes. La médiatisation ressort cette communion des peuples et des gouvernements dans la douleur et l'émotion, mais aussi dans la mobilisation en faveur des victimes. Ce qui fait dire à B. Kouchner que dans cette mobilisation, « les gouvernements répondent à un véritable mouvement d'opinion »[166]. Selon l'universitaire B. Debarbieux[167], il s'agit d'« une compassion d'une ampleur inhabituelle » qui a saisi en même temps « les États les plus riches de la planète et une proportion importante de l'humanité », conduisant à des gestes de solidarité sans précédent. Car en quelques jours, les annonces d'efforts financiers faites par plusieurs gouvernements ont dépassé de loin le budget annuel moyen de l'aide humanitaire internationale.

Autant que l'émotion provoquée au sein de la communauté internationale, **la solidarité** qui a suivi s'est singularisée par sa dimension planétaire et son caractère multiforme. Dans une analyse, le journal *Le Monde* établit un lien direct avec les conséquences de la mondialisation qui abolit frontière et distance et permet la diffusion des images à un grand rythme.

> « Le mécanisme vertueux de l'émotion publique, des initiatives humanitaires et de la pression sur les gouvernements et les institutions internationales s'est, de nouveau, déclenché. Le resserrement du monde, provoqué par la multiplication des échanges de toute sorte et par la rapidité de l'information, donne une dimension nouvelle à la solidarité. C'est aussi cela, la mondialisation »[168].

L'éditorialiste de *Libération* abonde dans le même sens quand il évoque la réduction de notre monde à un village planétaire pour expliquer l'ampleur du choc planétaire qu'a représenté le raz de marée asiatique. Il y voit un double choc. « Choc médiatique quand, depuis neuf jours, télévisions et journaux du monde entier ont aboli les distances pour couvrir l'événement,

---

[165] Article « *Tragédie européenne* » (*Le Monde* du 04/01/05)

[166] « *La concurrence entre les pays est très saine* », interview de Bernard Kouchner, président de l'association *REUNIR*, dans *Libération* du 31/12/04.

[167] Bernard Debarbieux, « *Le tsunami de l'océan Indien: la première catastrophe naturelle mondialisée?* », article d'opinion dans *Le Temps* du 05/01/05. B. Debarbieux est professeur de géographie à l'Université de Genève depuis 2001. Avant, il a travaillé dans les universités de Grenoble, de l'État de New York, de Montréal et de Paris VIII. Ses recherches portent sur les imaginaires et les formes de connaissance géographiques, les pratiques touristiques et les territorialités politiques et collectives. Son principal terrain d'application : les montagnes européennes et nord-américaines. (Source : www.unige.ch).

[168] Article « *Solidarité mondialisée* » (*Le Monde* du 30/12/04)

donnant tout son sens à l'expression village global. Choc affectif puisque nombre de touristes occidentaux, notamment européens, figurent parmi les victimes »[169].

Un autre acte fort de cette solidarité internationale, c'est la décision prise dans plusieurs pays de transformer les fêtes du Nouvel An en un moment de recueillement et de pensée pour les victimes. Dans certains cas, les festivités prévues à cette occasion ont été annulées par les autorités. Le passage au Nouvel An a donc plutôt donné lieu à des moments de recueillement, de souvenir et de compassion pour les victimes. Un tel fait est si rare qu'il fait l'objet de très nombreux articles dans la presse. Car la fin d'année est l'un de ces moments les plus attendus, les plus préparés pour faire la fête, se détendre, s'amuser, et ce, à travers le monde.

L'annulation soudaine de ces fêtes dans plusieurs pays est une information importante que les médias mettent au cœur de l'actualité. Information importante pour sa rareté et pour le contexte qui la provoque. C'est pourquoi les quotidiens sont revenus dans différentes éditions sur les principaux endroits au monde où les fêtes de fin d'année, habituellement très colorées et animées avec la participation de plusieurs milliers de personnes, ont été soit annulées soit affectées par les conséquences du tsunami. Les journaux s'intéressent également à la façon dont les gens ont manifesté leurs pensées et leur solidarité avec les victimes. Entre une minute de silence au Trafalgar Square à Londres et l'annulation totale sur les Champs Élysée à Paris ; à New York … Reprenant des dépêches d'agences, *Le Figaro*, dans son édition du 01/01/05, souligne le fort symbole que représente ce geste dans l'article « *La tragédie assombrit les fêtes du Nouvel An* ».

Une grande partie de la médiatisation du tsunami concerne la mobilisation de cette solidarité de la communauté internationale dont l'ampleur et les polémiques qui l'entourent en font en soi un sujet journalistique de grand intérêt. Surtout quand on sait que le monde est dominé par l'égoïsme et le libéralisme qui créent ou accentuent toutes les inégalités, renforçant le fossé entre riches et pauvres, entre pays développés et pays sous-développés, faisant des millions d'exclus à travers le monde. Dans ce contexte, une manifestation de la solidarité de l'ampleur de celle qui a suivi le tsunami est un événement qui sort de l'ordinaire et marque les esprits. Il s'agit d'une solidarité inattendue et surprenante que les journalistes et autres observateurs ont longuement analysée pour en comprendre les ressorts. Dans les articles, il est d'abord beaucoup question de la solidarité française. Une contribution française jugée significative

[169] Éditorial « *Solidarités* » (*Libération* du 04/01/05)

dans « ce qui apparaît comme la plus importante opération de secours de l'histoire »[170]. Une solidarité dont la dimension et la diversité conduisent à une sorte de reconnaissance et d'unanimité dans les titres : « *Entreprises et collectivités locales multiplient les initiatives en France* » (*Les Échos* du 31/12/04) ; « *La France multiplie les initiatives vers les populations sinistrées* » (*Le Figaro* du 03/01/05) ; « *En France, un afflux sans précédent de dons en ligne* » (*Libération* du 31/12/04), etc.

Dans le discours médiatique, se dégage une double unanimité : unanimité des différentes composantes de la société française dans le dévouement ; unanimité des médias dans l'appréciation de cette manifestation de solidarité. « Un mouvement de solidarité très important s'est enclenché dans l'Hexagone ces derniers jours pour venir en aide aux régions sinistrées par le raz de marée du week-end dernier. Collectivités locales et entreprises ont débloqué des sommes parfois importantes pour contribuer aux efforts de secours »[171]. Cette fois-ci, les organisations humanitaires n'eurent pas « le monopole du cœur ». A leurs côtés et comme jamais, citoyens, collectivités, entreprises, gouvernement… ont rivalisé d'initiatives en matière de générosité. La solidarité française a été si importante que la France a été chargée par l'UE et l'ONU de coordonner l'aide internationale en Asie. Sur le terrain, ONG et troupes armées se partagent l'organisation des secours, non sans quelques cafouillages, pour faire face à un véritable défi humanitaire : « enterrer les milliers de cadavres échoués sur les côtes, empêcher la propagation de maladies et s'occuper de millions de sans-abri »[172]. Des efforts de la communauté internationale pour parer à l'urgence et, dans le même temps, de la réflexion pour la reconstruction des pays sinistrée, donc une vision dans la durée comme en témoigne la conférence des donateurs réunie le 06 Janvier 2005 à Djakarta, la capitale indonésienne.

Autre acte qui ne pouvait que susciter l'intérêt des médias, c'est la mobilisation des entreprises de tout type. Les entreprises sont en général réputées pour leur recherche de profit maximum. Les banques par exemple, souvent accusées d'être le chantre du libéralisme qui domine le monde, de même que les grandes surfaces, les assurances, les opérateurs de téléphonie et divers autres acteurs de l'économie ont fait des gestes de bonne volonté. Plus

---

[170] Article « *La France multiplie les initiatives vers les populations sinistrées* » (*Le Figaro* du 03/01/05)

[171] Article « *Entreprises et collectivités locales multiplient les initiatives en France* » (*Les Échos* du 31/12/04)

[172] Article « *Une catastrophe sans précédent* » (*Le Figaro* du 29/12/04).

significative encore pour ne pas figurer dans la médiatisation du tsunami et faire l'objet d'articles de presse fut la manifestation de solidarité des médias eux-mêmes. Une grande mobilisation des médias non seulement dans la couverture médiatique de l'événement qui est leur mission traditionnelle, mais aussi et surtout leur initiative ou leur participation à la mise en œuvre des actions de solidarité en faveur des victimes, le plus souvent en collaboration avec les organisations humanitaires. L'opinion aura remarqué la mobilisation en particulier des radios et des chaînes de télévisions (France Télévisions, TF1, Canal+, M6, Europe 1 ; France Inter …) à travers des émissions spéciales de collecte de dons, la diffusion gratuite de spots publicitaires pour les ONG humanitaires. Les programmes ont été bousculés pour faire preuve de charité et de dévouement. À TF1, Patrick Poivre d'Arvor a présenté le 3 janvier 2005 à 20 h 40 une émission spéciale, *Solidarité Asie*, avec notamment sœur Emmanuelle, Michel Barnier, ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, ancien ministre et fondateur de *Médecins du monde*, et Jean-François Mattei, le président de la Croix-Rouge française.

Le même jour, l'audiovisuel public a organisé une opération spéciale *France Télévisions – Asie Tous solidaires* sur toutes ses antennes, « avec des appels aux dons pour la Fondation de France et l'Unicef »[173]. La chaîne privée TF1 a également diffusé le 11 janvier 2005 une édition spéciale de *Qui veut gagner des millions* (émission de divertissement destinée à récolter des fonds) présentée par Jean-Pierre Foucault. Les gains obtenus par les célébrités présentes sur le plateau ont été versés aux associations. Le 9 janvier 2005, M6 a présenté un *E=M6 spécial Asie*, à 20 h 05, ainsi qu'une édition spéciale de *Zone interdite* à 20 h 50. M6 a décidé de ne pas facturer le produit de l'écran publicitaire de coupure de cette *Zone interdite*, engageant les annonceurs à verser le coût de leur spot à une des associations humanitaires. La chaîne a en outre reversé l'équivalent des gains obtenus par les candidats de *Star Six Music* et *Turbissimo* à des associations qui agissent dans le cadre de l'opération *Solidarité Asie*.

Par ailleurs, la plupart des grandes chaînes de télévision et de radio ont gracieusement offert des espaces publicitaires aux organisations humanitaires et diffusé des spots ou des appels pour inciter les gens à faire des dons… Ainsi, la chaîne privée TF1 s'est-elle associé avec l'UNICEF et la Croix-Rouge, M6 a diffusé les campagnes des deux associations, France2 a collaboré avec La Fondation de France, Canal+ a offert aux organisations humanitaires quatre fois plus de spots publicitaires qu'habituellement, etc. Dans la presse, ce sont des informations

[173] Article « *Les faits du jour* » (*Libération* du 01/01/05)

pratiques pour faire un don qui sont publiées en encadré quasiment chaque jour dans les pages consacrées à l'actualité du tsunami. Dans un court article intitulé « *Tous solidaires* », l'un des principaux quotidiens nationaux, *Le Figaro*, revient sur cette campagne de générosité des médias à laquelle il prend part. « Face à l'ampleur du désastre, *Le Figaro* ne peut rester simple témoin et s'associe à La Fondation de France pour lancer un appel aux dons. Le fruit de la collecte sera consacré à la reconstruction des réseaux d'eau potable, à la mise en place d'équipements sanitaires et à la construction de logements provisoires »[174]. Avec ces émissions et dispositifs spéciaux destinés à recueillir des dons en faveur de l'Asie, on est dans ce que P. Charaudeau nomme « événement provoqué », en parlant des modes discursifs du traitement de l'événement. L'espace public pouvant être également considéré « comme un lieu de surgissement et de confrontation de paroles qui témoignent des analyses qui sont faites à propos des événements sociaux, des jugements portés sur la signification de ceux-ci ». (Charaudeau, 1997 : 194). En cela, les émissions spéciales constituent des événements médiatiques plutôt construits, qui sont diffusés généralement aux heures de grande écoute pour produire un impact significatif sur une audience de plusieurs millions de personnes.

Une place non négligeable est également accordée par la presse aux actes de solidarité au sein de l'Union européenne et dans les autres pays à travers le monde. Car en dehors de l'Asie, l'Europe a été la région la plus touchée par le nombre de ses touristes morts, disparus ou blessés dans la catastrophe. On note aussi l'implication des stars et célébrités du show-biz et de l'économie dans la mobilisation de la solidarité en Europe et aux États-Unis. Le cas de la Grande-Bretagne est particulièrement souligné avec l'industriel Richard Branson, président fondateur de Virgin, dont le rôle est unanimement salué par la presse dans « la mobilisation sans précédent des entreprises britanniques au secours des pays victimes des tsunamis »[175]. Mais à travers les articles, les journalistes cherchent surtout à connaître les raisons qui conduisent à une telle manifestation de générosité. Une approche qui ajoute à l'intensité de la médiatisation. Les principaux facteurs de surmédiatisation sont : la disponibilité des images, l'implication de ressortissants occidentaux, le bouleversement de l'imaginaire occidental qui associe les lieux ravagés aux paradis touristiques, la proximité affective et économique due principalement à la mondialisation.

---

[174] Article « *Tous solidaires* » (*Le Figaro* du 03/01/05)

[175] Article « *Richard Branson, figure de proue de la solidarité britannique* » (*Le Monde* du 06/12/05)

Le premier facteur qui revient dans les analyses et commentaires divers est naturellement la disponibilité des images d'horreur diffusées largement par les télévisions, dans la presse et sur Internet. Cette médiatisation choque, frappe les consciences et mobilisent les cœurs. Une médiatisation fruit de la mondialisation, avec les progrès en matière de communication, tant dans la rapidité que dans l'étendue du rayon d'action des messages d'information. Le contexte de la catastrophe était déjà un signe favorable à sa médiatisation : beaucoup de touristes en vacances sur les plages des régions touchées étaient équipés de téléphones portables avec vidéo intégrée et de caméscopes qui ont permis de fixer les premières images de l'événement et l'essentiel : les vagues géantes déferlant sur les rives et engloutissant tout sur leur passage, les gens tentant de se sauver… Réflexe essentiel de touristes photographes et cameramen amateurs quand on sait que ces premières images diffusées par les télévisions du monde entier ont suscité immédiatement les émotions les plus vives. Des images très nombreuses filmées par des touristes, pour la plupart, et par des familles autochtones qui ont fixé des instants pathétiques sur différents lieux des côtes indonésiennes, thaïlandaises et sri-lankaises notamment.

À propos de la profusion d'images sur les ravages du tsunami, *Libération*, dans son édition du 05/01/05, titre sur la « *Déferlante camescopique* ».

> « Rien n'échappe plus à la camescopisation, y compris l'invisible, l'inouï ou l'inimaginable. Car nous n'imaginions pas du tout qu'un tsunami ressemblait à ça. Ces images montrent la stupéfiante violence de la nature mais aussi l'écart entre la représentation que nous nous faisons d'un désastre en fonction de nos connaissances personnelles, bien peu scientifiques mais très cinématographiques, et la brute réalité »[176].

Les images, c'est la façon la plus efficace de vaincre l'indifférence, de susciter l'émotion et de mobiliser la générosité. Dans son analyse, le philosophe J-J. Delfour considère que « ce déferlement iconique est indéniable et joue un rôle décisif dans le déclenchement des actes caritatifs »[177]. Il campe avec concision les principaux facteurs qui ont conduit à une solidarité massive. Pour lui, cet élan de solidarité demeure conditionné par trois faits majeurs : les bénéfices associés au caractère naturel et archaïque de la catastrophe, sa disponibilité télévisuelle et médiatique, son opportunité calendaire et sa fonction purgative, son effet

[176] Article « *Déferlante camescopique* » (*Libération*, du 05/01/05)

[177] Jean-Jacques Delfour, article d'opinion « *Tsunami caritatif* » (*Libération* du 06/01/05)

« machine à laver » du péché d'indifférence. Un acte de charité à un moment opportun. Le tsunami s'est en effet produit au lendemain de Noël, période pendant laquelle les cœurs sont plus sensibles, notamment pour apporter de l'aide à ceux qui en ont besoin, à ceux qui souffrent, qui se retrouvent seuls. Par ailleurs, on peut penser que le statut des victimes asiatiques a contribué à l'émotion ressentie et à la solidarité manifestée. Car la plupart de ces victimes sont des paysans pauvres, agriculteurs ou pêcheurs, qui vivaient dans des habitats de fortune le long des côtes, au mépris du respect des normes de construction, de sécurité et d'hygiène. Durement frappés par la force de la nature, ces paysans ont ému plus d'un. Nous reviendrons sur cette question de la pauvreté des victimes asiatiques plus loin, dans ce chapitre.

5-1-3. Enjeux polémiques : dimension politique

Il s'agit sans doute de l'un des registres qui auront fait couler beaucoup d'encre. La diversité des problèmes politiques qui ont surgi autour de la catastrophe et surtout de sa gestion a donné lieu à nombre d'articles dans la presse, de reportages et d'émissions dans les radios et les télévisions. L'affirmation selon laquelle le tsunami a produit une multitude de micro-événements trouve ici tout son sens. En effet, des polémiques entre Paris et Washington à l'instrumentalisation politique de la tragédie, des rivalités entre puissances à la dénonciation des arrière-pensées stratégiques, du réveil des nationalismes locaux indonésien et indien, avec en toile de fond une ambition de suprématie, aux polémiques de politique intérieure…, les sujets d'ordre politique ont été nombreux et variés. Des sujets qui, de par leur caractère polémique et les tensions qu'ils suscitent, entrent dans les critères de choix de l'information par les médias occidentaux. Les médias qui accordent une place prioritaire à tout ce qui brouille le fonctionnement normal des relations internationales, en particulier les rapports entre les grandes puissances de la planète. Le tsunami a donc été un événement qui a fait surgir les dissensions au sein de la communauté internationale.

Le premier élément important que pointent les journaux c'est la polémique provoquée par l'attitude de l'administration américaine face aux conséquences de la catastrophe. D'abord par la faiblesse de l'aide décidée en faveur des victimes et, dans un second temps, par la volonté manifeste du cabinet américain de court-circuiter l'ONU dans la coordination de l'aide internationale au profit d'une « coalition internationale » qu'il veut mettre en place à ce sujet

et contrôler. L'aide proposée par Washington au tout début de la crise a provoqué colère et critiques au sein de la communauté internationale, tant le niveau de cette aide reste en deçà de ce qu'on peut attendre de la superpuissance, mais surtout trop faible par rapport à l'énormité des besoins engendrés par un tsunami tout aussi énorme.

Trois jours après la catastrophe, c'est le coordonnateur onusien de l'aide, Jan Egeland, qui dénonce « la pingrerie » de certains États au sujet de la modicité des dons qu'ils ont promis. Les États-Unis étaient directement visés suite à la première annonce d'aide aux pays touchés par l'administration Bush. Par cette dénonciation, on peut comprendre que si les organisations humanitaires interviennent essentiellement dans l'urgence, le travail à long terme avec des investissements importants pour la reconstruction et le progrès socioéconomique incombe aux gouvernements et aux grandes agences onusiennes dont c'est la mission, dans le cadre de l'aide publique au développement. Le coup de gueule du responsable onusien a été abondamment repris et commenté par les journaux comme premier couac politico-diplomatique du tsunami. *Le Monde* dressera d'ailleurs un long portrait[178] vivant de l'homme, mettant en avant sa ténacité et son courage face aux manœuvres américaines. Un point de vue médiatiquement exploité par la presse, d'autant plus que dans d'autres pays occidentaux, des critiques à peine voilées visent l'attitude de l'administration en place à Washington.

Dans la production médiatique, on met en parallèle l'ampleur des besoins qui s'étend de jour en jour, voire d'heure en heure, et la proposition d'aide américaine jugée dérisoire. Il n'en fallut pas plus pour que le président Georges Bush décide, le 31 décembre 2004, de décupler l'aide américaine à l'Asie sinistrée, le portant à 350 millions de dollars. « Il répond ainsi aux critiques sur la lenteur de l'administration à percevoir l'ampleur du désastre et sur son inaction pendant ses vacances, passées dans son ranch texan », explique *Le Monde*.[179]. Cette annonce d'augmentation de l'aide américaine dans un contexte politique et diplomatique agité occupe la une des journaux. Cette décision ne calme pas pour autant la polémique mais bien au contraire. Car dans le même temps, le chef de l'exécutif américain a annoncé la création d'une coalition internationale pilotée par les États-Unis pour gérer l'aide internationale en faveur de l'Asie. Cette annonce, importante dans le contexte d'alors, n'échappe pas à la presse qui y

[178] Portrait : « *Jan Egeland coordonne une aide sans précédent à l'Asie en pensant aux "vingt crises oubliées"* » (*Le Monde* du 05/01/05)

[179] Article « *Les États-Unis décuplent leur aide d'urgence en la portant à 350 millions de dollars* » (*Le Monde* du 02/01/05)

consacre ses gros titres : « *George Bush crée une "coalition" de secours pour l'Asie* » (*Le Monde* du 31/12/04) ; « *Bush lance une coalition d'aide internationale* » (*Le Figaro* du 30/12/04), etc.

L'initiative est dénoncée de toutes parts car ayant pour objectif de contourner l'ONU avec laquelle l'administration américaine a des relations tendues, notamment au sujet du déclenchement de la guerre en Irak. Face à la fronde des Européens et à la pression médiatique, Washington revoit sa stratégie et accepte de composer avec les Nations-Unies. Car de l'avis de beaucoup d'analystes et d'éditorialistes américains, « le désastre pourrait permettre de redorer l'image de l'Amérique dans une partie du monde »[180], une image dégradée en particulier dans les mondes arabe et musulman après les scandaleuses révélations des tortures sur les prisonniers à Abu Ghraib et à Guantanamo.

Autour de la gigantesque mobilisation de l'aide, se joue une véritable bataille géostratégique entre les puissances occidentales pour occuper le terrain et accroître leur influence dans la région. Reportages, éditoriaux et commentaires soulignent suffisamment cet aspect non revendiqué de l'aide internationale : les arrière-pensées politiques. « C'est au fur et à mesure que s'accroissait le bilan du tsunami qu'est apparu de plus en plus clairement l'aspect politico-diplomatique des opérations d'aide internationale »[181]. Dans la presse, des articles assez critiques portent sur la rivalité et la surenchère auxquelles se livrent les pays occidentaux. L'un des plus vifs est l'éditorial de P. Sébastier intitulé « *Calculs* » (*Libération* du 31/12/04). Il y dénonce « l'escalade humanitaire » et la « surenchère d'initiatives et de promesses de dons » des dirigeants occidentaux dans un contexte qui ne doit pas s'y prêter. D'autres articles vont dans le même sens de la critique et de la dénonciation. C'est le cas de « *Charité bien ordonnée* » (*Le Figaro* du 30/12/04) qui constitue une analyse de sous-entendus diplomatiques et politiques de l'aide française ; « *Surenchère d'initiatives en faveur de l'Asie sinistrée* » (*Les Échos* du 30/12/04) ; « *Surenchère de dons dans l'urgence* » (*Libération* du 31/12/04) ; « *Compétition autour de l'aide* » (*Le Figaro* du 31/12/04), etc. S'agissant particulièrement de l'investissement du gouvernement français, à travers des efforts financiers, logistiques et diplomatiques soutenus, il n'échappe pas à la loupe des analystes géopolitiques qui y voient une manœuvre pleine d'arrière-pensées. Dans une tribune publiée

[180] Portrait : « *Jan Egeland coordonne une aide sans précédent à l'Asie en pensant aux "vingt crises oubliées"* » (*Le Monde* du 05/01/05)

[181] Article d'opinion « *Du bon usage des catastrophes* » (*Libération* du 06/01/05)

dans la rubrique *Débats & Opinions* du *Figaro*, Stéphane Marchand, responsable à la rédaction du journal, en présente une large analyse :

> « Le déplacement que Michel Barnier, le ministre des Affaires étrangères, vient d'effectuer au Sri Lanka, puis en Thaïlande, vient nous rappeler une réalité que l'émotion soulevée par la catastrophe de dimanche ne doit pas éclipser : l'aide internationale aux sinistrés d'Asie est aussi un geste diplomatique, une affirmation politique, tous les deux démultipliés par cette loupe qu'est le petit écran. Un pays qui apporte un soutien matériel manifeste sa générosité aux yeux de l'opinion mondiale. Surtout, il affirme son rang dans le monde. J'aide, donc je compte. Puissance moyenne aux ambitions fortes mais aux moyens limités, la France a bien compris le formidable effet de levier de cette stratégie oblique. Son calcul est particulièrement opportun quand il s'agit de cette partie de la planète. L'Extrême-Orient est actuellement la seule région du monde promise à un avenir économique florissant »[182].

L'important investissement des Américains dans les secours est également qualifié d'opportuniste. Selon *Le Point*, les États-Unis tout d'abord soucieux de redorer leur blason dans certaines parties du monde après les échecs irakiens. « Dépêcher au chevet de l'Indonésie blessée des hélicoptères et l'US Navy permet de se rapprocher du plus grand pays musulman du monde et ainsi de la communauté des croyants, à l'heure où l'image de l'Oncle Sam n'a jamais été aussi ternie »[183]. Plus que tout autre chose, c'est l'instrumentalisation de l'aide humanitaire qui est mise en relief et le malaise profond que cela crée au sein de la communauté des humanitaires. Dans un article d'opinion publié dans la rubrique des tribunes libres de *Libération*, J. Amalric dénonce le cynisme de ces agissements. Il s'agit selon lui, d'« un comportement quasi éternel de l'espèce politique : sa capacité, consciente ou inconsciente, à tirer le meilleur parti du malheur des autres »[184]. Mais c'est *Le Figaro* qui semble mieux décrire la situation dans sa globalité, avec une analyse pertinente qui précise à la fois les sujets de brouille et les arrière-pensées qui conduisent à l'instrumentalisation de la crise par les grandes puissances.

> « Le raz de marée du 26 décembre en Asie du Sud, explique le journal, a beau avoir été un événement extraordinaire, les remous diplomatiques qui le suivent sont bien familiers. La mobilisation pour porter secours aux régions sinistrées autour de l'océan

[182] Article d'analyse « *Charité bien ordonnée* » (*Le Figaro* du 30/12/04)

[183] Reportage « *Le grand Monopoly* » (*Le Point* du 03/01/05)

[184] Article d'opinion « *Du bon usage des catastrophes* » (*Libération* du 06/01/05)

> Indien a suscité de nouvelles frictions entre pays occidentaux. Elles sont apparues là où les tensions politiques étaient déjà vives : entre l'ONU et les États-Unis, entre ceux-ci et l'Europe et, surtout, entre Paris et Washington. Loin du théâtre du drame, les chancelleries planchent sur les gains d'image que les pays donateurs peuvent tirer du versement de l'aide d'urgence. Celle-ci enfle vite. Elle atteignait hier 300 millions d'euros. La compétition entre les pays riches conduit à des surenchères diplomatiques et à des initiatives dispersées. Après la « coalition de volontaires » prônée par les États-Unis, la Commission européenne a proposé hier d'organiser une conférence internationale des donateurs »[185].

Le fait le plus marquant a été la polémique entre Paris et Washington. Les sujets de mésentente et de friction entre les deux alliés traditionnels passionnent généralement les médias et donnent lieu à une activité de glose importante. Le contexte du tsunami n'a fait que confirmer cette prédisposition des médias à faire du malentendu entre la France et les États-Unis un événement médiatique important. Car, s'en remettant aux analyses de ses stratèges, Washington tente de redorer son image à travers cette crise humanitaire. Le décuplement de l'aide américaine, l'annonce de la création d'une coalition internationale et l'envoi des moyens militaires importants en Asie résultent de cette stratégie politique. *Libération* précisant par ailleurs que « l'effort américain, et ce n'est pas un hasard, sera concentré sur l'Indonésie, le pays musulman le plus peuplé de la planète dont l'opinion publique est particulièrement anti-américaine »[186]. Un comportement unilatéral qui suscite des réactions négatives et de nombreuses critiques, notamment en France, et conduit à une sorte de bras de fer entre Paris et Washington. Car « il semble que Paris soit une nouvelle fois considéré outre-Atlantique comme le principal obstacle à la politique étrangère américaine »[187], analyse Ali Laïdi, journaliste et chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS). Il n'en fallait pas plus pour que les responsables de l'Agence américaine pour le développement international s'en prennent à la France en critiquant ouvertement sa pingrerie et la faiblesse de son aide à l'Asie. Paris est aussi critiqué dans la presse pour les arrière-pensées politiques qui caractérisent son engagement et ses initiatives.

Dans ses vœux de Nouvel An 2005, le président Jacques Chirac propose l'annulation de la dette des pays victimes du raz de marée, évoque la création d'une force de protection civile

---

[185] Article d'analyse « *Compétition autour de l'aide* » (*Le Figaro* du 31/12/04)

[186] Article d'opinion « *Du bon usage des catastrophes* » (*Libération* du 06/01/05)

[187] Analyse « *La guerre humanitaire a commencé* » (*Le Figaro* du 05/01/05)

européenne et « fait passer de 15 à plus de 50 millions d'euros le montant de l'aide publique française »[188]. Des observateurs y voient une volonté déguisée de Paris de renforcer son influence et d'affirmer son rang de puissance mondiale. Ce que plusieurs éditoriaux et articles d'analyses tentent d'expliquer. Pour l'éditorialiste de *Libération*, Gerard Dupuy, « entre deux déclarations de bonnes intentions, la concurrence des pays sauveteurs transparaît-elle comme un prolongement de leurs rivalités ordinaires »[189]. Une situation aussi dramatique que celle de l'Asie du Sud ne peut donner lieu à un répit dans cette confrontation entre deux visions complètement différentes du monde. D'une part, une vision d'un monde multilatéral avec les Nations-Unies comme pilier et cadre de concertation et d'action que privilégie la France. Et, d'autre part, une vision unilatéraliste américaine. Cet antagonisme, même s'il paraît ordinaire, est toujours très médiatiquement prisé par les journalistes.

Les critiques verbales entre les pays s'accompagnent d'efforts d'occupation de terrain en Asie : déplacement d'officiels gouvernementaux, envoi de matériels et de troupes armées (navires, avions, hélicoptères), multiplication de promesses de dons, etc. Rien n'est laissé au hasard et rien de tout cela n'échappe à la presse. *Le Figaro* en fait un gros titre : « *Les armées sur le front humanitaire* » (*Le Figaro* du 06/01/05). Les quotidiens consacrent plusieurs articles à cette nouvelle donne dans la mobilisation des secours en faveur des victimes : « *L'armée américaine dépêche 13 000 hommes sur le terrain de la catastrophe* » (*Le Figaro* du 06/01/05) ; « *La France met l'armée à contribution* » (*Libération* du 03/01/05) ; « *Au Sri Lanka, M. Douste-Blazy plaide pour des jumelages avec des hôpitaux européens au-delà de l'urgence* » (*Le Monde* du 05/01/2005)…

Dans l'article « *Le déploiement français se poursuit* » (06/01/05), *Le Figaro* revient en détail sur la mobilisation des moyens militaires par Paris, en comparaison avec les efforts militaires américains. L'objectif affiché de ces armadas déployées dans l'océan Indien et dans le Pacifique était, selon le journal, de « permettre –notamment grâce aux hélicoptères– de porter secours aux rescapés et d'acheminer l'aide dans des régions difficiles d'accès »[190]. Mais au-delà du discours des politiques, la presse s'attachera à décortiquer les raisons non apparentes qui conduisent à ces déploiements de grande importance. Outre les confrontations bilatérales, l'Europe politique cherche aussi à s'affirmer et à consolider son influence face aux États-Unis

[188] Article d'opinion « *Du bon usage des catastrophes* » (*Libération* du 06/01/05)

[189] Éditorial « *Concurrence* » (*Libération* du 06/01/05)

[190] Article « *Les armées sur le front humanitaire* » (*Le Figaro* du 06/01/05)

et face aux géants d'Asie comme la Chine et le Japon. Dans cette crise, c'est le président de la Commission européenne qui monte en première ligne par l'annonce d'une aide de 1,5 milliard aux pays sinistrés, l'approbation de la proposition française d'un moratoire sur la dette de ces pays et sa participation au sommet de Djakarta. Pour *Le Figaro*, tout cela confirme que « l'Union européenne a bien l'intention d'afficher la prééminence et l'efficacité de sa diplomatie humanitaire »[191].

Une autre bataille politique n'échappera pas à la presse dans la couverture médiatique de la crise. Le tsunami a subitement réveillé les velléités d'hégémonie régionale. En effet, face aux Occidentaux, se joue en Asie une autre rivalité entre des pays déterminés à acquérir le statut de grande puissance dans ce continent. Entre la Chine, le Japon et l'Inde, la volonté d'affirmer sa puissance dicte chaque initiative. La presse s'en fait largement écho. « Inde, Japon, Chine : les trois géants de la région cherchent à affirmer leur poids politique après la catastrophe. Leurs ambitions rivales apparaissent au grand jour », pouvait –on lire dans une longue analyse politique de la situation publiée par *L'Express*[192]. Des semaines avant, d'autres articles de presse ont porté sur cet aspect. On peut citer : « *La Chine consent un effort sans précédent pour une catastrophe hors de ses frontières* » et « *Surpris par l'ampleur du désastre, le Japon se mobilise* » (*Les Échos* du 06/01/05) ; « *Asie - La diplomatie du tsunami* » (*L'Express* du 24/01/05) ; « *L'Inde compte sur ses propres forces* » (*Le Figaro* du 03/01/05) ; « *L'Inde entend démontrer sa capacité à gérer seule la crise pour tenir son rang dans la région* » (*Le Monde* du 05/01/05) ; « *Le grand Monopoly* » (*Le Point* du 03/01/05). C'est le principal quotidien économique français, *Les Échos*, qui analyse financièrement les moyens déployés par les uns et les autres dans cette course. « En participant activement à l'effort mondial, la Chine cherche tout autant à asseoir et à étendre son influence régionale qu'à corriger son image auprès de ses voisins »[193]. Quant au Japon, « malgré l'énorme déficit budgétaire de l'Archipel, Tokyo a promis d'apporter 500 millions de dollars d'aide aux pays sinistrés. Se sentant investie d'une mission régionale particulière, la première puissance économique asiatique va également dépêcher dans les zones sinistrées 800 soldats des forces d'autodéfense

[191] Article « *L'Europe souhaite afficher ses ambitions diplomatiques en Asie* » (*Le Figaro* du 06/01/05)

[192] Article « *Asie - La diplomatie du tsunami* » (*L'Express* du 24/01/05)

[193] Article « *La Chine consent un effort sans précédent pour une catastrophe hors de ses frontières* » (*Les Échos* du 06/01/05)

(SDF) »[194].

L'Inde, candidat à un siège de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations-Unies et rival, dans ce sens, du Japon, refusera l'aide internationale pour se montrer capable de faire face à ses besoins. Mais sur le terrain et de l'avis des humanitaires, la capacité du gouvernement indien à subvenir aux besoins des rescapés était loin d'être une réalité. De nombreuses localités détruites par la catastrophe sont restées sans aucune assistance pendant des jours. Néanmoins, New Delhi tenait ainsi à affirmer un statut de puissance régionale et nucléaire avec laquelle il faut compter. L'Indonésie, pour sa part, s'empressera d'exprimer sa volonté de voir les armées étrangères partir au plus vite de son territoire. Car le pays n'apprécie pas visiblement cette présence étrangère sur son sol. On voit ainsi que la presse française relaie sans relâche les antagonismes régionaux et internationaux réveillés ou animés par la crise humanitaire causée par le tsunami. La question de l'instrumentalisation de l'aide humanitaire apparaît ainsi au travers d'initiatives caritatives aux desseins réels flous ou inavoués, mais que l'éclairage apporté par les commentaires et analyses de presse a permis de comprendre un peu mieux.

Il convient aussi de noter un impact significatif du tsunami sur la politique intérieure de plusieurs pays, notamment aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France. Car si la mobilisation de la solidarité a été de façon générale appréciée et saluée, elle a été aussi source de polémiques et de querelles de politique politicienne qui intéressent toujours les médias. Dans plusieurs pays, des critiques ont été faites par l'opposition et/ou d'autres composantes sociopolitiques sur la gestion de la crise par leur gouvernement. Des exemples en France où « *PS et PCF jugent l'engagement du chef de l'État pour l'Asie insuffisant* » (*Le Monde* du 02/01/05) et en Suisse avec « *Les diplomates et politiques critiqués au lendemain du drame en Asie du Sud* » (*Les Échos* du 06/01/05).

5-1-4. Enjeux socio-économiques : impact sur l'économie mondiale

L'impact économique du tsunami, à la fois dans les pays sinistrés et sur l'économie mondiale, est développé principalement par les quotidiens économiques (*La Tribune* et *Les Échos*) mais aussi par tous les journaux (presse quotidienne nationale et magazines hebdomadaires

[194] Article « *Surpris par l'ampleur du désastre, le Japon se mobilise* » (*Les Échos* du 06/01/05)

d'informations générales) dans leurs rubriques ou suppléments consacrés aux questions économiques et financières. Qu'il s'agisse du coût financier des dégâts, des conséquences sur les assurances et les entreprises, de l'impact social avec le chômage et la destruction des lieux de travail, du coût des opérations de secours, de l'effet dévastateur sur l'industrie touristique ou encore sur les marchés financiers. L'impact économique a été médiatiquement important, à en juger par le nombre d'articles de presse qui y ont été consacrés.

Le premier angle économique qui ressort dans la presse c'est le coût des dégâts évalués à plusieurs milliards de dollars. La presse en fait des titres quotidiennement, surtout que ce coût est réévalué constamment, au fur et à mesure que l'étendue de la catastrophe se révèle. *La Tribune* et *Les Échos*, très logiquement, traitent du coût des ravages du tsunami sous plusieurs angles dès les premiers jours de médiatisation. « *L'industrie du tourisme durement frappée* » (*La Tribune* du 27/12/04) ; « *Raz de marée : un nouveau choc économique pour l'Asie* » (*La Tribune* du 28/12/04) ; « *Les dégâts matériels pourraient dépasser les 10 milliards d'euros* » (*Les Échos* du 29/12/04)… Avec la globalisation de l'économie mondiale, toute crise majeure peut avoir des conséquences qui vont au-delà des frontières nationales. Par exemple, l'article intitulé « *Le cimentier Lafarge a perdu 345 salariés en Indonésie* » dans *Le Monde* du 06 janvier 2005 concerne une entreprise occidentale qui perd la moitié de ses salariés, emportés par les vagues. C'est dire tout l'impact sur la production et donc sur l'approvisionnement des clients de Lafarge dans le monde.

De façon générale, deux éléments essentiels apparaissent dans la dimension économique du tsunami : l'impact sur l'industrie touristique et l'impact limité sur les assurances. Ces deux aspects de la catastrophe constituent l'essentiel des articles consacrés aux conséquences économiques. Pourquoi en a-t-il été ainsi ?

Plusieurs des pays touchés font partie des principales destinations touristiques mondiales, avec leur climat, leur végétation, leurs littoraux authentiques et aux plages ensoleillées. La Thaïlande, le Sri Lanka, Les Maldives, notamment, tirent une partie essentielle de leurs revenus du tourisme. Mais le tsunami a porté un coup dur non seulement à l'intégrité de la région mais aussi à cette industrie florissante avec les nombreuses destructions d'hôtels et autres installations touristiques. Dans un reportage empreint d'émotion, l'envoyé spécial du

Temps à Phuket et à Khao Lak (Thaïlande)[195] donne un aperçu du contraste créé par la catastrophe dans une région auparavant physiquement très belle. « D'un côté de la route côtière, la luxuriante forêt tropicale, la normalité de l'exotisme thaï. De l'autre, l'enfer de la plage, des hôtels comme passés au mixeur, et l'épouvantable odeur des centaines de cadavres en putréfaction autour desquels s'affairent des équipes d'identification »[196].

L'édition du 28/12/2004 des *Échos* comporte 13 articles sur le tsunami dont plusieurs consacrés à l'impact touristique dans les différents pays touchés. Entre autres : « *Les Maldives privées de leur principale source de revenus* » ; « *Sri Lanka : coup d'arrêt à un secteur en plein développement* » ; « *L'industrie touristique thaïlandaise touchée au cœur* ». Dans *Le Figaro* du 30/12/2004, on pouvait lire : « *Le paradis de Khao Lak est devenu un enfer* ». Ces articles et bien d'autres, par les métaphores et rhétoriques utilisées, illustrent l'importance médiatique de cette dimension touristique qui représente un lien de proximité entre les pays occidentaux et l'Asie du sud. Car il s'agit de destinations ensoleillées particulièrement prisées en fin d'année par les touristes occidentaux. Mais des destinations très endommagées, entraînant ainsi des pertes économiques importantes pour les agences de voyages, les entreprises hôtelières et touristiques qui sont, pour la plupart, filiales ou propriétés de groupes occidentaux. Cela a donc non seulement des conséquences dans les pays touchés, mais aussi en Europe, aux États-Unis et ailleurs.

Le second sujet important de la dimension économique de la médiatisation est l'impact limité des conséquences pour les assurances, et même sur les marchés financiers. Cela peut paraître surprenant vu l'ampleur dévastatrice du cataclysme mais le tsunami n'aura pas eu l'impact financier redouté sur les assurances, malgré un léger repli des valeurs boursières de ces dernières les jours suivants le drame. Près de dix jours après, tous les analystes de risque anticipaient sur le fait que les assurances ne vont pas être trop affectées. Ce que les journaux relatent très largement dans les articles aux titres variés : « *Un impact limité pour les assureurs* » (*Libération* du 28/12/04) ; « *Le tsunami affecte peu les assureurs asiatiques* » (*La Tribune* du 04/01/05) ; « *Le tourisme plus touché que le secteur de l'assurance* » (*Les Échos* du 28/12/04) ; « *Des risques peu assurés* » (*L'express* du 03/01/05)…

---

[195] Phuket, Khao Lak et Koh Phi Phi sont les principales localités côtières thaïlandaises frappées par le tsunami. Elles comptent de nombreux hôtels et plages où séjournait la plupart des touristes occidentaux tués ou disparus dans la catastrophe.

[196] Reportage, « *Un océan de douleur au pays du sourire* » (Quotidien suisse *Le Temps* du 03/01/05)

Si l'impact du tsunami pour les assureurs semble limité, cela traduit une réalité bien triste. En effet, la catastrophe a frappé essentiellement les régions pauvres, notamment en Indonésie et au Sri Lanka. Des régions où très peu de gens sont assurés avec leurs biens car peuplées de paysans et de pêcheurs qui vivent et travaillent dans des conditions misérables pour subsister. Des gens qui habitaient dans des abris de fortune ou des maisons construites en dehors des normes près de la mer, sur des côtes dépourvues de système d'alerte. De même, certaines réalisations immobilières de l'industrie touristique n'ont pas été conformes aux règles de prévention et de sécurité, la région étant aussi connue pour la corruption dont sont souvent accusés les fonctionnaires et autres représentants de l'État. Dans une interview accordée à l'AFP, Jeff McNeely, directeur scientifique de l'Union mondiale pour la nature, s'indigne de cette situation en soulignant que « de nombreux coraux ou mangroves ont été supprimés » et ce, selon l'hebdomadaire *L'Express*[197] qui rapporte la nouvelle « pour laisser place, ici à l'élevage de crevettes ou de langoustines, là à des complexes touristiques gigantesques dont l'édification au bord de l'eau apparaît comme une hérésie ». La conséquence de cette situation : presque pas d'indemnisation. Dans la région, les biens et les personnes étant rarement couverts. « L'explication est cynique : les tsunamis ont frappé des régions déshéritées, où peu de richesses sont concentrées et peu de personnes, assurées »[198]. C'est ainsi que *L'Express*, dans un dossier spécial, décrit le visage et le statut des hommes et femmes qui ont le plus pâti de cette catastrophe naturelle.

Dans la médiatisation, c'est une remise en cause des politiques de développement jugées inefficaces. Bien que le monde génère de plus en plus de richesse et dans chaque pays, jamais leur répartition n'a été aussi inégale et injuste, profitant le plus souvent à une poignée de privilégiés. C'est sans doute ce qui explique, de l'avis de certains, l'absence de système d'alerte dans cette région de pauvres. Car mettre en place ces équipements suppose des investissements souvent importants. Hasard du calendrier peut-être, la coïncidence du tsunami

[197] Article « *Une onde de choc dévastatrice* » (*L'Express* du 03/01/05)

[198] Article « *Des risques peu assurés* » (*L'express* du 03/01/05)

avec la tenue à Londres du G8[199], le sommet des nations les plus industrialisées, a sans doute favorisé la mise en relief de cette question dans la médiatisation de la catastrophe. Selon *La Tribune*, « les raz de marée qui ont frappé l'Asie du Sud ont fait rebondir le débat sur l'aide aux pays pauvres »[200]. Cela dit, le tsunami a ramené au premier plan l'épineuse question de l'aide au développement, avec des interrogations sur la pertinence des programmes et projets financés par les bailleurs de fonds depuis les années soixante.

La question de la pauvreté est très mise en relief dans beaucoup d'articles en raison du statut social de la grande majorité des victimes en Inde, au Sri Lanka et en Indonésie notamment. Le développement et la lutte contre la pauvreté constituent de grandes questions qui préoccupent les Nations-Unies et les grandes puissances occidentales. Ces questions font l'objet de nombreuses initiatives, de projets et programmes de coopération au sein de la communauté internationale, à la fois dans le cadre bilatéral et multilatéral. Ce sont aussi des sujets d'information médiatique assez fréquents dans les médias. Le fait que la pauvreté et le développement soient en lien avec la catastrophe sud-asiatique ne pouvait donc pas passer inaperçu. D'autant plus que dans les régions où sévit une pauvreté endémique ou chronique, la moindre crise expose des millions de personnes à de graves risques de santé et d'épidémies, en particulier à cause du manque d'eau potable et d'hygiène. Par exemple, ces articles de *Libération* du 30/12/2004, « *Asie : survivre après le cataclysme* » ; « *Choléra, dengue... : le spectre des épidémies* », font une description assez tragique de la situation dans la dizaine de pays touchés, quatre jours après : les morts et les dégâts, les rescapés et les risques, les secours et les difficultés, etc.

---

[199] Proposé par la France en 1975, le G8 est un groupe informel de discussion entre les chefs d'État et de gouvernement des pays les plus industrialisés du monde. Le G8 a pour objectif d'identifier les mesures à prendre sur les grandes questions touchant à la mondialisation et de favoriser leur mise en œuvre dans les organisations internationales compétentes. Sans personnalité juridique, ni secrétariat permanent, le G8 ne prend pas de mesures de caractère obligatoire et exerce essentiellement un rôle d'impulsion. Composé de six membres à sa création en 1975, puis de sept en 1976 avec le Canada, le groupe est maintenant identifié comme « G8 » du fait de l'inclusion de la Russie qui a été progressive de 1992 à 2003 (participation à part entière au Sommet d'Evian). Les ministres des Finances continuent à tenir néanmoins quelques réunions en format G7. L'information des pays européens non membres du G8 est assurée par la présidence de l'UE, et le Président de la commission européenne participe aux sommets depuis 1977. Le G8 est présidé à tour de rôle par chacun des membres du G8, sur une année civile. (Source : www.diplomatie.gouv.fr).

[200] Article « *Tony Blair exhorte le G8 à concentrer ses efforts sur l'Afrique et le climat* » (*La Tribune* du 03/01/05)

5-1-5. Logiques autoréflexives : critiques et difficultés autour de l'organisation des opérations humanitaires et du travail des médias

Critiques, polémiques, désaccords, controverses, désapprobations ou contestations de tous ordres auront caractérisé à la fois l'organisation des opérations de secours sur le terrain et la médiatisation de la crise humanitaire provoquée par le tsunami. Une médiatisation diversement appréciée dans ses approches, son ampleur et ses contenus. Ceci n'est d'ailleurs pas une nouveauté, car, souvent, chaque grand événement de ce genre apporte son lot de débats entre les acteurs nombreux qui interviennent sur le terrain et/ou en amont dans le financement. Le tsunami n'a pas fait exception à cette règle non écrite. Avec une polémique entre les organisations humanitaires sur la gestion de l'aide et la collecte des fonds, mais aussi des critiques d'analystes et d'observateurs sur les opérations de terrain. Est-il besoin de rappeler que les rivalités, les controverses et les polémiques sont habituellement des sujets d'intérêt pour les médias qui en font leurs « choux gras ». Les problèmes d'organisation des secours ont été dénoncés avec un accent particulier sur l'esprit de compétition qui a prévalu, d'une part, entre les associations humanitaires et, d'autre part, entre les puissances occidentales et régionales. À propos, dans *Le Figaro* du 5 janvier 2005, « *La guerre humanitaire a commencé* » est le titre d'une analyse qui décrit les raisons et les buts inavoués de cette situation de rivalité et de compétition. Dans ce registre des difficultés et polémiques, on peut citer, entre autres, ce qu'on peut appeler l'*affaire* MSF, la gestion des fonds, la militarisation, la médiatisation.

a) Affaire MSF

L'une des polémiques les plus célèbres est probablement celle qui a surgi de la décision de l'ONG française, *Médecins sans frontière*, de demander aux publics de ne plus lui verser d'argent pour les opérations dans les pays affectés par le tsunami, estimant en avoir recueilli assez pour financer ses opérations d'urgence dans cette crise. C'était le mardi 4 janvier 2005. Une prise de position qui a aussitôt déclenché un tollé général au niveau des organisations humanitaires manifestement étonnées qu'une des leurs dise stop au don. Cette première dans l'histoire de la solidarité internationale a fait l'objet de nombreux commentaires et réactions. Les critiques ont fusé sur l'initiative de MSF dénoncée par les autres ONG qui, elles, continuaient au même moment les appels au don. Pour elles, c'est une initiative susceptible de briser l'élan exceptionnel de solidarité qui s'est manifesté des quatre coins du monde. Ce

couac entre acteurs de l'humanitaire a largement occupé les médias car il a suscité un vif débat au sein du secteur de la solidarité internationale comme c'est rarement le cas. Pour se justifier, MSF, par la voix de ses responsables, a expliqué qu'elle avait sollicité les donateurs pour faire face à l'urgence et que, de ce point de vue, les fonds récoltés étaient suffisants pour financer ses projets. Et surtout, l'association ne voulait pas recueillir plus de fonds que nécessaires car chaque collecte est destinée à une crise précise et qu'il n'était pas si facile, ni dans la tradition de MSF de réaffecter le surplus d'argent à d'autres crises. Une question de transparence. L'ONG française a aussi tenu à justifier sa décision par « la nécessité de ne pas lasser les donateurs et de pouvoir les relancer bientôt pour d'autres conflits oubliés, tels que le Darfour ou la République démocratique du Congo »[201], rapporte le *Le Temps*.

L'attitude de MSF soulève un certain nombre de questions autour de la problématique de l'aide au développement et de l'aide d'urgence humanitaire. D'abord sur la collecte et la gestion des fonds par les organisations humanitaires pendant les crises. En effet, dans les crises humanitaires générées par une catastrophe naturelle ou par un conflit, il y a deux principales phases : une phase d'urgence, la plus dramatique, et une phase de reconstruction qui s'inscrit dans la durée et relève des projets et programmes de développement à moyen et long termes dans le cadre de la coopération bi et multilatérale. Les ONG interviennent principalement dans la phase d'urgence qui consiste à répondre aux besoins essentiels et vitaux des populations touchées en matière de soins, de vivres, d'abris, eau, etc. Cette phase est relativement courte : quelques semaines, voire quelques mois en général.

A l'occasion du tsunami, les appels aux dons des différentes organisations humanitaires étaient destinés à financer les opérations de la phase d'urgence. Étant donné qu'il s'agit d'opérations de court terme qui ne nécessitent pas d'investissements lourds, MSF, par souci de « transparence » a cru devoir dire à ses donateurs de stopper leur geste financier. Car l'organisation estimait qu'elle avait reçu suffisamment d'argent pour financer ses opérations d'urgence et qu'elle aurait du mal à utiliser le trop-plein, sans l'avis express des donateurs. « On ne peut pas tromper les gens en affectant à un programme antisida en Thaïlande l'argent donné sous le coup de l'émotion du tsunami ! »[202], s'est défendu un responsable de MSF. Une question d'honnêteté, de transparence et de crédibilité pour cette organisation humanitaire.

[201] Article « *Aider l'Asie sans oublier le reste du monde, le dilemme* », *Le Temps* du 6/01/05

[202] Anne Avril, responsable de la collecte des fonds de MSF, cité dans l'article « *Dons : où va l'argent ?* » (*Le Nouvel Observateur* du 06/01/05)

Car toutes les ONG n'interviennent pas dans la phase de la reconstruction. Même si la plupart, près des ¾ des ONG, sont à la fois dans l'urgence et dans le développement. La phase du développement et de la reconstruction s'inscrit en général dans les projets et programmes conçus et mis en œuvre dans le cadre de la coopération internationale entre les États, les institutions financières internationales et des agences des Nations-Unies. C'est une phase où les ONG interviennent surtout en tant qu'organismes prestataires de services, opérateurs d'exécution.

À travers son choix, MSF voulait indiquer que toutes les ONG auraient dû cesser de collecter des fonds pour ne pas lasser les donateurs et permettre qu'ils interviennent en faveur d'autres crises humanitaires. Mais à une quasi-unanimité, les autres ONG ont protesté contre cette façon de voir les choses. « Pourtant, si une association est capable plus qu'une autre d'analyser très rapidement une situation de catastrophe naturelle et de mobiliser en un temps record les capacités logistiques et médicales pour y répondre efficacement, c'est bien MSF, qui, depuis sa création en 1971, n'a cessé d'améliorer sa force de réaction rapide »[203], a expliqué une spécialiste des questions humanitaires, Sylvie Brunel, dans une tribune publiée dans *Le Monde*. Selon elle, dans le contexte du tsunami, beaucoup d'ONG profitent de la super médiatisation « pour accumuler des fonds. » Autant dire que se pose la question de l'utilisation et du contrôle de tout l'argent recueilli par les organisations de solidarité. De nombreux articles de presse ont ainsi concerné ce malentendu entre humanitaires et, conséquemment, d'autres papiers d'analyse et de commentaire ont porté en profondeur un regard sur les ONG, leur fonctionnement et leur financement. Car dans le passé, le milieu des ONG a été ébranlé par d'énormes scandales financiers, allant de la mauvaise gestion au détournement de fonds. « Les dons ne sont-ils pas aspirés par les frais de fonctionnement des associations? Le scandale de l'ARC, quelques escroqueries retentissantes ou la démission fracassante de Sylvie Brunel de la présidence d'ACF, dénonçant entre autres les salaires des dirigeants de l'association, ont jeté un trouble durable sur les grandes organisations caritatives », explique Corinne Bouchouchi dans l'article « *Dons : où va l'argent ?* » (*Le Nouvel Observateur* du 06/01/05).

Même si elle fait essentiellement l'objet de critiques, l'on voit que la position de MSF a été diversement appréciée, avec ceux qui s'y opposent catégoriquement et ceux qui approuvent la

[203] Article « *Merci à Médecins sans frontières* » (*Le Monde* du 06/01/05), par Sylvie Brunel, professeur à l'Université de Montpellier III, ancienne présidente d'*Action contre la faim*

démarche. Ces derniers se veulent pragmatiques et réalistes sur la problématique de l'aide d'urgence qui ne doit pas s'inscrire dans la durée, ni se faire au détriment de la mise en œuvre réelle de projets et programmes de développement sur le long terme. Leur prise de position est soutenue par des arguments que développe *Libération* à travers quelques éditions. Analysant la prise de position de MSF sur la poursuite de la collecte de fonds, l'éditorialiste du journal, Patrick Sébastier, se montre sceptique sur l'intérêt de cette solidarité et donne des explications pour rendre légitime et crédible la décision de l'ONG française. Selon lui, en effet :

> « Un des risques de l'élan de générosité qu'a suscité le grand tsunami est qu'il peut amener à croire que l'émotion peut se substituer à la politique. Et qu'on pourrait se contenter d'une politique de l'émotion, faute de politique d'aide au développement. L'initiative, contestée, de MSF informant ses généreux donateurs qu'il est devenu inutile de mettre la main au portefeuille pour les sinistrés d'Asie a le mérite de rappeler que la charité sous le coup de l'émotion ne peut remédier aux effets tragiques et durables des grandes catastrophes. Que l'aide des ONG, aussi nécessaires et efficaces soient-elles, ne peut suppléer aux carences des États qui, seuls, ont les moyens financiers, logistiques, voire militaires d'acheminer les secours d'urgence comme d'œuvrer à la reconstruction »[204].

b) Solidarité et gestion des fonds

C'est le second sujet polémique de cette crise. La mobilisation de la solidarité internationale en faveur des sinistrés du tsunami, on ne le dira jamais assez, a été immense, tant sur le plan financier que logistique, battant tous les records. Un déploiement de générosité saluée dans les milieux politique et associatif. Mais cela n'a pas empêché les critiques sur l'aide d'urgence. Car, selon un éditorialiste de *Libération* Gérard Dupuy, « un des inconvénients connus des politiques fondées sur les émotions, si légitimes soient-elles, c'est leur difficulté à s'inscrire dans la durée et dans la grisaille »[205]. Certains analystes se méfient ou se montrent donc plus prudents quant à l'efficacité réelle d'une telle mobilisation. « Si la solidarité mondiale qui se manifeste en ce moment ne devait venir que d'un élan du cœur, voire de conscience coupable, de surcroît sollicitée par les médias, si elle devait être « instinctive » et relever d'une sorte de « contrat naturel » comme le suggère Michel Serres, il n'y aurait pas grand-chose à en

[204] Éditorial intitulé « *Émotion* » (*Libération* du 05/01/05)

[205] Éditorial intitulé « *Réveillon amer* » (*Libération* du 01/01/05)

attendre »[206]. Cette position a été partagée par de nombreux spécialistes et observateurs des questions internationales et du développement. Surtout que de nombreux gouvernements, dans l'urgence, annoncent des promesses qui sont rarement tenues intégralement. « Nos appels de fonds ne sont financés qu'à hauteur de 60% », rappelle dans *L'Express*[207] Elizabeth Byrs, la porte-parole à Genève du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU.

La question de la création d'une force ou d'une organisation mondiale d'urgence pour faire face rapidement à la récurrence des crises et catastrophes humanitaires a été un autre sujet de polémique important. Une sorte de force de réaction rapide qui serait placée sous l'égide des Nations-Unies et donc des politiques avec pour mission d'assurer la coordination et l'organisation de l'aide d'urgence. L'initiative a été avancée par la France qui a proposé la création de « casques rouges » humanitaires. Si du côté des politiques l'initiative a été plutôt bien accueillie, du côté des ONG, l'on s'est montré prudent, voire hostile à cette idée. La réaction la plus importante est venue du président d'*Action contre la faim* affirmant que « jamais les ONG n'accepteront de se placer sous l'autorité d'une force politique et militaire »[208]. La crainte c'est de voir le secteur de la solidarité internationale, dont les acteurs sont réputés pour leur indépendance et leur caractère apolitique, perdre son efficacité et sa liberté d'action que contrôleraient alors les politiques. Ce qu'aucune ONG ne souhaite ni ne cautionne. Les organisations humanitaires se considèrent en effet comme les acteurs légitimes de la solidarité internationale avec une réactivité et un savoir-faire que n'ont pas les organisations politiques, ni même les États.

c) Responsabilité et éthique des humanitaires

Même s'il n'a pas été fait un grand bruit autour, l'on constate dans la presse qu'il y a eu un débat sur le comportement moral des ONG. Un comportement qui, de la part de certaines organisations humanitaires, se révèle à la limite de la décence. Les critiques ont visé par exemple le *charity business* qui mêle les organisations caritatives et les Entreprises. Beaucoup d'ONG, selon les critiques, profitaient des projecteurs des caméras pour se livrer à des activités de voyeurisme ou de marketing, instrumentalisant ainsi les médias et le malheur des

[206] Article d'analyse « *L'Europe et la crise de la modernité* » (*Le Figaro* du 03/01/05)

[207] Article « *Les défis de l'aide* » (*L'Express* du 10/01/05)

[208] Article « *Faut-il créer une force mondiale d'urgence ?* » (*L'Express* du 17/01/05)

victimes. Le *charity business* consiste pour une entreprise à s'engager dans l'action humanitaire par le biais d'un partenariat avec une association. L'aide passe par un versement d'argent issu de la vente du produit ou du service, un don matériel ou le prêt d'infrastructures. C'est une manière de récolter des fonds et de sensibiliser la clientèle à une cause. Cependant, le *charity business* est parfois perçu comme un outil de promotion des entreprises et les associations risquent d'être instrumentalisées. Ça pose la question de la mercantilisation du financement privé qui a engendré, selon A. Vaccaro (1987)[209], une dérive d'une frange du secteur associatif et, par là même, des bouleversements lourds de conséquences pour ce secteur dans son ensemble. Dans la crise du tsunami, ce qui a été jugé très déplacé dans le comportement de certaines ONG dans un contexte humanitaire aussi dramatique, c'est le prosélytisme religieux. Cette instrumentalisation à des fins religieuses ou sectaires est un sujet que *Le Point* développe dans une de ses éditions en soulignant le fait qu'« à Sumatra [Indonésie] ont même débarqué des congrégations américaines ainsi que l'Église de scientologie au notable prosélytisme »[210].

d) Militarisation de l'humanitaire

La militarisation des opérations de secours a été un sujet non moins important de la médiatisation du tsunami. En Asie, dans le cadre des secours, les ONG avaient à leurs côtés de nombreuses troupes armées étrangères. Des troupes dont la présence, selon plusieurs journaux, traduisait une certaine « concurrence » et de la « surenchère » entre les puissances occidentales soucieuses chacune d'occuper le terrain, conformément à une certaine vision géopolitique. Plusieurs titres ou gros titres révèlent cette dimension de l'organisation de l'aide humanitaire pour les victimes. « *La France met l'armée à contribution* » (*Libération* du 03/01/05) ; « *Les armées sur le front humanitaire* » (*Le Figaro* du 6 janvier 2005) ; « *Les armées jouent un rôle de premier plan pour venir en aide aux populations sinistrées* » (*Le Monde* du 07/01/05) … Ces articles, entre autres, analysent la présence des moyens militaires déployés par les puissances occidentales et régionales aux côtés des acteurs traditionnels de l'humanitaire que sont les ONG. Dans un de ses articles consacrés à la militarisation de

[209] Antoine Vaccaro, spécialiste des associations, doctorat de 3e cycle en *Gestion des économies non marchandes* (Paris IX-Dauphine), responsable de grandes ONG, président du CERPHI (Centre d'étude et de recherche sur la philanthropie), chargé de cours au Celsa et UMA.

[210] Reportage « *Le grand Monopoly* » (*Le Point* du 03/01/05)

l'humanitaire, *Le Figaro*[211] remarque cette mobilisation inédite d'acteurs hétérogènes dans l'organisation des opérations d'aide en Asie du Sud. « Un pont aérien mobilisant ONU, organisations non gouvernementales, armées indonésienne et étrangères s'est mis en place pour acheminer eau, vivres et médicaments », peut-on y lire.

L'intervention des armées en Asie pour participer à l'organisation des secours a été diversement appréciée par les humanitaires et par les autorités locales. Mais pour la plupart de ses acteurs, le secteur de la solidarité internationale est le domaine des organisations et associations humanitaires, l'aide et l'arme se conjuguant difficilement, voire très mal. Plusieurs responsables d'organisations expliquent qu'il arrive que les circonstances rendent légitime et même indispensable une intervention militaire. Le même article du *Figaro* reproduit des témoignages dans lesquels ils expliquent comprendre l'intervention des armées dans ce contexte asiatique. Rony Brauman, ancien président de MSF et spécialiste des questions humanitaires, explique qu'« il est nécessaire de critiquer avec férocité la militarisation de l'humanitaire dans les guerres. Dans les cataclysmes naturels, l'importance des ponts aériens et du soutien logistique militaire est en revanche primordiale ». Il faut noter en effet que les capacités opérationnelles des ONG sont limitées sur le terrain, tant par les destructions physiques que par le manque de concertation ou de coordination des secours, par d'éventuels couacs avec les autorités locales ou les groupes armés dans les zones en conflit. Or, la nature et la fréquence des catastrophes depuis quelques années imposent « la nécessité de disposer de puissantes capacités de mobilisation en personnels et moyens que les différents acteurs de l'aide, à commencer par les ONG, ne possèdent pas tous au même degré », explique Philippe Ryfman, un autre spécialiste de l'action humanitaire, dans une interview à *Communications sans frontières*[212]. Son avis est partagé par d'autres responsables d'organisations humanitaires qui multiplient les interventions dans les médias, ajoutant à la polémique sur la participation des militaires à l'action humanitaire. Pour Michel Brugière, alors directeur général de *Médecins du Monde*, il est réjouissant de constater que « des moyens maritimes ou aériens permettent de répondre à nos préoccupations ». Jean-Christophe Rufin, président d'ACF au même moment, a considéré la présence des forces américaines comme une bonne nouvelle. « Personne d'autre n'est en mesure de monter une telle

[211] Article « *Humanitaires et militaires se réconcilient* » (*Le Figaro* du 06/01/05)

[212] Source : www.communicationsansfrontieres.net (Janvier 2006)

opération », surtout pas les ONG dont les moyens demeurent toujours modestes face aux besoins.

A la suite d'une violente et immense catastrophe comme celle du tsunami, les ONG humanitaires peuvent paraître impuissantes et leurs moyens dérisoires. Dans ces conditions, le déploiement des moyens militaires s'avère comme un coup de pouce officiellement destiné à les aider à franchir un certain nombre d'obstacles physiques et même politiques pour permettre l'acheminement de l'aide jusque dans les zones les plus reculées et les plus difficilement accessibles. Ce déploiement devient ainsi un vrai renfort opérationnel que tous les acteurs humanitaires ne désapprouvent pas, car, sur le terrain, l'ouverture des routes ou des corridors pour transporter vivres, médicaments et équipes peut nécessiter le déploiement d'une logistique lourde que les ONG peuvent difficilement mobiliser. Dans un éditorial, *Libération* a souligné l'important impact du déploiement militaire américain dans l'organisation logistique des opérations de secours en Asie du Sud. Selon le journal, « les moyens logistiques de la plus puissante armée du monde peuvent faire des miracles. Car, face à une catastrophe de cette ampleur, l'action des seules ONG, aussi dévouées, flexibles et rapides soient-elles, est insuffisante faute de moyens, parce qu'elle est trop dispersée et soumise à l'efficacité très relative des autorités locales »[213]. Dans un autre éditorial paru dix jours après le drame, le journal classé plutôt à gauche soutient que « l'aide des ONG, aussi nécessaires et efficaces soient-elles, ne peut suppléer aux carences des États qui, seuls, ont les moyens financiers, logistiques, voire militaires d'acheminer les secours d'urgence comme d'œuvrer à la reconstruction »[214]. Cependant, malgré leur apport important et décisif en certaines circonstances, tous les intervenants dans le débat considèrent que la participation des troupes armées à l'action humanitaire ne doit pas être systématique. Car elle crée la confusion, entretient un climat d'insécurité et de suspicion pour les représentants des ONG.

e) Médiatisation

L'analyse du philosophe J-J. Delfour résume mieux la symbolique et la nature de la médiatisation qui a entouré la crise humanitaire en Asie du Sud.

[213] Éditorial « *Renfort* » (*Libération* du 03/01/05)

[214] Éditorial « *Émotion* » (*Libération* du 05/01/05)

> « Entre le tsunami physique et les innombrables vagues de solidarité, estime-t-il, il y a eu un autre raz de marée, celui des images. Ce déferlement iconique est indéniable et joue un rôle décisif dans le déclenchement des actes caritatifs. Le désastre n'a pas à être imaginé, il est mis en images toutes faites et instantanément diffusées à des millions d'exemplaires dans les foyers occidentaux. Le désastre n'a pas à être pensé, il est présenté comme un événement horrible auquel il n'est question que de réagir. Le désastre n'a pas à être analysé, il ne requiert que des actes défensifs, des sortes d'actes magiques ou de conjuration : secourir les victimes ce dont il n'y a pas lieu, dans l'absolu, de ne pas se réjouir. Le conditionnement est tel que l'expérience du monde est totalement relayée par les images qui en sont fabriquées »[215].

La médiatisation du tsunami par les chaînes de télévision, les radios et les journaux du monde, ainsi que par les nouveaux médias comme Internet, a donné lieu à quelques commentaires politiques et militants qui ont constitué des sujets d'information journalistique. Si la médiatisation a été un facteur décisif de la mobilisation gigantesque de la solidarité internationale, son déroulement n'a pas été sans problèmes. L'on a assisté à une médiatisation intense, objet de critiques diverses. Ces critiques ont essentiellement porté sur l'ampleur et le contenu des informations diffusées sur cette crise, la vision globale de chaos et de désordre d'une part, et sur l'inégale prise en compte des victimes (touristes occidentaux et autochtones asiatiques), ainsi que des pays touchés, d'autre part.

Revenons tout d'abord sur l'ampleur de cette médiatisation qui a été selon toute vraisemblance aussi immense que le gigantisme du cataclysme et de ses conséquences. En général, « chaque grande tragédie –qu'elle soit due aux caprices de la nature ou à la folie des hommes– nous vaut, pendant des semaines, une profusion de commentaires, d'analyses, de critiques, de questions, de témoignages et de suggestions en tout genre »[216]. Mais était-il possible de faire autrement ? Les avis sont généralement partagés sur la question. Car, même si l'on critique la médiatisation dans certains de ses aspects, il semble évident, et tout le monde le reconnaît, qu'elle constitue un facteur de mobilisation de la solidarité. Dans une longue analyse, Robert Solé, médiateur du *Monde*, tente d'expliquer et de justifier cette intense médiatisation, notamment celle faite par son journal et pose des questions qui interpellent tous :

---

[215] Jean-Jacques Delfour, article d'analyse « *Tsunami caritatif* » (*Libération* du 06/01/05)

[216] Analyse par Robert Solé (*Le Monde* du 09/01/05)

> « D'une part, il est normal qu'un journal comme *Le Monde* consacre beaucoup de place à une tragédie de cette importance et cherche à la traiter sous tous ses aspects. Mais, d'autre part, comment éviter de trop en faire ? Comment limiter le déluge d'informations, d'analyses et de commentaires, ne pas se répéter, ne pas banaliser la catastrophe et lasser les lecteurs, avant de passer à autre chose et d'oublier ? »[217].

Des questions restées sans réponses convaincantes mais qui interpellent chacun dans l'approche médiatique de ces événements humanitaires complexes et difficiles à gérer. Le fait que cette médiatisation ait occupé les unes et l'essentiel des éditions d'information pendant plusieurs semaines a été jugé par certains critiques comme abusif et sans utilité. Ceux qui soutiennent cette opinion estiment que les médias en ont fait un peu trop en donnant à l'événement plus de place qu'il n'en fallait. Surtout que les contenus des informations étaient pour la plupart négatifs, axés sur l'émotion, montrant des situations dramatiques des victimes et des survivants, les difficultés rencontrées dans l'organisation des secours et les confrontations idéologiques ou politiques sur le terrain. Le risque, selon ceux qui souhaitent une médiatisation normale et plus conforme, c'est aussi de banaliser une catastrophe immense et tragique en lassant au bout de quelque temps les publics et de perdre en générosité. En outre, il y a le risque de faire oublier d'autres crises humanitaires aussi dramatiques dans d'autres régions du monde, notamment le Darfour, la région des Grands Lacs, l'Amérique latine, qui nécessitent autant la mobilisation de la générosité mondiale.

Au niveau du contenu, le caractère émouvant des articles et l'exaltation de la politique d'aide ont provoqué la réaction négative de certains spécialistes pour qui une telle présentation des choses peut s'avérer contre-productive. Car l'exaltation de la pitié se fait au détriment de la vraie réflexion sur les causes profondes et sur les solutions durables. Il y a donc le risque de voir cette politique de solidarité érigée en norme qu'on fait primer sur les projets et programmes de développement à moyen et long termes dans le cadre de la coopération bi et multilatérale. La surmédiatisation de la solidarité sous-estime aussi les capacités locales de

[217] idem (*Le Monde* du 09/01/05)

reconstruction et de prise en charge de soi. Ancienne responsable humanitaire, S. Brunel[218] y trouve deux inconvénients majeurs : l'ignorance des capacités locales dans la médiatisation axée sur l'aide internationale et l'incitation des acteurs à plus de concurrence.

Une autre critique de la médiatisation a concerné l'inégal traitement des victimes et des pays touchés par le tsunami et cela a fait l'objet de plusieurs articles de presse. Certains ont dénoncé le fait que les médias se soient préoccupés principalement du sort des touristes occidentaux au détriment des victimes asiatiques. Les observations face à cette inégalité de traitement médiatique sont faites par de simples citoyens (à travers les rubriques *courriers des lecteurs* et *Tribunes libres*), par des acteurs de l'humanitaire et par les médias eux-mêmes. Selon *Le Monde*, certains de ses lecteurs « se sont indignés, au tout début, que l'on se préoccupe des touristes étrangers, alors que les victimes indonésiennes se comptaient déjà par dizaines de milliers »[219]. Aussi, note-t-on la dénonciation d'une certaine indignation sélective. La réaction d'un lecteur du *Monde* (publiée dans la rubrique courrier des lecteurs) est de ce point de vue révélatrice d'une politique de deux poids deux mesures ressentie par une partie de l'opinion face au traitement des crises humanitaires. Le lecteur parisien, Manuel Decaudaveine, « affligé », s'exprime en faisant une comparaison :

> « "Quel tsunami d'émotion ! 100 000, peut-être 150 000 personnes sont mortes dans cette catastrophe naturelle. Quel intérêt d'en ressasser ad libitum leur sort cruel, l'injustice du ciel qui frappe les innocents et les moins nantis ? Et les 100 000 morts civils en Irak, victimes de l'horreur de la politique ? Les 100 000 morts et plus du Darfour, dans une calamité bien préparée celle-là, bien exécutée et... bien humaine ?" ».

[218] Selon Sylvie Brunel, cette action a deux graves inconvénients : elle sous-estime les capacités de reconstruction locales, particulièrement fortes dans cette partie du monde, et elle engorge un peu plus les structures locales, littéralement assommées par le déferlement de l'aide internationale. Mais le besoin de transparence et d'évaluation de l'aide humanitaire se révèle plus que jamais nécessaire, à la mesure de l'engouement qu'elle suscite. La concurrence et les rivalités entre structures pour collecter des fonds et prendre pied sur place dans les "meilleurs" endroits en termes de visibilité et d'accessibilité ont déjà commencé leurs ravages. Coordonner l'aide, concerter les secours, contrôler leur affectation sont des nécessités absolues pour agir efficacement. (S. Brunel, « *Merci à Médecins sans frontières* », article d'analyse dans *Le Monde* du 06/01/05. S. Brunel, professeur à Montpellier-III, est l'ancienne présidente d'ACF.

[219] Article d'analyse de Robert Solé (*Le Monde* du 09/01/05)

Cette remarque émanant d'un simple citoyen renvoie à la problématique des crises dites oubliées à la fois par la communauté internationale et par les médias qui y accordent une attention faible, voire nulle dans certains cas.

Le tsunami a touché une dizaine de pays riverains de l'océan Indien. La Thaïlande et l'Indonésie, plus durement touchées par le déferlement des vagues, restent aussi les pays qui auront suscité plus l'intérêt des médias occidentaux. L'essentiel des reportages, articles et émissions a concerné les conséquences de la catastrophe et des opérations de secours dans ces deux pays. Ce qui n'est pas un hasard dans la mesure où la plupart des touristes occidentaux victimes l'ont été dans ces deux pays qui ont aussi reçu les officiels européens et nord-américains qui ont visité la région. En effet, les autres pays comme Les Maldives, le Sri Lanka, l'Inde ou la Birmanie, beaucoup moins touchés par la catastrophe tout de même, ont été relativement faiblement évoqués par les médias. « *La Birmanie panse ses plaies loin des caméras* », pouvait-on lire dans *Le Figaro* du 5 janvier 2005. Mais ces pays ont été aussi ceux où le déploiement de l'aide internationale a été le moins important, le moins spectaculaire, en raison entre autres de l'attitude des autorités nationales. Déploiement que suivent généralement les équipes des chaînes de radiotélévisions et de la presse pour accéder aux victimes et aux zones sinistrées.

L'Inde a refusé l'aide internationale pour une question de fierté et d'orgueil national. La plus grande démocratie du monde, comme on désigne souvent ce pays, a voulu tout simplement donner un sentiment d'autosuffisance et d'hégémonie face à ses rivaux régionaux. Dans un reportage réalisé auprès des équipes indiennes de secours dans les localités du sud indien touchées par le tsunami, l'envoyé spécial du *Monde*, Jean-Michel Dumay, explique que « l'Inde entend démontrer sa capacité à gérer seule la crise pour tenir son rang dans la région » (édition du 5/01/2005). Pour cela, le pays a compté sur ses propres moyens pour venir en aide aux régions et populations sinistrées. Les hommes politiques, les cadres, les médias, les organisations de la société civile et les entreprises nationales se sont mobilisés pour apporter l'aide humanitaire aux victimes. Ce qui a permis au gouvernement de ne pas faire appel à l'aide étrangère. Le journaliste du *Monde* le constate sur le terrain où sont « rarissimes […] les logos des ONG internationales », contrairement à la plupart des autres pays touchés. Cependant, l'Inde n'a pas pu couvrir avec efficacité tous les besoins provoqués par la crise dans plusieurs régions du pays.

En Birmanie, l'accès des humanitaires, ainsi que des journalistes, a été particulièrement restreint et surveillé par une dictature militaire fermée. Les autorités ont fait preuve de rétention de l'information s'agissant du bilan et des conséquences de la catastrophe, au point que *Le Figaro*, comme d'autres journaux, se demande si la Birmanie cache l'ampleur des dégâts provoqués par le tsunami. Car « dix jours après le désastre, personne n'est encore en mesure de donner une estimation convaincante du nombre de victimes et de la nature des destructions dans ce pays fermé et très pauvre »[220]. Ce comportement résulte de la nature du régime birman en place depuis plus de quatre décennies et peu enclin à tolérer les libertés de mouvement des humanitaires, des défenseurs de droits de l'homme ou des journalistes.

Dans les critiques, journalistes et humanitaires ont aussi évoqué le *charity business* qui mêle les organisations caritatives et les entreprises dans des actions humanitaires. Au colloque de Grenoble en 2005 sur *Les médias et l'humanitaire*, où le tsunami était l'un des principaux sujets de discussion, il a été beaucoup question de l'engagement des entreprises dans les actes de solidarité internationale en cas de crise. Leur mobilisation lors du tsunami a été assez significative à travers le monde pour apporter un soutien financier et matériel aux victimes. Mais de la part du monde marchand, un tel geste de solidarité a donné lieu à un débat car les acteurs du secteur de la solidarité internationale apprécient diversement. Les participants au colloque se sont surtout interrogés sur les arrière-pensées ou sur le bien-fondé d'une telle démarche. L'intervention de Bruno David, président de l'association *Communication Sans Frontières*, traduit une position largement partagée au sein des ONG qui, de façon générale, se montrent réservées sur la participation directe des États, des armées et des entreprises à l'action humanitaire.

> « On a vu arriver l'industrie et le monde marchand dans l'humanitaire. On a une intrusion un peu par effraction d'une certaine manière où toutes les grandes entreprises se sont mobilisées, c'est-à-dire les marques internationales en passant par Renault, Coca Cola, Nestlé, Carrefour tout le monde y est allé de sa collecte de fonds jusqu'à la mise en place de programmes avec des employés desdites sociétés. Ce qui pose deux problèmes de fond : est-ce que le secteur commercial peut être amené à s'investir dans la sphère publique et en particulier dans la solidarité internationale et quels sont les intérêts qui se cachent derrière ces intrusions. Quand on s'occupe d'entreprises et de communication comme j'ai pu le faire pendant des années, rien n'est un hasard non

[220] Article : « *La junte birmane est accusée de masquer le bilan réel des morts et des destructions* » (*Le Monde* du 06/01/2005).

plus et des actions de ce type répondent à des objectifs précis et planifiés »[221].

Dans cette prise de position, on voit apparaître deux craintes. D'un côté, la crainte des ONG de voir l'aide humanitaire instrumentalisée à des fins politiques ou économiques, alors même que par essence, elle repose sur le désintéressement et le bénévolat. De l'autre côté, les acteurs traditionnels de l'action humanitaire redoutent, avec l'arrivée de nouveaux acteurs, de se voir dominer sur un terrain où ils disposent d'un grand pouvoir, d'un savoir-faire reconnu et d'un quasi-monopole.

5-1-6. Autres angles de médiatisation

La couverture du tsunami a été une occasion pour les médias de s'intéresser à la Birmanie et de tenter d'évoquer ce qui s'y passe. Car la Birmanie et d'autres lieux de conflits armés, comme Sumatra (Indonésie) où sévit une rébellion indépendantiste, sont généralement interdits aux journalistes par les gouvernements. Les journalistes saisissent l'opportunité de la couverture de la crise pour découvrir d'autres réalités en dehors des effets du tsunami. La catastrophe a permis un certain accès à l'information. En général, les journalistes, animés par la recherche d'informations exclusives appelées scoop, rêvent de révéler des informations sur les pays fermés (Corée du Nord, Cuba, Birmanie…) ou sur les guerres internes cachées au public. Ce sont des informations très prisées car elles donnent la mesure sur la situation des droits de l'homme, de la démocratie, de la gouvernance, des opérations militaires, ainsi que des populations civiles par rapport aux soins et à la nourriture notamment. Le cataclysme a révélé des événements qui se déroulaient sous silence, faute de possibilité d'accès pour les journalistes et des ONG en temps normal, ou à cause du manque d'intérêt des médias ou de la lassitude de la communauté internationale. Parmi ces cas, la rébellion dans le nord de l'île de Sumatra, la rébellion indépendantiste des Tigres de l'Ealan Tamoul au Sri Lanka, l'islamisme en Indonésie, la dictature des généraux en Birmanie, la pauvreté, etc. Le tsunami a offert aux journalistes l'occasion de profiter de la brèche ouverte pour faire des reportages sur ces questions qui ne sont qu'irrégulièrement évoquées dans les médias occidentaux.

[221] Actes du colloque *Médias et humanitaire*, 17 nov. 2005 (p. 12).

5-2. Médiatisation de l'ouragan Katrina

La seconde crise humanitaire hyper médiatisée qui fait l'objet de cette recherche est la catastrophe Katrina survenue sur la côte est et le sud des États-Unis d'Amérique à l'été 2005. Après le tsunami, c'est l'un des événements qui a le plus suscité l'attention des médias et de leurs publics en ces premières années du XXIème siècle. Presse, radio, télévision et internet, les différents médias y ont consacré une partie considérable de leur espace : 454 articles recensés dans notre corpus (419 dans les journaux quotidiens et 35 dans les magasines hebdomadaires). Pour connaître les ressorts de cette médiatisation, il convient, comme pour le tsunami, de porter un regard sur des articles de presse parus sur plusieurs jours après le drame et d'identifier les principaux thèmes abordés. Si cette médiatisation a été jugée importante, quels sont les angles et les approches qui ont constitué les centres d'intérêt des médias ? L'analyse permettra d'en savoir davantage. Le tableau et le schéma qui suivent en donnent déjà un aperçu.

Tableau 3 : Articles de la première journée de médiatisation de Karina dans la PQN

Journal	Édition	Titre de l'article	Genre
Libération	30/08/05	**Tempête sur le baril**	Analyse en p. 2
		Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril	Article en p. 10
		2005, les cyclones en grande forme	Article en p. 10
LE FIGARO	30/08/05	**La Louisiane balayée par Katrina**	Article en UNE
		Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril	Article en p. 2
		La Nouvelle-Orléans vidée de ses habitants	Article en p. 2
		Cinq niveaux de risque	Article en p. 2
		L'ouragan Katrina a frappé la Louisiane	Reportage
		Fortes perturbations sur le marché pétrolier	Article en p. 3
		Un phénomène violent, saisonnier dans le golfe du Mexique	Article
		Le marché résiste	Article
		Les assureurs prêts à chiffrer les dégâts	Analyse
Le Monde	31/08/05	**Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril**	Filet en UNE
		En Atlantique, la saison cyclonique en cours se révèle « extrêmement active »	Article en p. 3
		Les routes de La Nouvelle-Orléans jonchées d'arbres, de poteaux, de débris	Article en p. 3
		Entre 10 et 26 milliards de dollars de dégâts	Article en p. 3
		Le pétrole et le cyclone influencent les marchés d'actions	Article en p. 19
La Tribune	30/08/05	**Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril**	Brève à la UNE
		Le baril de brut franchit les 70 dollars	Article
		Katrina paralyse l'activité de la Louisiane	Article
		Wall Street s'accroche	Article
		Katrina et ses dégâts collatéraux	Éditorial
		La nouvelle flambée du pétrole met le dollar sous pression	Article
Les Echos Le Quotidien de l'Economie	30/08/05	**Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril**	Article en UNE
		Les côtes de Louisiane et La Nouvelle-Orléans frappées par le cyclone Katrina	Article en p. 5
		Les cours du pétrole et du gaz naturel portés à des niveaux record	Article en p. 5
		Les assureurs redoutent un sinistre majeur	Article en p. 5
		Les places financières suspendues à l'évolution de l'ouragan Katrina	Article en p. 26
		Wall Street résiste au pétrole et à l'ouragan Katrina	Article en p. 27

Tableau 4 : Articles de la deuxième journée de médiatisation de Karina dans la PQN

Journal	Édition	Titre de l'article	Genre
Libération	31/08/05	**« Une désolation complète »**	Article en p. 10
		70,85 $ Nouveau record pour le baril de pétrole hier à New York, après le passage du cyclone Katrina	Article en p. 18
LE FIGARO	31/08/05	**Irak, pétrole : la difficile rentrée de Bush**	Article en UNE
		Bush affronte une rentrée tourmentée	Article en p. 2
		Katrina parmi les ouragans les plus dévastateurs	Article en p. 2
		Le Dow Jones dérape	Article
		Baisse limitée des indices	Article
Le Monde	01/09/05	**Ravagée par le cyclone Katrina, Biloxi pleure les victimes de « son tsunami »**	Reportage en UNE
		Après l'ouragan, La Nouvelle-Orléans, dévastée par les inondations, est la proie des pillards	Article en p. 4
		Pétrole : l'AIE juge prématuré le recours aux réserves stratégiques	Article en p. 19
		La hausse du cours du pétrole a encore pesé sur les Bourses	Article en p. 20
La Tribune	31/08/05	**L'ouragan Katrina coûtera cher aux assureurs**	Article en UNE
		Le sud-est américain dévasté après le passage de Katrina	Article
		L'OPEP songe à relever ses quotas	Article
		Wall Street cède du terrain	Article
		Katrina hisse les cours du pétrole à de nouveaux records historiques	Article
		L'Index CRB au plus haut depuis vingt-cinq ans	Filet
		Une facture salée pour les assureurs	
Les Echos Le Quotidien de l'Economie	31/08/05	**Le golfe du Mexique dévasté par le cyclone Katrina**	Article en UNE
		Katrina a provoqué d'immenses dégâts dans le golfe du Mexique	Article en p. 5
		L'ouragan pourrait coûter aussi cher qu'Andrew en 1992	Analyse en p. 5
		Les dommages causés par Katrina poussent le brut à plus de 70 dollars	Article en p. 16
		La nouvelle flambée du pétrole à New York affecte Wall Street	Article en p. 23
		Les dégâts du cyclone Katrina pénalisent les marchés	Article en p. 31

Les États-Unis sont habitués aux catastrophes naturelles. S'y produisent fréquemment des séismes, des ouragans et des cyclones ainsi que diverses autres intempéries. Ces événements font toujours l'objet de médiatisation, dirait-on de façon normale, c'est-à-dire à la hauteur d'un événement de nature catastrophique intervenant dans le monde occidental. Mais l'ouragan Katrina en 2005 s'est singularisé par une dimension médiatique plus importante et plus polémique. En effet, la catastrophe a donné lieu à un débat très vif en Amérique tant sur la période avant que sur la gestion de la crise. Du recensement et de la lecture de nombreux articles, on pourrait retenir quatre registres principaux autour desquels la médiatisation a été construite dans la presse. Ces registres sont les suivants : étonnement et surprise, gestion de la crise et controverse politique, pauvreté et inégalités sociales aux États-Unis, impact économique. Chaque registre se décline en plusieurs angles d'approche, comme précisé par le schéma qui suit.

Figure 3 : Schémas des thèmes abordés dans la médiatisation de Katrina

5-2-1. Logiques spectaculaires : étonnement et surprise

Dans le cas de Katrina, ce qui a été au centre des premiers articles c'est l'étonnement. Étonnement non pas du fait de la simple survenance de la catastrophe. Mais un étonnement lié au fait que l'Amérique, superpuissance soit si vulnérable et si incapable de se secourir, étonnement qu'une crise humanitaire digne des régions du Tiers-Monde frappe ce pays et l'atteigne dans sa fierté et son orgueil. La force avec laquelle l'ouragan a frappé sans que toutes les dispositions aient été prises à temps, notamment en matière d'évacuation et d'assistance, alors qu'il était annoncé, a renforcé ce sentiment d'incompréhension et d'étonnement des Américains et de la communauté internationale. La presse traduit cette impression qui relève de l'inimaginable. Reportages, éditoriaux et analyses explicitent la situation avec une approche à la fois critique, explicative et même dénonciatrice. Mais les premiers articles mettent l'accent surtout sur la violence destructrice de Katrina. Quelques-uns des titres d'articles parus au lendemain du passage de l'ouragan le montrent : « *La Louisiane balayée par Katrina* » (*Le Figaro* du 30/08/05) ; « *Les routes de La Nouvelle-Orléans jonchées d'arbres, de poteaux, de débris* » (*Le Monde* du 31/08/05) ; « "*Une désolation complète*" »[222] (*Libération* du 31/05/05) ; « *Déluge d'horreurs à La Nouvelle-Orleans* » (*Libération* du 01/09/05) ; « *Ravagée par le cyclone Katrina, Biloxi pleure les victimes de " son tsunami* " » (*Le Monde* du 01/09/05).

Si la production de la catastrophe n'a pas tellement surpris parce que c'était prévu et annoncé –elle n'a d'ailleurs pas donné lieu à une médiatisation exceptionnelle– les conséquences de son passage ont néanmoins dépassé toutes les prévisions, tant en matière des destructions que de difficultés humaines, avec la crise humanitaire. Une telle situation est de facto un événement médiatique intéressant car il sort complètement de l'ordinaire en ce sens qu'il est impensable dans un grand pays développé comme les États-Unis. Le déferlement des caméras de télévision du monde et des équipes de reportages sur le terrain est motivé par cette dimension insolite de la catastrophe : se produit au cœur des États-Unis une vraie crise humanitaire avec des gens en détresse, affamés, blessés, des sinistrés sans secours et survivant dans de pénibles conditions. Un événement de grande importance. Un événement non seulement pour les médias, mais aussi pour les chercheurs, les politologues, les cinéastes, etc.

[222] Titre entre guillemets dans le journal.

L'ampleur humanitaire de Katrina, en particulier dans les États du Texas et de la Louisiane, a conduit à une médiatisation qu'on a qualifiée dans les milieux des ONG et des médias de super médiatisation, compte tenu de son intensité, de sa durée, de ses angles d'approche. Outre le bilan des destructions et des victimes humaines, c'est la crise humanitaire qui a défrayé la chronique, en raison de l'inefficacité des services de secours et du manque d'anticipation des autorités américaines. « C'est la plus grande catastrophe ici depuis un demi-siècle et les services de police et de secours sont totalement dépassés »[223]. Ce témoignage d'un habitant de Louisiane traduit un sentiment général ressenti par les populations des localités frappées par Katrina : sentiment d'impuissance, de désespoir et d'abandon qui ébranle l'Amérique dans sa fierté. Les images que donnent les médias de la situation pointent un drame que personne ne pouvait envisager avant l'ouragan. Ce qui en fait sa singularité et son caractère d'événement médiatique dans le lot des catastrophes naturelles qui touchent chaque année les États-Unis et les Amériques en général.

Si les tout premiers articles ont porté sur la violence de la catastrophe et sur son étendue, ainsi que sur les dégâts physiques causés, les angles de la médiatisation ont changé à partir du deuxième jour. En effet, à mesure que s'égrènent les heures, se révélait une véritable crise humanitaire, particulièrement à La Nouvelle-Orléans où ceux qui n'avaient pas pu évacuer la ville se sont trouvés coupés du reste du monde. Dans une ville inondée, ces rescapés tentent de survivre de façon aléatoire. La lenteur des secours les plonge davantage dans des difficultés : manque d'eau potable et de vivres, des blessés qui n'ont pas accès aux soins, des rescapés bloqués sur les toits des maisons, des morts flottant sur l'eau ou coincés dans les maisons, des réfugiés qui errent sur les routes… Tout dans cette partie des États-Unis renvoyait à l'image qui vient généralement des pays pauvres de l'hémisphère sud. Ce que les médias, nombreux à dépêcher des envoyés spéciaux sur le terrain, ne manqueront pas de souligner et de mettre à la une de l'actualité.

L'humiliation et la vulnérabilité de la superpuissance, de même que les violences qui ont éclaté dans les villes sinistrées avec les scènes de pillage, les vols à main armée, la réaction musclée des forces de l'ordre... se partagent les angles d'attaque de la couverture journalistique de l'événement. Dans la presse, de nombreux articles y sont consacrés. C'est le cas, par exemple de « *La vie "saccagée" des rescapes de Katrina* » dans *Libération* du

[223] Reportage « *Les routes de La Nouvelle- Orléans jonchées d'arbres, de poteaux, de débris* » (*Le Monde* du 31/08/05).

02/09/05, un reportage qui décrit la dure situation ou plus exactement les efforts de survie des sinistrés réfugiés à Baton Rouge, la capitale de l'État de la Louisiane. Le même jour, l'éditorial du journal intitulé « *Fêlure* » est un regard critique sur l'impuissance américaine et l'inefficacité de ses services de secours. *Le Monde* du 02/09/05 est plus explicite sur la situation quand il souligne le « *Désastre humanitaire et pillages à La Nouvelle-Orléans après Katrina* ». Dans cet article, tout comme dans celui intitulé « *Chaos en Louisiane après les ravages de Katrina* » (*Le Monde* du 03/09/05), il est question de l'ampleur des dégâts et de la dégradation de la situation sur les plans humanitaire et de la sécurité.

Dans ces difficultés, un autre angle médiatique porte sur les risques d'épidémie en raison du manque d'hygiène et d'eau potable. *Le Figaro* du 02/09/05, à l'instar des autres journaux, met l'accent sur ces aspects à travers notamment deux articles : « *Des eaux durablement polluées* » et « *L'Amérique dépassée par la catastrophe* ». La similitude des angles d'attaque et des contenus dans les journaux traduit une unanimité autour de l'intérêt journalistique de l'événement et des divers sujets d'information qui en découlent. *Le Nouvel Observateur* (édition du 08/09/2005), dans un très long reportage intitulé « *L'Amérique mise à nu* », confirme les raisons de la mobilisation médiatique. Car il y est fait un état des lieux peu digne de l'Amérique, avec la désespérante attente des survivants, les conditions difficiles à *Convention Center* où des milliers de personnes sont entassées et vivent dans la promiscuité et les pénuries en tous genres. *L'Express* (08/09/05) a la même démarche en publiant un très long « *reportage dans l'enfer de la Louisiane* »[224] intitulé « *Apocalypse Now* », un titre qui se veut informatif et réaliste. Car contrairement aux quotidiens, les magazines d'informations hebdomadaires ont publié leurs articles au plus tôt plus d'une semaine après la survenue de la catastrophe avec plus de recul et de profondeur. Mais ces articles n'ont pu que confirmer et approfondir les informations et les dimensions de l'événement relatées dans les quotidiens.

5-2-2. Enjeux polémiques : gestion de la crise et controverse politique

L'unanimité de la presse va au-delà de l'étonnement sur la « pire » situation créée par Katrina et concerne d'autres aspects de la catastrophe. Un autre aspect important objet de la couverture médiatique a été la controverse politique qui a surgi dans le débat américain à la

[224] Sous-titre qui introduit le reportage réalisé par l'envoyé spécial du journal au cœur des réfugiés et des sinistrés.

suite de la catastrophe. La gestion de la crise par l'administration Bush a été des plus contestées, non seulement au sein de la classe politique mais aussi dans la société civile. L'on sait que par tradition, les sujets de polémique ou d'opposition sont des informations journalistiques de premier plan. L'inefficacité des services de secours au niveau national a été interprétée comme un acte de mauvaise gestion et de négligence du gouvernement fédéral. C'est le premier élément de contestation qui est largement mis en avant dans les articles qui traduisent et donnent un sens à ce débat politique américain très vif dans un contexte de crise nationale. Le discours médiatique sur la question est entretenu par les journalistes sur le terrain, par les éditorialistes et par des commentateurs spécialistes plus ou moins en la matière. Dans ce registre là aussi, l'on remarque que les titres et les contenus de la presse se focalisent sur les mêmes angles : secours lents, humiliation du pays, administration incapable.

Les titres des différents journaux révèlent la profondeur de la crise et la colère de l'opinion américaine. Les critiques sur le président Georges Bush et son équipe sont les plus vives. Les articles intitulés « *Bush totalement dépassé par la catastrophe* » et « *Vulnérabilité* » (*Libération* du 03/09/05) sont une critique implacable de la politique américaine. *Le Monde* daté du 04 septembre 2005 produit une série de papiers sur la mauvaise gestion de la crise et sur les réactions de l'opinion américaine révoltée contre son gouvernement. « *Après Katrina, le monde tend la main à une Amérique humiliée* » dénonce une Amérique impuissante qui reçoit des offres d'aide extérieure, y compris de la part de pays en développement ou connaissant des difficultés économiques. L'article « *Vivement attaqué par les médias, M. Bush visite les régions sinistrées sans rencontrer les survivants* » porte sur la visite du président américain dans les zones sinistrées et dénonce les erreurs de gestion de la crise, autant que l'éditorial intitulé « *Bush en accusation* » où l'auteur souligne également la détresse des sinistrés. Dans l'article au titre évocateur « *Le mythe américain ébranlé dans l'archipel caraïbe* », le journal propose une description des images de chaos dans une Amérique banalisée et de l'impact sur les économies des caraïbes.

Dans les titres du *Figaro*, comme dans ceux du *Monde*, le chef de l'exécutif américain est personnellement nommé, ce qui indique une volonté de pointer directement sa responsabilité dans la situation : « *Une épreuve de vérité pour George W. Bush* » (*Le Figaro* du 02/09/05) et « *George W. Bush sous le feu des critiques* » (*Le Figaro* du 03/09/05) sont des articles qui attaquent le chef de l'administration américaine et relatent les querelles politiques sur

l'organisation des secours. Autant que l'incompétence dans la gestion de la crise, c'est aussi la négligence présumée des autorités qui donne lieu aux critiques.

> « Ray Nagin, le maire de La Nouvelle-Orléans, et Kathleen Bianco, le gouverneur de la Louisiane, ne cachaient plus leur irritation, mercredi 31 août [2005], devant la lenteur de la réaction de l'administration Bush. Ils reprochaient aux ministères et aux agences gouvernementales d'avoir attendu deux jours pour comprendre l'ampleur de la catastrophe et à l'armée de ne pas avoir tenté plus vite de colmater les brèches dans les digues qui ont permis à l'eau d'envahir plus de 80 % de La Nouvelle-Orléans »[225].

Dans son édition du 06 septembre 2005, *Le Monde* revient sur « *Les faillites de la sécurité intérieure* », en faisant une analyse sévère de la politique américaine. Le manque de consolidation des digues est un argument avancé. Dans le débat politique et dans la couverture médiatique qui en est faite, les critiques de l'intervention américaine en Irak reviennent en force. Une aventure coûteuse et sans raison valable qui aura mobilisé les ressources et les moyens matériels et humains nécessaires en cas de catastrophe aux États-Unis. Ces moyens parmi lesquels figurent les membres de la Garde Nationale ont manqué à La Nouvelle-Orléans car déployés en partie en Irak. Ce qui constitue, de l'avis de beaucoup d'Américains, un facteur explicatif de la lenteur des secours et de la transformation d'une catastrophe naturelle, certes violente, en un drame humanitaire inimaginable au cœur de la superpuissance.

5-2-3. Logiques morales : pauvreté et inégalités sociales

C'est le troisième grand registre de médiatisation. La crise de Katrina est venue rappeler que les États-Unis, bien que nation développée et superpuissance économique, demeurent une société inégalitaire où sévissent encore la ségrégation, le chômage, la pauvreté. Les inégalités sociales entre les races, entre les classes populaires, ont fait l'objet de débat à l'occasion de cette crise. En effet, la plupart des victimes de Katrina (morts, blessés, réfugiés ou déplacés) sont des gens issus des minorités du pays, qui appartiennent aux classes populaires et qui n'avaient pas suffisamment de moyens pour évacuer leurs maisons et leur ville avant le passage de l'ouragan, et ce, malgré les appels des autorités dans ce sens. Un aspect qui aura

[225] Article « *Affaibli sur l'Irak, M. Bush peut espérer rebondir sur une nouvelle cause nationale* » (*Le Monde* du 02/09/05).

été souligné dans cette intense médiatisation de la première crise humanitaire aux États-Unis du XXIème siècle. Dans une interview à *Libération*[226], l'historien Joel Kotkin, s'explique sur la paupérisation des Noirs de Louisiane. Selon lui :

> « La Nouvelle-Orléans a une réputation -justifiée- de corruption et de violence : le nombre de meurtres y est dix fois plus élevé que la moyenne nationale. On trouve donc aujourd'hui une forte population qui vit de l'aide de l'État (welfare) depuis plusieurs générations, des chômeurs, beaucoup de femmes célibataires… Il existe en effet une large population sous-prolétarisée à l'intérieur des États-Unis, et pas seulement noire. Il faut inclure dans cette catégorie les pauvres blancs des zones rurales, comme au Dakota du Sud, par exemple. Et, bien sûr, les noirs du Sud. Mais les Afro-Américains de Caroline, de Virginie, du Mississippi ou d'Alabama peuvent être dans une situation difficile sans avoir le niveau de criminalité de La Nouvelle-Orléans, parce que ces États se sont développés et ont progressé ».

Dans les médias audiovisuels et dans la presse, la première forte impression qui se dégage des images et des reportages sur les victimes et les rescapés est celle des minorités, en particulier des noirs. C'est au cœur de ces minorités que les fléaux de l'Amérique moderne sont les plus importants : le chômage, l'insécurité, la contrebande, le manque de formation, la pauvreté, etc. Dans tous les journaux, quotidiens ou hebdomadaires, les inégalités sociales et raciales persistantes aux États-Unis sont abordées et/ou traitées dans des séries d'articles tout au long des semaines de la médiatisation de Katrina. Pour bien mettre en évidence cet aspect négatif de la superpuissance, les journaux ont eu recours aux grands genres journalistiques : reportage, analyse, interview, éditorial. Les inégalités aux États-Unis ne sont pas une conséquence de la catastrophe, mais un problème social que Katrina a ramené au cœur du débat. La crise provoquée par l'ouragan a en effet servi d'occasion aux médias pour s'intéresser davantage à cette question. Il est intéressant de revenir sur quelques-uns de ces articles aux titres souvent explicitement évocateurs des difficultés caractéristiques de la société américaine en dépit de ses progrès en matière de prospérité et de démocratie. C'est le cas dans *Le Figaro* dont le reportage « *Les plus pauvres, premières victimes de Katrina* » (03/09/05), réalisé dans l'État du Mississippi, met l'accent sur l'impact important de la

[226] KOTKIN Joël: « *Il ne restait que ceux qui n'avaient pas les moyens de partir* », interview dans *Libération* du 03/09/05. Spécialiste de l'histoire urbaine des États-Unis, J. Kotkin est l'auteur de *The City, A Global History*. Éditorialiste au *Wall Street Journal* et au *Los Angeles Times*, il fait partie du *Think-tank New America Foundation* (Washington).

catastrophe dans les quartiers noirs. L'article « *Les Américains consternés par la fragilité de leur puissance* » (*Le Monde* du 03/09/05), l'interview « *Pour George Bush, les pauvres n'existent pas* » et l'éditorial « *Après le déluge* » (*Libération* du 05/09/05), entres autres, portent essentiellement sur les fractures sociales, la ségrégation raciale et la pauvreté qui sévissent encore dans la société américaine. Dans une tribune intitulée « *Réinventer la sphère publique en Amérique* » (*Le Monde* du 09/09/05), Norman Birnbaum, sociologue et professeur à l'université de Georgetown, dénonce l'administration Bush dont la politique a exacerbé ces inégalités et causé la lenteur du déploiement des secours.

De même que les quotidiens, les hebdomadaires ont suffisamment mis l'accent sur aspect de la crise. Ainsi, pouvait-on lire « *Les raisins de la misère* » dans *L'Express* du 15/09/05. Cet article traite particulièrement de la pauvreté et de la misère aux États-Unis, une réalité qui éclabousse l'image de la superpuissance de l'intérieur. Le titre de l'article fait allusion au livre de John Steinbeck, *Les Raisins de la colère* (*The Grapes of Wrath*), publié en 1939, lauréat du Prix Pulitzer en 1940. Mais le discours du *Nouvel Observateur* sur cette question est encore plus important dans les trois éditions qui ont suivi la catastrophe : « *L'eau va vers les pauvres* » (08/09/05) ; « *Fracture raciale pas morte* » (15/09/05) ou encore « *Ouragan sur l'Amérique* » (22/09/05). Dans ce dernier article, c'est un compagnon de Martin Luther King, Harry Belafonte, qui analyse les causes profondes de ces inégalités sociales et raciales.

5-2-4. Enjeux socio-économiques : impact économique de la crise

Les catastrophes naturelles entraînent souvent des conséquences économiques à la dimension de leur force destructrice. Katrina qui a frappé la superpuissance mondiale a eu non seulement un impact économique sur celle-ci mais aussi sur le reste du monde, en raison de la globalisation des échanges et de l'économie mondiale. L'importance du nombre d'articles sur les conséquences économiques de Katrina dans les quotidiens économiques bien sûr, dans ceux d'informations générales ainsi que dans les magazines hebdomadaires, indique que l'impact de la catastrophe sur l'économie américaine et les marchés financiers internationaux n'est pas négligeable. Les rubriques *Économie*, *Finances* et *Marchés* des journaux sont alimentées par les articles plus ou moins longs sur les impacts économiques et financiers de Katrina.

Le premier impact économique important est la hausse du prix du pétrole car Katrina a frappé notamment l'État du Texas et endommagé les installations pétrolières, entraînant une rupture de la production. C'est ainsi que cet élément revient tous les jours dans le traitement de la dimension économique et financière de la catastrophe. La question du pétrole est stratégique et constitue, de façon générale, l'un des sujets les plus traités par les médias parmi les questions économiques. Car la hausse du prix du baril a une incidence plus ou moins importante sur tous les pays du monde, influençant le fonctionnement des marchés, affectant le pouvoir d'achat des citoyens et la vie des entreprises et industries qui consomment de façon importante les carburants. Les agences de presse et les médias sont généralement à l'affût pour décrocher le scoop qui annonce une variation significative du cours du pétrole, dans un sens ou dans un autre. Toute information capitale obtenue est aussitôt diffusée et relayée à travers la planète. Les nombreux articles consacrés à la hausse du prix du pétrole à la suite de Katrina s'expliquent donc par le fait que l'on est dans un contexte où l'information devient plus intéressante et significative au-delà des victimes directes de la catastrophe et de ceux qui leur sont proches, c'est-à-dire qu'elle acquiert une dimension de prégnance internationale.

Il aurait été impossible pour les médias de ne pas assurer la couverture qui a été faite, car ça s'imposait selon les critères et facteurs de traitement de l'information définis et développés dans le chapitre 4. Le fait que cela résulte d'une grande catastrophe rajoute à la valeur et à la signification de l'information. Plus que tout autre élément d'impact économique, c'est la hausse du prix du pétrole qui a été le plus souvent mise en avant dès les premiers jours, notamment dans les quotidiens économiques. Dans notre corpus, 1/3 des articles publiés par la PQN au cours de la première journée de médiatisation y est consacré. Au fil des jours, les articles se suivent et décrivent la même réalité, la tendance à la hausse. On peut le constater à travers les quelques titres suivants : *La Tribune* : « *Le baril de brut franchit les 70 dollars* » (30/08/05) ; « *Katrina hisse les cours du pétrole à de nouveaux records historiques* » (31/08/05) ; « *L'ouragan Katrina fait flamber l'essence* » (02/09/05)… Ces articles évoquent l'impact direct sur le prix du pétrole au niveau des principaux marchés financiers, notamment à New York. Dans *Les Échos*, l'on retrouve des titres qui vont dans le même sens : « *Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril* » (30/08/05) ; « *La nouvelle flambée du pétrole à New York affecte Wall Street* » (31/08/05) ; « *Les dommages causés par Katrina poussent le brut à plus de 70 dollars* » (31/08/05) ; « *Katrina provoque l'envolée des matières premières* » (01/09/05).

Le pétrole ne constitue pas le seul élément de l'impact économique. D'autres angles de traitement de l'information se rapportent à l'énorme coût des destructions, ainsi qu'aux conséquences sur le fonctionnement des marchés financiers et sur les assurances. Quelques titres d'articles : « *Une facture salée pour les assureurs* » (*La Tribune* du 31/08/05) ; « *Bush demande 52 milliards de dollars au Congrès pour faire face à Katrina* » (*La Tribune* du 08/09/05) qui fait état de la mobilisation de moyens par l'administration américaine ; « *Pourquoi Katrina va coûter très cher à l'assurance* » (*La Tribune* du 08/09/05), une explication notamment sur les pertes d'exploitation des entreprises que les assureurs doivent couvrir ; « *Katrina dévaste l'économie américaine* » (*Les Échos* du 01/09/05), revue de la presse américaine sur les ravages de la catastrophe ; « *Des pans entiers de l'économie lourdement touchés* » (*Les Échos* du 02/09/05), porte sur les différents secteurs économiques touchés de façon plus ou moins importante ; « *Cyclone Katrina : les États-Unis s'attendent à de longues séquelles économiques* » (*Les Échos* du 02/09/05) ; « *Katrina pourrait coûter 50 milliards de dollars aux assureurs* » (*Les Échos* du 07/09/05).

Autant que *La Tribune* et *Les Échos*, les quotidiens d'informations générales ont largement abordé dans leurs colonnes cette dimension économique de Katrina. Ainsi, dès le 30/08/05, *Le Figaro* remarque les « *Fortes perturbations sur le marché pétrolier* ». Sur le coût financier et industriel, le journal évoque « *Un impact économique sans précédent* » (*Le Figaro* du 01/09/05) et estime « *L'économie américaine déstabilisée* » (*Le Figaro* du 03/09/05). Ce dernier article traite en particulier de la paralysie des échanges commerciaux et de la hausse des prix. *Libération* titre sur l'« *Après Tempête sur le baril* » (30/08/05) et sur le nouveau record du prix du brut : « *70,85 $ Nouveau record pour le baril de pétrole hier à New York, après le passage du cyclone Katrina* » (31/08/05). Dans *Le Monde* du 04/09/05, on pouvait lire que « *L'industrie pétrolière des États-Unis mettra longtemps à se remettre des dégâts causés par le cyclone* ».

Au décompte des articles publiés, on note que les quotidiens économiques et les principaux journaux d'informations générales ont abordé les différents aspects des conséquences économiques et financières avec plus de régularité pendant la période d'intense médiatisation. Du pétrole aux autres matières premières, de l'industrie aux entreprises de services, de Wall Street aux autres marchés financiers, l'impact économique et financier de Katrina a été abondamment traité. Sans oublier le coût des destructions et surtout de la reconstruction qui a fait l'objet de plusieurs articles. En effet, étant donné le poids des États-Unis dans l'économie

mondiale, les conséquences de Katrina sur l'économie américaine affectent presque la planète entière. Les hebdomadaires ont par ailleurs moins traité cette dimension. Les reportages, analyses et autres articles d'opinion ont été dominés par la dimension sociale et politique de la crise. Ce qui traduit aussi la marque de ces journaux magazines : ils sont à forte coloration politique s'agissant de leur contenu. Quant à Katrina, l'un des plus importants articles à aborder les conséquences économiques est l'analyse publiée par *Le Nouvel Observateur* du 08/09/05 sous le titre « *Le spectre d'une crise énergétique* ». Il y est question du coût financier important de la catastrophe et de son impact sur les cours du pétrole.

On aura noté l'absence d'ONG internationales humanitaires dans cette médiatisation. Car elles n'étaient quasiment pas sur le terrain. L'essentiel des opérations de secours et des actes de solidarité ayant été l'œuvre d'institutions américaines, mais aussi de personnalités et d'églises de ce pays. Il a été plus question de la mobilisation nationale. Ce qui traduit le fait que la crise résulte surtout d'un manque d'anticipation et d'organisation des autorités que d'une incapacité du pays à faire face à ses défis. Ce qui marque clairement aussi la différence entre les pays du sud, généralement pauvres et dépendants pour la plupart de l'assistance internationale en cas de crise, et les grandes puissances plutôt capables de se prendre en charge. Après quelques jours de cafouillage et d'hésitation, la puissance américaine était parvenue à déployer les moyens et stratégies nécessaires pour une gestion plus adéquate des conséquences humanitaires et politiques de la catastrophe.

Donc l'on peut dire que quatre facteurs majeurs ont contribué à faire de Katrina un grand événement médiatique : le caractère naturel, violent et destructeur de la catastrophe, la crise humanitaire qui en a découlée de façon inattendue, le vif débat politique auquel il a donné lieu dans l'espace public américain, ainsi que son impact sur l'économie mondiale, en particulier sur les marchés financiers et les cours du pétrole. Tout événement qui réunit un ou plusieurs de ces critères dans le monde est, pour les médias occidentaux, suffisamment intéressant pour faire la une de l'actualité, pour être traité comme tel pendant une période plus ou moins longue. C'est donc autour de ces éléments que les médias construisent leur discours. Des éléments en quelque sorte partagés car se retrouvant de part et d'autre.

5-3. Médiatisation du séisme au Pakistan

Le discours médiatique « transforme l'événement brut en événement susceptible d'être perçu et entendu par les récepteurs de l'information » (Charaudeau, 1997 : 165). La médiatisation du tsunami et de Katrina, donne tout son sens à cette affirmation. Mais l'absence ou l'insuffisance du discours médiatique peut provoquer l'effet inverse. Selon l'ONU et les organisations humanitaires, le séisme du Pakistan est l'une des crises qui ont moins suscité l'intérêt des médias, en particulier des médias occidentaux. Contrairement à Katrina et au tsunami, cette crise a été beaucoup moins couverte, si l'on en juge par l'intensité et la durée de sa médiatisation comparée à celles d'autres crises, mais aussi si l'on prend en considération le discours des humanitaires. Cependant, la catastrophe au cachemire pakistanais aura été plus évoquée dans les médias que la famine au Niger, avec 77 articles contre 58 dans notre corpus de journaux. Malgré une intensité relativement faible, la médiatisation s'est étalée de manière régulière au moins sur deux semaines après le séisme. Ce qui traduit un certain intérêt de la presse française et, par delà, de la presse occidentale pour ladite crise. Car rares sont les événements qui surviennent loin de ces médias et qui reçoivent une couverture aussi prolongée dans le temps.

Dans la couverture médiatique de cette crise humanitaire, la représentation de l'événement est construite autour d'une double approche, les articles de presse portant sur deux questions principales. La première est relative au phénomène naturel du séisme avec ses conséquences et les opérations de secours engagées sur le terrain. La deuxième approche concerne le contexte historique, la situation géopolitique pakistanaise et régionale. Une situation assez tourmentée et même inquiétante vue de l'Occident, avec la prolifération nucléaire, le terrorisme, le fondamentalisme religieux, le conflit indo-pakistanais et les violences au Cachemire, etc. Cette façon de construire la représentation de la crise en l'insérant dans un contexte sociopolitique défavorable et inquiétant a-t-elle pu freiner l'élan de générosité attendue ? La mobilisation de solidarité internationale pour le Pakistan jugée faible est dénoncée par les Nations-Unies et par les organisations humanitaires. Il est fort probable que le contexte mis en relief dans la médiatisation ait influencé l'opinion dans son engagement à se montrer généreuse. L'analyse de la couverture médiatique de ces crises humanitaires nous montre que la construction ou la représentation se fait à la fois par les médias et aussi du côté des publics récepteurs qui mobilisent leurs expériences et leurs connaissances pour décoder l'information relative à un événement.

Tableau 5 : Articles de la première journée de médiatisation du séisme du Cachemire au Pakistan dans la PQN

Journal	Édition	Titre de l'article	Genre
Libération	10/10/05	**La terre déchirée**	Brève en UNE
		Un séisme sur la fracture entre l'Inde et le Pakistan	Article en P. 2
		Les mains nues	Article en p. 30
		A savoir	Infos pratiques en p. 2
		Sinistre litanie	Éditorial en p. 3
		Le Cachemire, enjeu du conflit entre l'Inde et le Pakistan	Article en p. 4
LE FIGARO	10/10/05	**Désolation au Cachemire**	Reportage en UNE
		Scènes de fin du monde au Cachemire après un tremblement de terre meurtrier	Reportage en pp. 2-3
		Le monde entier tend la main au Pakistan	Article
		L'Inde propose son aide humanitaire	Article en p. 3
		Islamabad durement touchée	Article en p. 3
Le Monde	11/10/05	**Le tremblement de terre au Cachemire aurait fait 40 000 morts**	Article en UNE
		Les secours affluent au Pakistan ravagé par un séisme	Reportage en p. 2
		Territoire disputé, le Cachemire oublie ses divisions dans la tragédie	Analyse en p. 2
		Une des zones les plus sismiques du monde	Article en p. 2
		« Ne jamais expliquer, ne jamais se plaindre »	Article en p. 30
La Tribune	10/10/05	**Catastrophe sans précédent au Pakistan**	Article
Les Echos Le Quotidien de l'Economie	10/10/05	**Les secours s'organisent pour les victimes du séisme au Pakistan et en Inde**	Article en p. 16

Tableau 6 : Articles de la deuxième journée de médiatisation du séisme du Cachemire au Pakistan dans la PQN

Journal	Édition	Titre de l'article	Genre
Libération	11/10/05	**« Je suis venu pour appeler au secours, ils vont tous mourir »**	Reportage en p. 8 en UNE
		A la recherche des « zones de survie »	Article en p. 9
LE FIGARO	11/10/05	**La colère des rescapés du Cachemire**	Reportage
		La diplomatie des catastrophes naturelles	Analyse
		L'armée pakistanaise dans la ligne de mire	Analyse en p. 2
Le Monde	12/10/05	**Au Cachemire, les victimes du séisme se sentent abandonnées**	Reportage en p. 4
La Tribune	11/10/05		
Les Echos Le Quotidien de l'Economie	11/10/05	**De 30.000 à 40.000 morts au Pakistan et en Inde**	Article en p. 16

La conjonction de différents facteurs détermine le niveau de médiatisation d'un événement. D'un coup d'œil, à travers le schéma suivant, l'on remarque que ce séisme au Pakistan n'a pas donné lieu à une grande diversité d'approches journalistiques. Or cette diversité, c'est-à-dire la propension du fait ou de l'événement à pouvoir être décliné en une variété d'aspects, est un facteur d'intensité de la médiatisation.

Figure 4 : Schéma des thèmes abordés dans la médiatisation du séisme du Cachemire au Pakistan

5-3-1. Logiques spectaculaires : conséquences de la catastrophe et organisation des secours

Revenons sur les deux principaux registres de médiatisation de cette crise. D'abord sur les conséquences du séisme et l'organisation des opérations de secours. Cet aspect est l'objet de plus de la moitié des articles. Le séisme qui a frappé le Cachemire a été violent et destructeur, avec des conséquences dramatiques pour les populations de la région. Cette situation de crise humanitaire en raison du danger qu'elle représente pour les rescapés a été abordée dans les reportages et autres articles sur l'événement. Car des envoyés spéciaux des médias occidentaux, notamment de la presse française, sont arrivés assez vite sur le terrain. Les premiers reportages sur la difficile vie des survivants et sur l'action des secours pakistanais sont publiés dès le 10 octobre 2005 dans les principaux quotidiens. *Le Figaro* et *Libération* mettent l'accent sur une situation apocalyptique dont l'ampleur dépasse les capacités de riposte urgente des autorités. On peut notamment lire : « *Scènes de fin du monde au Cachemire après un tremblement de terre meurtrier* » (*Le Figaro* du 10/10/05) où le reporter nous fait vivre de façon émouvante les scènes de vie des rescapés au lendemain de la catastrophe, se débrouillant tout seuls dans les décombres alors que les secours ont du mal à les atteindre. De la même manière, *Libération*, en titrant sur un témoignage : « *Je suis venu pour appeler au secours, ils vont tous mourir* » (*Libération* du 11/10/05), nous entraîne dans la situation des villages détruits où l'inquiétude se mêle à l'impuissance et à la résignation. Le reportage du *Monde* intitulé « *Les secours affluent au Pakistan ravagé par un séisme* » (*Le Monde* du 11/10/05) décrit le déploiement de l'aide internationale et la conduite des opérations de recherche et d'assistance sur le terrain.

À travers ces différents reportages, l'on peut déduire une volonté des médias de faire vivre le calvaire des rescapés à leurs publics, donc de les sensibiliser et de les mobiliser ainsi. En effet, la situation a vite tourné au drame humanitaire quelques jours après le séisme car les rescapés étaient pour la plupart inaccessibles, sans toit, sans soins et sans vivres. Le relief particulièrement hostile de la région, aggravé par les destructions physiques provoquées par le séisme, rendait la tâche des équipes de secours difficile. Durant les deux semaines suivant la catastrophe, cet aspect est régulièrement explicité, car il est central dans la mobilisation des moyens et l'organisation des secours. Ça pose la question de la survie ou de la disparition de dizaines de milliers de personnes piégées dans les montagnes.

Le discours de la presse paraît révélateur de la dégradation de la situation et de la nécessité d'apporter une aide d'urgence aux sinistrés. En effet, plus d'une semaine après que la terre ait tremblé, la situation s'avérait de plus en plus dramatique pour les sinistrés dans une région à l'approche de l'hiver. Le bilan était revu à la hausse jour après jour, de même que la dégradation de la situation d'ensemble que les équipes de secours avaient du mal à cerner et à améliorer. Les titres suivants en sont l'illustration : « *Au Pakistan, fournir un abri aux rescapés du séisme devient une urgence absolue* » (*Le Monde* du 16/10/05) ; « *Dans le Cachemire pakistanais, l'accès difficile aux zones touchées par le séisme pourrait menacer de mort des milliers de survivants* » (*Le Monde* du 18/10/05). « *Pakistan : 3 millions de sans-abri menacés par l'hiver* » (dépêche AFP dans *Libération* du 18/10/05) ; « *Des milliers de sans-abri en danger de mort* » (*Le Figaro* du 17/10/05) ; « *Désastre humanitaire au Pakistan* » (*Le Figaro* du 20/10/05).

Malgré un état des lieux déplorable, il est aussi beaucoup question dans la presse des opérations de secours, notamment celles des équipes étrangères qui travaillent dans de pénibles conditions pour arriver à rétablir des conditions de vie minimales acceptables. Les journaux soulignent une mobilisation spontanée du reste du monde en faveur du Pakistan au lendemain de la catastrophe. On parle même d'un élan de solidarité important. Ainsi, l'article « *Le monde décuple son aide aux Cachemiris* » (*Le Figaro* du 12/10/05) est axé sur la mobilisation de l'aide internationale et son évolution. En effet, trois jours après le drame et à se mesure que le bilan se révèle progressivement très lourd, plusieurs pays annoncent une augmentation de leur engagement financier et/ou en moyens logistiques en faveur des sinistrés. En tête des pays les plus généreux, selon *Le Figaro*, figurent les monarchies pétrolières du Golfe arabo-persique, proches de la République islamique du Pakistan. « Les Émirats Arabes Unis et le Koweït ont chacun offert 100 millions de dollars. L'Union européenne s'est engagée à débloquer 3,6 millions d'euros et l'OTAN a offert son aide. Les États-Unis, l'Allemagne et l'Afghanistan ont prêté des hélicoptères », précise le journal. Dans *Libération* du 17/10/05, sous le titre « *Au Pakistan, opérations à la chaîne sous la tente* », le reporter relate notamment l'action des secours français dans les ruines de la province sinistrée.

Face à l'ampleur des besoins, les efforts de mobilisation de la communauté internationale sont cependant jugés très faibles par l'ONU et les organisations humanitaires qui déplorent que leurs appels à fonds ne soient que très partiellement couverts. Ce paradoxe s'explique surtout

par l'écart entre l'immensité des besoins créés par le séisme et le niveau de l'aide internationale. Aussi, un sentiment d'abandon gagne les sinistrés qui s'expriment par le biais des quelques médias qui viennent jusqu'à eux. Les titres de la presse sont construits en fonction du tableau que dressent de la situation les représentants des ONG humanitaires et des agences onusiennes. Les journaux rapportent les critiques sur l'« indifférence » que beaucoup d'éditorialistes et d'analystes estiment incompréhensible de la part du monde riche. L'article « *Des aides insuffisantes pour le Pakistan* » (*Le Monde* du 22/10/05) souligne la réaction des Nations-Unies selon laquelle « le monde ne répond pas » comme il le faut à l'appel au don en faveur des victimes du séisme pakistanais. Le coordinateur de l'aide d'urgence des Nations-Unies, Jan Egeland, affirmait alors que « les coffres sont vides » car l'appel d'urgence lancé par son organisation en vue de collecter 312 millions de dollars n'a été couvert qu'à hauteur de « 86 millions de dollars seulement », promis par plusieurs pays et institutions, deux semaines après le séisme. Dans un reportage sous le titre « *Désastre humanitaire au Pakistan* » *Le Figaro* (édition du 20/10/2005), relaie aussi les inquiétudes des agences humanitaires des Nations-Unies :

> « « Dix mille enfants pourraient mourir de faim, d'hypothermie ou de maladie dans les prochaines semaines», a martelé Ann Venemann, la directrice exécutive du Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (Unicef). Ajoutant : « Les opérations de secours deviennent plus compliquées chaque jour ». De leur côté, les responsables du Programme alimentaire mondial (PAM) ont jugé la « situation désespérée » pour au moins 500 000 personnes ».

Les quotidiens économiques n'ont pas fait une large couverture du séisme au Pakistan, à cause probablement du fait que son impact est minime sur l'économie mondiale. Du 10 au 20 octobre 2005, on recense dans *Les Échos* un total de sept papiers sur cette crise humanitaire : deux articles, quatre brèves et un filet. Les deux articles portent respectivement sur l'organisation des secours et les besoins financiers de reconstruction. Dans *La tribune*, un seul article a été publié durant la période concernée. L'on constate là une quasi-similitude avec la médiatisation de la famine au Niger, une crise qui a fait aussi l'objet d'une couverture extrêmement faible dans la presse économique, le Niger étant un des pays les plus pauvres de la planète. Or, faut-il le rappeler, la dimension économique est un facteur essentiel de médiatisation des événements du monde actuel.

Dans ce registre, il est également question d'explications scientifiques par des spécialistes de la sismicité et de la géophysique régionales. Le Pakistan est situé dans une des régions du monde les plus exposées aux risques de tremblement de terre.

5-3-2. Enjeux polémiques : situation géopolitique régionale

Dans ce registre géopolitique, on est dans ce que P. Charaudeau (1997) nomme « événement commenté ». Car les journalistes, chroniqueurs et autres analystes politiques profitent de l'occasion pour rappeler et expliquer la situation politique dans le sous-continent indien. Cette partie de l'Asie est en effet l'un des foyers de tension et d'instabilité les plus importants dans le monde. De ce fait, il est constamment l'objet de l'attention des médias. Mais la plupart du temps, le regard qui est porté sur la région, et sur le Pakistan en particulier, est un regard négatif et sombre car axé sur des situations conflictuelles, sur l'insécurité, le fondamentalisme et la province disputée du Cachemire[227]. La médiatisation de la crise au Pakistan a été associée à cet arrière-fond défavorable. C'est-à-dire à des facteurs renvoyant à une représentation inquiétante, notamment pour le public occidental (terrorisme, attentats, islamisme, prolifération nucléaire, conflit avec l'Inde).

[227] Le Cachemire, secoué par un grave séisme samedi, est depuis un demi-siècle au coeur de la dispute qui divise l'Inde et le Pakistan. Deux des trois guerres que se sont livrées les deux pays, en 1948 et 1965, ont eu pour motivation le contrôle de ce territoire stratégique à 60 % musulman. Pour le Pakistan, pays créé de toutes pièces en 1947 pour rassembler les musulmans de l'ancien Empire des Indes britannique, la survivance d'une entité à majorité musulmane au sein de l'Inde est perçue comme une humiliation. La revendication territoriale pakistanaise sur l'ensemble du Cachemire est exprimée par une pléthore de slogans officiels, parfois inscrits jusque sur les ponts d'autoroutes. Ce territoire montagneux est coupé par une ligne de contrôle où des observateurs des Nations-Unies, qui sont sur place depuis 1949, comptent les échanges de tirs entre les deux belligérants. Un référendum d'autodétermination, préconisé par l'ONU depuis cette époque, n'a jamais eu lieu. La plus grande partie du Cachemire -le Jammu-et-Cachemire- est occupée par l'Inde à majorité hindoue, le souverain du Cachemire ayant décidé en 1947 de rejoindre l'Union indienne. Elle compte 9 millions d'habitants. Une zone plus réduite, représentant un tiers du territoire, est occupée par le Pakistan depuis 1949. Ce Cachemire pakistanais, qui compte 3 millions d'habitants, a été baptisé « Azad Cachemire » (« Cachemire libre ») et a pour capitale Muzaffarabad. La Chine complique davantage la question épineuse du Cachemire, puisqu'elle occupe, selon l'Inde, 38 000 kilomètres carrés du territoire. À partir de 1989 s'est développé un mouvement séparatiste musulman armé contre l'occupation indienne. Il est soutenu par l'armée du Pakistan. Celle-ci laisse l'Azad Cachemire servir de sanctuaire aux moudjahidines qui s'infiltrent au Cachemire indien pour combattre ou commettre des attentats terroristes. L'armée indienne estimait en août dernier que 40 % d'entre eux sont « originaires de différents pays islamiques. Source : « *Le Cachemire, enjeu du conflit entre l'Inde et le Pakistan* » (*Libération* du 10/10/05).

De nombreux articles rappellent que le Pakistan est un pays où sont commis des attentats, où sévissent le terrorisme et la prolifération nucléaire, où les relations avec le voisin indien sont tendues… Toutes choses qui peuvent éloigner ou rendre prudents et méfiants les publics occidentaux quand il s'agit de mettre la main à la poche et faire un geste. Parmi les articles sur cet aspect de la situation, on peut citer : « *Le Cachemire, enjeu du conflit entre l'Inde et le Pakistan* » (*Libération* du 10/10/05) ; « *Territoire disputé, le Cachemire oublie ses divisions dans la tragédie* » (*Le Monde* du 11/10/05) ; « *La diplomatie des catastrophes naturelles* » (*Le Figaro* du 11/10/05) ; « *Au Pakistan, l'islamisme campe sur les décombres du séisme* » (*Libération* du 15/10/05). Le regard géopolitique est d'autant plus significatif que la région victime de séisme, le Cachemire, est au cœur du malentendu indo-pakistanais et constitue un lieu de violence et de terrorisme régulièrement cité dans les médias. Avec un dossier spécial dans son édition du 10/10/2005, *Libération* explique que le Cachemire, région victime, sert de sanctuaire aux groupes terroristes radicaux originaires de plusieurs pays du monde arabo-musulman.

Les hebdomadaires ont essentiellement abordé cette catastrophe en l'intégrant systématiquement dans le contexte géopolitique régional. De longs reportages et articles d'analyse sur les conséquences du séisme, sur le conflit indo-pakistanais, et sur le danger que représentent les fondamentalistes pakistanais pour la sécurité internationale. Le passage suivant, extrait d'un reportage réalisé par l'envoyé spécial du *Point* dans les écoles coraniques du Pakistan, est à ce titre un exemple édifiant :

> « Même si le gouvernement pakistanais s'efforce de mieux contrôler les écoles coraniques du pays, celles-ci demeurent une vaste entreprise de lavage de cerveaux au profit des fondamentalistes. […] Pour pénétrer dans la madrasa Binoria, l'une des plus grandes écoles coraniques du Pakistan, l'une des plus radicales aussi, il faut franchir plusieurs quartiers de Karachi, dépasser l'immeuble jaune et décrépi où naguère se sont réfugiés les assassins du journaliste américain Daniel Pearl, décapité en 2002, puis tourner à l'angle d'un fast-food KFC détruit par un attentat à la bombe en septembre et s'arrêter à 100 mètres de la mosquée, devant un petit restaurant où une voiture piégée a explosé. A l'entrée de la madrasa, les gardes sont un peu nerveux »[228].

La médiatisation du séisme du Pakistan est, certes, très loin du niveau du tsunami et de Katrina. Cependant, malgré les critiques des organisations humanitaires, on peut considérer

[228] « *Madrasas : les fabriques d'islamistes* », reportage dans *Le Point* du 20/10/2005

que pour une crise si lointaine du théâtre européen, et sans conséquence significative sur le reste du monde, c'est un niveau de médiatisation conséquente, si l'on prend en compte quelques critères d'une couverture médiatique importante (la durée, l'intensité, les angles ou approches explorés, la mise en valeur de l'information). Dans la presse française, la couverture de cette crise s'est étalée sur plus d'une semaine, avec des articles publiés presque chaque jour. Les organisations humanitaires et autres analystes estiment que ce n'est pas assez médiatisé parce que l'effort de générosité de la communauté internationale n'a pas suivi au rythme souhaité.

5-4. Médiatisation de la famine au Niger

Si pour les crises humanitaires du tsunami et de Katrina, le travail journalistique a été intense, avec de nombreux angles d'approche qui ont permis un traitement abondant de l'événement, pour la famine au Niger en 2005, les choses ont été différentes. La médiatisation de cette crise a été plus faible, beaucoup plus faible, dans ses approches, dans son intensité et dans sa durée. Car c'est sur ces éléments que se distingue l'importance médiatique de l'événement. Contrairement aux autres crises qui ont été engendrées par des catastrophes naturelles de façon subite, la famine au Niger est une catastrophe qui s'est progressivement installée, conséquence d'une conjonction de facteurs humains et naturels (sécheresse, invasion acridienne, mauvaise gestion de la politique céréalière, rétention d'informations et communication mensongère gouvernementale, etc.). Ce qui fait que sur cette crise, nous avons considéré pour l'étude du corpus de presse une année entière à partir du moment où l'on a commencé à parler de mauvaise campagne agricole dans le pays jusqu'à deux mois après le pic de la crise (soit du 01/11/2004 au 31/10/2005). Pendant cette période, plusieurs articles évoquent le Niger dans les différents journaux mais uniquement pour illustrer la pauvreté en Afrique, ainsi que les difficultés économiques et le sous-développement du continent, au même titre que le Mali, Haïti, etc. Le pays est alors cité en exemple d'endroit où sévit la misère humaine. Mais sur la crise humanitaire résultant de la famine, les articles ont été relativement peu nombreux. Ils sont publiés surtout durant les mois de juillet et août 2005, suite au cri d'alarme de MSF qui a conduit à la soudaine mobilisation des médias et des ONG. Un « emballement compassionnel qui succède à un assourdissant silence radio », explique Philippe Bernard dans *Le Monde*[229]. Néanmoins, cette « médiatisation, en faisant passer la crise de l'arène locale à l'arène internationale, a aussi changé la donne du déroulement et de la gestion de la crise », estime le chercheur Johnny Egg[230].

[229] Article d'analyse « *Niger : les leçons d'une " famine " annoncée* » (*Le Monde* du 06/08/05)

[230] Interview de Johnny Egg, chercheur à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), coordinateur de la mission d'évaluation du dispositif national de gestion et prévention des crises alimentaires au Niger (*Grain de sel*, nº 33, décembre 2005-février 2006).

Tableau7 : Premiers articles publiés sur la famine au Niger en juillet 2005

Journal	Édition	Titre de l'article	Genre
Libération	15/07/05	**Au Niger, les plus faibles « en voie de liquidation »**	Filet en p. 8
	22/07/05	**« Une inégalité criante, même dans l'humanitaire »**	Interview en p. 9
	25/07/05	**Après le Niger, la faim guette le Nigeria**	Filet en p. 9
	27/07/05	**Dans le Niger affamé**	Brève en UNE
		Une année d'atermoiements	Article en p. 2
		Une famine aux racines endémiques	Analyse en p. 3
		L'indécence des pays riches	Éditorial en p. 3
		Catastrophe alimentaire au Niger	Reportage en p. 3
	28/07/05	**Le PAM accélère ses envois au Niger**	Brève en p. 10
	29/07/05	**L'aide arrive au Niger**	Article en p. 9
LE FIGARO	30/07/05	**Le Niger en proie à la famine**	Article en p. 2
		La France aide le Niger en proie à la famine	Reportage
		Le monde a tardé à réagir	Analyse en p. 2
		Aminou, quatre ans, chronique d'une mort annoncée	Reportage en p. 2
Le Monde	15/07/05	**La famine au Niger, catastrophe annoncée mais oubliée**	Article en p. 6
	24/07/05	**La communauté internationale se mobilise en faveur du Niger**	Article en p. 5
	31/07/05	**Les choix économiques et politiques ont autant contribué à la catastrophe que les conditions climatiques**	Analyse en p. 4
		Au Niger, une crise alimentaire sans précédent frappe des dizaines de milliers d'enfants	Reportage en p. 4
La Tribune		**RAS***	
Les Echos Le Quotidien de l'Economie	26/07/05	**Famine au Niger : le pire reste à venir**	Brève en p. 11

***RAS : Rien à signaler**
NB : Juillet 2005 marque le début d'une mobilisation médiatique importante autour de la crise au Niger

De l'analyse des titrailles et de quelques textes d'articles consacrés à cette crise, l'on peut repérer deux grands registres de médiatisation. D'une part, les articles qui portent sur la survenue de la crise avec ses causes et conséquences ; et d'autre part, les articles sur la réaction de la communauté internationale face à cette crise avec les efforts des acteurs (ONG, gouvernements, ONU) et les problèmes de la pauvreté en général. Souvent, les contenus des articles recouvrent ces deux aspects d'une crise qui, contrairement aux autres, ne donne pas lieu à plus d'angles d'approche. Le schéma suivant le démontre assez clairement.

Figure 5 : Schéma des thèmes abordés dans la médiatisation de la famine au Niger

5-4-1. Enjeux socio-économiques : causes et conséquences internes de la crise

Les premiers articles évoquent le drame humanitaire qui se joue dans ce pays du Sahel, avec un accent particulier sur la conséquence la plus marquante : la situation des enfants en danger de mort ou agonisants, faute de soins et surtout de nourriture appropriée et suffisante. C'est là-dessus que les unes et les projecteurs se focalisent à l'occasion de la mobilisation médiatique de juillet 2005. Car à l'exception de *Libération*, tous les autres journaux de notre échantillon n'ont commencé à médiatiser le Niger qu'en juin ou juillet 2005, quand la crise s'est révélée particulièrement grave. Le quotidien classé à gauche, par contre, s'est intéressé à la situation

au Niger dès février 2005 et a produit deux à trois fois plus d'articles que les autres journaux. Même si au début, il s'agissait d'informations données sous forme de brève. Mais l'essentiel des articles de *Libération*, à l'instar des autres, est produit au plus fort de la crise à l'été 2005. Ce qu'on peut d'emblée retenir, c'est le caractère incisif et poignant des titres pour informer, dénoncer et choquer, dans le but sans doute de faire réagir les opinions publiques et les dirigeants. Quelques exemples de titres de *Libération* au ton alarmant : l'article « *Confronté à la famine, le Niger appelle au secours* » (14/06/05) annonce une situation difficile et une aggravation possible de la crise ; « *Au Niger, les plus faibles "en voie de liquidation"* » (15/07/05) décrit la situation désastreuse des enfants et des personnes âgées qui sont naturellement fragiles ; « *Une famine aux racines endémiques* » (27/07/05) propose une analyse des causes profondes de la crise humanitaire.

Les autres journaux ont titré à peu près sur les mêmes thématiques, sur le même désastre humanitaire, en se focalisant sur les causes et surtout sur les conséquences néfastes sur la santé des habitants. L'accent est clairement mis sur le drame que représente la crise humanitaire et sur son impact sur les populations vulnérables. A souligner qu'après *Libération*, *Le Monde* est le deuxième journal dans la médiatisation de la famine au Niger, en termes de quantité d'articles produits. Parmi ses articles : « *La famine au Niger, catastrophe annoncée mais oubliée* » (15/07/08) ; « *Au Niger, une crise alimentaire sans précédent frappe des dizaines de milliers d'enfants* » (31/07/08) ; « *Au Niger, la crise alimentaire frappe durement les éleveurs nomades peuls et touaregs* » (12/08/05). Le premier article du *Figaro*, « *Le Niger menacé par la famine* », date du 21/06/05 et constitue un relais du cri d'alarme lancé par MSF pour sensibiliser la communauté internationale. Il faudra attendre la fin du mois de juillet suivant, pour voir ce quotidien national produire des articles un Niger en pleine crise humanitaire, alors que les bénévoles de MSF et ceux d'ACF, notamment, ont continué une activité intense sur le terrain. Dans les quotidiens économiques, aucun article produit par *La Tribune*, mais on compte un article et deux brèves dans *Les Échos*. Ce qui démontre le manque de poids économique du Niger et aussi l'absence d'influence significative de cette crise sur l'économie régionale, africaine ou mondiale.

Le journalisme économique (nouvelles des marchés financiers, vies des entreprises et des multinationales, cours des produits pétroliers, fusion ou partenariat entre grands groupes industriels…) connaît cependant un développement sans précédent. « Ce segment journalistique a connu un net développement ces 20 dernières années en France et la vision du

monde économique qu'il entretient quotidiennement a des effets politiques »[231]. Des journalistes sont spécialisés dans ce secteur dont dépendent la santé et l'équilibre de la planète. Les médias accordent ainsi à ces questions une place de choix. L'on trouve des journaux spécialisés dans les questions économiques et financières, de même que des agences d'informations et médias électroniques. En France, on compte deux quotidiens économiques : *Les Échos* et *La Tribune*, et un hebdomadaire d'informations économiques : *L'Expansion*. Les autres journaux quotidiens ou hebdomadaires, qu'ils soient régionaux ou nationaux, offrent des rubriques ou des suppléments consacrés aux questions économiques et financières. Les pays et régions qui jouent un rôle significatif sur ce plan sont l'objet d'attention médiatique. Le poids économique quasi nul du Niger en Afrique et dans le monde est aussi à considérer comme un facteur de sa sous-médiatisation en période de crise. Il est important de souligner le fait qu'une des approches de la construction médiatique des grands événements contemporains demeure la prégnance économique. Si un pays africain producteur de pétrole avait été l'objet de cette crise, on peut supposer que la médiatisation aurait été plus forte, notamment sur la dimension économique.

Au niveau des hebdomadaires, la médiatisation de cette famine et de ses conséquences aura été encore plus faible. Pour la même période concernée que pour les quotidiens, on compte sur le Niger trois articles dans *L'Express*, trois articles dans *Le Point* (dont deux brèves) et seulement deux articles dans *Le Nouvel Observateur*. Des articles pour la plupart relativement courts, moins d'un quart de page. Seul l'article intitulé « *Niger : les raisons d'un désastre* » (*Le Nouvel Observateur* du 11/08/05) constitue un très long papier qui fait un éclairage complet mêlant analyse et explications.

5-4-2. Logiques morales : une attitude contestée de la communauté internationale face à la crise humanitaire au Niger

On est ici dans le second registre de la médiatisation de cette crise. Les quelques articles expliquent l'attitude de la communauté internationale et sa responsabilité dans la dégradation de la situation humanitaire. Il s'agit d'un discours de culpabilisation qui dénonce un monde

[231] DUVAL Julien, 2007, « Le journalisme économique », pp. 99-110, in : PINTO E. (dir.), *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, éd. du Croquant, coll. *Champ social (*p. 99).

occidental indifférent, un monde qui a laissé la situation s'empirer. Nombre d'éléments allant dans ce sens se multiplient dans le discours des journalistes eux-mêmes, mais aussi et surtout dans celui des témoins interviewés ou qui signent des tribunes dans la presse (éditorialistes, acteurs de l'humanitaire, responsables politiques anciens ou en fonction, responsables locaux, etc.). Ce discours est donc celui de la dénonciation d'une situation dont on estime qu'elle aurait pu être évitée si toutes les mesures adéquates avaient été prises à temps. Car plusieurs mois avant que la crise n'atteigne son paroxysme et débouche sur un vrai drame, des organisations humanitaires et des responsables locaux avaient anticipé en prédisant une possible crise à venir. Dans un article de l'hebdomadaire *L'Express*, l'accent est mis sur cette indifférence. On peut notamment y lire :

> « La communauté internationale n'a pas su anticiper la famine qui frappe ce pays du Sahel. Le Niger souffre. Il y a près de dix mois, les Nations-Unies et les ONG avaient appelé la communauté internationale à intervenir dans cette région du Sahel. En novembre 2004, la sécheresse et une invasion de criquets avaient en effet ravagé les récoltes. Une famine était donc à prévoir. Aujourd'hui, la malnutrition frappe de plein fouet ce pays, l'un des plus pauvres du monde, touchant près du tiers de sa population »[232].

D'autres articles critiquent l'indifférence, le silence du reste du monde et la lenteur de la mobilisation de l'aide internationale. Entre autres, on peut citer « *"Une inégalité criante, même dans l'humanitaire"* » (*Libération* du 22/07/05), une interview de Jean-Hervé Bradol, président de MSF France qui dénonce le manque de mobilisation de la communauté internationale ; les éditoriaux de *Libération* « *L'indécence des pays riches* » (27/07/05) et « *Lassitude* » (26/10/05) ; l'article « *Le monde a tardé à réagir* » (*Le Figaro* du 30/07/05) ; l'éditorial « *Gâchis au Sahel* » (*Le Monde* du 04/08/05) et la tribune libre « *Famine au Niger : nous sommes tous responsables* » (*Le Monde* du 30/08/05) vont dans le même sens. Ce dernier article d'opinion est une analyse de Kofi Annan, alors secrétaire général des Nations-Unies, qui cherche à situer les responsabilités de la dégradation de la situation sociale et économique au Niger et dans toute l'Afrique. Dans *La Croix*, le quotidien confessionnel (catholique), le discours paraît à la fois culpabilisant, moralisant et très dénonciateur d'un contexte d'ensemble où l'individualisme prime sur les valeurs humaines. Dans un éditorial intitulé « *Trop peu* », François Ernenwein rappelle les conséquences des inégalités qui

[232] Article « *Niger : les ratés de l'aide* » (*L'Express* du 08/08/05).

séparent les régions du monde et en dénonce les causes qui résident dans les attitudes de ceux qui ont les moyens et peuvent aider les autres.

> « La cécité morale a de gros inconvénients : l'absence d'attention aux détresses des autres, le repli égoïste sur ses petits intérêts préparent en général de grands malheurs. Certes, l'individualisme a d'abord marqué un progrès. Il a accompagné des émancipations utiles. Mais il touche vite ses limites quand il tolère que certains soient beaucoup « moins individus » que d'autres. Aux portes de Ceuta ou dans les campagnes du Niger, comment ne pas voir la blessure infligée à la dignité des personnes ? »[233]

La crise du Niger est une occasion de porter succinctement la réflexion sur d'autres préoccupations majeures des relations internationales. En effet, au-delà du cas nigérien, les angles de médiatisation recouvrent aussi le problème épineux de l'aide au développement et de la lutte contre la pauvreté dans le Sud en général, et en Afrique en particulier. L'analyse intitulée « *La famine peut être vaincue* » (*Libération* du 01/08/05) de Louis Michel, ancien ministre belge des Affaires étrangères et commissaire européen au développement et à l'action humanitaire, se situe dans ce cadre, avec un accent sur la situation au Niger et dans toute la région de l'Afrique sub-saharienne, ainsi que des propositions de solutions.

Il convient de rappeler que l'essentiel de la médiatisation de cette crise a lieu à l'occasion de la mobilisation de l'aide internationale pour faire face à ses conséquences. Le moment de la mobilisation des ONG et des organisations internationales coïncide quasiment avec celui des médias qui ont déployé sur le terrain caméras et envoyés spéciaux pour suivre le déroulement des opérations de secours, ainsi que les déplacements sur le terrain des politiques, en particulier de Philippe Douste-Blazy, ministre français des Affaires étrangères et de Kofi Annan. Parmi ces articles : « *La communauté internationale se mobilise en faveur du Niger* » (*Le Monde* du 24/07/05) ; « *Douste-Blazy tambourine sa diplomatie de l'humanitaire* » (*Le Figaro* du 01/08/05) ; « *Au Niger, les humanitaires luttent pour sauver les " enfants de la faim "* » (*Le Monde* du 04/08/05), un reportage sur le travail des acteurs de l'humanitaire dans les régions affectées par la crise. Les visites de terrain des politiques étaient plutôt symboliques car n'ayant pas entraîné une amplification du volume d'aide ou de promesses d'aide.

Les sujets de polémiques ont été assez faibles dans cette crise, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas été

[233] Éditorial « *Trop peu* » (*La Croix* du 14/10/05).

d'une grande ampleur. On note néanmoins une divergence entre les Nations-Unies et les ONG dans l'appréciation de la situation, du niveau et de la nature de la crise. De même, les États-Unis avaient une interprétation du degré de la crise très différente de celle des organisations humanitaires. Les polémiques ont aussi concerné le manque de réaction suffisamment tôt de la communauté internationale qui a suscité un débat dans les médias. La faiblesse des sujets de polémique dans cette crise peut être considérée comme un facteur explicatif de son niveau de médiatisation jugée insuffisante. Pour le tsunami et Katrina, il y a eu un suivi de l'évolution de la crise et de sa gestion pendant des semaines. Un intéressement continu des médias toute l'année, jusqu'au premier anniversaire. Au Niger, la médiatisation a été simplement sporadique. Une mobilisation médiatique soudaine sur quelques jours suite à la diffusion d'images de gens agonisants par MSF. Et après plus rien. Plus aucun article sur le Niger et les suites de la gestion de la crise. Cela confirme le manque d'intérêt des médias occidentaux pour ces pays pauvres, mais aussi le manque d'intérêts économiques importants de ces pays au sein de la communauté internationale.

5-4-3. Éléments de fond de la médiatisation et de la communication autour de cette crise humanitaire en Afrique sud-saharienne

De façon générale, la communauté internationale a été accusée d'indifférence face à la famine au Niger et les médias d'avoir longtemps ignoré ce drame qui s'est joué en Afrique, dans une des régions les plus pauvres du monde. Cependant, en remontant la genèse de cette catastrophe humanitaire, on peut essayer de comprendre les raisons qui ont probablement conduit à la réaction tardive de la communauté internationale et à la sous-médiatisation dénoncée de la crise. Tout d'abord, pour mobiliser la communauté internationale autour d'une crise humanitaire, faudrait-il qu'elle en soit bien informée. Cela requiert donc d'envoyer un signal fort dans le cadre d'une stratégie de communication qui cible à la fois les médias et les pays donateurs et, au-delà, les opinions publiques. Ce travail de communication incombe naturellement aux autorités du pays et aux organisations humanitaires évoluant sur le terrain, qui ont charge d'œuvrer à une médiatisation correcte et suffisante. Mais il semble qu'il y a eu dès le départ une communication moins adéquate et l'hésitation de certains bailleurs de fonds qui n'ont pas pris toute la mesure du drame en doutant des chiffres avancés. Une impression de manque de crédibilité due au fait que dans un premier temps les autorités nigériennes ont cherché à minimiser la réalité des faits. Le chef de l'État du Niger a qualifié la crise de pas

très grave et a évité de parler de famine alors que tous les avis techniques des experts et des acteurs humanitaires allaient dans ce sens. Ce n'est qu'après que le Premier ministre a reconnu la gravité de la crise et lancé un appel urgent à la communauté internationale.

Par ailleurs, on a noté les divergences entre les organisations humanitaires et des pays bailleurs de fonds dans l'appréciation de la gravité de la situation. Certains ont mis en doute la description des faits par les médias et les ONG. Les Américains ont notamment remis en cause les chiffres donnés et l'étendue géographique de la crise qui ne constitue pas à leurs yeux une famine. Dans un communiqué de presse[234], l'USAID a souligné que :

> « Le dialogue en cours actuellement à propos de la crise alimentaire au Niger a été marqué par de fréquentes informations fausses ou erronées sur les faits constatés sur le terrain. Ceci peut nuire à la livraison de l'assistance d'urgence appropriée et au traitement des causes profondes du problème actuel. Il y a une crise de sécurité alimentaire grave, mais localisée, dans certaines zones pastorales et agropastorales des régions nord des départements de Maradi, Tillabery, Zinder et Tahoua… ».

Pour l'institution de coopération bilatérale du gouvernement des États-Unis, le suivi mené en collaboration par le gouvernement du Niger, le PAM, la FAO, le CILSS et FEWS NET depuis la récolte d'octobre 2004 et une évaluation nationale conjointe effectuée en avril 2005 ont conclu à un consensus relatif entre ces groupes sur la nature localement grave, mais non pas de famine ni de crise. Et de dénoncer la médiatisation qu'elle juge non conforme à la réalité.

> « La couverture récente des médias et des rapports d'ONG ont affirmé qu'il existe un état de famine et que jusqu'à 3,5 millions de personnes peuvent être menacées de mourir de faim. Cette attention, aussi lourde que sensationnelle, portée par les médias, et la possibilité de voir davantage de ressources consacrées au traitement de ce problème est la source d'énormes pressions et d'incitations à être d'accord avec de telles affirmations, et peuvent, en fait, faire obstacle à la livraison, par le marché, de denrées alimentaires moins chères à ceux qui en ont le plus besoin ».

S'agissant des chiffres, l'agence américaine se base sur l'évaluation conjointe sur la sécurité alimentaire effectuée en avril 2005 par le gouvernement du Niger, la FAO, le PAM et FEWS NET pour contester les chiffres donnés par les ONG et relayés par les médias. Selon cette

[234] Communiqué de l'USAID « *Niger : comprendre la crise actuelle en se fondant sur des preuves* » Washington, le 28 juillet 2005. Ce document a été préparé par le Réseau des systèmes d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire (FEWS NET), une activité soutenue financièrement par l'USAID.

étude, environ 2,4 millions des 3,6 millions de personnes vivant dans les régions agro-pastorales étaient très vulnérables à l'insécurité alimentaire. Il a été estimé que sur ce chiffre, 1,2 million de personnes ont besoin d'une certaine aide alimentaire. Selon la plus récente estimation, 874 000 personnes font face à un état d'insécurité alimentaire extrêmement grave et 800 000 font face à un état d'insécurité alimentaire modérément grave, et ont tous besoin d'une certaine quantité d'aliments gratuits. Cela dit, les Américains remettent en cause clairement les comptes rendus de presse qui estiment qu'entre 150 000 enfants et 3,5 millions de personnes sont menacés de famine au Niger. Pour l'USAID, « il n'y a aucun fondement de penser qu'un tel nombre d'enfants ou de personnes risquent probablement de connaître la famine ». Cependant, précise le communiqué de l'agence de coopération américaine, tous connaîtront probablement un accroissement de la malnutrition et un pourcentage périra effectivement d'un manque d'aliments, de la mauvaise qualité de l'eau, ou d'autres problèmes qui ne sont pas liés à l'alimentation.

Cette prise de position contraste fondamentalement avec le constat des ONG humanitaires et crée un climat de polémique sur la crise au Niger. Polémique considérée comme préjudiciable à une certaine mobilisation des donateurs.

Conclusion de la deuxième partie

À travers les différentes crises humanitaires analysées, l'on s'aperçoit que les médias n'ont pas la même réaction selon les événements et selon les contextes dans lesquels ils surviennent. Il y a des événements qui se produisent sans susciter un engouement médiatique. Mais d'autres provoquent une mobilisation médiatique importante. La spécificité du tsunami –le gigantisme du phénomène naturel et de ses conséquences– a conduit à sa surmédiatisation. L'extrême mobilisation des médias a résulté de l'intérêt médiatique de l'événement à travers ses très nombreux angles d'approche. Ce qui a permis aux médias, qu'ils soient audiovisuels, presse écrite ou électroniques, d'entretenir une médiatisation longue et intense. L'événement et ses conséquences permettaient cette couverture exceptionnelle. Une couverture médiatique qui doit en partie au fait que de nombreux pays occidentaux étaient directement touchés sur le plan économique et, surtout, sur le plan humain, avec plusieurs milliers de ressortissants tués ou portés disparus dans la catastrophe.

L'ouragan Katrina aux États-Unis, très intensément médiatisé mais dans une moindre mesure, a été également un événement à la nature exceptionnelle et aux implications larges. Le caractère inattendu d'une crise humanitaire au cœur de la superpuissance américaine a été un des éléments déclencheurs de la surmédiatisation. Une occasion pour les médias, en plus de la crise provoquée par la catastrophe, de jeter un regard analytique sur la société américaine en mettant l'accent sur « les mauvais choix politiques » de l'administration Bush, sur la persistance des inégalités sociales et raciales, et sur la paupérisation d'une frange des classes populaires. Autant de sujets connexes qui ont conféré à cette couverture médiatique une dimension plus grande.

Contrairement au tsunami et à Katrina, les crises humanitaires au Pakistan (dans une moindre mesure) et au Niger n'ont pas offert pas assez d'angles d'approche permettant d'intensifier la médiatisation, selon les professionnels des médias. Sans conséquences économiques et politiques internationales, sans une mise en jeu des intérêts occidentaux, la couverture médiatique a été nettement plus faible, surtout pour le Niger. Les journaux se sont contentés de relater les événements *stricto sensu* et de commenter les contextes dans lesquels ils se sont produits. Les deux événements ont été qualifiés ainsi de « crises oubliées » à cause d'une faible visibilité médiatique et d'une insuffisante mobilisation de la solidarité internationale. Un état de fait contre lequel se sont élevés des représentants d'organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme.

Était-il possible d'avoir une médiatisation plus importante de la crise au Niger ? Les arguments des journalistes selon lesquels il n'y avait pas plus de choses intéressantes à couvrir sont-ils fondés ?

A l'analyse, les arguments qui avancent le manque de sujets d'intérêt et d'enjeux pour parler davantage du Niger ne semblent pas si justifiés. L'un des rôles du journaliste est, face à un événement, d'explorer et de traiter des angles d'approche variés qui permettent de saisir l'événement dans toute sa complexité et d'en faciliter la compréhension pour le public. Il lui appartient donc de trouver des sujets connexes et les rendre intéressants. Dans le cas du Niger, les sujets connexes ne manquaient pas. Un certain nombre de questions économiques et politiques ont en effet un rapport direct ou indirect avec la crise. Le Niger, un pays d'Afrique sub-saharienne, souffre d'un déficit de démocratie et de bonne gouvernance. À l'instar d'autres pays de la région, la gestion des finances publiques et la mise en œuvre des programmes de développement sont loin d'être satisfaisantes. Or l'un des facteurs avancés par les observateurs comme cause de la crise est la mauvaise gestion de la politique agricole, en particulier de la gestion céréalière. Dans la région du Sahel qui compte plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, la gestion des céréales (riz, mil, maïs) est un axe fondamental de la politique agricole. Les céréales y représentent l'aliment de base des populations. Ces produits agricoles sont essentiels à la subsistance dans ces régions aux sols souvent arides et peu propices à d'autres types de cultures vivrières. Pourquoi la gestion céréalière n'est-elle pas correctement menée ? Qu'en est-il des accusations de corruption à l'encontre des responsables qui en sont chargés ?

En Afrique en général, faute d'une gouvernance saine des affaires publiques, les politiques et programmes de développement atteignent rarement les résultats escomptés. Lors de cette crise humanitaire de 2005 au Niger, les médias nigériens ont pointé du doigt la responsabilité du gouvernement de Niamey, en dénonçant la corruption des cadres et responsables politiques en charge des dossiers agricoles. Pour eux, si la politique céréalière avait été correctement gérée, le Niger n'aurait pas souffert de famine. Ces questions de corruption et de mauvaise gestion auraient pu constituer des angles d'un traitement journalistique plus conséquent de cette crise. D'autant que la corruption, les détournements de fonds et les échecs de grands projets, entre autres, sont des sujets qui sont constamment évoqués par les médias car ne concernant pas que l'Afrique. Donc il y avait des éléments pour que les journalistes aillent en profondeur dans la médiatisation de la crise et la recherche de ses racines.

L'ampleur de cette crise due globalement à un manque notoire de progrès économiques et sociaux au Niger remet aussi en question la politique de l'aide au développement que financent les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux en Afrique depuis les années soixante. La région du Sahel est l'une de celles qui ont le plus bénéficié de l'assistance internationale, même si la tendance est à la baisse depuis la décennie 2000. En effet, « du début des années 70 au début des années 90, l'aide publique au développement pour les pays du Sahel a atteint des niveaux importants correspondant aux besoins des pays » (Damon, Igué, 2004 : 225)[235]. Mais ces investissements énormes n'ont pas permis un réel décollage économique. Selon René Dumont, critique de la politique de l'aide au développement, en Afrique, « « modernisation » et « aide » n'ont guère cessé d'échouer » (Dumont, 1986 : 45)[236]. Une réflexion dans ce sens aurait été utile et intéressante comme sujet d'information. D'autant que le contribuable français ou occidental participe au financement de cette politique d'aide aux pays pauvres et qu'il est en droit de savoir l'usage qui en est fait. Les conditions d'attribution des fonds, le choix des projets et des hommes chargés de les gérer et leur impact réel sur les populations bénéficiaires sont des questions essentielles de la politique de l'aide au développement qui méritent un éclairage journalistique. La mauvaise gouvernance, le déficit de démocratie et l'insuffisance de l'État de droit constituent des facteurs explicatifs possibles que la médiatisation n'a pas réellement mis en reliefs.

En outre, le sahel est-il régulièrement soumis à « une forte vulnérabilité écologique » (Damon, Igué, 2004 : 225), avec la raréfaction des pluies et les calamités naturelles diverses qui affectent les saisons agricoles. Faut-il y voir une mauvaise gestion de l'écosystème ? Un impact des changements climatiques ? Changements climatiques imputables notamment aux comportements des hommes. En Afrique, l'implantation des projets miniers et industriels se fait souvent au détriment du respect des normes environnementales et de la santé des populations, depuis les indépendances. Sur le continent, « l'exploitation des ressources naturelles et […] l'explosion des activités industrielles constituent de nouveaux facteurs limitatifs de la protection de l'environnement » (Chouaïbou Mfenjou, 2002 : 1991)[237]. Ces

[235] PERRET Christophe, « L'état actuel de l'économie ouest-africaine », pp. 219-250 ou 278 ? dans DAMON Jacqueline, IGUE John O. (dir.), 2004, *L'Afrique de l'Ouest dans la compétition mondiale. Quels atouts possibles* ?, Paris, éd. Karthala

[236] Dumont René, 1986, *Pour l'Afrique, j'accuse*, Paris, Plon, coll. Terre humaine/Poche

[237] CHOUAÏBOU MFENJOU Modeste, 2002, *L'Afrique à l'épreuve du développement durable*, Paris, L'Harmattan, coll. *Administration et aménagement du territoire*

questions de développement durable, au cœur des préoccupations de la communauté internationale, auraient été d'un intérêt médiatique certain si les journalistes en avaient fait des angles d'approche dans la médiatisation de la famine au Niger, afin d'en révéler toutes les dimensions possibles. Donc quel que soit l'événement, il peut être possible de faire un traitement journalistique large et approfondi, en prenant en compte ses divers aspects apparents ou cachés, pour en comprendre tous les tenants et aboutissants.

Troisième partie

Principaux facteurs d'une couverture médiatique et débats suscités

Dans la deuxième partie, la réflexion sur les facteurs de mobilisation des médias autour d'événements internationaux a été faite dans un cadre général, avec quelques références et exemples concernant les quatre crises humanitaires étudiées. Dans cette troisième partie, il est question de revenir sur chacune des crises humanitaires étudiées en mettant en relief les facteurs qui la caractérisent et qui expliquent les niveaux de couverture médiatique et de mobilisation de la solidarité internationale. Comme le souligne F. Heinderyckx, la sélection des nouvelles n'est pas toujours très naturelle de la part des médias, ce qui amène chercheurs et spécialistes à s'intéresser à la question.

> « Depuis qu'existent des médias et depuis que le potentiel qu'ils offrent d'atteindre et d'influencer les foules suscite craintes ou ambitions, la question de la sélection des nouvelles ne cesse d'intriguer, de fasciner même. Par quel mécanisme un événement sera-t-il considéré comme pertinent, important au point de faire l'objet d'un reportage ou d'un papier ? Qu'est-ce qui, ensuite, déterminera l'ampleur de la couverture de cet événement, sa hiérarchisation dans le flux des nouvelles ? Par quelle alchimie décide-t-on de ce qui sera porté à la connaissance du public, et sous quelle forme ? » (Heinderyckx, 2003 : 48).

Le tsunami en Asie du Sud, l'ouragan Katrina aux États-Unis, le tremblement de terre au Cachemire et la famine au Niger se sont produits, chacun, dans un cadre géographique et dans un contexte géopolitique et historique particulier. Un contexte qui peut influencer de manière positive ou négative la façon dont les médias réagissent face à l'événement. Il est intéressant de répondre aux questions que pose F. Heinderyckx. Pour cela, il convient de revenir sur chacune des crises en mettant en relief les principaux facteurs de mobilisation médiatique développés dans la seconde partie, notamment les enjeux politiques et économiques qui caractérisent les événements modernes. Les spécificités de traitement et l'intérêt montrés par chaque journal du corpus dans la couverture médiatique de chaque crise seront analysés et étayés par des statistiques issues du recensement des articles publiés.

Pour mieux comprendre l'impact du contexte et aussi de l'environnement international sur la médiatisation d'un événement, la crise humanitaire de la Birmanie survenue en mai 2008 suite au cyclone Nargis sera abordée. Car les logiques qui prévalent dans la médiatisation sont principalement fonction des événements et des réalités qui les entourent. A la différence du Cachemire pakistanais et surtout du Niger, cette crise en Birmanie a fait l'objet d'une médiatisation assez intense. Et pour cause, la volonté des journalistes de découvrir de l'intérieur les réalités sociales et le système de fonctionnement politique de ce pays fermé,

dirigé par une dictature militaire répressive depuis des décennies. Habituellement, les journalistes étrangers n'ont pas accès à la Birmanie et les informations qui en proviennent sont rares et sont donc prisées par les médias qui saisissent toute occasion opportune pour en savoir plus sur les régimes de cette nature.

Chapitre 6. Facteurs d'un traitement médiatique différent : enjeux politiques, économiques et sociaux de la médiatisation des crises humanitaires

Dans le choix des sujets d'information par les médias, rappelons-le, il y a des critères et facteurs évidents pour les journalistes. Mais il y a aussi d'autres éléments déterminants qui ne sont pas toujours immédiatement observables. H. de Maleissye l'explique assez clairement en affirmant que pour passer le filtre médiatique, le sujet doit avoir des qualités qui ne s'improvisent pas. « Il [le sujet] faut correspondre à des besoins et des attentes qui ne s'inventent pas. Officiellement, il faut être conforme aux désirs des lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs. Officieusement, ce procédé est insuffisant » (de Maleissye, 2006 : 9). Procédé insuffisant car d'autres paramètres guident les journalistes et les éditorialistes dans le choix des sujets d'information, dans la définition de l'importance et de la place hiérarchique à leur accorder dans le schéma de diffusion. Ces facteurs qui sont généralement extérieurs à l'événement en tant que tel peuvent s'avérer très déterminants pour la suite des opérations, notamment en ce qui concerne le secteur de la solidarité internationale. Il s'agit donc de facteurs qui peuvent être plus ou moins liés à l'événement ou en être complètement indépendants. Par exemple en amont, dans le contexte propre aux médias occidentaux dont l'univers de fonctionnement et d'évolution influence la façon d'aborder un événement. L'analyse de C. Le Moënne à ce propos paraît pertinente quand il souligne que « l'information médiatique est un construit collectif qui n'est pas indépendant des contextes normatifs, sociaux, professionnels, organisationnels, politiques, institutionnels qui la produisent » (Le Moënne, 2004 : 37)[238]. Donc, de notre point de vue, on ne peut pas prendre en compte seulement l'émotion ou le manque d'émotion, l'implication des ressortissants ou la nature physique de l'événement pour expliquer le niveau de médiatisation. Ces facteurs sont, certes, très importants comme éléments d'appréciation. Mais ils ne suffisent pas à eux seuls pour permettre de cerner la situation. Il y a d'autres facteurs explicatifs d'un traitement médiatique particulier de l'événement.

[238] LE MOËNNE Christian, 2004, « Questions et hypothèses sur les approches constructivistes et les recherches en communication organisationnelle », pp. 17-51, in : MUCCHIELLI A. (dir.), *La place du constructivisme pour l'étude des communications*. Actes du colloque de Béziers, avril 2003, Montpellier, éd. Publications Montpellier 3

Le contexte géopolitique et historique précédant une crise a souvent un impact fort sur sa médiatisation. Car à ce niveau, on trouve des éléments qui ont déjà construit dans l'opinion une certaine représentation ou vision de chaque communauté, de chaque région, de chaque pays concerné. « La géopolitique mobilise donc de nombreux facteurs d'analyse −politiques, stratégiques, culturels, linguistiques, religieux, sociaux et géo-économiques− pour comprendre et expliquer les mutations du monde contemporain et de ses territoires »[239]. Cela étant, pour comprendre la médiatisation d'un événement, il faut aller au-delà de l'événement, s'intéresser au contexte historique, à l'impact de la conjoncture et des relations internationales, ainsi qu'aux enjeux créés ou susceptibles de l'être par l'événement. Il s'agit ainsi d'aller chercher les ressorts explicatifs profonds mais pas toujours évidents d'une mobilisation médiatique et d'une manifestation de solidarité. En effet, « un phénomène demeure incompréhensible tant que le champ d'observation n'est pas suffisamment large pour qu'y soit inclus le contexte dans lequel ledit phénomène se produit » (Watzlawick et al., 1972)[240]. De cette réflexion, on peut déduire que le niveau de médiatisation des grands événements modernes est très tributaire des enjeux économiques et politiques internationaux qu'ils sont susceptibles d'engendrer ou d'amplifier.

De la dimension de ces enjeux dépendent en grande partie l'intérêt et l'attention que manifestent les journalistes et les publics vis-à-vis de l'événement. Les quatre événements que nous traitons dans le cadre de cette thèse illustrent bien cette réalité. Si le tsunami et Katrina ont défrayé la chronique de façon importante pendant plusieurs semaines, c'est notamment parce que d'une part, ils engendraient des enjeux politiques et économiques assez importants pour le monde. D'autre part, ces événements survenaient dans un contexte politique et/ou historique particulier. Ce qui n'était pas forcément le cas avec la crise humanitaire du Niger, ni avec celle du Pakistan qui s'insérait dans des réalités bien différentes. De l'analyse des différentes situations, on peut déduire que chaque crise survient dans un contexte géopolitique, temporel et spatial particulier. Ce qui confère à sa médiatisation une spécificité singulière. Les lignes qui suivent nous permettent de revenir de façon un peu plus détaillée sur le contexte particulier et les enjeux de chacune des crises humanitaires.

---

[239] CARROUE Laurent, COLLET Didier, RUIZ Claude, 2006, *La mondialisation*, Paris, éd. Bréal, coll. *CAPES-Agrégation* (p. 14)

[240] WATZLAWICK Paul (avec Janet H. Beavin et Donald D. Jackson), 1967, *Une logique de la communication*, Norton, trad. Seuil, 1972

6-1. Les différentes crises humanitaires et leurs enjeux d'intérêt médiatique

6-1-1. Cas du tsunami en Asie

Avec les raz de marée dans les pays riverains de l'océan Indien, il y a eu une forte mobilisation des médias et de la solidarité internationale. Car, comme ça été exposé au début du chapitre à travers les articles de presse, cette super médiatisation était en grande partie consacrée aux enjeux de l'événement. Outre les causes de la catastrophe et ses conséquences humanitaires, les médias ont largement porté leurs regards sur les dimensions politiques, économiques et militaires du tsunami. En effet, l'Asie du Sud est composée notamment de pays dits émergents, souvent considérés comme les nouveaux « *Dragons de l'Asie* » à cause de leurs économies florissantes, de la forte croissance qui les caractérise, des progrès en matière de TIC, des échanges commerciaux importants avec l'Occident et de leur poids significatif dans le commerce international et dans l'économie mondiale. Terre de délocalisation des entreprises occidentales, c'est aussi le siège de filiales de grands groupes industriels ou de services. La succession des échanges de délégations au niveau politique et gouvernemental et au niveau commercial entre ces pays et l'Europe, traduit une proximité plus importante. Ce n'est donc pas un hasard si les articles de presse sur la médiatisation du tsunami ont comporté des angles divers et variés, explicitant tous les aspects de la question.

Par leurs progrès économiques, culturels et politiques, les pays de l'Asie du Sud ont contribué à se donner une visibilité plus importante et une image plutôt positive au sein de l'opinion occidentale. Dans la mondialisation, cette région occupe une place de plus en plus importante depuis une vingtaine d'années. Ce qui explique les conséquences de la catastrophe du tsunami sur les marchés et sur l'économie mondiale. La densité des informations économiques et financières, ainsi que des rubriques économiques de la presse pendant toute la longue période de médiatisation est une indication de ce positionnement sur l'échelle économique mondiale. « En polarisant un tiers de la croissance de ces cinquante dernières années, l'Asie connaît une vive dynamique. Elle est l'espace continental qui a le plus bénéficié du rééquilibrage des rapports géo-économiques mondiaux, en passant de 18,5 à 37,2 % de la richesse

mondiale »[241]. Même si les pays touchés par le tsunami ont un dynamisme économique moindre par rapport à d'autres comme Singapour, la Corée du Sud, le Japon, l'impact général conduit à considérer la région comme une terre où les hommes ont vocation à aller de l'avant. L'Inde et la Thaïlande, par exemple, connaissent des progrès importants en matière économique, technologique et industrielle. Des pays qui s'illustrent dans l'économie de marché, avec des progrès économiques qui sont comparables à ceux de l'Europe. En effet, « alors que les taux de croissance des importations et des exportations ont été pratiquement équilibrés en Amérique du Sud et en Amérique centrale, l'Europe et l'Asie sont les seules régions où la croissance des exportations est supérieure à celle des importations depuis 2000, de près d'un cinquième en Asie »[242]. Cette proximité dans le progrès se traduit aussi à travers le processus d'intégration dans lequel les États de la Région sont engagés. L'ASEAN (Association des nations du sud-est asiatique), fondée en 1967, est l'équivalent de l'Union européenne pour ces pays dont la marche vers l'intégration économique reste dynamique. Le public occidental associe toute cette réalité à des images positives, contrairement aux régions du monde où sévissent violences, guerres et épidémies.

Ce dynamisme économique s'accompagne dans certains pays de progrès démocratiques (Indonésie, Maldives, Thaïlande, Inde…) qui masquent les conflits armés au Sri Lanka et dans la province d'Aceh en Indonésie. Le partage des valeurs considérées comme universelles (droits de l'homme, liberté, élections multipartites…) s'instaure progressivement, même si des progrès restent encore à faire. Les relations de l'Occident avec cette région sont dynamiques et revêtent diverses formes : commerciales, financière, culturelles, artistiques, politiques, scientifiques, etc. Ces différents liens entre les continents donnent à l'Asie, en particulier à l'Asie du Sud, une visibilité plus grande et des plus positives dans l'opinion publique occidentale. Ils constituent des éléments qui peuvent déterminer le niveau de mobilisation de la solidarité et des médias en cas de problèmes majeurs concernant ces pays. On peut à ce propos citer L. Boltanski qui estime que « …la relation à la souffrance d'un tiers est immédiatement spécifiée en fonction de la nature des liens préexistants qui connectent le malheureux à celui qui prend connaissance de son malheur » (Boltanski, 1993 : 26). Si cette affirmation concerne surtout une échelle locale et communautaire, elle peut être appliquée à

[241] CARROUE Laurent, COLLET Didier, RUIZ Claude, 2006, *La mondialisation*, Paris, éd. Bréal, coll. *CAPES-Agrégation* (p. 50)

[242] Source : Rapport de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) intitulé *Statistiques du commerce international*, 2007

une échelle internationale et s'appliquer aux liens entre les pays, entre les peuples. Des liens qui se nourrissent entre autres de l'histoire et de la sociologie de l'Asie du sud. En effet, la région se caractérise par une diversité de cultures anciennes et authentiques, un grand brassage de populations, des patrimoines naturels et touristiques qui attirent chaque année plusieurs dizaines de milliers de touristes occidentaux pour les vacances. Carrefour de civilisations avec sa diversité linguistique, ses religions, ses composantes ethniques, etc., l'Asie du Sud est aussi une terre de passions pour la géopolitique : les antagonismes et les rivalités hégémoniques y sont légion.

À travers une tribune publiée dans *Le Temps* du 05/01/05 sur le tsunami, le professeur B. Debarbieux explique que « les sources de cette compassion » relèvent de deux causes. La première c'est le fait que cette catastrophe se produise dans une région où elle n'était pas attendue dans l'imaginaire occidental. « Elle n'était pas à sa place » car cette région de l'Asie du Sud est plutôt perçue comme un endroit paradisiaque, avec ses plages, ses hôtels, ses bungalows.

> « Rien à voir avec des séismes dans les régions régulièrement frappées par leurs effets; rien à voir avec des famines ou des guerres civiles dans une Afrique subsaharienne qui, de par leur répétition et pour le plus grand malheur du continent, ont fini par habituer les téléspectateurs du monde entier », précise l'auteur de l'article.

Qu'il s'agisse des côtes thaïlandaises, des îles Maldives ou du littoral indonésien, on a affaire à des endroits où l'on se rend pour se détendre, prendre de l'air, passer de bons moments. Le second facteur, selon Debarbieux et la plupart des observateurs, facteur considéré comme le plus important, c'est la diversité des victimes, en particulier la présence de victimes occidentales. « Cette catastrophe-là n'a pas frappé une population susceptible d'être perçue, sous l'effet de la distance et de la méconnaissance, de façon anonyme et homogène ». Elle a frappé indistinctement tous ceux qui se sont trouvés au mauvais moment au mauvais endroit.

6-1-2. Cas de l'ouragan Katrina aux États-Unis

Les États-Unis, du fait de leur statut singulier de seule superpuissance mondiale et de membre permanent du Conseil de sécurité, ainsi que du G8, sont l'objet d'une grande médiatisation constante. Quotidiennement, pour diverses raisons, le pays, ses institutions publiques ou économiques, ses dirigeants, ses prouesses… sont évoqués par les médias. Ceci construit une

notoriété internationale pour un pays qui occupe une place centrale sur la planète. De plus, il existe une réelle proximité entre les États-Unis et les pays d'Europe. Des relations historiques qui remontent déjà à la découverte du Nouveau-Monde. L'Amérique, découverte par les explorateurs européens, fut aussi peuplée majoritairement par des flux de migrants en provenance du Vieux-Monde. Cette réalité confère aux relations transatlantiques une dimension historique et sociologique particulière qui, aux côtés d'autres paramètres, fait que tout événement majeur (qu'il soit économique, politique, social ou militaire) qui touche aux Américains suscite l'intérêt des médias en Europe et ailleurs. Un élément plus concret de cette proximité c'est le fait que de très nombreux ressortissants et entreprises d'Europe sont établis aux États-Unis et inversement. Un phénomène enclenché par l'histoire et accentué par la globalisation et la mobilité internationale du travail qu'elle impose.

L'on pourrait soutenir que deux éléments ont fait de l'ouragan Katrina un événement médiatique exceptionnel, l'un des plus importants de ces premières années du XXIème s. Le premier tient au caractère inattendu d'une crise humanitaire au sein de la seule superpuissance mondiale. Un pays qui dispose de considérables moyens militaires, logistiques et financiers susceptibles d'être utilisés pour parer à toute crise. Le second élément est lié au contexte géopolitique national et international particulièrement agité, voire défavorable à l'administration du président Bush. L'ouragan Katrina s'est produit dans un contexte où la politique américaine est assez décriée, avec un gouvernement contesté à la fois sur le plan intérieur et à travers le monde. La catastrophe, en particulier sa gestion, objet de polémique, a été un épisode de plus dans la démystification de la superpuissance et de son invulnérabilité. En effet, depuis quelques années et bien avant Katrina, on assiste au développement d'une image négative des États-Unis dans le monde, et plus particulièrement dans les mondes arabe et musulman. Sombre vision d'une superpuissance : une politique extérieure critiquée et remise en cause car donnant un sentiment d'injustice, une invulnérabilité démontée par plusieurs attentats à l'intérieur et à l'extérieur du pays, l'embourbement des troupes en Irak, les difficultés dans l'invasion de l'Afghanistan, les inégalités sociales intérieures, etc.

Katrina est une preuve supplémentaire de la démystification de la superpuissance, une épreuve pour l'administration Bush. Une administration va-t-en-guerre qui a défini ses ennemis dans l' «Axe du Mal » (Irak, Iran, Corée du Nord) et pris ou renforcé des sanctions à leur encontre. Elle estimait ainsi pouvoir résoudre les problèmes majeurs de sécurité et de terrorisme dans le monde. Mais « ce simplisme débouche sur une véritable cécité stratégique

au moment des attentats du 11 septembre 2001 et sur les catastrophiques invasions de l'Afghanistan et de l'Irak qui déstabilisent toute l'Asie centrale et le Proche et Moyen-Orient » (Carroué, Collet, Ruiz, 2006 : 14). Ces opérations militaires, lancées dans le cadre de la « doctrine Bush » de guerre préventive et en dehors du cadre du droit international, ont considérablement nui à l'image des États-Unis dans le monde, entraînant des désaccords profonds avec leurs alliés traditionnels, dont la France. Elles ont annihilé l'immense sympathie et la solidarité que les peuples de tous les continents avaient manifestées aux Américains à la suite des attentats du 11 septembre 2001. La publication des photos de tortures infligées aux prisonniers irakiens par les soldats américains et la révélation des traitements de tortures à ceux de Guantanamo entrent dans ce registre.

La médiatisation de Katrina a été l'occasion pour les médias de se pencher en même temps sur ces différentes questions qui, en partie, permettent d'expliquer ou de comprendre les dérapages dans la gestion de la crise, la colère des habitants des États touchés et les vives divergences politiques intérieures qui ont suivi. Les angles d'approche déterminés par les journalistes pour rendre compte de la gestion de la crise traduisent l'importance de ce contexte et l'étendue des enjeux pour les États-Unis, mais aussi pour le monde entier. Car les choix politiques et militaires de l'administration américaine influencent significativement le reste du monde, compte tenu de la position centrale qu'occupe une superpuissance sur la scène internationale. C'est pourquoi, de façon générale, la presse s'est focalisée sur le caractère surprenant et inattendu d'une crise humanitaire aux États-Unis, ainsi que sur les facteurs qui l'ont rendue possible. Un titre du *Monde* est à ce titre très évocateur de l'impression générale des journalistes américains et étrangers : « *Le tiers-monde en Louisiane* » (*Le Monde* du 07/09/2005). Une manière de souligner que cette crise humanitaire n'est pas à sa place en Amérique, que la superpuissance n'en est pas digne. La défaillance des services américains de secours et de gestion des catastrophes et les polémiques générées ont suscité plus l'intérêt des médias que la mobilisation de la solidarité nationale et internationale.

6-1-3. Cas du Pakistan

Le séisme du Pakistan en 2005, précisément localisé dans la région disputée du Cachemire, reste l'un des plus meurtriers de ces dernières décennies. Comme nous l'avons précédemment expliqué, la mobilisation médiatique a été jugée insuffisante, de même que le déploiement de

l'aide internationale que l'ONU et les organisations humanitaires ont demandé de tous leurs vœux en lançant des appels aux pays et aux publics donateurs, principalement de l'Occident. La question qu'on peut se poser est de savoir si dans cette crise humanitaire, il y avait des enjeux politiques et économiques majeurs pour la région du Moyen-Orient et, au-delà, pour le reste du monde. Situé à cheval entre l'Asie du Sud et les pays du Proche-Orient, le Pakistan est considéré comme un acteur essentiel dans les efforts de la communauté internationale pour la stabilité et la sécurité régionales. C'est probablement l'un des pays les plus régulièrement évoqués par les médias. Et pour cause : il s'y produit constamment des événements que les médias relatent continuellement, qu'ils soient directement ou indirectement liés à l'actualité. Parmi ces événements : le conflit avec le voisin indien ; les problèmes d'islamisme et de terrorisme ; les affrontements inter-religieux, le nucléaire ; l'avènement en 1999 d'un régime militaire autoritaire prenant le pouvoir par la force et mettant en berne la démocratie, alors que le Pakistan restait une démocratie parlementaire dans une région aux régimes despotiques et autoritaires, etc.

Loin d'apporter une quelconque notoriété au pays, l'évocation régulière de ces différents sujets colle au Pakistan une image extrêmement négative au sein de l'opinion occidentale et même internationale. Un pays « à la réputation exécrable » selon *Libération*[243]. Cet « arrière-fond médiatique monstrueux »[244], estime-t-on au niveau des organisations humanitaires, est en partie responsable de la faiblesse de la mobilisation de l'aide internationale en faveur des victimes du séisme du Cachemire. En effet, « la capacité que les médias ont, à un moment donné de susciter de l'émotion part d'un fond qui est pratiquement un fonds de commerce qui est capable lui-même de générer de l'émotion »[245]. Ce qui n'était pas le cas du Pakistan, de l'avis des travailleurs des ONG humanitaires et des spécialistes des questions de solidarité internationales. Car le pays disposait déjà d'une réputation médiatique négative.

À en juger par les sujets des articles portant sur son traitement médiatique, cette crise n'a pas produit d'impact majeur sur l'économie et la politique en dehors du Pakistan car c'est une catastrophe naturelle survenue dans une région sans intérêt stratégique particulier pour le reste du monde. Or, l'on sait que la réalité ou l'éventualité d'enjeux économiques et politiques est

[243] Éditorial « *Lassitude* » (*Libération* du 26/10/2005).

[244] Expression employée par Bruno David, président de l'association *Communication Sans Frontières* lors de son intervention au colloque *Médias et Humanitaire*, université de Grenoble, 2005.

[245] Actes du colloque *Médias et humanitaire*, Université de Grenoble, 2005 (p. 27)

un élément clé d'une mobilisation internationale. Lors du colloque *Médias et Humanitaire* organisé à Grenoble deux mois après ce séisme, les spécialistes des questions humanitaires ont mis l'accent sur le fait que le Pakistan ne représente pas d'intérêt important ni pour les grandes puissances, ni même pour les médias. Sur cette question, l'analyse de B. David paraît extrêmement pertinente quand il explique le niveau de la mobilisation médiatique et politique par la nécessité d'une « convergence » des intérêts entre nations riches, nations pauvres et médias.

> « Je trouve la médiatisation des crises entre le Pakistan et le tsunami dans la convergence d'intérêts, si vous essayez de comprendre où sont les intérêts des médias, où sont les intérêts des pays riches, les intérêts de pays pauvres et si l'un de ces trois éléments n'arrive pas en convergence avec les autres, il n'y a pas de médiatisation. Sur le Pakistan, vous pouvez prendre l'intérêt des pays riches, je parle de l'état pakistanais comme l'intérêt des médias sur le Pakistan, il est nul, il n'y a pas d'intérêt à mobiliser l'opinion sur le sujet »[246].

À la différence des principaux pays arabes et musulmans, le Pakistan n'est pas producteur de ressources naturelles capitales pour l'économie régionale et mondiale. Ni pétrole, ni gaz. Pas même d'autres matières premières précieuses. Par conséquent, le séisme du Cachemire n'a pas eu d'effet sur les marchés financiers, encore moins sur l'économie de la région. Ce constat apparaît dans la façon dont les journaux, notamment les quotidiens économiques (*Les Échos* et *La Tribune*), ont abordé cette crise. Sur la période concernée par cette recherche, soit deux semaines après la production de l'événement, *La Tribune* n'a publié sur le séisme du Pakistan qu'un article intitulé « *Catastrophe sans précédent au Pakistan* » (10/10/2005) dans sa rubrique *Économie*. Un article de taille moyenne qui annonce la catastrophe et son bilan provisoire.

Le traitement médiatique de cette crise humanitaire est un peu plus important dans l'autre quotidien économique, *Les Échos*. On y compte pour la même période trois articles et cinq brèves qui mettent l'accent sur le bilan, le coût des destructions et/ou sur les difficultés des opérations de secours. Les journaux ne relèvent aucun élément sur l'impact économique et financier régional ou international. Le Pakistan n'est pas l'Asie du dynamisme économique et ne constitue pas un lieu de délocalisation pour les entreprises occidentales. Ce qui signifie que les conséquences économiques sont limitées au pays lui-même. Cette absence d'enjeux

[246] Actes du colloque *Médias et humanitaires*, Université de Grenoble, 2005 (pp. 27-28).

économiques et financiers pour la communauté internationale est un facteur essentiel d'appréciation de ce que les organisations humanitaires ont considéré comme une crise humanitaire sous-médiatisée et faiblement assistée.

Dans un contexte de mondialisation, l'interdépendance des économies et des marchés financiers internationaux fait qu'un événement important peut avoir des répercussions financières et sociales sur une échelle mondiale assez large, avec un impact immédiat sur le cours des bourses, sur le prix de certains produits de consommation et des matières premières. Ce qui est susceptible de contribuer à renforcer sa visibilité médiatique. Mais le Pakistan, sur le plan économique, n'occupe pas une place significative dans les relations d'échanges avec l'Europe ou l'Amérique du Nord. Cette réalité ne facilite pas la tâche des organisations humanitaires. Selon un responsable d'ACF parlant à propos de cette crise au Cachemire et cité par *Libération*, l'Asie centrale, traditionnellement, ne mobilise pas les donateurs français, pas plus que les donateurs d'autres pays du Nord. « On ne fonctionne pas en dons spontanés quand on veut intervenir là-bas. Dans notre imaginaire collectif, la victime de cette région du monde n'est pas facilement identifiable. En outre, l'Asie centrale est une zone à fantasmes, autour de l'islamisme, des guerres tribales »[247].

Le séisme du Cachemire et la crise humanitaire qu'elle a engendrée ne présentaient pas non plus d'enjeux politiques pour le reste du monde. À titre d'illustration, on peut noter le fait qu'aucun dirigeant occidental (ministre, chef de gouvernement, haut responsable…) ne s'est rendu au Pakistan à la suite de cette catastrophe. Dans le cas du tsunami, on aura remarqué un ballet incessant de hauts responsables occidentaux dans les pays touchés pour des raisons d'intérêts géopolitiques évidents : le ministre français des Affaires étrangères et plusieurs de ses homologues européens, le secrétaire d'État américain, le secrétaire général de l'ONU, etc. Le déplacement de ces responsables qui amènent dans leur avion des équipes de journalistes est l'occasion de susciter ou d'amplifier l'intérêt des médias autour d'une crise. La visite du chef de la diplomatie française au Niger en 2005, au plus fort de la crise alimentaire, a donné lieu à de nombreux articles dans la presse et à des reportages dans les journaux télévisés sur la question.

Le Pakistan demeure pour sa part dans une région où la situation géopolitique est des plus agitées au monde. Durant le déroulement de la crise, la plupart des articles l'ont régulièrement

[247] Article « *Le Cachemire, cause humanitaire négligée* » (*Libération* du 26/10/2005).

rappelée, notamment les hebdomadaires à travers des analyses politiques et des éditoriaux. De plus, les représentations médiatiques du Pakistan dans les pays occidentaux sont tout à l'opposé de celles qui sont faites des touristiques pays asiatiques et de leur dynamisme économique. Le terrorisme et la prolifération nucléaire sont deux des principaux facteurs qui mettent en danger la paix et la sécurité mondiales. À l'un et à l'autre, le Pakistan est associé soit à travers ses ressortissants soit à travers ses institutions officielles (soupçon sur les services de renseignement, l'armée…).

L'évocation du Pakistan dans les médias suscite au sein du public occidental, et logiquement d'ailleurs, de l'inquiétude et de la méfiance plus que de l'émotion ou de la compassion. Des Occidentaux qui ont été plusieurs fois frappés dans leur chair et dans leur âme par des attentats dans lesquels des ressortissants pakistanais ont été impliqués. Donc l'identification du public occidental à ce pays ne se réalise quasiment pas. Une identification qui conditionne la manifestation de la générosité. L. Boltanski souligne à propos le caractère déterminant de « la nature des liens préexistants » (Boltanski, 1993 : 25-26) dans l'expression de la solidarité envers l'autre. Dans le même sens, c'est aussi ce que rappelle M-C. Blais dans une réflexion historique et philosophique sur la question de la solidarité. En relisant de façon critique la romancière Georges Sand[248], elle souligne qu'« à l'intime conviction de la similarité entre le moi et l'autre s'associent la pitié et la compassion, pour constituer ce qui n'est plus seulement un fait objectif mais un devoir universel, une obligation : l'obligation de solidarité » (Blais, 2007 : 53).

Pour le Pakistan, la situation s'est traduite concrètement par la sous-médiatisation et par la réticence ou la lenteur de la communauté internationale à répondre à l'appel à l'aide de l'ONU et des organisations internationales en faveur d'une crise humanitaire difficile. Au colloque de Grenoble, le journaliste Philippe Descamps a fait une comparaison assez édifiante sur les attitudes que peuvent adopter les États et les opinions publiques suivant les situations. « Pour le tsunami, dit-il, en une journée, on a rassemblé un milliard de dollars. Pour le Pakistan, ça fait un mois et demi et on en est à peine à une centaine de milliers de dollars ». L'absence d'enjeux majeurs pour le reste du monde, doublée d'un manque de proximité sociologique ou culturelle avec l'Occident, ainsi que d'un contexte géopolitique négatif et inquiétant, aura conduit à une médiatisation qualifiée d'insuffisante par les acteurs de l'humanitaire et à une solidarité tout aussi faible. Une insuffisance malgré les appels au don

[248] SAND Georges, 2004, *Histoire de ma vie* [1854-1855], Paris, Gallimard

des ONG qui se sont malgré tout déployées sur le terrain avec des moyens logistiques et financiers nettement en deçà des besoins. La capacité de communication des organisations humanitaires à mobiliser les publics et les médias ne peut avoir du succès que si le contexte préexistant ou présent est positif et répond à certaines normes des relations entre les pays et les peuples.

6-1-4. Cas de la famine au Niger

Au printemps et à l'été 2005, soit plusieurs mois après le tsunami et quelques semaines avant l'ouragan Katrina et le séisme du Pakistan, le Niger a traversé une dure période de crise alimentaire qui a conduit à une dramatique crise humanitaire. « Le terrifiant spectacle d'enfants africains décharnés aux yeux noirs démesurés et hébétés défile à nouveau sur les écrans des pays riches. […] Les *French doctors* s'affairent sous des tentes surchauffées pour les arracher à la mort »[249]. Par cette amorce descriptive plutôt violente d'un long article consacré à la situation, *Le Monde* voulait ainsi pousser l'opinion et les dirigeants de la planète à réagir et à intervenir immédiatement au Niger. Cette crise a néanmoins occupé très peu de place dans l'espace médiatique occidental, y compris en France. Conséquemment, la mobilisation de la solidarité internationale est intervenue très tard et est restée insuffisante par rapport à l'ampleur du drame humanitaire consécutif à la pénurie alimentaire dans ce pays sahélien d'Afrique de l'Ouest. MSF s'est indigné de ce qu'on soit face à « une inégalité criante, même dans l'humanitaire »[250]. *Action contre la faim* avait dénoncé, pour sa part, une « réponse humanitaire inégale aux crises internationales »[251], tant sur le plan de l'aide que sur celui de la médiatisation.

Des quatre crises humanitaires objet de cette recherche, celle du Niger a été la plus faiblement médiatisée. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette sous-médiatisation ainsi que la faible mobilisation en faveur d'une des crises humanitaires les plus violentes en Afrique de l'Ouest ces dernières années : l'absence d'éléments de proximité évidents avec les destinataires des médias occidentaux et la traditionnelle forte probabilité de mauvaise nouvelle sur cette région

[249] Article « *Niger : les leçons d'une " famine " annoncée* » (*Le Monde* du 06/08/05).

[250] Interview « *Une inégalité criante, même dans l'humanitaire* », (*Libération* du 22/07/2005). Une interview de Jean-Hervé Bradol, président de MSF France.

[251] Article « *Niger : les ratés de l'aide* » (*L'Express* du 08/08/2005).

du monde qui rend les catastrophes presque banales ; l'absence d'enjeux ou d'intérêts majeurs autour de la crise, le manque de transparence dans la stratégie de communication des autorités nigériennes.

Contrairement aux États-Unis et à l'Asie du Sud, le Niger n'est pas un pays qui a une très grande proximité avec l'Europe, ni sur le plan économique, ni sur le plan touristique. Pays plutôt enclavé et pauvre, il ne reçoit pas de touristes occidentaux et sa visibilité internationale est quasiment nulle. Dans le Rapport[252] mondial sur le développement humain 2007/2008 du PNUD, le Niger occupe la 174ème place sur 177 États évalués, avec un PIB par habitant de 781 dollars, en régression selon la Banque mondiale. En plus de cette situation de pauvreté particulière, le Niger, tout comme le Pakistan d'ailleurs, ne regorge pas de ressources naturelles essentielles à l'équilibre de l'économie mondiale (pétrole, gaz, céréales)[253]. Cela se traduit par le fait qu'une crise au Niger, quelle qu'en soit la nature, n'a pas d'impact sur le monde, même pas sur la sous-région. Cette absence d'enjeux économiques et politiques majeurs pour l'Afrique et le reste du monde est déterminante dans l'attitude des médias face à un événement qui se déroule loin du théâtre européen. La quasi-absence d'articles sur cette crise dans les quotidiens économiques français illustre bien cette réalité. *Les Échos* ont publié un article et deux brèves et *La Tribune* aucun. Des quotidiens qui sont pourtant mobilisés autour de chaque grande crise humanitaire afin d'en décortiquer les conséquences économiques et financières pour les pays, les marchés et les entreprises, à court, moyen et long termes. Les événements relatifs à l'Afrique doivent être d'une grande prégnance sur les plans politiques et économiques afin de susciter l'intérêt de ce type de journaux spécialisés.

Pour avoir une place dans l'actualité d'un média occidental, un sujet qui touche à l'Afrique doit obéir à une dizaine de critères que C. Moumouni énumère à partir de travaux de différents auteurs. « Ils [les événements du Tiers-Monde et de l'Afrique en particulier] ne sont susceptibles de constituer une nouvelle pour ces médias que lorsqu'ils respectent un ou

[252] Depuis 1990, le PNUD, agence des Nations-Unies en charge du développement, publie un rapport mondial sur le développement humain. C'est une analyse de l'état de la lutte contre la pauvreté, des efforts en matière de développement durable et des performances des pays à travers un certain nombre d'indicateurs.

[253] Le Niger est néanmoins un pays producteur de l'uranium, une ressource utilisée dans le fonctionnement des centrales nucléaires et dans la fabrication des armes atomiques.

plusieurs […] critères » (Moumouni, 2003 : 159-160)[254]. De ces critères qui se recoupent avec ceux expliqués et illustrés par H. de Maleissye[255] dans *Le Filtre médiatique : paroles de journalistes* et Antoine Char dans *La guerre mondiale de l'information*, on peut déduire que de façon générale, le discours des médias occidentaux sur l'Afrique sub-saharienne est négatif. Il porte principalement sur des sujets comme la pauvreté, les épidémies, les conflits armés, la répression politique, les atteintes aux libertés et aux droits de l'homme, l'assistance humanitaire, l'immigration, les catastrophes naturelles, la corruption, les dérapages électoraux. Bref, une vision plutôt sombre du présent et de l'avenir d'un continent. Ces éléments constitutifs du discours médiatique rendent presque banal et ordinaire pour l'opinion occidentale l'avènement d'une crise humanitaire même majeure dans la région. Car « l'« opinion publique »[256] se construit dans cette relation entre instance de production et instance de réception » (Charaudeau, 1997 : 95). Instance de production représentant les journalistes et l'ensemble du système médiatique ; l'instance de réception désignant les publics cibles des médias qui les influencent de façon plus ou moins significative.

Une conséquence de cette représentation négative réside dans le fait que lorsque se produit une crise majeure, l'opinion qui est déjà préparée par les médias à ce que des tragédies frappent constamment ce continent est moins surprise et peut être moins bouleversée. Un état de fait qui s'explique par l'idée que « la théorie de l'information repose sur des bases statistiques de probabilité : plus une information est attendue, moins elle a de poids, et inversement » (Philippe, 2005 : 61)[257]. Malheureusement, en ce qui concerne le Niger,

---

[254] MOUMOUNI Charles, « L'image de l'Afrique dans les médias occidentaux : une explication par le modèle de l'agenda-setting », *Les cahiers du journalisme*, nº 12, 2003, pp. 152-169. C. Moumouni est professeur au Département de l'Information et de la Communication de l'Université de Laval (Canada). Il est auteur de très nombreux articles et ouvrages sur l'Afrique. Selon cet auteur, les événements qui touchent à l'Afrique ne deviennent une nouvelle intéressante que quand : ils se produisent dans un espace de temps qui s'adapte à l'organisation du travail du média ; ils se déroulent à une échelle suffisamment vaste ; ils sont clairement interprétables ou peu ambigus ; ils ont une grande affinité culturelle ou une grande signification par rapport au public ; ils sont conformes à l'image mentale préexistante ; ils sont, sous certains aspects, rares et inattendus ; ils concernent un pays important ; ils concernent des personnes importantes (l'élite du pays) ; ils ont trait à des histoires personnelles ; ils ont des conséquences aussi négatives que possible.

[255] Pour comprendre les critères de choix de l'information journalistique, H. de Maleissye mène une enquête sur une cinquantaine de journalistes dont quarante rédacteurs en chef. Les témoignages de ceux-ci ont permis à l'auteur d'identifier les éléments du filtre médiatique auquel tous les événements sont soumis.

[256] Expression entre guillemets dans le texte original.

[257] PHILIPPE Karine, 2005, « Les sciences de l'information et de la communication », pp. 59-66, in : CABIN P., DORTIER J.-F. (coord.), *La communication. État des savoirs*, Auxerre, éd. Sciences Humaines

l'annonce d'une catastrophe ou d'une crise humanitaire ne relève ni d'une surprise ni d'une improbabilité. En effet, aux yeux de l'opinion occidentale, les calamités et les conséquences de la pauvreté dans cette partie du monde apparaissent plutôt comme des phénomènes de routine, survenant à intervalle régulier, et non comme un véritable changement brusque dans le mauvais sens. Ces fléaux apparaissent donc comme s'inscrivant dans une sorte d'habitude ou de normalité en Afrique sub-saharienne.

S'agissant plus particulièrement du Niger, ce pays est dans la catégorie des crises qualifiées de « crises durables » dont l'évocation régulière ou sporadique dans les médias depuis des décennies finit par lasser l'opinion et la rendre indifférente, voire insensible. C'est notamment l'analyse faite par *Le Monde*, au plus fort du moment où cette crise intéresse soudainement les médias du monde, c'est-à-dire à l'été 2005. Dans une analyse de Philippe Bernard, on pouvait lire que « l'indifférence de l'opinion, elle, renvoie à une information insuffisante mais aussi probablement à une lassitude et à un sentiment de désespérance à l'égard de l'Afrique »[258]. Devant « la grande indifférence qui avait entouré la famine au Niger » et une solidarité insuffisante en faveur du Pakistan, l'éditorialiste de *Libération* P. Sabatier se demande s'il faut y voir « l'effet d'une lassitude d'Occidentaux dont la compassion est de plus en plus souvent sollicitée pour répondre aux urgences humanitaires aux quatre coins de la planète »[259]. Sur la question de la représentation du Vieux-Continent dans les médias du Nord, la réflexion de C. Moumouni reste édifiante. Il explique en effet que :

> « La mauvaise représentation de l'Afrique dans les médias occidentaux n'est ni un phénomène nouveau, ni un phénomène exceptionnel […]. L'Afrique paraît rarement sous ses beaux jours dans les médias européens et nord-américains. L'image qui est projetée d'elle est souvent de type apocalyptique […]. Une conséquence de ce genre de portraits est l'établissement de répertoires de connaissances, de symboles et de structures prédéfinies qui contribuent à l'élaboration d'une représentation stéréotypée de la réalité africaine » (Moumouni, 2003 : 152-153)[260].

[258] « Niger : les leçons d'une " famine " annoncée » (*Le Monde* du 06/08/05).

[259] Dans l'éditorial intitulé « *Lassitude* » (*Libération* du 26/10/05).

[260] MOUMOUNI Charles, « L'image de l'Afrique dans les médias occidentaux : une explication par le modèle de l'agenda-setting », *Les cahiers du journalisme*, nº 12, 2003, pp. 152-169

Les résultats de recherches[261] auxquels ils se réfèrent démontrent que la couverture de l'actualité des pays en développement, en particulier de ceux de l'Afrique, a certainement « un impact sur la compréhension et la perception des publics occidentaux ». C'est probablement le cas du Niger qui est souvent cité par les médias comme exemple pour illustrer les articles et les reportages sur la pauvreté et les épidémies en Afrique. Une évocation qui construit dans l'imaginaire de l'opinion occidentale une représentation d'un Niger seulement pauvre et misérable, constamment frappé par des catastrophes et dépendant de l'assistance humanitaire internationale. Une situation de misère banalisée, peut-être inconsciemment par les médias.

Problèmes de communication et de transparence autour de la crise

Si l'indifférence dénoncée de l'opinion internationale peut découler de la lassitude et d'un sentiment de désespérance à l'égard de l'Afrique, elle peut être attribuée aussi à une information insuffisante ou confuse sur la situation du Niger au moment de la crise. Il convient de rappeler tout d'abord la cacophonie et les contradictions de la communication sur l'ampleur de la crise. En effet, c'est une situation qui a donné lieu à une divergence profonde entre les autorités nationales, les ONG et les organismes de financement, en particulier l'USAID. Les différentes parties ne s'accordaient pas sur le niveau et la nature de la crise. Dans ce registre de communication confuse ou inadaptée, la plus spectaculaire est sans doute l'attitude des plus hautes autorités nigériennes qui se sont tout simplement abstenues de reconnaître l'existence d'une crise humanitaire liée à une évidente pénurie alimentaire. Pour les médias français, il s'agit d'un manque de transparence qui a fait l'objet d'articles et d'analyses. Interviewé par la Voice of America[262] le 16 juin [2005], « le président nigérien Mamadou Tandja a salué les fournisseurs d'aide alimentaire tout en les suppliant de ne pas *aller exposer dans le monde entier* ce qu'ils font *pour les petits enfants* malnutris », rapporte *Le Monde* du 06/08/05. Selon *Le Point*, le numéro un du Niger, minimisant volontairement la gravité de la crise, a soutenu que « c'est un léger déficit vivrier que les gens veulent coûte que

[261] GLASGOW MEDIA GROUP (2001), Media Coverage of the Developing World: Audience Understanding and Interest. Source: http://www.gla.ac.uk/departments/sociology/debate.html (04-19-2003)

[262] *La Voix de l'Amérique* (*Voice of America*) : radio internationale appartenant au gouvernement des États-Unis et placée sous la tutelle du Département d'État.

coûte transformer en une famine noire »[263]. Mais c'est surtout *Le Figaro* qui met l'accent sur les conséquences d'une telle prise de position. Dans un article intitulé « *Le président nigérien rejette le terme de « famine »* », le quotidien français explique une attitude surprenante et contre-productive.

> « Le président nigérien Mamadou Tandja a plusieurs fois démenti l'existence d'une « famine » au Niger. Le 9 août [2005], il estimait à la télévision d'État Télé-Sahel que le pays était simplement confronté à un « léger déficit vivrier ». « Premièrement, il n'y a pas de famine au Niger. Quiconque vous le dit, répondez-lui que c'est un mensonge ! », avait-il déclaré en haoussa lors d'un meeting organisé à Tillabéry (ouest). « Deuxièmement, si c'était une famine, les populations rurales auraient fui pour s'installer aux portes de votre ville. Des camions seraient bondés de femmes, d'enfants et des vieillards […] assiettes en main, à mendier de porte à porte », a-t-il conclu. La démonstration est loin d'avoir convaincu l'ensemble de la classe politique »[264].

À travers différents articles, apparaît une ferme détermination des autorités nationales à cacher la réalité de la situation qui s'empirait, pourtant, de jour en jour. Cette attitude résolue adoptée par le gouvernement nigérien n'est pas tout à fait surprenante quand on connaît les pratiques africaines en matière d'information et des médias, surtout en période de crise. Sur un continent qui peine à sortir de trois décennies de régimes à parti unique, où les médias et autres outils de communication demeurent très contrôlés par l'État, l'information est soigneusement gardée, tue, voire déformée au besoin, même au détriment de l'intérêt national. Et ce, quel que soit le sujet : politique, économie, santé, armée… C'est presque un réflexe de chercher à cacher la vérité à l'opinion nationale et internationale.

Dans les pays africains en général, les éditions d'informations des médias nationaux sont perçues comme des instruments de propagande au service du pouvoir. Dans un dossier spécial consacré aux médias du continent noir dans le périodique *Politique africaine*, E. Tozzo met l'accent sur une gestion étatique autoritaire du contenu de l'information.

> « Les journaux parlés et télévisés illustrent bien la prépondérance du pouvoir exécutif dans les médias publics aujourd'hui en Afrique de l'Ouest. L'actualité événementielle

[263] « *Mamadou Tandja, président du Niger* » : titre du filet publié dans la rubrique *Mot de la semaine* (*Le Point* du 18/08/2005).

[264] Article « *Le président nigérien rejette le terme de « famine »* » (*Le Figaro* du 23/08/05).

> ne semble pas toujours commander la hiérarchie de l'information du journal qui commence le plus souvent par des nouvelles officielles ou institutionnelles et des communications gouvernementales » (Tozzo, 2004 : 106)[265].

Cette étude souligne notamment le désintéressement des auditeurs et téléspectateurs nationaux pour les éditions d'informations considérées comme des instruments de propagande, de culte de la personnalité au service des dirigeants politiques. De fait, cela entraîne le manque de confiance et méfiance du public à l'égard des informations et de certaines émissions. Un public lassé par la partialité de ces médias et leur inféodation au pouvoir. Malgré l'enclenchement des processus de démocratisation au début des années 90 et la mondialisation qui rend aléatoire, voire quasi impossible, toute possibilité de mettre des freins à la circulation de l'information, la plupart des États africains, même aux gouvernements élus, continuent de s'obstiner dans les pratiques d'un autre temps. Ce fut le cas au Niger en 2005, quand le gouvernement a délibérément voulu masquer la réalité. Cependant, au même moment, l'opposition et quelques journaux indépendants dénoncent une dangereuse crise, allant dans le même sens que les organisations humanitaires. Ces voix discordantes sonnaient ainsi comme une sorte de résistance locale citoyenne à une façon de faire contre-productive, le but étant d'exiger plus de transparence de la part des dirigeants.

Faut-il rappeler qu'en Afrique, les libertés publiques fondamentales, dont celles relatives à l'expression des opinions et à l'existence des médias démocratiques, longtemps ignorées et bafouées des indépendances au début des années 1990, ont refait surface à la faveur de l'émergence des processus de démocratisation. Une situation nouvelle qui a conduit au fil du temps à quelques acquis majeurs. Le premier grand acquis c'est l'affirmation des principes de l'État de droit et de la démocratie dans les constitutions nationales. Depuis deux décennies, la démocratisation du continent suit son cours avec des avancées et des reculs, suivant les pays, les contextes et les périodes. Des élections sont régulièrement organisées –l'on peut avoir des réserves sur les conditions de déroulement d'un certain nombre de scrutins– et dans la quasi-totalité des pays, la constitution consacre les principes fondamentaux et universels de la démocratie : la séparation des pouvoirs, le suffrage électoral, l'indépendance de la justice, la reconnaissance des partis politiques et des organisations de la société civile, les libertés publiques fondamentales, etc.

[265] Tozzo Emile A., « La réforme des médias publics en Afrique de l'Ouest. Servir le gouvernement ou le citoyen », dans *Politique africaine* : Médias, journalistes et espace public, Paris, nº 97, 2004, pp. 99-115

Le second acquis qui paraît important est l'ancrage progressif d'une culture de pluralisme médiatique. « Le pluralisme de l'information a été l'une des manifestations de la transition démocratique »[266]. C'est une caractéristique du long passage à la démocratie et à l'État de droit en cours de construction en Afrique. Dans ce contexte, on a vu naître dans la plupart des pays de nombreux organes de presse et des radios privées, essentiellement. Une transformation importante du paysage médiatique jusque-là monotone. « D'une presse monopartisane marquée par l'intervention directe des États, au sein de laquelle les journalistes jouaient le rôle d'agents de développement et de la pensée unique […] on est passé au début des années 1990 à l'explosion des journaux indépendants »[267]. Pluralité des titres et des stations et pluralité des contenus médiatiques. Les citoyens, auditeurs et lecteurs constamment mieux avertis, sont à la recherche d'informations justes et complètes sur ce qui se passe dans leur pays et autour d'eux. Ils ne se contentent plus des informations officielles des médias d'État, Internet et divers outils numériques pouvant leur permettre d'accéder à une large palette d'informations produites de façon plus libre.

Malgré ces changements opérés au niveau des citoyens par le vent de la démocratie et par les progrès technologiques, il est à remarquer que les régimes politiques, comme au Niger, traînent encore les pieds dans la mise en place d'une communication crédible et transparente vers l'opinion nationale, voire internationale lorsque les circonstances le rendent nécessaire. Contrairement à ce qui existe dans les pays industrialisés, les institutions publiques en Afrique manquent en général de stratégies de communication, ce qui conduit à faire planer une suspicion sur les informations qu'elles fournissent par le biais des médias sous leur contrôle. Des informations souvent sans fil conducteur et qui sont le résultat d'une communication faite de façon aléatoire. Or, une stratégie de communication implique l'idée d'une continuité. « Dans son déroulement au cours de la temporalité, une stratégie de communication définit une forme de continuité temporelle entre les différents moments et entre les différents acteurs dont elle est faite » (Lamizet, 1999 : 294-295). Une vision que l'auteur fonde sur le fait que d'origine militaire, guerrière, le concept de stratégie comporte un certain nombre d'implications dans son usage, quant au statut de la communication et aux structures qu'elle

[266] SÈYE Chérif Elvalide, « les médias dans la construction de la paix et de la démocratie en Afrique de l'Ouest », actes du forum des partis politiques, des médias et de la société civile en Afrique de l'Ouest, Cotonou (Bénin), du 28 juin au 1er juillet 2005.

[267] *L'INTELLIGENT Jeune Afrique*, nº 2277, 2004 (p.40)

met en œuvre. En conséquence, le succès d'une telle mission nécessite de s'inscrire dans la durée avec une vision claire des moyens et des objectifs à atteindre.

C'est à juste titre que Charles Moumouni remarque « l'impossibilité ou l'incapacité des sources africaines à influencer ou, tout au moins, à contribuer à l'« agenda » des médias occidentaux sur l'Afrique »[268]. Car seule une communication professionnellement mise en œuvre par les États peut contribuer à redorer l'image de l'Afrique dans les médias et auprès de l'opinion internationale. Une démarche rendue impérative par la mondialisation et par les progrès en matière des technologies de l'information et de la communication. Pour rééquilibrer l'information sur l'Afrique, les pays africains ont donc à mettre en œuvre une politique de communication qui passe notamment par les médias classiques et divers outils dont il faut savoir tirer profit, surtout à un moment où leur perfectionnement n'a jamais été aussi fort grâce aux progrès technologiques. Ce qui fait dire à B. Miège que « la technique est aujourd'hui « diffusée » dans tous les champs sociaux, mais elle l'est particulièrement, de manière insistante et toujours renouvelée dans la sphère de l'information-communication » (Miège, 2007 : 22).

Dans cette optique, les nouvelles chaînes arabes de télévision constituent un exemple significatif. Elles offrent un autre regard sur ce qui se passe dans le monde, une autre représentation de l'actualité et des faits fondée sur une identité culturelle différente. L'essor des chaînes satellitaires comme *Al Jazira* et *Al Arabiya*, qui sont des chaînes d'information mondiales, est un exemple concret de l'appropriation par certains pays en développement des TIC en les mettant au service de l'essor des médias et du progrès culturel. Car « les États érigent la technologie satellitaire nouvellement acquise comme preuve de modernisation et d'ouverture politique et culturelle… » (El-Khawaga, 2003 : 17)[269]. Ces médias du monde arabo-musulman, désormais parmi les plus importants au monde, ont au moins permis de casser un monopole mondial : celui de l'information en continu jusque-là dominée par les Occidentaux, en particulier par le monde anglo-saxon (CNN, BBC). Les médias et leur contenu constituent dans le monde actuel des armes de domination importantes. Internet et les technologies numériques, tout puissants, ont démultiplié la force de couverture et de

[268] MOUMOUNI Charles, « L'image de l'Afrique dans les médias occidentaux : une explication par le modèle de l'agenda-setting », *Les cahiers du journalisme*, nº 12, 2003, pp. 152-169

[269] EL-KHAWAGA Dina, 2003, « Le journalisme télévisuel dans le monde arabe : l'essor d'une nouvelle profession », pp. 17-42, in : MERMIER F. (dir), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, éd. Maisonneuve et Larose, coll. *Orient-Méditerranée*

pénétration des médias classiques (audiovisuels et journaux). Les pays qui arrivent à développer des médias performants et efficaces accèdent à une certaine notoriété et acquièrent une puissance de communication capitale dans la société de l'information qui caractérise notre époque.

Le Niger n'est pas habituellement un pays sur lequel les projecteurs sont braqués. Il n'est pas non plus situé dans une région objet d'un intérêt médiatique constant. Cela étant, il faut susciter l'attention des médias internationaux pour qu'ils se mobilisent. L'on peut supposer que si les autorités nigériennes avaient affiché une volonté de transparence et déployé une communication adéquate auprès de l'opinion nationale et des grandes organisations internationales (UE, ONU, etc.), notamment par le biais des médias nationaux et internationaux, l'intérêt médiatique de la crise et la mobilisation de la communauté internationale auraient été sans doute plus importants que ce qui a été enregistré. Car par rapport à certains événements, il faut nécessairement susciter l'intérêt des médias. Ceci passe par des stratégies de communication et des relations-presse que les responsables de la communication ont charge de concevoir et de mettre en œuvre, avec professionnalisme. Comme le soutient B. Dobiécki (1996 : 11) :

> « Communiquer est une entreprise à long terme pour laquelle il importe de se fixer des objectifs, de mettre en œuvre des moyens matériels, alimentés par des ressources financières, animés par des équipes d'hommes et de femmes, professionnels pluridisciplinaires, bien informés de leur mission commune, de leur champ d'action personnel et collectif. Chacun doit pouvoir agir dans sa spécialité en phase avec tous les autres, selon les programmes, les plans et le calendrier adoptés ».

Cette façon de procéder idéale en quelque sorte n'est cependant pas toujours effective partout. On peut noter le non-recours aux professionnels de la communication dans le cas du Niger où, à l'occasion de la grande crise alimentaire de 2005, il s'est agi surtout d'une communication politisée que les hauts responsables ont prise eux-mêmes en charge, faisant preuve d'incohérence et de contradiction, notamment par rapport aux informations et aux faits exposés par les organisations humanitaires évoluant sur le terrain. On peut d'ailleurs souligner que l'agence de communication ou de publicité ne fait pas partie des traditions des gouvernants en Afrique. Le problème fondamental qui affecte l'efficacité des actions de communication des pouvoirs publics dans ces pays réside dans le manque de vision stratégique durable, faute d'une participation plus active et plus importante des

professionnels. Pourtant, le succès de toute action de communication résulte d'une démarche professionnelle. En effet, le rôle dévolu aux professionnels est d'informer sur l'organisation et ses activités, de promouvoir ses valeurs et lui donner une bonne image dans les médias et face à différents publics. Les services des professionnels de la communication qui ont la compétence et les qualités nécessaires pour informer et convaincre. Le plan de communication qu'ils conçoivent compte généralement quatre étapes essentielles qui se suivent : diagnostic des forces et faiblesse du système de communication actuel, définition des objectifs de la communication puis détermination de l'axe de communication et enfin élaboration de la stratégie de communication. Les objectifs sont les buts à atteindre et les priorités à fixer. L'axe de communication c'est l'orientation du message à véhiculer. C'est une idée maîtresse, un thème central, un concept général qui conférera aux activités de communication une cohérence et un maximum de synergie d'ensemble. C'est l'unité du thème de la campagne. La stratégie c'est l'identification des grandes actions qui permettront d'atteindre les objectifs déterminés. Ce travail est une activité d'expert qui incombe aux professionnels de la communication.

Plusieurs auteurs soulignent le rôle capital des professionnels de la communication dans le développement des organisations publiques et privées (Mattelart : 1990 ; Walter : 1995 ; Dacheux : 1998, Meyer : 2004). Ce rôle est crucial pour réussir toute campagne de communication. Selon J. Walter, la communication ne s'impose pas par magie car « elle est bien le produit d'un travail de construction sociale et de mobilisation de divers agents. Ceci pour bien montrer sa propre nécessité et celle, le cas échéant, de la confier à un corps d'experts » (Walter, 1995 : 9). La communication avec tout l'environnement de technologies et de règles qui la caractérise est un vrai métier. La diversité même des types de communication (communication publicitaire, communication d'entreprise, communication des organisations, communication sociale, agence de communication…) commande que pour exercer ce métier et réussir sans trop de problèmes, un minimum de formation et de savoir-faire est nécessaire. En la matière, selon E. Dacheux (1998 : 11), « les directeurs de communication, les attachés de presse, les journalistes, les conseils en communication possèdent souvent un réel savoir théorique et un savoir-faire pragmatique qui dépassent celui de la plupart des citoyens ». Ce message connaît au moins un début de prise en compte dans les pays africains. Depuis quelques années, dans la foulée de l'ouverture démocratique, la communication professionnelle est un secteur qui a germé et a vu naître quelques agences, des cabinets d'experts ou de consultants en communication qui évoluent tant bien que mal dans

des États économiquement sous-développés, avec un marché intérieur étroit et une concurrence très faible. Ils proposent leurs services aux institutions publiques mais aussi aux associations, aux agences de coopération et institutions internationales qui interviennent dans les projets de développement économique et social.

6-2. Des journaux face aux crises : réactions différentes

6-2-1. Des niveaux variés de manifestation d'intérêt médiatique

Dans le chapitre précédent, l'on a vu que le contexte géopolitique, les enjeux économiques, financiers et politiques constituent des facteurs qui donnent une certaine dimension à la médiatisation d'un grand événement moderne. Cela étant, des quatre crises humanitaires, on a pu expliquer les différents ressorts qui ont contribué à une super médiatisation pour deux d'entre elles (Katrina, tsunami) et à une médiatisation moins importante, voire faible pour les deux autres (Pakistan, Niger). Si dans les deux premiers cas l'intensité de la médiatisation est sensiblement identique (en volume d'articles, en diversité d'angle d'approche et en durée), sur les deux dernières crises, on note un écart souvent important entre les différents journaux dans leur façon de les aborder. Cette différence du niveau de médiatisation ou de manifestation d'intérêt concernant un événement peut aussi s'expliquer par la particularité historique et éditoriale de chaque publication. « La place ou le temps consacrés sont en effet révélateurs de l'importance que les journalistes donnent à un fait » (Mercier, 2006 : 26). Dans ce qu'il appelle les « recadrages médiatiques », J-P. Esquenazi (2002 : 46-47) explique les normes et les « cadres » qui sont propres à un média et lui impriment sa logique éditoriale et son identité. C'est dans ces recadrages des faits et événements que les médias se distinguent, construisent leur originalité et leur orientation générale, et procèdent à des représentations par le biais de discours et de mises en scène médiatiques. Ce qui donne au fait ou à l'événement un certain sens face à l'opinion. Nous allons voir, en nous appuyant sur des statistiques, comment les deux crises sous-médiatisées et les deux autres surmédiatisées ont été couvertes par les quotidiens économiques, par la presse quotidienne nationale (PQN) et par les magasines hebdomadaires d'informations.

Il convient de préciser que de nombreux articles d'actualité faisant simplement référence au Tsunami ou à Katrina, ou évoquant en une phrase leur impact n'ont pas été retenus dans le corpus constitué pour l'analyse. Car il ne s'agit pas là de papiers rédigés spécifiquement sur

ces événements ou sur un de leurs aspects. De même, certains journaux, quotidiens comme hebdomadaires, proposaient dans les pages consacrées à la couverture du tsunami des encadrés d'informations pratiques (adresses et numéros de téléphone des associations) afin de faciliter l'envoi des dons aux organisations humanitaires. Ces encadrés étaient une contribution des journaux à la mobilisation de la solidarité en faveur des victimes. Ils avaient le même but que les spots publicitaires gracieusement offerts par les médias audiovisuels aux ONG humanitaires. Ces encadrés n'ont donc pas été retenus car il s'agissait des mêmes informations répétées dans plusieurs éditions.

a) Sur les deux crises sous-médiatisées

L'analyse de la couverture médiatique de la famine au Niger et du séisme du Pakistan révèle des écarts souvent importants entre les journaux.

Tableau 8 : Répartition des articles sur le Niger dans la PQN

	Nombre d'éditions	Nombre d'articles	Moyenne articles par édition
Le Figaro	4	8	2,00
Libération	18	26	1,44
Le Monde	10	12	1,20
Les Échos	3	3	1,00
La Tribune	0	0	-
Total	35	49	1,40

Diagramme 1 : Articles sur le Niger dans la PQN

Tableau 9 : Répartition des articles sur le séisme du Pakistan dans la PQN

	Nombre d'éditions	Nombre d'articles	Moyenne articles par édition
Le Figaro	9	21	2,33
Libération	11	19	1,73
Le Monde	10	16	1,60
Les Échos	7	8	1,14
La Tribune	1	1	1,00
Total	38	65	1,71

Diagramme 2 : Articles sur le séisme du Pakistan dans la PQN

- **Les quotidiens économiques**

Face aux crises humanitaires au Niger et au Pakistan en 2005, les deux quotidiens économiques français ont manifesté un intérêt qu'on peut considérer comme très faible pour *La Tribune* et très moyen pour *Les Échos* avec à peine quelques articles sur l'une et l'autre crise. Les raisons de ce faible intérêt ont été largement exposées précédemment. Elles tiennent au manque d'enjeux économiques et financiers de ces deux événements pour les journaux et leurs publics cibles. Le journal *Les Échos* se montre néanmoins un peu plus soucieux de couvrir ces crises avec un nombre plus important de papiers. Sur le Niger, on compte 3 articles (dont une brève et un filet) publiés dans 3 éditions entre le 26 juillet 2005 et le 24 août 2005. On a une moyenne toute simple d'un article par édition. Sur le séisme du Pakistan, le

journal a consacré 8 articles publiés dans 7 éditions différentes entre le 10 et le 20 octobre 2005. Une moyenne aussi d'un article par édition. Mais il est important de préciser que 5 des 8 articles sur le Pakistan sont des brèves, ce qui amoindrit l'importance de cette médiatisation dans *Les Échos*. Quant à l'autre quotidien économique, *La Tribune*, il n'a produit, faut-il le rappeler, aucun article sur la famine au Niger et en a publié un seul sur le séisme du Pakistan.

- **Les Quotidiens d'informations générales**

Les trois principaux quotidiens français n'ont pas fait le même traitement de la famine au Niger et du séisme au Pakistan. À travers leurs colonnes, il est facile de s'apercevoir du niveau d'intérêt de chaque journal par rapport à ces crises survenues dans les pays en développement et dont les conséquences ne touchaient quasiment pas les Occidentaux. Du moins pas de façon directe. Ce niveau d'intérêt manifesté est variable et très différent selon les journaux. On peut l'apprécier par le nombre d'articles, la durée de la médiatisation, son intensité, la diversité des angles d'approche, les genres journalistiques utilisés et les mises en relief de l'événement (dossier spécial, supplément, mise en page). *Libération*, de loin, et *Le Monde*, ont été les plus prolixes sur les deux crises humanitaires jugées sous-médiatisées, et plus particulièrement sur la crise au Niger, avec respectivement 26 articles et 12 articles, contre 8 pour *Le Figaro*.

Faut-il rappeler que pour le Niger, la période prise en compte pour le choix des publications et des articles est plus large, couvrant une période de 12 mois. Cela étant, cette période part du 1er novembre 2004 au 31 octobre 2005. Ceci, en raison de la spécificité de cette crise qui s'est progressivement installée, contrairement aux trois autres qui résultent d'événements soudains, de catastrophes survenues naturellement. Il était question pour nous de repérer et de sélectionner tous les articles parus sur le pays et sa crise latente. Mais le Niger n'est pas un pays qui intéresse la presse occidentale. Son évocation est liée à des occasions rares d'événements poignants ou paraissant comme tels. La quasi-totalité des articles sur le Niger est publiée entre l'été et l'automne 2005, principalement aux mois de juillet et août. Soit la période qui correspond à la soudaine mobilisation médiatique et diplomatique consécutive à l'action des ONG. (Cf. Les annexes sur les tableaux récapitulatifs des articles sur les différentes crises).

Sur les trois journaux de la PQN, le plus gros de la médiatisation revient à *Libération* avec un total de 26 papiers de tous genres journalistiques publiés entre le 25 février et le 26 octobre 2005 dans 18 éditions : une première brève, annonçant le risque de famine, publiée le 25 février 2005 et le reste des articles publiés à partir du 26 juin 2008. Avec un certain engagement affiché dans les titres et dans le contenu des différents articles. Le quotidien de gauche axe sa médiatisation sur les souffrances endurées par les habitants des zones touchées et sur la dénonciation des pays riches et des institutions internationales dont il pointe la responsabilité. *Le Monde* est le deuxième journal à accorder un intérêt plus important à la crise du Niger avec 12 papiers publiés dans 10 éditions différentes. Douze papiers dont des reportages, des analyses, des éditoriaux et des interviews publiés, entre le 15 juillet et le 30 août 2005. Ce qui est remarquable, c'est la qualité de la médiatisation avec ce recours à tous les grands genres journalistiques, des genres dits nobles. Parmi les articles publiés, une tribune de Kofi Annan alors secrétaire général des Nations-Unies. Les titres des articles sont plutôt informatifs, pourrait-on dire neutres : le quotidien se contentant d'expliquer et de traduire la situation sans jugement, sans parti pris apparent. Pour sa part, *Le Figaro* a consacré à la crise 8 articles publiés dans quatre éditions, entre le 21 juin et le 23 août 2005. La moitié des articles sont publiés dans l'édition du 30 juillet 2005. Une médiatisation semblable à celle du *Monde* de par le caractère plutôt informatif des titres. Un niveau de médiatisation néanmoins assez faible par rapport à l'intensité du travail de *Libération* et même à l'ampleur de la crise humanitaire du Niger à ce moment de l'été 2005.

Sur le Pakistan, la médiatisation semble plus conséquente en intensité et plus importante que celle du Niger. Dans les deux semaines qui ont suivi la catastrophe, les articles sont assez nombreux et variés. C'est *Le Figaro* qui arrive en tête avec 21 articles publiés dans 9 éditions entre le 10 et le 21 octobre 2005, ce qui donne une moyenne de plus deux articles par édition. Ces articles comportent divers genres : des reportages, des comptes-rendus, des analyses, des brèves. Le 10 octobre 2005, premier jour de la médiatisation, le journal publie 5 articles sur la situation au Pakistan, sans doute le signe d'un intérêt médiatique. Avec 19 articles publiés dans 11 éditions entre le 10 et le 22 octobre 2005, *Libération* arrive en seconde position dans la médiatisation du séisme du Pakistan. C'est une moyenne d'un peu moins de 2 articles par édition. Tous les genres journalistiques sont utilisés pour rendre compte de la situation. Comme *Le Figaro*, *Libération* manifeste un grand intérêt dès le premier jour avec un nombre important de papiers : 6 au total. Entre le 11 et le 22 octobre 2005, *Le Monde* compte pour sa part 16 articles dans 10 éditions. Soit une moyenne de 1,6 par édition. Comme les deux autres

quotidiens, *Le Monde* utilise les différents genres journalistiques pour mettre en scène sa médiatisation et réalise une médiatisation plus importante le premier jour avec 5 articles.

- **Les magasines hebdomadaires d'informations générales**

Tableau 10 : Répartition des articles sur le Niger dans les magazines hebdomadaires

	Nombre d'éditions	Nombre d'articles	Moyenne articles par édition
L'Express	3	3	1,00
Le Nouvel Observateur	2	3	1,50
Le Point	3	3	1,00
Total	8	9	1,17

Diagramme 3: Articles sur le Niger dans les magazines hebdomadaires

Les hebdomadaires d'informations générales sont, faut-il le rappeler, des magasines d'analyse approfondie des sujets d'information économique et politique de la France et du reste du monde qu'ils jugent intéressants selon divers critères qui leur sont propres. Face aux quatre crises humanitaires, ces journaux ont eu des réactions tantôt identiques, tantôt divergentes, en termes du niveau d'attention et de médiatisation. Durant les crises du tsunami et de Katrina, à l'instar des autres médias français et mondiaux, les hebdomadaires ont été unanimes dans la manifestation d'un grand intérêt médiatique. En revanche, concernant le Niger et le Pakistan, leur travail est semblable à celui des quotidiens. C'est-à-dire une médiatisation moins

importante. Sur le Niger, le niveau de médiatisation est le même dans *Le Nouvel Observateur*, *L'Express* et *Le Point* : chacun des journaux a produit 3 articles dont une brève. Ce qui donne une moyenne faible d'un article par édition. Les articles du *Nouvel Observateur* ont été publiés entre le 30 juin et le 11 août 2005 dans 2 éditions. Ceux de *L'Express* ont été publiés dans 3 éditions différentes entre le 1er et le 22 août 2005. Les articles du *Point* ont été également publiés dans 3 éditions différentes, cette fois entre le 1er juin et le 4 août 2005. Il faut souligner que le dernier article du *Nouvel Observateur*, intitulé « *Niger : les raisons d'un désastre* » (11/08/05), est une longue explication des causes profondes et des conséquences de la crise au Niger. Cet article comporte de nombreux angles d'approche, avec un total de 2790 mots.

Tableau 11 : Répartition des articles sur le séisme du Pakistan dans les magazines hebdomadaires

	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
L'Express	2	5	2,50
Le Nouvel Observateur	2	2	1,00
Le Point	2	5	2,50
Total	6	12	2,00

Diagramme 4 : Articles sur le séisme du Pakistan dans les magasines hebdomadaires

Sur le Pakistan, c'est *L'Express* et *Le Point* qui font une médiatisation relativement plus importante. Les deux hebdomadaires comptent chacun 5 articles publiés dans 2 éditions entre le 13 et le 20 octobre 2005. C'est une moyenne significative de 2,5 articles par édition. Pour assurer cette couverture médiatique, les deux journaux ont recours aux grands genres journalistiques : reportage, interview, éditorial, analyse, etc. Dans *Le nouvel Observateur*, c'est une médiatisation moitié moins importante puisque cet hebdo a consacré au Pakistan 2 articles dans deux éditions, également entre le 13 et le 20 octobre 2005. La moyenne est d'un article par édition. De façon générale, la médiatisation du séisme du Pakistan est plus importante dans les hebdomadaires et dans les quotidiens que celle de la famine au Niger.

Si l'on examine bien la façon dont la couverture médiatique du séisme du Pakistan a été faite à travers les différents médias, on pourrait dire que cette crise a été surtout une crise non assistée que moins médiatisée. Le niveau et la durée de cette médiatisation sont en effet conséquents pour un événement lointain et permettent d'affirmer que la situation n'a pas été si oubliée par les médias qu'on le dise. Seulement, on a cette impression parce que la solidarité nécessaire pour faire face aux besoins n'a pas été à la hauteur des appels lancés aux donateurs. Dans un chapitre précédent, nous avons donné quelques éléments d'explication de la faiblesse de la générosité à l'égard du Pakistan. C'est principalement à cause d'un problème d'identification.

b) Sur les deux crises surmédiatisées

Contrairement aux deux précédentes crises humanitaires, le tsunami asiatique et l'ouragan Katrina aux États-Unis ont donné lieu à une production médiatique extraordinairement importante dans tous les journaux, dans toutes les télévisions et radios. Ce qu'on peut d'emblée noter c'est la pluralité d'articles consacrés aux crises dans chaque édition. Ce qui conduit à des moyennes très élevées du nombre d'articles par édition. Pour mieux comprendre l'intensité et l'évolution de cette médiatisation, il serait plus utile de procéder par catégorie de presse.

Tableau 12 : Répartition des articles sur le tsunami dans la PQN

	Nombre d'éditions	Nombre d'articles	Moyenne articles par édition
Le Figaro	12	190	15,83
Libération	12	109	9,08
Le Monde	12	113	9,42
Les Échos	10	73	7,30
La Tribune	10	40	4,00
Total	56	524	9,36

Diagramme 5 : Articles sur le tsunami dans la PQN

- **Les quotidiens économiques**

Sur le tsunami comme sur les crises précédentes, c'est *Les Échos* qui produisent plus d'information que *La Tribune*, avec respectivement 73 et 40 papiers. Les 73 articles des *Échos* sont publiés du 27 décembre 2004 au 07 janvier 2005 dans 10 éditions, soit une moyenne de 7,3 articles par édition. Avec 40 papiers publiés dans 10 éditions, une moyenne de 4 articles par édition, *La Tribune* fait une couverture presque moitié moins importante que son confrère mais une couverture qui reste assez significative comparée aux autres crises dites oubliées. Sur Katrina, la différence du niveau de médiatisation des deux quotidiens économiques est moins importante puisque *Les Échos* ont produit 79 articles dans 10 éditions (une moyenne de presque 8 articles par édition) contre 66 articles pour *La Tribune*, publiés dans 10 éditions également (une moyenne de 6,6 articles par édition). C'est donc une

médiatisation importante avec des moyennes jusqu'à trois fois supérieures à celles de la couverture médiatique des crises humanitaires au Pakistan et au Niger. Les deux quotidiens économiques ont recours essentiellement aux comptes-rendus et aux analyses pour couvrir la dimension économique et financière du tsunami et de Katrina. Ces deux événements ont en effet affecté de façon plus ou moins sérieuse plusieurs secteurs de l'économie mondiale : industrie, tourisme, marché du pétrole, assurance, etc.

- **Les Quotidiens d'informations générales**

L'importance de la médiatisation du tsunami est encore plus marquée dans les quotidiens d'informations générales qui dépassent tous le cap de 100 articles publiés en deux semaines dans 12 éditions différentes. Une médiatisation faite de l'utilisation des différents genres journalistiques, avec une prime aux grands genres à savoir le reportage, l'interview et l'analyse. C'est *Le Figaro* qui occupe la première place avec un total de 190 articles publiés entre le 27 décembre 2004 et le 08 janvier 2005, soit une moyenne de 15,8 articles par édition. *Le Monde* et *Libération* ont sensiblement le même niveau de médiatisation avec respectivement 113 et 108 articles. Les 113 articles du *Monde* ont été publiés entre le 28 décembre 2004 et le 09 janvier 2005. La moyenne de ce journal est 9,4 articles par édition. Avec ses 108 articles publiés du 27 décembre 2004 au 08 janvier 2005, *Libération* affiche une moyenne de 9 articles par édition. Dans la couverture du tsunami, aux côtés des articles, *Libération* a publié presque dans chacune de ses éditions un encadré d'informations pratiques et d'adresses utiles concernant les agences et organisations humanitaires afin de faciliter la mobilisation de l'aide. Ces encadrés étaient souvent surmontés d'un mot-titre : *aider*. Des encadrés dont nous n'avons pas tenu compte dans le décompte global des articles.

Le traitement médiatique de Katrina semble aussi important dans les différents quotidiens d'informations générales, mais avec moins d'intensité que dans le cas du tsunami. L'usage des genres journalistiques dans leur diversité est identique à celui de la médiatisation du tsunami. Dans les deux semaines qui ont suivi la catastrophe, chacun des journaux affiche 12 éditions et c'est toujours *Le Figaro* qui arrive en tête avec cette fois 124 articles publiés entre le 30 août et le 12 septembre 2005, soit une moyenne de parution de 10,3 articles par édition. *Le Monde*, avec 90 articles publiés entre le 31 août et le 13 septembre 2005 fait une moyenne de 7,5. *Libération* occupe le troisième rang, un peu loin derrière avec 60 articles publiés entre

le 30 août et le 12 septembre 2005, soit une moyenne de 5 articles, deux fois moins que *Le Figaro*.

Les quotidiens offrent dans la médiatisation des deux crises une très grande place aux tribunes libres avec des chroniques et analyses de personnalités politiques, de spécialistes et de chercheurs qui livrent leur vision de la situation. Une façon de faire expliquer et comprendre l'événement par des personnes extérieures à la rédaction, donc non soumises aux contraintes de la ligne éditoriale. C'est aussi une façon d'imprimer au discours médiatique davantage de crédibilité aux yeux de l'opinion. La publication durant cette période de médiatisation de nombreuses interviews de personnalités diverses relève aussi de ce souci de construire un discours d'information qui inspire confiance et suscite l'adhésion.

Tableau 13 : Répartition des articles sur Katrina dans la PQN

	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
Le Figaro	12	124	10,33
Libération	12	60	5,00
Le Monde	12	90	7,50
Les Échos	10	79	7,90
La Tribune	10	66	6,60
Total	56	419	7,48

Diagramme 6 : Articles sur Katrina dans la PQN

- **Les magasines hebdomadaires d'informations générales**

Comme dans la presse quotidienne nationale, la couverture médiatique du tsunami a été nettement plus importante que celle de Katrina dans les magazines hebdomadaires. En effet, sur la crise humanitaire survenue en Asie, *L'Express* occupe le premier rang avec 27 articles publiés dans 4 éditions entre le 03 et le 24 janvier 2005. La moyenne est de 6,7 articles par édition. *Le Point* vient en seconde position avec ses 23 articles publiés dans 4 éditions du 06 au 27 janvier 2005, soit une moyenne de parution de 5,7 articles. Enfin, *Le Nouvel Observateur* compte 20 articles dans 3 éditions entre le 06 et le 27 janvier 2005 : une moyenne de 6,6 articles par édition.

Tableau 14 : Répartition des articles sur le tsunami dans les magazines hebdomadaires

	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
L'Express	4	27	6,75
Le Nouvel Observateur	3	20	6,67
Le Point	4	23	5,75
Total	11	70	6,39

Diagramme 7 : Articles sur le tsunami dans les magazines hebdomadaires

Dans la couverture de Katrina, la hiérarchie change puisque c'est *Le Nouvel Observateur* qui arrive en première position avec ses 15 articles publiés dans 4 éditions entre le 08 et le 29

septembre 2005, soit une moyenne de 3,7. *Le Point* arrive juste après avec 12 articles dans 5 éditions : une moyenne de parution de 2,4 articles. Enfin, en proposant 8 articles dans 2 éditions, *L'Express* fait une moyenne importante de 4 articles par édition.

Tableau 15 : Répartition des articles sur Katrina dans les magazines hebdomadaires

	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
L'Express	2	8	4,00
Le Nouvel Observateur	4	15	3,75
Le Point	5	12	2,40
Total	11	35	3,18

Diagramme 8 : Articles sur Katrina dans les magazines hebdomadaires

Ce qu'il faut souligner avec les hebdomadaires, c'est l'exceptionnelle longueur de certains papiers. Qu'il s'agisse des reportages, des analyses ou des interviews, on a affaire à des explications approfondies et détaillées de la crise et de son contexte, une caractéristique de cette catégorie de la presse qui marque ainsi sa spécificité par rapport aux journaux de la PQN. Dans l'urgence, ces derniers qui sont soumis aux impératifs de temps de bouclage, peuvent manquer de recul nécessaire et de capacité d'approfondissement des sujets.

6-2-2. Traitement de l'événement à travers les genres journalistiques

Le journalisme de façon générale, le journalisme de presse écrite en particulier, est un travail professionnel organisé suivant des techniques de rédaction et de mise en page bien codifiées. Pour traiter d'un sujet et le diffuser, les journalistes ont recours à des genres journalistiques qui sont des procédés de mise en valeur de l'information. Le choix du genre journalistique n'est pas fortuit, il est généralement fonction de la façon dont on reçoit l'information, des données recueillies, du message qu'on veut faire passer. C'est pourquoi dans un journal, on trouve des informations qui sont diffusées sous forme de brèves, de commentaires, d'interviews, de reportages ou d'enquêtes, etc. Selon Yves Agnès (2008 : 200)[270], « les genres journalistiques, c'est-à-dire les différentes manières de rédiger un article, sont l'un des points forts de l'écriture de presse, à laquelle ils confèrent diversité et originalité ». Ils constituent en effet la forme que va donner le journaliste ou son média à l'information pour sa diffusion au grand public. L'interview, le reportage et l'enquête sont dans la catégorie des grands genres journalistiques encore appelés « genres nobles ». Leur usage important dans le traitement d'un événement traduit d'une certaine façon l'intérêt que le média accorde à cet événement.

Les circonstances, le contexte et les enjeux de l'événement, ainsi que les objectifs des journalistes et le courant d'idée dont se rapproche le média conditionnent pour une large part le niveau de médiatisation et les types de genres à utiliser dans la couverture médiatique. Car « le choix du genre est souvent imposé par la charte éditoriale et visuelle [du journal] » (Agnès, 2008 : 65). C'est pourquoi, face à un même événement, on peut constater un dispositif de couverture médiatique techniquement différent d'un journal à l'autre. En effet, la pertinence et l'impact d'une information découlent aussi et très largement du traitement qui en est fait. L'utilisation d'un genre journalistique est un élément essentiel du traitement de l'information. Pour J. Mouriquand, c'est « un choix ultime » du « mode de traitement » qui permet de mettre en valeur l'information. « Le journaliste dispose en effet comme le peintre d'une palette d'outils qui lui permettent de se faire comprendre : les genres journalistiques » (Mouriquand, 1997 : 54)[271]. Utiliser un genre plutôt qu'un autre résulte souvent d'un choix judicieux du journaliste ou de la rédaction, surtout s'agissant des grands genres journalistiques.

---

[270] YVES Agnès, 2008, *Manuel de journalisme*, Paris, La Découverte, coll. *Grands repères*

[271] MOURIQUAND Jacques, 1997, *L'écriture journalistique*, Paris, PUF, coll. *Que sais-je ?*

Il n'existe pas de classification standard des genres journalistiques. Plusieurs approches sont possibles. C'est une classification qui peut varier d'un auteur à un autre. Mais de façon générale, les professionnels classent les genres journalistiques suivant deux logiques : soit selon le niveau d'engagement ou de recul observé par le journaliste ou son organe dans le traitement de l'information, soit selon le déplacement physique ou non du journaliste sur le terrain. Dans le premier cas, expliqué notamment par J. De Broucker[272], et M. Voirol[273], le journalisme repose sur deux grands types de genres journalistiques : les genres d'information et les genres de commentaire. Dans le second cas, explicité par J. Mouriquand, on a également deux catégories de genres : les genres du journalisme assis ou journalisme de bureau (qui sont plutôt les genres de commentaire) et les genres du journalisme debout ou journalisme de terrain (qui sont généralement les genres d'information définis dans le premier cas). Dans les genres de commentaire, se retrouvent l'éditorial, l'analyse, la chronique, le billet, la critique, la tribune, etc.

Le journaliste n'est pas qu'un professionnel qui se contente de relater les faits et événements tels quels. Il peut aussi prendre position sur un fait, avancer ses arguments et essayer de convaincre son public cible de la justesse de son opinion personnelle ou de la position prise par son média. Cela dit, « la fonction du journalisme est de porter des faits à la connaissance du public mais aussi d'émettre des jugements » (Agnès, 2008 : 65). Mais pour ce faire, il est déontologiquement exigé d'utiliser des genres journalistiques spécifiques qui indiquent au public qu'il s'agit d'opinions ou de commentaires exprimés autour d'un fait ou d'un événement. Parmi les genres d'information, figurent la brève, le filet, l'article proprement dit, le compte rendu, le reportage, l'enquête. Ces genres « constituent la matière brute, la substance première, suffisante et nécessaire, à partir de laquelle chacun peut se faire sa propre opinion » (Martin-Lagradette, 2003 : 92)[274]. Le degré d'engagement du journaliste n'est pas le même dans tout type de commentaire. Ainsi, l'éditorial et la chronique sont-ils les genres de commentaire où la prise de position est plus importante, tandis que le portrait et l'interview se situent à mi-chemin entre le « pôle distance-information » et le « pôle implication-

[272] DE BROUCKER Jacques, 1995, *Pratiques de l'information et écritures journalistiques*, Paris, CFPJ

[273] VOIROL Michel, 1988, *Guide de la rédaction*, Paris, CFPJ

[274] MARTIN-LAGARDETTE Jean-Luc, 2003, *Le guide de l'écriture journalistique*, 5ème éd., Paris, La Découverte

commentaire », selon le tableau des genres établi par Jean-Michel Adam,[275] à partir des classifications faites par plusieurs auteurs dans cinq ouvrages[276] sur le journalisme.

Toutes les approches de la notion de genre ont leur limite. Il n'est pas toujours facile de déterminer un article dans un genre, avec les styles d'écriture, les possibilités de faire des genres dits du terrain dans son desk grâce aux TIC, les confusions volontairement ou involontairement entretenues par les médias sur la nature des articles. Dans un ouvrage sur les mutations économiques et professionnelles de la presse écrite, Gabriel Thoveron (2006 : 75)[277] assène qu'« il faut séparer l'ivraie du commentaire du bon grain des nouvelles ». Le journalisme étant régi par un principe cardinal selon lequel « les faits sont sacrés, le commentaire est libre ». Une formule de Charles Preswick Scott, journaliste britannique du XIXème siècle « qui donna sa réputation de sérieux au *Manchester Guardian* » (Thoveron, 2006 : 45). Déontologiquement et professionnellement, le mélange des deux n'est pas permis ni accepté. Cependant, dans la réalité du traitement de l'information, la séparation entre l'information et le commentaire n'est pas toujours nette. Selon N-S. Lee, reprenant M. Voirol, « des commentaires peuvent se glisser dans les articles d'information et, inversement, des faits peuvent être rapportés dans les articles de commentaire » (Lee, 2003 : 21)[278]. Des amalgames assez fréquents, notamment dans le journalisme français « héritier d'une tradition politique, voire polémique » (Agnès, 2008 : 65).

L'InterAgence Jeune Presse du Québec (IAJPQ) fait un autre classement tout aussi intéressant des genres journalistiques. Ils sont classés non pas par rapport à la nature de leur contenu qui peut relever du commentaire ou de l'information, c'est-à-dire le degré d'implication du journaliste dans le traitement de l'information, mais sur la base des rôles et fonctions précises que jouent les différents genres. Car « les genres journalistiques sont des catégories utilisées

[275] ADAM Jean-Michel, 1997, « Unités rédactionnelles et genres discursifs : cadre général pour une approche de la presse écrite », dans *Pratiques*, nº 94, juin 1997, pp. 3-18.

[276] Ces ouvrages sont : J. DE BROUCKER, 1995, *Pratique de l'information et écritures journalistiques*, Paris, CFPJ ; J-L. MARTIN-LAGARDETTE, 1994, *Guide de l'écriture journalistique. Écrire, informer, convaincre*, 3ème éd., Paris, Syros ; F. ANTOINE, J-F DUMONT, B. GREVISSE, P. MARION et G. RINGLET, 1995, *Écrire au quotidien. Pratique du journalisme*, Louvain-La-Neuve, éd. EVO-Communication ; H. MONTANT, 1994, *Commentaires et humeurs*, Paris, CFPJ ; 1995, *L'interview écrite et le portrait*, CFPJ, Paris.

[277] THOVERON Gabriel, 2006, *Où va la presse écrite. Le troisième âge du quatrième pouvoir*, Loverval, Éditions Labor, coll. *Quartier libre*

[278] NAM-SEONG Lee, 2003, *Identité langagière du genre. Analyse du discours éditorial*, Paris, L'Harmattan

par les journalistes pour caractériser la forme que prendra leur texte. À chaque genre correspondent non seulement une forme précise, mais aussi des fonctions bien distinctes »[279]. L'IAJPQ classe ainsi les genres journalistiques en quatre grandes catégories : les genres pour rapporter les faits (la brève, le reportage, le compte rendu, l'interview), les genres pour expliquer (l'enquête, l'analyse, le portrait), les genres pour commenter (l'éditorial, le billet, la critique, la caricature, la chronique), enfin les genres pour réagir (la lettre d'opinion, la tribune libre…).

Dans chacune des quatre crises dont la médiatisation est l'objet de cette recherche, tous les genres journalistiques sont utilisés ou presque durant la période concernée, mais pas au même degré d'importance. La différence d'utilisation des genres journalistiques et du niveau de médiatisation dépend ici des journaux et des événements. Si les quotidiens économiques privilégient les genres informatifs, notamment l'article simple ou la nouvelle, le compte rendu et les filets, les autres journaux (PQN et magazines hebdomadaires) ont recours à toute la panoplie des genres journalistiques pour rendre compte des faits de façon plus large. Les quotidiens d'informations générales, pour mieux cerner tous les aspects d'un fait ou d'un événement, utilisent dans la même édition ou dans les éditions qui se suivent tous les types de genres, des plus simples (la brève ou le filet) aux plus élaborés (reportages, interviews…). Parlant en particulier des trois principaux titres de la PQN −*Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération*− J-M. Charon estime qu' « ils se caractérisent par un traitement de l'information particulièrement développé, qu'il s'agisse de la diversité des domaines traités ou de l'approfondissement de chaque sujet. L'international occupe une place traditionnellement plus forte qu'ailleurs » (Charon, 2005 : 35)[280]. Spécialistes également de l'analyse approfondie de l'information, les magazines hebdomadaires utilisent davantage ces grands genres journalistiques dans le but de mieux présenter, expliquer et faire comprendre l'événement dans toutes ses dimensions. Les dossiers dans les journaux sont une occasion de voir l'information traitée sous des formes de mise en scène et de mise en valeur journalistiques très variées et nombreuses. Ce fut le cas pendant la médiatisation de Katrina et du tsunami durant plusieurs semaines.

De façon générale, sur la médiatisation d'un événement, les articles d'information destinés à rapporter les faits sont les plus nombreux, car généralement plus faciles à écrire et à publier

[279] L'InterAgence Jeune Presse du Québec (http://presse.cyberscol.qc.ca/ijp)

[280] CHARON Jean-Marie, 20005, *La presse quotidienne*, Paris, La Découverte, coll. *Repères*

(brève, filet, compte rendu, interview, etc.). Mais ce qui est important, c'est de savoir la proportion des articles de commentaire et d'analyse qui sont une manière d'éclairer davantage l'opinion sur l'événement et ses enjeux. En effet, l'article d'analyse est « *un des fleurons des genres journalistiques [qui] apporte à l'événement d'actualité la plus forte valeur ajoutée possible* » (Agnès, 2008 : 230). Sur les deux crises humanitaires qu'on a qualifiées de sur médiatisées, les ¾ des articles sont rédigés dans les genres d'information et ¼ dans les genres de commentaire. Ce rapport varie néanmoins en fonction des catégories de la presse ainsi que des événements. Sur le tsunami, au niveau de la PQN, la tendance reste la même. Mais dans les hebdomadaires, l'écart entre les deux catégories de genres est plus réduit, avec 54,2% d'information contre 44,4% de commentaires. Sur l'ouragan Katrina, la PQN compte 80% d'articles d'information contre 20% d'articles de commentaires, tandis que dans les hebdomadaires, le rapport est de 60% contre 40% en moyenne.

L'on constate donc que les quotidiens nationaux accordent nettement plus de place aux genres d'information. L'objectif premier de ces journaux étant tout d'abord de rapporter l'événement en s'impliquant le moins possible dans son traitement, c'est-à-dire de « faire savoir, faire comprendre, expliquer » (Adam, 1997 : 10). Dans les magazines hebdomadaires, les articles d'information dominent également mais de façon beaucoup moins importante, car ces journaux sont plus friands des genres de commentaire qui renforcent la dimension analytique. L'objectif ici est de faire valoir une idée, de défendre une opinion, de prendre position et d'en étaler ses arguments. Sur les crises du Niger et du Pakistan, cette dimension analytique est plutôt faible, ne représentant en moyenne que 20% des articles publiés.

6-2-3. De la prise en charge du discours médiatique : le recours aux personnalités extérieures aux médias

La médiatisation d'un événement est essentiellement une mise en scène du discours et d'illustrations (images, graphiques, dessins…). La prise en compte de la diversité de points de vue et des énonciateurs est une indication de la qualité d'une couverture médiatique. En général, le discours sur un événement peut avoir plusieurs sources, plusieurs auteurs : journaliste, victimes, témoins, experts ou spécialistes, politiques, etc. Durant la couverture médiatique et pour rompre avec une monotonie énonciative, les journalistes ont recours à un certain nombre d'acteurs et d'interlocuteurs dont les propos, avis et témoignages contribuent à

rendre l'événement plus lisible, lui donnent plus de sens, facilitent sa compréhension et le situent dans tout son contexte. C'est aussi un moyen pour les médias de rendre authentique et crédible l'information avec la prise de parole de personnes qui n'appartiennent pas à la rédaction mais qui peuvent constituer un gage d'indépendance et d'objectivité de par leurs fonctions, leurs expériences et leurs compétences professionnelles. En effet, selon J-P. Marthoz (2008 : 107), « très souvent, des spécialistes ou de hauts responsables sont invités à […] proposer leur lecture d'un événement ou à exprimer leur position » dans les pages *Forum* ou *Tribunes libres* des journaux. Ce sont les invités dont la sollicitation fait partie du fonctionnement normal des organes d'information, dans un souci d'éclaircissement des faits. Le recours à des personnalités extérieures est davantage réalisé lorsque la couverture médiatique a lieu dans un contexte de crise. Car le journaliste moderne, bien que possédant une culture générale solide ou supposée telle, n'est ni expert ni spécialiste de tout. Sur certaines questions, il sollicite l'avis de personnes compétentes professionnellement ou concernées par l'événement.

Dans le dispositif de médiatisation, prennent place et s'expriment des gens de catégories socio-professionnelles variées (rescapés, secouristes, donateurs, universitaires…). Ce sont « les communautés convoquées » (Moirand, 2007 : 88)[281]. Les points de vue des uns et des autres illustrent les reportages et autres articles consacrés à l'événement, ou constituent des articles à part entière. Ils participent de l'animation du débat et de l'intensification de la médiatisation. Mais sur les quatre crises humanitaires, l'on remarque que la polyphonie énonciative n'a pas la même importance selon que l'on est face à une médiatisation intense ou face à une couverture médiatique beaucoup moins importante. C'est pourquoi il serait plus pertinent de voir comment la médiatisation des crises humanitaires a fait la place aux discours d'intervenants variés, notamment à travers des chroniques, des interviews et surtout des articles d'analyse.

a) Tsunami et Katrina : les auteurs du discours médiatique

Sur ces deux crises, le discours dans les médias émane tout d'abord et principalement des journalistes, mais aussi d'autres énonciateurs auxquels les médias offrent l'occasion de s'exprimer. Ces personnes extérieures aux médias interviennent à travers des genres

[281] La notion de « communautés convoquées » est employée par S. Moirand pour désigner les énonciateurs dans la médiatisation de la science.

journalistiques propices à ce genre de prise de parole : les analyses, les interviews, les récits, des chroniques, etc.

Dans le cas du tsunami, qui demeure sans doute l'un des événements médiatiques les plus importants des temps modernes, le discours a été pris en charge par un nombre considérable d'intervenants aux côtés des journalistes reporters et éditorialistes. De façon générale, ces intervenants extérieurs aux rédactions tiennent un discours sur un aspect particulier de l'événement qui relève de leur compétence, de leur expérience, de leur domaine d'intérêt professionnel ou tout simplement de leur position au moment des faits.

- **Les touristes occidentaux : témoins oculaires de l'événement**

Leurs témoignages et récits divers sur le déroulement de la catastrophe le 26 décembre 2004 ont ponctué sa médiatisation. Un discours livré sous forme de récit pour expliquer comment des centaines voire des milliers de personnes, touristes ou autochtones, ont été surprises sur les côtes par le déferlement de vagues géantes en provenance de l'océan. Les propos de ces touristes oculaires de l'événement confèrent à la médiatisation plus d'originalité et de crédibilité. C'est ceux qui ont vécu l'événement qui le racontent. Ce type de discours est particulièrement mis en valeur par les trois quotidiens d'informations générales, ainsi que par les magazines hebdomadaires.

- **Secouristes et acteurs d'organisations humanitaires**

C'est le second type d'énonciateurs de discours que l'on découvre à l'analyse de la médiatisation du tsunami. Les représentants des agences onusiennes et des organisations humanitaires expliquent la mise en œuvre des opérations de secours, la mobilisation de la solidarité internationale, l'ampleur des conséquences humaines de la catastrophe, ainsi que les difficultés rencontrées pour venir en aide aux victimes. Dans les situations de crise, le point de vue des acteurs sur le terrain est souvent essentiel pour percevoir les enjeux créés par une tragédie. À certains moments, ils peuvent constituer les seules sources d'information fiables et accessibles pour les journalistes. Aussi, ces acteurs humanitaires possèdent-ils l'expertise et l'expérience nécessaires pour décrypter face à l'opinion des événements complexes aux causes et facteurs multiples. Les acteurs humanitaires convoqués dans cette médiatisation par les journaux sont principalement les représentants des ONG françaises (*Action contre la Faim*, la Croix-Rouge nationale, *Médecins sans frontières*, etc.). Parmi les interventions des spécialistes et responsables d'organisations humanitaires, figurent celles de Sylvie Brunel,

professeur à Montpellier-III, ancienne présidente d'ACF et de Bernard Kouchner, ancien ministre de la Santé, ancien président de MSF et fondateur de MDM. À travers un article d'opinion, « *Merci à Médecins sans frontières* » dans *Le Monde* du 06/01/05, S. Brunel apporte son soutien à MSF dans la polémique qui a opposé cette organisation humanitaire française aux autres ONG sur la question de la collecte de fonds. Dans une interview, « *La concurrence entre les pays est très saine* », dans *Libération* du 31/12/04, B. Kouchner s'explique sur les conditions de l'aide d'urgence.

- **Des chercheurs, experts, universitaires, consultants et spécialistes divers**

Comme d'autres, ils sont censés tenir un discours objectif. Ils sont convoqués pour leur compétence professionnelle et leurs expériences afin d'expliquer un aspect particulier de l'événement et de faire des projections sur la suite. Ainsi, des géophysiciens ont-ils analysé les facteurs naturels qui ont provoqué le tsunami et mis l'accent sur les risques de récidive de la catastrophe dans divers endroits du monde. Rolando Armijo, spécialiste de tectonique, dans l'interview intitulée « *Le chevauchement des plaques s'est bloqué brusquement* » dans *Libération* du 27/12/04, explique le phénomène naturel du tsunami ; l'analyse de Jean-Claude Sibuet, géophysicien à l'IFREMER, publiée sous le titre « *Plaidoyer pour des systèmes d'alerte aux raz de marée* » dans *Le Monde* du 04/01/05, est une réflexion sur les mesures de prévention ; dans « *Tsunami : je savais tout, je ne savais rien* », article publié dans *Le Monde* du 05/01/05, Paul Tapponnier, directeur du laboratoire de tectonique à l'Institut de physique du globe de Paris, analyse les éléments géophysiques des causes et du déroulement du tsunami. Dans l'article d'analyse « *Le tsunami et les limites du programme moderne* » (*Le Figaro* du 30/12/04), le Pr Dominique Bourg, directeur du CREIDD, critique les projets de prévention qu'il juge inadaptés et inefficaces.

Dans leur prise de parole, les sociologues, philosophes et historiens se sont intéressés à l'importante mobilisation de la solidarité internationale en cherchant à mettre en évidence les causes profondes et le contexte qui l'ont favorisée. Comme exemples, on peut citer l'interview du sociologue Denis Duclos, « *La catastrophe et nous* » (*Le Nouvel Observateur* du 06/01/05) et celle du philosophe Michel Serres, « *Il y a une sorte de jouissance des médias à montrer ces tonnes de cadavres charriés par l'océan* » (*Le Point* du 06/01/05) ; l'analyse d'André GRJEBINE, directeur de recherche à Sciences Po, « Solidarité préventive contre solidarité réactive » (*Le Figaro* du 08/01/09).

Les économistes sont intervenus sur les conséquences économiques et financières de la catastrophe, en particulier son impact sur l'emploi et la croissance. Les politologues, les diplomates et les spécialistes des relations internationales ont pour leur part cherché à apporter un éclairage sur les implications politiques et les enjeux de la gestion de la crise autour de laquelle toutes les grandes puissances étaient mobilisées, et sur les antagonismes régionaux qui se sont réveillés à cette occasion. Dans l'interview « *Pas de déstabilisation des économies* » (*Libération* du 29/12/04), David Camroux, chercheur en relations internationales et spécialiste de l'Asie à Sciences Po, décrypte la situation économique provoquée par le tsunami. Dans l'article « *Le désastre redistribue les cartes* » (*Le Figaro* du 04/01/05), Valérie Niquet, directrice de recherche Asie à l'IRIS, revient, elle, sur les conséquences économiques et géostratégiques de la crise humanitaire la plus spectaculaire depuis la fin de la Seconde Guerre.

- **Les écologistes**

En défenseurs de l'environnement, les militants et responsables d'organisations écologistes sont également intervenus dans ce débat nourri autour du tsunami. Leurs opinions sont publiées sous forme d'analyses et d'interviews. Ils dénoncent en particulier le non-respect des normes environnementales en matière de construction d'habitations. Ce manquement à leurs yeux est une des causes de l'énormité du bilan humain de la catastrophe. Mais le discours écologiste critique aussi l'absence de système de prévention et d'alerte qui aurait pu épargner des milliers de vies. Dans ce sens, Vandana Shiva, militante écologique travaillant à New-Delhi, à travers « *Le tsunami et la crevette* » (un article d'analyse dans *Le Monde* du 09/01/05), tire les leçons du tsunami en dénonçant le mauvais développement des zones côtières et le manque de système régional de prévention.

- **Les représentants de gouvernements et organisations interétatiques**

Leurs interventions portent sur le niveau et la nature de la coopération entre les pays pour la coordination de l'aide d'urgence, mais aussi pour la mise en œuvre de programmes d'accompagnement sur le long terme des États touchés, notamment en ce qui concerne le financement. Le tsunami a la particularité d'avoir été une crise humanitaire qui a mobilisé un nombre impressionnant d'ONG, d'organisations politiques et de gouvernements de par le monde. Avec la concurrence à laquelle se sont livrées certaines grandes puissances aux

arrière-pensées jugées plus politiques qu'humanitaires[282], et la participation massive de toute sorte d'ONG dont certaines aux desseins flous, l'occasion était opportune pour faire parler ceux qui sont proches des questions internationales de par leurs activités. De nombreux responsables de gouvernements et d'organisations politiques se sont ainsi exprimés en signant des tribunes libres ou en accordant des interviews pour défendre leur position et leur approche de la gestion de la crise. Dans ce cadre, on peut rappeler l'interview de Hervé Gaymard, alors ministre français des Finances : « *L'Europe est la première donatrice* » (*Le Figaro* du 04/01/05), dressant le bilan de la mobilisation européenne et des conséquences financières pour les pays victimes des raz de marée ; l'analyse de Jean-Paul Betbèze, membre du Conseil d'analyse économique : « *Pour un fonds des catastrophes mondiales* » (*La Tribune* du 06/01/05), faisant des propositions pour une meilleure prise en charge des conséquences de la crise ; l'interview de Louis Michel, commissaire européen chargé du développement et de l'aide humanitaire, « *Nous avons les moyens de mettre fin à la pauvreté* » (*L'Express* du 17/01/05), axée sur la question récurrente de l'aide au développement ; la tribune libre intitulée « *Les Vingt-Cinq et le test de la solidarité* », publiée par Josep Borrell, président du parlement européen, dans *Le Figaro* du 06/01/05.

- **Les professionnels du tourisme**

Le tsunami, rappelons-le, a frappé une région asiatique très touristique. Des milliers de touristes occidentaux s'y trouvaient lors de sa survenue et beaucoup d'entre eux ont péri dans les vagues. Une raison parmi tant d'autres pour que les représentants d'agences de voyages et de tours-opérateurs soient sollicités dans la couverture médiatique de l'événement. Leurs interventions portent sur l'organisation du rapatriement de touristes rescapés, sur la gestion des vols aériens et sur les conséquences pour l'industrie touristique. C'est le cas de René-Marc Chikli, président de l'association des tours-opérateurs. Dans une interview (*Le Figaro* du 30/12/04) publiée sous le titre « *Il faut créer un fonds de solidarité* », il plaide notamment pour la mise en place d'un fonds de solidarité destiné à faciliter les rapatriements et les prises en charge des passagers en cas de graves problèmes.

---

[282] L'éditorial intitulé « *Calculs* », de P. Sabatier dans *Libération* du 31/12/2004 est, entre autres exemples, une dénonciation de « l'escalade humanitaire » et de la « surenchère d'initiatives et de promesses de dons » des dirigeants occidentaux. Dans le même sens, l'analyse intitulée « *La guerre humanitaire a commencé* » (*Le Figaro* du 05/01/2005) du chercheur à l'IRIS Ali Laïdi constitue une critique de la rivalité entre puissances face à l'humanitaire.

Sur Katrina, l'éventail des personnes convoquées pour prendre en charge le discours est à peu près identique à celui du tsunami. Par des analyses, des interviews et des tribunes libres, de très nombreuses personnalités, essentiellement américaines, interviennent dans la presse française et concourent à la médiatisation. Elles sont membres de la classe politique, universitaires, chercheurs, acteurs de la vie économique et culturelle, militants des droits de l'homme, etc. Dans ce cadre, des spécialistes en gestion de crise expliquent le manque de réactivité et d'anticipation des autorités fédérales américaines. Par une tribune, « *Katrina, c'est aussi la mondialisation* » (*Le Monde* du 04/09/05), Erwann Michel-Kerjan, spécialiste de la gestion et du financement des risques de catastrophes, décrypte l'événement et ses implications en termes d'organisation et de prise en charge.

Des économistes venant du milieu universitaire ou des grandes institutions de coopération ont porté leur regard sur les conséquences économiques. À travers l'analyse, « *Le choc pétrolier et Katrina ne casseront pas la croissance mondiale* » (*Le Monde* du 07/09/05), Jean-Philippe Cotis, économiste en chef de l'OCDE, s'explique sur les conséquences économiques de cette crise pour les États-Unis et le reste du monde. Par une interview accordée à un quotidien économique, « *Le prix du pétrole favorise le secteur de l'énergie pour plusieurs* années » (*La Tribune* 09/09/05), Jean-Bernard Guyon, gérant chez *Global Gestion*, commente l'impact de Katrina sur le marché pétrolier. Dans *Les Échos*, *Denis Kessler*, patron d'assurance, donne, lui, son point de vue en accordant une interview : « *Risques, économie et politique, le diagnostic de Denis Kessler* » (*Les Échos* du 12/09/05). Il y revient sur le coût des conséquences de l'ouragan et de la crise qu'elle a provoquée pour les assurances.

Quant aux historiens, politologues, militants des droits civiques et sociologues américains intervenant également dans cette médiatisation en tant qu'énonciateurs, ils ont axé leurs réflexions sur les inégalités raciales aux États-Unis, marquées notamment par la paupérisation des Noirs, et surtout sur l'impact sur l'administration en place à Washington, cible d'une multitude de critiques. Mark Naison, professeur d'études afro-américaines, dans l'interview « *Pour George Bush, les pauvres n'existent pas* » (*Libération* du 05/09/05), analyse les raisons du manque de réactivité à Washington. Par son analyse « *Réinventer la sphère publique en Amérique* » (*Le Monde* du 09/09/05), Norman Birnbaum, sociologue et professeur à l'université de Georgetown (Washington, DC), critique de son côté l'administration Bush et met en relief les facteurs qui expliquent la lenteur des secours, les inégalités sociales et raciales dans la société américaine. Terry Lynn Karl, professeur de

sciences politiques à l'université de Stanford (Californie), abonde dans le même sens dans une tribune intitulée « *Les Américains doivent demander des comptes* » (*Le Figaro* du 09/09/05). Il y critique la politique de G. W. Bush et sa gestion de la crise.

À l'instar du tsunami, des scientifiques interviennent également pour expliquer et faire comprendre le phénomène naturel d'ouragan, en dégageant les facteurs qui ont fait de Katrina une catastrophe plus dévastatrice. « *Trois questions à... Chris Mooney* » (*Le Monde* du 06/09/05) est une interview dans laquelle Chris Mooney, chroniqueur scientifique, explique le phénomène naturel et ses développements. Les États-Unis et le continent américain sont habitués à subir ces phénomènes naturels cycliques. Mais avec les mesures de prévention très renforcées aux États-Unis, ils font rarement autant de ravages comme Katrina.

Dans la médiatisation de cette catastrophe, on a également enregistré l'intervention comme auteurs de discours d'autres catégories de personnes qui ont critiqué l'administration Bush et ses dérives. Ils sont hommes de culture et acteurs du show-biz, philosophes, acteurs politiques, etc. C'est par exemple la tribune libre « *Ouragan sur l'Amérique* » (*Le Nouvel Observateur* du 22/09/05), portant sur les inégalités sociales et raciales et signée par Harry Belafonte, compagnon de Martin Luther King. C'est le cas aussi de Wynton Marsalis, trompettiste natif de La Nouvelle-Orléans, qui donne son point de vue par interview : « *Les gens aiment trop cette ville. Elle ne peut disparaître* » (*Le Monde* du 13/09/05). Un autre exemple significatif est l'article « *Où sont nos hélicoptères ?* » (*Le Nouvel Observateur* du 08/09/05), une lettre ouverte de Michael Moore reprochant à G. W. Bush de « préférer aller en Irak plutôt que de rafistoler les digues » qui protègent La Nouvelle-Orléans.

b) Les énonciateurs de discours sur les crises du Pakistan et du Niger

Contrairement aux deux précédentes crises, les couvertures médiatiques du séisme du Pakistan et de la famine au Niger n'ont pas enregistré un grand nombre d'énonciateurs de discours. Les propos des personnes étrangères aux rédactions sont ici plutôt rapportés et intégrés dans les reportages et autres articles. Il s'agit donc principalement ici de recueillir l'avis de secouristes ou de personnes affectées par la crise. Des personnes rencontrées sur le terrain et dont les propos servent à illustrer le discours médiatique pris en charge par les journalistes eux-mêmes. Ceux-ci se contentent dans leurs articles de citer ou de faire parler les

autres énonciateurs, jouant ainsi un rôle de « médiateur » (Moirand, 2007, p. 75) entre les spécialistes et témoins, d'une part, et les destinataires du message, d'autre part.

Sur le séisme du Pakistan, on ne compte dans les journaux quotidiens aucun article d'analyse ni interview ou chronique de personnalités ou de spécialistes pour expliquer l'événement et ses conséquences. Au niveau des magazines hebdomadaires, *Le Point* publie une longue interview du général Pervez Moucharraf, alors président du Pakistan, sous le titre « *Le Pakistan est contre le terrorisme et ma mission est de lutter contre les fondamentalistes* » (*Le Point* du 13/10/05). *L'Express*, pour sa part, compte deux chroniques signées de spécialistes. La première, « *Dernier avertissement* » (*L'express* du 13/10/05), est de Jacques Attali qui fait une analyse politique internationale de la situation. La seconde, « *Prévoir et prévenir* » (*L'express* du 20/10/05), est signée de Claude Allègre qui fournit des explications scientifiques et historiques de la géographie régionale.

Bien que la médiatisation du Pakistan ait été dans la moyenne de l'attention accordée aux événements survenant loin de l'Occident et touchant très peu ses intérêts, la diversité d'énonciateurs de discours se révèle très faible. Une faiblesse qui semble un peu moins importante s'agissant de la couverture médiatique de la famine au Niger. En effet, si cette crise humanitaire avait été qualifiée d'oubliée, sa médiatisation comporte la participation de plusieurs personnalités qualifiées et indépendantes des médias, proposant des analyses et avis dans les quotidiens d'informations générales essentiellement. On note deux interviews de responsables humanitaires sur les conséquences de la crise et la situation d'ensemble. Il y a notamment l'interview de Jean-Hervé Bradol, président de MSF-France, « *"Une inégalité criante, même dans l'humanitaire"* » (*Libération* du 22/07/05), qui s'explique sur le manque de mobilisation de la communauté internationale ; et la tribune d'Hélène Agnelli, responsable d'ACF à Niamey, « "*Je vois le Niger souffrir depuis trop longtemps*" » (*L'Express* du 22/08/05). Cette dernière fait une analyse rétrospective de la crise qui résulte de plusieurs années de fléaux naturels et de gestion économique et agricole inadéquate.

À travers des tribunes, deux chercheurs font une approche plus politique et historique de la situation au Niger et sur le continent africain en général. Ce sont Jean-Pierre Guengant, démographe à IRD : « *Niger : combien de famines, encore ?* » (*Le Monde* du 19/08/05) et Jean-Hervé Jezequel chercheur associé au CEA (EHESS, Paris) : « *Niger : cruel développement* » (*Libération* du 16/08/05). Au nombre des articles consistants figurent

également les analyses signées par des chercheurs ou des personnalités politiques de premier plan, notamment des responsables de grandes organisations internationales. Ces discours sont des réflexions économiques et politiques sur les causes, enjeux et responsabilités de la crise. Des réflexions assorties de propositions de solutions en matière d'aide au développement. On peut citer l'analyse de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, « *Famine au Niger : nous sommes tous responsables* » (*Le Monde* du 30/08/05) ; et celle de Louis Michel, commissaire européen au développement et à l'action humanitaire, intitulée « *La famine peut être vaincue* » (*Libération* du 01/08/05).

La convocation d'énonciateurs différents dans le traitement médiatique d'un événement répond à plusieurs objectifs. Elle vise d'abord une meilleure explication des facteurs de production de l'événement, de sa gestion et des conséquences qui en découlent. C'est aussi une manière pour le média d'imprimer à son discours plus d'authenticité et de crédibilité. La diversité d'énonciateurs améliore la visibilité de l'événement dans son déroulement et participe de l'intensité et de la qualité de la médiatisation. Car les personnes qui interviennent disposent dans certains cas d'une certaine réputation et sont détentrices de ce que S. Moirand appelle « la parole savante » (Moirand : 2007 : 75). Ce procédé est souvent fonction de l'éventail des aspects et des enjeux de l'événement.

Dans la médiatisation de Katrina, la plupart des énonciateurs de discours non-journalistes sont des personnalités américaines sollicitées pour leur professionnalisme ou leur fonction. Une démarche de la presse qui vise à privilégier le point de vue de ceux qui sont les plus proches ou les plus concernés par l'événement. Ils ont de ce fait la légitimité d'exprimer leur vision. Pour les médias, c'est chercher à décrypter l'événement avec ceux qui en sont les acteurs ou les protagonistes, qui le vivent plus directement. Cependant, sur les crises de l'Asie (le tsunami), du Niger et du Pakistan, la démarche journalistique a été complètement différente. La quasi-totalité des énonciateurs convoqués sont des Occidentaux (chercheurs, responsables politiques ou humanitaires, membres de grandes organisations internationales, autorités politiques…). Dans ces cas, c'est le regard des observateurs étrangers qui est privilégié et jugé légitime. La place accordée aux nationaux des pays touchés par la crise est ici quasiment nulle. Pour L. Gervereau, cette manière de procéder des médias, d'illustrer les faits par des images et des témoins souvent subjectivement sélectionnés « contribue évidemment à accentuer la puissance du *regard unique*, c'est-à-dire d'une conception du monde, d'un reflet occidental de la planète » (Gervereau : 2004 : 58).

6-2-4. Les journaux et leurs marques : consensualisme et singularités dans la médiatisation des crises

Dans la couverture d'un événement quel qu'il soit, « l'enjeu est d'apporter une valeur ajoutée à une information qui tend à s'homogénéiser, de trouver des angles qui permettent aux médias non seulement d'expliquer la complexité du monde, mais aussi de marquer leur différence par rapport à leurs concurrents » (Marthoz, 2008 : 112). L'on a remarqué que lors des grands événements exceptionnels et singuliers, les médias ont presque la même réaction pour y faire face. Ils se lancent dans une médiatisation intense et étalée dans le temps, cherchent à multiplier les angles d'approche pour situer le contexte et décrypter l'événement dans toutes ses facettes. De façon unanime, l'événement est porté à la une de l'actualité et s'impose à tous. Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la mort du pape Jean-Paul II en 2005, le tsunami en Asie en décembre 2004, l'ouragan Katrina en 2005… s'inscrivent dans ce registre d'événements médiatiques à dimension planétaire. Dans la couverture de ce type d'événement, les titres, les discours et les mises en scène se suivent et se ressemblent d'un média à l'autre. On est dans ce qu'il convient d'appeler la surmédiatisation ou l'hypermédiatisation qui a ses avantages et ses inconvénients et qui est diversement apprécié, notamment au sein de la communauté des organisations humanitaires. On ne trouve pas de différence majeure entre les journaux quotidiens en ce qui concerne les angles d'approche de la médiatisation : émotion, compassion, critique, politique.

Dans la médiatisation des grands événements, les différences entre les journaux sont assez ténues, voire inexistantes, tant les titres sont faits dans l'emballement, dans la recherche de scoop et la diffusion rapide de la moindre information glanée çà et là. C'est pourquoi au niveau des angles d'approche, des thèmes abordés, des genres journalistiques utilisés et de l'intensité de la médiatisation, on peut établir très peu de différences entre les journaux français dans la médiatisation du tsunami et de Katrina. La couverture médiatique de ces événements est une couverture homogène à bien des égards. Par contre, sur d'autres événements de moindre importance, des événements ordinaires, les médias agissent de façon un peu plus nuancée, voire différente. On est loin dans ces cas de l'unanimisme et de la réactivité qui caractérisent leur fonctionnement dans la couverture des grands événements exceptionnels. Face aux événements ordinaires, chaque média semble reprendre ses marques

et agir en fonction de ses intérêts, de son affiliation idéologique ou politique, de son histoire, mais surtout en fonction de l'événement et de son lieu de production. En effet :

> « Au-delà des grands événements qui s'imposent à tous (attentats du 11 septembre, tsunami, guerre du Liban, etc.), les menus de l'actualité reflètent la situation géographique, l'histoire coloniale, les relations commerciales ou les engagements internationaux d'un pays. […]. L'ampleur et la qualité de la couverture internationale dépendent également du type de média et du marché auquel il s'adresse » (Marthoz, 2008 : 88).

C'est pourquoi concernant la médiatisation des deux autres crises humanitaires, le séisme du Pakistan et la famine au Niger, l'on constate des différences plus ou moins marquées entre les journaux dans leur approche et leur mise en œuvre de la couverture médiatique. Sur ces deux crises, c'est le journal *Libération* qui manifeste plus d'intérêt et d'importance, en témoigne le nombre d'éditions et d'articles qui leur sont consacrés. Quant aux autres quotidiens, ils s'intéressent davantage au Pakistan parce que ce pays est depuis longtemps un sujet politique important qui permet aux journaux d'alimenter leurs pages consacrées à l'étranger. Dans le journalisme moderne et dans le contexte de la mondialisation, « la couverture internationale est un élément important des journaux qui cherchent à renforcer leur image de publication de référence et de qualité » (Marthoz, 2008 : 88). En la matière, en France, *Le Figaro* et *Le Monde* sont deux références. Sur le Pakistan, *Le Figaro* est le journal qui a publié plus d'articles avec des reportages et des papiers d'analyse sur la situation. Si un tremblement de terre de forte magnitude avec des dégâts et un nombre de morts importants est un événement qui n'échappe pas aux médias en général, celui du Cachemire par *Le Figaro* répond en plus à d'autres objectifs de ce journal.

Le Pakistan est traditionnellement un pays qui alimente les pages de la rubrique *Étranger* des journaux de par son fonctionnement et son environnement. Pays du Moyen-Orient, une région de tension où sévissent quelques-uns des principaux fléaux considérés comme menaces à la paix et à la sécurité mondiales et qui sont des sujets d'information de premier ordre pour les médias de la planète. Au nombre de ces fléaux figurent le terrorisme et la prolifération nucléaire. Le Pakistan est en général médiatisé sous ces traits négatifs. Le séisme a probablement servi de prétexte ou d'occasion au *Figaro* d'approfondir son regard sur ces questions au centre desquelles se retrouve le Pakistan. On peut l'observer à travers les titres et les angles d'approches mis en relief dans la médiatisation de la catastrophe. En effet, si le

séisme et ses conséquences font l'objet de plusieurs articles, nombre de reportages, de chroniques et d'analyses sont consacrés aux sujets qui font évoquer habituellement le Pakistan dans les journaux. Le ¼ des 21 articles du *Figaro* porte exclusivement sur la dimension géopolitique que le séisme a ramenée au-devant de la scène médiatique.

Libération et *Le Monde* ont une approche un peu différente de celle du *Figaro*. À travers leur couverture médiatique, ces deux quotidiens privilégient la catastrophe et la crise humanitaire qui en a résultée. Seuls 3 des 16 articles dans *Le Monde* et 3 articles sur 19 dans *Libération* portent principalement sur le contexte géopolitique régional. Le reste est consacré à la situation des rescapés, au déroulement des opérations de secours et à la gestion de la crise par les autorités pakistanaises. Entre les trois quotidiens, on constate une sorte de consensus ou de similitude dans la façon dont les thèmes sont abordés, tant en ce qui concerne la détente dans le conflit indo-pakistanais que dans les difficultés d'organisation de secours par l'armée et les autorités pakistanaises. Ceci est notamment dû au fait qu'en période de crise, les médias cherchent les informations auprès des mêmes sources institutionnelles ou agences qu'ils diffusent aussitôt, souvent sans approfondissement. Car « en situation de crise, c'est l'information la plus récente qui constitue la référence du discours médiatique, d'où la concurrence entre médias » (Lamy, 2006 : 120).

Dans les magazines hebdomadaires, le contexte régional est encore davantage mis en relief. Les articles sont soit partiellement soit entièrement consacrés à la géopolitique du Pakistan et du Moyen-Orient avec une évocation sommaire du séisme et de ses conséquences. *L'express* et *Le Point* consacrent chacun 4 des 5 articles publiés sur la crise à cette dimension. Pour ce faire, *L'Express* a recours à deux chroniques signées de spécialistes non journalistes. Au *Point*, les analyses et les articles sont rédigés et signés par les journalistes de la rédaction. *Le Nouvel Observateur*, avec ses deux articles sur cette crise, fait un traitement plutôt simple qui évoque tous les aspects de la situation.

Sur la famine au Niger, la qualité et le niveau de médiatisation traduisent la place qui peut être accordée à un événement lointain sans grands enjeux politiques ou économiques pour l'Occident. Les différents journaux ne manifestent pas le même intérêt dans la couverture de cette crise humanitaire. Cela étant, *Libération*, avec deux fois plus d'articles que *Le Monde* et trois plus que *Le Figaro* met en place la couverture la plus importante. Beaucoup plus tôt que les autres journaux, le quotidien classé à gauche s'intéresse à la situation au Niger et annonce

le début d'une situation difficile plusieurs mois avant que la crise humanitaire ne se révèle et s'empire. Une démarche d'information destinée alors à amener les acteurs de la solidarité internationale à réagir pour parer au pire. Les deux autres quotidiens, *Le Monde* et *Le Figaro* ont face à cette crise une démarche à peu près identique, avec une médiatisation qui se situe au moment de pic de la crise. Une médiatisation conforme aux critères et facteurs qui déterminent le niveau et la qualité de la couverture médiatique des événements du type de la famine du Niger. En effet, « le journalisme international s'exerce de manière différente selon les médias, leur positionnement dans le marché, leurs ressources, leur ancrage géographique, les aléas de l'histoire et de l'actualité » (Marthoz, 2008 : 112).

S'agissant du contenu, les trois quotidiens abordent systématiquement les mêmes thèmes qui portent sur l'indifférence de la communauté internationale, les atermoiements des autorités nigériennes et les conséquences de la crise sur les populations. Mais dans la rhétorique, la manière de les aborder varie. Néanmoins, face à cette indifférence de la communauté internationale, une nuance importante est à souligner entre les quotidiens en ce qui concerne l'angle d'approche. *Libération* met en relief dans ses titres la dénonciation et la désignation de coupables. Les quelques titres suivants sont assez explicites pour traduire l'engagement de ce journal : « « *Une inégalité criante, même dans l'humanitaire* » » (*Libération* 22/07/05) ; « *L'indécence des pays riches* » (*Libération* du 27/07/05) ; « *Les perversions du marché* » (*Libération* du 09/08/05). Un style de journalisme engagé qui prend fait et cause et qui constitue la marque de fabrique de *Libération*, en particulier sur les questions de société et de développement.

Le Monde et *Le Figaro* se contentent de titres qu'on peut qualifier de neutres ou informatifs. Par exemple : « *Le Niger en proie à la famine, Le monde a tardé à réagir* » (*Le Figaro* du 30/07/05) ; « *Au Niger, une crise alimentaire sans précédent frappe des dizaines de milliers d'enfants* » (*Le Monde* du 31/07/05), etc. Les deux quotidiens privilégient dans leur médiatisation une approche explicative et analytique avec principalement des reportages et des articles de réflexion sur les développements de la crise et ses implications. Il en est de même s'agissant des magazines hebdomadaires. Avec une médiatisation minimale, à peine deux ou trois articles, ils n'ont pas tenu un langage dénonciateur dès la titraille, même si dans le développement des articles, on avance des arguments pour situer les responsabilités de la dégradation de la situation, tant au Niger qu'au sein de la communauté internationale.

6-2-5. Médias et commémoration des anniversaires : retour sur les événements un an après

Le retour dans l'actualité d'un événement un an après sa production est un indicateur de sa valeur médiatique et des enjeux qu'il a générés. Qu'il s'agisse de faits politiques, économiques, sociaux, de catastrophes ou de crises de toute nature, les grands événements modernes font l'objet d'une couverture médiatique à l'occasion de leur premier anniversaire, voire même des anniversaires suivants. La médiatisation de l'anniversaire d'un événement ou de sa commémoration est un bon évaluateur de la place qu'il occupe dans l'actualité et du niveau d'intérêt médiatique qui le caractérise. Ce rappel que font les journalistes avec un regard très analytique et critique a pour objectif de faire un état des lieux des conséquences de l'événement et des mesures, réformes et dispositions auxquelles il a conduit. Dans le cas des catastrophes naturelles, il est surtout question de faire le point sur la reconstruction nécessitée par les dégâts matériels, sur la réorganisation des structures sociales et économiques.

Pour bien mesurer l'intérêt médiatique de chacune des quatre crises, nous avons pris en compte l'ensemble des articles publiés dans le même corpus de journaux à l'occasion de la semaine du premier anniversaire de chaque crise. Une période d'une semaine, soit 3 jours avant la date anniversaire, ledit jour, et trois jours après. Pour le Niger, crise humanitaire différente de par sa nature, car résultant progressivement de facteurs naturels et humains divers, la période prise en compte pour évaluer l'attention médiatique du premier anniversaire est un peu plus étendue. Elle couvre une période de deux mois, du 1er juillet au 31 août 2006. Car c'est au cours de ces deux mois l'année précédente que la mobilisation de la communauté internationale et la couverture médiatique furent plus importantes, la situation humanitaire ayant atteint son plus haut niveau de dégradation. Pour l'examen des articles du premier anniversaire des crises, seuls les journaux de la PQN ont été pris en compte.

La couverture médiatique du premier anniversaire de chaque crise est à l'image de sa médiatisation au moment de sa production. Les crises humanitaires du tsunami et de Katrina ont ainsi été médiatiquement commentées un an après qu'elles se soient produites. Pour les deux autres crises, peu d'intérêt médiatique, à peine un ou deux articles dans les quotidiens. C'est encore le tsunami asiatique qui fait l'objet d'une médiatisation plus importante avec plusieurs articles dans chacun des quotidiens économiques et d'informations générales durant

la semaine anniversaire. Des cérémonies officielles de commémoration dans les différents pays touchés aux reportages sur le terrain consacrés à la vie quotidienne des populations sinistrées par la catastrophe ainsi que sur les chantiers de reconstruction, les angles de couverture un an après étaient assez variés. En général, l'essentiel des articles est publié le jour de la date anniversaire même et/ou la veille. Une façon de souligner qu'un an s'est écoulé jour pour jour depuis que la crise s'est produite et d'introduire ainsi un discours de bilan et d'évaluation. Pour cela, reportages, interviews, enquêtes et articles d'analyses sont publiés sur les problèmes majeurs engendrés par le tsunami. Sur la semaine considérée, c'est *Le Figaro* qui publie le plus grand nombre d'articles (16 articles), suivi de *Libération* (10) et des *Échos* (10), du *Monde* (8) et de *La Tribune* (6).

La médiatisation du premier anniversaire de Katrina est un peu moins forte en intensité. Comme pour le tsunami, les articles sont consacrés à divers angles des conséquences de l'événement : la reconstruction, les indemnisations par les assurances, l'impact politique sur l'administration Bush, etc. On compte par journal : *Le Monde* (7 articles), *Le Figaro*, *Libération* et *Les Échos (*5 articles chacun). Aucun article dans *La Tribune*. Sur le premier anniversaire du séisme du Cachemire au Pakistan, seuls *Le Figaro* et *Libération* ont produit chacun deux articles. Rien dans les autres quotidiens. Le quotidien de gauche propose également deux articles sur la famine au Niger, un an après la crise. *Les Échos* publient une grande enquête sur la question. Dans les autres journaux, il n'a pas été question du Niger.

On peut déduire que le rappel médiatique de l'anniversaire des crises humanitaires de 2004-2005 est une suite logique de la couverture médiatique dont elles ont fait l'objet quand elles ont eu lieu et accaparé une place dans l'actualité. Les crises les plus médiatisées demeurent ainsi, et les moins médiatisées disparaissent presque de l'actualité au fil des semaines, des mois, des ans. C'est le cas du Niger et du Pakistan pour des raisons évoquées dans les chapitres précédents. Le tsunami, sans doute un des événements les plus médiatisés de l'histoire moderne de l'humanité, avait déjà donné lieu à une couverture médiatique rétrospective six mois après. Une couverture du niveau de reconstruction et de retour à la normalité. « La commémoration des six mois du tsunami, en juin, avait donné lieu à un discours très critique de la part de médias qui s'attendaient à trouver une province déjà reconstruite. À l'époque, la reconstruction n'était souvent qu'à l'état de projet »[283].

[283] Article d'analyse : « *Une reconstruction hors norme en Indonésie* », *La tribune* du 23 décembre 2005.

6-3. Cas de la crise humanitaire de Birmanie en 2008 : mobilisation médiatique pour un événement lointain

Les facteurs de médiatisation ne prennent pas la même importance selon les événements et les contextes dans lesquels ils surviennent. La Birmanie[284] ne fait pas partie des crises objet de cette recherche. Mais il paraissait important de voir un autre événement survenu quelques années après dans un contexte différent pour voir comment les logiques d'une médiatisation faible ou importante se mettent en place, changent ou évoluent d'un événement à un autre, d'une période à une autre. Jeter un regard sur la crise humanitaire de la Birmanie suite à une catastrophe naturelle et sur sa médiatisation permet de comprendre que les logiques qui prévalent à la couverture médiatique ne sont pas figées et qu'elles sont généralement fonction de chaque événement. S'agissant des événements lointains, on peut relever que le contexte historique, social et politique peut être très déterminant pour la mobilisation des médias, ainsi que de la communauté internationale.

Chaque événement survient dans un contexte particulier. Les facteurs de mobilisation médiatique et humanitaire peuvent différer fondamentalement d'un événement à l'autre, les contextes aussi. Le cyclone Nargis survenu en Birmanie en mai 2008 a fait l'objet d'une grande médiatisation pendant plusieurs semaines, avant d'être chassé de l'actualité par le séisme de Sishuan en Chine. Une médiatisation importante qui tranche avec l'idée que les médias occidentaux ne s'intéressent aux pays pauvres que lorsque leurs ressortissants sont impliqués, ou quand seulement les intérêts économiques et politiques de leurs pays sont directement mis en cause. C'est sans doute un facteur essentiel. De même, rappelons-le, la proximité géographique et affective, facteur important de médiatisation, tout comme les victimes européennes, n'explique pas tout. Son absence ne se traduit pas forcément par le manque ou la faiblesse de la couverture médiatique. En témoigne l'emballement des médias du monde autour de cette crise humanitaire de Birmanie. Une occasion pour les journalistes de chercher à pénétrer dans l'un des pays les plus fermés au monde, dirigé depuis plusieurs

[284] Régime autoritaire, l'État du Myanmar est dirigé par une dictature militaire depuis le coup d'État de septembre 1988. Le travail forcé est une pratique courante. Les organisations internationales des droits de l'homme classent la Birmanie parmi les mauvais élèves en matière de libertés publiques : la liberté de la presse et les droits de l'homme ne sont pas respectés, le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant de l'exécutif et les partis d'opposition ne sont pas tolérés. (Source : www.wikipedia.org du 17/01/2009).

décennies par une dictature militaire. L'intensité de la médiatisation découle entre autres de cette curiosité.

Tableau 16 : Articles sur la Birmanie dans les quotidiens d'informations générales

Articles sur le cyclone Nargis en Birmanie dans la PQN			
	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
Le Figaro	13	46	3,54
Libération	11	21	1,91
Le Monde	11	26	2,36
Les Échos	8	11	1,38
La Tribune	3	3	1,00
Total	46	107	2,33

Diagramme 9 : Articles sur la Birmanie dans les quotidiens d'informations générales

La Birmanie est un pays pauvre, très loin de l'Occident par la géographie et les valeurs démocratiques. C'est une dictature fermée, dirigée par une junte militaire depuis 1962. Les acteurs politiques, les membres de la société civile et les religieux sont réprimés. Les violations des droits de l'homme y sont systématiques. Contrairement à ses voisins comme la Thaïlande ou la Chine, la Birmanie n'est pas non plus une grande destination touristique. Le pays ne semble pas représenter un enjeu politique ou économique. Donc *a priori*, il n'y a aucune raison sérieuse pour qu'un événement majeur concernant ce pays intéresse les grands

médias occidentaux. Les critères de sélection de l'information dans le monde occidental ne sont pas réunis. Pourtant, le cyclone qui a frappé la Birmanie a fait l'objet d'une médiatisation importante par son intensité et par sa durée, comparativement à d'autres événements de même nature. Aussi, la solidarité manifestée par la communauté internationale pour venir en aide aux populations victimes a-t-elle été rapide et conséquente. Une mobilisation significative alors qu'il s'agit d'un pays dont les pratiques et les valeurs sont radicalement à l'opposé de ce que prône l'Occident. Aucune identification possible. Dès lors, on peut se demander pourquoi une couverture médiatique exceptionnelle sur un événement qui, *a priori*, ne correspond pas aux critères traditionnels de choix de l'information du monde occidental, tels que définis et exposés par de nombreux auteurs d'ouvrages sur le journalisme : Char (1999), de Maleissye (2006), Martin-Lagardette (2003), Ruellan (2007), Moirand (2007), etc.

On peut raisonnablement penser que deux éléments ont favorisé la mobilisation des médias et de la solidarité internationale. Le premier c'est le caractère spectaculairement violent et meurtrier du cyclone. Officiellement, la catastrophe a fait plus de 138 000 morts et disparus (84 537 morts et 53 836 disparus) selon le gouvernement birman dans un rapport de l'ASEAN[285]. Le second élément pourrait être le contexte social et politique de la Birmanie dont les habitants sont considérés par la communauté internationale comme victime d'un régime militaire corrompu, liberticide et répressif qui a entraîné la misère et la pauvreté des Birmans. Dans un rapport[286], la CISL souligne « l'ampleur de la domination infligée d'une main de fer par la junte militaire sur la vie économique et politique du pays jusque dans ses moindres aspects ». La population birmane très victime de sa direction est aussi châtiée par la nature à travers une des catastrophes naturelles les plus meurtrières des dernières décennies. Une situation injuste qui force la sympathie et la solidarité du reste du monde. En témoigne le déploiement exceptionnel dans la région des médias et des organisations humanitaires. il y avait avant tout un sentiment de devoir de la communauté internationale. Le devoir sans doute moral de venir en aide à une population doublement victime : de sa direction et de la nature. Donc ici, le sentiment de solidarité avec le peuple birman est très fort et constitue un critère essentiel de l'attention du monde.

[285] ASEAN : Association des Nations du Sud-Est Asiatique

[286] « Traiter avec la Birmanie », Rapport de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), janvier 2005 (p. 2).

Sur un plan strictement médiatique, la Birmanie étant une dictature militaire fermée, la survenance d'une crise humanitaire consécutive à un cyclone est une occasion pour les journalistes de chercher à pénétrer dans ce pays et à s'intéresser à ce qui s'y passe, au-delà de la crise humanitaire. Faire une investigation sur la répression des moines bouddhistes quelques mois plus tôt, s'intéresser à la vie des dissidents politiques qui vivent dans la clandestinité, faire le point sur les libertés fondamentales dans le pays, réaliser des entretiens avec les représentants des syndicats et des associations, etc. Voilà des sujets d'enquêtes et de reportages auxquels s'intéressent les médias occidentaux dans un pays comme la Birmanie où, habituellement, les journalistes ne sont pas autorisés à entrer. La catastrophe a ouvert une brèche dans le dispositif de verrouillage du pays et pour les journalises, malgré l'hostilité du pouvoir birman, il fallait s'y engouffrer et découvrir la réalité du pays. À travers les médias et par d'autres moyens, la communauté internationale a aussi voulu apporter son soutien et ses encouragements au combat que mènent sur le terrain des militants des droits de l'homme et de la vie politique locale toujours sévèrement sanctionnés par la junte. L'un des plus célèbres prisonniers politiques du monde n'est autre que le chef de l'opposition birmane, Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix 1991 pour son combat pour la démocratie dans son pays. Elle a passé la majeure partie des 19 dernières années privée de liberté car assignée en résidence surveillée ou en prison.

Pour bien évaluer la couverture médiatique de la crise humanitaire de la Birmanie, l'ensemble des articles parus dans le même corpus de journaux que les autres crises est recensé et synthétisé sur une période de deux semaines. Ces articles sont tirés aussi de la base de données *Factiva*. Dans ces articles, ce sont les deux angles d'approche qui reviennent et qui constituent la charpente d'une médiatisation qu'on pourrait qualifier de militante, tant le ton est engagé. D'une part, la violence de la catastrophe qui a fait plusieurs dizaines de milliers de morts. D'autre part, une prise de position des médias qui dénoncent l'attitude de la junte restée intransigeante et impassible face aux souffrances du peuple birman. La plupart des articles de presse portent sur cet aspect de la situation. En effet, le pouvoir birman a interdit l'accès du pays aux médias et aux ONG humanitaires, malgré les besoins humanitaires énormes créés par le passage du cyclone Nargis. Cela s'est traduit par le refus de délivrer les visas aux journalistes et aux représentants d'organisations humanitaires, et des autorisations aux avions et navires chargés notamment de vivres, de médicaments et de matériels logistiques d'entrer en Birmanie. Le déploiement de cette aide humanitaire n'a pu se mettre en

place correctement, malgré plusieurs jours d'efforts diplomatiques incessants destinés à faire céder les autorités militaires du pays.

6-3-1. La catastrophe et ses conséquences sur le plan humain et matériel

Les premiers articles sont consacrés essentiellement au bilan de la catastrophe et à l'estimation des besoins. Nargis reste une catastrophe particulièrement destructrice et meurtrière. Son gigantisme et l'ampleur de ses conséquences en font un sujet d'information qui intéresse bien au-delà de l'Asie. Cet aspect a été mis en avant dans les deux à trois premiers jours avant d'être mis au second plan par un autre aspect, celui de la nature dictatoriale de la junte et de son intransigeance face aux pressions de la communauté internationale.

6-3-2. Dénonciations : tous contre la junte

Tous contre la junte : cette expression résume assez bien la situation qui a prévalu tout au long de la crise humanitaire de Birmanie. Une situation exceptionnelle car malgré des besoins énormes en vivres et en soins médicaux, les dirigeants du pays ont opposé une ferme résistance au déploiement des équipes de secours venues de l'étranger, mobilisant contre eux tous les autres acteurs : ONG, diplomates, médias, etc. la couverture médiatique tourne autour de cette situation qui est inédite sur le plan de l'information. Autant que dans le cas de la famine au Niger en 2005, le discours médiatique sur cette crise est un discours dénonciateur, avec un engagement clair pour les droits et le sort du peuple birman victime de privations imposées par sa direction. Les articles et les analyses publiés vont dans ce sens. À la différence du Niger où c'est plutôt « l'indifférence » de la communauté internationale qui a été dénoncée, ici, l'essentiel des critiques vise la dictature militaire accusée de « crimes contre l'humanité » pour son refus de laisser sa population recevoir soins et nourritures nécessaires dans un contexte de pénurie quasi-totale. La junte ne cachant pas sa volonté de soumettre l'aide humanitaire vitale pour les Birmans à un strict contrôle. À travers le discours médiatique, transparaissent la colère et la révolte de la communauté internationale face à cette attitude intransigeante. Les titres des journaux le reflètent assez bien : « *Suicidaire* »

(*Libération* du 08/05/08) ; « *La Birmanie victime d'une catastrophe humanitaire et de la dictature politique* » (*Le Figaro* du 10/05/08) ; « *La junte birmane, une dictature archaïque obsédée par le culte du secret* » (*Le Monde* du 14/05/08). *Le Monde* a révélé le contenu d'un rapport confidentiel dans lequel « le plus haut responsable de l'ONU en Birmanie dénonce la cruauté, l'incurie et le comportement paranoïaque du régime birman »[287]. Une dénonciation en des termes sévères de la part de toutes les organisations humanitaires et des responsables politiques.

Dans la presse, durant les deux premières semaines, il n'y a quasiment pas eu de reportages sur la situation du terrain en Birmanie, car aucun journaliste n'est autorisé à entrer dans le pays. « *Birmanie, reportage interdit* », titre d'un article de *Libération* (08/05/08) sur ce blocage médiatique qui s'ajoute à celui humanitaire imposé par la junte militaire. Les papiers sur la Birmanie sont constitués de simples articles et de papiers d'analyses faits en dehors de la Birmanie. Essentiellement dans les rédactions ou à partir des pays voisins (Thaïlande…) et des grandes capitales occidentales centres de décisions et d'efforts diplomatiques (Bruxelles, Paris, New York…). En intensité, la médiatisation de cette crise de la Birmanie a été moins importante que celle de du tsunami et de Katrina mais deux fois plus importante que la couverture médiatique du séisme du Pakistan et de la famine au Niger. On aura noté un total de 153 articles pour 46 éditions dans les trois principaux quotidiens d'informations générales et dans les deux quotidiens économiques, soit une moyenne de 3,3 articles par édition.

Cette médiatisation relativement importante pour une crise lointaine confirme que l'implication directe des ressortissants occidentaux dans les catastrophes est, certes, un facteur important de médiatisation, mais pas indispensable. La relative médiatisation soutenue de la Birmanie à l'occasion de cette crise humanitaire peut être attribuée au contexte historique et politique particulier du pays. Un contexte qui semble représenter un défi au monde occidental et à ses valeurs, par les manquements répétés et systématiques de la direction birmane aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.

[287] Article « *Un document de l'ONU accable le régime militaire* », titre à la Une du *Monde* daté du 10/05/08.

Chapitre 7. Critiques du rôle des médias et de l'action humanitaire

7-1 Des critiques diverses

La médiatisation des questions humanitaires suscite des critiques, des réactions divergentes et des dénonciations par rapport à la façon dont les médias et les journalistes traitent de ces questions, d'une part, et par rapport à l'organisation et à la mise en œuvre de l'action humanitaire d'autre part. Car, il arrive aussi que la presse critique l'action des organisations humanitaires sur le terrain ou leur façon de gérer et d'utiliser les fonds mobilisés, et même leur système de fonctionnement. Comme le remarque P. Ryfman, « la presse est souvent passée de l'éloge hyperbolique à la critique sans nuance » (Ryfman, 2004 : 5). Par ailleurs, le rôle et l'importance des médias dans un contexte de crise humanitaire sont diversement appréciés. Les crises humanitaires surviennent et se déroulent dans des situations et des contextes différents et souvent complexes qu'une simple médiatisation ne permet pas de rendre totalement visibles. Les principaux sujets des critiques sont la partialité, l'instrumentalisation et une vision essentiellement négative des régions et pays médiatisés à l'occasion d'une crise humanitaire.

7-1-1. Partialité

Dans la couverture médiatique des crises humanitaires, les médias sont souvent accusés de parti pris, de collision douteuse avec certains acteurs. Leur crédibilité est souvent contestée. Aussi, est-il mis en cause l'indépendance et la sincérité de certains témoins présentés comme des gens honnêtes par les médias (cas de certains humanitaires, diplomates et même de certains reporters ». Qu'est-ce qui permet d'assurer que les gens qui témoignent sont réellement indépendants et n'ont aucun intérêt particulier à défendre ? Que leur point de vue est réaliste ? Par rapport à quelles normes éthiques ?

La question de la partialité se rapporte aussi à l'inégale médiatisation des crises qui ne bénéficient pas de la même couverture. Le fait d'ignorer certaines crises humanitaires qui se déroulent le plus souvent dans les pays en développement fait débat. Les crises qualifiées d'oubliées sont considérées comme telles à cause principalement d'un manque de visibilité

médiatique. Les médias sont ainsi accusés de ne pas permettre à la communauté internationale de prendre suffisamment conscience d'un phénomène et d'intervenir.

7-1-2. Vision médiatique parcellaire et présentation apocalyptique

L'une des principales critiques de la médiatisation de l'humanitaire porte sur la mise en relief, souvent exclusivement, de l'aspect négatif et dramatique de l'événement. Toutes les stratégies de couverture médiatique se rapportent en général à l'aspect moins reluisant des choses. « Émouvoir sur le sort de la victime et mobiliser sur la souffrance, indépendamment de l'explication et du moyen de comprendre la réalité, telle est la nouvelle logique qui a surgi de la guerre du Biafra »[288]. Cette affirmation résume les critiques formulées par nombre d'auteurs, de politiques et de spécialistes de questions humanitaires sur la façon dont le discours médiatique est construit autour des crises humanitaires. Si les images et les témoignages oraux permettent de mobiliser l'attention et le soutien du public, la situation d'ensemble du pays est présentée de façon négative. Dans la plupart des cas, c'est une image globalement mauvaise qui est donnée du pays concerné. La situation normale et le fonctionnement régulier du reste du pays sont passés sous silence ou presque.

La crise qui sévit en général dans une localité ou une zone géographique déterminée est médiatiquement généralisée à tout le pays. Rony Brauman (1995, 1996) critique les médias sur le fait qu'ils font une médiatisation partielle de la situation d'ensemble dans un contexte de crise humanitaire. Pour lui, les médias mettent l'accent principalement sur les victimes et la détresse et ignorent ou négligent l'autre aspect de la situation : la vie quotidienne normale qui continue malgré tout. Mais la médiatisation ne fait pas la part des choses, il y a une mauvaise publicité sur tout le pays dont les institutions continuent de fonctionner. Or, d'après des acteurs du développement, de l'humanitaire et des médias, par exemple Char (1999), Ryfman (1999), Micheletti (2008), une telle couverture médiatique conduit au découragement d'investisseurs et nuit à l'industrie touristique. « Ça crée d'abord une banalisation terrible de ce qui touche quand même à la vie et à la mort des gens », dénonce F. Jomini d'ATD Quart-Monde.

[288] MESNARD Philippe, 2002, *La victime écran, la représentation humanitaire en question*, éd. textuel, coll. La discorde

Tout au long des semaines de médiatisation des différentes crises dont il a été question, en particulier sur le Niger, le Pakistan et l'Asie du Sud, il n'y a quasiment pas eu d'articles sur les institutions et les capacités locales de relance. Pas d'articles qui expliquent que, malgré une crise humanitaire circonscrite géographiquement, la vie continuait normalement, le fonctionnement correct des institutions se poursuivait dans d'autres localités des pays touchés. La présentation faite donne une vision globalement négative de l'ensemble du pays. Alors que le journaliste a l'obligation déontologique d'équilibrer son information en tenant compte des différents aspects. Le tsunami, malgré son immense ampleur, n'a concerné qu'une partie du territoire des pays concernés. Dans la couverture médiatique, les capacités nationales de ces pays à faire face à la crise n'ont pas été exposées ou très faiblement. Ils étaient présentés comme des pays ravagés qu'il fallait aider. La notion d'aide internationale était privilégiée par l'approche médiatique. Jamais ou presque, il n'a été question de la notion de collaboration avec les forces et institutions locales. En effet, dans l'imaginaire général en matière de relations internationales, on considère que ceux vers lesquels on apporte une aide n'ont pas à être forcément associés à l'organisation des opérations. Une façon de procéder qui a sans doute suscité les réactions de l'Indonésie et de l'Inde que les médias ont abondamment commentées. Ces deux pays ayant manifesté fermement leur désir d'assurer la tutelle de tous les acteurs engagés dans les opérations de solidarité sur leur territoire national.

Il est reproché aux médias de privilégier le spectacle médiatique dramatique au lieu de favoriser le débat de fond pouvant permettre une bien meilleure compréhension du contexte de la crise. On assiste à un « spectacle humanitaire où l'aspect purement visuel cache la réflexion sur une crise »[289], déplore-t-on du côté des ONG. Manque de recul, les images et les informations diffusées sont jugées sensationnelles, voire tronquées : les médias sont poussés par la course au scoop, la tentation d'être le premier à révéler une information. Avec le poids des images, les récepteurs ne sont soumis qu'à une représentation de la réalité qui ne correspond pas forcément à la réalité. Selon P. Charaudeau, le discours médiatique c'est la construction d'une vision parcellaire qui est adéquate à ses objectifs mais bien éloignée d'un reflet fidèle de la réalité. Pour lui, « les médias […] ne sont qu'un miroir déformant, ou plutôt ils sont plusieurs miroirs en même temps, de ceux qui dans les foires, malgré la déformation, témoignent malgré tout, chacun à sa façon, d'une parcelle amplifiée, simplifiée, stéréotypée, du monde » (Charaudeau, 1997 : 9).

[289] La lettre d'information *HUMACOOP*, n° 2, février 2006

Il est important de se reposer la question pourquoi les médias mettent-ils tant l'accent sur la souffrance humaine avec des images et témoignages multiples. Pourquoi en est-il ainsi ? On pourrait logiquement penser à deux raisons principales : l'application des principes du journalisme moderne et la nécessité d'inciter à la générosité.

a) Première raison : pour répondre à un principe du journalisme selon lequel les nouvelles c'est les mauvaises nouvelles

La mise en relief de l'aspect négatif dans la médiatisation de l'humanitaire entre dans la logique des critères de l'information journalistique. En effet, l'un des principes de choix de l'information c'est que les bonnes nouvelles ce sont les mauvaises nouvelles. Un principe des médias dans le monde occidental. « Les trains qui arrivent à l'heure n'intéressent personne » : cette phrase est répétée dans les écoles de journalisme pour rappeler aux futurs journalistes que ce qui fait information c'est ce qui déroge à la norme. Pour susciter l'intérêt, pour accrocher le public, on se focalise sur ce qui frappe extraordinairement l'imagination. Or, selon P. Charaudeau (1997), « sélectionner ce qui est le plus frappant » conduit à une construction parcellaire de la réalité.

Ce principe n'est pas pris en compte que quand il s'agit de l'humanitaire. Il vaut quotidiennement dans les rédactions pour ce qui concerne tous les domaines d'information : politique, économie, social, les relations internationales, etc. Conséquemment, les difficultés d'un élu, les grèves et les suppressions d'emplois, l'effondrement des marchés financiers… sont plus souvent objet de couverture médiatique que les succès enregistrés dans ces mêmes domaines. En ce qui concerne l'humanitaire, la dénonciation de la médiatisation résulte du fait que la mise en relief de l'aspect dramatique ajoute à une situation difficile pour les victimes, ainsi que pour ceux qui leur portent aide et assistance.

b) Deuxième raison : pour mobiliser la générosité/ logique de communication des humanitaires

La plupart des organisations humanitaires vivent essentiellement de la générosité : des subventions publiques et des dons qu'elles récoltent grâce aux campagnes de sensibilisation.

On remarque de façon générale que les publics réagissent face à une situation dramatique quand ils sont suffisamment sensibilisés. Pour y arriver, les organisations humanitaires se servent énormément des médias comme outils de communication. Elles mettent en avant les drames humains capables de susciter de l'émotion dans l'opinion. Ainsi, voit-on des témoignages poignants, des cris d'alarme, des images considérées à la limite du supportable.

La médiatisation des crises humanitaires avec les images qui sont étalées pose un certain nombre de problèmes sur le plan moral et juridique. Un débat éthique s'organise autour de la diffusion des images de cadavres, de gens agonisants, d'enfants en situation difficile. La dignité de la personne humaine, le respect de la vie privée et le respect des morts se retrouvent au cœur du débat. Est-il nécessaire de choquer par des images d'horreur pour récolter de l'argent ? Les humanitaires et les médias se retrouvent face à un dilemme : montrer ces images et vaincre l'indifférence de l'opinion publique ou ne pas les montrer et voir la communauté internationale moins consciente de ce qui se passe. Sur la question, les avis restent partagés.

Dans un code de conduite sur la communication dans l'humanitaire, à destination des ONG et des médias, un collectif autour de C*ommunication Sans Frontière* soutient néanmoins que « toute personne doit être présentée comme un être humain et des informations suffisantes permettant de cerner son environnement social, culturel et économique doivent être présentées afin de préserver son identité culturelle et sa dignité »[290]. Car une médiatisation basée sur l'émotion peut occulter le débat sur les vraies causes des crises humanitaires (pauvreté, sous-développement, absence d'infrastructures, mauvaise gouvernance, etc.) et privilégier l'assistanat au détriment d'une vraie politique de développement. C'est pourquoi ce code conseille d' **«** éviter les images catastrophes ou idylliques qui incitent plus à la charité limitée aux frontières de la bonne conscience qu'à la réflexion ».

7-1-3. Instrumentalisation des médias

« Les humanitaires ont de leur côté tendance à se servir des médias comme une aide à la collecte de fonds et entretiennent la confusion entre information et communication »

[290] Code de conduite « Images et Messages » ayant trait au Tiers Monde, site Communication sans frontière

(Brauman, 1996 : 22). Les discours des médias sur les crises humanitaires sont plus ou moins influencés par la communication des humanitaires dans l'urgence. L'humanitaire et le secteur du développement devenus une véritable industrie selon certains critiques, les subventions qu'obtiennent les ONG dépendent de leur capacité à convaincre les donateurs, à communiquer notamment via les médias, et ce, dans un contexte de compétition entre différentes organisations de solidarité. Les médias peuvent ainsi paraître comme un outil aux mains des humanitaires. Ce qui peut remettre en cause la crédibilité des informations. Surtout quand les journalistes se montrent affectés, adoptent un ton compassionnel, prennent une position. On peut se demander s'ils sont ici parties prenantes ou observateurs neutres. Par ailleurs, les médias sont aussi accusés de servir d'outil de propagande ou de manipulation pour ceux qui sont responsables de crises humanitaires, de céder à leurs exigences, de leur servir de tribune. C'est le cas dans les zones de conflit où les crises humanitaires ont des causes et des implications plus complexes et plus nombreuses.

7-2. Synthèse des entretiens avec des acteurs de l'humanitaire et des points de vue exprimés par responsables des médias

Faire des recherches sur un sujet aussi d'actualité que l'humanitaire et les médias implique nécessairement d'approcher les professionnels de ces secteurs et de tenir compte de leurs avis. La médiatisation des crises et des questions humanitaires est en partie le reflet du travail des journalistes et du comportement des acteurs de solidarité internationale, et surtout de la façon dont les deux groupes coopèrent. Pour ce faire, en ce qui concerne les humanitaires, j'ai rencontré un certain nombre de représentants d'ONG, d'organismes de financement de l'aide humanitaire et réalisé avec eux des entretiens autour de quelques questions. Il s'agissait d'entretiens à bâton rompu, enregistrés sur un magnétophone puis décryptés. Des entretiens réalisés selon le modèle de l'entretien compréhensif développé par Jean-Claude Kaufmann. La particularité de ce type d'entretien réside en effet, selon l'auteur, dans le fait que « les données qualitatives recueillies *in situ* sont concentrées dans la parole recueillie sur bande magnétique, qui va devenir l'élément central du dispositif » (Kaufmann, 2007 : 10)[291].

L'intégralité des entretiens figure en annexe. Mais les lignes qui suivent sont une synthèse explicative et analytique des avis exprimés par les uns et les autres. Aux questions posées dans un ordre découlant du déroulement de l'entretien, la personne interviewée répondait librement en fonction des éléments d'appréciation à sa connaissance. Je dis bien librement car souvent les gens sont dans une attitude de réserve et de prudence, voire même de méfiance lorsqu'on doit enregistrer leur voix. Mais dès le départ, j'ai tenu à rassurer chacun en précisant que l'entretien était destiné à un usage de recherche de thèse et non à être diffusé sur un quelconque média. L'objectif était d'avoir l'avis des acteurs eux-mêmes sur les questions et les enjeux que le débat ravive dans le secteur humanitaire. Les personnes interrogées sont des hommes et des femmes, d'âges variés, qui sont dans l'action. Mais « dans la recherche qualitative, le caractère significatif des critères habituels (âge, profession, situation familiale, résidence) devient moins opérant […] La constitution de l'échantillon est alors un élément technique moins important » (Kaufmann, 2007 : 41). Dans ce travail qualitatif donc, ce qui a compté le plus dans le choix de personnes, c'est leur l'expérience et la position qu'elles occupent dans le domaine de l'action humanitaire internationale.

[291] KAUFMANN Jean-Claude, 2007, *L'entretien compréhensif*, 2ème éd., Paris, Armand Colin, coll. *128*

Les entretiens, une dizaine, ont été réalisés à l'occasion de deux événements rassemblant les représentants des organisations humanitaires. Le premier c'est *Les Universités d'automne de l'humanitaire* (UAH), organisé à Plaisians dans la Drome, en octobre 2008. Le second événement, *Le salon des métiers de l'humanitaire*, était organisé à Annemasse, en Haute-Savoie, en novembre 2008. Les personnes choisies et interrogées à cette occasion appartiennent à des organisations différentes, sont de plusieurs nationalités et occupent des positions et des fonctions différentes. Ce qui permet de crédibiliser leurs propos qui traduisent le point de vue d'hommes et de femmes d'expérience sur les questions de solidarité internationale, de développement. Les quelques questions tournaient autour d'aspects importants de l'humanitaire : la médiatisation et la problématique des crises oubliées, la générosité et la mobilisation des opinions publiques, les facteurs de mobilisation de la communauté internationale et des bailleurs de fonds, la communication des ONG. Toutes les questions et les relances se rapportaient à ces sujets précis. Les personnes interrogées représentent le CICR à Genève, MDM, ECHO de l'UE, la Cellule de crises du Ministère des Affaires étrangères (MAE) de France, VOICE, Secours islamique, URD, MSF Suisse, ATD-Quart monde.

Quant aux journalistes et responsables de médias, je me suis servi d'entretiens déjà réalisés sur la question du rapport des médias aux questions et crises humanitaires. Il s'agit de l'ouvrage d'Hélène de Maleissye, *Le filtre journalistique. Paroles de journalistes*, 2006 et d'un document de *Médecins du Monde* intitulé *Interroger le rapport entre médias et humanitaires* (2006)[292]. Dans sa monographie, H. de Maleissye interroge les journalistes français, reporters et responsables de rédactions, sur les facteurs et les raisons qui les motivent à s'intéresser ou non à un sujet, surtout quand il survient loin du territoire national. Ceux-ci répondent de façon assez radicale quelquefois sur ce qui les intéresse comme sujets d'information et sur ce qui ne les intéresse pas et pourquoi ça ne les intéresse pas. Le second document, celui de l'ONG *Médecins du Monde*, est aussi un recueil de témoignages de journalistes sur la médiatisation de l'humanitaire, réalisé en 2006 à l'occasion du festival *Visa pour l'image* de Perpignan. Pour ce faire, comme elle le précise elle-même, MDM est allé à la rencontre des directeurs de rédactions de la presse nationale française mais aussi de représentants du « milieu » humanitaire, avec une question essentielle à mon avis : « Comment expliquez-vous que certaines crises humanitaires soient oubliées alors que

[292] *Médecins du Monde*, document intitulé *Interroger le rapport entre médias et humanitaires* (2006)

d'autres sont surmédiatisées, et vous-même, au sein de votre rédaction comment décidez-vous de mettre en lumière telle crise par rapport à telle autre ? ». Une question pertinente que j'aurais posée si je devais rencontrer personnellement les journalistes et responsables de médias. C'est une question à laquelle les différentes personnes sollicitées ont répondu d'une manière argumentée. C'est la raison qui m'amène à me servir de ce travail initié et réalisé par une ONG parmi les plus importantes de France et d'Europe dans le secteur de la solidarité internationale.

7-2-1. Synthèse des points de vue exprimés par des acteurs de l'humanitaire lors des entretiens

Il est important de faire une synthèse des avis exprimés par les acteurs et professionnels de la solidarité internationale. Il s'agit principalement de responsables, de salariés et de volontaires, d'organisations humanitaires, ainsi que de représentants de bailleurs de fonds. Pour une meilleure compréhension, les différents points de vue sont synthétisés autour de quelques thèmes principaux sur lesquels les humanitaires se sont exprimés durant les entretiens.

a) Crises oubliées : des réalités complexes

D'abord sur la question des crises dites oubliées, les avis des différentes personnes interviewées se rejoignent sur le fait qu'effectivement il y a des crises oubliées, négligées, qui n'attirent pas suffisamment l'attention. C'est un fait qu'aucun acteur ne conteste, tous en sont conscients. Mais crises oubliées par qui et pour quelles raisons ? À cette question, les nombreuses réponses sont parfois unanimes, parfois variées. Lorsqu'on parle de crises oubliées, on l'impute de façon générale aux médias dont la puissance de communication est plus susceptible de mobiliser. Qu'il s'agisse des médias audiovisuels, de la presse, d'internet ou autres moyens médias d'interpellation. Les médias constituent la meilleure façon, aux dires des différents acteurs de l'humanitaire, de « témoigner » de ce qui se passe loin des regards et même loin des préoccupations des décideurs. Dans un éditorial[293], MDM précise à propos que « le recours aux médias est une démarche nécessaire et une étape incontournable lorsqu'il

[293] Éditorial publié en septembre 2006 sur le site internet de l'ONG : www.medecinsdumonde.org

s'agit d'engager une dénonciation publique ». Mais l'oubli ou la non-visibilité médiatique peut résulter aussi des entraves ou des difficultés que les médias et les ONG rencontrent pour accéder aux zones de crise afin de pouvoir témoigner. On en a quelques exemples : la Tchétchénie, la Birmanie, le Sri Lanka avec les zones de conflits entre le gouvernement et la rébellion tamoul. Les difficultés d'accès sont soit liées aux réalités physiques et/ou sécuritaires du terrain soit imposées par les autorités et/ou les protagonistes.

Dans ce cadre d'entraves naturelles ou imposées à l'action des médias et des ONG, on peut ranger ce que certains humanitaires nomment « la négation de la réalité de la crise ». C'est-à-dire quand les autorités d'un pays, pour des raisons qui leur sont propres, mais souvent politiciennes, refusent d'admettre que sur une partie de leur territoire il se produit une crise humanitaire et conteste la description faite de la situation par les ONG. Pour les représentants du CICR, on est là dans une situation de « crise niée » et non de crise oubliée. Une négation qui contribue à entretenir la confusion aux yeux de la communauté internationale et à rendre les bailleurs de fonds hésitants et prudents avant de se lancer dans tout engagement financier par exemple. Ce fut le cas au Niger en 2005, quand les plus hautes autorités du pays se sont résolument lancées dans la dénonciation des organisations humanitaires, en particulier de MSF, qui tentaient alors d'attirer l'attention de la communauté internationale sur une situation de famine sévère, frappant plusieurs millions de personnes, dont principalement les femmes et les enfants. C'est aussi le cas en Tchétchénie où les responsables russes ont toujours cherché à minimiser l'ampleur de la situation humanitaire dans la république autonome, et en ont restreint l'accès aux ONG, aux organisations de défense des droits de l'homme et aux médias.

On peut aussi relever la nature même de la crise. Une crise longue qui s'inscrit dans un cadre de conflit vieux de plusieurs années finit par lasser les donateurs et les médias, devient un phénomène routinier auquel plus personne ne s'intéresse au bout de quelque temps. On en parle que de façon sporadique (la RDC, l'Ouganda, le Darfour…). « Il y a vraiment certaines crises de longue durée dont on ne parle pas très souvent. Et pour donner des exemples cette année [2008] comme d'ailleurs depuis plusieurs années, l'une des crises oubliées c'est la crise en Colombie où il y a une population déplacée énorme », précise Mme Julia Stewart-David de l'Office humanitaire de l'UE. Cette explication nous fait penser au fait que pour des raisons de critères journalistiques, il y a des crises qui n'intéressent pas les médias. Les rédactions ne jugent pas opportun, ni nécessaire d'envoyer sur le terrain une équipe de reportage, car trop loin et pas d'impact pour le public cible. D'où une absence de visibilité médiatique

préjudiciable à la mobilisation de la solidarité. Pour P. Hokkanen de VOICE[294], c'est le contexte qui explique une telle attitude des médias, car « des contextes très proches de l'Europe » entraînent systématiquement « un grand intérêt médiatique », explique-t-elle. Aux dires des humanitaires, le contexte importe aussi lorsqu'une crise survient pendant les périodes de fêtes, notamment de Noël. C'est un contexte qui mobilise les médias et rend l'opinion plus sensible. Une explication juste dans la mesure où elle est conforme à la notion de proximité qui participe du choix des sujets d'information dans les médias.

La question de la proximité, géographique ou affective, est centrale dans la couverture médiatique d'un événement quel qu'il soit. Tous les acteurs humanitaires approchés le soulignent d'une manière ou d'une autre pour justifier l'existence de crises oubliées ou sous-médiatisées. Certains acteurs préfèrent même parler de « populations oubliées » à la place de crise car la solidarité s'adresse aux gens qui sont en difficulté. « Il y a la proximité à la fois géographique de la crise et puis la proximité en termes de populations », selon Jean Saslawsky, responsable des financements institutionnels à MDM, rappelant ainsi la nécessité de la présence d'éléments d'identification entre les victimes et ceux qui donnent ou médiatisent.

Une crise est dite aussi oubliée lorsque, malgré la présence des ONG humanitaires et leurs appels, elle ne reçoit pas les financements nécessaires de la part des bailleurs de fonds. C'est-à-dire quand les grandes puissances et pays développés n'affichent pas une ferme volonté de financer les besoins urgents posés par certaines crises humanitaires alors que les ONG sur le terrain ne peuvent pas aller plus loin avec leurs propres moyens. Ce fait est déjà arrivé et peut découler du gouvernement en place et des circonstances politiques et économiques qui influencent les décisions. Par exemple, en période électorale, il est très difficile de faire certains choix, ou lorsque le pays connaît une situation économique qui n'est pas très favorable. Mais il y a aussi d'autres raisons qui peuvent expliquer le désintérêt des bailleurs de fonds pour une crise donnée (géopolitique, proximité, traditions, histoire, lassitude, etc.). Il y a souvent une dimension géopolitique importante. En effet, comme le souligne Mme F-M. Le Borgne du CICR, « il y a des gouvernements qui ont décidé que certaines régions de la planète seraient les régions de leurs préférences où ils vont se focaliser le plus. C'est pour ça qu'ils vont donner les contributions. Donc il y a des conflits qui n'intéressent personne ».

[294] VOICE : *Voluntary Organizations in Cooperation in Emergencies*

De toutes ces opinions, on peut confirmer qu'il y a une conjonction de facteurs qui contribuent faire d'une crise humanitaire un événement oublié, à le rendre moins visible. Mais l'élément essentiel, le facteur indispensable c'est la médiatisation sans laquelle il est difficile pour les organisations humanitaires de mobiliser l'opinion publique et les décideurs. Nous vivons en effet dans une société de l'information où les gens sont de plus en plus sensibles à ce qui se passe dans les médias, aux images qu'ils donnent. En résumé, il faudrait une convergence des intérêts des organisations humanitaires, des médias et des bailleurs de fonds pour qu'une crise ne soit pas ignorée.

b) Rôle des médias : un rôle essentiel mais controversé

D'abord une unanimité sur le rôle des médias. Tous les acteurs reconnaissent l'« importance » de la médiatisation des questions humanitaires. Pour le représentant du ministère des Affaires étrangères de France (MAE), Patrick Lachaussée, c'est un rôle qu'il faut amplifier, « qu'il s'agisse des médias ou des témoignages de terrain qui remontent par l'intermédiaire d'internet, des blogs », car trop de crises demeurent sous silence, selon lui. Il remarque par exemple le fait qu'avant le tsunami de décembre 2004 en Asie du Sud, on ne parlait presque pas des conflits internes en Indonésie et au Sri Lanka où des rébellions séparatistes sont opposées depuis plusieurs années aux forces gouvernementales. De vraies guerres avec leur cortège de morts, de destructions, de populations déplacées. Mais longtemps demeurées en dehors des projecteurs de l'actualité. La couverture médiatique du tsunami a été l'occasion de faire un éclairage sur ces situations conflictuelles auxquels les médias ne s'intéressaient pas assez ou n'avaient pas la possibilité d'y accéder. Pour M. Lachaussée, le tsunami est ainsi un de ces « événements qui éclairent l'opinion » sur d'autres sujets de grande importance mais que des circonstances ou des facteurs font qu'elles sont ignorées.

Si l'importance de la couverture médiatique semble requérir l'unanimité partout, il n'en est pas du tout de même du travail des médias, de la façon dont ils relatent les faits et événements. Les humanitaires formulent à propos de nombreuses critiques. La première c'est le fait que souvent, ils ne se mobilisent que quand une situation humanitaire devient pire pour faire une couverture presque totalement négative. Ils sont intéressés par le pire moment, et affichent un désintérêt pour le reste, d'où une médiatisation partielle. De plus, ils agissent par effet boule de neige. Selon P. Hokkanen de VOICE, « les médias c'est toujours sur l'effet

boule de neige. Dès qu'il y a quelqu'un qui fait un reportage, ça semble marcher, toutes les rédactions vont demander à leurs journalistes de faire un reportage sur le même truc ». Une telle médiatisation a pour conséquence d'être spectaculaire, sporadique, soudaine et ainsi de ne pas permettre la réflexion et l'analyse sérieuses. C'est ce que souligne le volontaire permanent d'*ATD-Quart Monde* de Suisse, François Jomini, quand il affirme que dans la majorité des médias, on a « un style de l'information de plus de plus focalisée sur l'immédiat, l'événementiel, sur ce qui va frapper les imaginations ». Plusieurs avis se rejoignent ainsi sur la nature de la médiatisation, en particulier sur les angles d'approche. Dr Nathalie Mezger de MSF Suisse situe son commentaire dans ce sens. Pour elle, « il est clair qu'à la date d'aujourd'hui, au niveau de la couverture médiatique, il y a beaucoup de choses qui ne sont pas dites parce que ce n'était pas vendable, parce que ce n'était peut être pas joli ou parce que c'est trop loin, ça ne va pas à l'actualité ».

Le second grief qu'expriment les humanitaires sur la couverture médiatique c'est le fait qu'elle ignore les capacités locales et les acteurs locaux de la première réponse qui sont, selon eux, très importants dans la mise en place de l'aide et de la relance des activités. « Mais c'est souvent complètement oublié par les journalistes. Parce que les journalistes essaient de trouver un angle qui fait vendre »[295], précise P. Hokkanen. Dans les reportages, les personnes interviewées sont les jeunes volontaires ou bénévoles occidentaux des ONG qui apparaissent avec leur tee-shirt au logo et couleurs de leur organisation. C'est à eux qu'on donne prioritairement la possibilité de s'exprimer. Et « on oublie de montrer tous les acteurs de la réponse première qui sont les acteurs nationaux ». Les acteurs locaux sont aussi un peu ignorés par les organisations humanitaires elles-mêmes. Pour M. Jomini, c'est une nécessité de prendre en compte « l'avis et l'expérience des gens qui souffrent », ils sont les premiers « experts » de la situation qu'ils vivent. Par rapport à tous ces problèmes sur le rapport des médias aux questions humanitaires, M. Mahieddine Khelladi de *Secours islamique* France plaide pour la nécessité d'« une médiatisation éthique, responsable, juste, réaliste » qui soit moins centrée sur l'émotion et la sensation, mais qui fasse toute sa place à l'analyse et à la réflexion.

[295] Interview de P. Hokkanen de VOICE

c) Financement des besoins et solidarité publique : une question essentielle

Les acteurs de l'humanitaire confirment en premier lieu le fait qu'il y a de plus en plus de besoins à satisfaire et donc il y a nécessité de mobiliser plus de fonds. À quelques exceptions près, la plupart des ONG affirment connaître des difficultés à faire financer leurs projets. Non seulement la générosité du public mais aussi les financements institutionnels et étatiques sont soit stables soit en régression face à des besoins toujours croissants. La question se pose donc de savoir pourquoi la générosité publique diminue. Les tentatives d'explication des acteurs humanitaires sont nombreuses. Mais selon eux, ce phénomène peut être lié principalement au facteur information, à la sociologie des donateurs qui change et à l'explosion du nombre d'associations recourant à la collecte de fonds auprès du public qui est « saturé » de demandes, ainsi qu'auprès des grands bailleurs. Le secteur associatif est très dynamique si l'on en juge par l'augmentation du nombre d'associations et les domaines d'activités qu'il prend en charge sur le plan national et à l'échelle internationale. Cela dit, si les donateurs particuliers ou institutionnels sont presque restés les mêmes, les besoins de financement et les demandeurs que sont toutes les organisations associatives ont considérablement augmenté, surtout depuis le début des années 90. En France par exemple, « on estime qu'il existe actuellement 1 million d'associations en activité [et] il se crée aujourd'hui près de 70 000 associations par an »[296]. En effet, de nombreuses associations, de plus ou moins grande importance, ont investi depuis de longues années des secteurs divers : du culturel au social, en passant par les loisirs, l'éducation populaire, la défense d'intérêts, la solidarité internationale, les droits de l'homme, etc.

Avec la baisse du pouvoir d'achat, les problèmes économiques et le fait que le public ne s'identifie pas forcément à certaines problématiques comme les crises humanitaires lointaines ou médiatiquement peu visibles, les ONG affirment avoir du mal à couvrir tous les appels à dons. « L'Afrique connaît un tsunami tous les mois. Et on a moins de fonds pour traiter les problèmes de l'Afrique », explique P. Lachaussé du MAE pour bien traduire ces difficultés. Un sentiment largement partagé dans le secteur de la solidarité internationale. Comme pour les médias, le facteur de la proximité apparaît déterminant dans le choix des particuliers à faire un don. Car même si les médias ont un rôle, « dans les profondeurs mêmes de la société, certaines choses passent, d'autres font presque peur », assure-t-il. M. Masson du CICR

[296] Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, 2006, document intitulé *Conférence de la vie associative (*p. 6). Source : www.associations.gouv.fr

abonde dans le même sens en s'appuyant sur l'exemple du séisme du Cachemire au Pakistan en 2005. « Quelle est l'image de la victime pakistanaise ? Quel est le degré d'empathie que la population qui est traditionnellement donatrice va avoir ? », s'interroge-t-il, avant de souligner la nécessité d'une image de marque qui doit caractériser la région et/ou le pays pour lesquels on mobilise. Cet élément peut justifier le fait qu'une réponse en termes de gestes de solidarité soit faible ou importante. C'est ainsi qu'on a des crises humanitaires qui bénéficient de plus d'argent de la part des particuliers que d'autres. Il faut rappeler que lors de la crise humanitaire au Pakistan suite à un violent séisme, le déploiement de l'aide humanitaire a été jugé très insuffisant, malgré les appels des organisations humanitaires et des Nations-Unies. Ce cas du Pakistan est un peu particulier, dans la mesure où les acteurs humanitaires, pour expliquer l'inégale réaction de solidarité aux crises à partir d'expériences de terrain, relèvent que généralement le public est plus sensible aux catastrophes naturelles et à ses conséquences qu'aux crises durables qui résultent soit des conflits, soit des problèmes de gouvernance économique ou démocratique.

Aux yeux des acteurs de l'humanitaire, un autre facteur assez important qui participe de la générosité du public c'est le rôle des médias. En général, plus les médias éclairent l'opinion par une information juste et équilibrée, par une médiatisation soutenue, mieux c'est pour la récolte des dons des ONG. En conséquence, les crises dites oubliées faute de visibilité médiatique bénéficieront moins de la solidarité publique que celles qui sont l'objet d'une bonne couverture dans l'actualité. Selon Mme P. Hokkanen de VOICE, « le fait de ne pas parler d'une crise amène que personne ne s'y intéresse », alors que « pour une crise qui est très visible, avec des acteurs connus impliqués », les choses deviennent relativement plus faciles. Donc ça mobilise non seulement les particuliers mais aussi les bailleurs institutionnels car ceux-ci « ne sont pas insensibles à l'attention médiatique. Quand il y a une forte pression médiatique, il va y avoir une pression sur des politiques également pour intervenir » précise J. Saslawsky. Certaines organisations humanitaires ont en vue la mise en œuvre de projets dont l'objectif est de faire en sorte que les messages des médias pour les populations ne soient pas des messages émotionnels mais des messages pédagogiques de compréhension. « Des messages qui permettent de mieux comprendre, de mieux saisir les enjeux et ne pas simplement réagir selon son cœur », défend P. Hokkanen.

d) Action et communication des ONG : pas toujours irréprochables

Les travailleurs des ONG humanitaires ne font pas que critiquer la médiatisation. Ils ne manquent pas aussi d'avoir un regard qui se veut objectif sur la façon dont agissent les organisations humanitaires. Course, concurrence, compétition, mise en scène de soi, les différentes personnes interviewées utilisent un vocabulaire plutôt marketing ou d'entreprise pour désigner l'esprit de travail qui caractérise les organisations humanitaires. Elles considèrent que beaucoup d'ONG sont résolument engagées à devancer les autres sur le terrain, à figurer dans les premiers reportages et à obtenir ainsi le maximum de dons et de subventions grâce à la hausse de leur notoriété médiatique. « On veut être les premiers, on veut être sur la photo parce que ça fait rentrer de l'argent. Donc il y a une espèce de course à la victime », dénonce Mme Le Borgne du CICR. Une démarche qui n'est pas très productive car « les organisations les plus impliquées dans les stratégies de harcèlement médiatique le savent mieux que quiconque : le plus visible n'est pas toujours le plus important » (Pech, Padis, 2004 : 71). Cette façon de faire relève du voyeurisme qui est très dénoncé dans la solidarité internationale dans la mesure où beaucoup d'ONG, jeunes, confessionnelles ou autres, s'y livrent au mépris des intérêts des populations éprouvées. Ce comportement est, de l'avis général des acteurs, quelque chose qui est préjudiciable à l'action humanitaire et aux relations de confiance qui doivent exister entre les partenaires de la solidarité internationale. Surtout devant les difficultés et la complexité des situations de crise auxquelles il faut faire face.

La communication et les rapports avec les médias : le secteur de la solidarité internationale est un monde de défis majeurs. Pour y faire face, les professionnels du secteur soutiennent que l'action et la communication doivent être adaptées constamment. « Ça nécessite en permanence d'être réévaluée et d'être réfléchie », conseille F. Jomini d'ATD Quart Monde. La communication est un facteur d'organisation et même de succès des actions menées en amont comme en aval. D'où l'importance que les ONG y accordent. Mais certaines ONG se substituent aux médias et font en partie leur travail. Des humanitaires le précisent en regrettant qu'on fasse ainsi les choses. Il s'agit d'ONG importantes bien équipées, qui disposent d'une panoplie de matériels pour réaliser des interviews ou des reportages qu'ils essaient par la suite de faire diffuser par les médias. Les journalistes sentent qu'ils ont de moins en moins de travail à faire car ils reçoivent des reportages ou des interviews déjà prêts de la part des ONG qu'ils n'ont plus qu'à diffuser. Ce qui peut poser un problème car ce n'est

souvent pas diffusé, surtout quand l'information fournie ressemble à une sorte de mise en scène de soi, consiste à faire parler sur l'image et le travail de l'organisation d'une manière qui relève de la communication institutionnelle. Il y a comme une dégradation du travail journalistique d'investigation. Une démarche contre laquelle s'insurgent même des journalistes professionnels. À l'image de nombre de ses confrères, F. Sergent de *Libération* exprime sa désapprobation profonde :

> « C'est effrayant de penser qu'il y a des ONG comme *Médecins du Monde* qui sont les initiateurs de grands sujets humanitaires. Je trouve cela navrant que les ONG aient dû se substituer à la presse. Il y a vingt ans, *Médecins du Monde* utilisait les photos de Salgado produites par Paris Match. Aujourd'hui, ce sont les ONG qui initient des reportages. C'est une évolution contre laquelle nous devons lutter, même s'il faut remercier les ONG de permettre à ces reportages d'exister ».

Bien d'humanitaires affichent leur scepticisme sur l'efficacité du travail journalistique fait par des ONG. Comme le reconnaît P. Hokkanen, « si un utilisateur génère lui-même de l'information et la met à la disposition des médias, il n'y a pas de médias qui vont utiliser ça ». Il y a parfois un vrai mélange des genres. Ce qu'on regrette dans les deux secteurs. Il s'agit pour les organisations humanitaires de mettre en place un cadre de coopération et de partenariat avec les médias qui serait plus bénéfique que la démarche qui consiste à se substituer aux médias. En effet, beaucoup de ceux qui se sont exprimés sont conscients du fait que les journalistes professionnels ont la compétence et la légitimité de traiter et de diffuser l'information par le biais des médias. Pour mieux attirer ces médias, il faut selon J. Saslawsky de MDM, essayer de les mobiliser autour de certaines problématiques au cœur de l'actualité et des préoccupations nationales et/ou internationales (journée de lutte contre le sida, violence faite aux enfants, trafic des enfants, protection des droits à l'égalité des femmes, etc.). Par ce biais, estime-t-il, on peut les faire s'intéresser à d'autres sujets.

Le dernier problème que soulignent les acteurs sur le fonctionnement des organisations humanitaires, c'est le fait que certaines ONG ne soient pas tout à fait indépendantes sur le plan politique et sur le plan idéologique. « On fait de la politique quelque part », reconnaît M. Khelladi de *Secours islamique*. Or, pour l'efficacité de l'action humanitaire et la sécurité de ses acteurs, les ONG ne doivent absolument pas apparaître sur les théâtres d'opérations comme les instruments de la politique étrangère de leur pays, ou comme les opérateurs des États, même si par ailleurs elles bénéficient des subventions publiques. Afficher son

indépendance est essentiel, c'est un facteur de crédibilité et de protection que le président de MDM, Pierre Micheletti, met en relief un ouvrage[297] sur la question. Selon lui, précise-t-on sur le site de MDM, une confusion des images, liée aux interventions conjointes entre forces armées occidentales et humanitaires, entrave l'aide humanitaire. Cette confusion a été alimentée par l'intervention des forces armées qui développent des actions de type civilo-militaire comme au Rwanda, en Somalie ou au Kosovo. « Ces différents mécanismes aboutissent à une perte de l'immunité dont bénéficiaient jusqu'à présent les ONG ». En clair, l'assimilation par les populations bénéficiaires de l'aide du travail des ONG aux activités politiques des gouvernements entraîne pour les humanitaires des conséquences sur leur sécurité et même sur leur identité.

7-2-2. Synthèse des points de vue des professionnels des médias

Que pensent les professionnels des médias, journalistes et responsables de rédactions, de la façon dont la couverture médiatique des questions et des crises humanitaires est faite ? Pour y répondre avec un regard de l'intérieur, les mieux placés sont les principaux acteurs de cette médiatisation objet de nombreuses critiques et controverses. À la question de savoir comment ils expliquent le fait que certaines crises humanitaires soient oubliées alors que d'autres sont surmédiatisées et sur quelle base ils se décident à traiter un événement, les réponses sont assez claires, franches et concises. Les journalistes interrogées parlent de leur expérience de la presse écrite mais les analyses et les arguments qu'ils développent sont aussi valables pour les autres médias. Les éléments sur lesquels ils s'appuient sont en grande partie identiques à ceux évoqués par les humanitaires pour expliquer l'existence des phénomènes de crises oubliées et de crises surmédiatisées. Les hommes des médias situent la responsabilité à différents niveaux : responsabilité des médias, responsabilités des ONG et des dirigeants politiques et responsabilité du public (lecteurs, auditeurs et téléspectateurs). Ils mettent notamment l'accent sur le contexte dans lesquels ils évoluent, ainsi que sur les publics dont ils doivent tenir compte des goûts et des exigences. À propos, Michel Mathien (1992 : 161)[298] explique que les

[297] MICHELETTI Pierre, 2008, *Humanitaire : s'adapter ou renoncer*, Paris, éd. Marabout

[298] MATHIEN Michel, 1992, *Les journalistes et le système médiatique*, Paris, Hachette, coll. *HU Communication*

contraintes liées à l'environnement dans lequel évolue le journaliste « sont prépondérantes » dans la sélection et le traitement de l'information.

a) De la responsabilité des médias dans l'existence des crises oubliées

Les professionnels des médias interrogés reconnaissent unanimement leur propre responsabilité dans la couverture médiatique dénoncée des crises humanitaires qui se traduit notamment par une information spectaculaire et superficielle, par des crises surmédiatisées et par des événements humanitaires passés presque sous silence. De l'avis des uns et des autres, on s'aperçoit que les journalistes ne sont pas eux-mêmes contents de la façon dont s'effectue la couverture médiatique des grands événements internationaux, en particulier des crises humanitaires qui frappent principalement les pays du sud. Pourquoi ?

L'autocritique la plus importante est celle d'une médiatisation qui ne repose pas sur une vraie investigation journalistique. Comme P. Laurent de *L'Humanité*, ils sont nombreux à penser qu'il y a sur des crises humanitaires une médiatisation superficielle car certains médias font « seulement de l'image sans enquête approfondie ». Une critique qui vise particulièrement les médias audiovisuels. Aux yeux des professionnels, une enquête est seule susceptible de décortiquer l'événement et de l'expliquer dans ses racines et dans ses développements. « Il faut dépasser le journalisme d'indignation et d'émotion pour redonner un sens à l'actualité », proclame Jean-Paul Marthos, directeur éditorial de la revue *Enjeux internationaux*. Pourquoi les médias en sont-ils arrivés là ? Le manque de moyens financiers est une raison avancée pour justifier le choix des événements à couvrir. Faute de moyens suffisants, les rédactions sont amenées à prendre « des décisions extrêmement subjectives, sélectives », reconnaît P. Laurent. Il y a des événements qui sont couverts par les journalistes eux-mêmes, il y en a d'autres qui sont couverts partiellement ou superficiellement grâce aux dépêches d'agences et aux informations reçues des ONG sur le terrain ou d'autres sources.

Dans ce choix, intervient un critère traditionnel : celui de la proximité géographique encore appelée dans le vocabulaire journalistique la loi du « mort kilométrique » qui fait qu'on s'intéresse davantage à un incident même mineur survenu dans une commune voisine qu'à un drame qui touche des dizaines de milliers de personnes à l'autre bout de la planète. On privilégie de traiter les sujets qui sont susceptibles d'intéresser les lecteurs, les auditeurs et les

téléspectateurs. Envoyer un reporter ou une équipe sur le terrain a un coût et si l'événement n'est pas jugé suffisamment proche des populations auxquelles on s'adresse, alors il est vite écarté. Ce critère du mort-kilomètre est pour F. Sergent de *Libération* « une expression monstrueuse » que les médias doivent dépasser et aller à l'essentiel c'est-à-dire faire une couverture approfondie et équilibrée de l'information, de tous les événements y compris des crises humanitaires. Zyad Liman *d'Afrique Magasine* va dans le même sens quand il insiste sur la nécessité pour les journalistes de bien expliquer les crises et ne pas se contenter d'une couverture superficielle de l'événement. « C'est en agissant ainsi que nous pouvons faire en sorte que l'opinion publique s'intéresse à une situation ».

Le traitement superficiel et émotionnel des crises est une des causes, dit-on chez les ONG, de la difficulté à mobiliser la générosité publique. Les gens qui sont censés faire des dons ne parviennent pas à bien comprendre les situations et les enjeux qui les entourent, du fait d'une médiatisation inadéquate. C'est pourquoi J-P Marthos propose un changement radical de l'approche médiatique de ces questions qui préoccupent la communauté internationale. Pour lui, « le journalisme, s'il ne veut pas aggraver ce sentiment de fébrilité et dès lors d'insignifiance que semble nous donner l'actualité, doit renouer avec son devoir d'expliquer, de mettre en contexte, d'analyser les causes et les conséquences à long terme ».

Le *statu quo*, c'est-à-dire le fonctionnement actuel de la machine médiatique, fait que les médias sont très responsables de l'existence des crises oubliées. C'est l'avis de D. Quinio de *La Croix* et de bien d'autres qui pointent ainsi le caractère qu'ils jugent arbitraire du choix des sujets d'information. Mais dans leur réponse, certains mettent une distinction entre la responsabilité des journaux et celle des médias audiovisuels. Pour D. Quinio, ces derniers sont plus « coupables » des crises oubliées, compte tenu du fait qu'ils ont plus de moyens pour envoyer les équipes de reportage sur le terrain des différentes crises. Il précise en outre :

> « Lorsque nous nous interrogeons sur le rôle des médias, leur puissance se mesure de deux manières paradoxales : soit ils mettent en lumière un événement (parfois de façon exagérée), soit ils l'ignorent et le laissent dans l'ombre. Notre responsabilité est souvent mise en évidence sur la première partie du théorème, rarement sur la seconde. Pourtant, cette responsabilité est engagée quand nous laissons s'installer des zones grises ou noires de l'actualité ».

b) De l'instrumentalisation des médias par les humanitaires et les politiques

Si l'existence du phénomène de surexposition de certaines crises n'est pas contestée, les journalistes ne veulent pas en porter l'entière responsabilité. Pour les professionnels des médias, ce phénomène inégalitaire n'est pas seulement médiatique. Il est dû aussi à l'instrumentalisation des médias et des causes humanitaires par les ONG, les intervenants politiques et les grandes puissances internationales. Les journalistes ont le sentiment que les ONG se servent d'eux « uniquement » pour mobiliser les donateurs. Ce que regrette F. Sergent en trouvant qu'« il est anormal que le niveau des dons soit proportionnel à une forte médiatisation plutôt qu'à la gravité de la crise ». L'analyse de J-P. Marthos de la revue *Enjeux internationaux* est semblable. Il parle en effet de « pollution » pour désigner les flux d'informations et la corruption du journalisme dont il rend responsables notamment les ONG. Alors que, d'après lui, celles-ci « doivent au minimum respecter les principes fondamentaux de ce métier en fournissant une information rigoureuse sans emphase ni manipulation ».

Les ONG ne sont pas seules en cause dans cette accusation. Les grandes puissances occidentales sont aussi accusées de se servir de ces crises humanitaires pour instrumentaliser médias et organisations humanitaires à des fins géopolitiques. Ce que les professionnels des médias trouvent préjudiciable à une médiatisation correcte de ces événements. P. Laurent de *L'Humanité* est sur la même longueur d'onde et n'hésite pas à stigmatiser « une instrumentalisation politique internationale de ces crises ».

c) De la faute au public : lecteurs et téléspectateurs responsables aussi des crises oubliées

« Nous sommes portés à traiter une actualité dont le public est demandeur ». Cette affirmation du responsable de *L'Humanité* pointe un doigt accusateur sur le grand public dans la faible attention médiatique sur certains événements. De nombreux journalistes considèrent que le public a une part de responsabilité dans le choix des sujets d'actualité par les médias. Et, conséquemment, une responsabilité dans l'existence des crises oubliées. Les professionnels des médias affirment offrir au public les sujets d'actualité dont il raffole. En clair, les lecteurs commandent, eux qui préfèreraient Angelina Joly à un reportage sur le Darfour. « C'est aussi au lecteur de jouer. Quand Libé met Michaël Jackson en couverture, nous vendons plus que

lorsque nous choisissons la Somalie. À qui la faute ? A nous qui expliquons mal la crise ou au lecteur ? », s'interroge le chef de la rédaction de *Libération*, F. Sergent. Les responsables des médias plaident néanmoins pour un militantisme des rédactions.

Un autre fait que les journalistes évoquent pour justifier de la priorité à accorder à un événement, c'est le devoir pour la presse de faire un peu plus que la télévision en traitant en profondeur des sujets d'actualité que le lecteur a déjà vus à la télé et dont il souhaite lire l'approfondissement dans la presse. Une attente qui influence le choix et la hiérarchisation des sujets à traiter. L'alignement des titres de la presse sur ceux des journaux télévisés depuis plus de deux décennies est un phénomène que R. Brauman (1996 : 33) souligne en l'expliquant par le fait que les journaux télévisés sont « la locomotive de l'information ».

Sur le choix des sujets de proximité susceptibles d'intéresser le public, on peut rappeler que les médias sont des entreprises commerciales qui doivent se développer et réaliser des performances économiques. Ils sont soucieux de se vendre, de distribuer le maximum d'exemplaires, de réunir la plus grande audience possible. Car c'est cette audience, en termes de nombre d'auditeurs, de téléspectateurs et de lecteurs, qui détermine l'importance des recettes publicitaires dont vivent essentiellement les médias. « C'est la réalité des choses », précise F. Sergent. Ce n'est donc pas pour rien si les médias privilégient les sujets qui intéressent plus leurs publics cibles ou supposés tels. Cependant, Jean-François Leroy, directeur général du festival *Visa pour l'Image*, n'est pas tout à fait de cet avis. Il déplore un désintérêt des médias, notamment de la presse quotidienne et de la presse magazine d'information, des sujets de crises au motif que ça n'intéresse pas le public. Ce qui lui paraît peu vraisemblable en donnant pour argument le nombre croissant de visiteurs au festival de Perpignan où sont exposées des photos de conflits et de crises humanitaires dont « les 80 % n'ont pas été publiées dans la presse ». Pour lui, les médias servent au public ce qu'eux veulent car en aucun cas le public ne serait insensible aux images et aux reportages sur les crises humanitaires lointaines. Il en donne pour preuve l'affluence continue des visiteurs aux festivals et autres expositions essentiellement consacrés aux images des conflits et des crises humanitaires. « Il n'y a plus de journalistes. Aujourd'hui, on veut séduire des annonceurs, des financiers, des publicitaires, des lecteurs », s'indigne J-F. Leroy. Il dénonce ainsi la logique financière et commerciale qui l'emporte à ses yeux sur la nécessité d'une information plurielle, hiérarchisée et approfondie. Cette argumentation rejoint un peu l'idée de l'auteur du *Filtre médiatique, paroles de journalistes*. En effet, en se demandant comment les journalistes

sélectionnent les sujets d'information, H. de Maleissye (2006 : 9)note qu'« officiellement, il faut être conforme aux désirs des lecteurs, auditeurs et téléspectateurs. Officieusement ce procédé est insuffisant ».

La position de F. Heinderyckx semble conforter davantage l'opinion du directeur du festival *Visa pour l'Image*. Dans un ouvrage[299] critique sur le traitement de l'information par les médias, ce professeur de sociologie des médias et de communication politique dénonce « l'alibi de la demande » qu'avancent les journalistes pour justifier la sélection des informations. Pour lui, le fait que certaines informations soient reléguées aux oubliettes ou qu'elles soient insuffisamment traitées relève essentiellement de la responsabilité des médias. Il considère en effet que :

> « Les attentes présumées du public constitueraient donc la clé processus de sélection. L'idée selon laquelle les médias seraient au service de leur public n'inspire, de prime abord, aucune inquiétude. Quoi de plus normal ? Pourtant, les implications de ce présupposé sont pour le moins troublantes : la sélection n'aspire plus tant à déterminer les informations importantes, significatives, pertinentes pour un public considéré mais bien à extraire les nouvelles qui répondent à ses attentes, à ses désirs, à sa demande. Le changement de perspective est radical : la sélection des nouvelles par les médias ne viserait pas à déterminer ce que les gens *doivent* savoir, mais bien ce qu'ils *veulent* savoir ou, pire encore, ce qui correspond à l'image que se font les journalistes de ce que leur public veut savoir ! » (Heinderyckx, 2003 : 50).

Gabriel Thoveron va dans le même sens quand il considère que « le libre marché des faits prétend faire du lecteur le juge des événements ». Dans une réflexion sur l'objectivité des journalistes, il précise qu'« un nouveau mythe se met en place : il ne s'agit plus de dire au lecteur ce qu'il doit penser mais de lui donner des éléments propres à lui permettre de penser et de se faire tout seul une opinion » (Thoveron, 2006 : 44, 46)[300].

---

[299] HEINDERYCKX François, *La Malinformation. Plaidoyer pour une refondation de l'information*, 2003, Bruxelles, Éditions Labor

[300] THOVERON Gabriel, 2006, *Où va la presse écrite. Le troisième âge du quatrième pouvoir*, Loverval, Éditions Labor, coll. *Quartier libre*

d) De la réalité des choses

La réalité des choses concerne un certain nombre d'éléments qu'évoquent les professionnels, qui ne sont *a priori* imputables à personne mais qui affectent la médiatisation des crises humanitaires : les problèmes de sécurité pour les journalistes, les difficultés d'accès (état des routes, autorisations…). Mais plus encore, c'est la question des crises dites durables qui finissent par être reléguées aux oubliettes pour diverses raisons : banalité, lassitude, insécurité, etc. F. Sergent de *Libération* explique la difficulté de la couverture médiatique de ces crises. « Si la question est simple pour une situation d'extrême urgence (tremblement de terre, par exemple), affirme-t-il, elle devient compliquée pour une crise de longue durée, sans début ni fin (famine) ». Cette idée confirme l'opinion exprimée par des travailleurs des ONG humanitaires qui précisent qu'il est plus difficile de travailler sur les crises de longue durée et que celles-ci reçoivent moins d'argent que les crises d'urgence, notamment à cause de ce manque de visibilité médiatique et de la lassitude qui en résulte.

En conclusion, on peut retenir des propos des uns et des autres que la responsabilité des médias c'est d'être là, pour dire, pour montrer, pour expliquer. Pour F. sergent, il est important que la médiatisation et l'action des ONG ne favorisent pas simplement l'assistanat et l'aide. Car, précise-t-il, même s'« il y a une situation d'urgence […], déverser des paquets de nourriture gratuitement ne répond pas forcément à la situation ». Il faut davantage se consacrer aux racines des problèmes et les régler pour arriver à une situation de normalité durable. Là-dessus, les professionnels des médias font une sorte de *mea culpa*, en estimant n'avoir pas assumé tout leur devoir. Dominique Quinio de *La Croix* le reconnaît : « il y a des situations graves qui nous ont échappé ou sur lesquelles nous avons réagi trop tard. Nous aurions dû être là, pour dire, pour montrer, pour expliquer. C'est notre responsabilité de média ». C'est pourquoi, bien que les lecteurs influencent eux aussi le contenu des médias par leurs préférences, le journaliste Zyad Liman d'*Afrique Magasine* plaide pour plus d'engagement de la part des rédactions sur des sujets qui sont censés être peu intéressants. Aussi, les responsables des médias déplorent-ils le fait qu'ils ne s'intéressent prioritairement qu'au pire mais n'évoquent jamais dans une situation de crise humanitaire ce qui avance positivement.

Des différents avis, on retiendra que les professionnels souhaitent que les médias aient conscience de la nécessité de traiter toutes les crises humanitaires et surtout d'aller au-delà

des principes traditionnels de choix des sujets d'information. Aussi, trouvent-ils indispensable que cette médiatisation soit moins spectaculaire et émotionnelle, mais davantage fondée sur un journalisme d'investigation susceptible d'apporter un éclairage sur la situation et d'en faciliter la compréhension pour le public et les décideurs. Car une médiatisation qui privilégie le sensationnel entraîne « le risque de négliger le problème fondamental moins spectaculaire et d'occulter la face positive des choses »[301].

Les propos des journalistes et des humanitaires confirment complètement les éléments que nous avons identifiés à travers l'analyse des articles de presse et qui expliquent comment se met en place une couverture médiatique autour d'une crise humanitaire ou d'un événement donné.

[301] Code de conduite « Images et Messages » ayant trait au Tiers Monde, site Communication sans frontière

Conclusion de la troisième partie

Dans la médiatisation des événements, un certain nombre de facteurs déterminent la nature et le degré de mobilisation des médias. Dans le monde actuel, caractérisé par la globalisation des échanges et par un essor constant des technologies de l'information et de la communication, plus un événement comporte des enjeux économiques et politiques, plus sa couverture par les médias est grande. Ce qui justifie principalement les écarts de manifestation d'intérêt médiatique constatés entre les événements. De plus, les logiques journalistiques font que le traitement de chaque événement peut varier d'un média à l'autre. En effet, dans leur traitement des faits et événements, les médias affichent leurs spécificités en termes d'approche, de genre et d'organisation technique. « Trois impératifs contraignent immanquablement le rédacteur : l'actualité, l'intérêt du lecteur et la ligne éditoriale du journal » (Martin-Lagardette, 2003 : 21). Ce qui explique les différences plus ou moins importantes entre les médias dans le traitement d'un même événement. Ces différences sont surtout importantes quand il s'agit d'événements moyennement ou faiblement médiatisés. Dans ces cas, apparaissent clairement des écarts dans la couverture médiatique, quand on compare l'intensité et la durée des différents traitements assurés par les médias. Le Niger est de ce point de vue un cas exemplaire. Le traitement de cette crise dans les journaux français s'est en effet caractérisé par des disparités importantes, en nombre d'articles, en mise en page et dans l'utilisation des genres journalistiques.

Sur la base des critères de sélection de l'information dans le monde occidental, développés notamment par A. Char (1999) et H. de Maleissye (2006), le tsunami et Katrina sont les deux événements qui ont présenté à maints égards un grand intérêt médiatique. Un intérêt renforcé par le fait que les publics cibles des médias se sentent plus proches des victimes de ces deux crises humanitaires, avec des liens souvent très forts, pour des raisons historiques, économiques et/ou touristiques. Ceci constitue un facteur important de mobilisation de la solidarité. L'identification avec les victimes du tsunami et de Katrina était facile, à la grande différence du Pakistan et du Niger. Dans ces deux dernières crises, il a manqué une convergence des intérêts des pays riches, des pays pauvres et des médias. Convergence pourtant nécessaire pour toute couverture médiatique d'un événement de cette nature.

L'écart avec les deux crises surmédiatisées s'est traduit aussi à l'occasion de la médiatisation du premier anniversaire de chaque événement. Pour le tsunami et Katrina, c'était une semaine

de couverture pour rappeler le bilan de la reconstruction et du retour à la normale, avec de nombreux articles de reportages, d'analyses et d'interviews dans la plupart des journaux. Par contre, le premier anniversaire du séisme du Cachemire et celui marquant le paroxysme de la famine au Niger sont passés quasiment inaperçus. À peine trois articles sur le Niger (deux dans *Libération* et un dans *Les Échos*) et quatre sur le Pakistan (deux dans *Le Figaro* et deux autres dans *Libération*). Ces différences de traitement sont une des causes principales du débat autour de la problématique des crises dites oubliées. La médiatisation étant considérée comme le principal facteur de mobilisation de l'attention et de la générosité de la communauté internationale en faveur des victimes des crises humanitaires.

Conclusion générale

La question de l'humanitaire est devenue un sujet de grande importance à travers le monde depuis quelques décennies. Une situation de visibilité due à la multiplication des conflits armés depuis le début du XXème siècle et des catastrophes naturelles (inondations, séismes, épidémies, cyclones...) qui conduisent sans cesse à des situations dramatiques pour les êtres humains. Une situation due aussi à l'importance de la médiatisation et à l'essor de la communication des associations qui se consacrent à cette cause. Les crises humanitaires qui surviennent fréquemment dans diverses régions du monde font partie des événements qui entraînent une médiatisation plus ou moins importante. D'une part, les médias, par les images, les témoignages, la rhétorique et la mise en scène, et, d'autre part, les campagnes d'information et de communication des ONG ont contribué à donner à l'humanitaire une place dans les préoccupations essentielles de la communauté internationale.

Si la médiatisation permet d'attirer l'attention de la communauté internationale, toutes les crises ne bénéficient pas du même degré de couverture médiatique et de mobilisation de l'aide. D'où de nombreuses critiques et divergences sur la médiatisation. Un débat animé autour de la question des crises dites oubliées et des crises surmédiatisées. Une crise est qualifiée d'oubliée lorsqu'elle est l'objet d'un faible niveau de couverture médiatique et qu'elle ne bénéficie pas de l'aide nécessaire. Ce qui est en cause généralement, c'est la nature, la qualité et l'importance de la couverture médiatique.

L'analyse de la médiatisation des différentes crises humanitaires, l'exploration d'une documentation abondante et variée sur le sujet et les entretiens réalisés avec quelques professionnels ont permis de confronter les hypothèses émises aux faits et d'arriver à quelques résultats. La prise en compte d'un ensemble de paramètres dans l'étude de la médiatisation nous a conduit à dépasser une première évidence, une analyse sommaire : celle qui consiste à considérer que les médias occidentaux se mobilisent essentiellement autour d'événements qui concernent les ressortissants ou les intérêts de leurs pays. Bien d'autres éléments, en aval et en amont de la production de l'événement, influencent la médiatisation de celui-ci et la façon dont les publics et les donateurs y réagissent.

Notre hypothèse de départ était la suivante : « la médiatisation des questions humanitaires fait l'objet de nombreuses critiques et divergences parce que le discours médiatique ne reflète pas

toute la diversité et la réalité de ces questions humanitaires ». Cette hypothèse ne se confirme que partiellement, dans la mesure où, à la lumière des analyses faites, le reproche fait à la médiatisation résulte surtout du fait qu'autour d'une crise, la communauté internationale ne se montre pas généreuse. La crise est alors qualifiée d'oubliée et les médias en sont rendus responsables. La médiatisation étant considérée comme le moteur du déploiement de la solidarité. En général, plus une crise est au cœur de l'actualité, mieux se passe la récolte des fonds publics et privés. Mais cette médiatisation ne suffit pas toujours car il y a d'autres facteurs qui entrent en jeu. Le contexte sociopolitique, l'environnement régional et la conjoncture internationale peuvent avoir une influence significative sur les événements qui surviennent dans le monde et déterminer le niveau d'intéressement des médias et le degré de mobilisation la solidarité internationale.

Si l'on a affaire à deux crises sous médiatisées et à deux autres surmédiatisées, chacune d'elles présente des spécificités dans sa nature physique et dans son contexte de production et, incidemment, dans sa couverture médiatique. Les crises résultant du tsunami et de Katrina revêtaient les attributs de grands événements médiatiques : phénomènes naturels impressionnants, avec des caractéristiques physiques exceptionnelles, des conséquences économiques et géopolitiques énormes sur les plans national et international. Ce qui en faisait des événements médiatiques de premier plan qui se sont produits dans des contextes très particuliers, favorisant une mobilisation immédiate et massive des médias. Sur ces deux événements majeurs, les médias, les humanitaires et même les particuliers, ont été actifs dans la diffusion de l'information et des images, avec l'apport des technologies de l'information et de la communication.

Phénomène naturel gigantesque, le tsunami s'est produit en fin décembre, pendant les fêtes de fin d'année, moment où les gens se montrent plus sensibles aux autres, à leurs souffrances, à leur solitude. De plus, la région sinistrée comporte un certain nombre de zones touristiques et économiques où de nombreux Occidentaux séjournent pour des vacances ou pour des raisons professionnelles. Une réalité qui se traduit par des liens forts de proximité, d'affection et de sympathie avec la région et ses populations. Dans ces conditions, une tragédie qui frappe cette partie du monde suscite quasi systématiquement de l'émotion en Occident et conduit à l'expression de diverses formes de solidarité. En effet, « la relation à la souffrance d'un tiers est immédiatement spécifiée en fonction de la nature des liens préexistants qui connectent le malheureux à celui qui prend connaissance de son malheur » (Boltanski, 1993 : 26).

L'ouragan Katrina a créé une situation inédite : une crise humanitaire au cœur de la superpuissance américaine. Des images du Tiers-Monde tournées aux États-Unis, et ce dans un contexte géopolitique marqué par l'après-11 septembre, par la contestation de la politique étrangère de l'administration Bush et l'enlisement de l'armée en Irak. Cette nouvelle crise apparaissait comme une épreuve supplémentaire qui sape le sentiment d'invulnérabilité et de fierté qui a toujours caractérisé l'Amérique. Elle provoquera alors une vive polémique sur la responsabilité des autorités accusées de « négligence » et ramènera au cœur du débat les inégalités raciales et sociales qui perdurent aux États-Unis et contrastent avec « le rêve américain », fournissant ainsi aux médias autant d'ingrédients pour alimenter une couverture intensément longue.

Les crises humanitaires au Pakistan et au Niger en 2005, beaucoup moins médiatisées, n'ont bénéficié que d'une assistance internationale jugée tout aussi faible. Contrairement au tsunami et à Katrina, ces deux crises dans les pays en développement n'ont pas donné lieu à un grand déferlement d'images, ni à une diversité d'angles de traitement journalistique permettant d'intensifier leur médiatisation. Il s'agissait pourtant de crises humanitaires de grande ampleur mais sans conséquences économiques et politiques internationales majeures, sans une mise en jeu directe des intérêts occidentaux. La couverture médiatique a été moins importante au Pakistan et nettement plus faible au Niger. Les deux tragédies sont ainsi qualifiées de « crises oubliées ».

Malgré un nombre non négligeable d'articles et de reportages, la médiatisation du séisme au Cachemire et de ses conséquences a été jugée faible à cause principalement du fait que la solidarité manifestée aux victimes est restée très nettement en deçà des besoins exprimés. Le contexte géopolitique régional, marqué par le terrorisme, le fondamentalisme religieux, la prolifération nucléaire, le conflit indo-pakistanais, etc., a fortement imprégné la couverture médiatique de cette crise. Pour nombre de spécialistes de questions humanitaires, cet arrière-fond négatif et même effrayant dans l'imaginaire occidental a pu causer le manque de réaction spontanée des publics mais aussi des donateurs étatiques et institutionnels. La nature des liens préexistants entre les communautés, les peuples ou les États étant généralement déterminante dans l'expression d'un sentiment de pitié envers l'autre. M.-C. Blais, parle à propos de « sympathie naturelle et instinctive » (Blais, 2007 : 53). Dans ce sens, la médiatisation joue un rôle capital.

Les crises humanitaires sont des événements qui se produisent géographiquement très loin des donateurs (gouvernements et publics occidentaux essentiellement). Il faut suffisamment communiquer, informer et convaincre, quand ceux qui doivent donner ne sont pas directement concernés. « L'émotion, c'est bien connu, est le moteur du don »[302]. Ce sont principalement les médias qui permettent aux publics de se rendre compte de l'existence d'un phénomène, d'en prendre conscience et de s'y intéresser éventuellement. Selon une professionnelle des organisations humanitaires, S. Maurin, « le rôle des médias dans la construction de la réponse internationale à une crise donnée est devenu majeur, parce qu'ils contribuent à en façonner la perception auprès de l'opinion »[303]. Les médias construisent à leur façon la représentation de l'événement et participent ainsi de la formation de l'opinion publique : le traitement journalistique de l'événement en fonction des contextes et des enjeux peut conditionner ou non sa réception et sa compréhension par le public.

Des quatre crises humanitaires, c'est la famine au Niger qui a été la moins médiatisée. Dans ce cas, on a affaire à un exemple concret de crise oubliée. La réaction des médias et des grands donateurs n'ayant été que très tardive. « L'indifférence » dénoncée de la communauté internationale, en particulier des médias, repose sur le fait que le monde ne s'est mobilisé pour faire face aux conséquences de la famine que lorsque celle-ci a atteint son paroxysme, avec des enfants décharnés et agonisants faute de soins et de nourriture. Ceci expliquerait le ton particulièrement émotionnel et culpabilisateur de la presse pour faire pression sur les donateurs. La médiatisation s'est faite essentiellement dans un emballement en juillet et août 2005, au plus fort de la crise.

La faible visibilité médiatique de cette crise résulte d'un manque d'intérêt des médias pour les sujets qui touchent à un pays qui n'est pas régulièrement sous les projecteurs de l'actualité. Pour nombre de professionnels des médias, c'est parce que le Niger ne représente pas un grand intérêt pour leurs publics cibles. Pas plus que d'autres pays du continent africain. « *L'Afrique on n'en a rien à foutre, en plus si c'est l'Afrique anglophone on n'en a encore plus rien à foutre. On présume que le public n'en a rien à foutre* » (de Maleissye, 2006 : 85). Ces propos qui émanent d'un rédacteur en chef d'*Europe 1* traduisent un état d'esprit assez répandus au sein des médias. Mais ces arguments sur le manque de sujets intéressants pour

[302] BEGIN Julie, « Indépendantes les ONG ? », article publié sur www.communicationsansfrontières.net

[303] MAURIN Samantha, « Les médias sont-ils l'instrument d'une réponse internationale disproportionnée ? » article publié sur www.grotius.fr

étendre la couverture médiatique de la famine au Niger ne résistent pas longtemps à l'analyse. Car, la crise, résultant d'une famine, relançait la question de l'efficacité de l'aide au développement de l'Afrique, de la mauvaise gouvernance et de la corruption qui minent les États africains, ainsi que des changements climatiques qui affectent les saisons agricoles. En conséquence, cette médiatisation aurait pu être plus riche et plus importante si un certain nombre de sujets connexes avaient été explorés et traités de manière adéquate. Le retard ou l'hésitation des donateurs à réagir pourrait s'expliquer par cette faible médiatisation mais aussi par le désaccord profond entre les organisations humanitaires et les autorités nigériennes sur la réalité des faits. Les premières alertant avec insistance sur une situation humanitaire catastrophique engendrée par une famine, les secondes niant systématiquement un tel état de fait et minimisant l'ampleur de la tragédie.

L'analyse de la médiatisation des différentes crises a permis de mettre en exergue trois faits essentiels. Premièrement, une crise oubliée n'est pas forcément une crise sans visibilité médiatique, même si la médiatisation est essentielle. L'exemple du Pakistan est illustratif. Le séisme du Cachemire semble avoir été une crise davantage moins assistée par la solidarité internationale qu'oubliée par les médias.

Deuxièmement, l'analyse confirme qu'on a affaire à une vision parcellaire de la réalité, en ce sens que c'est l'aspect négatif des événements qui est mis en relief dans la médiatisation. Une sorte de généralisation à tout un pays d'une tragédie souvent localisée dans une zone géographique limitée. De plus, il n'est pas fait état des capacités locales de relance. L'aide humanitaire apparaît dans le discours médiatique comme la solution ou le remède nécessaire. À l'exception de Katrina, la médiatisation des trois autres crises a été orientée dans ce sens.

Troisièmement, l'implication des ressortissants et/ou des intérêts occidentaux est un facteur très important de médiatisation des crises humanitaires mais ne constitue pas la condition *sine qua non* dans tous les cas. L'exemple de la Birmanie, avec la crise humanitaire consécutive au très meurtrier cyclone Nargis de 2008, illustre ce point de vue. Cette crise, dans ce pays géographiquement loin de l'Europe et de l'Amérique du Nord, n'a eu quasiment aucun impact sur les intérêts occidentaux. Pourtant, l'événement a fait l'objet d'une médiatisation intense à cause d'autres facteurs liés surtout à la nature de la catastrophe et à la spécificité politique de la Birmanie dirigée par une dictature militaire.

La couverture médiatique d'un événement dépend de plusieurs facteurs dont la combinaison détermine son niveau et sa nature : facteurs qui tiennent à l'événement en tant que tel et à son contexte, facteurs liés aux comportements des acteurs, et enfin facteurs liés aux logiques journalistiques. En conséquence, il n'est pas évident de définir des facteurs qui participent systématiquement de la mobilisation des médias et de la solidarité, chaque crise étant un événement singulier. Les facteurs de médiatisation et de solidarité n'ont pas toujours la même importance ou le même impact selon les crises. Néanmoins, on peut retenir que les quelques facteurs suivants expliquent la surmédiatisation ou la sous-médiatisation des crises humanitaires : l'implication de ressortissants et/ou d'intérêts occidentaux ; la nature des enjeux politiques, économiques, géopolitiques et moraux ; les contextes et les spécificités de l'événement ; la disponibilité des images ; la sécurité des journalistes et des humanitaires sur le terrain. Par ailleurs, pour que les cœurs se montrent généreux, pour que la solidarité internationale se manifeste, certaines conditions doivent être remplies. Entre autres : une couverture médiatique suffisante, des stratégies de communication pertinentes de la part des acteurs, des liens préexistants solides entre donateurs et populations destinataires de l'aide ; une cohérence soutenue dans la désignation et l'appréciation des faits.

La médiatisation, bien que facteur essentiel de mobilisation de la solidarité, ne l'entraîne pas systématiquement. D'autres facteurs majeurs, notamment sur les plans politique et économique, y participent et s'avèrent souvent déterminants. Ces facteurs divers et nombreux, souvent imperceptibles, autour de chaque événement fondent l'originalité d'un travail de recherche quand il s'agit par exemple d'étudier la médiatisation des crises humanitaires. Les recherches sur cette question complexe gagneraient en authenticité et en pertinence en s'attachant davantage à analyser le poids et la nature de ces facteurs sur la couverture médiatique et les campagnes de communication.

Bibliographie

➢ Ouvrages sur la méthodologie, les théories

- BARDIN Laurence, 2001, *L'analyse de contenu*, Paris, 10ème éd. PUF
- BERELSON BERNARD R., 1952, *Content Analysis in Communication Research*, New York Free Press
- BIRNBAUM Pierre et LECA J. (dirs.), 1991, *Sur l'individualisme*, Paris, nouvelle édition Presse FNSP, coll. *Références*
- BLUNDO Giorgio et DE SARDAN Jean-Pierre Olivier (dirs.), 2003, *Pratiques de la description*, Paris, EHESS
- BOUGNOUX Daniel, 1993, Textes essentiels. *Sciences de l'information et de la communication*, Paris, Larousse
- BOUGNOUX Daniel, 2001, *Introduction aux sciences de la communication*, La Découverte, coll. Repères
- CEFAÏ Daniel, 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S, coll. *Recherches*
- DE BONVILLE Jean, 2000, *L'analyse de contenu des médias*, Bruxelles, De Boeck Université
- DEL BAYLE Jean-Louis Loubet, 2000, *Initiation aux méthodes des sciences sociales*, Paris, L'Harmattan
- DOISE Willem, 1982, *L'explication en psychologie sociale*, Paris, PUF
- DORTIER Jean-François (dir.), 2004, *Le dictionnaire des sciences humaines*, Auxerre, Sciences humaines Éditions
- FOULQUIE Paul, 1978, *Vocabulaire des sciences sociales*, Paris, PUF
- FRANK Robert (dir.), 1994, *Faut-il chercher aux causes une raison ? L'explication causale dans les sciences humaines*, Paris, Vrin
- GAUTHIER Benoît (dir.), 1997, *Recherche sociale*, Québec, PUQ

- GHIGLIONE Radolphe, BEAUVOIS Jean-Léon, CHABROL Claude, TROGNON Alain, 1980, *Manuel d'analyse de contenu*, Paris, éd. Armand Colin
- GRAWITZ Madeleine, 1993, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, 9ème éd., Dalloz
- GRAWITZ Madeleine, 2001, *Méthodes des Sciences sociales*, Paris, 11ème éd., Dalloz
- HEMPEL Carl Gustave, 1965, *Aspects of Scientific Explanation*, New York, The Free Press
- JONES Roussel A., 2000, *Méthodes de recherche en sciences humaines*, Paris, Bruxelles, De Boeck Université
- KAUFMANN Jean-Claude, 2007, *L'entretien compréhensif*, Paris, 2ème éd., Armand Colin, coll. *128*
- KRIPPENDORF Klaus, 1980, *Content analysis: An introduction to its methodology*, California, éd. Sage Publications
- LAMIZET Bernard, 2006, *Sémiotique de l'événement*, Paris, Lavoisier, coll. *Formes et Sens*
- LAZAR Judith, 1991, *Sociologie de la communication de masse*, Paris, Armand Colin
- MARC Edmond, PICARD Dominique, 1989, *L'interaction sociale*, Paris, PUF, coll. *Le psychologue*
- MATALON Benjamin, 1988, *DECRIRE, EXPLIQUER, PREVOIR. Démarches expérimentales et terrain*, Paris, Armand Colin
- MATTELART Armand et Michèle, 1995, 2002, *Histoire des théories de la communication*, Paris, La Découverte et Syros
- MEUNIER Jean-Pierre Et PERAYA Daniel, 2004, *Introduction aux théories de la communication*, Bruxelles, De Boeck Université
- MUCCHIELLI Alex (dir.), 2004, *La place du constructivisme pour l'étude des communications*. Actes du colloque de Béziers en avril 2003, éd. Publications Montpellier 3
- MUCCHIELLI Alex, 2003, *Les sciences de l'information et de la communication*,

Paris, Hachette

- OLIVESI Stéphane (dir.), 2006, *Sciences de l'information et de la communication : objets, savoirs, discipline*, Grenoble, PUG, coll. *La communication en plus*.
- PERRIAULT Jacques, 2003, *Éducation et Nouvelles Technologies, Théorie et pratiques*, Paris, Nathan, coll. *éducation 128*
- QUIVY Raymond et VAN CAMPENHOUDT Luc, 1995, *Manuel de recherches en sciences sociales*, Paris, Dunod

➢ Ouvrages sur l'humanitaire, le social, les associations et organisations, la politique, l'histoire et les relations internationales...

- BELANGER Michel, 2002, *Droit international humanitaire*, Paris, Gualiano éditeur
- BERTHELOT Jean-Michel, 1990, *L'intelligence du social*, Paris, PUF
- BETTATI Mario, 1996, *Le droit d'ingérence : mutation de l'ordre international*, Paris, éd. Odile Jacob
- BINET Laurence et LIVIO Caroline, 1997, *L'action humanitaire à l'étranger*, Paris, Rebondir, coll. *Métiers de l'humanitaire et du social*
- BLAIS Marie-Claude, 2007, *La solidarité. Histoire d'une idée*, Gallimard, coll. *Bibliothèque des idées*
- BOLTANSKI Luc, 1993, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, éd. Métailié, coll. *Leçons de choses*
- BOLTANSKI Luc et THEVENOT Laurent, 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard
- BONNET Francis, DEGRYSE Olivier, *Le Management associatif*, 1997, Bruxelles, De Boeck
- BRAUMAN Rony, 1995, *L'action humanitaire*, Paris, Flammarion, coll. *Dominos*
- BRAUMAN Rony, 2000, *L'action humanitaire*, Paris, Flammarion, coll. *Dominos*
- BRAUMAN Rony, BACKMANN René, 1996, *Les médias et l'humanitaire. Éthique*

de l'information ou charité-spectacle, éd. CFPJ, coll. *Médias et société*

- CABIN Philippe., (coord.), 1999, *Les organisations. État des savoirs*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions
- CARROUE Laurent, COLLET Didier, RUIZ Claude, 2006, *La mondialisation*, Paris, éd. Bréal, coll. *CAPES-Agrégation*
- CHOUAÏBOU MFENJOU Modeste, 2002, *L'Afrique à l'épreuve du développement durable*, Paris, L'Harmattan, coll. *Administration et aménagement du territoire*
- CONDAMINES Charles, 1989, *L'aide humanitaire entre la politique et les affaires*, Paris, L'Harmattan
- COORDINATION-SUD (dir.), 2004, *Les ONG dans la tempête mondiale. Nouveaux débats, nouveaux chantiers pour un monde solidaire*, Paris, éd. Charles Léopold Mayer
- CORTEN Olivier et KLEIN Pierre, 1992, *Droit d'ingérence ou obligation de réaction? : Les possibilités d'action visant à assurer le respect des droits de la personne face au principe de non-intervention*, Bruxelles, Bruylant
- DACHEUX Eric, 1998, *Association et communication. Critique du marketing*, Paris, CNRS éditions
- DAMON Jacqueline, IGUE John O. (dir.), 2004, *L'Afrique de l'Ouest dans la compétition mondiale. Quels atouts possibles* ?, Paris, éd. Karthala
- DAUVIN Pascal, SIMEANT Johanna, 2002, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses des Sciences Po
- DE SENARCLENS Pierre, 1999, *L'humanitaire en catastrophe*, Presses des Sciences Po
- DOUCIN Michel, 2007, *Les ONG : le contre-pouvoir ?* Paris, toogezer
- DUMONT René, 1986, *Pour l'Afrique, j'accuse*, Paris, Plon, coll. Terre humaine/Poche
- GOFFMAN Erving, 1974, *Les rites de l'interaction*, Paris, Les Editions de Minuit, coll. *Le sens commun*.
- GRUNEWALD François (dir.), 2005, *Bénéficiaires ou partenaires, quels rôles pour les populations dans l'action humanitaire*, Paris, Karthala.

- GUILLAUME Pierre (dir.), 2003, *Actes du Colloque de Bordeaux. Les Solidarités. Du terroir à l'État,* éd. MSHA
- KENT Randolph, 1987, *Anatomy of disaster relief*, Londres, Pinter
- KOUCHNER Bernard, 1991, *Le malheur des autres*, Paris, éd. Odile Jacob
- LAROCHE Josepha, 2000, *Politique internationale*, Paris, 2ème éd. LGDJ
- LAVOINE Yves, 2002, *L'humanitaire et les médias*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, coll. *Passerelles*
- LEGROS Pierre, LIBERT Marianne, 2000, *L'EXIGENCE HUMANITAIRE Le devoir d'ingérence*, Paris, Les presses du management
- MARCH Simon, 1999, *Les organisations. Problèmes psychosociologiques*, Paris, Dunod, coll. *Organisations et Sciences humaines*
- MERLE Marcel, 1982, *Sociologie des relations internationales*, Paris, 3ème éd. Dalloz
- MICHELETTI Pierre, 2008, *Humanitaire : s'adapter ou renoncer*, Paris, éd. Marabout
- LANEYRIE- DAGEN Nadeije, 1997, *Les Grandes batailles*, Paris, éd. Larousse, coll. *La Mémoire De L'humanité*
- PECH Thierry et PADIS Marc-Olivier, 2004, *Les multinationales du cœur. Les ONG, la politique et le marché*, Paris, Seuil, coll. *La République des idées*
- POULIGNY Béatrice, 2000, « L'humanitaire non gouvernemental face à la guerre : Évolutions et enjeux », dans Actes du colloque international « *La guerre entre le local et le global : Sociétés, États, Systèmes* », CERI, Paris
- ROBERTS Adam, 1996, *Humanitarian action in war*, Oxford, Oxford University Press
- ROSENAU James N., 2003, *Distant Proximities. Dynamics beyond Globalization*, Princeton, Princeton University Press
- ROUILLÉ D'ORFEUIL Henri, 2006, *La diplomatie non gouvernementale. Les ONG peuvent-elles changer le monde ?*, Paris, éd. Charles Léopold Mayer, coll. *Enjeux Planète*
- RUFIN Jean Christophe, 1994, *L'aventure humanitaire*, Paris, Gallimard.

- RYFMAN Philippe, 1999, *La question humanitaire. Histoires, problématiques, acteurs et enjeux de l'aide humanitaire internationale*, Paris, éd. Ellipses, coll. *Grands Enjeux*
- RYFMAN Philippe, 2004, *Les ONG*, Paris, La découverte, Coll. *Repères*
- SCHROEDER Romain, VARGA Christian, VAN DOK Geert, 2005, *Les défis humanitaires*, Luxembourg, éd. Caritas/Lucerne,
- SIMEANT Johanna, DAUVIN Pascal (dir.), 2004, *ONG et Humanitaire*, Paris, L'Harmattan, coll. *Logiques politiques*
- SOMMIER Isabelle, 2001, *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion
- SONTAG Suzan, 2003, *Devant la douleur des autres*, Paris, Christian Bourgois éditeur
- STÉBÉ Jean-Marc, 2008, *Risques et enjeux de l'interaction sociale*, Paris, Lavoisier, coll. *SRD sciences du risque et du danger*
- WOOD Adrian, APTHORPE Raymond, BORTON John, 2002, *évaluer l'action humanitaire : points de vue de praticiens*, Paris, Karthala, coll. *Pratiques humanitaires*
- ZORGBIBE Charles, 1994, *Le droit d'ingérence*, Paris, PUF

➢ Ouvrages sur les médias, la communication, le journalisme, les technologies de l'information et de la communication

- AGNES Yves, 2008, *Manuel de journalisme*, Paris, La Découverte, coll. *Grands repères*
- ARQUEMBOURG Jocelyne, LOCHARD Guy, MERCIER Arnaud (dirs.), 2006, *Événements mondiaux. Regards nationaux*, Hermès nº 46, CNRS éditions, collection *Cognition, communication, politique*
- BARBIER Frédéric et BERTHO-LAVENIR Catherine, 2003, *Histoire des médias, de Didérot à Internet*, Paris, Armand Colin
- BAYLON Christian, MIGNOT Xavier, 1999, *La Communication*, Paris, Nathan

- BELISLE Claire, BIANCHI Jean, JOURDAN Robert, 1999, *Pratique médiatique.50 mots-clés*, Paris, CNRS-Editions, Coll. *CNRS Communication*
- BENARD Serge, 2002, *Les mots de la presse écrite*, Paris, Bélin
- BRAULT Lionel, 1992, *LA COM La communication au-delà du modèle publicitaire*, Paris, Dunod
- BROMLEY Michael, STEPHENSON Hugh, 2001, *No news is bad news. Radio, Television and the Public*, London, éd. Longman
- BRUNEL Gilles, CHARRON Claude-Yves (dirs.), 2002, *la communication internationale. Mondialisation, acteurs et territoires socioculturels*, Québec, gaëtan morin éditeur
- BRUSINI H. et JAMES F., 1982, *Voir la vérité-Le journalisme de télévision*, Paris, PUF
- CABIN Philippe, DORTIER Jean-François (coord.), 2005, *La communication. État des savoirs*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions
- CACALY Serge (dir.), 2004, *Dictionnaire de l'information*, Paris, Armand Colin
- CHAR Antoine, 1999, *La guerre mondiale de l'information*, Québec, Presses de l'Université du Québec, coll. *Communications et relations publiques*
- CHARAUDEAU Patrick, 1997, *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan
- CHARON Jean-Marie, 2005, *La presse quotidienne*, Paris, La Découverte, coll. *Repères*
- CLARY Françoise (dir.), 2004, *Médias, pouvoirs et culture de l'image aux États-Unis*, Presses universitaires de Rouen
- COLLET Hervé, 2004, *Communiquer Pourquoi, comment* ?, Paris, CRIDEC
- COLTICE Jean-Jacques, 1995, *Comprendre la presse. Informer hier et demain*, Lyon, Chroniques sociales
- DE BROUCKER Jacques, 1995, *Pratiques de l'information et écritures journalistiques*, Paris, CFPJ
- DE MALEISSYE Hélène, 2006, *Le filtre médiatique. Paroles de journalistes*, Paris, Indiciel, coll. *Enquêtes et documents*

- DOBIECKI Bernard, 1996, *Communication des entreprises et des organisations. Psychosociologie*, Paris, ellipses/éd. marketing S.A.
- ESQUENAZI Jean-Pierre, 2002, *L'ECRITURE DE L'ACTUALITE. Pour une sociologie du discours médiatique*, Presses universitaires de Grenoble, coll. *La communication en plus*
- GABAY Michèle (dir.), 2005, *Communiquer dans un monde en crise. Images, représentations et médias*, Paris, L'Harmattan
- GARCIN-MARROU Isabelle, 2007, *Des violences et des médias*, Paris, L'Harmattan, coll. *Questions contemporaines*
- GELARD Jean Pierre (dir.), 2005, *Médias, mensonge et démocratie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes
- HARCUP Tony, 2004, *Journalism. Principales and practice*, London, Sage Publications
- HEINDERYCKX François, *La Malinformation. Plaidoyer pour une refondation de l'information*, 2003, Bruxelles, Éditions Labor, coll *Quartier libre*
- LAMIZET Bernard, 1992, *Les lieux de la communication*, Liège, éd. Mardaga
- LE BŒUF Claude (dir.), 2002, *Pragmatique des communications instrumentées*, Paris, L'Harmattan
- MARTIN-LAGARDETTE Jean-Luc, 2003, *Le guide de l'écriture journalistique*, Paris, 5ème éd., La découverte
- MATHIEN Michel (dir.), 2005, *La « Société de l'Information. » Entre mythes et réalités*, Bruxelles, Bruylant
- MATHIEN Michel, 1989, *Le système médiatique. Le journal dans son environnement*, Paris, Hachette
- MATHIEN Michel, 1992, *Les Journalistes et le système médiatique*, Paris, Hachette
- MATTELART Armand, 1990, *La publicité*, Paris, La découverte
- MERCIER Arnaud, 1996, *Le journal télévisé. Politique de l'information et information politique*, Paris, Presses des Sciences Po

- MERMIER Franck, 2003, *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, éd. Maisonneuve et Larose, coll. *Orient-Méditerranée*
- MEYER Vincent, 2004, *Interventions sociales, communication et médias : l'émergence du sociomédiatique*, Paris, L'Harmattan, coll. *Logiques sociales*
- MIEGE Bernard, 2007, *La société conquise par la communication. Tome III Les Tic entre innovation technique et encrage social*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble
- MILON Alain et Saint-Michel Serge Henri, 1993, *LEXICOM, les 3000 mots du marketing publicitaire, de la communication et des techniques de production*, Paris, éd. Bréal
- MOIRAND Sophie, 2007, *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, PUF
- MOURIQUAND Jacques, 1997, *L'écriture journalistique*, Paris, PUF, coll. *Que sais-je ?*
- MUCCHIELI Alex, 2000, 2004, *L'art d'influencer. Analyse des techniques de manipulation*, Paris, Armand Colin
- NAM-SEONG Lee, 2003, *Identité langagière du genre. Analyse du discours éditorial*, Paris, L'Harmattan
- PINTO Evelyne (dir.), 2007, *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, éd. du Croquant, coll. *Champ social*
- PREDAL Dominique, 2002, *Les manipulations dangereuses des médias. MORTEL CONSENSUS*, Paris, ALiAS
- RIEFFEL Rémy, 2005, *Sociologie des médias*, Paris, 2ème éd., Ellipses, coll. *Infocom*
- RUELLAN Denis, 2007, *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble
- SFEZ Lucien, 1988, 1990, *Critique de la communication*, Paris, nouvelle édition Seuil
- TAILLEUR Jean-Pierre, 2002, *BEVUES DE PRESSE. L'Information aux yeux bandés*, Paris, Du Félin
- THOVERON Gabriel, 2006, *Où va la presse écrite. Le troisième âge du quatrième pouvoir*, Loverval, Éditions Labor, coll. *Quartier libre*

- VACCARO Antoine, 1987, *Communication et collecte de fonds*, Paris, éd. Chopin
- VOIROL Michel, 1988, *Guide de la rédaction*, Paris, CFPJ
- VOLKOFF Vladmir, 1999, *Désinformation. Flagrant délit*, Monaco, Éditions du Rocher
- WALTER Jacques, 1995, *Directeur de communication. Les avatars d'un modèle professionnel*, Paris, L'Harmattan
- WATZLAWICK Paul (avec Janet H. Beavin et Donald D. Jackson), 1967, *Une logique de la communication*, Norton, traduction Seuil, 1972

➢ Articles et chapitres d'ouvrages

Chapitres d'ouvrages collectifs

- ARQUEMBOURG Jocelyne, 2006, « De l'événement international à l'événement global : émergence et manifestation d'une sensibilité mondiale », pp. 13-21, in : ARQUEMBOURG J., LOCHARD G., MERCIER A. (dirs.), *Événements mondiaux. Regards nationaux*, Hermès n° 46
- BACKMANN René, 1996, « Information et sensation », pp. 61-152, in : BRAUMAN R., BACKMANN R., *Les médias et l'humanitaire. Éthique de l'information ou charité-spectacle*, éd. CFPJ, coll. *Médias et société*
- BOUDON Raymond, « Individualisme et holisme dans les sciences sociales », pp. 45-59, in : BIRNBAUM Pierre et LECA J. (dirs.), 1991, *Sur l'individualisme*, Paris, nouvelle édition Presse FNSP, coll. *Références*
- BRAUMAN Rony, 1996, « La pitié dangereuse », pp. 9-60, in : BRAUMAN R., BACKMANN R., *Les médias et l'humanitaire. Éthique de l'information ou charité-spectacle*, éd. CFPJ, coll. *Médias et société*
- CABIN Philippe, 1999, « Communication et organisation », pp. 81-88, in : CABIN P. (coord.), *Les organisations. État des savoirs*, Auxerre, Sciences Humaines Editions,
- CABIN Philippe, 1999, « Introduction générale » pp. 1-17, in : CABIN P. (coord.), *Les organisations. État des savoirs*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions

- D'ALMEIDA Nicole, ANDONOVA Yanita, 2006, « La communication des organisations », pp.129–143, in OLIVESI S. (dir.), *Sciences de l'information et de la communication : objets, savoirs, discipline*, Grenoble, PUG
- DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 2003 « Observation et description en socio-anthropologie », pp. 13-39, in : DE SARDAN J-P. O., BLUNDO G. (dirs.), *Pratiques de la description*, Paris, EHESS
- DORTIER Jean-François, 2005, « Comment se produit l'information *?* » pp. 221-226, in : CABIN P., DORTIER J.-F. (coord.), *La communication. État des savoirs*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions
- DUVAL Julien, 2007, « Le journalisme économique », pp. 99-110, in : PINTO E. (dir.), *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, éd. du Croquant, coll. *Champ social*
- EL-KHAWAGA Dina, 2003, « Le journalisme télévisuel dans le monde arabe : l'essor d'une nouvelle profession », pp. 17-42, in : MERMIER Franck (dir), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, éd. Maisonneuve et Larose, coll. *Orient-Méditerranée*
- GERVEREAU Laurent, 2004, *Inventer l'actualité. La construction imaginaire du monde par les médias internationaux*, Paris, La Découverte, coll. *Cahiers libres*
- GINGRAS François-Pierre, 1997, « La théorie et le sens de la recherche », pp. 101-124, in : GAUTHIER B. (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec
- JOURDAN Robert, 1999, « Analyse », pp. 23-28, in : BELISLE C., BIANCHI J., JOURDAN R., *Pratique médiatique.50 mots-clés*, Paris, CNRS-Editions, Coll. *CNRS Communication*
- JOURDAN Robert, 1999, « Persuasion : propagande, publicité », pp. 257-267, in : BELISLE C., BIANCHI J., JOURDAN R. (dirs), *Pratique médiatique. 50 mots-clés*, Paris, CNRS-Editions, coll. *CNRS Communication*
- KLINENBERG Éric, 2005, « Médias américains et désinformation pendant la guerre d'Irak », pp. 69-74, in : GELARD J.-P. (dir.), *Médias, mensonge et démocratie*, Rennes, PUR

- LADRIERE Jean 1994, « la causalité dans les sciences de la nature et dans les sciences humaines », pp. 248-274, dans Frank R. (dir.), *Faut-il chercher aux causes une raison ? L'explication causale dans les sciences humaines,* Paris, Vrin
- LEMIEUX Cyril, 2000, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, éd. Métailié, coll. *Leçons de choses*
- LE MOËNNE Christian, 2004, « Questions et hypothèses sur les approches constructivistes et les recherches en communication organisationnelle », pp. 17-51, in : MUCCHIELLI A. (dir.), *La place du constructivisme pour l'étude des communications*. Actes du colloque de Béziers, avril 2003, Montpellier, éd. Publications Montpellier 3
- MAKKI Sami, 2004, « Quel avenir pour un espace humanitaire indépendant face aux dynamiques de militarisation et de privatisation ? », pp. 167-172, in Coordination-Sud, *Les ONG dans la tempête mondiale. Nouveaux débats, nouveaux chantiers pour un monde solidaire*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer
- MERCIER Arnaud, 2006, « Les logiques journalistiques et lecture événementielle des faits d'actualité », pp. 23-35, in : ARQUEMBOURG J., LOCHARD G., MERCIER A. (dirs.), *Événements mondiaux. Regards nationaux*, Hermès n° 46
- MEYER Dorothée, 2004, « ONG : une catégorie juridique introuvable, une définition utilitaire. Réflexions sur une définition en droit des ONG », pp. 139-160, in : SIMEANT J., DAUVAIN P. (dirs.), *ONG et Humanitaire*, Paris, L'Harmattan, *coll. Logiques Politiques*
- MORIN Edgar, 2005, « L'enjeu humain de la communication », pp. 19-26, in : CABIN P., DORTIER J.-F. (coord.), *La communication. État des savoirs*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions
- NOYER Jean-Max, 2005, « Crises, guerres, terrorismes : l'événement au cœur de la tragédie », pp. 115-126, in : GABAY Michèle (dir.), *Communiquer dans un monde en crise*. *Images, représentations et médias*, Paris, L'Harmattan
- PERRET Christophe, 2005, « L'état actuel de l'économie ouest-africaine», pp. 219-250, in DAMON Jacqueline, IGUE John O. (dir.), *L'Afrique de l'Ouest dans la compétition mondiale. Quels atouts possibles* ?, Paris, éd. Karthala

- PHILIPPE Karine, 2005, « Les sciences de l'information et de la communication », pp. 59-66, in : CABIN P., DORTIER J.-F. (coord.), *La communication. État des savoirs*, Auxerre, éd. Sciences Humaines
- POMART Paul-Dominique, « *Média* », dans CACALY Serge (dir.), *Dictionnaire de l'information*, 2004, p. 147
- POULIGNY Béatrice, « L'humanitaire non gouvernemental face à la guerre : Évolutions et enjeux », dans Actes du Colloque International « *La guerre entre le local et le global : Sociétés, États, Systèmes* », CERI, Paris, 2000
- REBELO José, 2006, « Le temps et le mode de l'événement circulant », pp. 57-66, in : ARQUEMBOURG J., LOCHARD G., MERCIER A. (dirs.), *Événements mondiaux. Regards nationaux*, Hermès n° 46
- SIMEANT Joanna, 2004, « ONG et humanitaire », pp. 9-33, in : SIMEANT J. et DAUVIN P., *ONG et humanitaire*, L'Harmattan, coll. *Logiques Politiques*
- THEORET Yves, 2002, « La transformation des médias sur la scène occidentale », pp. 133-141, in : BRUNEL Gilles, CHARRON Claude-Yves (dirs.), *La communication internationale. Mondialisation, acteurs et territoires socioculturels*, Québec, gaëtan morin éditeur

Articles dans les revues scientifiques

- ADAM Jean-Michel, 1997, « Unités rédactionnelles et genres discursifs : cadre général pour une approche de la presse écrite », dans *Pratiques*, nº 94, juin 1997, pp. 3-18.
- BRAUMAN Rony, « Comment les médias viennent aux crises ? », dans *Médecins sans Frontières, Populations en danger*, 1995, Paris, La Découverte
- BRAUMAN Rony, *Comment les médias viennent aux crises ?*, in Médecins sans Frontières, *Populations en danger*, 1995, Paris, La Découverte
- CEFAÏ Daniel, 1996, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », dans *Réseaux : Le temps de l'événement 1*, nº 75, janvier-février 1996, pp. 43-66

- CROZIER Michel, La crise comme facteur de changement social ?, *dans Les cahiers de la sécurité intérieure*, nº 6, Paris, août-octobre 1991, La Documentation française, pp. 209-217
- FAVIER René, « Dieu, l'expert et les cataclysmes », dans *L'Histoire*, nº 304, décembre 2005
- FLEURY Béatrice, 2006, « Le Républicain lorrain et la bataille de Jenine. De l'événement au témoignage médiatique », dans *Communication et Langages*, n°149, septembre 2006, Paris, Armand Colin, pp. 49-62
- FOURNIER Martine « Les French doctors, figures de l'Humanitaire moderne », dans *Sciences Humaines*, n° 103, mars. 2000, pp 36-37
- LOUPSANS Delphine, « L'action humanitaire de l'Union européenne à l'épreuve du décalage entre temps mondial et temps européen », dans *Géostratégiques* : Les O.N.G, n° 16, Mai 2007, pp. 101-118
- MOUMOUNI Charles, « L'image de l'Afrique dans les médias occidentaux : une explication par le modèle de l'agenda-setting », *Les cahiers du journalisme*, nº 12, 2003, pp. 152-169
- NEVEU Érik, QUÉRÉ Louis, « Présentation-Le temps de l'événement 1 », dans Réseaux, nº 75 : *Le temps de l'événement 1*, janvier-février 1996, pp. 7-21
- PIQUARD Brigitte, SCHWEIGMAN Caspar, « Le défi de la professionnalisation », dans *Louvain*, n° 139, juin 2003, pp. 12-15
- POURTIER Roland, « La Guerre des Grands Lacs », *Cahiers français*, n° 290, mars-avril 1999, La Documentation française
- RYFMAN Philippe, « *Les ONG ont-elles besoin d'une nouvelle gouvernance ?* », article publié dans *Le Monde Économie* du 11/04/2006
- Tozzo Émile A., « La réforme des médias publics en Afrique de l'Ouest. Servir le gouvernement ou le citoyen », dans *Politique africaine* : Médias, journalistes et espace public, Paris, nº 97, 2004, pp. 99-115

Articles en ligne

- BEGIN Julie, « Indépendantes les ONG ? », article publié sur www.communicationsansfrontieres.net
- DAVID Bruno, « Les médias sont-ils responsables des crises oubliées *?* », article publié sur www.communicationsansfrontieres.net
- EL HILALI Nabil, « La sémiotique comme approche stratégique en communication de crise », article publié en juillet 2004 sur www.communication-crise.com
- MAURIN Samantha, « Les médias sont-ils l'instrument d'une réponse internationale disproportionnée ? », sur www.grotius.fr
- VON LINDENFELS Mirella, « Communication et ONG », article publié dans *Frontline*, revue trimestrielle de l'International Public Relations Association. (Source : www.communicationsansfrontière.net)

➢ Mémoires/Thèses

- DESSIGNES Catherine, 2002, *La communication des ONG : l'exemple de Handicap international à la télévision : une approche interactionniste du discours*, thèse en sciences de l'information et de la communication, Université Jean Moulin de Lyon
- DUPONT Stéphanie, 2002, *Les enjeux d'Internet dans la communication des associations*, mémoire de DESS à l'École de Journalisme et de Communication de Marseille, Université de la Méditerranée
- LAMY Aurélia, 2005, *La Médiatisation de l'apocalypse. Le traitement médiatique des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis dans la presse et à la télévision française (11-18 septembre 2001)*, thèse en sciences de l'information et de la communication, Université de Metz
- MASSELOT Cyril, 2004, *Accessibilité et qualité des systèmes d'information multimédia : transfert méthodologique et technologique*, thèse en sciences de l'information et de la communication, Université de Franche-Comté

- ST-PIERRE Monique, 1998, *L'ingérence humanitaire et les organisations internationales*, thèse en sciences politiques, Université Laval, Canada

➢ Autres documents et publications

- *Baromètre de la protection des civils* 2008. *Des réponses adaptées aux crises persistantes ?*, rapport publié en juin 2009 par *OXFAM France*
- « Traiter avec la Birmanie », rapport de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), janvier 2005
- Actes de l'Université d'Eté inter associative de la solidarité internationale, 7-11 juillet 2004, Angers
- Actes du colloque *Médias et Humanitaire*, université de Grenoble, 2005.
- Commission européenne, Direction de l'aide humanitaire, *Stratégie opérationnelle*, 2007
- Colonel DE REVEL Luc, « Les temporalités de l'action vues par l'acteur militaire », communication à l'Université européenne d'été 2006, organisée à Montpellier sous le thème : « Action humanitaire, solidarité et coopération internationale ».
- La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Rapport sur les catastrophes dans le monde*, 2006.
- La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Communiqué de presse du 14 décembre 2006
- Le Petit Larousse et son CD-ROM, 2005, Paris, Larousse
- Le Petit Larousse illustré, 2003
- *Médecins du Monde*, document intitulé *Interroger le rapport entre médias et humanitaires* (2006)
- Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, 2006, document intitulé *Conférence de la vie associative*

- Organisation mondiale du commerce (OMC), rapport intitulé *Statistiques du commerce international*, 2007
- PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008
- PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, édition 2006

➢ Revues

- *Afrique Verte Actualités*, n° 39, septembre 2005
- *Cahiers français*, n° 290, mars-avril 1999
- *Cahier d'études stratégiques*, nº 36-37, juin 2004, CIRPES,
- *Cahiers de la Solidarité*, octobre 2002
- *Commentaire*, hiver 1991-1992
- *Communication et Langages*, nº 149, septembre 2006
- *Géostratégiques- Les O.N.G*, nº 16, mai 2007.
- *Grain de sel*, nº33, décembre 2005-février 2006
- *HUMACOOP*, nº 2, février 2006
- *L'Histoire*, n°304, décembre 2005
- *L'humanitaire : enjeux, pratiques et débat*, hors série nº 3, été 2005
- *Le magazine de la communication de crise et sensible*, nº 10, novembre 2005
- *Les cahiers de la sécurité intérieure*, nº 6, août-octobre 1991
- *Les cahiers du journalisme*, nº 12, 2003
- *Louvain*, nº 139, 2003
- *Politique africaine*, n° 97, 2004
- *Reflets*, nº 47, 2005

➢ Journaux

- *Aïr Info*
- *L'Expansion*
- *L'Express*
- *L'Humanité*
- *L'Intelligent Jeune Afrique*
- *La Croix*
- *Le Figaro*
- *Le Monde*
- *Le Nouvel Observateur*
- *Le Point*
- *Le Temps*
- *Libération*
- *Tam Tam Info*

➢ Sites internet

- http://pedagogie.collegemv.qc.ca
- http://presse.cyberscol.qc.ca/ijp
- http://stephanie.dupont3.free.fr
- www. algerie-dz.com
- www.actioncontrelafaim.org
- www.afrik.com
- www.afriqueverte.org
- www.associations.gouv.fr
- www.belspo.be/belspo

- www.cilss.bf
- www.communication-crise.com
- www.communicationsansfrontieres.net
- www.conflits.org
- www.diplomatie.gouv.fr
- www.geopolitis.net
- www.gla.ac.uk
- www.graindesable.com
- www.histoiredumonde.net
- www.icftu.org
- www.ladocumentationfrancaise.fr
- www.mdm-medias-et-humanitaire.com
- www.medecinsdumonde.org
- www.mondialisation.be
- www.ngovoice.org
- www.oxfam.org
- www.panapress.com
- www.rfi.fr
- sur www.scienceshumaines.com
- www.seismepakistan.com
- www.sossahel.org
- www.un.org
- www.undp.org
- www.unige.ch
- www.unitaid.eu
- www.wikipedia.org

➢ Personnes ressources rencontrées

- HOKKANEN Paula, VOICE
- JOMINI François, volontaire permanent, ATD-Quart Monde, Suisse
- KHELLADI Mahieddine, directeur exécutif Secours Islamique France
- LACHAUSSEE Patrick, directeur adjoint Centre de crise du MAE
- MASSON Michel et MEDERT LE BORGNE Friedrun du CICR à Genève
- MEZGER Nathalie, vice-présidente du Conseil d'administration de MSF suisse
- SASLAWSKY Jean, responsable des financements publics et institutionnels à *Médecins du Monde* (MDM)- Paris
- STEWART-DAVID Julia, Direction générale de l'aide humanitaire-ÉCHO (Union européenne) à Bruxelles

ANNEXES

Table des matières des annexes

I. PRESENTATION DES ENTRETIENS AVEC LES HUMANITAIRES ET REACTIONS DES JOURNALISTES SUR LES FACTEURS DE MEDIATISATION ET DE SOLIDARITE 378

1-1 Entretiens avec des cadres et responsables d'organisations humanitaires et de pays donateurs 379

1-2 Avis exprimés par des journalistes, responsables de journaux ou professionnels de la communication sur la médiatisation des crises humanitaires 406

II. TABLEAUX DES ARTICLES DE PRESSE SUR LES CRISES HUMANITAIRES 414

Quelques abréviations utilisées dans les tableaux 416

2-1 Les articles de presse sur la médiatisation du tsunami en Asie du Sud 417

2-2 Les articles de presse sur la médiatisation de Katrina aux Etats-Unis en 2005 475

2-3 Les articles de presse sur la médiatisation du séisme du Cachemire au Pakistan ... 522

2-4 Les articles de presse sur la médiatisation de la famine au Niger en 2005 534

III. TABLEAUX DE TOTALISATION DES ARTICLES PAR CRISE ET PAR JOURNAL 546

3-1 Tableaux de totalisation des articles par crise humanitaire 547

3-2 Tableaux de totalisation des articles par journal 549

I. Présentation des entretiens avec les humanitaires et réactions des journalistes sur les facteurs de médiatisation et de solidarité

Listes des personnes dont les entretiens ou avis se trouvent ci-après en intégralité

a) Au niveau des organisations humanitaires

- Patrick LACHAUSSEE, directeur adjoint Centre de crise du MAE
- Julia STEWART-DAVID, Direction générale de l'aide humanitaire-ECHO (Union européenne) à Bruxelles
- Michel MASSON et Friedrun MEDERT LE BORGNE du CICR à Genève
- Paula HOKKANEN, VOICE
- Jean SASLAWSKY, responsable des financements publics et institutionnels à Médecins du Monde (MDM)- Paris
- Mahieddine KHELLADI, directeur exécutif Secours Islamique France
- François JOMINI, volontaire permanent, ATD-Quart Monde, Suisse
- Dr Nathalie MEZGER, vice-présidente du Conseil d'administration de MSF suisse

b) Au niveau des médias

- François SERGENT, responsable du service Monde à *Libération*
- Jean-François LEROY, directeur général du festival *Visa pour l'Image*-Perpignan
- Dominique QUINIO, directrice du journal *La Croix*
- Pierre LAURENT, directeur de la rédaction de *L'Humanité*
- Zyad LIMAN, directeur général *Afrique Magazine*
- Jean-Paul MARTHOS, directeur éditorial de la revue *Enjeux internationaux* (Bruxelles) et ancien directeur international de l'information à *Human Rights Watch*
- Jean-Marie MONTALI, directeur exécutif de la rédaction du *Figaro Magazine*
- La Rédaction du *Point*

1-1 Entretiens avec des cadres et responsables d'organisations humanitaires et de pays donateurs

❖ **Patrick LACHAUSSEE, directeur adjoint du Centre de crise du MAE**

« **Les médias ont un rôle extrêmement important** »

On est face à une situation qui se caractérise par des crises humanitaires dites oubliées et des crises qui suscitent bien l'attention des médias et des donateurs…

P. Lachaussé : C'est vrai. On a dit tout à l'heure que la difficulté c'est la perception. Il faut nous aider à bien mesurer la perception, il faut prendre en compte les causes, gérer les conséquences et peut être même prévenir même les conséquences. Et donc c'est la raison pour laquelle tout ça est très complexe. Aujourd'hui, on a des capacités d'action multiples. C'est tout un ensemble qui fonctionne. Et l'ensemble aujourd'hui n'est pas forcément en panne mais a des difficultés. Pourquoi ? Parce que d'une part, même si les moyens financiers sont encore importants, c'est que les demandes humanitaires au sens large sont de plus en plus importantes et que le monde est dans un état de tel dérèglement à la fois sur le plan climatique et naturellement sur le plan des conflits, sur les plan des crises internes aux pays, des catastrophes, etc. qu'on a naturellement un champ d'action qui est extrêmement important.

Pour les bailleurs, je crois qu'il faut qu'ils arrivent à prioriser leur actions pour pouvoir concentrer un certain nombre de moyens sur certains grands projets. Ça c'est une première difficulté. Comment on choisit les projets ? Qui est-ce qu'on aide ? Pourquoi ? Comment ? Et puis, derrière, les acteurs humanitaires ne peuvent pas être nécessairement partout parce qu'eux aussi ont besoin de moyens pour pouvoir y aller. Donc je n'aime pas le terme « crises oubliées » même si c'est un thème qui est maintenant assez répandu. Ce qu'on essaie de faire au ministère des Affaires Etrangères, c'est justement essayer de financer des ONG, des opérations biens concrètes sur un certain nombre de projets communs, surtout s'agissant des crises dont on ne parle plus.

Quels rôles vous pensez que les médias doivent jouer?

P. Lachaussé : C'est vrai que pour une grande catastrophe humanitaire comme le tsunami, immédiatement toutes les opinions publiques ont été mobilisées. Certes il y avait énormément de touristes dans la zone. Mais en même temps, heureusement, puisque ça permis aussi de venir en aide à des populations qui étaient jusque là oubliées. Prenons par exemple le cas de l'Indonésie ou même du Sri Lanka : avant le tsunami qui avait entendu parler de la guerre entre les tamouls et le reste du pays ? Donc c'est vrai que parfois il y a des événements qui éclairent l'opinion.

Les médias ont un rôle extrêmement important, je crois, de devoir diffuser l'information. Qui nous parle aujourd'hui des problèmes réels de la Somalie ou de la Birmanie ? On commence à reparler de l'est du Congo; car en République démocratique du Congo il y a énormément de problèmes. Mais on n'en parle pas nécessairement. Aujourd'hui il y a une famine qui commence à se mettre en place de façon extrêmement violente avec des mouvements de populations en Ethiopie à nouveau. Qui en parle ? Personne. Donc je crois que maintenant on a une force de communication qui est extrêmement importante. Qu'il s'agisse des médias ou des témoignages de terrain qui remontent par l'intermédiaire d'internet, des blogs. Là encore, je pense qu'il faut amplifier ce genre de témoignage.

Les publics occidentaux ne semblent plus aussi généreux qu'avant par rapport à un certain nombre de crises humanitaires. Est-ce que la visibilité médiatique a un impact sur la mobilisation de la solidarité du public ?

P. Lachaussé : On parle souvent du phénomène tsunami. Avec ce phénomène, on a réussi à mobiliser des fonds extrêmement importants. En même temps, l'Afrique connaît un tsunami tous les mois. Et on a moins de fonds pour traiter tous les problèmes de l'Afrique. Donc c'est un vrai problème. Je dirais que là encore, la perte de la générosité par rapport aux ONG est relative. Parfois les gens vont se mobiliser de façon complètement irrationnelle sur un sujet. Parce que ça les touche, on leur rabat les oreilles avec le problème. Simplement en France, regardez l'émission *Téléthon*. En 24 heures, il y a plusieurs dizaines de millions d'euros qui sont mobilisés. C'est énorme. Vous imaginez une ONG qui pourrait faire son téléthon ? Regardez l'opération *Sidaction* en France. Combien récupère t-on par émission ? C'est énorme. Donc il y a une vraie problématique de sociologie. Les médias ont un rôle certes mais je crois que dans les profondeurs même de la société, certaines choses passent, d'autres font presque peur. Il faut vraiment analyser ça. Peut être que c'est une donnée importante.

Au niveau de l'engagement politique occidental, vous ne pensez pas qu'il y a quelque chose qui cloche ? Les organisations humanitaires ont du mal à trouver les financements nécessaires pour vaincre la faim. Par exemple pour les Objectifs de développement du millénaire de l'ONU. Avec les crises financières, les Etats ont débloqué en quelques semaines des milliards pour sauver les banques. Est-ce qu'il n'y a pas un problème de volonté politique aussi qui fait défaut ?

P. Lachaussé : Sans doute. Je crois, malheureusement, que ça ne soit pas une priorité des priorités pour la faim… Les Objectifs du millénaire, c'est quelque chose qui a été approuvé, qui est en promotion permanente. Il y a toute une chaine de communication qui s'est mise en place. Mobiliser des fonds c'est extrêmement important. Seulement, là il y a véritablement un problème. Le choix politique qui a été fait ne suffit pas. Mais simplement je crois qu'à un moment donné il est nécessaire que l'ensemble des Etats intègre la notion des crises à l'extérieur de leur territoire parce que naturellement ça va avoir un jour ou l'autre des conséquences sur la sécurité interne du pays. L'immigration est un exemple. Il y a tout un grand débat en France actuellement sur ces sujets. On est d'accord, on n'est pas d'accord, en même temps c'est toujours bien d'avoir des débats sur la différence entre immigration et développement. Les questions de santé, d'immigration, de sous-alimentation. Là, il y a une augmentation assez importante en France des crédits permettant justement l'appui à un certain nombre d'organismes sur l'aide alimentaire. Des crédits qui ont quasiment doublé. Evidemment tout ça c'est encore trop petit. Je crois que tout le monde doit faire l'effort et je pense qu'on peut très bien trouver des solutions.

Est-ce que l'histoire a un impact sur l'engagement des pays ? La France qui a un passé colonial avec les pays africains reste l'un des plus engagés…

P. Lachaussé : Il y a plusieurs données à ça. La première donnée c'est que le président de la République a réaffirmé que la France continuerai à être présente sur l'ensemble de la planète, notamment à travers sa coopération et son aide au développement. C'est l'universalisme de la présence française dans le monde. Ça c'est quelque chose d'important. Il est évident qu'en fonction des liens historiques, en fonction des liens qui unissent certaines régions du monde, en fonction aussi de l'émergence des crises, en fonction d'un certain nombre de dispositifs, et bien l'appui français va être de plus en plus important sur telle ou telle région, ou est plus important sur l'autre. Ce qu'il faut voir c'est qu'aujourd'hui la dimension des crédits français dans l'aide au développement notamment passe par des mécanismes multilatéraux ou européens. Beaucoup d'argent sont injectés par le canal des contributions volontaires du

système des Nations-Unies mais également aussi dans le cadre du FED, le Fonds européen pour le développement, que la France finance à 23%. Sur 27 pays, ces 23 % représentent des crédits de l'ordre de 800 millions d'euros chaque année.

Quand on regarde aussi dans le cadre des contributions de la France pour le dispositif de la DG ECHO[304], etc. il y a 16,3% du financement qui est français. D'un côté la France essaie de garder une partie de ses financements pour faire les opérations bilatérales mais également elle a fait le choix à moment donné de confier de grandes masses de crédits aux organismes multilatéraux. C'est imposant comme budget. Enormément de crédit sur le FED, énormément de crédit également sur les crédits multilatéraux, par exemple sur le Fonds mondial Sida[305], les initiatives de l'UNITAID, les financements sur les aspects paludisme et autres maladies infectieuses, etc. On est dans des capacités de financement considérables. Donc c'est les choix qui ont été faits à un moment donné et je pense que ça aussi c'est à mettre au mérite d'un pays comme la France. Un pays qui non seulement finance encore des projets bilatéraux en direction d'un certain nombre d'Etats mais également finance par l'intermédiaire des mécanismes multilatéraux. On a là aussi une possibilité d'action qui est cette fois-ci complètement universelle.

Pourquoi les médias ne sont-ils pas toujours mobilisés ?

P. Lachaussé : Là aussi, si on regarde ce qui se passe en France, moi j'ai une expérience de terrain en tant qu'élu municipal également, l'idée que j'ai vu dans tout ça c'est qu'il se passe des tas d'initiatives dans nombre de quartiers parfois un peu difficiles en banlieue parisienne. Il y a des associations qui vivent, il y a des activités, il y a des manifestations qui ont lieu avec énormément de logistique : personne n'en parle jamais. Mais il suffirait qu'on brule trois voitures ça fait la une des journaux. Lorsqu'une ONG intervient dans tel ou tel pays, j'imagine, mais il faut leur posé la question, j'imagine combien il doit être compliqué de rendre ça visible dans les médias. Certes il va y avoir plusieurs communiqués mais souvent le communiqué n'est pas repris. Par contre il suffit qu'une ONG ait une difficulté à l'étranger : un enlèvement, un détournement, un empêchement de fonctionner dans un pays, pour qu'on en parle, alors que ce sont des données extrêmement complexes que les journalistes vont réduire à néant, enfin réduire à la portion congrue. C'est déjà une information parcellaire, elle n'est absolument pas pour tenir compte des vrais clés du problème. Là on a véritablement un

[304] Direction générale de l'Office humanitaire de la communauté européen
[305] Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

déficit de communication sur ces sujets là. Mais posez la question aux ONG pour savoir comment elles le ressentent. Il y en a sans doute qui sont extrêmement armées pour communiquer, il y a d'autres qui le sont un peu moins. Maintenant s'armer pour communiquer ça nécessite de mobiliser des ressources et forcément.

❖ Julia STEWART-DAVID, Direction générale de l'aide humanitaire-ECHO (Union européenne) à Bruxelles

« On essaie de répondre d'une façon équilibrée à tous les besoins »

L'UE reste l'un des principaux contributeurs de l'aide publique au développement (APD) et aussi de l'aide humanitaire. Aujourd'hui, il semble qu'on a de plus en plus de mal à mobiliser l'aide internationale humanitaire quand les besoins se posent de façon urgente, avec des problèmes de coordination. Quelle est votre appréciation de la situation ?

J. Stewart-David : Je ne sais pas s'il y a une distinction à faire entre l'aide humanitaire et l'aide au développement surtout vis-à-vis du soutien public. Parce qu'on a souvent vu avec les politiques européennes qu'il y a une réaction très rapide et très positive à l'appel humanitaire dans le contexte par exemple d'une grande catastrophe naturelle. Les médias sont très importants, on voit les images, il y a une réaction de solidarité vraiment de la poche des gens envers les ONG. Je crois que ça c'est une chose. Pour le côté officiel, pour ce qui est du budget de la Commission européenne sur l'aide humanitaire, il faut préciser que c'est le deuxième plus gros donateur, seul, plus ou moins, même sans les autres donateurs européens. Il y a une année je crois, on a fait une enquête statistique qui montre justement toujours un bon niveau de soutien public pour l'action humanitaire, donc payé par l'Union. Ça c'est une chose. C'est devenu plus difficile d'un point de vue opérationnel, ça c'est sur. Il y a toujours une situation d'urgence, que les besoins ne cessent pas d'augmenter malheureusement et que les budgets diminuent ou au moins restent à un niveau relativement stable. Donc ça c'est une autre question. Mais évidemment les deux sont liées.

On parle aussi de plus en plus de crises oubliées. Oubliées parce qu'il y a moins de mobilisation de financements, oubliées parce qu'on en parle moins dans les médias…

J. Stewart-David : Là, je peux, peut être, donner quelques éléments assez spécifiques. La Commission européenne, donc ECHO, fait chaque année une évaluation qui concerne les crises humanitaires de longue durée et qui mesure deux choses. Ça mesure les montants des donations, des contributions qui ont été faites par les autres bailleurs de fonds officiels dans l'année précédente. Ça mesure aussi la médiatisation à travers les articles de presse : un monitoring des articles publiés dans la presse, les médias. Parce qu'on a cette idée que dans le cadre des gouvernements, les décideurs peuvent être influencés par ce qui est politiquement chaud dans l'actualité et fait la une des médias, et aussi parce que les populations poussent un peu pour exiger une réponse. Malgré ça, il y a vraiment certaines crises de longue durée dont on ne parle pas très souvent. Et pour donner des exemples cette année comme d'ailleurs depuis plusieurs années, l'une des crises oubliées c'est la crise en Colombie où il y a une population déplacée énorme. Je crois même que c'est la deuxième plus grande du monde. Mais les fonds humanitaires, pour divers facteurs, sont faibles sur cette crise. Donc ça c'est un exemple. Un autre exemple ça peut être au niveau régional. Dans le passé il y a eu la Tchétchénie, on a traité ça aussi comme une crise oubliée. Donc à notre niveau, on essaie de faire quelque chose justement pour répondre d'une façon équilibrée à tous ces besoins et souligner ça vis-à-vis des autres.

Que pensez-vous du rôle des médias sur les questions humanitaires ? Comment vous trouvez les rapports que les médias ont avec ces questions ?

J. Stewart-David : Les médias sont assez présents quand il y a une grande crise qui éclate tout d'un coup. C'est clair que c'est beaucoup plus difficile de continuer d'un point de vue médiatique quelque chose qui est une situation dégradée, durablement catastrophique. Par exemple la situation dans la corne de l'Afrique qui est en train de se détériorer, où il est très clair qu'il y aura une crise humanitaire énorme mais bon ce n'est pas quelque chose qui est très visible dans les médias, ce n'est pas intéressant pour les médias. Ça c'est difficile. Par contre on pourrait avoir un média un peu plus responsable, chaque fois que ça montre un peu une crise, ce n'est pas une mauvaise chose de montrer des crises, par exemple un tremblement de terre…, qui donnent l'attention à l'aide humanitaire. Mais peut être aussi c'est à nous et aux médias d'expliquer à ce moment là que ce ne sont pas les seules crises, que c'est juste une partie de ce qu'on fait et qu'il y a telle ou telle situation qui sont aussi importantes. Sinon ça pourrait évidemment ajouter aux effets que certaines crises ont beaucoup plus d'argent finalement que les autres.

Est-ce qu'à ECHO vous avez une politique pour travailler avec les médias dans ce sens ?

J. Stewart-David : A ECHO c'est quelque chose qui est assez souvent critiqué. Deux choses : il y a une obligation de visibilité pour tout ce qui est l'aide humanitaire des partenaires qui sont soutenus par les fonds d'ECHO. Il faut donc le minimum de visibilité, c'est l'étiquetage, la fameuse idée que ça montre et ça démontre clairement le soutien de la Communauté européenne. Il y a des exceptions évidemment et c'est pour des situations où cette visibilité mettrait en danger nos partenaires ou l'aide humanitaire elle-même. Par exemple quand c'est une situation très sensible ou un partenaire qui a une spécificité dans cette situation, pour être vraiment neutre, on respecte de ne pas montrer tout lien de soutien. Mais au-delà de ça et c'est plus important, justement on est passé à une politique de communication très positive. Donc ça veut dire par exemple cibler les publics directement pour montrer qu'est-ce que c'est l'aide humanitaire, quels sont les principes de base, où sont les besoins. Là, en tant de crise, il y a toute une équipe à la direction d'ECHO qui ne s'occupe que de la communication. Donc mettre en place une stratégie sur les événements, une stratégie qui vise surtout un public jeune. Souvent aussi les événements spécialisés qui essaient d'expliquer à différents niveaux, à un niveau spécifique généralisé et mettre les bons messages pour chaque public. Ce sont les spécialistes de la communication. Ils travaillent maintenant aussi, et ça c'est important, avec un réseau de plusieurs personnes. Dans chaque bureau régional de soutien d'ECHO –il y en a six dans le monde– il y a un spécialiste de l'information qui s'occupe de la communication interne, de la communication entre les donateurs mais surtout la communication vis-à-vis de l'extérieur et des populations affectées.

Par rapport aux ONG auxquels vous apportez des financements, est-ce que vous pensez qu'il y a des problèmes qu'ils doivent résoudre à leur niveau pour une action humanitaire plus efficace et positive ?

J. Stewart-David : Il y a toujours des défis, parce qu'on agit dans des situations de crise souvent très difficiles et très complexes avec un impact ou une rapidité des fois qui mêle toutes sortes de défis. Donc on peut toujours améliorer tout ça au niveau des partenaires, des bailleurs, etc. Par exemple un des défis assez commun c'est justement cette idée que l'aide humanitaire vient de l'extérieur, c'est-à-dire de l'Europe dans un avion, dans une situation de crise. En fait, la réalité c'est toujours que les premières réponses à une crise humanitaire c'est local, c'est une population locale qui est là et qui intervient avant tous les acteurs. Donc on complète ça avec les mouvements de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui sont toujours

les premiers intervenants dans une situation de crise avec leur réseau. Même chose avec une question qui préoccupe beaucoup les partenaires c'est les attaques sur le personnel humanitaire. On a entendu la semaine passée [Cf. semaine du 13 au 19 octobre 2008] un membre d'une organisation humanitaire qui a été tué à Kaboul. Là, les médias montrent souvent, au moins en Europe, quand il est cas de l'ennui, les cas où le personnel humanitaire international est visé. En fait, les plus souvent ciblées sont les populations locales, les gens qui travaillent là tout le temps. Voilà, c'est des exemples de défis mais il y a plusieurs défis à relever pour l'aide humanitaire.

La communication des organisations humanitaires peut avoir un impact sur les médias. Parce qu'au niveau des ONG, leurs moyens propres c'est le site web et les communiqués. Les médias grand public restent la presse, la radio et la télé. Sans leur implication, peu de visibilité. Peut-être qu'il manque aux ONG une stratégie adéquate pour amener les médias à parler de leur action au jour le jour. Qu'en pensez-vous ?

J. Stewart-David : Evidemment. Je pense que ça c'est un vrai problème. Il faudrait poser la question aux ONG.

Je crois qu'on a fait le tour sauf si avez-vous un mot à ajouter…

J. Stewart-David : Merci de m'avoir donné l'occasion de parler. Une des grandes crises qui a eu beaucoup d'attention médiatique c'est le tsunami survenu à la fin de 2004. C'est pour dire qu'en fait c'est quelque chose qui a beaucoup frappé la communauté humanitaire en général et a été à la base de beaucoup de changements du système. Mais ça reste quand même une des grandes exceptions dans l'aide humanitaire dans sa force de frappe, dans la réaction que ça provoquée au sein du public, et puis la réaction et le nombre des organisations qui y sont allées pour réagir. Donc quand même c'est un cas très important mais ça reste une vraie exception.

❖ Michel MASSON et Friedrun MEDERT LE BORGNE du CICR à Genève

« Parfois il est difficile de susciter une attention médiatique quelconque »

Le secteur de la solidarité internationale se trouve en pleine croissance en raison de plusieurs facteurs (conflits, catastrophe, pauvreté…). Parallèlement, un certain nombre de crises humanitaires sont qualifiées d' « oubliées » parce qu'elles ne suscitent pas

l'intérêt des médias et parce que la générosité des Etats et des publics fait défaut. Qu'est-ce que vous en pensez ?

F. M. Le Borgne : Je crois qu'il ya un autre élément que vous avez oublié de mentionner c'est la multiplication des acteurs dans le domaine humanitaire. Donc ce qui complique les choses pour ceux qui sont dans l'humanitaire parce qu'il y a beaucoup d'efforts de coordination, beaucoup d'efforts de ne pas multiplier, de voir où sont les lacunes dans l'aide, est-ce qu'on les comble, etc. Un problème par rapport aux conflits désignés c'est certainement que la générosité du public, la générosité aussi de l'Etat, elle est concentrée soit sur des contextes qui sont proches au public en général, donc la tragédie du tsunami, il y a eu une telle générosité parce qu'il y a eu tellement de victimes occidentales. Ça c'est une chose. Donc le public en tant que tel donne pour des « affaires qui lui sont proches », où il y a des liens. Et les Etats aussi utilisent l'aide humanitaire pour leurs propres priorités politiques. Donc quand vous regardez il y a des gouvernements qui ont décidé que certaines régions de la planète seraient les régions de leurs préférences, où ils vont se focaliser le plus. C'est pour ça qu'ils vont donner les contributions.

Donc il y a des conflits qui n'intéressent personne. C'est dur à dire mais mise à part l'aide humanitaire, ça n'intéresse personne. Donc il est très difficile de mobiliser des fonds, il est très difficile de susciter une attention médiatique quelconque. Donc ça passe un peu à la trappe. C'est tout à fait ça. Alors « le remède » c'est certainement que les humanitaires en parlent, que les humanitaires mobilisent aussi les médias. Ce n'est pas toujours possible mais ça coûte de la peine d'essayer. Mobiliser les médias pour qu'une chaîne à distribution mondiale au moins vienne faire un reportage sur les souffrances de la population dans un coin et si possible mentionne aussi où on peut donner de l'argent. C'est certainement une possibilité mais cette possibilité comporte aussi le risque qu'une fois qu'une chaîne diffuse un programme sur un de ces conflits oubliés, une semaine après il y a toute la bande qui débarque. Ça fait boule de neige, tout le monde veut être là, tout le monde veut être sur la photo. On fait la boucle et on revient au problème dont on a discuté. C'est toujours une pondération de se dire qu'est-ce qu'on fait.

Vous ne pensez que c'est lié aussi à la stratégie de communication pas toujours efficace des organisations humanitaires, des ONG dans la mesure où elles mènent des actions au quotidien sur le terrain, mais des actions dont on ne parle presque jamais. Les médias

n'interviennent que lorsqu'on atteint des moments de pic de crise alors que les humanitaires sont là avant, sont là pendant et sont là après…

M. Masson : Il faut savoir c'est oublié par qui. Est-ce qu'ils sont oubliés par les humanitaires ? C'est plutôt oublié par les bailleurs, c'est plutôt oublié par les médias. Ce dont on va parler c'est pas du tout qu'on ne connaît pas. Donc quand on va parler des conflits oubliés on ne va pas dire qu'ils sont oubliés par les acteurs humanitaires. Ils sont oubliés par les bailleurs ou par les médias. Donc après il faut poser la question pourquoi ils sont oubliés par les bailleurs ou par les médias. On peut se dire est-ce par manque d'intérêt, par manque de savoir-faire puisque les acteurs humanitaires et les populations concernées parlent des besoins. Qu'ils soient mauvais stratèges, mauvais communicateurs, je n'en doute pas, à faire parler de leurs propres besoins, des besoins qu'ils ont. Ou est-ce inhérent à la position des médias que de s'intéresser au pic de l'information, il faudrait leur poser ces questions là. Si on part de ces questions là, on va se dire la fonction première d'un média c'est quoi ? Est-ce que c'est d'informer le public d'une façon utile ? Est-ce que c'est de rendre au plus près ? Est-ce que c'est d'avoir une fonction éducative ? C'est dans la fonction du média… Donc la stratégie de communication des populations dans le besoin, des Etats dans le besoin, des acteurs humanitaires qui constatent ces besoins, ça peut être une lacune. Ça peut être aussi dans la fonction propre.

Si l'on prend l'exemple de la famine au Niger en 2005, il semble que dès le départ les autorités du pays ont nié catégoriquement la réalité de la crise en cherchant à la minimiser pour des raisons de politique intérieure sans doute. Au même moment les ONG humanitaires et les médias locaux affichaient une position radicalement différente. Est-ce que cette contradiction n'est pas une cause de « l'indifférence » dénoncée de la communauté internationale ?

M. Masson : MSF s'est fait viré du Niger il y a trois jours [Cf octobre 2008]. Déjà il y a eu l'arrêt de leur programme il y a deux ou trois mois. Et là ils ont reçu l'ordre des autorités nigériennes de partir. Donc la négation du besoin continue à exister. Donc après, si on veut parler de médiatisation, le fait qu'il y ait un problème avec telle ou telle ONG fait qu'on en parle. Le fait que MSF par exemple mette en avant la crise pour dire qu'il faut une aide urgente et que l'Etat nigérien dise qu'il n'y a pas de crise, c'est une mauvaise habitude de donner une mauvaise image du pays à l'extérieur, ça fait parler les gens. Est-ce que ça résout le problème de gens ? Non. Mais par contre fait parler. Donc là on n'est plus dans une crise

oubliée, si on parle du Niger aujourd'hui on est dans une crise niée. Tout le monde a conscience, par contre on n'a pas trouver la façon de travailler. C'est autre chose.

Donc c'est la responsabilité autant des autorités nigériennes que des médias occidentaux ?

M. Masson : Dans ce cas là les médias n'ont rien à y voir. Ils donnent l'information comme quoi MSF a cette position et que l'Etat nigérien est dans le refus de la position. Ça ce n'est pas simplement un problème ou un conflit oublié. Il ne faut pas oublier qu'on en parle ; mais on ne résout pas le problème parce qu'on n'a pas trouvé les moyens de le résoudre. Le problème est nié.

F. M. Le Borgne : Pour en revenir au Niger, le journaliste de Radio France Moussa Kaka qui a été en prison pendant une année, c'est lui qui était un des relais qui a fait ces programmes à Radio France Internationale pour dire qu'il y a conflit, qu'il y a un problème, il avait des contacts avec des rebelles et puis du coup il se trouve en prison. Ce n'est pas très encourageant pour d'autres, en tout cas pour d'autres journalistes nigériens d'en parler. L'histoire n'est pas finie. S'il est sortie de prison mais il va toujours avoir un problème. Donc je suis tout à fait d'accord avec Michel ce n'est pas vraiment un conflit oublié au Niger. C'est un conflit qui est démenti par les autorités nigériennes. La crise continue.

Il y a une autre crise en 2005, c'est le Pakistan avec le séisme du Cachemire. Les appels à dons qui avaient été lancés par les différentes organisations n'ont pas reçu les réponses escomptées, ni de la part des Etats ni de la part des publics. La mobilisation est restée faible. Pour ce cas spécifique du Pakistan, à quoi pensez-vous que ça peut être dû ?

F. M. Le Borgne : Michel, il sait certainement beaucoup plus que moi, à quel point notre appel a été couvert pour le Pakistan. Nous au CICR, nous n'avons pas eu de problème. Donc tant mieux. Nous nous n'avons pas eu de problème parce qu'il ne faut pas oublier que le tremblement de terre a eu les effets les plus dévastateurs dans la région du Cachemire pakistanais. Une région contestée que nous considérions comme une région en conflit. Donc c'était quasiment naturel et normal que le CICR soit en première ligne pour mener à bien les efforts de sauvetage, de reconstruction, etc. Je ne peux pas dire que nous n'avons pas trouvé à créer des générosités pour le Pakistan.

Et les autres organisations humanitaires ?

F. M. Le Borgne : Je ne peux pas parler des autres. Je dois vous dire que je ne sais pas. Je reste dans mon domaine.

M. Masson : Il y a quand même une image de marque qui participe énormément de la mobilisation de l'aide. Quelle est l'image de la victime pakistanaise ? Quel est le degré d'empathie que la population qui est traditionnellement donatrice va avoir ? Ça je pense que ça fait partie des éléments, si on veut identifier les éléments qui justifient que la réponse est faible.

Croyez-vous que ces représentations médiatiques habituelles du Pakistan (attentats, course à l'armement nucléaire, conflits avec l'Inde…) ont eu un impact négatif sur le public donateur ?

F. M. Le Borgne : Tout à fait. Avec les talibans aussi, l'enlèvement d'humanitaires. Ils vont faire sauter les écoles internationales, les églises, les voitures d'étrangers, etc.

Comment vous voyez l'avenir du secteur de la solidarité internationale, en termes de mobilisation, de communication, d'organisation ?

F. M. Le Borgne : Je pense qu'il y a d'énormes défis. Il y a d'énormes défis, comme vous dites là, par rapport à la solidarité internationale, par rapport à la communauté des humanitaires, par rapport aux médias en général. Ça se résume en des paroles très simples : c'est que tout le monde veut être là en premier lieu, on veut être les premiers, on veut être sur la photo parce que ça fait rentrer de l'argent. Donc il y a une espèce de course à la victime. Je crois qu'on peut le dire. Alors qu'on ait des bons programmes par la suite, qu'on connaisse le terrain qu'on ne connaisse pas, qu'on sache faire l'évaluation des besoins, qu'on sache anticiper sur la durée. On l'a vu lors du tsunami où c'était vraiment de la course complètement folle des acteurs. On a vu aussi lors de la crise dans l'est du Congo où il y avait des ONG qui se sont présentées dont on n'avait jamais entendu parler avant. Donc il y a ça. Comme il y a des pics de l'information. Tout est archi médiatisé. Il y a, liées à ça, les relations publiques. Donc l'argent. Et donc il y a une compétition pour l'attention internationale qui se traduit par l'apparition dans les médias. Je pense que ça, ça ne va pas s'en aller. Ça va rester.

Est-ce que cette forme de médiatisation soudaine et emballée ne nuit pas à l'action humanitaire parce que, dit-on, elle ne favorise pas une vraie réflexion sur la réalité des situations ?

F. M. Le Borgne : Ça peut nuire mais on ne peut pas quand même s'en passer. Je pense vraiment que c'est une question de pondérer et de dire est-ce qu'il faut vraiment que je sois absolument sur la photo ou est-ce qu'on peut se permettre de simplement continuer à développer notre travail. Et que si un journaliste veut réaliser un reportage, qu'on se contente de lui fournir les informations les plus claires et les plus exactes mais de ne pas se battre activement pour se mettre en scène soi-même. Ça ce n'est pas négligeable, je le dis d'un point de vue de quelqu'un qui est d'une organisation établie, bien connue, la mère de toutes les organisations humanitaires, le CICR. Je pense que nous, il y a des moments où nous pouvons nous le permettre, d'être au deuxième plan ou alors de se dire nous n'allons pas être au premier plan. Une ONG qui est jeune, qui n'a pas ses fonds et ses bailleurs assurés, elle ne peut pas se le permettre. Elle doit, peut être, participer à la course pour être sur la photo. Je n'ai pas d'opinion très formulée là-dessus pour la communauté des organisations humanitaires.

❖ Paula HOKKANEN, VOICE

« L'impact visuel contribue beaucoup à la sensibilisation de l'opinion »

Qu'est-ce qui peut expliquer selon vous le fait qu'il y a des crises humanitaires objet de mobilisation médiatique et internationale et d'autres crises beaucoup moins visibles ?

P. Hokkanen : Il y a deux points. Le premier point c'est les crises instantanées avec des éléments très visibles, qui peuvent être repris sur les télévisions, sur les autres médias. Ça mène immédiatement à un sentiment de générosité que des crises durables, des crises qui se passent dans des endroits très loin où il n'y a pas de photos très visibles. Sur ces crises, on a du mal à amener cette attention. Je prends l'exemple entre les guerres du Kivu qui sont un petit massacre qui se passe là dans un coin au fond de la brousse que personne ne voit. Et puis le tsunami où dans la journée il y avait d'énormes photos, d'énormes reportages sur la vague qui est arrivée et qui détruisait. L'impact visuel contribue beaucoup à la sensibilisation de l'opinion et des décideurs. Je dirais une bonne photo ça amène d'autres journalistes à y aller, ça crée une espèce d'effet boule de neige. Donc ça c'est le premier point. Un deuxième point c'est qu'il y a des crises qui sont plus que les autres soit à cause du contexte, des contextes très proches de l'Europe toucheraient beaucoup les Européens, ou des choses qui, à cause de l'angle dans lequel ils sont présentées c'est-à-dire la nature du discours médiatique, peuvent être très touchantes Notamment dès qu'il y a par exemple des Européens qui sont touchés ça

suscite complètement un grand intérêt médiatique et, je dirais, ça crée un effet boule de neige. Les médias c'est toujours sur l'effet boule de neige. Donc il y a quelqu'un qui fait un reportage ça semble marcher, toutes les rédactions vont demander à leurs journalistes de faire un reportage sur le même truc.

C'est l'esprit de concurrence ?

P. Hokkanen : Il y a une concurrence de l'audimat, il y a une concurrence de couverture des sujets… Le fait de ne pas parler d'une crise amène que personne ne s'y intéresse et qu'un journaliste aura du mal à convaincre sa rédaction en chef de l'amener là bas alors que pour une crise qui est très visible, avec des acteurs connus impliqués, ça sera plus facile pour l'envoi d'un journaliste.

Est-ce que ce désintérêt médiatique ne traduit pas d'une certaine façon des stratégies de communication pas tout à fait efficaces des organisations humanitaires ?

P. Hokkanen : Alors je pense que les ONG, ont depuis longtemps quitté cette simple approche là de travailler avec les grands médias. Elles produisent elles-mêmes beaucoup l'information qu'elles mettent à la disposition des grands médias. Donc c'est les opérateurs qui ont besoin de l'information qui génèrent eux-mêmes l'information et la mettent à la disposition des agences de communication et de distribution qui, elles, réalisent le travail des journalistes mais simplement font un travail de montage, d'édition. Donc là… les ONG sont de moins en moins dépendantes des journalistes pour se faire leur propre médiatisation. Elles sont de plus en plus capables de fournir du matériel tout prêt, des interviews que les journalistes n'ont plus qu'à récupérer. Donc là les journalistes, peut être, ont de moins en moins leur travail à faire.

Mais ils ne sont peut être pas obligés de reprendre ces éléments qui relèvent plus de la communication que de la vraie information journalistique susceptible de faire un éclairage de la situation.

P. Hokkanen : Tout à fait. Je pense que maintenant il y a un vrai mélange. C'est-à-dire que comme l'information coûte cher à générer, si un utilisateur génère lui-même de l'information et la met à la disposition des médias, il n'y a pas de médias qui vont utiliser ça. Et donc il y a une dégradation de la qualité du travail journalistique et en particulier au fait que les journaux ont de moins en moins de moyens pour envoyer sur le terrain de vrais journalistes faire du vrai journalisme d'investigation. Donc ça laisse la place soit à des manipulations de l'ordre de

la communication par l'information générée par les ONG soit du travail peut être beaucoup plus superficiel essentiellement basé sur l'analyse des dépêches de presse et des photos achetées en agence.

Les ONG sont constamment sur le terrain avec des projets et programmes qui sont exécutés mais les médias n'en parlent presque pas, sauf quand il y a un pic dans une crise. Aujourd'hui il y a le Tchad, l'est du Congo où il se passe des choses que les médias ignorent…

P. Hokkanen : Quand on couvre une réponse à une catastrophe on interviewe, éventuellement on montre en photos, des jeunes volontaires blancs des ONG avec leur tee-shirt et leur casquette. C'est comme ça. On oublie de montrer tous les acteurs de la réponse première qui sont les acteurs nationaux. Ceux-là, en général, sont complètement zappés des reportages. Ce qui est très intéressant avec le tsunami c'est que pour la première fois les gens ont commencé à en parler parce que des étrangers ont été sauvés par des nationaux. Il y a eu ces pêcheurs thaïlandais de Pukhet qui se sont occupé de ce pauvre touriste allemand ou français, ils l'ont sauvé, l'ont amené, l'ont nourri. D'un seul coup vraiment, on a vu pour la première fois un discours autour des acteurs nationaux et du secours de première proximité qui était fait par les voisins…

Les capacités locales ne sont donc pas mises en relief ?

P. Hokkanen : Ça c'est très oublié. C'est vraiment un truc qui ne rentre pas dans les stratégies d'organisation et de communication.

Oublié par les ONG ?

P. Hokkanen : C'est oublié par les journalistes. C'est un peu oublié par les ONG. Mais c'est souvent complètement oublié par les journalistes. Parce que les journalistes essaient de trouver un angle qui fait vendre. C'est beaucoup plus facile de vendre un jeune volontaire français venant de Vendée ou pour avoir l'article dans la presse régionale de Vendée.

Dans ce cas il y a des chances que la dépêche ou l'information soit reprise ?

P. Hokkanen : Exactement. Donc là il y a des effets très pervers qui affectent la qualité de la médiatisation.

On parle aussi de la chute de la générosité de l'opinion publique…

P. Hokkanen : L'opinion publique est de moins en moins généreuse parce qu'elle est saturée de demandes. Nous, nous avons essayé de lancer un projet qu'on n'a pas réussi à faire financer, qui s'appelait MCMD (mieux comprendre pour mieux donner) qui faisait que les messages des médias pour les populations n'étaient pas des messages émotionnels, étaient des messages pédagogiques de compréhension. Des messages pour mieux comprendre, mieux saisir les enjeux et ne pas simplement réagir selon son cœur. Là on n'a pas eu le financement pour le mettre en place et donc on le fait un peu à notre niveau local. Mais on ne le fait pas au niveau national comme on le voudrait. Il y a l'autre élément qui est que comme chaque ONG y va de son propre message tout seul, je pense qu'il y a une saturation. Les Anglais ont bien été plus intelligents là-dessus. Ils ont mis en place une structure, le DEC, qui gère dans le cadre des désastres l'image collective, les recherches de fonds communs pour l'ensemble des grands acteurs. Ce qui permet d'avoir une seule image, un seul message, une seule adresse, un seul code postal. Par contre les ONG ne reçoivent plus d'argent directement du public comme ça. Elles doivent fournir des projets et elles doivent accepter d'être évaluées. Ce qu'il faut voir c'est que le DEC a créé une telle confiance auprès des donateurs privés que pour un appel du DEC il ont bien plus d'argent que pour l'ensemble des appels de toutes les ONG en France. Parce qu'il n'y a pas saturation des messages. Le message c'est plus clair, il y a une perception du fait que les ONG essaient de travailler en synergie. Et il y a surtout une mise en avant d'un enjeu de qualité des projets et d'évaluation. Ça augmente la confiance du public qui donne beaucoup plus.

❖ Jean SASLAWSKY, responsable des financements publics et institutionnels à Médecins du Monde (MDM)- Paris

« Les catastrophes naturelles génèrent plus de dons que les conflits »

Il y a une vraie problématique dans le secteur de l'humanitaire à cause du fait qu'on parle des crises médiatisées et des crises sous-médiatisées, de la baisse de la générosité du public etc. Quelle est votre explication ?

J. Saslawsky : Nous, nous avons des subventions qui viennent des sources publiques : des gouvernements, de l'Union européenne, des agences des Nations-Unies, ça c'est d'un côté. D'un autre côté on a des subventions qui proviennent des particuliers, des gens qui font des

dons à MDM, et puis également quelques fondations et entreprises de façon très répétée. En fait, le grand public, les particuliers, réagissent évidemment de façon beaucoup plus forte quand il y a une crise humanitaire médiatique. Mais par contre on ne va pas dire qu'on va récolter les fonds que quand il y a une crise médiatique. On arrive à équilibrer ce phénomène là grâce au système des subventions. Parce que seules les subventions peuvent beaucoup plus atténuer et c'est çà qui est complémentaire sur les financements. Le bailleur humanitaire principal c'est ECHO sur les crises oubliées et assez largement même. C'est même une des thématiques majeures d'ECHO : le financement des crises oubliées. Il ya d'autres bailleurs de fonds qui interviennent dans des pays. Ce mélange d'avoir à la fois les fonds des gouvernements, de l'Union européenne d'une part, et des fonds des particuliers et des entreprises d'autre part, permet d'équilibrer en fait les financements.

Par rapport à la façon dont les médias rapportent les questions humanitaires, quel peut être l'impact sur l'opinion ?

J. Saslawsky : C'est clair que s'il n'y a pas de médiatisation ça sera très difficile de faire une collecte de fonds. Il y a plusieurs facteurs qui jouent de façon active. Il y a la proximité à la fois géographique de la crise et puis la proximité en termes de populations. La proximité affective et sociologique. C'est vrai que le tsunami était loin géographiquement mais il y avait les touristes occidentaux. Ça touché tout le monde assez directement. Très clairement, quand il y a une crise au Libéria ça va susciter moins de dons qu'une crise au Kosovo, ou alors le tsunami. Dans les situations de conflits comme le Liberia, ça va générer moins de collecte de fonds. On a remarqué que ce qui génère plus de dons en fait c'est les catastrophes naturelles. Elles génèrent plus de dons que les conflits. Ça c'est clair. Parce qu'il ya une histoire de fatalité. Les gens se sentent plus proches de ça. Inondation, tremblement de terre, cyclone, tsunami…, ça va générer plus de dons qu'un conflit.

Les Famines aussi ?

J. Saslawsky : Les famines, ça peut être variable, ça dépend de la proximité. Ça dépend de la proximité affective. Ça peut dépendre éventuellement quelquefois du contexte. Quand il y a une crise humanitaire à l'approche des fêtes de noël, ça va générer plus de dons qu'une autre période. C'est une période où il y a de toutes les façons plus de dons. Il faut connaître aussi un peu la sociologie des donateurs. Les gens qui donnent spontanément, traditionnellement ce sont des gens âgés avec la moyenne d'âge plus proche de 70 ans avec plutôt dans la tradition de faire un don vers la période de Noël. C'est en train de changer maintenant. On commence à

avoir des donateurs plus jeunes. Des donateurs plus jeunes qui s'engagent pour une cause et donnent de façon régulière par prélèvement automatique. Donc eux, finalement, ils vont être moins sensibles à ce qui est dit dans les médias. Parce qu'en fait il y a un prélèvement automatique qui est fait de façon régulière. Ils vont suivre un peu ce qu'on fait dans les médias, ils vont suivre les questions humanitaires. Mais finalement, le système de prélèvement automatique en fait atténue complètement l'impact des médias sur ce type de donateurs.

Sur l'aspect média, ce qu'on a remarqué aussi c'est que quand il y a une mobilisation très forte des médias autour d'une crise, souvent il y a le retour de balancier. Certains journalistes annoncent même en disant on reviendra dans quelques mois pour voir comment les opérations se sont passées. Donc dans les médias, souvent six mois après, il va y avoir un retour sur la crise avec un regard très critique, souvent exagéré. C'est exagéré des deux côtés. On va exagérer complètement le côté positif pour susciter des fonds. On va exagérer aussi le côté négatif.

Pensez-vous que les organisations humanitaires doivent apporter quelques touches à leur stratégie de communication afin éventuellement d'amener les médias à couvrir leur activités et les questions humanitaires de façon plus convenable et régulière, c'est-à-dire même en dehors des situations de pire crise ?

J. Saslawsky : A MDM on a une politique systématique : chaque fois qu'on ouvre un projet par exemple, chaque fois qu'il y a un événement majeur sur un projet même s'il est dans un pays de crise oubliée, on envoie systématiquement un communiqué de presse à tous les médias et aux politiques. Le communiqué porte sur l'ensemble du projet. Ce communiqué de presse, quand il porte sur l'ouverture d'une mission au Niger, sur l'atteinte d'un objectif ou sur la fin d'un projet qui s'est bien passé dans un pays qui est classé dans les crises oubliées, c'est repris par très peu de médias. Il y a vraiment très peu de médias qui se donnent la peine de l'évoquer. En tout cas pas les médias audiovisuels, c'est clair. Les seuls médias qui vont être relativement intéressés aux questions humanitaires : il y a le journal *La Croix*, quelquefois *L'Humanité*, *Libération*. Le seul média audiovisuel qui reprend très fréquemment c'est Radio France Internationale qui a un focus très fort sur les pays dans lesquels on intervient.

Pour intéresser plus les médias aux questions humanitaires, n'est –il pas plus utile, en plus des communiqués, d'organiser des voyages de presse par exemple ?

J. Saslawsky : On essaie de mobiliser par le biais de voyages de presse plusieurs journalistes en leur proposant de venir, à leur frais bien entendu, visiter un de nos projets. Alors ça on essaie de les mobiliser sur les thématiques un peu moins médiatiques. Par exemple autour de la Journée de lutte contre le Sida le 1er décembre, ça arrive qu'on amène les journalistes sur un programme de lutte contre le sida. On va mobiliser les journalistes prochainement sur les programmes contre les violences faites aux femmes qui sont sur plusieurs pays. Ça fonctionne assez bien. Là pour le coup là, il y a des retombées médiatiques. On peut par ce biais là, c'est-à-dire du thème de la violence faite aux femmes, accéder à des médias auxquels on n'accède pas du tout d'habitude, comme par exemple la presse féminine.

C'est donc plus facile de mobiliser les médias sur les questions d'actualité ?

J. Saslawsky : Oui. Ça peut être le cas. Je dirais même sur des questions comme, ça peut être sur des choses qui ne sont pas forcément d'actualité et on arrive à mobiliser la presse. Il y a le programme des enfants des rues, la question du Sida qui, elle, est toujours certainement dans l'actualité. Autour de ces questions, on arrive quand même à mobiliser la presse par le biais des voyages de presse et là il y a des retombées médiatiques.

Un mot sur les bailleurs de fonds institutionnels puisqu'à ce niveau là aussi la mobilisation des fonds a tendance à se stabiliser ou à se réduire alors que les besoins humanitaires n'ont jamais été aussi importants…

J. Saslawsky : L'avantage avec les bailleurs institutionnels c'est qu'ils vont être moins sensibles à l'aspect médiatique. Donc ils vont pouvoir continuer à financer des crises qui sont totalement oubliées. Beaucoup de bailleurs institutionnels font ça et pour nous c'est très important. Evidemment, les bailleurs institutionnels ne sont pas totalement insensibles à l'attention médiatique. Quand il y a une forte pression médiatique, il va y avoir une pression sur des politiques également pour intervenir.

La neutralité et l'indépendance des ONG sont souvent dénoncées à causes des subventions et financement des Etats…

J. Saslawsky : L'aide humanitaire donnée par les gouvernements : elle n'est jamais totalement neutre. Il y a une relative neutralité de l'aide humanitaire européenne puisque pour

le moment il n'y a pas de politique étrangère européenne très établie. Cette neutralité est menacée. Nous nous sommes très vigilants sur cette question là avec le collectif des ONG (VOICE qui est à Bruxelles) pour garder, il me semble, l'indépendance de l'aide humanitaire européenne. Par contre, l'aide humanitaire au niveau des gouvernements, forcément elle est rattachée à la politique étrangère du gouvernement. Elle peut avoir différents degrés de neutralité, elle n'est jamais totalement neutre. Il faut vraiment en être conscient. Il faut nous garantir notre relative indépendance. On n'est jamais totalement indépendant quand on dépend des financements d'autrui, que ça soit public ou privé d'ailleurs. Ce qui garantirait l'indépendance c'est quand on est à l'initiative du projet. Une ONG a initié un projet, a déterminé avec ses partenaires sur place un projet et ensuite dans un deuxième temps seulement va chercher des financements, en ce moment là il y a une forme d'indépendance puisque l'initiative du projet vient de l'ONG. Quand on est dans un système où on répond à des appels d'offre, l'indépendance est plus difficile.

Et la crédibilité des médias ?

J. Saslawsky : L'aide humanitaire par nature elle est médiatique. Maintenant se pose la question des crises oubliées. C'est vrai que sur certaines crises, les plus médiatiques suscitent beaucoup plus de dons que les crises oubliées. C'est à nous de gérer l'ensemble de tout ça et de faire un équilibre entre toutes ces questions.

❖ Mahieddine KHELLADI, directeur exécutif Secours Islamique France

« La médiatisation de l'humanitaire est une problématique complexe »

Crises médiatiques, crises oubliées : quel est votre commentaire sur le sujet ?

M. Khelladi : Il y a plusieurs points. Le premier c'est que nous vivons dans une société très médiatisée, très sensibles à ce qui se passe dans les médias. Donc effectivement dès qu'une crise ne passe plus dans les médias on va l'appeler comme étant une crise oubliée, mais une crise qui est durable, qui peut rester aigue parfois mais qui n'est pas rapportée en tant que telle. Il y a aussi la responsabilité des médias. Et puis il y a en outre la responsabilité des sociétés civiles, notamment des ONG humanitaires qui doivent relayer. Certains le fond justement. Donc relayer, parler des crises oubliées, continuer la sensibilisation. On peut dire crises oubliées parce que de facto ça touche des problématiques de dimension politique assez

importante. Les aborder trop, ça impliquerait nécessairement une implication politique directe. Donc, souvent, on préfère ne pas trop en parler, etc. On laisse la partie humanitaire et on parle plutôt de la dimension politique. Puis on l'oublie et on laisse passer un peu à la trappe la partie humanitaire. Donc c'est un autre problème.

Il y a donc de l'instrumentalisation ?

M. Khelladi : Oui, instrumentalisation. Le problème humanitaire est politique. En fait, on fait de l'humanitaire, on est neutre. Mais bon on fait de la politique quelque part. Voilà, c'est toujours ça. Effectivement quand une ONG monte au créneau et met en valeur une problématique humanitaire qui a été oubliée ou pas du tout abordée, médiatiquement ou dans la société en général, des fois ça va alerter qu'à ce moment il y a quelque chose qui ne va pas.

Est-ce vous pensez que les ONG humanitaires doivent adapter leur communication pour que leurs actions soient davantage visibles dans les médias…

M. Khelladi : C'est un sujet vaste s'agissant des relations médias-humanitaire. Je pense que les grandes ONG humanitaires ont un savoir-faire en termes de communication. Mais leurs moyens resteront toujours limités par rapport aux grands médias. Mais ils ont un savoir-faire en termes de communication qui est significatif. Malheureusement c'est toujours une relation je ne dis pas tendue mais intéressée pour l'action des ONG humanitaires et des médias. Voilà donc. En tout cas dans les médias on essaie de sensibiliser, on fait parfois du lobbying, etc. Les médias ont des raisons qui leur sont propres, des agendas qui leur sont propres et qui font qu'ils relaient ou ils ne relaient pas. Il y a certaines ONG qui utilisent même des artifices, se faire accompagner par les journalistes, les voyages de terrain, etc.

Je n'ai pas de jugement là-dessus. Parfois c'est justifié mais parfois non, je ne pense pas. On fait du lobbying. Normalement il y a une déontologie, il y a une éthique. Alors concernant le secours islamique, c'est un autre sujet. Parce que du point de vue de notre nom, on s'appelle secours islamique. Ça c'est un préjugé qui touche une autre dimension du sujet. Donc on peut dire qu'on est touché un peu par la problématique générale humanitaire-médias. Et puis on est touché par la problématique de l'islam dans le monde, le terrorisme, etc. Il y a beaucoup d'efforts, beaucoup d'étapes ont été franchies, je pense dans le milieu professionnel, dans le milieu politique. Il y a des médias qui sont spécialisés qui connaissent bien le secours islamique. Et chez d'autres, il y a encore un effort à faire.

De façon générale on assiste à la stagnation, voire à la réduction du volume de l'aide humanitaire tandis que les besoins sont toujours plus importants. Comment vous l'expliquez ?

M. Khelladi : Le donateur qui donnait pour les grandes crises dans les 20 dernières années n'est pas identique à celui d'aujourd'hui. Je crois que la sociologie des donateurs a évolué. Donc il y a une exigence du donateur, une exigence de transparence, de lui rendre compte de ce qu'on va faire de son argent, etc. Les ONG qui le font bien, en général réussissent à fidéliser leurs donateurs. Les autres qui ne le font pas bien peuvent avoir des problèmes de fidélisation des donateurs. Donc c'est un sujet qui est commun. C'est un phénomène marketing : comment les sensibiliser, comment les prospecter, parler, etc. Pour les bailleurs de fonds c'est pareil. Les bailleurs de fonds réglementent beaucoup le financement. Peut être, il va y avoir des bailleurs qui ne veulent pas trop donner pour telle crise ou telle autre. Alors les ONG qui dépendent que des bailleurs institutionnels ne peuvent pas y aller. Donc ça sera uniquement les ONG qui ont des fonds propres, qui ont une assise financière, qui ont peut être une assise populaire, qui disposent d'un budget conséquent. Là, ça permet au Secours islamique d'aller où les bailleurs ne veulent pas. Là, on touche à un autre sujet : c'est l'indépendance des ONG.

Pour le Secours islamique, si je prends la famille parce qu'on fait partie d'un réseau d'ONG, les fonds institutionnels représentent une partie des financements. Donc ça nous laisse une marge de travail, de liberté, sauf qu'il y a le bailleur institutionnel qui fait son choix mais aussi le bailleur privé, le donateur choisit aussi le projet. Nous, au Secours islamique, nous travaillons avec une multitude de projets. Quand nous faisons un appel au don, généralement nous avons plusieurs projets. C'est le donateur qui choisit le projet, le programme, le pays, la crise. Là, légalement, typiquement, on est obligé de suivre son choix.

Pour revenir à la problématique médias-humanitaire, quels sont, selon vous, les défis liés à l'objectivité du fonctionnement médiatique concernant les crises humanitaires et le travail des ONG sur le terrain… ?

M. Khelladi : Je représente une ONG. Donc l'objectivité est difficile. Ça c'est entre parenthèse. Je pense que pour faciliter la chose, il faut qu'il y ait un socle d'intérêts communs. L'idée est peut être là. C'est de trouver les croisements qui peuvent intéresser et les humanitaires et les médias. Je pense qu'il faut une éthique aussi parce que les journalistes ne sont pas bêtes. Si tu lui payes le voyage pour qu'il parle de toi, il va le faire peut être mais il

aura un regard rétrograde sur… voilà. Il reste un citoyen, il a une conscience. Donc il y a une éthique qui doit gérer cette relation, des deux côtés d'ailleurs. En plu, les médias ont des agendas assez complexes. C'est un problème qui date depuis plusieurs années. Je pense que la problématique est assez complexe mais c'est un problème qui est sociétal, c'est-à-dire en essayant de trouver des interactions socioéconomiques, on pourra trouver des solutions intermédiaires.

Est-ce que vous pensez que les organisations humanitaires doivent davantage s'appuyer sur la notoriété des politiques, ministres, chefs d'Etats et de gouvernements qui, en se rendant sur un théâtre de crise amènent des journalistes avec eux… ?

M. Khelladi : Surtout pas. L'association d'images pour moi ce n'est pas la solution. Parce que quand il y a une ONG, sa crédibilité sur le terrain c'est cette neutralité. Se faire accompagner ou accompagner un homme politique, c'est évident que ça nuit complètement à la crédibilité et je pense que ça fait resurgir le problème de l'impartialité. L'agenda politique il est ce qu'il est. Un agenda humanitaire il est autre chose. Je crois qu'en termes de valeurs il doit être supérieur à l'agenda politique. Parce qu'on parle de société civile et la société civile pour moi c'est un formidable levier pour l'entente entre les sociétés et les peuples.

Au Secours islamique on y croit beaucoup. C'est pour ça qu'on est membre de plusieurs plateformes, y compris avec le Sud. Parce qu'on veut promouvoir cette amitié, c'est utopique mais oui et non. Parce qu'on arrive à les concrétiser dans les forums. Mais l'agenda politique c'est un autre agenda.

❖ François JOMINI, volontaire permanent, ATD-Quart Monde, Suisse

« Les médias pourraient être un véhicule extraordinaire de débat et de réflexion »

Les problèmes humanitaires et les problèmes du développement sont toujours plus importants. Des polémiques sur l'organisation et la médiatisation de l'action humanitaire. Quel regard global portez-vous sur ce secteur ?

F. Jomini : D'abord s'agissant du pessimisme que peut manifester l'Etat ou le public par rapport à l'efficacité des ONG, si ça devait reposer que sur les épaules de quelques organisations, qu'elles soient locales ou plus étendues, évidemment ça serait miraculeux de

pouvoir répondre à la misère de cette manière là. Et surtout ça déchargerait peut être chaque citoyen, chaque personne de ses responsabilités par rapport aux situations qui entretiennent l'exclusion, la misère, et ceci dans les pays riches comme dans les pays pauvres. Parce que le mouvement ATD-Quart Monde est un mouvement constitué de gens très pauvres, avec des gens d'autres milieux qui se mettent ensemble solidairement pour résister à la misère, mais résister à partir de l'expérience des plus pauvres. Paradoxalement, ce mouvement là est né dans un pays riche en Europe, donc un pays qui dans les années 50-60 vivait plutôt une progression économique mais ignorait une partie de sa population qui restait dans la misère. Son fondateur Joseph Wresinski a rejoint un camp de sans-logis à Noisy-le-Grand dans la région parisienne, il y est resté et a fondé le mouvement avec les familles pauvres qui s'y trouvaient. Ces familles avaient été relogées, car tout d'un coup la France redécouvrait grâce à la télé –il y a eu des reportages qui ont montré qu'il y avait des centaines de familles à la rue– qu'il y avait cette situation. Donc l'Etat, les collectivités ont décidé de donner un toit à ces familles, mais un toit très provisoire. C'était des logements qui étaient provisoires et dans lesquels une famille ne peut pas vivre longtemps. Pourtant ce provisoire a duré, a continué de durer. Donc face à cette situation, le mouvement a commencé par une poignée de gens, une poignée de familles autour de ce père Joseph Wresinski pour entreprendre une lutte contre la pauvreté qui ne soit pas seulement une simple assistance. On dit : voilà on vous donne un toi, on vous donne la soupe, vraiment… pour durer et trouver ensemble des solutions, à partir de l'expérience des gens qui vivent dans la pauvreté. Parce qu'à l'époque comme aujourd'hui, on a beaucoup de programmes, beaucoup d'idées, beaucoup de politiques qui ne tiennent absolument pas compte de l'expérience des gens qui sont au fond les premiers experts parce qu'ils vivent eux-mêmes dans ces situations là.

Que pensez-vous du rôle que devraient jouer les médias dans la mobilisation à la fois de l'opinion et des dirigeants sur ces situations, sur les crises humanitaires. Dans le monde, on parle souvent de crises oubliées en même temps on dénonce l'indifférence de la communauté internationale parce que ça n'intéresse pas les médias, parce que ça n'intéresse pas aussi les responsables, l'exemple du cas du Niger il y a trois ans, le cas de la RDC actuellement. Qu'est-ce qui explique ce fait selon vous ?

F. Jomini : Moi ce que je constate en lisant la presse ou disons les médias, c'est premièrement qu'il y a un style de l'information de plus en plus focalisée sur l'immédiat, l'événementiel, ce qui frappe, ce qui va frapper les imaginations, ce qui va faire effectivement

vendre le journal. Les médias pourraient être un véhicule extraordinaire de débat et de réflexion. Je pense que certains le font, certains essaient de jouer ce rôle là mais dans la majorité je crois que ce n'est pas le cas. Donc les informations les plus catastrophiques se succèdent et côtoient les plus futiles. Ça crée d'abord une banalisation terrible de ce qui touche quand même à la vie et à la mort des gens. Donc avec ce type d'information, le lecteur que je suis peut d'une part, à un moment donné, se sentir très impuissant et très découragé, se dire il y a rien à faire. J'ouvre mon journal aujourd'hui, on parle d'une catastrophe ici, on parle d'une guerre civile là, on parle de ceci et de cela. Surtout je ne sens pas dans la presse, dans ce journal que j'ouvre aujourd'hui le reflet du courage et de la résistance des gens. C'est très rare dans la presse qu'on vous raconte l'histoire de ceux qui se battent au quotidien simplement, résistent au quotidien pour que leurs enfants aient un avenir meilleur. Et qu'ils le font avec les moyens qu'ils ont, et qu'ils le font ensemble avec d'autres parce que tout seul ce n'est pas possible. De ça on en parle très peu. Donc la presse, les médias, peuvent avoir quand même, par manque de discernement un rôle très négatif par rapport à tout ce qui est la misère dans le monde parce que simplement on va asséner tout ce qui est catastrophe, on va asséner des chiffres, on va asséner des images qui ont pour but de choquer. Mais il n'y a pas de réflexion, il n'y a pas non plus l'histoire vraie des gens et le témoignage vrai des gens qui permettent de faire comprendre mieux par des gens qui vivent les choses de l'intérieur. Et ça, je pense que ça manque beaucoup dans la presse. Elle joue en ce sens là un rôle plutôt décourageant et négatif.

Pensez-vous que la stratégie de communication des ONG comme la vôtre soit adaptée et efficace par rapport à ces problématiques et est-ce que ça nécessite quelques réaménagements ?

F. Jomini : Moi je pense que ça nécessite en permanence d'être réévaluée et d'être réfléchie. Pour nous, à ATD Quart-Monde, il n'y a pas de stratégie qui vaut une fois pour toute. Puisque nous au fond on se fonde sur le fait qu'on ne connait pas la problématique tant qu'on n'a pas une connaissance qui vient de l'intérieur, de l'expérience vécue par les gens. Ça veut dire que ce n'est pas seulement une organisation quels que soient ses moyens qui peut changer une situation qui est vécue par les gens. C'est les gens eux-mêmes qui, s'ils sont aidés, s'ils sont compris, s'ils sont respectés dans leur dignité par d'autres, c'est les gens eux-mêmes avec d'autres qui peuvent changer cette situation. Donc quelque part, la stratégie, quelle qu'elle soit, elle a son importance. C'est un facteur d'organisation de ne pas faire les choses

n'importe comment, de programmer. Mais au-delà de ça, ce qui nous remet nous constamment en question c'est la rencontre avec les personnes.

Que pensez-vous du fait qu'en Occident de façon générale, la générosité publique, selon des études, a tendance à baisser par rapport aux dons, aux gestes financiers qui sont offerts aux différentes associations ?

F. Jomini : Je pense qu'il y a plusieurs facteurs. Nous-mêmes nous sommes inquiets de cette situation dans le cadre de notre mouvement associatif, donc on y réfléchit. Un des facteurs est lié à l'information telle que j'en parlais tout à l'heure, c'est-à-dire au fait que la répétition des événements, l'éclatement de l'information, au fond tout ça divise. Divise à la fois l'engagement et divise l'aide aussi du point de vue purement matériel. Donc qu'il puisse y avoir un certain pessimisme quand à l'efficacité des associations, c'est possible aussi. Voilà. Les organisations existent depuis des décennies, on se dit où sont les résultats puisque la situation s'empire. Donc il peut y avoir du découragement aussi. Par contre c'est vrai que c'est assez remarquable que chaque fois que les médias arrivent à mettre vraiment en scène une situation catastrophique, on sent quelque chose d'inépuisable, c'est-à-dire le besoin de solidarité des gens. En général donc les gens donnent. Mais je pense que par rapport à quelques décennies en arrière, les gens ont la possibilité de soutenir beaucoup plus de choses. Des choses qui sont proches ou des choses qui sont loin. Donc tout ça atomise l'aide, donc il y a une dispersion. Avec aussi l'explosion du nombre d'associations. On ne peut pas mesurer pour l'instant les effets de la conjoncture économique, ce serait un peu trop tôt. Mais à mon avis les gens en moyenne vivent beaucoup plus difficilement aujourd'hui qu'avant.

❖ Dr Nathalie MEZGER, vice-présidente du C. A. de MSF Suisse

« Dans les médias, il y a aucun suivi des crises humanitaires »

Quel regard global portez-vous sur les problèmes humanitaires et leur dimension médiatique ?

N. Mezger : Quel regard je porte sur le secteur de l'humanitaire ? Je crois que c'est une question qui est difficile à répondre. Malheureusement il y a de plus en plus de besoins, il y a de plus en plus de crises, il y a de plus en plus de catastrophes naturelles. On parle maintenant

de réchauffement climatique, donc on a toujours autant de crises liées à l'homme. C'est un secteur où il y a toujours des besoins et j'ai l'impression qu'il y en a plus qu'avant.

Souvent il y a une question qui fait l'objet de débat, c'est la problématique des crises dites oubliées. Selon vous à quoi une telle situation peut être attribuée ?

N. Mezger : Les crises oubliées, ça fait partie de notre travail. MSF essaie de travailler au maximum. Nous nous représentons MSF Suisse mais le réseau MSF essaie d'être présent justement dans énormément d'endroits où il y a des crises oubliées. Nous, MSF Suisse, nous travaillons beaucoup sur les maladies oubliées. Donc c'est aussi quelque chose pour lequel on se bat depuis des années. Il est clair qu'à la date d'aujourd'hui, au niveau de la couverture médiatique, il y a beaucoup de choses qui ne sont pas dites parce que ce n'était pas vendable, parce que ce n'était peut être pas joli ou parce que c'est trop loin, ça ne va pas à l'actualité. Il faut vraiment que ça devienne catastrophique pour qu'on en parle. Ça c'est quelque chose qui est très grave. Donc on va parler d'un pays lorsqu'il y a un gros clash. Un pays dont on entend très peu parler en ce moment c'est le Sri Lanka alors qu'il y aurait peut être 230.000 personnes déplacées, que j'ai lu dans les journaux cette semaine, personne n'en parle. C'est une crise oubliée. Voilà, on est dans une société de consommation, un sujet fait la une des journaux pendant quelques jours et après on passe à autre chose. Il y a aucun suivi. A mon avis il y a un gros manque de responsabilité. Je veux dire qu'on ne peut pas lancer des informations brutes comme ça, sans suivi, juste parce que ça fait joli à huit heures, le journal…

Les publics sont de moins en moins généreux. Est-ce que c'est quelque chose que vous avez constaté au niveau de MSF-Suisse ?

N. Mezger : A MSF Suisse, comme la plupart des sections MSF, nous sommes entre 75 et 80% sur fonds propres. Nous vivons grâce aux donations. Je n'ai pas entendu dire au département des recherches de fonds qu'il y avait une baisse des donations pour MSF Suisse. Donc, oui, actuellement il y a une crise financière. Est-ce que cela va avoir un impact sur les donations l'année prochaine, je n'en ai aucune idée. Mais nous à notre niveau je n'ai pas l'impression que nous ayons une baisse de donation.

1-2 Avis exprimés par des journalistes, responsables de journaux ou professionnels de la communication sur la médiatisation des crises humanitaires

C'est [la] conviction que la mobilisation de l'opinion publique reste capitale malgré tout pour arriver à terme au traitement politique de ces crises qui incite les ONG comme *Médecins du Monde* à renforcer leur engagement auprès des populations oubliées, et à étayer leur témoignage pour plus de « bruit » médiatique. Dans cette perspective, MDM a souhaité inciter les professionnels des médias et de l'humanitaire et les photographes à se pencher sur la problématique de la relation entre médias et ONG. Pour ce faire, l'association est allée à la rencontre des directeurs de rédactions de la presse nationale française mais aussi de représentants du « milieu » humanitaire, avec une question, essentielle : « Comment expliquez-vous que certaines crises humanitaires soient oubliées alors que d'autres sont surmédiatisées, et vous-même, au sein de votre rédaction comment décidez-vous de mettre en lumière telle crise par rapport à telle autre ? »

Ci-après, quelques réponses fournies par des professionnels contactées dans plusieurs journaux. Un texte de *Médecins du Monde* que nous avons corrigé et remis en forme.

❖ **François SERGENT, responsable du service Monde à *Libération***

« Le suivi de ces crises est fondamental »

Notre conviction, c'est de couvrir toutes les crises humanitaires, sans exception. Ne pas tomber dans le « mort kilométrique », qui est une expression monstrueuse. L'accident d'autocar sur l'autoroute du Sud plutôt qu'un tremblement de terre à Java. Une fois ce principe posé, un journal comme le nôtre est confronté à la réalité des choses. Les journaux sont aussi des entreprises commerciales. Envoyer quelqu'un a un coût, surtout en urgence. Transports, logement. Pour Java, nous avons envoyé notre correspondant à Bangkok en nous groupant à plusieurs journaux et radios. Souvent, aussi, il y a un problème d'accès et de danger pour nos envoyés spéciaux. Certaines zones sont totalement interdites, d'autres très dangereuses comme l'Irak ou l'Afghanistan. Si la question est simple pour une situation

d'extrême urgence (tremblement de terre, par exemple), elle devient compliquée pour une crise de longue durée, sans début ni fin (famine). La question est de savoir quand y aller. L'alerte vient le plus souvent des ONG occidentales sur place, rarement des gouvernements locaux, encore moins occidentaux. On l'a vu avec le Niger l'an dernier [2005]. Alerte des ONG, de la BBC sur place puis de l'ensemble de la presse. Arrivés sur les lieux, nous nous apercevons que la crise humanitaire est aussi politique, commerciale. Il y a une situation d'urgence mais déverser des paquets de nourriture gratuitement ne répond pas forcément à la situation.

Les ONG lancent l'alerte, à nous d'expliquer, de décrypter. Il est important de maintenir le rapport de confiance entre les ONG et la presse. Qu'elles ne se servent pas d'elle uniquement comme tam-tam médiatique pour mobiliser les donateurs. Il est anormal que le niveau des dons soit proportionnel à une forte médiatisation plutôt qu'à la gravité de la crise. Le débat sur le tsunami et la position de MSF –qui a refusé les dons à un certain moment– a été très important pour un journal comme le nôtre. Aurions-nous fait autant sur le tsunami si les victimes avaient été seulement thaïlandaises et indonésiennes ? Je pense que cette catastrophe naturelle a permis aussi de montrer quelles étaient les conditions de vie des populations locales, pour une fois victimes au même titre que les Occidentaux en vacances. Le suivi de ces crises est fondamental. Nous sommes retournés au Niger, au Sri Lanka, etc. Il est important de vérifier si l'aide arrive toujours, de mesurer l'attitude des autorités locales, de découvrir si l'argent est détourné. C'est aussi au lecteur de jouer. Quand *Libé* met Michaël Jackson en couverture, nous vendons plus que lorsque nous choisissons la Somalie. A qui la faute ? A nous qui expliquons mal la crise ou au lecteur ? Selon moi, il faut s'intéresser aux deux sujets. Il faut être pragmatique sans jamais renoncer à nos valeurs journalistiques.

❖ Jean-François LEROY, directeur général -festival *Visa pour l'Image*- Perpignan

« Aujourd'hui, on veut séduire des annonceurs, des financiers… »

Je suis atterré de voir le mode de hiérarchie de l'information en 2006. Quand j'avais 10 ans, mon père lisait *Le Figaro* car il s'intéressait à la politique française, *Le Monde* pour la politique internationale, *Les Echos* pour l'économie… Ne s'intéressant pas au sport, il ne lisait donc pas *L'Equipe*. Je vais avoir 50 ans et aujourd'hui, je peux lire *Libération*, *Le*

Monde, *Le Figaro*, *Le Parisien*, *Ouest-France*, *Sud-Ouest*, *Marseille Matin*. Partout, la première page, c'est Zidane et l'équipe des Bleus. C'est ce manque de hiérarchie de l'information, ce nivellement par le bas et par le rien du tout, ce non-engagement de la presse qui est à la base de tout mon combat. Il n'y a plus de journalistes. Aujourd'hui, on veut séduire des annonceurs, des financiers, des publicitaires, des lecteurs. Il ne faut surtout pas choquer le lecteur. Celui-ci vit dans un monde tellement difficile qu'il faut lui donner du bonheur. Donc, on lui donne Loana, la télé-réalité, l'Ile de la tentation, la Star Ac'. Du coup, on dit : « Il ne veut pas voir la Tchétchénie, il ne veut plus voir la Somalie, il n'est plus intéressé par l'Algérie ». Sauf que, et là est le paradoxe, je vois à Perpignan des familles entières défilant devant des photos que les responsables de magazines nous disent ne pas publier puisque plus personne ne veut les voir. Pourquoi le public vient-il voir à Perpignan des photos extrêmement dures ? Dans mes éditos, chaque année, je répète aux responsables de journaux : « Arrêtez de dire que vous aimez le photojournalisme. Achetez-le, publiez-le. »

C'est effrayant de penser qu'il y a des ONG comme *Médecins du Monde* qui sont les initiateurs de grands sujets humanitaires. Je trouve cela navrant que les ONG aient dû se substituer à la presse. Il y a vingt ans, MDM utilisait les photos de Salgado produites par *Paris Match*. Aujourd'hui, ce sont les ONG qui initient des reportages. C'est une évolution contre laquelle nous devons lutter, même s'il faut remercier les ONG de permettre à ces reportages d'exister. En même temps, nous ne pouvons que déplorer que ces sujets ne soient plus commandés par les grands magazines comme *Paris Match*, *Stern*, *Times*… Dans quel monde vit-on ? Depuis dix-huit ans, 80 % des photos exposées à Perpignan n'ont pas été publiées dans la presse. Cela fait dix-huit ans que je me bats, et ce n'est pas facile. Mais je continue parce que j'y crois.

❖ Dominique QUINIO, directrice du journal *La Croix*

« Il y a des choix dont nous ne devons être ni satisfaits ni fiers »

Lorsque nous nous interrogeons sur le rôle des médias, leur puissance se mesure de deux manières paradoxales : soit ils mettent en lumière un événement (parfois de façon exagérée), soit ils l'ignorent et le laissent dans l'ombre. Notre responsabilité est souvent mise en évidence sur la première partie du théorème, rarement sur la seconde. Pourtant, cette

responsabilité est engagée quand nous laissons s'installer des zones grises ou noires de l'actualité. Toutefois, nous ne pouvons pas parler des médias d'une manière uniforme. Tous n'ont pas les mêmes moyens, les mêmes lignes éditoriales, les mêmes contrats de lecture. Les médias ne sont pas coupables de la même façon ! A *La Croix*, nous essayons d'être présents sur des thèmes et des lieux qui peuvent être oubliés par les autres, notamment en y envoyant des reporters, et pas seulement au moment des crises, car il est important, aussi, de montrer ce qui avance, ce qui bouge positivement. Etant donné la relative modestie de nos forces, proportionnellement nous consacrons à ces populations menacées d'oubli des moyens importants.

Il est parfois difficile de bien discerner les lieux dignes d'intérêt d'un point de vue journalistique. Comment être bien informé sur les situations qui valent d'être mises en lumière, que ce soit en France ou à l'étranger ? Nous avons besoin des ONG comme vigies, pour nous alerter quand les crises s'aggravent. Le risque, c'est celui de l'emballement des médias à un moment donné, du manque d'originalité, d'imagination. Quand l'un démarre quelque part, les confrères suivent. Nous l'avons vu au moment du tsunami. Il y avait là une conjonction de faits « favorables ». C'étaient les fêtes de fin d'année, des Occidentaux étaient concernés, il s'agissait de pays susceptibles, pour certains médias, d'intéresser plus facilement les lecteurs. Plus facilement que pour un tremblement de terre au Pakistan, par exemple.

Il y a des comportements, des choix dont nous ne devons être ni satisfaits ni fiers, mais je pense que les ONG ont les mêmes travers que nous. Comme elles doivent récolter des fonds et montrer ce qu'elles font, il est permis de penser qu'il y a surenchère sur certains lieux de crise. Médias et humanitaires ont besoin les uns des autres.
A *La Croix*, nous nous efforçons d'aller vers toutes les populations. Mais à l'heure du bilan, nous trouvons toujours que nous sommes en deçà de ce que nous devrions faire et qu'il y a des situations graves qui nous ont échappé ou sur lesquelles nous avons réagi trop tard. Nous aurions dû être là, pour dire, pour montrer, pour expliquer. C'est notre responsabilité de média.

❖ Pierre LAURENT, directeur de la rédaction de *L'Humanité*

« Il faut résister à cette hiérarchie qui s'impose à nous »

Je crois que le phénomène inégalitaire de surexposition de certaines crises n'est pas seulement médiatique. C'est probablement le mélange d'une instrumentalisation politique internationale de ces crises et de telle ou telle autre crise plus forte que d'autres, instrumentalisation menée par les grandes puissances internationales et les intervenants politiques. Il existe en outre une inégalité de moyens très grande entre ce que coûte un reportage sur le terrain et l'immédiateté avec laquelle un événement occupe le devant de la scène. Nous constatons très souvent, et ce n'est pas vrai que pour les crises humanitaires, que des faits sont hyper médiatisés grâce à la puissance de l'image et à la diffusion de l'information à l'échelle planétaire avant même que la plupart des médias ne soient réellement sur les lieux. Pour prendre l'exemple de l'Irak, on parle tous les jours de ce pays alors que l'on sait fort bien qu'aucun journaliste ne se trouve vraiment sur place, et qu'il y a donc décalage complet entre notre maîtrise de l'information et la place que prend cette information. C'est un vrai problème.

Nous sommes portés à traiter une actualité dont le public est demandeur puisqu'il la voit à la télévision, qu'il en entend parler… mais pour laquelle nous avons, proportionnellement, moins de moyens disponibles. A chaque fois qu'il s'agit de zones « troublées », il est difficile pour les médias d'être présents, surtout ceux qui veulent « faire du terrain » et pas seulement de l'image sans enquête approfondie. Nous sommes pris dans cette contradiction : l'actualité s'impose avant que nous soyons sur place, donc nous devons lutter en permanence, résister tout en décryptant ces événements que les lecteurs –déjà informés de leur survenue– sont impatients de voir traités dans notre journal. En même temps, il faut résister à cette hiérarchie de l'information qui cherche à s'imposer à nous.

A *L'Humanité*, nous sommes victimes de la faiblesse de nos moyens. Nous avons très peu de journalistes à l'étranger, nous nous déplaçons d'un conflit à l'autre. Nous sommes conduits à des décisions extrêmement subjectives, sélectives. Nous tentons, sur la durée, de faire des choix qui soient emblématiques de situations plus générales. Nous sommes à la recherche d'un équilibre tout en étant assez présents, probablement plus qu'il ne le faudrait, sur les catastrophes les plus médiatisées, mais sans pour autant se laisser emporter par ça.

❖ Zyad LIMAN, directeur général *Afrique Magazine*

« Si l'on arrive à réfléchir à une situation, alors on peut intéresser les gens »

Ne pas donner toutes les explications au déclenchement d'une crise humanitaire rend l'émotion impossible. Certaines crises humanitaires, d'origines souvent complexes parce que liées à des situations économiques ou politiques difficiles et compliquées, sont parfois impossibles à comprendre. Comment expliquer aux lecteurs pourquoi quatre tribus du Darfour se battent depuis trois ans et que ce n'est pas irrationnel, que ce conflit correspond à des enjeux locaux très précis, de terrains… et que ces peuples sont en outre instrumentalisés par d'autres puissances ? Les razzias des *janjawids* sont aussi motivées par des objectifs de puissance au niveau local. Très souvent, les lecteurs sont dans l'incompréhension. Pour eux, ce sont des blacks qui se mettent sur la gueule.

Je pense que pour ce qui relève de la sphère « guerres politiques, catastrophes économique et sociale », le premier job des journalistes est d'expliquer ce qui se passe. C'est en agissant ainsi que nous pouvons faire en sorte que l'opinion publique s'intéresse à une situation. Il ne s'agit pas de lui soumettre une situation brute du style : « Oh ! Comme c'est triste. Oh ! Comme ce n'est pas bien, tous ces gens qui se massacrent ». Non, ces exactions n'arrivent pas par hasard. Les enjeux sont nombreux et provoquent une crise humanitaire d'ampleur parce que c'est la guerre. Si je sortais une couverture sur le Darfour, je crois que ce serait un échec total, ce serait calamiteux. Les lecteurs sont plus intéressés par Angelina Jolie qui accouche en Namibie. Je pense que ça demande un peu de militantisme et de courage de la part des rédactions qui peuvent relayer les prises de position ou les actions courageuses d'acteurs de la société civile ou de militants des milieux associatifs. Nous, à *Afrique Magazine*, dans le cadre des crises humanitaires, nous avons affaire à un lectorat déjà très sensibilisé. Entre le Parisien bobo du 6ème arrondissement et le gars qui vit à Dakar, il y a une vraie différence de perspectives. Cette divergence, c'est qu'à Dakar ils sont un peu saturés. Criminalité, pauvreté et violence sont omniprésentes dans leur vie quotidienne. Alors, leur dire : « Vous savez, au Darfour, il se passe ceci… »

Toutes ces crises ne doivent pas apparaître comme irrationnelles, du style : « C'est normal, c'est le sous-développement, les dingos entre eux ». Il faut absolument sortir de ce cercle-là, sinon aucune réflexion n'est possible. Et si l'on arrive à réfléchir sur une situation, alors on peut intéresser les gens.

❖ **Jean-Paul MARTHOS, directeur éditorial de la revue *Enjeux internationaux* (Bruxelles) et ex-directeur international de l'information à *Human Rights Watch***

« Le journalisme doit renouer avec son devoir d'expliquer, mettre en contexte »

Il ne suffit pas de sortir des chemins balisés de l'actualité pour s'aventurer dans des pays prétendument inintéressants et inutiles. Il faut aussi dépasser le journalisme d'indignation et d'émotion pour redonner un sens à l'actualité et ainsi redonner un sens à la solidarité. Il faut rechercher les causes au-delà de l'immédiateté, au-delà de l'invasion des criquets ou de la sécheresse exceptionnelle, pour étudier l'histoire, la culture, remonter jusqu'aux politiques d'ajustement structurels et à leurs conséquences sur la santé, l'alphabétisation, les infrastructures. Le journalisme doit aussi enquêter sur les responsabilités, sur la « chaîne de commandement ». Car les famines et les crises sont rarement « naturelles » ou le résultat d'une malédiction. Elles sont souvent la conséquence de politiques humaines, nationales ou internationales. Le journalisme, s'il ne veut pas aggraver ce sentiment de fébrilité et dès lors d'insignifiance que semble nous donner l'actualité, doit renouer avec son devoir d'expliquer, de mettre en contexte, d'analyser les causes et les conséquences à long terme.

Pour bien couvrir une crise humanitaire, il faut être sur le terrain, mais il faut aussi envoyer les journalistes dans les coulisses des ministères des Affaires étrangères, dans les couloirs de la Commission européenne, dans les lobbies de l'agriculture et les conseils d'administration des institutions financières. Car, dans ces centres de pouvoir, on sait ce qui se passe, on connaît « l'état du monde ». Et on sait assez souvent comment y répondre. La presse devrait dès lors reprendre l'initiative, reconquérir son autonomie face à ces instances du pouvoir qui, à défaut de forger l'actualité, en façonnent à tout le moins sa lecture. Le journalisme d'investigation (…) serait la voie logique d'une autre manière de couvrir le Sud et de, peut-être, contribuer par plus de transparence, à la bonne gouvernance mondiale.

Les ONG doivent avoir pour principe de ne pas aggraver la pollution des flux d'informations et la corruption du journalisme. Elles doivent au minimum respecter les principes fondamentaux de ce métier en fournissant une information rigoureuse sans emphase ni manipulation. Elles doivent, si possible, contribuer à améliorer le journalisme, en compensant ses absences ou ses négligences, en jetant un coup de projecteur sur les crises oubliées, en fournissant par le biais de l'enquête les éléments qui, très souvent, échappent aux regards furtifs des médias.

❖ **Jean-Marie MONTALI, directeur exécutif de la rédaction du *Figaro Magazine***

« Un journal est aussi au service de ses lecteurs ».

On pourra, bien sur, toujours nous reprocher de ne pas en faire assez, ce qui évite de se poser une autre question essentielle : celle qui concerne « l'utilité » de telles publications. Chez les Karens, le massacre continue. Mogadiscio est à feu et à sang. Dans le sud de la Thaïlande, les moines Bouddhistes sont décapités. Le Darfour et le Congo crèvent (…). Malgré cela des journalistes et des photographes continuent de couvrir les guerres. Toutes les guerres. Parce que c'est leur métier et qu'ils le font avec honnêteté et courage (…). Aux directions des rédactions de juger de l'importance de la publication, de son emplacement dans les pages et de sa place par rapport aux autres informations : le lecteur peut aussi être intéressé par la France ou l'Europe, l'économie, la culture ou les loisirs… Et un journal est aussi au service de ses lecteurs.

❖ **La Rédaction du *Point***

« Les arguments politiques interviennent »

Dans les choix rédactionnels, il n'y a pas que les intérêts des lecteurs et les points de vue des journalistes qui opèrent : les arguments politiques (guidés par les stratégies diplomatiques des états) et économiques (les médias sont aussi des entreprises) interviennent. Les affaires du Moyen-Orient sont surmédiatisées, et celles de l'Afrique sous couvertes, c'est une évidence. Mais cette question dépasse largement les salles de rédaction.

II. Tableaux des articles de presse sur les crises humanitaires

Les tableaux qui suivent sont réalisés à partir des articles de presse recueillis à l'état de textes bruts dans la base de données *Factiva*. Ces tableaux sont la synthèse de près de 4000 pages de textes d'articles de presse sur la médiatisation des quatre crises humanitaires. La conception des tableaux sous Excel permet d'améliorer le niveau de visibilité du déroulement de la médiatisation et de sa nature. L'intensité, la durée, l'étendue et les instruments de la couverture médiatique sont ainsi mis en évidence. Une manière de pouvoir comparer les différentes crises humanitaires et les types de mobilisation médiatique qu'elles ont suscités. Ces tableaux constituent un inventaire complet de l'ensemble des articles publiés sur les différentes crises dans l'intervalle de temps et les journaux choisis.

La première, objet du titre II des annexes (***Tableaux des articles de presse sur les crises humanitaires***), porte sur les articles de presse publiés sur chaque crise humanitaire. Un tableau par crise humanitaire, donc au total quatre longs tableaux identiques, comportant chacun huit colonnes. Les deux premières colonnes indiquent respectivement la date de parution et le titre de l'article. La troisième colonne indique la longueur de l'article (nombre de mots) et la quatrième comporte le nom de l'auteur de l'article. Dans la cinquième colonne est noté le genre journalistique utilisé pour traiter l'information. Les colonnes 6 et 7 portent sur la mise en valeur de l'information : rubrique et numéro de page de l'article dans le journal. La dernière colonne est un résumé en quelques mots de ce dont il est question dans l'article.

La deuxième catégorie de tableaux fait l'objet du titre III intitulée ***Tableaux de totalisation des articles par crise et par journal***. Dans ces tableaux, construits à partir des données figurant dans ceux de la première catégorie, nous avons produit des statistiques sur la médiatisation de chaque événement. D'abord, les tableaux de totalisation des articles par crise humanitaire médiatisée. Sur chaque crise, deux petits tableaux qui indiquent le nombre d'articles et d'éditions publiés par chacun des journaux quotidiens et hebdomadaires d'informations générales. Ensuite les tableaux de totalisation par journal. Il s'agit d'un tableau par journal quotidien ou hebdomadaire, indiquant le nombre d'articles et d'éditions sur chacune des quatre crises humanitaires. Ces tableaux permettent de saisir, à travers les

données chiffrées, les différences de manifestation d'intérêt d'un même média face à divers événements. Globalement, à travers ces tableaux, on voit d'un coup d'œil les différences de traitement médiatique des événements.

Quelques abréviations utilisées dans les tableaux

Adm. : Administration

Amb. : Ambassadeur

Anc. : Ancien (ne)

Art. : Article

Assu : Assurance

Av. : Avec

Bénév. : Bénévole

CA : Conseil d'administration

Catast. : Catastrophe

Collab. : Collaborateur (trice)

Conséq. : Conséquences

Coord. : Coordination/teur

Corresp. : Correspondant

Cté : Communauté

DG : Directeur (Direction) Général (e)

Diff. : difficulté (s)

Diplo. : Diplomatique (s)

Ds : Dans

Dvpt : Développement

Eco. : Economique (s)

Edito : Editorial

Env. : Environnement

Env. **spéc.** : Envoyé spécial

EU : Etats-Unis

Explic. : Explication (s)

Fçais : Français

Fce : France

Fin. : Financier (s)/ Financière (ères)

Gd : Grand

Géo. : Géographique

Gl (e) : Général(e)

Gvt : Gouvernement

Hbts : Habitants

Hist. : Hisoire/historique

Hum. : Humanitaire (s)

Inég. : Inégalité (s)

Info(s) : Information (s)

Infras. : Infrastructure (s)

Inter. : International (e)

Intro : Introduction

Invest. : Investissements

Itw : Interview

Jliste : Journaliste

Libé : Libération

Manif : Manifestation

Mbre : Membre (s)

Mché (**s**) : Marché (s)

Min. : Ministre

Mobil. : Mobilisation

Nb : Nombre

Nl : National (e)

Nlle-Orl. Ou **N-O** : La Nouvelle-Orléans

Nveau : Nouveau

Occid. : Occidental (aux)

Opér. : Opération (s).

Org. : Organisation

Pb. : Problèmes (s)

Pdt : Président

Persp. : Perspective

Pjet : Projet

Pol : Politique (s)

Pouv. : Pouvoir

Pr. : Pour

Prod. : Production

Prof. : Professeur

Pt. : Point

Resp. : Responsable (s)

Scient. : Scientifique (s)

Serv. : Service

SG : Secrétaire Général

Sit. : Situation

Soc. : Social

Solid. : Solidarité

Spéc. : Spécial (iste)

Syst : Système

Univ. : Université

2-1 Les articles de presse sur la médiatisation des raz de marée (tsunami) en Asie du Sud

Articles sur la médiatisation du TSUNAMI							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
27.12.04	**Enfers**	352	GAUDEMAR Antoine de	Article	EVENEMENT	3	Gigantisme de la catastrophe
27.12.04	**Des touristes difficiles à recenser**	551	DURAND Jacky	Article	EVENEMENT	4	Situation touristes occid.
27.12.04	**Des vagues qui vont à la vitesse d'un avion**	784	DELBECQ Denis	Article	EVENEMENT	5	Explications scientifiques du phénomène tsunami
27.12.04	**"Le chevauchement des plaques s'est bloqué brusquement"**	520	SCHWARTZBROD Alexandra	Interview	EVENEMENT	5	Rolando Armijo, spécialiste de tectonique, explique ce phénomène
28.12.04	**"La mer s'était retirée de 500 mètres "**	680	DUBUS Arnaud, corresp. Bangkok	Article	EVENEMENT	4	"Des dizaines de corps de Thaïlandais et d'étrangers" retrouvés
28.12.04	**Pour les agences, le rapatriement d'abord**	577	FEBVRE Coralie	Article	EVENEMENT	5	Voyagistes face aux touristes rescapés
28.12.04	**"Personne n'aurait dû être surpris"**	813	DELBECQ Denis	Interview	EVENEMENT	6	George Pararas-Carayannis, consultant et spéc. Tsunami explique
28.12.04	**Le Japon dépense sans compter pour se protéger**	643	TEMMAN Michel, corresp. Tokyo	Article	EVENEMENT	6	Dipositif de prévention au Japon
28.12.04	**Par le passé...**	142		Encadré	EVENEMENT	7	Rappel des gds tsunami de l'histoire

28.12.04	**Un océan de désolation**	48		Brève	EVENEMENT	1	Bilan alourdi
28.12.04	**Koh Lanta. "La peur que le bateau soit fracassé"**	460	Frédérique Deschamps	Compte rendu	EVENEMENT	5	Témoignage de F. Deschamps, jliste de Libé en mer le jour du séisme
28.12.04	**Phuket. "Mon ami a été repêché en pleine mer"**	531	BLECHER Ludovic	Récit	EVENEMENT	4	Des touristes fçais rescapés expliquent le déroulement de la catast.
28.12.04	**Inde. "J'ai pu retrouver le corps de mon fils"**	502	SEMO Marc	Article	EVENEMENT	3	Témoignages de familles indiennes publiés ds 1 quotidien du sud du pays
28.12.04	**Un impact limité pour les assureurs**	130	FEBVRE Coralie	Article	EVENEMENT	5	"zones touchées délimitées"; Seuls touristes et voyagistes occidentaux sont assurés
29.12.04	**Asie: l'insupportable quête des corps**	2533	DURAND Jacky, Corresp. et env. spéc.	Reportages	EVENEMENT	2	"Reportages auprès des survivants et des secouristes qui tentent de retrouver les disparus dans des conditions pénibles et dangereuses."
29.12.04	**Un bilan qui atteint les 60 000 morts**	685	COLSON Marie-Laure	Article	EVENEMENT	2	Découverte de l'énorme bilan humain et matériel ds 8 pays
29.12.04	**Des victimes d'une trentaine de pays**	531	SEMO Marc	Article	EVENEMENT	4	Touristes de différentes nationalités touchées
29.12.04	**Mondialisation**	345	SABATIER Patrick	Editorial	EVENEMENT	3	Bilan énorme
29.12.04	**De Genève, des besoins difficiles à évaluer**	599	HAZAN Pierre	Article	EVENEMENT	6	Mobil. et organisation aide inter
29.12.04	**Des îles déplacées de vingt mètres**	724	HEIMBURGER Florence	Article	EVENEMENT	7	Des effets géophysiques exceptionnels

29.12.04	**"Pas de déstabilisation des économies"**	506	ALIX Christophe	Interview	EVENEMENT	6	Analyse éco. de la situation David Camroux, chercheur en RI et spéc. Asie à Sc. Po
29.12.04	**Sri Lanka : les mines, obstacles aux secours**	124	ALIX Christophe	Filet	EVENEMENT	7	Difficultés des secours
29.12.04	**A l'antenne des Tamouls de France**	719	LEVY Jérôme	Article	EVENEMENT	5	Organisation solidarité cté tamoul de Fce
30.12.04	**Asie : survivre après le cataclysme**	3094	MASCIARELLI Alexis, Corresp. et env. spéciaux	Reportages	EVENEMENT	2	Situation ds la dizaine de pays 4 jrs après: morts, dégats, rescapés, secours
30.12.04	**Choléra, dengue... : le spectre des épidémies**	590	LASTERADE Julie	Article	EVENEMENT	2	Graves risques d'épidémies
30.12.04	**Tsunami ou raz de marée ?**	161		Article	EVENEMENT	7	Explications sémantiques
30.12.04	**Le public, grand reporter d'images**	448	PEIGNE-GIULY Annick	Article	EVENEMENT	7	Diversités des images d'amateurs du Tsunami
30.12.04	**Les animaux ont pris la fuite**	265	NOUALHAT Laure	Article	EVENEMENT	6	Animaux épargnés par la catast? Sens développé des mammifères
30.12.04	**Les blogs, premier miroir du désastre**	686	BLECHER Ludovic	Article	EVENEMENT	6	Le web mis au services des recherches et de la solidarité
30.12.04	**3500 touristes portés disparus**	214		Article	EVENEMENT	3	Nbre élévé de ressortissants étrangers victimes
30.12.04	**La mesure de l'imprévoyance**	365	DUPUY Gérard	Editorial	EVENEMENT	3	Critique de l'absence de syst. d'alerte
30.12.04	**Sauver les rescapés**	29		Brève	EVENEMENT	1	Crise et risques d'épidémies

31.12.04	**Surenchere de dons dans l'urgence**	742	HOFNUNG Thomas,NATHAN Hervé	Analyse	EVENEMENT	3	Gde mobilisat. interle.; Rivalité et course à la générosité des pays occidentaux
31.12.04	**Une générosité de "pingres"**	951	LOSSON Christian	Analyse	EVENEMENT	3	Cririque de l'APD des pays riches: faible, promesses non tenues
31.12.04	**"La concurrence entre les pays est très saine"**	487	NATHAN Hervé	Interview	EVENEMENT	4	Bernard Kouchner, anc. min. de la Santé, anc. pdt de MSF et fondateur de MDM, s'exprime sur les conditions de l'aide d'urgence.
31.12.04	**En France, un afflux sans précédent de dons en ligne**	500	ECOIFFIER Matthieu	Article	EVENEMENT	4	Manifestation solidarité fçaise
31.12.04	**Les voeux de Chirac pour l'Asie**	560	GUIRAL Antoine,NATHAN Hervé	Analyse	EVENEMENT	5	Gestion de la crise par le pdt et le gvt fçais
31.12.04	**Téléthon planétaire**	37		Brève	EVENEMENT	1	surenchère de promesses de dons
31.12.04	**Calculs**	332	SABATIER Patrick	Editorial	EVENEMENT	3	Dénonciation de "l'escalade humanitaire" et de la "surenchère d'initiatives et de promesses de dons" des dirigeants occidentaux
31.12.04	**En Europe, forte inquiétude et large solidarité**	888	SEMO Marc,TRUC Olivier,ORY Isabelle,JOZSEF Eric, POIRIER Agnès Catherine	Article	EVENEMENT	4	Victimes occid. et manif. de solidarité ds plusieurs pays européens

31.12.04	**"Je ne veux pas rester près de la mer"**	799	PRAKASH Pierre, env. spéc. Nagapattinam (Inde)	Reportage	EVENEMENT	6	Difficultés des rescapés; org. des secours
31.12.04	**Les failles du système de veille régional**	804	SCHWARTZBROD Alexandra,TEMMAN Michel	Analyse	EVENEMENT	7	Critique de l'absence ou du dysfonctionnement de syst. d'alerte
01.01.05	**Chirac en faveur d'une "force humanitaire de réaction rapide"**	571	GUIRAL Antoine	Article	EVENEMENT	3	Vœux de Chirac pr plus d'efficacité du secours d'urgence
01.01.05	**A Phuket, les équipes d'identification devant un amoncellement de corps**	784	HONORINE Solenn, env. spéc. Phuket	Reportage	EVENEMENT	4	Equipes de médecins légistes et victimes occidentales
01.01.05	**"Un élan de générosité hors du commun"**	703	MASSAU Serge,LEVY Jérôme	Article	EVENEMENT	5	Mobil. Solidarité fçaise
01.01.05	**Des SMS de solidarité sur les mobiles**	169		Article	EVENEMENT	5	Faire un don via un SMS
01.01.05	**Au Sri Lanka, les réfugiés dans la boue**	1092	DURAND Jacky, env. spéc. Batticaloa (Sri Lanka)	Reportage	EVENEMENT	7	Calvaire des rescapés; difficulté des secours
01.01.05	**A Sumatra, 900 000 enfants en danger**	442	TIMBERLAKE Ian (AFP)	Article	EVENEMENT	7	Conséq. sanitaires et pr les enfants; difficulté des secours
01.01.05	**Le Sri Lanka en quête de ses disparus**	76		Filet	EVENEMENT	6	Légendes explicatives de photos de la tragédie
01.01.05	**Le Quai d'Orsay tente de recenser les victimes françaises**	642	ECOIFFIER Matthieu	Article	EVENEMENT	4	A la recherche de victimes fçaises
01.01.05	**Un bilan provisoire de 125 000 morts**	268		Article	EVENEMENT	3	Enormités du bilan humain
01.01.05	**Réveillon amer**	344	DUPUY Gérard	Editorial	EVENEMENT	3	Impact sur les fêtes de fin d'année; solidarité nécessaire

01.01.05	**Les faits du jour**	309		Brèves	EVENEMENT	7	Diverses manifestations de solidarité internationale
03.01.05	**Bien ordonnée**	378	MARCELLE Pierre	Analyse	REBONDS	33	Analyse politique
03.01.05	**L'aide embourbée dans l'océan Indien**	703	SERVICE ETRANGER	Article	EVENEMENT	2	Pb. Org. des secours
03.01.05	**"Le problème, c'est la dernière étape de l'acheminement de l'aide"**	722	TEMMAN Michel, env. spéc. Medan (Indonésie)	Reportage	EVENEMENT	2	Opér. de secours
03.01.05	**Renfort**	334	SABATIER Patrick	Editorial	EVENEMENT	3	Analyse de la gestion ad. US de la crise
03.01.05	**"Personne ne s'occupe de nous"**	1199	DURAND Jacky, env. spéc. Batticaloa (l'est du Sri Lanka)	Reportage	EVENEMENT	3	Calvaire des rescapés; difficulté des secours
03.01.05	**L'échappée belle des survivants**	1404	THIBAUDAT Jean-Pierre	Article	EVENEMENT	7	Enfants qui ont survécu par miracle
03.01.05	**Les faits du jour**	219		Brèves	EVENEMENT	7	Des brèves sur de petits faits anecdotiques ou marquants du tsunami
03.01.05	**Vies brisées au Sri Lanka**	114		Filet	EVENEMENT	6	Légendes de photos: drames familiaux vécus
03.01.05	**La France met l'armée à contribution**	521	FRANCOIS Didier (avec AFP et Reuters)	Article	EVENEMENT	4	Mobil. Solidarité fçaise
03.01.05	**"J'ai allumé la radio, ça sentait la cata"**	1938	SERAFINI Tonino	Chronique	GRAND ANGLE	34	"Une semaine de mobilisation à la Croix-Rouge française" en Fce et en Asie
04.01.05	**Taxe humanitaire pour l'Asie**	1371	NIKONOFF Jacques, pdt d'Attac-France	Analyse	REBONDS	32	Solidarité : idées, propositions ; analyse de la problématique de l'aide et de la lutte ctre pvté

04.01.05	**Solidarités**	333	THENARD Jean-Michel	Editorial	EVENEMENT	3	"l'ampleur du choc planétaire"
04.01.05	**Les faits du jour**	348		Filets	EVENEMENT	4	Quelques filets sur des faits marquants du tsunami
04.01.05	**Le tsunami ouvre Aceh aux observateurs**	650	GRANGEREAU Philippe	Analyse	EVENEMENT	6	Pb. rebellion indonésienne et accès des jlistes
04.01.05	**"La priorité, c'est la production d'eau potable"**	633	TEMMAN Michel, env. spéc. Medan (Indonésie)	Interview	EVENEMENT	6	Pierre-Yves Oger, chef d'équipe de la Croix-Rouge faise à Sumatra sur l'org. des secours
04.01.05	**Elan de dévouement en Thaïlande**	827	HONORINE Solenn, env. spéc. Phuket	Reportage	EVENEMENT	4	impressionnante solidarité des Thaïlandais: opér. de secours des volontaires thaï
04.01.05	**Les tour-opérateurs bientôt de retour**	561	BENSAHEL Nathalie	Article	EVENEMENT	3	Impact sur le tourisme et les voyagistes
04.01.05	**L'europe se prépare à un travail de deuil**	1295	TRUC Olivier,BENYAHIA-KOUIDER Odile	Article	EVENEMENT	2	Victimes européennes
04.01.05	**Le tribut européen**	25		Brève	EVENEMENT	1	Lourdes pertes hum. européennes
04.01.05	**Comptes et légendes**	362	MARCELLE Pierre	Opinion	REBONDS	33	Présentation critique et ironique de la médiatisation
05.01.05	**Opium du tsunami**	383	MARCELLE Pierre	Editorial	REBONDS	33	regard critique sur dix jours de crise et de médiatisation
05.01.05	**Tsunami. A savoir**	107		Encadré	EVENEMENT	6	Montants des fonds recueillis par les Org. Hum. fçaises
05.01.05	**MSF, un pavé dans la mer de générosité**	672	HOFNUNG Thomas	Analyse	EVENEMENT	6	Polémique entre ONG sur la poursuite de collecte de fonds

05.01.05	**Un moratoire sur la dette envisagé**	153		Article	EVENEMENT	6	"Les pays riches se concertent pr suspendre le remboursement de la dette des pays sinistrés"
05.01.05	**L'ONU se méfie des promesses**	586	ROUSSELOT Fabrice, corresp. New York	Article	EVENEMENT	6	Difficulté de mobilisation de l'aide inter.
05.01.05	**Quand les bons sentiments font de bons bénéfices**	582	SERAFINI Tonino	Analyse	EVENEMENT	7	Critique du sharity business
05.01.05	**A Banda Aceh, l'armée américaine face au chaos**	952	TEMMAN Michel, env. spéc. Sabang, au large de Banda Aceh	Reportage	EVENEMENT	8	"Malgré les difficultés logistiques, les GI tentent de ravitailler les victimes."
05.01.05	**Emotion**	301	SABATIER Patrick	Editorial	EVENEMENT	7	
05.01.05	**Les faits du jour**	328		Brèves	EVENEMENT	8	Brèves sur le tsunami et les réactions internationales
05.01.05	**Déferlante camescopique**	633	SEGURET Olivier	Article	CINEMA	7	TIC, caméras d'amateurs et tsunami
06.01.05	**Tsunami caritatif**	1126	DELFOUR Jean-Jacques, prof. de philo	Analyse	REBONDS	31	Reflexion sur les causes et facteurs de mobil. de la solidarité.
06.01.05	**Du bon usage des catastrophes**	946	AMALRIC Jacques	Analyse	REBONDS	32	Instrumentalisation pol. et opportunisme
06.01.05	**A Banda Aceh, l'enfer humanitaire**	1318	TEMMAN Michel, env. spéc. Banda Aceh (île de Sumatra)	Reportage	EVENEMENT	6	Dégats, morts, opér. de secours, sinistrés et risques
06.01.05	**Un village subitement coupé du monde**	974	DURAND Jacky, env. spéc. Koddaikalar (Sri Lanka)	Reportage	EVENEMENT	6	"Koddaikalar est devenu une île où l'aide n'arrive que difficilement."; Vie précaire des sinistrés

06.01.05	**A savoir**	213		Article	EVENEMENT	6	Mobil. solidarité inter.: sommet de Jakarta,...
06.01.05	**Concurrence**	341	DUPUY Gérard	Editorial	EVENEMENT	6	Mobil. solidarité inter.: "concurrence des pays sauveteurs"
07.01.05	**Tsunami, tous formidables**	929	SCHNEIDERMANN Daniel	Editorial	REBONDS	33	Analyse cause et nature de la médiatisation et de la solidarité
07.01.05	**En asie du sud, les nations unies aux commandes**	755	HONORINE Solenn	Article	EVENEMENT	2	Sommet de Djakarta: confirmation rôle de l'ONU dans la coord. de l'aide; dissolution coalition humanitaire US
07.01.05	**Quel système d'alerte ?**	216		Article	EVENEMENT	2	Système d'alerte et de prévention des tsunami
07.01.05	**La France à l'aide des enfants isolés**	676	LASTERADE Julie,MERCHET Jean-Dominique	Article	EVENEMENT	3	Solidarité fçaise: aide aux orphélins
07.01.05	**Pêcheurs indiens en détresse**	826	PRAKASH Pierre, env. spéc. Nagapattinam, Etat du Tamil Nadu	Reportage	EVENEMENT	4	Difficultés des pêcheurs rescapés
07.01.05	**Apocalypses**	320	SABATIER Patrick	Editorial	EVENEMENT	3	Critique de la surenchère humanitaire des grandes puissances
07.01.05	**A savoir**	215		Article	EVENEMENT	2	Coût des besoins financiers en Asie
07.01.05	**Le sommet de l'aide**	42		Brève	EVENEMENT	1	Réunion des pays donateurs à Jakarta
07.01.05	**Avares émirs du Golfe**	405	GUIBAL Claude, corresp. Le Caire	Analyse	EVENEMENT	4	Critique de la position des pays du golfe arabe

07.01.05	**La Chine joue la carte de la compassion**	628	HASKI Pierre, corresp. Pékin	Analyse	EVENEMENT	4	"La grande mobilisation du pays, qui cherche à rivaliser avec le Japon, est avant tout politique."
07.01.05	**Rue Jalan-Rama-Setia, à Banda Aceh.**	168		Article	EVENEMENT	5	Dégâts en indonésie + photos
07.01.05	**Le cataclysme ravive les tensions en pays tamoul**	1079	DURAND Jacky	Reportage	EVENEMENT	5	Tsunami et conflit interne au Sri Lanka
08.01.05	**Peut-on rire du tiramisu?**	608	LINDON Mathieu	Chronique	WEEK-END	39	Mobil solidarité mondiale, critique générosité à géométrie variable
08.01.05	**"D" pour disparus, "ID" pour identifiés**	1025		Article	EVENEMENT	4	Victimes fcaises du tsunami
08.01.05	**Un raz de marée mitraillé de l'espace**	456	DELBECQ Denis	Article	EVENEMENT	5	Regard spatial sur le déroulement de la catast.
08.01.05	**A savoir**	191		Brèves	EVENEMENT	4	Trafic d'enfants; les secours à l'œuvre
08.01.05	**Leçons**	374	THENARD Jean-Michel	Analyse	EVENEMENT	2	Vulnérabilité de la terre, manque prévention
08.01.05	**En Asie, la terre avalée par la mer**	541	DELBECQ Denis	Article	EVENEMENT	2	Impact physique dans les différents pays: illustration /photos satellites
08.01.05	**Ces images qui tombent du ciel**	342	LEFORT Gérard	Article	WEEK-END	39	Médiatisation: intensité des images

Le Monde

Articles sur la médiatisation du TSUNAMI							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
28.12.04	**Le Japon dispose d'un système d'alerte au tsunami perfectionné mais pas infaillible**	657	Philippe Pons, corresp. Tokyo	Article	International	4	Dispositif de prevention du Japon
28.12.04	**Les voyagistes français organisent le rapatriement des touristes**	847	Florence Evin	Article	International	4	Impact sur l'industrie touristique
28.12.04	**L'Asie du Sud dévastée par un gigantesque raz de marée**	171		Article	UNE	1	Catastrophe et bilan provisoire
28.12.04	**Un matin de jour férié, les plages du Sri Lanka sont devenues des mouroirs**	974	Françoise Chipaux, env. spéc. Wadduwa (Sri Lanka)	Reportage	International	2	Catastrophe, 1ers bilans, rescapés et secours
28.12.04	**La rupture de l'écorce terrestre, sous la mer, a mis en branle une formidable masse d'eau**	1323	Jean-François Augereau et Christiane Galus	Analyse	International	3	Catast., explications scientifiques du phénomène tsunami
28.12.04	**A Phuket, le rêve touristique a tourné à la catastrophe**	1024	Brice Pedroletti, env. spéc. Phuket (thaïlande)	Reportage	International	4	Hopital, cadavres, dégats
29.12.04	**Mobilisation sans précédent au secours de l'Asie dévastée**	163		Article	UNE	1	Bilan plus lourd,
29.12.04	**Une opération de secours sans précédent pour les sinistrés d'Asie**	821	Paul Benkimoun	Article	International	2	Mobilisation aide inter.

29.12.04	**Craintes d'épidémies dans les villages de la province indonésienne d'Atjeh**	488	Léonard Giraud, Cimulu, loksemawe (province d'atjeh) correspondance	Article	International	2	Situation dans les villages sinistrés
29.12.04	**"C'était notre dernier jour de vacances aux Maldives et, jusque-là, tout avait été merveilleux"**	701	José-Alain Fralon	Récit	International	3	Témoignages de touristes rescapés sur l'enfer vécu
29.12.04	**Les assurances sont peu affectées par le pire drame de l'année 2004**	449	Dominique Gallois	Article	International	3	Impact limité pour les assurances
30.12.04	**Bilan démesuré, risque sanitaire : le double défi de l'aide à l'Asie**	148		Article	UNE	1	Bilan, aide inter., secours
30.12.04	**Des zones peu accessibles alourdissent le bilan du désastre en Asie**	953	Jean-Claude Pomonti, Bangkok, corresp. en Asie du Sud-Est	Article	International	2	Difficultés des secours; situation des rescapés
30.12.04	**Les urgences : soins aux blessés, distribution de tentes et de couvertures, eau potable**	1087	Tewfik Hakem	Article	International	3	Organisation et déroulement des secours; les ONG humanitaires.
30.12.04	**L'ONU en appelle à une aide de "plusieurs milliards de dollars"**	1189	Afsané Bassir Pour, env. spéc. New York	Article	International	4	ONU et mobilisation aide inter.
30.12.04	**Les autorités du Sri Lanka ordonnent une distribution "équitable" des secours à travers l'île**	882	Françoise Chipaux, env. spéc. Colombo	Reportage	International	4	Bilan, secours, solidarité inter.
30.12.04	**"Dans les trois semaines à venir, des maladies pourraient faire 50 000 morts"**	1107	Propos recueillis par Paul Benkimoun	Interview	International	4	David Nabarro, OMS, sur les craintes d'épidémie
30.12.04	**Le désastre démontre la nécessité d'étendre le système d'alerte**	902	Michel Alberganti	Analyse	International	5	Question sur le dispositif de prévention
30.12.04	**Solidarité mondialisée**	497		Analyse	ANALYSE	14	Solidarité inter et les crises

30.12.04	**Selon Accor, 360 personnes sont portées disparues**	351	Cécile Prudhomme	Article	International	2	Touristes disparus et rescapés
30.12.04	**Près de l'Hôtel Sofitel Magic Lagoon, les corps de victimes gisent dans une odeur de mort**	921	Brice Pedroletti, env. spéc. Khao lak	Reportage	International	2	Opér. de secours
31.12.04	**Les initiatives concurrentes se multiplient en faveur de l'Asie**	142		Article	UNE	1	Bilan et mobil. aide inter
31.12.04	**Le Secours catholique mobilise ses bénévoles pour l'Asie**	342	José-Alain Fralon	Article	UNE	1	Mobil. aide fçaise
31.12.04	**George Bush crée une "coalition" de secours pour l'Asie**	1309	Cécile Chambraud et Thomas Ferenczi	Analyse	International	2	adm. américaine et augmentation aide hum. US
31.12.04	**L'argent, mais aussi des médicaments, des provisions, de l'eau potable...**	677		Article	International	2	Poursuite du "mouvement de solidarité globale"
31.12.04	**La Grande-Bretagne est le deuxième contributeur en aide aux victimes**	1225	Jean-Pierre Langellier, corresp. Londres	Article	International	2	Mobil. aide britannique
31.12.04	**Selon les Nations unies, le bilan pourrait dépasser les 100 000 morts**	1060	Jean-Claude Pomonti, corresp. Bangkok, en Asie du Sud-Est	Article	International	4	Bilan tjrs accru; opérations de secours
31.12.04	**Les voyagistes reportent, annulent ou remboursent**	292	François Bostnavaron	Article	International	4	Impact sur les activités touristiques et des voyagistes
31.12.04	**Raz de marée : les dons affluent, les collectivités locales et les entreprises se mobilisent**	538	Service Société	Article	DER	24	Mobil. Solidarité fçaise
31.12.04	**Indifférence persistante des marchés aux raz de marée**	342	Dominique Gallois	Article	ENTREPRISE	9	Impact limité sur les mchés
31.12.04	**Khao Lak, c'était "L'Enfer" de Dante**	525	Joëlle Stolz, Corresp. Vienne	Article	International	4	Témoignages sur un rescapé

01.01.05	**Plus de 5000 touristes occidentaux ont péri**	340		Article	International	1	Victimes occidentales
01.01.05	**Les Etats-Unis donnent leur accord à une conférence des donateurs**	710	Eric Leser, corresp. New york	Article	International	2	Mobil. aide inter
01.01.05	**La France porte son effort à 41,3 millions d'euros**	768	Pascal Ceaux	Article	International	2	Augmentation aide fçaise
01.01.05	**Dans l'est du Sri Lanka, l'armée et les cadres des Tigres tamouls font "du bon travail" pour aider**	880	Françoise Chipaux, env. spéc. Batticaloa (Sri lanka)	Reportage	International	3	Situation et secours sur la côte est du Sri Lanka
01.01.05	**En marge des ONG, les Tamouls de France se mobilisent pour "des régions oubliées"**	530	Tewfik Hakem	Article	International	3	Solidarité des Tamouls de Fce
01.01.05	**Le drame a provoqué un afflux massif de dons aux associations caritatives françaises, via Internet**	587	Services Entreprises et Société	Article	International	3	Mobil. Solidarité fçaise
01.01.05	**Bangkok annonce une enquête sur l'absence d'alerte sismique**	695	J.-C. P. corresp. Bangkok, en Asie du Sud-Est	Article	International	4	Interrogations sur la manque de prévention
01.01.05	**Le drame de l'Asie et l'Europe devaient dominer les dixièmes vœux aux Français de M. Chirac**	681	Béatrice Gurrey	Analyse	France	7	Vœux présidentiels consacrés, pense t-on, notamment au tsunami
01.01.05	**L'ampleur du drame**	513		Analyse	ANALYSE	17	Conséq. humaines, éco., et sanitaires
01.01.05	**Les devises du Sud-Est asiatique commencent à se redresser**	764	Cécile Prudhomme	Article	ENTREPRISE	12	Impact sur les mchés et l'industrie touristique
01.01.05	**Lorsqu'ils regardent la mer, les pêcheurs indiens ont peur**	343	Jean-M. Dumay, env. spéc Mahabalipuram (inde du sud)	Reportage	UNE	1	Difficultés des rescapés d'un village sinistré indien

01.01.05	**Gerhard Schröder prépare l'opinion à la mort de "plus de mille Allemands"**	807	Georges Marion, corresp. Berlin	Article	International	2	Victimes allemandes
01.01.05	**Le monde prend conscience de l'ampleur du drame en Asie**	154		Article	UNE	1	Enormité du bilan
02.01.05	**Les aides publiques en faveur de l'Asie dépassent 1 milliard de dollars**	750		Article	International	2	Bilan et mobil. aide inter
02.01.05	**La Suède est traumatisée, tous les gouvernements nordiques sont critiqués**	580	Antoine Jacob, corresp. Stockholm	Article	International	2	Lourd tribut des pays nordiques
02.01.05	**Les Etats-Unis décuplent leur aide d'urgence en la portant à 350 millions de dollars**	943	Eric Leser, corresp. New york	Article	International	2	Augmentation aide US; polémique diplo.
02.01.05	**Internet s'impose comme un vecteur de choix pour l'information instantanée et l'entraide**	946	Yves Eudes	Article	International	2	Le web mis au services des recherches et de la solidarité
02.01.05	**PS et PCF jugent l'engagement du chef de l'Etat pour l'Asie insuffisant**	469	B. G.	Article	International	4	Impact sur la pol. intérieur fçaise
02.01.05	**"A Khao Lak, je me souviens qu'un enfant a crié : "Tiens bon !""**	1134	Corresp. Metz, Montpellier, Nicolas Bastuck avec Jean-Pierre Lacan de Midi libre	Article	International	4	Témoignages de rescapés fçais revenus en Fce
02.01.05	**Saint-Sylvestre déprimante à Patong, joyeuse station balnéaire il y a une semaine**	912	Brice Pedroletti, env. spéc. Phuket (thaïlande)	Reportage	International	3	Impact sur les fêtes de fin d'année en Thaïlande
02.01.05	**Paradis sri-lankais des surfeurs, Arugam Bay n'est plus que gravats**	903	Françoise Chipaux, env. spéc.Arugam bay (côte est du sri lanka)	Reportage	International	3	Impact sur des infras. touristiques

02.01.05	**On a quand même bu du champagne aux Champs-Elysées**	443	José-Alain Fralon	Article	UNE	1	Impact sur les fêtes de fin d'année à Paris
02.01.05	**Nouvel An de solidarité avec l'Asie endeuillée**	454		Article	UNE	1	Célébrations nouvel an et manifestation de solidarité
04.01.05	**Au Sri Lanka, la détermination des volontaires permet d'accélérer l'aide**	681	Françoise Chipaux, env. spéc. Colombo	Reportage	International	2	Opér. de secours
04.01.05	**En Birmanie, les populations lacustres ont été les plus affectées par le raz de marée**	893	Brice Pedroletti, env. spéc. Kawthaung (Birmanie)	Reportage	International	2	Impact du tsunami ds des villages Birman
04.01.05	**Des répliques de forte magnitude secouent la région depuis une semaine**	661	Hervé Morin	Article	International	3	Les suites sismiques du tsunami
04.01.05	**Entreprises et particuliers rivalisent de générosité**	781		Article	International	4	Mobilsation solid. Inter + adresses utiles pr dons
04.01.05	**A Atjeh, les rares hôpitaux encore debout manquent de tout**	761	Jocelyn Grange	Reportage	International	4	Opér. de secours difficiles
04.01.05	**Plaidoyer pour des systèmes d'alerte aux raz de marée**	949	par Jean-Claude Sibuet, géophysicien à l'Ifremer, centre de Brest.	Analyse	DEBAT	21	Analyse de mesures de prevention possibles
04.01.05	**Tragédie européenne**	511		Analyse	ANALYSE	22	Mobilsation solid. inter
04.01.05	**UN OCÉAN DE DÉTRESSE INDE**	2068	Jean-Michel Dumay	Reportage	HORIZONS	20	Témoignage de rescapés en Inde; opér. secours; aide inter
04.01.05	**L'ampleur des destructions en Asie freine la distribution de l'aide**	160		Article	UNE	1	L'énormité des dstructions
05.01.05	**Comment l'ONU coordonne l'aide à l'Asie dévastée**	157		Article	UNE	1	Mobilisation solidarité inter
05.01.05	**Le sommet de Djakarta vise à unifier l'opération de secours en Asie**	1136	Claire Tréan	Analyse	International	2	Mobil. et org. aide inter.; rivalités politiques

05.01.05	**Dans les zones du Sri Lanka sous leur contrôle, les Tigres tamouls veulent maîtriser l'aide humanitaire**	952	Françoise Chipaux, env. spéc. Colombo	Reportage	International	5	Solidarité interne sri lankaise sur fond de rebellion séparatiste
05.01.05	**L'Inde entend démontrer sa capacité à gérer seule la crise pour tenir son rang dans la région**	790	Jean-Michel Dumay, env. spéc. Cuddalore (Inde du sud)	Reportage	International	2	Instrumentalisation pol par l'inde; affirmation d'hégémonie
05.01.05	**Jan Egeland coordonne une aide sans précédent à l'Asie en pensant aux "vingt crises oubliées"**	1435	Corine Lesnes, corresp. New York	Portrait	International	3	Mobil. et org. aide inter.;
05.01.05	**Paris a choisi la retenue pour estimer le nombre des victimes françaises**	681	Pascal Ceaux	Article	International	4	Victimes fçaises
05.01.05	**Une semaine après le drame, des rescapés tentent toujours de comprendre**	1696	De nos correspondants en France	Article	International	4	Rescapés fçais rencontrés en Fce à leur retour
05.01.05	**Tsunami : je savais tout, je ne savais rien**	3143	Paul tapponnier, dir. Lab.tectonique à l'institut de physique du globe de paris	Analyse	DEBAT	20	Explications géophysiques des causes et du déroulement du tsunami
05.01.05	**Télévision : Le cycle de la solidarité télévisée a commencé**	406	dominique dhombres	Article	COM	30	Solidarité fçaise et polémiques
05.01.05	**Larmes d'éléphants**	578		Article	DER	33	Pachydermes dotés d'un sixième sens qui leur fait sentir le danger pour se sauver avant.
05.01.05	**Au Sri Lanka, M. Douste-Blazy plaide pour des jumelages avec des hôpitaux européens au-delà de l'urgence**	805	Paul Benkimoun, env. spéc. Matara (sri lanka)	Reportage	International	4	Déplacement min. fçais de la santé

06.01.05	**Polémique sur l'utilisation des dons pour l'Asie dévastée**	143		Article	UNE	1	Polémique entre org. humanitaires
06.01.05	**Lire et comprendre les images du tsunami**	1477	Michel Guerrin	Analyse	UNE	1	Médiatisation et illustration vs la réalité
06.01.05	**Entre urgence et reconstruction, la générosité fait débat**	956	C. Ch.	Analyse	International	2	Polémique entre org. humanitaires
06.01.05	**"Il faut maintenant retomber les pieds sur terre"**	1017	Propos recueillis par Cécile Chambraud	Interview	International	2	Explique le bien-fondé de la décision de MSF d'arrêter la colecte de fonds.
06.01.05	**L'UE a mobilisé 436 millions d'euros et son dispositif de protection civile**	731	Thomas Ferenczi, Bruxelles de notre bureau européen	Article	International	2	Solidarité Union européenne
06.01.05	**L'Indonésie réagit avec circonspection à l'idée d'un moratoire sur sa dette**	592	Babette Stern	Article	International	2	Solidarité inter. suspension remboursement dette et questions
06.01.05	**La junte birmane est accusée de masquer le bilan réel des morts et des destructions**	723	Brice Pedroletti, env. spéc. Phuket	Analyse	International	3	Tsunami et la pol. interne birmane
06.01.05	**Les entreprises apportent leur aide aux victimes du tsunami**	1019	Martine Orange	Article	Entreprise	12	Solidaité fçaise: les entreprises généreuses.
06.01.05	**Le cimentier Lafarge a perdu 345 salariés en Indonésie**	437	M. O.	Article	Entreprise	12	Une entreprise occid. qui perd la moitié de ses salariés tué dans les vagues
06.01.05	**Accor se mobilise pour son personnel**	196		Article	Entreprise	12	Impact sur l'industrie touristique
06.01.05	**Richard Branson, figure de proue de la solidarité britannique**	713	Marc Roche, corresp. Londres	Article	Entreprise	12	Solidaité britannique: les entreprises généreuses.

06.01.05	**La médiatisation du drame a été le moteur des donations faites par les sociétés**	467	Laurence Girard	Analyse	Entreprise	13	Médiatisation et mobil. Solid. des entreprises
06.01.05	**Nouvelles opérations sur TF1 et M6**	143		Article	Entreprise	13	Solidarité fçaise: chaines de TV
06.01.05	**Merci à Médecins sans frontières**	1132	Par Sylvie Brunel, prof. Montpellier-III, anc. pdt ACF	Opinion	DEBAT	19	Polémique entre org. Humanitaires, soutien à MSF
06.01.05	**Les experts relativisent l'impact économique sur le Sri Lanka, malgré l'anéantissement d'innombrables foyers**	889	Françoise Chipaux, env. spéc. Colombo	Analyse	International	3	Impact sur l'éco sri lankaise
06.01.05	**Les assureurs pourraient être plus affectés que prévu par le tsunami**	695	Marc Roche Londres de notre correspondant	Analyse	Entreprise	15	Impact sur l'assurance
07.01.05	**Secours en Asie : les Américains se rallient à l'ONU**	181		Article	UNE	1	Sommet de Djakarta: confirmation rôle de l'ONU dans la coord. de l'aide
07.01.05	**Au Sri Lanka, où l'on découvre encore des morts, la rentrée scolaire est prévue le 10 janvier**	822	Françoise Chipaux	Reportage	International	2	Vies des rescapées, secours, retour difficile à la normale
07.01.05	**Les armées jouent un rôle de premier plan pour venir en aide aux populations sinistrées**	994	L.Z.	Analyse	International	3	Analyse des moyens militaires déployés par les puissances inter et régionales
07.01.05	**Au moins 298 morts en Somalie**	183	AP	Article	International	3	Bilan humain en Somalie
07.01.05	**DANS LA PRESSE**	382		Analyse	COM	28	Extraits d'édito d'hebdo sur la catastrophe et sa puissance. Réflexion philosophique
08.01.05	**L'autre visage de l'Amérique**	1155	Daniel Vernet	Analyse	UNE	1	Tsunami et la pol. Us

08.01.05	**L'Union européenne veut mettre fin aux effets d'annonce**	858	Thomas Ferenczi, Bruxelles de notre bureau européen	Article	International	6	Mobilisation aide inter.: solidarité européenne
08.01.05	**La France renforce son dispositif**	95		Filet	International	6	aide gvt fçais
08.01.05	**En Allemagne, Gerhard Schröder récolte les fruits d'un engagement rapide dans l'aide**	747	Georges Marion, Berlin de notre correspondant	Analyse	International	6	Solidarité gvt et public allemands
08.01.05	**internationale des Nations unies pour la prévention des catastrophes "La vulnérabilité sociale fait d'un phénomène naturel une catastrophe"**	751	Propos recueillis par Hervé Kempf	Interview	International	6	Mesures de prévention et d'information sur les catastrophes
08.01.05	**Les rumeurs d'enlèvements d'enfants au Sri Lanka laissent sceptiques les médecins et les policiers**	730	Françoise Chipaux, env. spéc. Galle (sri lanka)	Reportage	International	7	Conséq. sur les enfants morts et disparus au Srilanka
08.01.05	**Dans les îles dévastées de Nicobar, l'Inde assure seule les secours**	1189	Jean-Michel Dumay, env. spéc. Car nicobar (archipel des îles andaman)	Reportage	International	7	Dégâts en Inde
08.01.05	**Dix-sept personnes retrouvées vivantes**	160	Corresp.	Article	International	7	Survivants en Inde
08.01.05	**Les leçons de la générosité mondiale**	1114	Babette Stern	Analyse	ANALYSE	21	Solidarité mondiale: enjeux
08.01.05	**Télévision : Un homme cherche sa femme et sa fille dans les décombres**	457	dominique dhombres	Article	COM	30	Résumé d'un reportage de Fce 2 sur un expatrié qui revient chez lui
09.01.05	**Raz de marée : deux semaines après le drame, des rescapés témoignent**	154		Article	UNE	1	Vies des rescapées, secours, bilan humain

09.01.05	**La mise en place de l'aide envenime les relations déjà tendues entre Colombo et les rebelles tamouls**	856	Françoise Chipaux, env. spéc. Colombo	Article	International	7	Visite de politiques occid., conflit inter sri lankais
09.01.05	**Des rescapés témoignent : comment le tsunami a changé leur vie**	587	Régis Guyotat, Frédéric Therin, Antoine Jacob, Jean-Michel Dumay, Brice Pedroletti, Jean-Jacques Bozonnet	Article	International	8	Témoignages touristes étrangers rescapés sur le déroulement cata et les conséquences
09.01.05	**Le tsunami et la crevette**	928	par Vandana Shiva, militante écologique travaillant à New-Delhi	Analyse	DEBAT	16	Leçons du tsunami: pouvoir de la nature, dévpt zone côtières, mque de prévention
09.01.05	**par ROBERT SOLÉ**	1412	ROBERT SOLÉ	Analyse	ANALYSE	17	Importance de la médiatisation et contribution des lecteurs
09.01.05	**Morts, disparus, "sans nouvelles": la justice française précise ses procédures**	532	Nathalie Guibert	Article	International	6	Victimes fçaises du tsunami: dimension juridique
09.01.05	**France : 22 morts et 69 disparus**	148	Corresp.	Article	International	6	Victimes fçaises du tsunami:
09.01.05	**Safina chante pour l'unité de son peuple, qui a froid**	502	Jean-Michel Dumay, env. spéc. Port-blair (archipel indien des îles andaman)	Article	International	6	Vies des rescapés indiens

LE FIGARO

Articles sur la médiatisation du TSUNAMI							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
27.12.04	**Les bidonvilles des pêcheurs de l'océan Indien sous les eaux**	1121	Marie-France Calle , env. spéc. Madras, Pondichéry	Reportage	International	3	Pauvres et bidonvilles de l'océan indien touchés
27.12.04	**Près de 5 000 Français en vacances dans cette région**	757	Cécilia GABIZON, Elsa BEMBARON	Article	International	3, 4	Situation des fçais touchés dans la région de l'Asie
27.12.04	**Le tourisme, un secteur stratégique dans la région**	769	Elsa Bembaron	Article	International		Impact sur le tourisme
27.12.04	**Un séisme d'une magnitude exceptionnelle**	996	Marc Mennessier	Article	International	4	Gigantisme de la catastrophe,1ers bilans
27.12.04	**«Il y avait des flaques rouges partout»**	1298	Caroline Sallé, à Phuket	Reportage	International	2, 1	Récit du déroulement de la catastrophe par Caroline Sallé, collab. au *Figaro,* présentequi sur la plage de Karon, lorsque la vague a touché le rivage
27.12.04	**Les séismes les plus meurtriers depuis 1900**	429		Article	International		Rappel séisme meurtrier
27.12.04	**Une vague géante a dévasté l'Asie du Sud**	887	AFP	Article	International	2	Gigantisme de la catastrophe,1ers bilans humains et mat.
27.12.04	**Comme la guerre**	486	Charles Lambroschini	Editorial	Débats & Opinions	10	Exceptionnalité

27.12.04	**Des milliers de morts au long des côtes**	165		Article			Catastrophes et premiers bilans
27.12.04	**La communauté internationale sous le choc**	286		Article	International		Réactions internationales
27.12.04	**Raz de marée sur l'Asie « J'ai vu la vague »**	427	Caroline Sallé, à Phuket	Reportage	UNE	1	Déroulement de la catastrophe
28.12.04	**Front commun des voyagistes français**	951	Jean-Pierre Chanial	Article	International		Aide aux touristes fçais rescapés ou disparus
28.12.04	**L'effrayant bilan du raz de marée asiatique**	849	AFP, Reuter	Article	International		Morts, désolation, spectacle inédit, org. 1ers secours
28.12.04	**«A Phuket, c'était comme un immense exode»**	1538	Caroline Sallé, à Phuket	Reportage	International	2	Témoignages des touristes rescapés; leur situation après la vague
28.12.04	**En Inde, le désastre est une affaire de pauvres**	1258	Marie-France Calle, env. spéc. Madras-Pondichéry	Reportage	International	3	Les victimes en Inde
28.12.04	**Un fort risque d'épidémie dans les zones sinistrées**	584	Cyrille Louis	Article	International	3, 4	"Amoncellement des cadavres et pénurie d'eau potable inquiètent"
28.12.04	**L'océan Indien dépourvu de système d'alerte**	864	Marc MENNESSIER Fabrice NODE-LANGLOIS (avec AFP et Reuter.)	Analyse	International	4	Absence de syst. alerte: bilan plus lourd
28.12.04	**Des répliques encore imprévisibles**	326	Fabrice NODE-LANGLOIS (avec AFP et Reuter.)	Article	International		Les suites sismiques du tsunami
28.12.04	**Peu de réactions sur les places financières**	522	François Doux	Article	Monde - France		Tsunami et les mchés financiers

28.12.04	**Au moins 23 700 morts étaient recensés hier soir au lendemain des raz de marée...**	345		Article	La Une		Pertes humaines deux jours après
28.12.04	**La note sera lourde pour l'Asie**	207	Arnaud RODIER	Article	La Une	1	Impact estimé limité sur asurances et mchés
28.12.04	**Baisse des groupes d'assurance**	524		Article		6	Baisse des valeurs des actions d'assureurs évoquée
28.12.04	**Faible impact de la catastrophe en Asie**	562		Article			Les valeurs du tourisme touchées
28.12.04	**Le séisme de dimanche en Asie risque de déstabiliser des économies déjà fragiles**	965	Arnaud Rodier	Editorial	Monde - France		Conséquences éco. et autres
28.12.04	**Une déferlante de drames**	42		Brève	Portraits		Bilan alourdi
28.12.04	**Le sort de dizaines de Français inconnu**	460	Sophie Roquelle, env. spéc. Bangkok	Article	International	2	Ampleur drame; pertes hum. parmi touristes fçais
28.12.04	**Larmes et soulagement à Roissy**	647	Bénédicte de Badereau et Cécilia Gabizon	Article	International	5	1 ers rapatriés fçais
28.12.04	**Désolation en Asie du Sud-Est**	367		Article	UNE	1	Bilan humain, étendue des dégats, exceptionnel
28.12.04	**L'océan Indien dépourvu de système d'alerte**	1765	Marc MENNESSIER, F. N.-L. (avec AFP et Reuter.)	Article	International		Absence de syst. alerte: bilan plus lourd
28.12.04	**Les assureurs entament leurs évaluations**	486	Matthieu Pechberty	Article	Monde - France		Coût éventuel pr les assureurs
29.12.04	**La Thaïlande manque de matériel**	881	Sophie Roquelle, env. spéc. Bangkok	Article	International		Bilan et org. secours en Thaïlande
29.12.04	**En Indonésie, les zones rebelles très touchées**	526	Yannick Demoustier (avec AFP)	Article	International		Bilan et org. secours en Indonésie

29.12.04	**L'ONU demande un montant record aux donateurs**	142	AFP	Article/Dépêche	International		ONU et mobilisation aide inter.
29.12.04	**Un linceul blanc recouvre le Sri Lanka**	1430	Michel Schifres env. spéc. Colombo	Reportage	International	3	Bilan, climat de deuil et org. secours au Sri Lanka
29.12.04	**Au moins 14 Français ont péri et 27 autres ont disparu lors du raz de marée de...**	637	Bénédicte de Badereau et Delphine Chayet	Article	International		Morts et rescapés fçais
29.12.04	**L'Inde pleure plus de 8 500 morts**	1068	Marie-France Calle, env. spéc. Cuddalore-Karaikal (Inde)	Reportage	International	4	Bilan, climat de deuil et org. secours ds les localités indiennes
29.12.04	**Michel Barnier apporte la solidarité de la France**	410	Tanguy Berthemet, env. spéc. Colombo)	Article	International		Visite du MAE fçais ds les zones sinistrées
29.12.04	**L'Australie propose un système d'alerte régional**	799	Marc Mennessier	Article	International	5	Pjet de mesures de prévention régional
29.12.04	**Les tsunamis bientôt surveillés depuis l'espace**	265	M. M.	Article	International		Pjet de prévention de tsunamis par satellites
29.12.04	**Des îles déplacées de vingt mètres**	594	Fabrice Nodé-Langlois	Article	International	5	"Des effets géophysiques exceptionnels"
29.12.04	**Les ONG tentent d'évaluer le risque sanitaire**	686	Cyrille Louis	Article	International	5	Risques d'épidémies, org. hum. à l'œuvre
29.12.04	**Vulnérabilités sans frontières**	1351	PAR PATRICK LAGADEC, Prof. Ecole Polytechnique	Analyse	Débats & Opinions		"Quelles stratégies pr la cté inter. face aux ravages du tsunami ds le sud de l'Asie?"
29.12.04	**La leçon de l'Asie du Sud-Est**	521	Yves Thréard	Editorial	Débats & Opinions		Tsunami et critique du non respect env. notamment ds les construction sur le rivage

29.12.04	**Les organisations internationales revoyaient à la hausse hier l'aide qu'elles...**	321		Article			ONU et mobilisation aide inter.
29.12.04	**Les nouvelles donnes du voyage en Asie du Sud**	1180	Annie Barbaccia et Jean-Pierre Chanial	Article			Impact sur les activités touristiques (report, changement de destination, annulation)
29.12.04	**Les sociétés d'assistance organisent le retour**	507	Matthieu Pechberty	Article	International		Rapatriements touristes rescapés
29.12.04	**Plus d'une centaine d'Allemands disparus**	350	Berlin : Cécile Calla	Article	International	4	Pertes humaines parmi les touristes allemands
29.12.04	**Les mines ne devraient pas perturber les secours**	177		Article	International		Difficultés des secours au Sri Lanka
29.12.04	**La leçon de l'Asie du Sud-Est**	520	Yves THREARD	Editorial	Débats & Opinions	11	Critique du non respect des normes de construction, pauvreté, absence d'alerte
29.12.04	**Les nouvelles donnes du voyage en Asie du Sud**	1950	Annie BARBACCIA, Jean-Pierre CHANIAL, Thierry VIGOUREUX	Article	Vivre aujourd'hui	13	Impact sur les activ. Touristiques (Report, changement de destination, annulation) + infos pratiques sur les compagnies aériennes
29.12.04	**« Une catastrophe sans précédent »**	437		Article	Une	1	Bilan, aide inter., secours
29.12.04	**Le temps des larmes**	39		Brève	DERNIERE PAGE	24	Ampleur du drame
29.12.04	**En Indonésie, les zones rebelles très touchées**	549	Yannick DEMOUSTIER, AFP	Article	International	2	Bilan, dégats, org. secours
29.12.04	**La Thaïlande manque de matériel**	896	Sophie ROQUELLE	Article	International	2	Org. secours, difficultés

29.12.04	**Le bilan français s'alourdit**	1152	Bénédicte de BADEREAU, Delphine CHAYET	Article	International	4	Victimes et rescapés fçais
30.12.04	**Le bilan pourrait dépasser les 100 000 morts**	956	AFP, Reuter, AP.	Article	International		Bilan, rescapés, risques épidémies, aide inter
30.12.04	**L'Indonésie paie le plus lourd tribut**	838	Bangkok : Florence Compain	Article	International	2	Bilan humain,social, étendue des dégats en Indonésie
30.12.04	**L'archipel touché au coeur de son économie**	650	Arnaud Rodier	Article	International	2	Conséquences éco. et autres pr l'archipel indonésien
30.12.04	**René-Marc Chikli : « Il faut créer un fonds de solidarité »**	562	Propos recueillis par Delphine Denuit	Interview	International	5	René-Marc Chikli, pdt assos ours opérator, pr la création d'un fonds de solidarité nl d'aides
30.12.04	**Le paradis de Khao Lak est devenu un enfer**	917	Caroline Sallé, env. spéc. Khao Lak (Thaïlande)	Reportage	International	4	Etat des destructions et victimes
30.12.04	**Le casse-tête de l'identification des victimes**	662	Tanguy Berthemet, env. spéc. Phuket (Thaïlande)	Article	International	4	Victimes étrangers, occidentaux en particulier
30.12.04	**Les raz de marée possibles en Méditerranée**	681	Marc Mennessier	Analyse	International		Analyse des risques de Tsunamis futurs en Méditerrannée
30.12.04	**Les secouristes au chevet du Sri Lanka**	897	Marie-France Calle, env. spéc. Katunayake (Sri Lanka)	Reportage	International	3	Aide inter et opération de secours au Sri Lanka
30.12.04	**Critiques américaines contre Paris**	145		Article	International		Aide de la Fce jugée insuffisante
30.12.04	**Le tsunami et les limites du programme moderne**	1311	PAR DOMINIQUE BOURG, prof., dir. CREIDD	Analyse	International		Analyse critique de pjets de prévention

30.12.04	**Charité bien ordonnée**	530	Stéphane Marchand	Analyse	Débats & Opinions		Critique de sous entendu diplom. et pol. de l'aide fçaise
30.12.04	**Le défi humanitaire**	442		Article	UNE	1	Bilan inouï, pb humanit. et d'org. des secours
30.12.04	**Bush engage l'Amérique dans l'aide à l'Asie**	144		Article	UNE	1	Augmentation aide hum. US
30.12.04	**Des célébrités dans la tourmente**	148		Article	International		Stars fçaise rescapés du tsunami (jlistes, acteurs,
30.12.04	**Les destins tragiques des familles décimées**	1157	Service société et correspondants	Article	International	5	Drame des proches et familles de victimes fçaises
30.12.04	**En France, gouvernement et assureurs se concertent**	383	Armelle Bohineust	Article	International		"Mobilisation en faveur des victimes françaises"
30.12.04	**Bush lance une coalition d'aide internationale**	964	jean-louis TURLIN	Analyse	International	3	adm. Américaine et augmentation aide hum. US
31.12.04	**560 Français manquent toujours à l'appel**	315		Article	UNE	1	Victimes fçaises du tsunami
31.12.04	**Chirac présente ses dixièmes voeux**	611	Guillaume Tabard	Analyse			Vœux présidentiels consacrés, pense t-on, notamment au tsunami
31.12.04	**Paris prêt à doubler son aide**	140		Article	International		Mobil. aide fçaise
31.12.04	**La France à la recherche de 560 personnes**	956	Cécilia Gabizon	Analyse	International		Victimes fçaises du tsunami
31.12.04	**Les pays riches prêts à effacer les dettes**	921	Arnaud Rodier	Analyse	International		Conséquence et enjeux éco. et financiers
31.12.04	**Une région à reconstruire**	910	Armelle Bohineust	Analyse	International		Bilan et conséq. économiques
31.12.04	**Mobilisation tous azimuts**	298		Article	International		Mobil. aide inter et org. Secours

31.12.04	**Plus de 120 000 morts et 5 millions de déplacés**	924		Article	International		Bilan revu à la hausse, risque de santé; gde mobilaide inter.
31.12.04	**Paysage d'après-guerre à Kalutera**	1025	M.-F. Calle, env. spéc. Kalutera (Sri Lanka)	Reportage	International	2	Destructions et opérations de secours
31.12.04	**Compétition autour de l'aide**	630	Luc de Barochez	Analyse	International	2	Gde mobilisat. inter.; rivalité et course à la générosité des pays occidentaux
31.12.04	**Vent de panique en Inde**	261	M.-F. C.	Article	International		Pb des secours, risque d'1 nlle cata.
31.12.04	**Un volcan réveillé dans les îles Andaman**	131	I. B.	Article	International	2	Impact géophysique
31.12.04	**Michel Serres : «La mondialisation de la solidarité»**	1355	Propos recueillis par Alexis Lacroix	Interview	International	9	Michel Serres, philo. et académicien sur l'aspect historique de l'élan de solidarité
31.12.04	**Paroles de survivants**	161		Opinion	Portraits	6	Témoignages de rescapés
31.12.04	**Le marché parisien reste atone**	489		Article			Impact limité du tsunami sur les mchés
31.12.04	**Son bébé voguait sur un matelas Dans son restaurant de Penang (nord-ouest de...**	136		Portrait	Portraits		Portraits de rescapés
31.12.04	**Rosine et Pierre, une petite fatigue salvatrice C'est leur petit-fils qui...**	275		Portrait	Portraits		Portraits de rescapés
31.12.04	**Jillian face à un choix cornélien Jillian Searle, une jeune Australienne, peut...**	251		Portrait	Portraits		Portraits de rescapés
31.12.04	**560 Français manquent toujours à l'appel**	441		Article	UNE		Victimes fçaises du tsunami

01.01.05	**L'Indonésie la plus meurtrie**	581	Yannick Demoustier (Avec AFP.)	Article	International	4	Bilan énorme en Indonésie
01.01.05	**Les Tamouls ont crié leur douleur à Paris**	800	Marie-Estelle Pech	Reportage	International		Solidarité des Tamouls de Fce
01.01.05	**L'Europe endeuillée se mobilise**	1116	(Avec Marie-Laure Le Foulon à Stockholm, Cécile Calla à Berlin, Paul Cecconi à Londres et Richard Heuzé à Rome.)	Article	International	4	Victimes et solidarité européennes
01.01.05	**Séisme en Asie : la mobilisation en ligne**	886	Nicole Maïon	Article	International		"La mobilisation internationale, sans précédent, utilise pleinement les moyens du réseau": dons, recherche et témoignages
01.01.05	**Des vagues assassines La première des six vagues du tsunami roule en grondant...**	147		Légende	International	3	Légende de photo de vagues du Tusnami
01.01.05	**Des risques faibles d'épidémie**	119		Filet	International		Pb sanitaires en Thaïlande
01.01.05	**13 351 SMS envoyés par les opérateurs français**	388	Marc CHERKI	Article	International	3	A la recherche des ressortissants fçais présents ds les lieux touchés par le Tsunami
01.01.05	**Les ambassades de France craignent un afflux de parents**	408	Delphine Chayet	Article	International		Des familles fçaises à la recherche de leurs proches disparus
01.01.05	**Chirac appelle à la générosité**	349		Article	International		Vœux présidentiels: hommage aux victimeset appel à plus de générosité
01.01.05	**La tragédie assombrit les fêtes du Nouvel An**	931	AFP, Reuters.	Article	International		Impact sur les fêtes de fin d'année annulées; Mobil.

							Solidarité inter.
01.01.05	**L'Asie au premier rang d'un macabre palmarès**	519		Article	International	2	Asie et les pires catastrophe
01.01.05	**L'année 2005 commence dans le deuil**	286		Article	UNE	1	Bilan et aide inter
01.01.05	**Le nombre de victimes françaises s'accroît**	726	Corinne Caillaud et Cécilia Gabizon	Article	International	2	Victimes fçaises du tsunami
01.01.05	**Séisme en Asie : la mobilisation en ligne**	1068	Nicole MAION	Article	International		Le web mis au services des recherches et de la solidarité
01.01.05	**Bruno, le pompier parisien de Phuket**	1039	Tanguy BERTHEMET	Article	International	3	Un pompier ds les opérations de secours
01.01.05	**Les aides publiques en faveur de l'Asie dépassent 1 milliard de dollars**	750		Article	International		Mobil. inter.
03.01.05	**Les tour-opérateurs français se mobilisent**	542	Delphine Denuit	Article	International		Impact sur le secteur du tourisme
03.01.05	**La France multiplie les initiatives vers les populations sinistrées**	851	Marie-Estelle Pech	Article	International		Mobil. solidarité fçaise
03.01.05	**L'Inde compte sur ses propres forces**	1378	Marie-France Calle, env. spéc Nagappattinam (Tamil Nadu)	Reportage	International	2	Situation tragique des rescapés; refus du gvt indien de l'aide inter.
03.01.05	**Une aide de deux milliards de dollars**	599	AFP	Article	International	2	"Elan de solidarité exceptionnel"
03.01.05	**Thaïlande : la moitié des morts sont Occidentaux**	380	Anne-Charlotte DE LANGHE	Article	International	3	Bilan humain: étrangers

03.01.05	**Horreur et désolation à Banda Aceh**	1139	Florence Compain, env. spéc. Banda Aceh (Indonésie)	Reportage	International		Calvaire des survivants et situation ds 1 localité des plus touchées
03.01.05	**Une semaine de cauchemar**	543		Article	International		Bilan des conséq. hum, matérielles et sanitaires; et aide inter. 1 semaine après,
03.01.05	**L'Europe et la crise de la modernité**	1618	PAR ALAIN-GÉRARD SLAMA	Analyse	Débats & Opinions	10	Les images et la mobil. de la solidarité
03.01.05	**Vague de destruction massive**	596	PAR SYLVAIN TESSON, journaliste.	Analyse	Débats & Opinions	3	Analyse politique: critique des inslamistes en Indonésie
03.01.05	**Tous solidaires**	161		Article			Solidarité fçaise: collab. médias/org. huma.
03.01.05	**Europ Assistance gère l'urgence à distance**	527	Nathalie CONTE	Article	Figaro Entreprises	4	Impact sur le tourisme
03.01.05	**Garder le contact avec les sinistrés**	741	Caroline SALLÉ, Phuket (Thaïlande)	Article	Figaro Entreprises	4	Touristes rescapés, sociétés d'assistance et voyagistes
03.01.05	**Macabre inventaire à Khao Lak**	1022	Tanguy Berthemet, env. spéc. Phuket	Reportage	International	4	Identification des victimes
03.01.05	**Zoé, 14 ans, orpheline, a été évacuée vers la France**	801	Bénédicte de Badereau et Angélique Négroni	Article	International	3	Une ado fçaise dt les parents et sœurs ont disparu ds le tsunami
03.01.05	**Les animaux ont pu fuir à temps les zones sinistrées**	584		Article	International	5	Instinct ou capacité des animaux à flairer le danger et à se sauver
04.01.05	**Tony Blair veut impliquer le G 8**	592	Jacques Duplouich, corresp. Londres	Article	International	4	Victimes britanniques; polémique de pol. interieure
04.01.05	**Clinton et Bush père enrôlés pour lever des fonds**	485	Pierre-Yves Dugua, corresp. Washington	Article	International	4	adm. Américaine et gestion de la crise

04.01.05	**Kofi Annan lancera un appel depuis Jakarta jeudi**	555	Aude Marcovitch, Genève	Article	International	4	Mobil. solidarité inter.
04.01.05	**L'Allemagne déplore plus d'un millier de disparus**	528	Cécile Calla, Berlin	Article	International	2	Victimes allemandes
04.01.05	**Hervé Gaymard » « L'Europe est la première donatrice»**	953	Propos recueillis par Stéphane Marchand	Interview	International	5	Le min. Finances dresse bilan mobil. Europe, conséq. fin. pr les pays victimes
04.01.05	**Phuket veut penser à l'après-catastrophe**	712	Tanguy Berthemet, env. spéc. Phuket	Reportage	International	4	Redémarrage difficile des activités
04.01.05	**Le risque d'épidémies reste préoccupant**	582	Cyrille Louis	Article	International	3	Pb sanitaires
04.01.05	**Le désastre redistribue les cartes**	1274	Par Valérie NIQUET, dir. Rech. Asie à l'IRIS	Analyse	Débats & Opinions	10	conséq. Éco. et géostratégiques
04.01.05	**Aceh : requiem pour une province rebelle**	1571	Par Romain BERTRAND, chargé rech. (CERI)	Analyse	Débats & Opinions	10	Analyse pol. et historique: la rebellion, le conflit armé et les destruction du tsunami en Indonésie
04.01.05	**A drame mondial, réponse mondiale**	510	Pierre Rousselin	Analyse	Débats & Opinions		Gde mobilisat. interle.; Rivalité et course à la générosité des pays occidentaux
04.01.05	**Concert géant en projet**	102		Filet	Culture & Spectacles		Cardiff: concert de solidarité avec les victimes
04.01.05	**Les ministres français s'impliquent tous azimuts**	500	Anne Fulda	Article	International	5	Instrumentalisation politique par les ministres fçais
04.01.05	**Les Italiens se mobilisent**	447	Richard Heuzé, corresp. Rome	Article	International	2	Solidarité italienne
04.01.05	**Dur retour à l'école pour les enfants rescapés**	761	Cécilia Gabizon	Article	International	2	Rescapé fçais et leurs enfants

04.01.05	**L'Europe compte ses morts**	685		Article	La Une	1	Victimes européennes
05.01.05	**Le PAM lance sa plus vaste campagne de secours**	806	Richard Heuzé, corresp. Rome	Article	International	2	Mobil. solidarité inter.
05.01.05	**La Birmanie panse ses plaies loin des caméras**	591	Alain BARLUET (avec AFP.)	Article	International	3	Faible médiatisation d'un pays sinistrée mais dictatorial
05.01.05	**L'opération humanitaire progresse difficilement**	488	AFP	Article/dépêche	International	3	Difficultés d'organisation des secours
05.01.05	**Les rescapés recherchent encore leurs proches**	822	Florence Compain, env. spéc. Banda Aceh	Reportage	International	3	Calvaire des survivants et précarité de la vie
05.01.05	**Au Sri Lanka, le tsunami a rapproché les Tigres rebelles du gouvernement**	1135	Marie-France Calle, New Delhi, corresp. en Asie du Sud	Analyse	International	3	Tsunami et pol. inter. sri Lankaise
05.01.05	**Les banques françaises se mobilisent pour l'Asie**	286		Article	Entreprises-Finances	6	Solidarité fçaise
05.01.05	**L'Asean joue sa crédibilité à Jakarta**	1128	Arnaud Rodier	Analyse	Changes et risques du monde, regards sur l'Asie	10	Sommet inter. consacré au tsunami
05.01.05	**Asie du Sud : aménagement des départs de janvier**	229		Article	Voyages		Impact sur les activités touristiques
05.01.05	**PRÉCISION**	115		Filet	International		Rectification de d'1 article sur les Tamouls de Paris
05.01.05	**Interpol participe à l'identification des victimes**	640	Angélique Négroni	Article	International	2	Victimes occidentales
05.01.05	**Un coût de 5 à 10 milliards d'euros pour les assureurs**	213		Article	International	2	Coût éventuel pr les assureurs

05.01.05	**Education nationale**	300	Christian de MAUSSION, 75 Paris.	Opinion	Débats & Opinions		Critique sur la solidarité inter
05.01.05	**La guerre humanitaire a commencé**	1433	PAR Ali LAÏDI, Journaliste-chercheur à l'Iris	Analyse	Débats & Opinions	12	Critique de la rivalité entre puissance et des USA face à l'humanitaire
05.01.05	**After apocalypse**	395	Bertrand de SAINT-VINCENT	Analyse	Télévision et Radio, L'ŒIL	24	Impact émotionnel
06.01.05	**Les enfants, premières victimes du raz de marée**	652	Genève : Aude Marcovitch	Article	International	2	Conséq pr les enfants: épidémies, insécurité, trafic,
06.01.05	**Jakarta capitale de la solidarité mondiale**	682	(D'après AFP)	Article	International	2	Mobil. solidarité inter.: sommet de Jakarta
06.01.05	**L'Europe souhaite afficher ses ambitions diplomatiques en Asie**	505	Pierre Avril, corresp. Bruxelles	Article	International	2	Mobil. solidarité inter.: Europe, sommet de Jakarta et surenchère pol.
06.01.05	**Le HCR s'engage sur six mois**	113		Filet	International		Mobil. solidarité inter.: effort agences ONU
06.01.05	**A Paris, le bilan est toujours incertain**	195	Angélique Négroni	Article	International	3	Victimes fçaises du tsunami
06.01.05	**Le Japon envoie son plus gros contingent**	365	AFP.	Article	International	3	Solidarité japonaise
06.01.05	**L'armée américaine dépêche 13 000 hommes sur le terrain de la catastrophe**	874	Jean-Louis Turlin, corresp. New York	Analyse	International	3	Instrumentalisation politique US: "Les US espèrent améliorer leur image ds le monde musulman"
06.01.05	**Humanitaires et militaires se réconcilient**	592	Thierry Oberlé	Analyse	International	3	Mobil. solidarité inter.: critique de la militarisation de l'humanitaire

06.01.05	**Le déploiement français se poursuit**	575	Isabelle Lasserre	Article	International		Mobil. solidarité fçaise: moyens militaires, comparaison avec effort USA
06.01.05	**Les Vingt-Cinq et le test de la solidarité**	1360	Par JOSEP BORRELL, Pdt Parlement européen	Analyse	Débats & Opinions	11	Solidarité europ. pr les victimes évoquée
06.01.05	**Les soldats de la vie**	510	Charles Lambroschini	Analyse	Débats & Opinions		Mobil. solidarité inter.: militarisation, surenchère, instrumentalisation par les puissances
06.01.05	**Les armées sur le front humanitaire**	219		Article	UNE		Mobil. solidarité inter.: militarisation
06.01.05	**Solidarité sur Internet : gare aux arnaques**	1056	José RODA	Article	Multimédias	21	Solidarité: risque d'arnaques
06.01.05	**Madrid favorable au moratoire sur la dette des pays sinistrés**	98		Filet	Monde, Repères	3	solidarité avec les pays victimes
07.01.05	**Les Etats donateurs devront tenir leurs promesses**	298		Article	UNE		Sommet de Djakarta: confirmation rôle de l'ONU dans la coord. de l'aide.
07.01.05	**Un système d'alerte pour l'Asie**	759	Marc Mennessier	Article	International	3	Système d'alerte et de prévention des tsunami
07.01.05	**La France lance son plan d'action**	256	Marc Mennessier	Article	International	3	Prévention catastrophe en Fce: simple évocation tsunami
07.01.05	**Briceño : «D'une culture de réaction à une culture de prévention»**	820	Propos recueillis par Yves Miserey	Interview	International	3	Entretien av. Salvano Briceño le chargé de prévention des catastrophes à l'ONU sur les mesures de prévention

07.01.05	**Les secours sous la bannière de l'ONU**	826	Florence Compain, env. spéc. Jakarta	Article	International	2	Sommet de Djakarta: confirmation rôle de l'ONU dans la coord. de l'aide.
07.01.05	**A Aceh, les trois quarts des rescapés privés de secours**	763	env. spéc. Banda Aceh	Article	International	2	Difficultés logistiques: un casse-tête pour les ONG
07.01.05	**Les économies d'Asie semblent devoir échapper au pire**	656	Arnaud Rodier	Article	international	2	Impact éco limité, ptentiel local de reconstruction
07.01.05	**Mobilisation sans précédent des entreprises françaises**	810	Service Economie	Article	International		Solidarité fçaise
07.01.05	**Le secteur du tourisme encore sous le choc**	486	Aude Sérès	Article	International	4	Impact sur le secteur du tourisme et des voyages
07.01.05	**L'autre éveil de la Chine**	496	Michel SCHIFRES	Analyse	Débats & Opinions	11	Expression d'hégémonie régionale
07.01.05	**Spectacles solidaires**	172		Article	Culture & Spectacles		Solidarité fçaise
07.01.05	**Le tsunami coûtera quelques dizaines de millions à Axa**	175		Article			Impact sur l'assurance
07.01.05	**Les groupes pharmaceutiques en première ligne**	331	Ch. L.	Article	International	4	Solidarité inter. Geste industrie pharmaceutique
07.01.05	**Tsunami : les assureurs seront souples**	81		Filet	Entreprises, Repères	5	Impact sur l'assurance
08.01.05	**Les Européens à la rescousse de l'Asie sinistrée**	911	Pierre Avril, corresp. Bruxelles	Article	Tsunami en Asie		Mobil solidarité inter.
08.01.05	**Solidarité préventive contre solidarité réactive**	1002	Par André GRJEBINE, dir.de rech. Sciences po	Analyse	Débats & Opinions	11	Solidarité et prévention
08.01.05	**L'action humanitaire retrouve-t-elle sa légitimité ?**	781	Par C. ZORGBIBE, Pdt du Centre de politique inter. de la Sorbonne	Analyse	Débats & Opinions	11	Questions humanitaires inter

08.01.05	**Michel Barnier refuse la course aux dons**	511	Pierre Avril, corresp. Bruxelles	Article	Tsunami en Asie	5	Mobil aide inter: Dimension politique
08.01.05	**Casse-tête juridique pour les familles de disparus**	669	Guillaume Perrault	Article	Tsunami en Asie		Victimes fçaises du tsunami: dimension juridique
08.01.05	**Polémique avec la Thaïlande sur les fosses communes**	247	AFP	Article	International	5	Victimes étrangères, occidentaux en particulier
08.01.05	**Le G 7 accepte un gel de la dette des pays touchés**	105	AFP	Filet	International		Solidarité inter., geste du G8
08.01.05	**Les Européens à la rescousse de l'Asie sinistrée**	1411	Pierre AVRIL	Article	International, Europe	5	Mobil. solidarité inter.: Europe
08.01.05	**Catastrophe naturelle, glissements intellectuels**	794	Joseph MACE-SCARON	Editorial	Editorial	9	Leçons du tsunami: analyse critique solidarité, cata naturelle
08.01.05	**Arrêts sur images**	300		Filets	Actualité	18-19	Légendes de photos av et ap les destructions
08.01.05	**Pas de tsunami économique**	981	Yves MESSAROVITCH	Analyse	Actualité	25	Possibilité, de reconstruction, solid. inter., gestion des fonds

LaTribune

Articles sur la médiatisation de du TSUNAMI							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
27.12.04	**L'Asie du Sud dévastée par les raz de marée**	70		Filet	La Une	1	Annonce de la catastrophe
27.12.04	**Les raz de marée endeuillent l'Asie du Sud**	637	Akram Belkaïd	Article	Economie		Catastrophe, bilan provisoire
27.12.04	**L'industrie du tourisme durement frappée**	557	H. D.	Article	Economie		Impact sur le tourisme
28.12.04	**L'économie du Sud-Est asiatique à nouveau ébranlée**	757	Laurent Chemineau	Article	Evénement		Coût des dégats, impact sur l'économie
28.12.04	**L'impact reste limité pour les assureurs**	550	Sybil Rizk	Analyse	Evénement		Coût pour les assureurs
28.12.04	**L'activité portuaire au ralenti**	175	R. Ju.	Article	Evénement		Impact sur l'éco: agricult., port, etc.
28.12.04	**L'Asie résiste au tsunami**	336	A. M.-K., avec agences	Article	Marchés		"les places asiatiques n'ont pas souffert du cataclysme"
28.12.04	**Raz de marée : un nouveau choc économique pour l'Asie**	75		Filet	La Une	1	Rappel 1ers bilans humains et éco.
28.12.04	**Les valeurs du tourisme et de l'assurance fragilisées**	584	C. M.	Article	Marchés		Impact sur les assu. et l'économie
29.12.04	**La plus grande aide humanitaire de tous les temps**	757	Laurent Chemineau	Analyse	Evénement		Mobil. imprtante de la cté. inter.
29.12.04	**Les professionnels du tourisme commencent à chiffrer les conséquences**	538	H. D. et S. R.	Article	Evénement		Impact sur le tourisme: voyagistes et hoteliers

29.12.04	**2004, année record des dégâts pour le monde de l'assurance**	532	Bénédicte de Peretti, à Munich	Article	Finance		Impact sur les assurances
29.12.04	**Swiss : - 3,23 %**	52		Filet	Marchés		Impact négatif sur la cie aérienne suisse
29.12.04	**Les compagnies aériennes s'organisent dans l'urgence**	401	Fabrice Gliszczynski	Article	Evénement		Transport aérien: rapatriment, annulation
30.12.04	**Le FMI s'inquiète pour l'Asie**	83		Filet	La Une	1	Coût fin. énorme de la catast.
30.12.04	**Le FMI craint que l'impact des tsunamis soit énorme**	584	Laurent Chemineau	Article	Economie		Coût fin. énorme de la catast.
31.12.04	**La volatilité se perd sur les marchés de capitaux**	662	Nicolas Raulot, avec A. M.-K.	Article	Evénement		Impact sur les mchés et l'éco mondiale souligné
31.12.04	**Swiss Re évalue son exposition aux catastrophes du Sud-Est asiatique**	119		Filet	Finance		Impact sur les assurances
31.12.04	**Pour une année 2005 dynamique**	306	F.-X. P.	Editorial	Dernière		Vœux pr 2005: homage aux victimes du Tsunami
03.01.05	**Systèmes de prévention et volonté politique**	633	Akram Belkaïd	Analyse	Economie		Polémique sur absence syst. alerte; son coût jugé facilement mobilisable par les pays touchés
03.01.05	**Tony Blair exhorte le G8 à concentrer ses efforts sur l'Afrique et le climat**	571	Laurent Chemineau	Article	Economie		Le tsunami et la nécessité de l'aide aux pays pauvres évoqués au G8
03.01.05	**TUI : + 0,11 %**	53		Filet	Marchés		Impact sur l'indus. touristique: "L'action TUI (voyagiste allemand) a pâti du raz de marée"
03.01.05	**Le sucre apprécié en fin d'année**	336	R. Ju.	Article	Marchés		Impact sur les livraison de sucre
03.01.05	**La Toile au secours des victimes du tsunami**	224	Jean-Baptiste Jacquin	Article	Dernière		Le web mis au service des recherches et de la solidarité
04.01.05	**La mobilisation financière internationale pour l'Asie s'organise**	819	Laurent Chemineau avec Eric Chalmet	Article	Economie		Mobil. financière de la cté. Inter. + infos pratiques

04.01.05	**Le tsunami affecte peu les assureurs asiatiques**	456	AFP et Reuters	Article	Finance		Impact limité sur les assurances
05.01.05	**L'Europe plaide pour un "moratoire immédiat" sur la dette de l'Asie du Sud**	881	Laurent Chemineau	Analyse	Economie		Aide fin. Aux pays sinistrés + infos pratiques
05.01.05	**L'appel au retour des touristes**	527	L. C et H. D.	Article	Economie		Impact sur l'indus. Touristique
05.01.05	**Raz de marée en Asie**	143		Brèves	Finance		Actes de solidarité des banques et autres sociétés
05.01.05	**Nombreuses victimes chez Lafarge à Sumatra**	340	M. C.-C.	Article	Entreprise		Plus de la moitié des 625 salariés de la cimenterie de Lho Nga près d'Aceh portés disparus
06.01.05	**A Djakarta, la planète prendra la mesure du désastre asiatique**	802	Laurent Chemineau	Analyse	Economie		Mobil. solidarité inter: reconstruction
06.01.05	**L'Allemagne promet 500 millions d'euros**	504	Jean-Philippe Lacour, à Berlin	Article	Economie		Solidarité financière allemande
06.01.05	**Pour un fonds des catastrophes mondiales**	741	par Jean-Paul Betbèze, mbre du Conseil d'analyse économique	Analyse	Hommes et Idées		Pour une meilleure prise en charge des conséquences
06.01.05	**Jean-Paul Bailly reçu au ministère de l'Industrie**	74		Filet	Entreprise		Solidarité fçaise
07.01.05	**L'ONU maître d'oeuvre de la reconstruction de l'Asie**	696	Laurent Chemineau	Article	Evénement		Sommet de Djakarta: confirmation rôle de l'ONU dans la coord. de l'aide. Coût de cette aide
07.01.05	**Le Sri Lanka tient bon**	320	A. M.-K., avec agences	Article	Marchés		Eco. srilankaise: hausse bourse de Colombo
07.01.05	**Jusqu'au dernier dollar**	385	Pascal Aubert	Editorial			Gestion des fonds recoltés
07.01.05	**Un fonds professionnel de solidarité à l'étude**	475	Héléna Dupuy	Article	Entreprise		Impact sur le secteur du tourisme et des voyages en France

07.01.05	**La Thaïlande a déjà entamé les travaux de reconstruction**	409	Arnaud Leveau, à Bangkok	Analyse	Evénement		Retour à la normale, forte capacité locale de relance
07.01.05	**Blair demande que l'aide pour l'Asie n'absorbe pas celle promise à l'Afrique**	561	Andrea Morawski, à Londres	Article	Evénement		Problématique de l'aide: urgence, dvpt

Les Echos
Le Quotidien de l'Economie

Articles sur la médiatisation de du TSUNAMI							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
27.12.04	**Des raz-de-marée dévastateurs en Asie du Sud ont déjà fait plus de 11.000 morts**	801	DANIEL BASTIEN	Article	dernière	12	Catastrophe, bilan, aide d'urgence
28.12.04	**L'Inde et la série noire du chiffre 26**	360		Analyse	idées	10	Décryptage d'un édito. indien sur l'événement
28.12.04	**Un réseau de capteurs et un système d'alerte auraient pu réduire le coût humain de la catastrophe**	953	MATTHIEU QUIRET	Analyse	international	5	Critique de l'absence syst. d'alerte
28.12.04	**Assistance : la communauté internationale se mobilise**	529		Article	international	5	Mobil. Solidarité inter
28.12.04	**L'industrie touristique thaïlandaise touchée au coeur**	775	STEPHANE DUPONT	Article	international	6	Thaïlande: Impact sur le tourisme, économie
28.12.04	**Sri Lanka : coup d'arrêt à un secteur en plein développement**	784	GABRIEL GRÉSILLON	Article	international	6	Sri Lanka: Impact sur le tourisme, économie
28.12.04	**Les Maldives privées de leur principale source de revenus**	173		Article	international	6	Maldives: Impact sur le tourisme, économie
28.12.04	**Le raz de marée en Asie du Sud tourne à la catastrophe humanitaire majeure**	785	DANIEL BASTIEN	Article	international	5	Etendue et cruauté de la catas; complication mobil. aide inter
28.12.04	**Contre la fatalité**	554	PIERRE-ANGEL GAY	Editorial	idées	10	Exceptionalité, morts et coût éco.

28.12.04	**Les places asiatiques résistent après les raz de marée**	762		Article	marchés	22	Résistance relative globale des places asiatiques
28.12.04	**Raz de marée en Asie : le gouvernement français mobilisé**	221		Article	dernière	12	Aide française
28.12.04	**Le tourisme plus touché que le secteur de l'assurance**	134		Article	Une	1	Impact sur le tourisme et les assurances
28.12.04	**Le raz de marée en Asie tourne au cataclysme continental**	166		Article	Une	1	"des dizaines de milliers de morts et des milliards de dollars de dégâts"
28.12.04	**Les assureurs marquent le pas en Bourse**	472	GUILLAUME MAUJEAN	Article	international	6	Impact sur les assurances (baisse valeurs actions en bourse
29.12.04	**Tsunami, corail et dépendance américaine**	345		Analyse	idées	10	Impact sur l'environnement océanique
29.12.04	**Catastrophe de l'océan Indien : le PS se mobilise...**	115		Filet	dernière	12	Aide financière du Parti socialiste fçais
29.12.04	**Asie du Sud : l'ONU mobilise l'aide internationale et doit faire face à sa difficile coordination**	901	DANIEL BASTIEN	Article	international	5	ONU et mobil. aide inter.
29.12.04	**Les dégâts matériels pourraient dépasser les 10 milliards d'euros**	740	GUILLAUME MAUJEAN	Article	international	6	Coût financier des dégats
29.12.04	**L'aide internationale s'organise au secours de l'Asie dévastée**	273		Article	Une	1	ONU et mobil. aide inter.
29.12.04	**Une région qui affiche d'indéniables progrès économiques**	1912	STEPHANE DUPONT ET DANIEL BASTIEN	Analyse	international	5	Rappel de l'essor éco. des pays touchés
29.12.04	**Les clients des principaux voyagistes français en cours de rapatriement**	547		Article	international	6	Rapatriements des touristes rescapés

29.12.04	**Colombo dérape, Jakarta bat son record**	162		Article	international	22	Impact sur les mchés fin. de la région
30.12.04	**La crise permanente**	1052	THIERRY LIBAERT et CHRISTOPHE ROUX-DUFORT	Analyse	idées	11	Analyse des crises diverses: tsunami évoqué simplement en 1 mot
30.12.04	**Tsunamis : un système d'alerte à l'étude pour l'océan Indien**	161		Article	international	5	Projet de mesures de prévention régional
30.12.04	**Des dégâts estimés à 480 millions d'euros en Thaïlande**	568	MAX CONSTANT	Article	international	5	Coût financier des dégats en Thaïlande
30.12.04	**Une écrasante tragédie humaine, mais un choc économique d'une ampleur limitée**	809	STEPHANE DUPONT	Analyse	international	5	Conséq. éco.
30.12.04	**Kuoni a perdu 2,91 %, hier, à 500 francs suisses....**	88		Filet	crible	38	Impact sur des entreprises
30.12.04	**Vaste mouvement de solidarité et d'initiatives politiques en faveur de l'Asie sinistrée**	876	DANIEL BASTIEN	Article	international	5	ONU et mobilisation aide inter.
30.12.04	**Wall Street en légère baisse sur des prises de bénéfices**	598		Article	marchés	22	Mchés fin.: impact sur les bourses asiatiques
30.12.04	**Surenchère d'initiatives en faveur de l'Asie sinistrée**	241		Article	Une	1	Mobil. solidarité inter: "Les Etats-Unis, l'Europe et l'ONU en concurrence pr la coordination des aides"
30.12.04	**Emotion, et après ?**	491		Analyse	idées		Cté inter et solidarité humaine
31.12.04	**Swiss Re évalue à moins de 100 millions de francs suisses sa charge liée au tsunami**	138		Article	finance	21	Coût financier des dégats pr l'assureur suisse

31.12.04	**Un moratoire des remboursements sur la dette publique de la région est envisagé**	602	DANIEL BASTIEN	Article	international	5	Impact sur la delicate question de la dette; solidarité avce les pays sinistrés.
31.12.04	**Entreprises et collectivités locales multiplient les initiatives en France**	652		Article	international	5	Mobil. solidarité fçaise
31.12.04	**Les dons des Français affluent pour les sinistrés en Asie**	134		Article	france	2	Mobil. solidarité fçaise
31.12.04	**Asie du Sud : une mobilisation internationale d'une ampleur jamais vue**	789	DANIEL BASTIEN	Article	international	5	ONU et mobilisation aide inter.
31.12.04	**Converium a gagné, hier, 1 %, à 10,15 francs...**	69		Filet	crible	32	Impact sur les assurances (valeurs des actions en bourse). Simple évocation
31.12.04	**Jakarta désemparé face à l'ampleur des besoins**	536	STEPHANE DUPONT	Analyse	international	5	Conséq. sur l'éco. Et pol. Financière de l'indonésie
03.01.05	**Asie du Sud : course contre la montre pour aider les sinistrés et empêcher les épidémies**	819		Article	international	7	Aide inter.; org. secours; pb. Sanitaires
03.01.05	**Une cimenterie de Lafarge entièrement détruite**	134		Article	international	7	Impact sur les infras. indust.
03.01.05	**Sans nouvelles de plusieurs centaines de Français, Paris élargit sa mobilisation**	588	YANN ROUSSEAU	Article	international	7	Victimes fçaises
03.01.05	**Asie du Sud : désolation et menaces d'épidémies**	177		Article	international	1	Risques sanitaires et mobil. inter
03.01.05	**L'Asie du Sud sous la menace épidémique**	947	ALAIN PEREZ	Analyse	competences	13	Risques sanitaires

04.01.05	**La réduction de la dette des pays touchés à l'étude**	490	RICHARD HIAULT	Article	international	5	La question de l'immédiat aide aux pays d'Asie sinistrés
04.01.05	**Les sociétés d'assistance face à un nombre de sinistrés sans précédent**	468	MIREILLE WEINBERG	Article	international	5	Impact sur les sociétés d'assistance médicales
04.01.05	**Les banques françaises se mobilisent pour les victimes**	220		Article	international	5	Mobil. solidarité fçaise
04.01.05	**Aide à l'Asie du Sud : les Etats-Unis montent en première ligne**	855	STEPHANE DUPONT	Article	international	5	Tournée de C. Powell; mobil. aide. inter; bilan
04.01.05	**Aide à l'Asie du Sud : l'Amérique en première ligne**	204		Article	Une	1	Tournée Powell; solidarité US
04.01.05	**... nouvelles aides de collectivités locales**	124		Filet	dernière	14	Mobil. solidarité fçaise
04.01.05	**L'Asie : l'idée d'une taxe humanitaire fait son chemin...**	236		Article	dernière	14	Pol. fçaise et question de solidarité
05.01.05	**Les raz de marée en Asie coûteraient 5 à 10 milliards de dollars aux assureurs**	128		Article	finance	23	Coût financier des dégats pr les assureurs
05.01.05	**Lafarge déplore 345 victimes au nord de Sumatra**	507	CLAUDE BARJONET	Article	international	3	Plus de la moitié des 625 salariés de la cimenterie de Lokhna près d'Aceh portés disparus
05.01.05	**Une aide spectaculaire et disparate afflue vers l'Asie**	171		Article	Une	1	Solidarité inter.
05.01.05	**GROUPAMA.**	33		Brève	finance	23	aide financière de Groupama
05.01.05	**Gouvernements, entreprises et particuliers rivalisent d'aides à l'Asie dévastée**	791	STEPHANE DUPONT	Analyse	international	3	Surenchère ds la solidarité
05.01.05	**Asie du Sud : comment limiter les effets d'une prochaine catastrophe**	1893	JOSÉ ACHACHE	Analyse	idées	11	Nécessité de mesures de prévntion

06.01.05	**La Chine consent un effort sans précédent pour une catastrophe hors de ses frontières**	512	MICHEL DE GRANDI	Analyse	international	7	Solidarité chinoise et instrumentalisation
06.01.05	**Surpris par l'ampleur du désastre, le Japon se mobilise**	609	DAVID BARROUX	Analyse	international	7	Solidarité japonaise et instrumentalisation
06.01.05	**L'Allemagne confirme son aide de 500 millions d'euros**	551	THIBAUT MADELIN	Article	international	8	Solidarité financière allemande
06.01.05	**La Thaïlande soudée derrière son gouvernement**	575	STEPHANE DUPONT	Analyse	international	7	Impact sur la pol. intérieure thaïlandaise
06.01.05	**En France, le public a battu des records de générosité spontanée**	633	SYLVIE RAMADIER	Article	international	8	Mobil. solidarité fçaise
06.01.05	**Les dons des Français coûteront cher à l'Etat**	275		Article	international	8	Mobil. solidarité fçaise: coût fiscal pour l'Etat
06.01.05	**Les diplomates et politiques critiqués au lendemain du drame en Asie du Sud**	320		Opinion	idées	14	Impact sur la pol. intérieure suisse
06.01.05	**Réunion au sommet à Jakarta pour canaliser l'aide à l'Asie sinistrée**	870	STEPHANE DUPONT	Analyse	international	7	Mobil. solidarité inter et enjeux politiques régionaux ou inter.
06.01.05	**Un sommet pour canaliser l'aide à l'Asie**	181		Article	idées	1	Mobil. solidarité inter.
07.01.05	**Le faux réalisme de Kofi Annan**	1081	PAUL FABRA	Analyse	idées	13	Critique de l'appréciation pessimiste des conséquences
07.01.05	**Asie : pourquoi communiquer sur sa générosité**	1349	SOPHIE PETERS	Analyse	compétences	11	surenchère ds la com autour des gestes l'humanitaire
07.01.05	**La France mobilise ses sismologues contre les tsunamis**	539	MATTHIEU QUIRET	Article	international	7	Moyens de prévention en Fce
07.01.05	**L'Union européenne débloque 350 millions d'euros supplémentaires**	342		Article	international	7	Mobilisation solidarité inter

07.01.05	**Les voyagistes français évaluent leur manque à gagner à 60 millions**	255		Article	international	7	Impact sur le secteur du tourisme et des voyages
07.01.05	**Sommet de Jakarta : l'ONU prend en charge l'aide à l'Asie sinistrée**	683	STEPHANE DUPONT	Article	international	7	Djakarta: confirmation rôle de l'ONU dans la coord. de l'aide; dissolution coalition humanitaire US
07.01.05	**L'aide après le tsunami : au-delà du poker menteur**	488	FRANCOISE CROUIGNEAU	Analyse	idées	12	Mobil. solidarité inter.
07.01.05	**L'ONU va piloter un plan d'aide massif à l'Asie sinistrée**	213		Article	Une	1	Djakarta: confirmation rôle de l'ONU dans la coord. de l'aide; dissolution coalition humanitaire US

L'EXPRESS

Articles sur la médiatisation du TSUNAMI							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
03.01.05	**Une onde de choc dévastatrice**	2469	Cot Bruno D.	Article	Couverture, Numéro spécial, Dossier	20	Tous les aspects: Bilan; conséq. éco. et fin. ; impact env.; org. secours
03.01.05	**Comment San Francisco se prépare au Big One...**	539	Sengès Anne	Article	Couverture, Numéro spécial, Dossier	24	Mesures de prevention envisagées par d'autres pays exposés au même cataclysme
03.01.05	**Le tribut de la pauvreté**	994	Chol Eric	Analyse	Couverture, Numéro spécial, Dossier	28	La pvté de la gde majorité des victimes
03.01.05	**Des risques peu assurés**	498	Abescat Bruno	Article	Couverture, Numéro spécial, Dossier	29	Des régions déséritées où les biens sont rarement couverts
03.01.05	**Tourisme: le paradis perdu?**	764	Scemama Corinne	Analyse	Couverture, Numéro spécial, Dossier	30	Impact sur l'industrie touristique
03.01.05	**La Terre en mouvements**	1408	Biais Jean-Marc	Article	Couverture, Numéro spécial, Dossier	31	Explications scientifique du cataclysme
03.01.05	**Deuil planétaire**	436	Jeambar Denis	Editorial	L'éditorial de Denis Jeambar	9	L'émotion inter liée à la mondialisation, au nombre et à l'origine de ses victimes

03.01.05	**La catastrophe planétaire**	140		Article	Couverture, Numéro spécial, Dossier	14	L'émotion inter liée à la mondialisation, au nombre et à l'origine de ses victimes
10.01.05	**Les cataclysmes face à l'Histoire**	448	Louyot Alain	Editorial	La semaine, Monde, Focus	44	La cata. ramène les hommes à + de raison, à l'humanité
10.01.05	**Se prémunir contre les catastrophes**	538	Allègre Claude	Chronique	La Semaine, Découvertes	81	Réflexion pr un syst. mondial de secours et 1 syst. d'alerte
10.01.05	**Le paysage redessiné**	518	Guetta Bernard	Chronique	La semaine, Monde	50	Analyse pol. US; Mobil. solidarité inter
10.01.05	**La Suède sous le choc**	708	Ardosset Yves	Article	Monde, Dossier	59	Victimes suédoise et impact pol. en Suède
10.01.05	**Les défis de l'aide**	1458	Bensoussan David, Chol Eric, Masse-Stamberger Benjamin	Analyse	Monde, Dossier	60	Mobil solidarité inter.; syst. alerte;
10.01.05	**Le complexe du rescapé**	1609	Czerwinski Natacha, Lefebvre Claire	Article	Monde, Dossier	62	Rescapés fçais
10.01.05	**Les enfants, premières victimes**	1549	Huret Marie, Thiolay Boris, Stehli Jean-Sébastien	Article	Monde, Dossier	64	Situation des milliers d'orphélins en Asie du sud
10.01.05	**La vie après le Tsunami - Le martyre d'Aceh la rebelle**	2959	Epstein Marc	Reportage	Monde, Dossier	52	Villes sinistées et rescapés
10.01.05	**Les indiscrets - Économie**	67		Filet	Les Indiscrets	16	Impact sur un assureur fçais (1 brève de 67 mots ds 1 texte de 669 mots)

17.01.05	**Après le tsunami, pas d'épidémie**	469	Saget Estelle	Article	La semaine, Découvertes, Focus	78	Epidémie redoutée mais pas arrivée
17.01.05	**Tribune libre - Paix avec la nature**	470	Serres Michel	Tribune libre	L'Express va plus loin, Débats	17	Réflexion pr un organisme qui s'occupe des atteintes à l'intégrité de la Terre
17.01.05	**Faut-il créer une force mondiale d'urgence?**	839	Vidalie Anne, Saget Estelle	Tribune libre	L'Express va plus loin, Débats	100	Org. de coord inter: confrontation entre 1 politique et 1 humanitaire
17.01.05	**Diplomatie - ONU: l'autre guerre de Bush**	1387	Coste Philippe	Analyse	La Semaine, Monde	52	Instrumentalisation politique
17.01.05	**Interview - «Nous avons les moyens de mettre fin à la pauvreté»**	827	Demetz Jean-Michel, Ganz Pierre	Interview	La Semaine, Monde	36	Louis Michel, cssaire européen sur l'aide huma. et le dvpt
17.01.05	**Les Indiscrets - People**	66		Filet	Les Indiscrets	21	Générosité de star (1 brève de 66 mots ds 1 texte de 531 mots)
17.01.05	**Les Indiscrets - Médias/ Culture**	107		Brèves	Les Indiscrets	20	Solidarité inter.
24.01.05	**Asie - La diplomatie du tsunami**	1227	Epstein Marc, Prakash Pierre	Analyse	La semaine, Monde	60	Rivalité pol. entre puissances régionales
24.01.05	**L'œil du psy - N'ayons pas peur des cauchemars**	457	Sédat Jacques	Chronique	La semaine, Société	79	Solidarité et émotion
24.01.05	**Les indiscrets - People**	41		Brève	Les Indiscrets	22	Instrumentalisation politique par les USA

le nouvel Observateur

Articles sur la médiatisation du TSUNAMI							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
06.01.05	**Le tsunami, Dieu, Staline et Hitler**	618	Jean-Marcel Bouguereau	Article	Les plis de l'actualité	24	Synthèses réactions de lecteurs
06.01.05	**Tragédie sans frontières**	1417	René Backmann	Analyse	L'Evénement	28-31	Analyse politique de la mobil. aide inter
06.01.05	**Mère Nature et le progrès**	739	Laurent Joffrin	Editorial		34	Catastrophes nat. et chgments d'idées ou prise de conscience
06.01.05	**«Je me retourne et je vois un torrent de boue...»**	984	Véronique Radier	Compte rendu		36-37	Témoignage de V. Radier, jliste au *Nouvel Observateur*, en vacances au Sri Lanka le 26/12/2004
06.01.05	**«Il nous faut du ciment, pas des brioches!»**	983	Olivier Péretié, env. spéc. Sri Lanaka	Reportage		38	Difficulté organisation des secours
06.01.05	**Le martyre de Sumatra**	931	Cyril Payen, env. spéc. Indonésie	Reportage		40	Risque d'épidémie, difficulté org. des secours
06.01.05	**Radioscopie d'un cataclysme**	1662	Fabien Gruhier	Analyse		42-43	Explications scientifiques du cataclysme
06.01.05	**Pouvait-on éviter le pire ?**	1314	Michel de Pracontal	Analyse		44-45	Absence du système d'alerte ds Océan Indien
06.01.05	**Qui a su quoi**	448	Michel de Pracontal	Article		44-45	Déroulement chronologique du tsunami
06.01.05	**Dons : où va l'argent?**	760	Corinne Bouchouchi	Analyse		47	Orga. des secours: interrogation sur l'utilisation et le contrôle des dons

06.01.05	**La catastrophe et nous**	982	Anne Fohr	Interview		46	Le sociologue Denis Duclos sur le sens à donner à ce cataclysme
06.01.05	**L'homme qui a sauvé sa tribu**	215	Cyril Payen, env. spéc. Thailande	Article		36	Les rescapés par le 6è sens du chef de la tribu
13.01.05	**Tsunami, pourquoi?**	591	Jean-Marcel Bouguereau	Article		37	Réponses aux questions des lecteurs: alerte, cause cata
13.01.05	**Sri Lanka : Dans l'antre des Tigres tamouls**	1787	Olivier Péretié, env. spéc. Sri Lanka	Reportage		44-47	Conflit interne Sri lankaise et org. des secours
13.01.05	**Le mystère Prabhakaran**	437	Olivier Péretié	Article		46	Victimes parmi les rebelles au Sri Lanka
13.01.05	**Les racketteurs d'Aceh**	796	Cyril Payen, env. spéc. Sumatra,	Reportage		47	Difficultés d'organisation des secours
13.01.05	**Attention : tournant «historique»!**	1296	Jean Daniel	Editorial			Edito consacré notamment à la polémique entre MSF et org. hum.
13.01.05	**Animaux sauvés des eaux**	1334	Fabien Gruhier	Article		74-75	Explications scientifique sur la fuite des animaux avant les vagues
27.01.05	**L'Indonésie face au tsunami**	438	Sarah Halifa-Legrand	Interview		53	Sophie Boisseau du Rocher, chercheuse IFRI
27.01.05	**Le chiffre**	51		Filet		53	Victimes parmi les rebelles au Sri Lanka

Le Point

Articles sur la médiatisation du TSUNAMI							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
06.01.05	**Les colères de la terre**	660	Fabien Roland-Lévy	Analyse	Société	20	Les colères de la terre: explications scientifiques
06.01.05	**Ces catastrophes qui nous guettent**	2662	Frédéric Lewino	Analyse	Société	24	Les colères de la Terre: rappel des catas. de l'histoire
06.01.05	**« Il y a une sorte de jouissance des médias à montrer ces tonnes de cadavres charriés par l'océan »**	587	Propos recueillis par Denis Demonpion	Interview	Société	24	Michel Serres: analyse philosophique
06.01.05	**Combien de Français ?**	750	Jean-Michel Décugis	Article	Société	42	Les colères de la terre: victimes fçaises
06.01.05	**« Méfions-nous des plans grandioses calqués de l'étranger, des secours bien empaquetés. »**	507	Propos recueillis par Emilie Lanez	Interview	Société	42	Patrick Lagadec, spécialiste des crises: "la façon dont on prépare l'imprévisible"
06.01.05	**Les leçons du tsunami**	964	Bernard-Henri Lévy	Editorial	Tribune; Editorialistes	98	Réflexion philosophique
06.01.05	**« Beaucoup pensent qu'ils auraient pu être à la place des victimes »**	396	Propos recueillis par Catherine Golliau	Interview	Société	98	Denis Kessler, pdt sté de réassurance SCOR sur la solidarité et l'impact sur entreprise
06.01.05	**Une solidarité mondiale**	655	Yves Cornu	Article	Société	44	Les colères de la Terre: solidarité inter

06.01.05	**« Beaucoup pensent qu'ils auraient pu être à la place des victimes »**	395	Catherine Golliau	Interview	Société	44	Denis Kessler, pdt de la société de réassurance SCOR: solidarité, assurance risques
06.01.05	**Le scénario d'un tsunami**	1483	Hervé Ponchelet	Article	Société	40	Les colères de la Terre: explications scientifiques
06.01.05	**Phuket : au paradis perdu, la vie continue**	1593	Christophe Ono-dit-Biot, env. spéc.	Reportage	Société	34	Les colères de la Terre: Rescapés et survivants
06.01.05	**« De tout temps, la mer a fait peur. Elle était le refuge des puissances infernales »**	796	Propos recueillis par Jérôme Cordelier	Interview	Société	34	Jean Delumeau, historien: explique de façon historique la perception de la peur, du malheur
06.01.05	**Les catastrophes de légende**	977	Frédéric Lewino	Article	Société	30	Approche historique; animaux sauvés, rescapés
06.01.05	**« De tout temps, la mer a fait peur. Elle était le refuge des puissances infernales »**	785	Jérôme Cordelier	Interview	Société	30	Jean Delumeau, Historien, sur les frayeurs humaines et les cata
06.01.05	**Craintes et tremblements**	859	Claude Imbert	Editorial	Editorialistes	3	Cata: soldarité inter; patriotisme planétaire; impact de la foi
06.01.05	**La dernière heure du Magic Lagoon**	2012	Jérôme Cordelier et François Malye, avec Christophe Ono-dit-Biot (à Khao Lak), Cécile Calla (à Berlin) et François Tourane (à Bangkok)	Reportage	Société	38	Les colères de la Terre: cata et rescapés à Khao Lak (Tahïlande)
13.01.05	**Confidentiel**	73		Filet	France; Laser	12	Solidarité des eurodéputés (Brève de 73 mots ds 1 texte de 400).

13.01.05	**Le grand Monopoly**	2982	Olivier Weber, Jocelyn Grange, env. spéc. Meulaboh, Vanessa Dougnac, env. spéc. Inde	Analyse, Reportages	Monde	36	Instrumentalisation politique; rescapés; org. secours
13.01.05	**La mémoire du tsunami**	231	Jérôme Cordelier	Article	Société	85	Interprétaion du tsunami selon le mythe des Badjos
13.01.05	**Les enfants, proies des mafieux ?**	2030	Emilie Lanez (avec François Tourane à Bangkok); Jean-Michel Décugis., Christophe Labbé et Olivia Recasens	Article	Société	76	Orphélins et risque de trafic; rescapés, victimes françaises
20.01.05	**Confidentiel**	59		Filet	Monde; Laser	14	Solidarité israélienne
20.01.05	**Thaksin Shinawatra : Le Thaï gagnant**	192	François Tourane	Article	Monde; Laser	14	Tsunami et pol. intérieure thaïlandaise
27.01.05	**Carl Gustav : Le réveil du roi**	263	Olivier Truc	Article	Monde; Laser	18	Impact sur la pol. interieure suédoise

2-2 Les articles de presse sur la médiatisation de l'ouragan Katrina aux Etats-Unis en 2005

Articles sur la médiatisation de KATRINA							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
30.08.05	**Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril**	650	RICHE Pascal, corresp. Washington	Article	TERRE	10	Déroulement et 1ers bilans de la catastrophe
30.08.05	**2005, les cyclones en grande forme**	252	DELBECQ Denis	Article	TERRE	10	Rappel catastrophes identiques
30.08.05	**Tempête sur le baril**	491	SCHWARTZBROD Alexandra	Analyse	EVENEMENT	2	Impact sur le prix du baril
31.08.05	**"Une désolation complète"**	765	RICHE Pascal, corresp. Washington	Article	TERRE	10	Morts, dégats matériels, réfugiés
31.08.05	**70,85 $ Nouveau record pour le baril de pétrole hier à New York, après le passage du cyclone Katrina**	215	ROUSSET Jean-Paul	Article	ECONOMIE	18	Impact sur le prix du baril
01.09.05	**Déluge d'horreurs à La Nouvelle-Orleans**	760	RICHE Pascal, envoyé spécial La Nlle Orleans	Reportage	EVENEMENT	6	La Nlle Orl: Inondation, viol, pillage, sinistrés
01.09.05	**Loi**	355	SABATIER Patrick	Article	EVENEMENT	6	Ampleur catastrophe, impuissance US
01.09.05	**Katrina bouleverse la blogosphère**	764	RUEFF Judith	Article	EVENEMENT	11	Sites web: témoignages, angoisses de proches
01.09.05	**L'un des plus meurtriers depuis cent ans**	74		Filet	EVENEMENT	11	Rappel ouragans meurtriers aux USA
01.09.05	**Une ville en cuvette lâchée par ses digues**	525	DELBECQ Denis	Article	EVENEMENT	11	La Nlle Orléans submergée

01.09.05	**Dans la ville qui sombre**	31	RICHE Pascal, envoyé spécial La Nlle Orleans	Brève (intro au reportage)	UNE	1	La Nlle-Orléans: description du drame
02.09.05	**La vie "saccagee" des rescapes de katrina**	1090	RICHE Pascal, envoyé spécial Baton Rouge	Reportage	EVENEMENT	6	Sinistrés réfugiés à Baton Rouge
02.09.05	**Fêlure**	342	DUPUY Gérard	Editorial	EVENEMENT	6	Impuissance US, inefficacité secours
02.09.05	**Pourquoi les Etats-Unis ont-ils été pris au dépourvu?**	869	ROUSSELOT Fabrice	Article	EVENEMENT	7	Polémiques sur les secours, critiques de Bush
02.09.05	**"Travailler sur l'extrême ou l'inconcevable déstabilise"**	549	HUET Sylvestre	Interview	EVENEMENT	9	P. Lagadec, spécialiste gestion de crise,explique le manque d'anticipation des autorités US
02.09.05	**A savoir**	159		Encadré	EVENEMENT	9	Données chiffrées sur Louisiane et Mississippi
02.09.05	**Fats Domino disparu**	44		Brève	EVENEMENT	9	Disparition d'un artiste (pianiste du rock) dans la catastrophe
02.09.05	**SOS**	29		Brève	EVENEMENT	1	Desespoir sinistré à Baton Rouge
03.09.05	**Black Ophélie à la dérive**	360	LEFORT Gérard	Billet	WEEK-END	36	Critique et humour
03.09.05	**"Si on ne sort pas, on met le feu a cette ville"**	1132	RICHE Pascal, envoyé spécial La Nlle Orleans	Reportage	EVENEMENT	2	Des milliers de rescapés abandonnés, pénurie et pillage à La Nlle Orl.
03.09.05	**Sur les routes errent des réfugiés sans refuge**	695	RICHE Pascal, envoyé spécial Baton Rouge, Port Allen	Reportage	EVENEMENT	3	Des pers. Déplacées dans le desepoir

03.09.05	**Vulnérabilité**	380	THENARD Jean-Michel	Editorial	EVENEMENT	3	Critique de Bush et son adm.
03.09.05	**Bush totalement dépassé par la catastrophe**	800	GRANGEREAU Philippe	Article	EVENEMENT	5	Critique de Bush, faiblesses de l'Amérique
03.09.05	**La menace d'une crise pétrolière majeure**	643	LOSSON Christian	Article	EVENEMENT	5	Baisse production, recours aux stocks stratégiques des pays mbres de AIE
03.09.05	**Des bouteilles à la mer sur Nola.com**	818	RUEFF Judith	Article	EVENEMENT	6	Site Nola.com : Interactivité maximum avec journalistes, victimes, familles, secours
03.09.05	**"Il ne restait que ceux qui n'avaient pas les moyens de partir"**	676	LEVY-WILLARD Annette, corresp. Los Angeles	Interview	EVENEMENT	6	Joel Kotkin, historien, évoque la paupérisation des Noirs de Louisiane
03.09.05	**La rage des oubliés**	37		Brève	EVENEMENT	1	des dizaines de milliers de réfugiés en attente d' évacuation
05.09.05	**La Nouvelle-Orléans évacue ses survivants**	878	RICHE Pascal, envoyé spécial La Nlle Orleans	Reportage	EVENEMENT	6	Des rescapés entassé dans le Convention Center, crient leur colère et desespoir
05.09.05	**Après le déluge**	312	SABATIER Patrick	Editorial	EVENEMENT	6	Katrina, la ségrégation raciale, la pauvreté
05.09.05	**L'ONU et l'UE viennent au secours**	303	RICHE Pascal, envoyé spécial à Baton Rouge	Article	EVENEMENT	6	Secours apportés aux rescapés par l'armée US, aides en hommes et en matériel de l'UE et l'OTAN
05.09.05	**A savoir**	227		Brèves	EVENEMENT	6	Rappel des faits marquants de la semaine dans la catastrophe Katrina

05.09.05	**Le scénario détaillé d'une catastrophe annoncée**	845	DELBECQ Denis	Article	EVENEMENT	8	"Les morts, les populations abandonnées, les aides inexistantes... Dès 2002, des experts et scientifiques avaient tout prédit."
05.09.05	**"Pour George Bush, les pauvres n'existent pas"**	703	LEVY-WILLARD Annette	Interview	EVENEMENT	8	Mark Naison, professeur d'études afro-américaines, analyse les raisons du manque de réactivité à Washington
06.09.05	**"Personne ne me fera quitter La Nouvelle-Orléans !"**	1048	HOFNUNG Thomas, env. spéc. La Nlle Orleans	Reportage	MONDE	9	Etat des lieux, attente des survivants
06.09.05	**Bush veut un "raz de marée de compassion"**	411	RICHE Pascal, envoyé spécial La Nlle Orleans, Baton Rouge	Article	MONDE	9	Critique de le gestion Bush et son adm.
06.09.05	**En guerre contre Washington**	687	LEVY-WILLARD Annette, corresp. Los Angeles	Article	MONDE	10	naufrages de La Nouvelle-Orléans, critique sur Bush
06.09.05	**Une morgue pour 5 000 cadavres**	99		Filet	MONDE	10	Bilan dramatique non définitif
07.09.05	**Katrina et la navette spatiale**	138	HUET Sylvestre	Article	SCIENCES	20	Katrina affecte les installations spatiales de la NASA
07.09.05	**Les irréductibles d'une ville livrée à l'armée**	800	HOFNUNG Thomas, env. spéc. La Nlle Orleans	Reportage	EVENEMENT	6	Patrouilles des forces US pr "évacuer les quelques milliers de personnes qui refusent de partir.", distrib. de rations

07.09.05	**"On était persuadés qu'on voulait nous tuer"**	733	LEVY-WILLARD Annette	Article	EVENEMENT	7	Récit vivant d'1 réfugiée de La Nlle Orléans expliquant "comment elle a vu et vécu sa descente aux enfers"
07.09.05	**Après la honte nationale, la chasse aux coupables**	914	RICHE Pascal, corresp. Washington	Analyse	EVENEMENT	8	Responsabilité, cause et conséquence de Katrina
07.09.05	**Dégâts collatéraux**	354	DUPUY Gérard	Editorial	EVENEMENT	7	Lenteur des secours, critique de la gestion Bush
07.09.05	**Cyclone. A savoir**	265		Article	EVENEMENT	6	Rappel chronologique des faits du 27/08/05 au 07/09/05
07.09.05	**"Les militaires rigolaient entre eux"**	625	RICHE Pascal	Article	EVENEMENT	7	Récit vivant d'1 jeune fçais à La Nlle Orléans expliquant les conditions difficiles au Superdome, lieu de refuge
08.09.05	**Quête macabre à La Nouvelle-Orléans**	807	Yves Eudes, env. spéc. à La Nll. Orlans	Reportage	MONDE	10	"Recherche de survivants et cadavres en bateau dans les rues devenues des canaux".
08.09.05	**La pollution des eaux a fait ses premières victimes**	400	DELBECQ Denis	Article	MONDE	10	Epidémie et maladie liée à la qlité de l'eau
08.09.05	**Croissance en berne ?**	110	AFP	Filet	MONDE	10	Impact sur la croissance US
08.09.05	**Plongeons américains**	952	AMALRIC Jacques	Analyse	REBONDS	37	Rappel des gd catas. naturel US, pauvreté croissante aux USA, gestion Bush
09.09.05	**Bush et CNN au marché des images**	973	SCHNEIDERMANN Daniel	Analyse	REBONDS	36	Diffusion de la visite de Bush ds le Mississipi par CNN
09.09.05	**La Louisiane se terre au Texas**	1064	CRIE-WIESNER Hélène, corresp. Houston (Texas)	Reportage	EVENEMENT	6	Arrivé massive de refugiés ou déplacés au Texas, organisation accueil à Houston

09.09.05	**L'anti-11/09**	343	SABATIER Patrick	Editorial	EVENEMENT	6	Comparaison des ravages de 2 événements
09.09.05	**Boutés hors de La Nouvelle-Orléans**	811	HOFNUNG Thomas, env. spéc. La Nlle Orleans	Reportage	EVENEMENT	8	Milit. et policiers tentent d'évacuer les derniers hab. manu militari
09.09.05	**Energie et assurances, deux autres victimes de Katrina**	414	DE FILIPPIS Vittorio	Article	EVENEMENT	8	Conséq. éco., impact sur le pétrole et les assu.
09.09.05	**A savoir**	229		Article	EVENEMENT	8	Données chiffrées sur les opér.de secours, nb de militaires engagés, l'aide extér. et nle,
10.09.05	**La Nouvelle-Orléans s'improvise une prison, une mairie...**	807	HOFNUNG Thomas, env. spéc. La Nlle Orleans	Reportage	MONDE	8	"L'adm. de la ville tente de rouvrir et squatte les bâtiments secs et éclairés."
10.09.05	**Les faits du jour**	196		Article	MONDE	8	Bilan humain, coût des dégats, lenteur secours
12.09.05	**Panne de solidarité en Louisiane**	829	BRIDIER Gilles, journaliste	Analyse	REBONDS	41	Manquement Etat fédéral à ses missions
12.09.05	**L'interminable décompte des cadavres de Louisiane**	775	HOFNUNG Thomas, env. spéc. La Nlle Orleans	Reportage	MONDE	8	Opér. de sauvetage et de rech. de cadavre
12.09.05	**Un nouveau scandale pour Bush**	589	RICHE Pascal, corresp. Washington	Analyse	MONDE	9	Analyse de la situation et son imapct sur Bush
12.09.05	**Les "brigades de Beverly Hills" les pieds dans la boue**	796	LEVY-WILLARD Annette, corresp. Los Angeles	Article	MONDE	9	Promptitude des vedettes du show-biz ds la solidarité

Le Monde

Articles sur la médiatisation de KATRINA							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
31.08.05	**Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril**	87		Filet	UNE	1	Hausse prix du baril
31.08.05	**En Atlantique, la saison cyclonique en cours se révèle " extrêmement active "**	527	Stéphane Foucart	Article	International	3	Tempêtes tropicales
31.08.05	**Les routes de La Nouvelle-Orléans jonchées d'arbres, de poteaux, de débris**	849	Eric Leser	Reportage	International	3	Ravages de l'ouragan, secours dépassés
31.08.05	**Entre 10 et 26 milliards de dollars de dégâts**	156		Article	International	3	Coût financier des dégats pour les assureurs
31.08.05	**Le pétrole et le cyclone influencent les marchés d'actions**	375	Cécile Prudhomme	Article	ENTREPRISE	19	Impact sur les bourses
01.09.05	**Ravagée par le cyclone Katrina, Biloxi pleure les victimes de " son tsunami "**	578	Eric Leser	Reportage	UNE	1	Victimes de Biloxi
01.09.05	**Après l'ouragan, La Nouvelle-Orléans, dévastée par les inondations, est la proie des pillards**	1082	Eric Leser	Article	International	4	Secours et pillage
01.09.05	**Pétrole : l'AIE juge prématuré le recours aux réserves stratégiques**	572	Jean-Michel Bezat	Article	International	19	Impact sur le pétrole
01.09.05	**La hausse du cours du pétrole a encore pesé sur les Bourses**	404	Nathalie Brafman	Article	ENTREPRISE	20	Impact sur les bourses

02.09.05	**Désastre humanitaire et pillages à La Nouvelle-Orléans après Katrina**	1241	Eric Leser	Article	International	2	La Nlle Orl: étendue des dégats, crise humanitaire
02.09.05	**Affaibli sur l'Irak, M. Bush peut espérer rebondir sur une nouvelle cause nationale**	597	Eric Leser	Analyse	International	2	Lenteur secours, enjeu politique
02.09.05	**Les Etats-Unis puisent dans leurs réserves stratégiques de pétrole**	683	Jean-Michel Bezat	Article	International	2	Baisse prod. Pétrole, réserve US.
02.09.05	**Les conséquences sur l'économie américaine seront limitées**	335	P.-A. D.	Article	International	2	Résistance économie US, reconstruction
02.09.05	**Le cyclone Katrina bouscule les marchés américains**	375	D. G. (avec AFP)	Article	ENTREPRISE	21	Mchés financiers US, bourses européennes
02.09.05	**Un millier de sandales abandonnées sur un pont de Bagdad**	437	dominique dhombres	Article	COM	30	Devastation: Images fortes en Irak, Louisiane et Mississippi
02.09.05	**L'eau polluée, principale menace sanitaire**	160	Corresp.	Article	International	2	Risque d'épidémie dans les zones dévastées
02.09.05	**Katrina sème la mort et la dévastation**	150		Article	UNE	1	Bilan alourdi
03.09.05	**Chaos en Louisiane après les ravages de Katrina**	298		Article	UNE	1	Situation dramatique en Louisiane
03.09.05	**L'Amérique prise de court par le chaos à la Nouvelle-Orléans**	1189	Corine Lesnes	Article	International	2	Violences, pillage, inefficacité des secours
03.09.05	**" On vit comme des animaux depuis quatre jours, sans électricité, sans eau, sans toilettes, sans rien "**	793	Eric Leser	Reportage	International	2	La Nlle Orléans: scènes de vie dramatiques
03.09.05	**" C'était terrifiant " : Diana 16 ans, raconte sa fuite d'une ville devenue " étrange, irréelle "**	811	Eric Leser	Portrait	International	2	Histoire d'une réfugiée
03.09.05	**Les Américains consternés par la fragilité de leur puissance**	800	Corine Lesnes	Analyse	International	3	Katrina révèle les fractures sociales du pays

03.09.05	**Fats Domino, légende du rock, sauvé des eaux mais introuvable**	394	Claudine Mulard	Article	International	3	Des nouvelles du célèbre pianiste
03.09.05	**Baisse du dollar, de Wall Street et des taux**	216	Cécile Prudhomme	Article	ENTREPRISE	19	Les marchés boursiers US, le dollars et Katrina
04.09.05	**Après Katrina, le monde tend la main à une Amérique humiliée**	1029	Corine Lesnes	Analyse	International	2	Amérique impuissante, offres d'aide extérieure
04.09.05	**Vivement attaqué par les médias, M. Bush visite les régions sinistrées sans rencontrer les survivants**	716	Corine Lesnes	Article	International	2	Visite de Bush dans les zones sinistrées et critiques sur sa gestion de la crise
04.09.05	**Le mythe américain ébranlé dans l'archipel caraïbe**	492	Jean-Michel Caroit	Article	International	2	Katrina: images de chaos, Amérique banalisée, impact sur les éco. des caraïbes
04.09.05	**Tensions entre les habitants et la Garde nationale**	100	Brett Coomer/ap/houston chronicle	Filet	International	3	Difficultés d'org. des secours
04.09.05	**Les forces de l'ordre ont repris le contrôle du centre de La Nouvelle-Orléans**	1018	Eric Leser	Reportage	International	3	Arrivée des soldats à La Nlle Orl., vie difficile des habitants
04.09.05	**L'héritage musical de la ville, berceau du jazz, a été englouti**	826	Véronique Mortaigne et Claudine Mulard (à Los Angeles)	Article	International	3	Impact sur la vie culturelle, musicale
04.09.05	**Le rappeur Kanye West critique M. Bush**	161		Article	International	3	Concert de soutien aux victimes; critique sur Bush
04.09.05	**Un patrimoine dévasté, à l'exception du Carré français**	617	Frédéric Edelmann	Article	International	3	Impact sur la vie culturelle, musicale, touristique, architecture

04.09.05	**Katrina, c'est aussi la mondialisation**	786	par Erwann Michel-Kerjan	Analyse	DEBAT	11	Analyse d'1 spécialiste de la gestion et du financement des risques de catastrophes
04.09.05	**Bush en accusation**	504		Éditorial	ANALYSE	12	Détresse des sinistrés et critiques sur Bush
04.09.05	**Les marchés financiers suspendus au pétrole**	686	Cécile Prudhomme	Article	International	13	Katrina: impact sur le pétrole et les assurances
04.09.05	**Katrina relance le débat sur le lien entre réchauffement et activité cyclonique**	847	Stéphane Foucart	Analyse	AGE	17	Réflexion sur les causes profondes de la catastrophe
04.09.05	**" Les Blancs ont réussi à partir : ils savent comment voyager et ils ont de l'argent "**	542	Yves Eudes	Reportage	International	3	Description de la situation à l'Astrodome
04.09.05	**Désastre et douleur dans le sud des Etats-Unis**	106		Filet	La Une	1	Titres d'un dossier spécial de 8 articles ce jour
04.09.05	**L'industrie pétrolière des Etats-Unis mettra longtemps à se remettre des dégâts causés par le cyclone**	729	Marc Roche	Analyse	International	2	Katrina: impact sur l'industrie pétrolière
06.09.05	**George Bush dans les turbulences de Katrina**	92		Filet	La Une	1	Interrogation sur la gestion Bush de la crise
06.09.05	**Après l'évacuation de La Nouvelle-Orléans, toute l'Amérique s'interroge**	1432	Corine Lesnes	Analyse	International	4	Interrogation sur la gestion Bush de la crise
06.09.05	**Les faillites de la sécurité intérieure**	181	Corresp.	Article	International	4	Critique de la politique US
06.09.05	**La brèche principale ouverte dans les digues a été colmatée, mais la ville pourrait rester " fantôme " pendant un an**	807	Eric Leser	Article	International	4	Effort de protection de La Nlle Orl.; des nouvelles encourageantes

06.09.05	**Aucune victime française n'a été recensée**	416		Article	International	5	Des nouvelles rassurantes de la cté fçaise
06.09.05	**Howard et Helen ont résisté à Katrina, pas aux pillards**	441	Yves Eudes, env. spéc. à La Nll. Orlans	Reportage	International	5	Insécurité et pillage à la Nlle Orl.
06.09.05	**Trois questions à... Chris Mooney**	505	Propos recueillis par Corine Lesnes	Interview	International	5	Chris Mooney, chroniqueur scientifique, explique la situation
06.09.05	**Le souffle du Mississippi**	911	Laurent Greilsamer	Chronique	HORIZONS	18	Retrospective sur les événements
06.09.05	**Tableau de bord**	38		Brève	ENTREPRISE	23	"Katrina sera un coup dur pour l'économie" US
07.09.05	**Le choc pétrolier et Katrina ne casseront pas la croissance mondiale**	1404	Propos recueillis par Pierre-Antoine Delhommais et Eric Le Boucher	Interview	International	2	Jean-Philippe Cotis, économiste en chef de l'OCDE, s'explique sur les conséq. éco.
07.09.05	**Prévisions de l'OCDE avant le cyclone**	91		Filet	International	2	Katrina et l'éco. mondiale
07.09.05	**L'économie américaine va payer le prix de décennies de sous-investissement en capacités de raffinage**	845	Eric Leser	Analyse	International	2	Désastre humanitaire, pénurie av. des files d'attente; conséq. éco.
07.09.05	**Dans La Nouvelle-Orléans dévastée, difficile retour à la normale**	937	Yves Eudes, env. spé. à La Nll. Orlans	Reportage	International	3	Devastation, immondices, insécurité, vie dure des rescapés
07.09.05	**Le tiers-monde en Louisiane**	412	dominique dhombres	Analyse	COM	30	Spectacle incongru, inimaginable dans la superpuissance

07.09.05	**Tandis que Bill Clinton lève des fonds, Hillary réclame des comptes**	517	Corine Lesnes	Article	International	3	Katrina dans la politique intérieure US: polémique sur la gestion Bush de la crise
07.09.05	**Collectes, dévouement et... critiques**	223		Article	International	3	Mobilisation des artistes, acteurs et intellectuels pr "pallier les effets" de Katrina
07.09.05	**L'économie mondiale freinée par le choc pétrolier**	160		Article	UNE	1	Impact éco. de Katrina
08.09.05	**Les ravages de Katrina accusent le système Bush**	171		Article	UNE	1	Critique de la gestion de Bush de la crise
08.09.05	**Après Katrina, l'Amérique s'interroge sur les failles de son modèle**	1201	Corine Lesnes	Article	International	2	Critique de la gestion de Bush, inégalités sociales et éco aux US, polémiques
08.09.05	**Les leaders noirs récusent le terme de " réfugiés " pour qualifier les sinistrés en quête d'abris**	595	Corine Lesnes	Article	International	2	Querelle sémantique, critiques, solidarités individuelles
08.09.05	**La Toile est devenue le seul lien entre les victimes et le reste du monde**	529	Alain Salles	Article	International	2	Internet comme moyen de com et info autour de la crise
08.09.05	**La fronde des médias contre George Bush**	600	A. S.	Article	International	2	Critique de la gestion de Bush de la crise
08.09.05	**Au Japon, la population est préparée avec soin aux catastrophes naturelles et réagit avec civisme**	593	Philippe Pons	Article	International	3	Comparaison av. la gestion de crise au Japon, un pays de catastrophe
08.09.05	**La police de La Nouvelle-Orléans entre dévouement et débandade**	1017	Eric Leser	Article	International	3	Malaise au sein des forces de l'ordre
08.09.05	**Rue de la Fraternité**	901	Francis Marmande	Chronique	CULTURE	18	Article ironique ou humoristique mêlant realité de Nlle Orl et fiction

08.09.05	**Les marchés d'actions progressent grâce au repli du pétrole**	373	Cécile Prudhomme	Article	ENTREPRISE	22	Katrina et les mchés fin.
08.09.05	**tableau de bord**	70		Filet	ENTREPRISE	22	Katrina et les mchés fin.
08.09.05	**Le pompage des eaux " prendra des semaines "**	80		Filet	International	3	Effort de protection de La Nlle Orl.
09.09.05	**Katrina bouscule la diplomatie américaine**	1245	Daniel Vernet	Analyse	UNE	1	Impact sur la pol. inter., sur les positions US
09.09.05	**Après Katrina, l'Amérique s'interroge sur les failles de son modèle**	1045	Corine Lesnes	Analyse	International	4	Débat aux USA sur "les faiblesses de l'organisation de la société américaine"
09.09.05	**Cadavres flottants, eau polluée : la mort chasse les vivants**	629	Yves Eudes	Reportage	International	4	Recherches de cadavres, corps flottants, apparition épidémie
09.09.05	**" C'est quoi ton nom ? " : le premier sauvetage de Matt**	556	Y. E.	Reportage	International	4	Portrait vivant d'un sauveteur bénévole
09.09.05	**AU TEXAS, LA NOUVELLE RUÉE VERS L'OR NOIR**	2028	Eric Leser	Analyse	International	14	"Compagnies texanes : le désastre perpétré par l'ouragan Katrina est une très bonne affaire pour elles"
09.09.05	**La Nouvelle-Orléans, paradigme de l'urbanisme moderne**	1356	joel kotkin, urbaniste, US	Analyse	DEBAT	15	Katrina a révélé "le point faible de l'urbanisme occidental"
09.09.05	**Réinventer la sphère publique en Amérique**	943	Norman Birnbaum, sociologue, prof. à l'univ. de Georgetown	Analyse	DEBAT	15	Critiques sur Bush: lenteur des secours, racisme et inégalités
09.09.05	**Après Katrina, des élus américains demandent à la Fed de ne pas relever ses taux**	818	Cécile Prudhomme	Article	ENTREPRISE	20	Katrina et la pol. éco. et monétaire US

10.09.05	**Chassé de La Nouvelle-Orléans par l'ouragan, le " Times-Picayune " lutte pour sa survie**	1109	Eric Leser	Reportage	International	4	Impact sur un Quotidien de Nlle Orléans
10.09.05	**Katrina a provoqué le retour des spéculateurs sur les marchés**	472	Marc Roche	Analyse	ENTREPRISE	18	Impact sur le pétrole
10.09.05	**L'incertitude pèse sur les investissements**	205		Article	ENTREPRISE	21	Impact sur les bourses et l'éco.
10.09.05	**tableau de bord**	43		Brève	ENTREPRISE	21	Impact sur la pol. monétaire US
11.09.05	**L'étudiant Chirac avait prévu l'inondation de La Nouvelle-Orléans**	515	Thomas Wieder	Article	La Une	1	Thèse de l'étudiant Chirac sur La Nlle Orl.
11.09.05	**George Bush rappelle aux Américains qu'ils sont " toujours en guerre "**	556	Corine Lesnes	Article	International	2	Katrina et la pol. Intér. US
11.09.05	**A La Nouvelle-Orléans, les évacuations forcées continuent dans la confusion**	1081	Yves Eudes	Reportage	International	3	"Policiers et soldats se heurtent à l'incompréhension et à la colère des habitants"
11.09.05	**Du 11-Septembre à Katrina**	798	CRAIG R. STAPLETON, amb. US en Fce	Analyse	DEBAT	12	Cata. naturelles, coopé. transatlantique, terrorisme ...
11.09.05	**Suspense autour de la politique monétaire américaine**	831	Cécile Prudhomme	Article	ENTREPRISE	11	Impact sur la pol. monétaire US et les mchés financiers
11.09.05	**Le cyclone Katrina complique le retour en vol de la navette spatiale**	755	Jérôme Fenoglio	Article	SCIENCE	20	Impact sur les activités de la NASA
13.09.05	**A La Nouvelle-Orléans, les premiers travaux de nettoyage ont commencé**	952	Yves Eudes	Reportage	International	4	Opér. de nettoyage et de réparation
13.09.05	**" Les gens aiment trop cette ville. Elle ne peut disparaître "**	581	Propos recueillis par Francis Marmande	Interview	International	4	Pt de vue de Wynton Marsalis, trompettiste, natif de Nlle Orl.

13.09.05	**Un grand nombre d'évacués ne reviendront jamais dans la cité sinistrée**	895	Eric Leser	Analyse	International	4	Conséq. sur une longue durée, vision pessimiste
13.09.05	**Le cyclone Katrina fragilise le secteur de l'assurance et de la réassurance**	506	D. G.	Article	ENTREPRISE	18	Impact sur les assurances
13.09.05	**kanye west**	226	O. de P.	Article	ART	28	Concert de solidarité

LE FIGARO

Articles sur la médiatisation de KATRINA							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
30.08.05	**Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril**	814	Philippe Gélie, corresp. Washington	Article	International	2	Déroulement et 1ers bilans de la catastrophe
30.08.05	**Un phénomène violent, saisonnier dans le golfe du Mexique**	666	Marc Mennessier	Article	International		Explications sur la formation du phénomène naturel des ouragans
30.08.05	**La Nouvelle-Orléans vidée de ses habitants**	776	Patrick BELE, corresp. Washington	Article	International	2	Exode des hbts de La Nlle-Orl., mesures de la police et des aurorités locales
30.08.05	**Cinq niveaux de risque**	286	Fabrice NODE LANGLOIS	Article	International	2	Les mesures d'ouragans et la sit. géographique de La Nlle-Orl.,
30.08.05	**Le marché résiste**	491		Article	Economie		Impact sur les mchés: Wall Street et envolée prix pétrole
30.08.05	**Les assureurs prêts à chiffrer les dégâts**	551	Armelle Bohineust	Analyse	International		Coût pour les assurances
30.08.05	**Fortes perturbations sur le marché pétrolier**	553	Pierre-Yves Dugua à Washington, Philippe RECLUS	Article	International	3	Impact sur le cours du pétrole et l'activité économique
30.08.05	**La Louisiane balayée par Katrina**	246	Eric LECOURT	Article	La Une	1	Survenue de l'ouragan
30.08.05	**L'ouragan Katrina a frappé la Louisiane**	808	Philippe GELIE	Reportage	International		Déroulement et 1ers bilans de la catastrophe

31.08.05	**Katrina parmi les ouragans les plus dévastateurs**	638	Jean-Louis Turlin, corresp. New York	Article	International	2	Dommages et leur coût
31.08.05	**Bush affronte une rentrée tourmentée**	1012	Philippe Gélie, corresp. Washington	Article	International	2	Impact politique, impopularité Bush
31.08.05	**Irak, pétrole : la difficile rentrée de Bush**	265		Article	La Une	1	Dommages et impact politique
31.08.05	**Le Dow Jones dérape**	481		Article			WALL STREET après le passage du cyclone Katrina
31.08.05	**Baisse limitée des indices**	490		Article			WALL STREET et le cours des actions
01.09.05	**L'Amérique découvre les ravages de Katrina**	996	Philippe Gélie, corresp. Washington	Reportage	International	2	Dégats, insécurité et secours
01.09.05	**La Nouvelle-Orléans submergée**	683	Philippe Gélie, corresp. Washington	Article	International	2	Dégats
01.09.05	**L'ouragan, en direct des blogs**	290	F. N.-L. (avec AFP.)	Article	International	2	Réactions sur les blogs
01.09.05	**Washington mobilise ses réserves de pétrole**	564	Pierre-Yves Dugua, corresp. à Washington	Article	International	3	Baisse prod. du pétrole, réserve US.
01.09.05	**L'Opep s'emploie à stabiliser les cours**	389		Article	International	3	Réactions OPEP et AIEA
01.09.05	**L'Amérique prise au piège**	505	Pierre Rousselin	Editorial	Débats & Opinions	13	Ouragan et impact
01.09.05	**Le marché profite de la détente du brut**	537		Article			WALL STREET, le cours des valeurs et Katrina
01.09.05	**L'Amérique se mobilise après les ravages de Katrina**	336		Article		1	Morts, destructions et sinistrés
01.09.05	**Un impact économique sans précédent**	531	Pierre-Yves Dugua	Article	International	3	Coût financier et industriel

01.09.05	**Cellule de crise au pays cajun**	788	Jean-Louis Turlin, corresp. New York	Reportage	International	2	Evacuation consulat de France
02.09.05	**Une épreuve de vérité pour George W. Bush**	841	Jean-Louis Turlin, corresp. New York	Article	International	3	Critiques sur Bush, querelles politiques sur l'org. des secours
02.09.05	**L'Amérique dépassée par la catastrophe**	523	G. F.	Article	International	2	Ampleur catastrophe, lenteur org. secours
02.09.05	**Des eaux durablement polluées**	553	Fabrice Nodé-Langlois	Article	International	2	Eau potable et sols souillés par métaux lourds, cadavres et égoûts
02.09.05	**Le Dow Jones clôture en baisse de 0,21%**	504		Article	Economie	8	WALL STREET: une crainte de pénurie d'essence
02.09.05	**Evacuation du Superdome**	181		Article	International		Stade cerné par les eaux, réfugiés évacués
02.09.05	**Le casse-tête de l'indemnisation des dégâts**	542	Armelle Bohineust	Article	International	2	Coût des dommages
02.09.05	**La communauté internationale se mobilise**	476		Article	International	3	Manifestation de la solidarité du monde
02.09.05	**A Biloxi, les rescapés terrifiés émergent des ruines**	764	Patrick BELE	Reportage	International	2	La vie des rescapés abandonnés à eux-même
03.09.05	**L'Amérique à l'épreuve**	525	Pierre Rousselin	Éditorial	Débats & Opinions	13	Amérique impuissante face au desastre
03.09.05	**La tragédie américaine**	809	A. J.	Article	Spécial Katrina	3	Anarchie, pillage, détérioration sit. hum.
03.09.05	**La superpuissance contrainte d'appeler à l'aide**	632	Alain Barluet (avec AFP.)	Article	Spécial Katrina	3	L'ad. US cède et appelle à l'aide inter.
03.09.05	**L'économie américaine déstabilisée**	682	Pierre-Yves Dugua à Washington	Article	Spécial Katrina	3	échanges commerciaux paralysés, prix en hausse
03.09.05	**Des pénuries aux effets dramatiques**	556	Fabrice Nodé-Langlois	Article	Spécial Katrina	2	L'eau, la nourriture et l'essence font défaut

03.09.05	**La rupture des digues était prévisible**	263	J.-L. T.	Article	Spécial Katrina	2	Polémique sur les cause de l'inondation
03.09.05	**Les plus pauvres, premières victimes de Katrina**	915	Philippe Gélie , env. spéc. à Gulfport (Mississippi)	Reportage	Spécial Katrina	2	Impact plus imprtant dans les quartiers noirs
03.09.05	**Fats Domino secouru**	124		Filet	Spécial Katrina	3	Des nouvelles du célèbre pianiste de Nlle Orl.
03.09.05	**Le taux de chômage américain tombe sous les 5%**	251		Article	Monde - France		Effet Katrina sur les persp. éco. US
03.09.05	**L'ouragan Katrina secoue les marchés**	692	Jean Borjeix pour Oddo et Cie	Analyse	FIGARO ECONOMIE	9	Katrina affecte les places fin. inter
03.09.05	**Wall Street en légère baisse**	398		Article	FIGARO ECONOMIE	6	Katrina et la crainte des investisseurs à la bourse US
03.09.05	**George W. Bush sous le feu des critiques**	752	Jean-Louis Turlin, corresp. New York	Article	Spécial Katrina	2	Visite de Bush dans les Zones sinistrés et polémique sur sa gestion de la crise
03.09.05	**L'Amérique peine à rétablir l'ordre**	697	Yves Eudes, env. spéc. à La Nll. Orlans	Article	International	2	Chaos, pillage et dispositifs de securité
03.09.05	**Washington pourrait se tourner vers l'ONU**	368		Article	International	3	Les autorités US vers l'aide des agences hum. de l'ONU
05.09.05	**George Bush tente de réparer les dégâts politiques**	815	Jean-Louis Turlin, corresp. New York	Article	International	3	"la tragédie humanitaire de Katrina", accélération des évacuations et retour à l'ordre à La Nlle-Orl.
05.09.05	**Cuba propose des médecins**	75		Filet	International		Offre d'aide cubaine
05.09.05	**Le colmatage des brèches dans les digues a commencé**	518	Philippe Gélie, env. spéc. à La Nlle Orléans (Louisiane)	Reportage	International	2	Ville inondée, des équipes à la tâche pour reparer la digue

05.09.05	**Les sinistrés s'entassent dans l'Astrodome de Houston**	953	Guillemette Faure, env. spéc. à Houston (Texas)	Reportage	International	2	Près de 200 000 réfugiés arrivés de Louisiane dans la promiscuité
05.09.05	**La crise des réfugiés embarrasse l'Amérique**	1338	Philippe Gélie, env. spéc. à La Nlle Orléans (Louisiane)	Reportage	International	2	Plus de 50 000 soldats sur le terrain, vision apocalyptique, des réfugiés "évacués dans des conditions dramatiques"
05.09.05	**Le principe de réalité**	1120	Alain-Gérard Slama	Chronique	Débats & Opinions	14	"La Nouvelle-Orléans inondée et ravagée", analyse socio politique, comparaison av. images d'Irak
05.09.05	**Katrina**	373	Jean-Pierre AUSSANT	Courriel	Débats & Opinions		Critiques sur Bush et l'ad. US. Unilatérale
05.09.05	**Les installations pétrolières dévastées redémarrent progressivement**	654	Pierre-Yves Dugua, corresp. à Washington	Article	Monde - France	3	Experts partagés sur les conséq. éco., début de normalité ds les installations petrolières
05.09.05	**Vers une hausse de la production de l'Opep**	572		Article	Monde - France	3	Katrina réduit les capacités US, hausse des prix, réaction Opep pr juguler la crise
05.09.05	**Le FMI croit à une croissance mondiale supérieure à 4% en 2005**	273		Article	Monde - France	3	Croissance mondiale, impact de Katrina sur l'éco. US
05.09.05	**Katrina pourrait coûter 100 milliards de dollars**	275	Armelle BOHINEUST	Article	Monde - France	3	Coût financier des dommages
05.09.05	**Au moins 100 milliards de dollars, la facture du cyclone Katrina**	195		Article	La Une	1	Coût financier des dommages

05.09.05	**Les médias attaquent le gouvernement**	382	G. F. (à Houston, Texas)	Article	International	3	Chaines de TV: justifications du gouvernement américain sur la lenteur des secours et réactions des jlistes
05.09.05	**Hu reçoit Blair mais ne voit plus Bush**	515	Jean-Jacques Mével, e corresp. à Pékin	Article	International	4	Implication de Katrina ds la politique bi et multilatérale
05.09.05	**Katrina a provoqué au moins 100 milliards de dollars de dégâts**	608	Armelle BOHINEUST	Article	FIGARO ECONOMIE - UNE		Coût exorbitant des dégats de Katrina
06.09.05	**Des renforts pour la police de Louisiane**	493	Guillemette Faure, env. spé. La Nouvelle Orléans (Louisiane)	Reportage	International	2	Vers le retour à l'ordre et malaise dans la police
06.09.05	**La Croix-Rouge française mobilisée**	186	Elie MARECHAL	Article	International	2	Action des secours français
06.09.05	**A La Nouvelle-Orléans, les derniers irréductibles refusent de partir**	1142	Philippe Gélie env. spé. à La Nlle Orléans (Louisiane)	Reportage	International	2	Etat des lieux, attente des survivants
06.09.05	**Rebond général des indices**	892		Article			BOURSES EUROPÉENNES et impact Katrina
06.09.05	**Katrina : Bush affronte les critiques en Louisiane**	124		Filet			2è déplacement de Bush, sa gestion critiquée
06.09.05	**Le dollar reste affaibli par l'ouragan Katrina**	216		Article		1	Katrina et les taux de change
06.09.05	**Une séance sans grand relief**	825	Fabrice Amedeo	Article		8	Bourse de Paris: les conséq. de Katrina
06.09.05	**Un nouveau président pour la Cour suprême**	379	Jean-Louis Turlin, corresp. New York	Article	International	2	Katrina dans la pol. intérieure US

06.09.05	**L'aide internationale commence à affluer**	389	AFP.	Article	International	2	Mobilisation de différents pays, UE et ONU
07.09.05	**Le secteur en forme au premier semestre**	176		Article	Finances		Katrina: "la plupart des grands assureurs ne devraient pas souffrir outre-mesure de l'impact"
07.09.05	**Les stars mobilisées après Katrina**	130		Article	LE FIGARO - AGENDA	22	Les stars du show biz font des geste de solidarité
07.09.05	**La Nouvelle-Orléans n'est plus qu'un vaste camp militaire**	918	Adrien Jaulmes, env. spécial à La Nlle-Orléans	Reportage	International	3	Ville vidée de ses habitants, militarisée, opérat. de sauvetage et de maintien d'ordre
07.09.05	**Baton Rouge submergée par l'afflux de réfugiés**	772	Guillemette Faure, env. spé. Baton Rouge (Louisiane)	Reportage	International	3	"La capitale de la Lousiane a vu sa population doubler", La Nlle Orleans anéantie
07.09.05	**L'OCDE s'inquiète pour l'Europe**	286	Muriel Motte	Article	conjoncture		Conséq. économiques
07.09.05	**La baisse du pétrole dope la Bourse**	540		Article			Katrina, les marchés et le pétrole
07.09.05	**Le repli du brut soutient les indices**	517		Article			"l'ouragan affecte de façon négative l'économie et les résultats d'entreprises" , impact sur le pétrole
08.09.05	**La montée au front de la Garde nationale**	656	Arnaud de La Grange	Article	International		Garde nle, historique et mission, déployée en Irak secours et sécurité en Louisiane
08.09.05	**Une maladie bactérienne fait cinq morts dans le Sud**	292	Suite de la page1K: atrina : les eaux polluées font...	Article	International		Epidémie et maladie liée à la qlité de l'eau dans les zones sinistrées
08.09.05	**Une facture record**	245	Philippe Gélie, corresp. Washington	Article	International	2	Coût pr le contribuable américain

08.09.05	**Katrina : la chasse aux coupables est ouverte**	851	Philippe Gélie, corresp. Washington	Analyse	International	2	"Enquête sur les carences des secours"; critique ad. Bush
08.09.05	**Les entreprises françaises montent au front contre Katrina**	817	Christine Ducros	Reportage	International		"Les entreprises françaises touchées par Katrina" en Louisiane
08.09.05	**Des liens étroits avec l'Hexagone**	237	Christine DUCROS	Article	FIGARO ECONOMIE - ENQUÊTE	2	Poids entrep. fçaises en Louisiane
08.09.05	**L'odyssée d'un patron rescapé**	543	Christine DUCROS	Article	FIGARO ECONOMIE - ENQUÊTE	2	Difficulté d'un chef d'entrep. fçaise de La Nlle Orl.
08.09.05	**Katrina : les eaux polluées font craindre des épidémies**	180		Article	La Une		Epidémie et maladie liée à la qlité de l'eau
08.09.05	**Séance mitigée**	470		Article			Wall street recule du "fait de craintes liées à l'impact économique de Katrina"
08.09.05	**Une morgue géante à Saint Gabriel**	569	Guillemette Faure, env. spé. Saint Gabriel (Louisiane)	Reportage	International	2	Incertitude sur le nb de morts, des cadavres ds les rues, des corps de La Nlle Orl. conduits ds 1 bourgade
08.09.05	**L'essence américaine à plus de 3 dollars le gallon**	104		Filet	FIGARO ECONOMIE -	2	Stabilisation du prix de l'essence aux USA après des hausses quotidiennes dues à Katrina
09.09.05	**L'ouragan creuse encore le déficit budgétaire**	545	Pierre-Yves Dugua, corresp. à Washington	Article	International	2	Impact éco., coût fin. pr le contribuable US
09.09.05	**Des particuliers en renfort dans la ville dévastée**	667	Adrien Jaulmes, env. spécial à La Nlle-Orléans	Reportage	International	2	Opération de sauvetage av. bénév. et volontaires

09.09.05	**L'aide massive des entreprises américaines**	508	Pierre-Yves Dugua, corresp. à Washington	Article	International	2	"Elan de générosité" record des firmes privées et des fondations
09.09.05	**Katrina : la charité bien ordonnée des stars**	1029	Philippe Gélie, corresp. Washington	Analyse	International	2	Mobilisation Nle auprès de sinistrés, assos. Caritative, stars
09.09.05	**Après Katrina**	532	Nicolas Barré	Editorial	Débats & Opinions	13	Polémique ds la pol. US, USA démystifiés, humiliés
09.09.05	**Les Américains doivent demander des comptes**	865	TERRY LYNN KARL, prof. Sc. Pol. Univ .Stanford.	Analyse	Débats & Opinions	13	Critique de la pol et gestion Bush
09.09.05	**Le bloc-notes d'Ivan Rioufol : En attendant la «rupture»**	1802	Ivan RIOUFOL	Analyse	Débats & Opinions	14	Analyse de la pol. US suite à Katrina et de la pol. fçaise
09.09.05	**Secourir l'Amérique**	253		Article	Débats & Opinions	14	La superpuissance remis en cause, incapable de se protéger, assistée par les autres nations
09.09.05	**La Bourse américaine recule**	488		Article			Impact sur le mché fin. US
09.09.05	**Washington remercie Paris pour son soutien**	152		Article	International		Propos amb. US à Paris
09.09.05	**Zap...**	94		Filet	LE FIGARO - TÉLÉVISION / RADIO	27	Annonce de la diffusion d'un concert par Canal+ en faveur des victimes
09.09.05	**Ouragan et « addiction » pétrolière**	1299	JEREMY RIFKIN	Analyse	Débats & Opinions	13	Critique de la position US en matière de dvpt. durable
09.09.05	**Les stars au secours des sinistrés de Katrina**	134		Article	La Une	1	Mobilisation massive des Américains, stars du show biz en tête

10.09.05	**Les Etats-Unis à l'heure des choix**	1170	ERWANN Michel-Kerjan, spéc. Gestion/financ., expert près de l'OCDE	Analyse	Débats & Opinions		catastrophes majeures, conséq. Katrina
10.09.05	**Katrina trouble les célébrations du 11 Septembre**	815		Analyse	Spécial Katrina		Katrina et l'anniv. des attentats
10.09.05	**Les actions américaines résistent à la tourmente**	782	Danièle Guinot	Chronique			"Katrina et la hausse des prix de l'énergie n'entravent pas l'optimisme des investisseurs"
10.09.05	**Le rêve brisé des pauvres du Mississippi**	576	Guillemette Faure, env. spé. Gulfport (Mississippi)	Reportage	Spécial Katrina		Vie des sinistrés
10.09.05	**La Nouvelle-Orléans, ville fantôme**	987	Adrien Jaulmes, env. spécial à La Nlle-Orléans	Reportage	Spécial Katrina		"Vie des sinistrés": Baisse niv. d'eau, boue nauséabonde, derniers irréductibles
10.09.05	**Washington était informé du risque...**	144		Article	International		Révélation sur l'avant cyclone
10.09.05	**Hausse des valeurs pétrolières à Wall Street**	241		Article			Impact sur le mché fin. US
10.09.05	**Arrière-pensées**	672	MICHEL SCHIFRES	Editorial	FIGARO MAGAZINE	7	Réflexion sur les colère de la Nature, critique de la gestion Bush
10.09.05	**L'Amérique en plein chaos**	1357	KATIA CLARENS	Reportage	FIGARO MAGAZINE ACTUALITE	21	Nlle Orl.: spectacle de sc. fiction, horreurs, secours inadaptés…

10.09.05	**Le choc en retour**	695	Marc DURIN VALOIS	Analyse	FIGARO MAGAZINE ACTUALITE	22-23	Critique de la pol et gestion Bush, inégalités et question des Noirs
10.09.05	**Cyclones : toujours plus**	970	Pierre FLIECX	Analyse	FIGARO MAGAZINE ACTUALITE	28-29	Analyse de l'émergence du cyclone et de la respons. de l'homme
10.09.05	**Chasseurs d'ouragans**	850	Claudie BARAN	Reportage	FIGARO MAGAZINE ACTUALITE	30	Equipes de scientifiques qui volent "dans l'oeil des ouragans" pr rassembler infos
12.09.05	**Les priorités de Bush bouleversées par Katrina**	1111	Philippe Gélie, corresp. Washington	Analyse	International	2	Conséq. pr Bush et son adm.
12.09.05	**Des jazzmen de Louisiane réfugiés en pays cajun**	729	Guillemette Faure, env. spé. Lafayette (Louisiane)	Reportage	International	2	Musiciens de La Nlle-Orl. éparpillés, concert de soutien
12.09.05	**«Beaucoup moins de morts» que redouté**	139		Article	International		Bilan humain revu à la baisse
12.09.05	**Katrina : la recherche des cadavres a commencé**	265	Patrick BELE, AFP.	Article	International	3	Bilan humain, opér. de recherche, sanctions
12.09.05	**Emmanuel Todd : le spectre d'une crise à la soviétique**	2070	Propos recueillis par Marie-Laure Germon et Alexis Lacroix	Interview	Débats & Opinions	15	Le démographe explique les défaillances du syst. US
12.09.05	**Anti-américanisme primaire**	514	Yves Thréard	Editorial	Débats & Opinions	15	Analyse des implications de Katrina
12.09.05	**L'histoire est de retour**	1116	Alain-Gérard Slama	Chronique	Débats & Opinions	15	Analyse de la pol. US et de la situation inter.

12.09.05	**Le prochain Ouragan du côté du Nil**	322		Article	Débats & Opinions	15	Remarque sur la pol. US sur le réchauffement de la planète, sur la pol. égyptienne
12.09.05	**Au plus bas dans les sondages, George W. Bush s'est rendu hier, pour la...**	231		Article			Conséq. pr Bush et son adm.
12.09.05	**Les survivants évacués dans la confusion**	542	Valérie SAMSON, Adrien JAULMES	Reportage	International	3	Opération d'évacuation
12.09.05	**Dans la tourmente, Bush se pose en chef de guerre**	229		Article	La Une	1	Conséq. pr Bush

LaTribune

Articles sur la médiatisation de KATRINA							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
30.08.05	**Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril**	50		Brève	La Une		Impact sur le prix du pétrole
30.08.05	**Le baril de brut franchit les 70 dollars**	620	Robert Jules	Article	Evenement		Impact sur le prix du pétrole
30.08.05	**Katrina paralyse l'activité de la Louisiane**	670	Éric Chalmet	Article	Economie		Conséq. économiques
30.08.05	**Wall Street s'accroche**	352	N. R.	Article	Marchés		Impact sur la bourse et les invest. financiers
30.08.05	**La nouvelle flambée du pétrole met le dollar sous pression**	428	Isabelle Croizard	Article	Marchés		Impact sur le prix du pétrole et la monnaie
30.08.05	**Katrina et ses dégâts collatéraux**	429	François-Xavier Pietri	Editorial	Editorial		Impact sur le prix du pétrole
31.08.05	**L'ouragan Katrina coûtera cher aux assureurs**	124		Article	La Une	1	Impact sur les assureurs
31.08.05	**Le Sud-Est américain dévasté après le passage de Katrina**	753	Eric Chalmet	Article	Economie		Ravage de l'ouragan
31.08.05	**L'Opep songe à relever ses quotas**	355	X. H.	Article	Economie		Réaction OPEP
31.08.05	**Wall Street cède du terrain**	339	N. R.	Article	Marchés		Baisse cours indices américain
31.08.05	**Katrina hisse les cours du pétrole à de nouveaux records historiques**	510	Robert Jules	Article	Marchés		Impact prix pétrole

31.08.05	**L'Index CRB au plus haut depuis vingt-cinq ans**	85		Filet	Marchés		Impact prix pétrole
31.08.05	**Une facture salée pour les assureurs**	499	Sybil Rizk	Article	Economie		Coût pour les assureurs
01.09.05	**Le bilan humain et matériel de Katrina ne cesse de s'alourdir**	727	Eric Chalmet	Article	Economie		Bilan
01.09.05	**Les réassureurs surpris par la violence du cylone**	596	Sybil Rizk	Analyse	Economie		Coût pour les assureurs
01.09.05	**Washington mobilise ses réserves stratégiques**	503	Robert Jules	Article	Economie		Baisse prod. Pétrole, réserve US.
01.09.05	**Wall Street digère Katrina**	322	P.-A. S. (avec agences)	Article	Marchés		WALL STREET et le cours des actions
01.09.05	**Bilan aggravé pour Katrina**	190		Article	La Une	1	Bilan
02.09.05	**Mobilisation générale après le passage de l'ouragan Katrina**	658	Éric Chalmet	Article	Economie		Réaction congrès, org. Secours, ent. Fcaises touchées dans les Etats dévastés
02.09.05	**Les assureurs peinent à estimer les coûts**	528	Lysiane J. Baudu, à New York	Article	Finance		Coût pour les assureurs
02.09.05	**L'ouragan Katrina fait flamber l'essence**	485	Robert Jules	Article	Marchés		Hausse cours de l'essence au mché de New York
02.09.05	**Wall Street en plein doute**	473	N. R.	Article	Marchés		Impact Katrina sur le marché financier US
02.09.05	**Pour Scor, Katrina bouleverse le marché de la réassurance**	704	Sybil Rizk	Article	Finance		Coût pour les assureurs
05.09.05	**L'Amérique déstabilisée par l'ouragan Katrina**	138		Article	La Une	1	Coût financier qui s'alourdit
05.09.05	**Le bilan du cyclone Katrina ne cesse de s'alourdir**	656	Alain Baron, avec Lysiane J. Baudu, à Baton Rouge	Article	Événement		Près de 100 milliars de dégats, Amérique affaiblie et démunie

05.09.05	**Bush dans l'oeil d'un cyclone politique**	623	L. J. B., à Baton Rouge	Analyse	Événement		Critique de l'adm. Bush
05.09.05	**L'Europe envoie des tankers d'essence aux États-Unis**	408	Robert Jules	Article	Événement		Risques de pénurie d'essence aux USA, recours aux stocks stratégiques Etats mbres AIE
05.09.05	**Les Etats-Unis continuent à créer des emplois**	413	Céline About	Article	Economie		Katrina: Menace possible sur le mché du travail US
05.09.05	**Rencontre Hu Jintao-George W. Bush annulée**	87		Filet	Economie		Katrina qui provoque l'annulation de la visite du pdt chinois
05.09.05	**Le dollar à son tour victime de l'ouragan Katrina**	557	Isabelle Croizard	Article	Marchés		Rencontre Bush Greespan: impact de Katrina sur le dollar et le pétrole
05.09.05	**Mouvement de repli vers les emprunts d'État**	459	Sophie Rolland	Article	Marchés		Katrina: conséquence éco. et inquiétudes des investisseurs
05.09.05	**L'Europe boursière soutenue par le flot des résultats semestriels**	549	C. T.	Article	Marchés		Repli général des bourses europ. Et résistance à Katrina.
05.09.05	**La semaine catastrophe finit dans le vert à Wall Street**	498	Nicolas Raulot	Article	Marchés		Bonne résistance de Wall Street à Katrina
05.09.05	**Les cours du brut se replient**	309	R. Ju.	Article	Marchés		Impact prix pétrole
05.09.05	**Scor : - 4,09 %**	55		Filet	Marchés		Baisse de l'action du groupe de réassurance
05.09.05	**Une facture exceptionnelle pour la réassurance**	844	Sybil Rizk, avec Andrea Morawski à Londres	Article	Événement		Coût énorme pour les assureurs
06.09.05	**Bush critiqué pour ses choix budgétaires face au cyclone Katrina**	563	Éric Chalmet	Article	Economie		Critique de l'adm. Bush: faiblesse des ress. Mobilisées
06.09.05	**L'Allemagne puise dans ses réserves stratégiques de brut**	81		Filet	Economie		Impact sur le pétrole

06.09.05	**Les cours du pétrole poursuivent leur repli**	222		Article	Marchés		Impact prix pétrole
06.09.05	**La méfiance à l'égard du dollar resurgit**	493	Isabelle Croizard	Article	Marchés		conséquences de Katrina sur le dollar évoquées
06.09.05	**L'indice des directeurs d'achats des services américains**	121		Filet	Dernière		Impact sur les mchés
07.09.05	**L'OCDE agite le spectre d'un choc pétrolier de grande ampleur**	652	Eric Chalmet	Article	Economie		Impact sur le pétrole
07.09.05	**George W. Bush veut mener une enquête sur Katrina**	66		Filet	Economie		Katrina dans la pol. intérieure US
07.09.05	**"Le protectionnisme procède d'une lecture archaïque"**	1708	Yves Eudes, env. spéc. à La Nll. Orlans	Interview	Finance		conséquences de Katrina sur le mché de l'assurance
07.09.05	**Les estimations du coût de Katrina enflent**	411	(avec AFP et Reuters)	Article	Finance		Coût énorme pour les assureurs
07.09.05	**Wall Street bondit**	319	N. R.	Article	Marches		Après 1 semaine difficile due à Katrina, "la Bourse américaine profite du repli du pétrole."
07.09.05	**Ciment cynique**	324	Christine Lejoux	Article	Marches		"Conséquence positive de Katrina pour les cimentiers"
07.09.05	**La Nouvelle-Orléans va connaître un formidable boom de la construction**	91		Filet	Economie		La ministre US du Travail annonce l'octroi de 116 millions USD pr soutenir la création de 25.000 emplois
08.09.05	**Bush demande 52 milliards de dollars au Congrès pour faire face à Katrina**	530	Akram Belkaïd, avec Eric Chalmet	Article	Economie		Mobilisation de moyens par l'ad. Bush, crainte de hausse du chomage
08.09.05	**Le brut épaule Wall Street**	314	N. R.	Article	marches		Impact sur le mché pétrolier

08.09.05	**Pourquoi Katrina va coûter très cher à l'assurance**	632	Lysiane J. Baudu, à New York et Sybil Rizk	Analyse	Finance		Pvté, dc peu de maisons assurées, mais pertes d'exploitation des entreprises que les assureurs doivent payer
09.09.05	**Les prix du pétrole poursuivent leur mouvement de repli**	459	R. Ju.	Article	Marches		Impact sur le mché pétrolier
09.09.05	**"Le prix du pétrole favorise le secteur de l'énergie pour plusieurs années"**	509	Propos recueillis par Agnès Lambert	Interview	Dossier		Jean-Bernard Guyon , gérant chez Global Gestion, sur l'impact sur le mché pétrolier
12.09.05	**Katrina profitera à des entreprises proches de Bush**	451	Lysiane J. Baudu, à New York	Article	Economie		Contrat de reconstruction en Louisiane, les diff. de Bush
12.09.05	**Katrina : S&P devrait dégrader certains assureurs**	178		Article	Finance		Impact sur les actions des assureurs
12.09.05	**Wall Street veut croire à une pause de la Fed**	497	Nicolas Raulot	Article	Marches		Impact sur la bourse et le pol. monétaire US
12.09.05	**Du brouillard autour de la réponse de la Fed au cyclone**	466	Isabelle Croizard	Article	Marches		Impact sur le pol. monétaire US
12.09.05	**L'Amérique rattrapée par sa vulnérabilité**	1202	Thierry Arnaud avec Lysiane J. Baudu, à New York	Analyse	Dossier		Fragilité US, coût, conséq. pr Bush
12.09.05	**La doctrine du "moins d'état" mise à mal**	585	Lysiane J. Baudu, à New York	Analyse	Dossier		Critique de la pol. de l'ad. Bush
12.09.05	**Les médias retrouvent leur sens critique**	447	L. J. B.	Analyse	Dossier		Analyse de la couverture médiatique de Katrina
12.09.05	**La Sécurité intérieure montrée du doigt**	489	Eric Chalmet	Article	Dossier		Critique du min. de la Sécu. intér. jugé inefficace
12.09.05	**La délicate gestion du nouveau choc**	287	E. C.	Article	Dossier		Conséq. économiques

12.09.05	**Un "plan Marshall" pour le golfe du Mexique**	381	L. J. B., à New York	Analyse	Dossier		Estimation du coût et des mesures de reconstruction
12.09.05	**Vu d'ailleurs**	484		Article	Dossier		Extrait d'article de la presse US
12.09.05	**Katrina pourrait avoir un effet durable sur le pétrole**	647	R. Ju.	Analyse	Marches		Impact sur le mché et le pétrole
12.09.05	**L'ouragan Katrina pèse sur les rencontres de la réassurance à Monte-Carlo**	618	Sybil Rizk	Article	Finance		Impact sur les assureurs

Les Echos
Le Quotidien de l'Economie

	Articles sur la médiatisation de KATRINA						
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Page**	**Rubrique**	**Sujets évoqués**
30.08.05	**Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril**	177		Article		La Une	Impact sur le prix du pétrole
30.08.05	**Les assureurs redoutent un sinistre majeur**	516	Guillaume MAUJEAN	Analyse	5	international	Coût pour les assureurs
30.08.05	**Les places financières suspendues à l'évolution de l'ouragan Katrina**	757	Cyrille LACHEVRE	Compte rendu	26	marchés	Impact sur les marchés
30.08.05	**Wall Street résiste au pétrole et à l'ouragan Katrina**	587		Compte rendu	27	marchés	Impact sur les marchés
30.08.05	**Les côtes de Louisiane et La Nouvelle-Orléans frappées par le cyclone Katrina**	505	Nicolas MADELAINE	Article	5	international	Processus survenue de la catastrophe
30.08.05	**Les cours du pétrole et du gaz naturel portés à des niveaux records**	861	Pascal POGAM	Compte rendu	5	international	Impact sur les marchés
31.08.05	**Les dégâts du cyclone Katrina pénalisent les marchés.**	724	Cyrille LACHEVRE	Article	31	marchés	Place boursières, crainte récession
31.08.05	**L'ouragan pourrait coûter aussi cher qu'Andrew en 1992**	466	Guillaume MAUJEAN	Analyse	5	international	Impact financier et assurance
31.08.05	**Katrina a provoqué d'immenses dégâts dans le golfe du Mexique**	614	Nicolas MADELAINE	Article	5	international	Dommage et impact financier

31.08.05	**La nouvelle flambée du pétrole à New York affecte Wall Street**	586		Article	23	marchés	Conséquences économiques et fin.
31.08.05	**Les dommages causés par Katrina poussent le brut à plus de 70 dollars**	690	Pascal POGAM	Article	16	industrie	Impact sur le prix du pétrole
31.08.05	**Le golfe du Mexique dévasté par le cyclone Katrina**	182		Article	1	La Une	Prix du baril et dégats
01.09.05	**Katrina dévaste l'économie américaine**	335		Article	12	Idées	Revue presse US sur les ravages
01.09.05	**La flambée des cours de l'énergie affecte désormais la consommation des Américains**	504	Nicolas MADELAINE	Article	7	international	Coût financier, sur le prix baril et sur la croissance us
01.09.05	**Les prix des matières premières s'envolent emportés par le cyclone Katrina**	476	Marina ALCARAZ	Article	26	marchés	Impact sur produits agric. Et les métaux
01.09.05	**Pétrole : Washington autorise le recours aux réserves stratégiques**	760		Article	18	industrie	Dommages sur installations pétrolières us, stoks US PP.
01.09.05	**Les places boursières mondiales reprennent des couleurs**	558		Article	28	marchés	Hausse des cours dans les bourses
01.09.05	**Le bilan de Katrina ne cesse de s'alourdir**	486	David BARROUX	Article	7	international	Bilan humain et financier
01.09.05	**Katrina provoque l'envolée des matières premières**	160		Article	1	La Une	Hausse prix pétrole, pduits agric. Et métaux
01.09.05	**Hannover Re a perdu 2,58 % hier, à 29,10 euros....**	64		Filet	36	crible	Impact sur un géant de la réassurance
02.09.05	**L'épreuve d'une Amérique aveuglée**	356		Article	12	Idées	Critique politique de Bush

02.09.05	**Des pans entiers de l'économie lourdement touchés**	604		Article	7	international	Les différents secteurs éco. touchés
02.09.05	**Les assureurs mettront des mois à évaluer les sinistres**	577	Guillaume MAUJEAN	Analyse	7	international	Coût pour les assureurs
02.09.05	**Les matières premières subissent de plein fouet l'effet de l'ouragan**	489	MARINA ALCARAZ	Article	6	international	Impact sur produits agric. Et les métaux
02.09.05	**Cyclone Katrina : les Etats-Unis s'attendent à de longues séquelles économiques**	749	Nicolas MADELAINE	Article	6	international	Conséquences économiques importantes
02.09.05	**Pétrole cher et croissance**	72		Filet	1	La Une	craintes de pénurie d'essence
02.09.05	**Une pénurie d'essence menace une partie du pays**	611	Pascal POGAM	Article	6	international	Dommages sur les raffineries et baisse des cours
02.09.05	**Le dollar plie après la publication d'indicateurs américains décevants**	917	Christelle FRADIN	Article	29	marchés	Dollar, taux d'intérêt US, Katrina
02.09.05	**Katrina : l'économie américaine ébranlée**	144		Article	1	La Une	Coût éco et morts
02.09.05	**Lafarge a gagné hier 2,86 %, à 77,20 euros. Le...**	79		Filet	38	crible	Impact positif de Katrina sur l'action des cimentiers
02.09.05	**L'action Northwest chute sur des rumeurs de dépôt de bilan**	77		Filet	26	services	Impact négatif de Katrina sur les transporteurs
05.09.05	**Les actifs américains pénalisés**	501	Cyrille LACHEVRE	Article	37	marchés	Les marchés affaiblis par Katrina
05.09.05	**Le cyclone Katrina devrait provoquer une brusque remontée du chômage**	560	David BARROUX	Analyse	6	international	Impact sur le mché du travail

05.09.05	**L'ouragan a frappé l'Amérique la plus pauvre**	584	David BARROUX	Analyse	6	international	La fracture sociale aux USA et niveau de vie selon les communautés
05.09.05	**Munich Ré et Hannover Re mettent un bémol à leurs objectifs après Katrina**	379		Article	33	finance	Les reassureurs qui révisent leurs prévisions
05.09.05	**Katrina : sous le feu des critiques, l'administration Bush prend la responsabilité des secours**	772	Nicolas MADELAINE	Article	6	international	Critiques, réaction ad. Bush, mobilis. aide inter.
05.09.05	**Katrina préoccupe les investisseurs**	755	Nessim AIT-KACIMI	Article	37	marchés	Les mchés redoutent les conséq. de Katrina
05.09.05	**L'aide européenne calme momentanément l'inquiétude des marchés pétroliers**	588	Pascal POGAM	Article	6	international	risques de pénurie d'essence aux USA, recours aux stocks stratégiques Etats mbres AIE
05.09.05	**Automobile**	32		Brève	1	La Une	Katrina, flambée du pétrole , fin d'année difficile pr le mché auto US
05.09.05	**Katrina : les secours aux sinistrés s'intensifient**	142		Article	1	La Une	L'AIE débloque ses stocks, pont aérien us vers sinistrés, aide inter.
05.09.05	**Les conséquences de Katrina inquiètent Wall Street**	612		Article	38	marchés	"Marchés boursiers en légère baisse... dans le sillage de Wall Street"
06.09.05	**Etats-Unis : les ravages du cyclone**	1169	Nicolas BAVEREZ	Analyse	21	Idées	Incapacité des pouvoirs publics, inégalité sociales, pol. US sur le climat...

06.09.05	**La rentrée ratée de George W. Bush**	1147	David BARROUX ET Nicolas MADELAINE	Analyse	20	Idées	Conséq. politiques de Katrina
06.09.05	**Quand Napoléon vendait la Louisiane**	394	JEAN-MARC VITTORI	Article	22	dernière	Rappel historique des négociations de cession de La Louisiane
06.09.05	**Carnival révise à la baisse ses prévisions de résultats pour 2005**	137	Yves Eudes, env. spéc. à La Nll. Orléans	Article	32	services	Impact financier sur une entreprise
06.09.05	**Katrina a fait des milliers de morts, confirme Washington**	588	Nicolas MADELAINE	Article	9	international	Bilan humain et "bilan matériel vertigineux"
06.09.05	**Katrina bouleverse les prévisions sur les futures décisions de la Fed**	764	Cyrille LACHEVRE	Analyse	36	international	Conséquences économiques de Katrina
06.09.05	**Un tsunami en Amérique**	68		Filet	1	La Une	2è déplacement de Bush, sa gestion critiquée
07.09.05	**Comment le groupe a diminué son exposition aux grandes catastrophes**	409	Guillaume MAUJEAN	Article	34	finance	Conséq. Katrina sur Axa et le secteur des assurances
07.09.05	**Katrina pourrait coûter 50 milliards de dollars aux assureurs**	175		Article	34	finance	Coût financier pr les assureurs
07.09.05	**La Commission ressasse un plan en cinq pointspour minimiser les risques**	444	Jacques DOCQUIERT	Article	5	international	Impact sur le pétrole; disposition prise par l'UE
07.09.05	**Katrina : des retombées non négligeables**	424	Anne DENIS	Article	6	international	Conséq. aux USA et sur l'éco. mondiale
07.09.05	**Wall Street démarre la semaine en hausse sur fond de repli du pétrole**	601		Article	37	marchés	Mchés fin., l'impact de Katrina sur l'économie semble s'éloigner
07.09.05	**La reprise de l'activité pétrolière aux Etats-Unis rassure les marchés**	253		Article	17	entreprises_et_marches	"Baisse du cours du brut"

07.09.05	**L'OCDE s'inquiète du choc pétrolier pour l'Europe**	183		Article	1	La Une	"Katrina : un impact économique non négligeable"
07.09.05	**Katrina rend les réserves de zinc du LME temporairement indisponibles**	547	Massimo PRANDI	Article	36	marchés	Impact sur le marché des métaux
08.09.05	**Le choc Katrina**	517		Analyse	14	Idées	Conséquences et symboles, révélation d'inégalité
08.09.05	**La Banque du Canada resserre le coût du crédit**	189		Article	8	international	Katrina et son « incidence modeste » sur l'eco. canadienne
08.09.05	**... mais Katrina y donnera un sérieux coup de frein, selon le Congrès**	187		Article	8	international	Impact sur l'éco. US
08.09.05	**Les économistes de marché révisent à la baisse leurs prévisions de croissance aux Etats-Unis**	848	Cyrille LACHEVRE	Article	34	marchés	Impact sur l'éco. US
08.09.05	**Evacuation forcée à La Nouvelle-Orléans**	78		Filet	16	dernière	Evacuation et pb. sanitaires liés à l'eau
09.09.05	**Katrina pourrait coûter jusqu'à 200 milliards de dollars au gouvernement**	428	David BARROUX	Article	6	international	Coût pr les assureurs et le pouvoir fédéral
09.09.05	**Les craintes d'une facture pétrolière accrue pénalisent les Bourses**	630		Article	34	marchés	Impact sur les mchés fin.et le pétrole
09.09.05	**Avec le redémarrage des raffineries américaines, le brut se stabilise**	641		Article	20	industrie	Impact sur les mchés fin.et le pétrole

09.09.05	**Katrina**	35		Brève	1	La Une	Coût pr les assureurs et le pouvoir fédéral
09.09.05	**ALLIANZ.**	43		Brève	30	finance	Impact de Katrina sur un assureur allemand
09.09.05	**Un redémarrage difficile**	125		Filet	6	international	Impact sur le pétrole
09.09.05	**Katrina : ne pas surestimer les espoirs de la reconstruction**	140		Article	17	industrie	Impact sur Lafarge, cimentier
12.09.05	**Risques, économie et politique, le diagnostic de Denis Kessler**	2208	Guillaume MAUJEAN ET FRANCOIS VIDAL	Interview	11	entretien_du_lundi	Point de vue d'un patron d'assurance
12.09.05	**Le rendez-vous annuel des réassureurs hanté par les incertitudes de Katrina**	738	Guillaume MAUJEAN	Analyse	28	finance	Impact sur les assurances
12.09.05	**Taux-changes : la catastrophe continue de semer le doute**	706	Christelle FRADIN	Article	34	marchés	Impact sur l'éco. et la pol. monétaire US
12.09.05	**Les marchés persistent dans la zone de vente**	535	Philippe GUILLAUME	Analyse	31	l_analyse_financiere	Impact sur les mchés, l'éco. et la pol. monétaire US
12.09.05	**La liste des victimes de l'ouragan Katrina s'allonge**	484	David BARROUX	Article	7	international	Bilan humain revu à la baisse et bilan politique
12.09.05	**La détente du pétrole aide les opérateurs à rester optimistes**	649		Article	35	marchés	Impact sur les mchés fin.et le pétrole
12.09.05	**Une facture entre 40 et 60 milliards de dollars**	123		Filet	28	finance	Coût des dégats estimé à la hausse
12.09.05	**Le pétrole finit la semaine en baisse**	736		Article	21	industrie	Impact sur les mchés fin.et le pétrole
12.09.05	**Les marchés boursiers jouent déjà l'après-cyclone Katrina**	740	Philippe GUILLAUME	Article	34	marchés	Impact sur les mchés fin.et l'éco. US

12.09.05	**Katrina pourrait coûter 125 milliards de dollars**	181		Article	1	La Une	Coût des dégats estimé à la hausse
12.09.05	**Les compagnies américaines pourraient perdre 10 milliards de dollars en 2005**	107		Filet	27	services	Impact sur les compagnies aériennes US

L'EXPRESS

Articles sur la médiatisation de KATRINA							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
05.09.05	**Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril**	392	Biais Jean-Marc	Article	La semaine, Découvertes	74	Une saison de cyclones ravageurs: derèglement climatique
05.09.05	**On ne dompte pas le Mississippi!**	752	Festraëts Marion	Article	La semaine, Découvertes	75	La force de la nature, mauvais comportement de l'homme sur son envir.
15.09.05	**Les indiscrets - Médias/Culture**	37		Brève	Les indiscrets	18	Impact sur l'audience des JT des chaines fçaises
15.09.05	**Focus - Bush: procès pour incompétence**	395	Coste Philippe	Analyse	La semaine, Monde	62	Critique de la gestion admin. Bush
15.09.05	**Les raisins de la misère**	816	Coste Philippe	Analyse	La semaine, Monde	63	Pauvreté et misère au Etats-Unis
15.09.05	**La chronique de Bernard Guetta - Heurs et malheurs du «moins d'Etat»**	554	Guetta Bernard	Chronique	La semaine, Monde	68	Critique du libéralisme sans limite US
15.09.05	**Les indiscrets - People**	106		Filet	Les Indiscrets	22	Solidarité de star (J. Travolta) avec les sinistrés
15.09.05	**Vécu - “Abandonnées en plein cyclone”**	475	Festraëts Marion	Article	L'Express va plus loin, Débats, Vécu	108	Témoignage de rescapés

le nouvel Observateur

Articles sur la médiatisation de KATRINA							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
08.09.05	**Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril**	1185	Jean Daniel	Editorial		43	Analyse critique de la crise Katrina, comparée à la pol. fçaise d'intégration
08.09.05	**L'Amérique mise à nu**	2561	Philippe Boulet-Gercourt, env. spéc. à La Nouvelle-Orléans	Reportage		54, 63	Etat des lieux, attente des survivants, conditions difficile à Convention Center
08.09.05	**«Où sont nos hélicoptères?»**	691	Michael Moore	Courrier		56	Lettre ouverte reprochant à Bush de « préférer aller en Irak plutôt que de rafistoler les digues»
08.09.05	**Typhon politique**	765	Laurent Joffrin	Analyse		57	Inégalité sociale, économie, gestion de la crise
08.09.05	**«L'eau va vers les pauvres»**	587	Philippe Boulet-Gercourt	Article		58	Inégalité sociale, mauvais fonctionnement des secours et serv prévention
08.09.05	**«Un gouvernement impuissant»**	302	Paul Krugman	Article		60	Critique de l'ad. Bush et sa gestion.
08.09.05	**Le spectre d'une crise énergétique**	875	Jean-Gabriel Fredet	Analyse		63	Coût financier, impact sur le pétrole
08.09.05	**Titanic Bush**	924	Philippe Boulet-Gercourt	Analyse		62	Critique de l'ad. Bush et sa gestion.

08.09.05	**«Nous n'étions pas préparés»**	336	Hillary Clinton	Courrier		60	Lettre demandant à Bush de constituer une commission afin de pouvoir répondre aux catastrophes naturelles
15.09.05	**Fracture raciale pas morte**	132	Philippe Boulet-Gercourt	Article		62	Persistances des inégalités sociales aux US
15.09.05	**Bush en accusation**	1981	Philippe Boulet-Gercourt, env. spéc. au Texas	Reportage		62, 64	Critique ad. Bush: bilan énorme, opération d'aide désastreuse
15.09.05	**New Orleans blues**	1824	Richard Ford	Article		92, 93	Témoignage de l'écrivain US Richard Ford sur sa ville engloutie
22.09.05	**Ouragan sur l'Amérique**	1917	Par Harry Belafonte,	Analyse		48, 49	Par Harry Belafonte, compagnon de Martin Luther King, sur les inégalités sociales et raciales
29.09.05	**L'impact du réchauffement**	1221	Michel de Pracontal	Article		93, 94	Explication sur les liensentre changements climatiques et catastrophes
29.09.05	**Etats-Unis : après la tempête, la déprime**	1410	Philippe Boulet-Gercourt, corresp. US	Analyse		90, 93	Conséquences pol., climatiques et sociales: critique guerre en Irak

Le Point

Articles sur la médiatisation de KATRINA							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
01.09.05	**Cyclone : Katrina a provoqué une flambée du baril**	1022	Hélène Vissière	Reportage	Sciences	54	Situation Nlle orléans, impact économique
08.09.05	**Un cauchemar américain**	1106	Dominique Audibert, avec Hélène Vissière à Washington	Article	Monde	44	Gestion bush: "une avalanche de critiques dans la presse et dans la classe politique."
08.09.05	**Apocalypse Now**	2429	Emmanuel Saint-Martin, env. spéc. La Nlle Orl.	Reportage	Monde	47	"Reportage dans l'enfer de la Louisiane.": conditions de vie diff.
08.09.05	**Souvenir de La Nouvelle-Orléans**	955	Bernard-Henri Lévy	Analyse	Tribune; Editorialistes	126	Souvenirs personnels de La Nlle Orl. av. Katrina
15.09.08	**A nos lecteurs**	396	Franz-Olivier Giesbert	Editorial	Tribune; Editorialistes	6	Critique du procès fait aux US par les fçais et les politiques fçais
15.09.08	**Confidentiel**	46		Brève	France; Laser	12	Solidarité villes fçaises
15.09.08	**Bush sanctionne**	357	Hèlène Vissière (à Washington)	Article	Monde	53	Retombées politiques négatives de Katrina: démission chef agence fédérale de secours.

15.09.08	**Katrina, post-scriptum**	925	Bernard-Henri Lévy	Tribune	Tribune; Editorialistes	146	Analyse critique des réactions pol. Inter. et de la gestion crise
15.09.08	**Sur un désastre annoncé**	836	Claude Imbert	Editorial	Tribune; Editorialistes	5	Vulnérabilité d'une hyperpuissance avec les attentats du 11 sept et Katrina, pauvreté, défaillance du pouvoir central
22.09.08	**Thad Allen**	49		Brève	Monde; Laser	18	Nomination nveau resp. opérations secours
22.09.08	**Coulisses**	54		Filet	Monde; Laser	16	changement annoncé de la législation sur les constructions au Mississippi
29.09.08	**Rita en bout de course**	114		Filet	Monde; Laser	18	Comparaison bilan cyclone Rita, survenu le 24 sept sur le Texas, à celui de Katrina

2-3 Les articles de presse sur la médiatisation du séisme du Cachemire au Pakistan

Articles sur la médiatisation du séisme du Pakistan							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
10.10.05	**Les mains nues**	492	CHALANDON Sorj	Compte rendu	TELEVISION	30	"No Comment sur EuroNews.", reportage TV sur la catastrophe à Islamabad
10.10.05	**Un séisme sur la fracture entre l'Inde et le Pakistan**	765	MERCIER Celia, env. spéc. Islamabad	Article	EVENEMENT	2	Catastrophe, secours, bilan
10.10.05	**Sinistre litanie**	229	GAUDEMAR Antoine de	Editorial	EVENEMENT	3	Catastrophes naturelles, solidarité inter.
10.10.05	**A savoir**	272		Article	EVENEMENT	2	Infos pratique sur Inde, Pakistan, mesure de séisme
10.10.05	**Le Cachemire, enjeu du conflit entre l'Inde et le Pakistan**	540	GRANGEREAU Philippe	Article	EVENEMENT	4	Rappel de la situation du Cachemire
10.10.05	**La terre déchirée**	23		Brève	EVENEMENT	1	Annonce de la catastrophe
11.10.05	**"Je suis venu pour appeler au secours, ils vont tous mourir"**	674	MERCIER Celia, env. spé. Cachemire	Reportage	MONDE	8	Situation ds les villages détruits
11.10.05	**A la recherche des "zones de survie"**	483	DURAND Jacky	Article	MONDE	9	La solidarité et les secours fçais à l'œuvre
12.10.05	**Des morts innommables**	344	MARCELLE Pierre	Opinion	REBONDS	37	Critique du travail des jlistes
12.10.05	**Des millions de sans-abri attendent de l'aide au Pakistan**	869	MERCIER Celia, env. spé. Balakot	Reportage	MONDE	9	Opér. de secours, vie rescapés
13.10.05	**Nouveau séisme au Pakistan**	181	AFP	Article	MONDE	10	Forte réplique quatre jours après

14.10.05	**Dans les villages reculés du Pakistan, l'aide vient du ciel**	751	MERCIER Celia, env. spé. Mansehra	Reportage	MONDE	12	Opér. de secours, vie rescapés
15.10.05	**Au Pakistan, l'islamisme campe sur les décombres du séisme**	632	MERCIER Celia, env. spé. Balakot	Reportage	MONDE	9	Opér. de secours, aide des islamistes
15.10.05	**Bref élan de solidarité entre Inde et Pakistan**	423	PRAKASH Pierre, corresp. New Delhi	Article	MONDE	9	Situation indo- pakistanaise
17.10.05	**Au Pakistan, opérations à la chaîne sous la tente**	573	MERCIER Celia, env. spé. Muzaffarabad	Reportage	MONDE	11	Destructions, secours fçais, difficultés
18.10.05	**Pakistan : 3 millions de sans-abri menacés par l'hiver**	146	AFP	Article	MONDE	9	Situations des rescapés, secours
19.10.05	**Cachemire : Musharraf prêt à ouvrir la ligne de démarcation**	131	AFP	Article	MONDE	9	Opér. de secours et situat. pol.
20.10.05	**De la dimension politique des catastrophes naturelles**	838	AMALRIC Jacques	Analyse	REBONDS	37	Impact pol. De diverses catas. ds le monde
22.10.05	**Séisme au Cachemire: l'ONU demande l'aide de l'Otan**	129	AFP	Article	MONDE	10	Bilan humain, mobilisation aide inter

Le Monde

Articles sur la médiatisation du séisme du Pakistan							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
11.10.05	**Le tremblement de terre au Cachemire aurait fait 40 000 morts**	153		Article	La Une	1	Annonce de la catastrope, bilan
11.10.05	**Les secours affluent au Pakistan ravagé par un séisme**	1088	Françoise Chipaux	Reportage	International	2	Solidarité inter., opér. de rech. et de secours sur le terrain
11.10.05	**Territoire disputé, le Cachemire oublie ses divisions dans la tragédie**	518	Françoise Chipaux	Analyse	International	2	Rappel géopol régionale, séisme
11.10.05	**Une des zones les plus sismiques du monde**	545	Jean-François Augereau	Article	International	2	Explic. scientifiques sur les caractéristiques géophysique de la région
11.10.05	**" Ne jamais expliquer, ne jamais se plaindre "**	434	dominique dhombres	Article	COM	30	Les rescapés par miracle
12.10.05	**Au Cachemire, les victimes du séisme se sentent abandonnées**	894	Françoise Chipaux	Reportage	International	4	Situation ds les villages détruits, manque de secours, desarroi des rescapés
13.10.05	**Les mouvements islamistes se mobilisent, les volontaires affluent**	596	Françoise Chipaux	Reportage	International	5	Solidarité et opér. de secours islamistes
14.10.05	**Le séisme du Cachemire conforte le réchauffement diplomatique entre le Pakistan et l'Inde**	821	Françoise Chipaux	Analyse	International	4	Solidarité inter., secours, conflit indo-pakist.
15.10.05	**L'armée pakistanaise critiquée pour sa gestion des secours**	758	Françoise Chipaux	Article	International	3	Secours: inefficacité de l'armée, manquements du gvt

16.10.05	**Au Pakistan, fournir un abri aux rescapés du séisme devient une urgence absolue**	445	Françoise Chipaux	Article	International	6	Opér. de secours, aide inter
18.10.05	**Dans le Cachemire pakistanais, l'accès difficile aux zones touchées par le séisme pourrait menacer de mort des milliers de survivants**	715	Françoise Chipaux	Article	International	6	Opér. de secours, aide inter
19.10.05	**CACHEMIRE LA BATAILLE DES SECOURS**	2097	Robert Belleret	Reportage	HORIZONS	13	Opér. de secours, difficultés de terrain
19.10.05	**tableau de bord**	53		Filet	International	20	Impact sur l'emploi
20.10.05	**Le Pakistan et l'Inde coopèrent pour faciliter l'aide aux victimes du séisme au Cachemire**	635	Françoise Chipaux	Article	International	6	Opér. de secours et situat. pol. Régionale
22.10.05	**Des aides insuffisantes pour le Pakistan**	235		Article	La Une	1	Mobilisation aide inter. jugée faible
22.10.05	**Séisme au Pakistan : " Le monde ne répond pas ", dénonce l'ONU**	897	Françoise Chipaux	Article		4	Mobilisation aide inter. jugée faible, difficultés des rescapés

LE FIGARO

Articles sur la médiatisation du séisme du Pakistan							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
10.10.05	**Scènes de fin du monde au Cachemire après un tremblement de terre meurtrier**	1078	Marie-France CALLE	Reportage	International	2, 3	Catastrophe, scènes de vie des rescapés, bilan
10.10.05	**Islamabad durement touchée**	380	M.-F. C.	Article	International	3	Catastrophe, bilan
10.10.05	**L'Inde propose son aide humanitaire**	401	M.-F. -C., corresp. New Delhi	Article	International	3	Solidarité indienne, détente relative entre deux ennemis
10.10.05	**Désolation au Cachemire**	302	M.-F. -C., corresp. New Delhi	Reportage	La Une	2	Annonce de la catastrophe, opér. de secours
10.10.05	**Le monde entier tend la main au Pakistan**	887	Laure Mandeville (avec AFP)	Article	International		solidarité inter.
11.10.05	**La diplomatie des catastrophes naturelles**	401	M.-F. C.	Analyse	International		Conflit indo-pakistanais
11.10.05	**La colère des rescapés du Cachemire**	824	Marie-France Calle	Reportage	International		Absence ou insuffisance des secours et opér. de sauvetage, souffrance des rescapés
11.10.05	**L'armée pakistanaise dans la ligne de mire**	713	François Hauter	Analyse	International	2	Poids de l'armée pakistanaise: budget, influences…
12.10.05	**Le monde décuple son aide aux Cachemiris**	419		Article	International		Mobilisation de l'aide inter.
12.10.05	**Sur la route de Muzaffarabad, un spectacle dantesque**	1072	Renaud Girard	Reportage	International		Dégats, bilan, secours

14.10.05	**Le sauvetage des petits miraculés du Pakistan**	1050	Renaud Girard	Reportage			Secours fçais à l'œuvre
17.10.05	**Des hélicoptères au secours des Pakistanais sinistrés**	1121	Marie-France Calle	Reportage	International		Opér. de secours
17.10.05	**«Le bilan pourrait monter jusqu'à 70 000 voire 80 000 morts»**	246		Article	International		Estimations bilan humain
17.10.05	**Des milliers de sans-abri en danger de mort**	222		Article	International		Situation des rescapés
18.10.05	**Les ratés de l'armée pakistanaise au Cachemire**	970	Renaud GIRARD, Fabrice NODE LANGLOIS	Article	International	4	Armée, dégats, secours inefficaces
18.10.05	**Le Pakistan en chiffres**	56		Filet	International		Données sur la Pakistan
19.10.05	**La frontière du Cachemire prête à s'ouvrir**	69		Filet	International	4	Opér. de secours et situat. pol.
20.10.05	**Désastre humanitaire au Pakistan**	581	Marie-France Calle	Article	International		Bilan, secours et difficultés
20.10.05	**La Chine tarde à s'émouvoir**	294	Jean-Jacques Mével	Article	International	4	Mobilisation de l'aide inter.
21.10.05	**Pakistan**.	42		Brève	International		Bilan humain
21.10.05	**Séisme : des secours privés de photos satellites**	484	Julien Bourdet	Article	Sciences Médecine		Petite crise autour de photos d'1"Zone sensible et stratégique"

LaTribune

Articles sur la médiatisation du séisme du Pakistan							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
10.10.05	**Catastrophe sans précédent au Pakistan**	410	Céline About	Article	Economie		Annonce catastrophe, bilan, réaction de compassion

Les Echos
Le Quotidien de l'Economie

Articles sur la médiatisation du séisme du Pakistan							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
10.10.05	**Les secours s'organisent pour les victimes du séisme au Pakistan et en Inde**	672	RICHARD HIAULT	Article	derniere	16	Annonce catastrophe, bilan, réaction de compassion
11.10.05	**De 30.000 à 40.000 morts au Pakistan et en Inde**	275		Article	derniere	22	Bilan humain du séisme au Pakistan élevé
12.10.05	**EN BREF**	51		Filet	derniere	20	Bilan humain du séisme au Pakistan
13.10.05	**Cachemire pakistanais : les besoins de reconstruction s'annoncent colossaux**	611	YVES BOURDILLON	Article	international	8	Mobilisation de l'aide inter., coût dégats, infras. détruites, bilan, secours
13.10.05	**Pakistan**	22		Brève	La Une	1	Solidarité inter.
18.10.05	**L'aide reprend au Pakistan**	81		Filet	derniere	22	Poursuite oper. Secours
19.10.05	**Cachemire : nouvelle proposition du Pakistan**	123		Filet	derniere	18	Opér. de secours et situat. pol.
20.10.05	**Pakistan : Kofi Annan craint une seconde hécatombe**	38		Brève	derniere	16	Réaction et inquiétude du S/G des Nations Unies

L'EXPRESS

Articles sur la médiatisation du séisme du Pakistan							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
13.10.05	**Géologie - Implacable séisme**	353	Cot Bruno D.	Article	La semaine, Découvertes	91	Sismicité de la région
13.10.05	**La chronique de Jacques Attali - Dernier avertissement**	560	Attali Jacques	Chronique	La Semaine, Monde	46	Analyse politique inter. de la situation
13.10.05	**Asie du sud - Le deuil en partage**	334	Epstein Marc	Article	La Semaine, Monde	64	Rappel du conflit indo-pakistanais
20.10.05	**La chronique de Claude Allègre - Prévoir et prévenir**	593	Allègre Claude	Chronique	La Semaine, Monde	96	Explic. scient. et hist. de la géo. régionale
20.10.05	**Pakistan. Le calme après le séisme?**	178		Article	Les Indiscrets	14	Situation pol. inter. du Pakistan

le nouvel Observateur

Articles sur la médiatisationdu séisme du Pakistan							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
13.10.05	**La trêve des survivants**	310	Laurent Bijard	Article		80	Annonce de la catastrophe, bilan, secours
20.10.05	**Quand les djihadistes se font sauveteurs**	1740	Sara Daniel	Reportage	Monde	72	Actes de solidarité des islamistes

Le Point

Articles sur la médiatisation du séisme du Pakistan							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
13.10.05	**Pakistan : la tragédie**	593	olivier weber	Analyse	Monde	58	Catastrophes, conflit indo-pakist., solidarité inter.
13.10.05	**Pervez Moucharraf : le centurion anti-islamiste**	2203	Olivier Weber	Portrait	Monde	60	Le pdt Pakistanais et sa pol.
13.10.05	**« Le Pakistan est contre le terrorisme et ma mission est de lutter contre les fondamentalistes. »**	1682	Olivier Weber	Interview	Monde	63	Entretien av. le pdt pakistanais P. Moucharraf
20.10.05	**Les oubliés du séisme**	314	Vanessa Dougnac	Reportage	Monde	66	Manque de secours, difficultés des rescapés
20.10.05	**Voyage au pays des fous d'Allah**	3077	Anne Nivat	Reportage	Monde	46	Islamisme, terrorisme, dictature militaire

2-4 Les articles de presse sur la médiatisation de la famine au Niger en 2005

Articles sur la médiatisation de la famine au Niger							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
25.02.05	**Menace de famine au Niger et en Mauritanie**	49		Brève	MONDE	11	Annonce risque de crise alimentaire
26.05.05	**800 000 enfants ont faim au Niger**	34		Brève	TERRE	11	Situation enfants et sit en gle
30.05.05	**Appel à l'aide alimentaire du Niger**	103		Filet	TERRE	18	"appel angoissant" du pdt du Niger
14.06.05	**Confronté à la famine, le Niger appelle au secours**	792	HOFNUNG Thomas	Article	TERRE	13	Sit. difficile, annonce d'une aggravation possible de la crise
14.06.05	**Le Sahel meurtri par la malnutrition**	164	HOFNUNG Thomas	Article	TERRE	13	Crise: causes et conséq.
15.07.05	**Au Niger, les plus faibles "en voie de liquidation"**	72		Filet	TERRE	8	Situation enfants et pers. agées
22.07.05	**"Une inégalité criante, même dans l'humanitaire"**	780	LOSSON Christian	Interview	TERRE	9	Jean-Hervé Bradol, pdt MSF Fce sur le manque de mobil. de la cté inter.
25.07.05	**Après le Niger, la faim guette le Nigeria**	85		Filet	TERRE	9	Annonce crise par MSF
27.07.05	**Une année d'atermoiements**	270	DELBECQ Denis	Article	EVENEMENT	2	Déploiement aide inter.
27.07.05	**Une famine aux racines endémiques**	720	HOFNUNG Thomas	Analyse	EVENEMENT	3	Analyse causes de la crise
27.07.05	**L'indécence des pays riches**	349	SABATIER Patrick	Editorial	EVENEMENT	3	Crise Niger, critique mobil. aide inter.

27.07.05	**Catastrophe alimentaire au Niger**	1074	JOSSELIN Marie-Laure, env. spéc. Maradi	Reportage	EVENEMENT	2	Crise, causes, conséq, mobil. aide inter.
27.07.05	**Dans le Niger affamé**	28		Brève	TERRE	1	Mobilisation aide inter
28.07.05	**Le PAM accélère ses envois au Niger**	47		Brève	TERRE	10	Mobilisation aide inter
29.07.05	**L'aide arrive au Niger**	132		Article	TERRE	9	Mobilisation aide inter
01.08.05	**La famine peut être vaincue**	1114	MICHEL Louis, commissaire européen	Analyse	REBONDS	27	Sit. gle au Niger et au Sahara; prop solution
09.08.05	**Après le Sud, le Nord est aussi touché**	425	BLOCH Elsa	Article	TERRE	7	Crise, mobil. aide inter.
09.08.05	**Niger : les perversions du marché**	749	HOFNUNG Thomas	Article	TERRE	7	"d'un déficit céréalier relativement modeste à une véritable crise alimentaire"
16.08.05	**Niger : cruel développement**	1133	JEZEQUEL Jean-Hervé chercheur associé au CEA (Ehess, Paris)	Analyse	REBONDS	24	Analyse politique, éco. et historique
03.09.05	**Au moins 475 000 tonnes de vivres**	41		Brève	TERRE	13	Distribution de vivres
12.09.05	**L'aide laisse le Niger sur sa faim**	793	BRAQUEHAIS Stéphanie, env. spec. Niger	Reportage	TERRE	13	Distribution vivres; état de la sit. de famine
12.09.05	**Polémique nourrie entre ONU et MSF**	376	AYAD Christophe, BRAQUEHAIS Stéphanie	Article	TERRE	13	Controverse ONG et PAM

26.09.05	**Le marché aux céréales sujet à la spéculation**	458	BRAQUEHAIS Stéphanie, env. spec. Niger	Reportage	TERRE	12	Misère des agriculteurs
26.09.05	**Niger: la famine qui ne dit pas son nom**	733	BRAQUEHAIS Stéphanie, env. spec. Niger	Reportage	TERRE	12	Contreverse sur la famine ou non
28.09.05	**"Noix dodue" la bonne recette humanitaire**	2019	AYAD Christophe, REVAULT D'ALLONNES David	Reportage	GRAND ANGLE	34	Rep. sur la faim en Afrique. Niger cité en exple
26.10.05	**Lassitude**	304	SABATIER Patrick	Editorial	EVENEMENT	2	Critique de l'indifférence

Le Monde

Articles sur la médiatisation de la famine au Niger							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
15.07.08	**La famine au Niger, catastrophe annoncée mais oubliée**	532	Philippe Bernard	Article	International	6	Crise, causes, indifférnce cté inter,
24.07.05	**La communauté internationale se mobilise en faveur du Niger**	671	Corine Lesnes	Article	International	5	Crise, causes, mobil aide inter,
31.07.05	**Les choix économiques et politiques ont autant contribué à la catastrophe que les conditions climatiques**	878	R. B.	Analyse	International	4	La crise: causes et ses conséq.
31.07.05	**Au Niger, une crise alimentaire sans précédent frappe des dizaines de milliers d'enfants**	837	Robert Belleret	Reportage	International	4	Opér. secours ONG, situa. santé difficile des enfants, crise
04.08.05	**Au Niger, les humanitaires luttent pour sauver les " enfants de la faim "**	687	Robert Belleret	Reportage	International	4	Opér. secours ONG, situa. santé difficile des enfants
04.08.05	**Gâchis au Sahel**	520		Ediotorial	La Une	1	Niger, silence cté inter, Pb aide afrique et lutte ctre pvté
06.08.05	**Niger : les leçons d'une " famine " annoncée**	1308	Philippe Bernard	Analyse	La Une	1	La crise: causes, dev. ds les médias et ses conséq.
12.08.05	**Au Niger, la crise alimentaire frappe durement les éleveurs nomades peuls et touaregs**	1001	Robert Belleret	Article	International	5	La crise: causes et ses conséq.

18.08.05	**Mamadou Tandja, président du Niger**	123	Kelly Pujar	Filet	Monde; Laser	11	Pb d'appréciation du niveau de crise
19.08.05	**Niger : combien de famines, encore ?**	1190	Jean-Pierre Guengant, démographe IRD	Analyse	International	13	Analyse politique et historique
25.08.05	**" Au Niger, l'ONU fournit des rations inadaptées, et aux mauvais endroits "**	749	Propos recueillis par Florence Beaugé	Interview	International	3	La crise au Niger
30.08.05	**Famine au Niger : nous sommes tous responsables**	1176	Kofi Annan, SG ONU	Analyse	La Une	1	Réflexion du SG de l'ONU sur les causes, les enjeux et les responsabilités de la crise

LE FIGARO

Articles sur la médiatisation de la famine au Niger							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
21.06.05	**Le Niger menacé par la famine**	679	Tanguy Berthemet	Article	International		Relais cri d'alarme de MSF
30.07.05	**Le Niger en proie à la famine**	742	François HAUTER	Article	International	2	Crise, mobil. aide fçaise et inter
30.07.05	**La France aide le Niger en proie à la famine**	785	François HAUTER, env. spéc. Niger	Reportage	International		Crise, mobil. aide fçaise et inter
30.07.05	**Le monde a tardé à réagir**	424	Richard HEUZE	Article	International	2	Indifférence, mobil. aide
30.07.05	**Aminou, quatre ans, chronique d'une mort annoncée**	432	Francis Temman, AFP.	Reportage	International	2	Exple d'enfant à l'agonie
01.08.05	**Douste-Blazy tambourine sa « diplomatie de l'humanitaire »**	752	François HAUTER, env. spéc. Niger	Article	International	4	Déplacement d'officiels, la crise
23.08.05	**Niger : les multiples facettes de la «crise alimentaire»**	786	Caroline Dumay env. spéc. Zinder (Niger)	Reportage	International		Causes crises, opér. de secours MSF, visite Kofi annan
23.08.05	**Le président nigérien rejette le terme de « famine »**	173		Article	International	3	Pb d'appréciation du niveau de crise

LaTribune

Articles sur la médiatisation de la famine au Niger						
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Sujets évoqués**

Les Echos
Le Quotidien de l'Economie

Articles sur la médiatisation de la famine au Niger							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
26.07.05	**Famine au Niger : le pire reste à venir**	45		Brève	dernière	11	Possibilité extension famine
08.08.05	**Niger : la lutte contre la faim piétine**	577		Analyse	international	6	Crise, victimes, aide insuffisante
24.08.05	**Kofi Annan au Niger pour un point sur la famine**	103		filet	dernière	12	Déplacement d'officiels, la crise

L'EXPRESS

Articles sur la médiatisation de la famine au Niger							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
01.08.05	**Catastrophe annoncée**	149		Article	La semaine en images	6	Famine, malnutrition
08.08.05	**Afrique - Niger: les ratés de l'aide**	285	Guillemain Olivier	Article	La Semaine, Monde	36	Dénonciation pouv. nigérien et inég. aide
22.08.05	**Vécu - “Je vois le Niger souffrir depuis trop longtemps”**	443	Hélène Agnelli, resp. huma	Opinion	L'Express va plus loin, Débats, Vécu	57	Analyse de la situation

le nouvel Observateur

Articles sur la médiatisation de la famine au Niger							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
30.06.05	**Niger**	72		Filet	Etrangères	21	Famine, milliers d'enfants en danger
11.08.05	**Qu'est-ce qu'une famine?**	338	Virginie Sansico	Article		19	Explication du sens des mots et cas du Niger
11.08.05	**Niger : les raisons d'un désastre**	2789	Nathalie Funès, env. spéc. Niger	Reportage		16, 20	«Le monde a été sourd», cause et conséq. de la crise

Le Point

Articles sur la médiatisation de la famine au Niger							
Date	**Titre de l'article**	**Nb mots**	**Auteur**	**Genre**	**Rubrique**	**Page**	**Sujets évoqués**
01.06.05	**La famine s'étend**	33		Brève	Monde; Laser. Coulisses	14	Inquiétudes org. humanitaires
20.07.05	**La famine menace**	219	Hortense Valroger	Article	Monde	31	Crise; Mobilisation aide inter
04.08.05	**Le Niger en sursis**	105	W. G.	Filet	Monde; Laser	6	Famine, des milliers de vies menacées, situation dramatique

III. Tableaux de totalisation des articles par crise et par journal

3-1 Tableaux de totalisation des articles par crise humanitaire

Tsunami			
Les quotidiens d'informations générales et économiques			
	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
Le Figaro	12	190	15,83
Libération	12	108	9,00
Le Monde	12	113	9,42
Les Echos	10	73	7,30
La Tribune	10	40	4,00
Total	56	524	9,36

Les magasines hebdomadaires d'information			
	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
L'Express	4	27	6,75
Le Nouvel Observateur	3	20	6,67
Le Point	4	23	5,75
Total	11	70	6,39

Katrina			
Les quotidiens d'informations générales et économiques			
	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
Le Figaro	12	124	10,33
Libération	12	60	5,00
Le Monde	12	90	7,50
Les Echos	10	79	7,90
La Tribune	10	66	6,60
Total	56	419	7,48

Les magasines hebdomadaires d'information			
	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
L'Express	2	8	4,00
Le Nouvel Observateur	4	15	3,75
Le Point	5	12	2,40
Total	11	35	3,18

Tableaux de totalisation des articles par crise humanitaire (suite et fin)

Niger			
Les quotidiens d'informations générales			
	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
Le Figaro	4	8	2,00
Libération	18	26	1,44
Le Monde	10	12	1,20
Les Echos	3	3	1,00
La Tribune	0	0	-
Total	35	49	1,40

Les magasines hebdomadaires d'information			
	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
L'Express	3	3	1,00
Le Nouvel Observateur	2	3	1,50
Le Point	3	3	1,00
Total	8	9	1,17

Pakistan			
Les quotidiens d'informations générales			
	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
Le Figaro	9	21	2,33
Libération	11	19	1,73
Le Monde	10	16	1,60
Les Echos	7	8	1,14
La Tribune	1	1	1,00
Total	38	65	1,71

Les magasines hebdomadaires d'information			
	Nombre d'éditions	**Nombre d'articles**	**Moyenne articles par édition**
L'Express	2	5	2,50
Le Nouvel Observateur	2	2	1,00
Le Point	2	5	2,50
Total	6	12	2,00

3-2 Tableaux de totalisation des articles par journal

Le Figaro			
Médiatisation/Crises	**Nombre d'éditions**	**Nombre d'articles**	**Moyenne arti. par édition**
Le tsunami	12	190	15,83
Katrina	12	124	10,33
Séisme du Pakistan	9	21	2,33
Famine au Niger	4	8	2,00
Total/moyenne générale	37	343	9,27

Le Monde			
Médiatisation/Crises	**Nombre d'éditions**	**Nombre d'articles**	**Moyenne arti. par édition**
Le tsunami	12	113	9,42
Katrina	12	90	7,50
Séisme du Pakistan	10	16	1,60
Famine au Niger	10	12	1,20
Total/moyenne générale	44	231	5,25

Libération			
Médiatisation/Crises	**Nombre d'éditions**	**Nombre d'articles**	**Moyenne arti. par édition**
Le tsunami	12	108	9,00
Katrina	12	60	5,00
Séisme du Pakistan	11	19	1,73
Famine au Niger	18	26	1,44
Total/moyenne générale	53	213	4,02

Les Echos			
Médiatisation/Crises	**Nombre d'éditions**	**Nombre d'articles**	**Moyenne arti. par édition**
Le tsunami	10	73	7,30
Katrina	10	79	7,90
Séisme du Pakistan	7	8	1,14
Famine au Niger	3	3	1,00
Total/moyenne générale	30	163	5,43

Tableaux de totalisation des articles par journal (suite et fin)

La Tribune			
Médiatisation/Crises	**Nombre d'éditions**	**Nombre d'articles**	**Moyenne arti. par édition**
Le tsunami	10	40	4,00
Katrina	10	66	6,60
Séisme du Pakistan	1	1	1,00
Famine au Niger	0	0	
Total/moyenne générale	21	107	5,10

Le Nouvel Observateur			
Médiatisation/Crises	**Nombre d'éditions**	**Nombre d'articles**	**Moyenne arti. par édition**
Le tsunami	3	20	6,67
Katrina	4	15	3,75
Séisme du Pakistan	2	2	1,00
Famine au Niger	2	3	1,50
Total/moyenne générale	11	40	3,64

L'Express			
Médiatisation/Crises	**Nombre d'éditions**	**Nombre d'articles**	**Moyenne arti. par édition**
Le tsunami	4	27	6,75
Katrina	2	8	4,00
Séisme du Pakistan	2	5	2,50
Famine au Niger	3	3	1,00
Total/moyenne générale	11	43	3,91

Le Point			
Médiatisation/Crises	**Nombre d'éditions**	**Nombre d'articles**	**Moyenne arti. par édition**
Le tsunami	4	23	5,75
Katrina	5	12	2,40
Séisme du Pakistan	2	5	2,50
Famine au Niger	3	3	1,00
Total/moyenne générale	14	43	3,07